

**COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL  
(IX)**

---

**Réunion du 20 novembre 2023**

---

**DELIBERATIONS  
(n<sup>os</sup> 23.CP.IX.18 à n<sup>os</sup> 23.CP.IX.62)**

**2<sup>ème</sup> Recueil**

**\*\***

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.18**

**Politique Départementale d'Insertion.**

**Soutien aux actions d'insertion au profit des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA).**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Mireille VOLPATO

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.18

Politique Départementale d'Insertion.  
Soutien aux actions d'insertion au profit des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion, objet de la délibération du Conseil départemental n° 16-181 du 31 mars 2016,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.VI.26 du 17 juillet 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

APPROUVE les conventions et/ou avenants ci-annexés (I à IX), dans le cadre du Revenu de Solidarité Active (RSA), entre le Département de la Dordogne et les Structures ci-après :

**I - LE LIEN SOCIAL ET LA MOBILISATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE**

*Action de mobilisation et/ou ateliers d'activité*

Structure	Montant des aides proposées (Plan Pauvreté) (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023)
CHEVAL NATURE EN PERIGORD VERT (CNPV) « En Selle » (Annexe I)	30.000 €

L'engagement financier des crédits d'un montant de 30.000 € sera imputé au budget de l'Exercice 2023 au chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18.

## II - L'ACCOMPAGNEMENT VERS L'AUTONOMIE ET L'EMPLOI

### *Action de réapprentissage de base à visée professionnelle*

Structures	Montant des aides proposées (Fonds Départemental d'Appui à l'Insertion) (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023)
Association Périgourdine d'Action et de Recherche sur l'Exclusion (APARE) - Atelier de formation de base en faveur de l'inclusion active (Annexe II)	27.588 €
Association Centre Social Saint-Exupéry - Atelier Plume : Renforcement des savoirs de base (Annexe III)	12.800 €
<b>TOTAL</b>	<b>40.388 €</b>

L'engagement financier des crédits sera imputé au budget de l'Exercice 2023, au chapitre 9344, article fonctionnel 444, nature 6568.27, pour un montant de **40.388 €**.

Structure	Montant des aides proposées (Plan Pauvreté) (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023)
Centre Social Saint-Exupéry - Atelier Plume : Mineurs Non Accompagnés - (Annexe IV)	30.000 €

L'engagement financier des crédits d'un montant de **30.000 €**, sera imputé au budget de l'Exercice 2023, au chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18

### *Accompagnement individuel personnalisé*

Structure	Montant de l'aide proposée (Fonds Départemental d'Appui à l'Insertion) (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023)
Association Centre Social Saint-Exupéry - Pôle d'Accueil, d'Orientation et d'Insertion (PAOI) (Annexe V)	7.626 €

L'engagement financier des crédits d'un montant de **7.626 €** sera imputé au budget de l'Exercice 2023, au chapitre 9344, article fonctionnel 444, nature 6568.27.

### III - LA MISE EN ACTIVITE ET EN EMPLOI

#### *Actions de mise en activité au sein des Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI)*

Structure	Montant de l'aide proposée (Plan Pauvreté) (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023)
Association de Soutien de la Dordogne - Programme Convergence - Premières heures en chantier - (Annexe VI)	43.920 €

L'engagement financier des crédits d'un montant de **43.920 €** sera imputé au budget de l'Exercice 2023, au chapitre 9344, article fonctionnel 444, nature 6568.29.

Structure	Montant de l'aide proposée (Fonds de Soutien à la Mission d'Insertion) (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023)
Centre socioculturel Envol - Transport social à la demande - (Annexe VII)	11.000 €

L'engagement financier des crédits sera imputé sur le budget de l'Exercice 2023, au chapitre 9344, article fonctionnel 448, nature 65748.26, pour un montant de **11.000 €**.

### IV - L'ACCES AUX DROITS ESSENTIELS

#### *Action de santé*

Structure	Montant de l'aide proposée (Plan Pauvreté) (du 1 <sup>er</sup> juin au 31 décembre 2023)
Association Formation Avenir Conseil (AFAC 24) - Ecoute Accompagnement Santé pour l'Insertion (EASI) - (Annexe VIII)	45.000 €

L'engagement financier des crédits sera imputé pour un montant de **45.000 €** sur le budget de l'Exercice 2023, au chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18.

*Accès au logement*

Structure	Montant de l'aide proposée (Plan Pauvreté) (du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023)
Compagnons Bâisseurs Nouvelle-Aquitaine (CBNA) - Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA) - Annexe IX	15.000 €

L'engagement financier des crédits sera imputé pour un montant total de **15.000 €** sur le budget de l'Exercice 2023, au chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à les signer et les exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:32:31  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





**Convention avec l'Association Cheval Nature en Périgord Vert (CNVP)  
pour l'action d'insertion « En Selle »  
au profit d'allocataires du RSA.**

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

**ET :**

**L'Association Cheval Nature en Périgord Vert (CNVP)** sise Place François Mitterrand - 24800 SAINT-JORY-DE-CHALAIS, régulièrement déclarée en Préfecture, sous le SIRET n° 511 287 583, représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat et le Département et ses avenants successifs,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général,

## Préambule :

Le dispositif d'insertion mis en place par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 s'inscrit dans le cadre d'une politique décentralisée dont le principe est : [...] « les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des départements » (article L.115-2 du CASF).

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA réforme les politiques d'insertion, réaffirme la compétence des Départements en matière d'action sociale et fait expressément du Président du Conseil départemental le pilote des politiques d'insertion et donc des actions déclinées sur le territoire départemental.

Deux documents cadres regroupent et proposent une stratégie de la politique départementale d'insertion : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les orientations stratégiques de la Collectivité et le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) qui définit les modalités de coordination avec les partenaires.

La politique départementale d'insertion, qui est en grande partie une politique volontariste financée par le Département, s'adresse aux allocataires ou à leurs ayants droit. Elle est portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) et mise en œuvre par le Pôle RSA – Lutte Contre l'Exclusion (Pôle RSA-LCE). Elle a pour objectif de permettre à tous les allocataires de pouvoir construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle dont la finalité est la reprise d'emploi ou d'activité, que ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de Pôle emploi ou du Département.

Pour atteindre cet objectif, elle s'appuie notamment sur un ensemble d'opérateurs du secteur de l'insertion socio-professionnelle qui sont des acteurs importants dans la lutte contre l'exclusion et le développement solidaire des territoires. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans les missions d'intérêt général relatives à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social et à l'autonomie pour les personnes en voie d'insertion professionnelle ou éloignées de l'emploi, en référence à la nouvelle rédaction de l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'action de mobilisation et l'atelier d'activité constituent les premières étapes du parcours d'insertion socio-professionnelle d'allocataires du RSA en grande difficulté économique, sociale et/ou en phase de désinsertion. Ces étapes peuvent être un sas vers un ACI, une formation, un emploi aidé ou classique. Ces actions sont portées par des associations et soutenues principalement par le Conseil Départemental de la Dordogne.

Dans la mise en œuvre de cette action, il est attendu un partenariat renforcé avec les Responsables d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI) et les Référents Insertion du Département.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Plan d'actions 2023 de la Convention de Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi.



Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités et participations respectives des Cosignataires pour l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'attribution de la participation du Département affectée à l'action d'insertion. Celle-ci, au profit d'allocataires du RSA, est initiée, conçue et déposée auprès du Pôle RSA-LCE par l'Association. Sa description figure à l'Article 2 de la convention.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 – Nature de l'action soutenue**

Il s'agit de la mise en œuvre, sous la responsabilité de l'Association, d'une action d'insertion intitulée « En Selle » qui se décline de la manière suivante :

- • Une action de mobilisation au travers d'ateliers collectifs (Image de soi, Budget, Hygiène, Jeux de rôle Emploi, Atelier culinaire et repas pour permettre à la personne de renouer le lien social, de créer un espace de dynamisation, d'évaluer les capacités de celle-ci à se projeter dans un parcours et à mobiliser les ressources nécessaires.
- • Un atelier d'activité avec comme supports : le maraichage sur le pôle maraîchage, la traction animale et la médiation équine.
  - Un accompagnement socio-professionnel, individuel, qui proposera un accueil personnalisé, la mobilisation des ressources, un suivi du parcours et une aide à la résolution des freins.

Cette action s'inscrit dans le cadre des attendus fixés par le Département (Annexes 1 et 2 à la convention). L'action est qualifiée par le Département de Service d'Intérêt Économique Général (SIEG).

### **2.2 – Public concerné par l'action**

Le public concerné correspond aux allocataires du RSA conformément au Guide de prise en compte du public « orienté département » dans les Structures d'insertion (Annexe 3 à la convention).

### **2.3 – Lieu de déroulement de l'action**

L'action se déroulera sur le territoire de Saint-Jory-de-Chalais, Communautés de Communes Périgord-Limousin, Périgord Nontronnais et Isle-Loue-Auvézère.

Cependant, l'action proposée devra être accessible à tout allocataire du RSA intéressé sur l'ensemble du territoire départemental.

### **2.4 – Moyens humains mis à disposition pour l'action**

L'Association fait intervenir, sous la responsabilité de son Président en exercice, les personnes suivantes : un Directeur, un Coordonnateur, un Encadrant technique et social, un Accompagnateur socio-professionnel à temps partiel.

Ce personnel devra posséder un diplôme en lien avec la fonction et les missions liées au bon déroulement de l'action ou s'engager dans un parcours de formation dans les meilleurs délais.

L'Association s'engage à faire parvenir dès signature de la convention :

- Le Plan de formation du personnel permanent pour l'année en cours ;
- Les Curriculum Vitae des personnes affectées à l'action.

Tout changement dans la composition de la liste des personnes affectées à l'action d'insertion (personnel sous contrat de travail) ou dans leur quotité de temps de travail, devra faire l'objet d'une communication écrite préalable auprès du Pôle RSA-LCE de la DGA-SP.

## **2.5 – Résultats attendus de l'action**

### **2.5.1 - Quantitatifs (sauf circonstances particulières)**

- l'objectif visé est 20 allocataires du RSA,
- 80 % minimum de ces allocataires du RSA orientés par le Département sur l'ensemble du public accompagné conformément au Guide de prise en compte du public « orienté département » dans les Structures d'insertion (Annexe 3 à la convention).

### **2.5.2 - Qualitatifs**

Sur la base des modules et des moyens humains mobilisés, l'Association s'engage à atteindre les objectifs décrits dans le cadre des attendus fixés par le Département (Annexes 1 et 2 à la convention).

### **2.5.3 - Mobilisation des acteurs locaux et recherche d'efficience**

- Recherche de partenariat avec les Collectivités du Bloc communal, des Associations, etc. ;
- Effort de mutualisation.

## **2.6 – Orientation, entrée-renouvellement et suivi et bilan du parcours de l'allocataire du RSA orienté sur l'action**

### **2.6.1 - Orientation**

Toute participation à l'action d'insertion d'un allocataire du RSA devra faire l'objet d'une orientation par le Référent Insertion, validée par le RUTAI.

### **2.6.2 - Entrée sur l'action et renouvellement du parcours**

L'Association associera le RUTAI à la sélection des allocataires du RSA qui pourront participer à l'action et l'invitera à participer à cette phase suivant les modalités de son choix. Il fera signer à ce dernier un Contrat d'engagement.

Arrivée à l'échéance du contrat, l'Association étudiera avec le RUTAI, l'opportunité de renouveler ce dernier. En tout état de cause, le renouvellement ne pourra se faire de manière unilatérale par l'Association.

L'entrée ou le renouvellement d'un allocataire du RSA orienté par le Département devra faire l'objet d'une validation par le RUTAI avant son entrée effective sur l'action. Une rencontre tripartite pourra être organisée au démarrage dans l'emploi à la demande du RUTAI.

### **2.6.3 - Suivi du parcours**

L'Association devra favoriser la professionnalisation des publics accompagnés, notamment par le biais de la formation (articulation du temps de travail avec le temps de formation, etc.).

Toute modification ou difficulté dans le parcours d'insertion de la personne devra faire l'objet d'une information par mail au Référent d'Insertion concerné avec copie au RUTAI. Il pourra alors être organisé une rencontre pour faire un point de situation.

Par ailleurs, toute absence quels qu'en soient les motifs, devra être signalée par écrit, dans les 48 heures, au Référent Insertion avec copie au RUTAI.

Afin d'optimiser le parcours individuel du public orienté, des suivis de l'action auront lieu à la fréquence suivante :

- tous les mois : des Tableaux de présence des usagers sur l'action et résumant leur parcours seront transmis aux Référents d'Insertion et Responsable Adjoint Insertion d'Unité Territoriale et seront fournis chaque fin de semestre au Pôle RSA – LCE de la DGA-SP,
- tous les trimestres, le Comité technique permettra de faire un point sur les parcours du public et de répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées (Article 2.7.2 de la convention),
- en fin d'année, l'Association adressera au RUTAI de son secteur, avec copie au Pôle RSA-LCE, un Etat récapitulatif de la présence des allocataires réellement accompagnés dans l'action.

La liste des allocataires du RSA sera adressée à la fin de chaque semestre au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP ainsi qu'à l'Unité Territoriale concernée si l'action n'est pas de portée départementale.

Les services du Conseil départemental concernés doivent être en mesure de rencontrer, à leur demande, sur les lieux, l'Allocataire et le Responsable de l'activité dans l'Association afin d'obtenir de celle-ci tout élément d'évaluation nécessaire au suivi et au renouvellement du Contrat d'engagement réciproque.

#### **2.6.4- Bilan du parcours**

A la fin du parcours du participant, et dans un délai d'un mois, un bilan individuel des actions entreprises sera établi par l'Association et transmis :

- à l'Allocataire du RSA,
- au Référent Insertion et au RUTAI de l'Unité Territoriale concernée.

## **2.7 – Instances de suivi de l'action**

### **2.7.1 - Comité de pilotage**

Un Comité de pilotage, chargé de veiller au bon fonctionnement de l'action, sera mis en place. A l'initiative de l'Association, il se réunira au moins deux fois par an (au début de l'année et entre juin et septembre) pour l'examen d'un Bilan annuel et intermédiaire.

Ce Comité de pilotage devra au moins être composé :

- d'un représentant de l'Association,
- des représentants du Conseil Départemental de la Dordogne : représentants du Pôle RSA-LCE et de l'Unité Territoriale concernée,
- de représentants des partenaires de l'Association (Communauté de Communes, Communes, autres Associations, Entreprises ...),
- de tous représentants dont l'Association jugera la présence utile.

Les membres du Comité de pilotage pourront se faire accompagner des collaborateurs dont ils jugent la présence nécessaire.

Il désignera en son sein, les personnes composant le Comité technique.

### **2.7.2 - Comité technique**

Le Comité technique aura pour objet de faire un point sur les parcours du public et répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées.

Il se réunira trimestriellement à l'initiative de l'Association.

## **2.8 – Durée et date d’effet de l’action**

L’action conventionnée est conclue pour une durée de 12 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## **2.9 – Bilan final de l’action**

A l’issue de l’action, un Bilan final sera transmis par l’Association au Pôle RSA-LCE et à l’Unité Territoriale conformément au modèle transmis.

A l’appui de ce document, l’Association peut fournir toutes autres pièces qu’elle jugera utile pour mettre en valeur l’action financée.

## **ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT DE L’ACTION**

### **3.1 – Montant de la subvention**

Cette action d’insertion sera financée par le Conseil départemental à hauteur d’une subvention globale de **30.000 €**.

Le financement de cette action sera imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18 au budget de l’Exercice 2023.

### **3.2 – Modalités de versement**

Cette somme sera versée à l’Association de la manière suivante :

- un acompte de 24.000 € (80 %) dès la signature de la convention,
- un solde, à réception du Bilan final et au prorata du nombre d’allocataires du RSA orientés par le Département, en rapport avec le critère de 80 % fixé à l’article 2.5.1 (sauf circonstances particulières).

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D’EFFET DE LA CONVENTION**

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine au 30 juin 2024.

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT**

### **5.1 – Contrôle financier**

L’Association, s’engage à fournir :

- le Compte rendu financier de l’action, signé du Président et du Trésorier qui retracera les charges et produits affectés à la réalisation de l’action sur 2023 et sera complété selon le modèle figurant en Annexe 4 à la convention (Cerfa 12.156\*3). Ce Compte rendu financier de l’action permettra de vérifier si les dépenses et les recettes sont directement liées à la réalisation de l’action, c’est-à-dire :
  - . liées à l’objet de l’action,
  - . nécessaires à la réalisation de l’action,
  - . raisonnables selon le principe de bonne gestion,
  - . engendrées pendant le temps de la réalisation de l’action,
  - . directement dépensées par l’Association,
  - . identifiables et contrôlables.
- les Comptes annuels provisoires puis définitifs de l’Association (Bilan, Compte de résultat et leurs Annexes).

L’Association s’engage à désigner un Commissaire aux comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu’elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

## **5.2 – Autres contrôles**

Afin de vérifier l'utilisation des fonds dont l'Association a la charge, un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les Parties fera l'objet d'un avenant. Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE – RESPONSABILITE**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de son activité et des personnels concourant à la réalisation de l'action. Elle s'engage à respecter et à faire respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 8 : IMPÔTS - TAXES - DETTES - RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSAFF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION**

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE toute modification affectant les documents suivants transmis préalablement à l'engagement du Département :

- statuts,
- déclaration de l'Association à la Préfecture,
- composition du Conseil d'administration et du Bureau,
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original, signé du Président et du Trésorier, avec mention des noms, prénoms et qualités.

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE, dans le mois de l'approbation par l'Assemblée Générale, son Procès-verbal, son Bilan, son Compte de résultat et les Annexes.

L'Association s'engage à informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement d'importance susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de l'Association et le principe de l'intervention départementale tel qu'il est défini dans la présente convention :

- difficultés financières graves susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

#### **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

L'Association bénéficiaire s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne avec la Charte graphique du logotype dans toutes les actions de communication engagées (affiche, dépliant, programme, flyer, site Internet).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales. Le non-respect de ces obligations peut entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions accordées ou leur reversement.

#### **ARTICLE 11 : INTERRUPTION DE LA CONVENTION – CLAUSE DE RESILIATION**

La présente convention pourra être interrompue immédiatement en cas de non-respect de l'un de ses termes ou en cas de dissolution ou de changement de statut social du Cocontractant.

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de toute ou partie de la participation versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, en cas de mesures gouvernementales exceptionnelles (ex : crise sanitaire) nécessitant la fermeture temporaire de la Structure ou un aménagement de son fonctionnement, il appartiendra à l'Association de bien vouloir transmettre au Pôle RSA-LCE, dans les plus brefs délais :

- un Plan de continuité d'activité détaillant les modalités mise en œuvre pour assurer la protection de son personnel (permanent et d'insertion), le maintien de son activité et l'accompagnement, notamment à distance, des allocataires du RSA,
- un Plan de reprise pour anticiper dans de bonnes conditions la sortie progressive de la période de crise.

#### **ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVERSEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clause de résiliation), s'il apparaît, au terme des opérations de contrôle financier, que la participation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit, après avoir entendu l'Association, le cas échéant, de mettre fin à la participation accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la participation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Le reversement est effectué par l'Association dans un délai d'un mois, après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale.

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

### **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels qu'ils sont indiqués en en-tête de la présente convention.

### **ARTICLE 15 : EXECUTION**

Le Comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental.  
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée  
de la Solidarité-Enfance-Famille, Insertion,  
Économie sociale et solidaire,**

**Pour l'Association  
Cheval Nature en Périgord Vert,  
le Président en exercice,**

**Mireille VOLPATO**

## ANNEXE 1

### ATTENDUS D'UNE ACTION DE MOBILISATION POUR LES ALLOCATAIRES DU RSA

Les **Actions de mobilisation** constituent une première étape des parcours d'insertion des publics RSA en grande difficulté économique, sociale et/ou en phase de désinsertion. Cette étape peut être un sas vers un atelier d'activité, un ACI, une formation, un emploi aidé ou classique. Ces actions sont portées par des associations et soutenues notamment par le Conseil Départemental de la Dordogne.

#### *OBJECTIFS GENERAUX*

- Développement du mieux-être personnel et social,
- Redynamisation,
- Développement de l'autonomie,
- (Re)création du lien social,
- Objectivisation des possibles,
- Repérage et évaluation des capacités mobilisables et des obstacles.

#### *OBJECTIFS OPÉRATIONNELS*

- Permettre de rompre l'isolement et de retisser du lien social,
- Créer une dynamique de groupe,
- Redynamiser, remobiliser, restaurer la motivation,
- Reprendre confiance en soi, prendre conscience de ses capacités,
- Identifier les freins et les potentialités,
- Permettre à chaque participant de se projeter,
- Faciliter l'émergence d'un projet personnel et professionnel si possible,
- Evaluer les capacités et les étapes à mener dans le cadre d'un parcours,
- Faciliter la connaissance des ressources territoriales et l'usage des équipements de proximité.

#### *DEMARCHE*

L'action s'inscrit dans le collectif et dans l'individuel :

- Le travail en collectif pour sortir de l'isolement, développer la confiance en soi, évaluer les capacités, les compétences à développer pour intégrer ensuite si possible, un environnement professionnel,
- Un accompagnement individuel afin de travailler à la résolution de freins périphériques (santé, logement, mobilité notamment) faisant obstacle à une insertion.

#### *CONTENU ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE*

##### ◆ Ateliers collectifs

Modules collectifs accessibles à tous, utilisant divers supports thématiques :

- Des incontournables : santé, vie quotidienne, informatique et numérique, image de soi, mobilité...
- Des spécifiques : budget, cuisine, culture, sport adapté, communication, créatif, environnement...

##### ◆ Accompagnement socio professionnel

*Accompagnement individuel à la réussite du parcours et travail sur le projet personnel et professionnel*

- Accompagnement et suivi des personnes sur les questions périphériques et/ou anticipation de celles-ci : logement, mobilité, santé, finances, situation familiale... :
  - Faire le point avec le bénéficiaire sur le déroulement de l'action, savoir si elle est conforme à ses attentes,



- Permettre au bénéficiaire de s'exprimer sur ses problématiques,
- Accompagner dans les moments de découragement, de doute, etc.
- Relations avec les référents insertion et assistants sociaux,
- Coordination et régulation avec les intervenants internes et extérieurs,
- Préparation de la sortie.

#### ◆ Services supplémentaires suivant les structures

- Transport,
- Colis banque alimentaire,
- Repas,
- Ticket bus,
- Petit déjeuner,
- Etc.

#### *SUIVI DU PARCOURS*

- Dans la première phase de suivi d'accompagnement individuel, une fiche individuelle sera mise en œuvre pour formaliser le suivi, avec signature du bénéficiaire (pour chaque entretien),
- A la fin de l'action, un entretien d'accompagnement et débriefing du déroulé de l'action avec le et/ou les bénéficiaires.

#### *FREQUENCE et DUREE*

- Deux demi-journées hebdomadaires minimum de présence,
- La présence dans l'action sera basée sur un engagement de 6 à 12 mois éventuellement renouvelable, jusqu'à 24 mois maximum.

#### *MOBILITE*

Afin de lever les freins liés à la mobilité, le partenaire engagé dans l'action doit veiller à ce que les lieux et horaires des sessions proposées soient adaptés au maximum de personnes en tenant compte des lignes de car/bus desservant l'action, des possibilités de covoiturage, etc.

#### *SUIVI DE L'ACTION*

Un comité de pilotage est organisé au démarrage de l'action, à mi-action et à la fin de l'action.

Des bilans réguliers doivent faire apparaître :

- Les caractéristiques du public accompagné : données quantitatives par genre, par âge, etc...,
- La réalisation des objectifs : données qualitatives individuelles liées aux évolutions du public,
- Un état descriptif du contenu des actions, des partenaires rencontrés et en quoi ceci a contribué à la levée des freins ou l'émergence d'un projet personnel et/ou professionnel.

Un bilan final est présenté en comité de pilotage.

#### *OPÉRATEUR*

Structure pouvant mobiliser une réelle expérience dans l'accompagnement de personnes durablement éloignés de l'emploi notamment allocataires du RSA dans une démarche d'insertion sociale et/ou socioprofessionnelle.

#### *MOYENS HUMAINS*

Affectation à cette action d'un-e animateur-trice ou formateur-trice ou éducateur-trice et d'un-e Accompagnateur-trice Socio-Professionnel expérimenté-es.

Les **Ateliers d'activité** constituent souvent une seconde étape des parcours d'insertion des publics RSA en grande difficulté économique, sociale et/ou en phase de désinsertion. Ces ateliers proposent des mises en situation professionnelle adaptées sur des supports d'activité de type créatifs, espaces verts, cartonnage, etc. Ces Ateliers permettent d'évaluer les capacités « à faire » et « l'employabilité » des personnes accueillies. Cet atelier d'activité est constitutif d'un « assemblier » avec les actions de mobilisation et les actions collectives à visée socio-éducative. Il en représente la seconde étape, tel un sas, avant l'accès à une mise en situation professionnelle ou l'intégration dans un dispositif d'accompagnement individualisé ou une SIAE ou en formation ou en emploi direct.

Ces ateliers sont portés par des associations et soutenues plus particulièrement par le Conseil Départemental de la Dordogne.

#### *OBJECTIFS GENERAUX*

- Travail de (re)mise en activité,
- Evaluation de la reprise d'activité professionnelle et des ressources mobilisables,
- Développement des compétences techniques,
- Restauration de la capacité à se projeter dans une activité,
- Accompagner à la réussite du parcours d'insertion.

#### *OBJECTIFS OPERATIONNELS*

- Mettre en situation professionnelle de la personne,
- Valoriser et évaluer des compétences, des savoirs êtres et des savoirs faire,
- Evaluer des habiletés manuelles et des difficultés techniques et comportementales,
- Réapprentissage des rythmes de travail, du travail en équipe, des contraintes de travail, etc...,
- Evaluer des capacités à reprendre une activité, évaluer employabilité,
- Orienter et aider à la construction d'un projet professionnel,
- Acquérir des compétences techniques,
- Aider à la levée des freins à l'insertion socioprofessionnelle.

#### *DEMARCHE*

L'action s'inscrit dans le collectif et dans l'individuel :

- Le travail en collectif pour développer la confiance en soi, évaluer les capacités, les compétences à développer pour intégrer ensuite si possible, un environnement professionnel,
- Un accompagnement individuel afin de travailler à la résolution de freins périphériques (santé, logement, mobilité notamment) faisant obstacle à une insertion.

#### *CONTENU ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE*

##### ◆ Ateliers d'activité

Ateliers de mise en situation professionnelle adaptée avec des supports d'activités créatrices ou productives, d'intérieur ou d'extérieur : objets créatifs, ébénisterie, bois, restauration meubles, jardin, recyclage, couture, création ameublement, décoration, cuisine, etc...

◆ Accompagnement socioprofessionnel :

*Accompagnement individuel à la réussite du parcours et travail sur le projet personnel et professionnel*

- Accompagnement et suivi des personnes sur les questions périphériques et/ou anticipation de celles-ci : logement, mobilité, santé, finances, situation familiale, etc... :
  - Faire le point avec le bénéficiaire sur le déroulement de l'action, savoir si elle est conforme à ses attentes,
  - Permettre au bénéficiaire de s'exprimer sur ses problématiques,
  - Accompagner dans les moments de découragement, de doute, etc...,
- Relations avec les référents insertion et assistants sociaux,
- Coordination et régulation avec les intervenants internes et extérieurs,
- Préparation de la sortie.

◆ Services supplémentaires suivant les structures :

- Transport,
- Colis banque alimentaire,
- Repas,
- Ticket bus,
- Petit déjeuner,
- Etc.

*SUIVI DU PARCOURS*

- Dans la première phase de suivi d'accompagnement individuel, une fiche individuelle sera mise en œuvre pour formaliser le suivi, avec signature du bénéficiaire (pour chaque entretien),
- A la fin de l'action, un entretien d'accompagnement et débriefing du déroulé de l'action avec le et/ou les bénéficiaires.

*FREQUENCE et DUREE*

- Deux demi-journées hebdomadaires minimum de présence,
- La présence dans l'action sera basée sur un engagement de 6 à 12 mois éventuellement renouvelable, jusqu'à 24 mois maximum.

*MOBILITE*

Afin de lever les freins liés à la mobilité, le partenaire engagé dans l'action doit veiller à ce que les lieux et horaires des sessions proposées soient adaptés au maximum de personnes en tenant compte des lignes de car/bus desservant l'action, des possibilités de covoiturage, etc.

*SUIVI DE L'ACTION*

Un comité de pilotage est organisé au démarrage de l'action, à mi-action et à la fin de l'action.

Des bilans réguliers doivent faire apparaître :

- Les caractéristiques du public accompagné : données quantitatives par genre, par âge...
- La réalisation des objectifs : données qualitatives individuelles liées aux évolutions du public
- Un état descriptif du contenu des actions, des partenaires rencontrés et en quoi ceci a contribué à la levée des freins ou l'émergence d'un projet personnel et/ou professionnel

Un bilan final est présenté en comité de pilotage.

### *OPÉRATEUR*

Structure pouvant mobiliser une réelle expérience dans l'accompagnement de personnes durablement éloignés de l'emploi notamment allocataires du RSA dans une démarche d'insertion sociale et/ou socioprofessionnelle.

### *MOYENS HUMAINS*

Affectation à cette action d'un-e encadrant-e ou un-e moniteur-trice ou un-e animateur-trice ou formateur-trice ou éducateur-trice et un-e Accompagnateur-trice Socio-Professionnel expérimenté-es.

## GUIDE DE PRISE EN COMPTE DU PUBLIC « ORIENTÉ DÉPARTEMENT » DANS LES STRUCTURES D'INSERTION

Ce guide a pour objectif de préciser ce qui doit être entendu par allocataire du RSA « orienté Département » qui est positionné sur vos activités. L'objectif est de s'assurer que l'ensemble du public relevant de nos priorités dans le cadre de la convention qui nous lie soit bien valorisé aussi bien qualitativement que quantitativement.

### Définition d'un public allocataire du RSA « orienté Département » :

La notion d'orientation doit s'entendre à l'entrée de la personne dans le dispositif RSA.

Pour rappel, quand une personne bénéficie de l'allocation RSA, elle doit faire l'objet d'une orientation pour être accompagnée dans son parcours d'insertion.

En Dordogne, cette orientation est décidée suite au Pôle Orientation après avoir sollicité Pôle Emploi, en amont, par le biais d'une fiche individuelle « Informations sur l'orientation » et sur la base d'une évaluation de la situation sociale et professionnelle de la personne, réalisée par le référent d'insertion et validée par le RUTAI.

Si la personne ne présente pas de freins à la mise en œuvre de son projet d'insertion, elle sera orientée vers Pôle Emploi pour bénéficier des modalités classiques d'accompagnement de cet organisme. En tout état de cause, nous considérons que ce public ne relève pas de vos structures au moment où cette décision est prise.

Pour les autres personnes, orientées vers le Département et prises en charge par un des 33 référents d'insertion, elles pourront bénéficier soit d'un accompagnement social soit d'un accompagnement socio-professionnel avec ou sans prestataire.

Ainsi, pour comptabiliser précisément un allocataire du RSA « orienté Département » au titre de la convention, il faut connaître le choix de l'orientation acté à l'issue du Pôle Orientation.

Quand la personne est positionnée par un référent insertion du Département, elle est donc comptabilisée en tant « qu'orienté Département », à la condition que la décision de recrutement, ou non, de l'allocataire et la décision de renouvellement, ou non, de son contrat, aient bien fait l'objet d'une validation de l'adjoint insertion.

Par contre, quand l'allocataire du RSA est prescrit par d'autres organismes (PLIE, missions locales, SPIP, etc.), hors Pôle emploi (cf. cas particuliers), cela peut s'avérer plus complexe pour connaître l'orientation décidée en Pôle Orientation.

Nous vous conseillons donc de vous rapprocher de l'adjoint insertion pour vérifier cette information et acter avec ce dernier la cohérence de ce positionnement. Si ces deux éléments sont validés par ce dernier, une comptabilisation de cet allocataire du RSA « orienté Département » pourra alors se faire. Il fera l'objet d'une identification spécifique dans le tableau de validation du public « orienté Département » (annexé à l'autoévaluation semestrielle et à la grille technique annuelle).

### Cas particuliers de certains allocataires du RSA « orientés Pôle emploi » et positionnés sur vos structures

Dans la pratique, nous avons pu constater que des allocataires du RSA « orientés Pôle emploi » à l'issue du Pôle Orientation sont positionnés sur un parcours d'insertion au sein de votre structure. Parmi ces derniers, nous pouvons considérer que certains relèvent du public relevant de nos priorités dans le cadre de la convention qui nous lie.

Cette situation s'explique notamment par la détérioration de la situation de ces allocataires depuis la décision d'orientation.

Dans ce cas-là, il pourrait être envisagé que ces derniers puissent faire l'objet d'une réorientation vers un accompagnement par le Département. Cependant, ce processus de réorientation ne vous appartient pas.

Malgré tout, de la même manière que présentée précédemment, nous vous encourageons à prendre contact avec l'adjoint insertion pour lui présenter cette situation. Si ce dernier valide la cohérence du positionnement de cet allocataire du RSA « orienté Pôle emploi » vers un parcours d'insertion au sein de votre structure, il pourra être comptabilisé à la convention. Il fera aussi l'objet d'une identification spécifique dans le tableau de validation du public « orienté Département » (annexé à l'autoévaluation semestrielle et à la grille technique annuelle).

# 6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse<sup>15</sup>.

## Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services				74- Subventions d'exploitation <sup>16</sup>	0	0	
Achats matières et fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Autres fournitures							
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières							
Entretien et réparation				Région(s)			
Assurance				Département(s)			
Documentation							
Divers							
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>17</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				Organismes sociaux (détailler) :			
Services bancaires, autres							
63 - Impôts et taxes	0	0		Fonds européens			
Impôts et taxes sur rémunération							
Autres impôts et taxes							
64- Charges de personnel	0	0		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				75 - Autres produits de gestion courante			
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
68- Dotation aux amortissements							
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
<b>Total des charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>Total des produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>La subvention de € représente % du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.							

<sup>15</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>16</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>17</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

**Convention avec l'Association Périgourdine d'Action et de Recherche sur l'Exclusion (APARE)  
pour l'action d'insertion  
« Ateliers de Formation de Base en faveur de l'inclusion active »  
au profit des allocataires du RSA**

**ENTRE :**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département »,  
D'une part,

**ET :**

**L'Association APARE** sise 141-145, rue Combe des Dames - 24000 PERIGUEUX, régulièrement déclarée en Préfecture, sous le SIRET n° 324 477 132, représentée par sa Présidente en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association »,  
D'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat et le Département et ses avenants successifs,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général.



## Préambule :

Le dispositif d'insertion mis en place par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 s'inscrit dans le cadre d'une politique décentralisée dont le principe est : [...] « les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des départements » (article L.115-2 du CASF).

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA, réforme les politiques d'insertion, réaffirme la compétence des Départements en matière d'action sociale et fait expressément du Président du Conseil départemental le pilote des politiques d'insertion et donc des actions déclinées sur le territoire départemental.

Deux documents cadres regroupent et proposent une stratégie de la Politique Départementale d'Insertion : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les orientations stratégiques de la Collectivité et le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) qui définit les modalités de coordination avec les partenaires.

La politique départementale d'insertion, qui est en grande partie une politique volontariste financée par le Département, s'adresse aux allocataires ou à leurs ayants droit. Elle est portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) et mise en œuvre par le Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion (Pôle RSA-LCE). Elle a pour objectif de permettre à tous les allocataires de pouvoir construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle dont la finalité est la reprise d'emploi ou d'activité, que ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de Pôle emploi ou du Département.

Pour atteindre cet objectif, elle s'appuie notamment sur un ensemble d'opérateurs du secteur de l'insertion socio-professionnelle qui sont des acteurs importants dans la lutte contre l'exclusion et le développement solidaire des territoires. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans les missions d'intérêt général relatives à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social et à l'autonomie pour les personnes en voie d'insertion professionnelle ou éloignées de l'emploi, en référence à la nouvelle rédaction de l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les difficultés de lecture, d'écriture et de calcul n'interdisent pas totalement l'accès à l'emploi. Mais le marché du travail devenant de plus en plus sélectif et les emplois rares, la non maîtrise des compétences fondamentales, des compétences clés ou des savoirs de base – savoir lire, écrire, compter – ne permettent plus aujourd'hui l'accès à des emplois même non qualifiés ni à des formations.

Le Département soutient plusieurs actions permettant une meilleure mobilisation vers l'insertion qui incluent des « apprentissages de base » et du « Français Langue Etrangère ».

Ces actions ont pour objectifs :

- d'acquérir ou d'actualiser des savoirs de base (apprentissage de base, remise à niveau),
- d'acquérir ou de perfectionner l'apprentissage de la langue française à l'écrit et à l'oral (FLE, Français Langue Etrangère, FLI, Français Langue d'Intégration),
- de renforcer l'autonomie pour la construction d'un parcours d'insertion,
- d'accompagner vers la construction d'un projet socio-professionnel.

Dans la mise en œuvre de cette action, il est attendu un partenariat renforcé avec les Responsables d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI) et les Référents Insertion du Département.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités et participations respectives des Cosignataires pour l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'attribution de la participation du Département affectée à l'action d'insertion. Celle-ci, au profit des allocataires du RSA, est initiée, conçue et déposée auprès du Pôle RSA-LCE de la DGA-SP par l'Association. Sa description figure à l'Article 2 de la convention.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 – Nature de l'action soutenue**

Il s'agit de la mise en œuvre, sous la responsabilité de l'Association, d'une action intitulée « Atelier de Formation de Base en faveur de l'inclusion active » qui se décline de la manière suivante :

Cette action s'articule autour de :

- de l'apprentissage de la langue (ALPHA, FLE Illettrisme),
- d'un travail sur l'insertion professionnelle par l'individualisme du parcours de l'Allocataire jalonné de différentes étapes : positionnement, rencontres tripartites de contractualisation, périodes d'immersion en entreprise, phases de bilans,
- de l'organisation d'ateliers collectifs portant sur l'estime de soi, la citoyenneté, le repérage/espace/temps, le raisonnement logique, la sensibilisation numérique de base, l'éco-citoyenneté, la connaissance de l'entreprise et du monde de travail.

Cette action est qualifiée par le Département de Service d'Intérêt Économique Général (SIEG).

### **2.2 – Public concerné**

Le public concerné correspond aux allocataires du RSA proposés par les Référents Insertion.

### **2.3 – Lieu de déroulement de l'action**

L'action se déroule sur le canton de Périgueux et l'Agglomération périgourdine.

En passant convention avec le Conseil départemental, l'Association participe à la Politique d'insertion territoriale mise en œuvre par le Département. Ainsi, l'action proposée doit être accessible à tout Allocataire du RSA intéressé sur l'ensemble du territoire départemental.

### **2.4 – Moyens humains mis à disposition pour l'action**

L'Association fait intervenir, sous la responsabilité de sa Présidente en exercice, les personnes suivantes : une Directrice, une Comptable, une Secrétaire et deux Animatrices chargées d'actions de formation.

Ce personnel doit posséder un diplôme en lien avec la fonction et les missions assurées d'ASP ou d'encadrant technique ou s'engager dans un parcours de formation dans les meilleurs délais.

L'Association s'engage à faire parvenir dès signature de la convention :

- Le Plan de formation du personnel permanent pour l'année en cours,
- Les Curriculums Vitae des encadrants socio-professionnels et techniques.

Tout changement dans la composition de la liste des personnes affectées à l'action d'insertion (personnel sous contrat de travail) ou dans leur quotité de temps de travail, doit faire l'objet d'une communication écrite préalable auprès du Pôle RSA -LCE de la DGA-SP.

## **2.5 – Résultats attendus de l'action**

L'objectif visé est de 30 allocataires du RSA dont 80 % orientés par le Département.

## **2.6 – Orientation, suivi et bilan du parcours de l'Allocataire du RSA orienté sur l'action**

### **2.6.1 - Orientation**

Toute orientation d'un Allocataire du RSA par les Référents Insertion est exclusivement réalisée par le biais d'une prescription, validée par le Responsable d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI).

### **2.6.2 - Suivi du parcours**

Le suivi administratif, technique et financier est assuré par le Pôle RSA -LCE de la DGA-SP.

L'Association est tenue de travailler en lien avec l'Unité Territoriale de référence sur les modalités de mise en œuvre de l'action (prescription, réunions, suivi de l'action, des parcours d'insertion, planning des activités...).

Afin d'optimiser le parcours individuel du public orienté, des suivis de l'action ont lieu à la fréquence suivante :

- tous les mois : des Tableaux de présence des usagers sur l'action et résumant leur parcours sont transmis aux Référents et Responsable Adjoint Insertion d'Unité Territoriale et sont fournis chaque fin de semestre au Pôle RSA -LCE de la DGA-SP,
- tous les trimestres : une Réunion est organisée entre les différents acteurs (Référents, RUTAI et Responsable de la Structure) pour faire un point sur les parcours du public et répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées,
- chaque semestre : le RUTAI et le Responsable de la Structure se réunissent pour réajuster, vérifier, modifier les modalités de fonctionnement.

L'Association fournit au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP le calendrier d'ouverture sur l'année de l'activité financée par le Fonds Départemental d'Appui à l'Insertion.

Les Services du Conseil départemental concernés doivent être en mesure de rencontrer, à leur demande, sur les lieux, l'Allocataire et le Responsable de l'activité dans l'Association afin d'obtenir de celle-ci tout élément d'évaluation nécessaire au suivi et au renouvellement du Contrat d'engagement réciproque.

Les agents mandatés par le Conseil départemental ont accès aux locaux et lieux d'exercice des activités en tant que de besoin pour contrôler la bonne exécution des fonds dont l'Association a la charge.

L'Association doit favoriser la professionnalisation des publics accompagnés, notamment par le biais de la formation (articulation du temps de travail avec le temps de formation, etc.).

Toute absence prolongée et injustifiée ou toute cessation de l'action, quels qu'en soient les motifs, doit être signalée dans les plus brefs délais au Référent Insertion.

### **2.6.3 - Bilan du parcours**

A la fin du parcours du participant, un Bilan individuel des actions entreprises est établi par l'Association et transmis :

- à l'Allocataire du RSA,
- au Référent Insertion et au Responsable Adjoint Insertion de l'Unité Territoriale concernée.

La liste des allocataires du RSA sera adressée à la fin de chaque semestre au Pôle RSA -Lutte Contre l'Exclusion de la DGA-SP ainsi qu'à l'Unité Territoriale concernée si l'action n'est pas de portée départementale.

### **2.7 – Durée et date d'effet de l'action**

L'action conventionnée est conclue pour une durée de 12 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **2.8 – Bilan final de l'action**

A l'issue de l'action, un Bilan final est fourni par l'Association au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP et à l'Unité Territoriale conformément au modèle transmis.

A l'appui de ce document, l'Association peut fournir toutes autres pièces qu'elle juge utile pour mettre en valeur l'action financée.

## **ARTICLE 3 : MODALITES ET FINANCEMENT DE L'ACTION**

### **3.1 – Montant de la subvention**

Le montant de la subvention est de **27.588 €** pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 (en contrepartie d'un financement FSE+).

L'utilisation de la participation du Département dans des conditions différentes de celles définies dans la présente convention peut entraîner le remboursement de tout ou partie du montant accordé.

### **3.2 – Modalités de versement**

Le Département s'engage donc à verser la somme de 27.588 € de la manière suivante :

- un acompte de 13.794 € (50 %) dès la signature de la convention,
- un solde, à réception du Bilan final et au prorata du nombre d'allocataires du RSA orientés par le Département, en rapport avec le critère de 80 % fixé à l'article 2.5 (sauf circonstances particulières).

Le financement de cette action est imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 444, nature 6568.27 (2023 FSE+).

### **3.3 – Conditions de versement du solde**

Le versement du solde est effectué :

- sur présentation du Bilan final de l'action,
- au prorata du pourcentage d'allocataires du RSA orientés par le Département, sur l'ensemble du public accompagné, conformément aux critères mentionnés à l'Article 2.5 de la convention, conformément à l'article 12 de la convention.

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine au 30 juin 2024.

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT**

### **5.1 – Contrôle financier**

L'Association, s'engage à fournir :

- le Compte rendu financier de l'action, signé de sa Présidente et du Trésorier qui retrace les charges et produits affectés à la réalisation de l'action sur 2023 et est complété selon le modèle figurant en Annexe 1 à la convention (Cerfa 12.156\*3).

Ce Compte rendu financier de l'action permet de vérifier si les dépenses et les recettes sont directement liées à la réalisation de l'action, c'est-à-dire :

- . liées à l'objet de l'action,
- . nécessaires à la réalisation de l'action,
- . raisonnables selon le principe de bonne gestion,
- . engendrées pendant le temps de la réalisation de l'action,
- . directement dépensées par l'Association,
- . identifiables et contrôlables.

- les Comptes annuels provisoires puis définitifs de l'Association (Bilan, Compte de résultat et leurs Annexes).

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153 000 €.

### **5.2 – Autres contrôles**

Afin de vérifier l'utilisation des fonds dont l'Association a la charge, un contrôle sur place et sur pièces peut être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les Parties fait l'objet d'un avenant.

Toute demande d'avenant doit faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE – RESPONSABILITE**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de son activité et des personnels concourant à la réalisation de l'action. Elle s'engage à respecter et à faire respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne peut en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 8 : IMPÔTS - TAXES - DETTES - RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSAFF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne peut en aucun cas être recherchée.

#### **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION**

L'Association adresse au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP, toute modification affectant les documents suivants transmis préalablement à l'engagement du Département :

- statuts,
- déclaration de l'Association à la Préfecture,
- composition du Conseil d'administration et du Bureau,
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original, signé de sa Présidente et du Trésorier, avec mention des noms, prénoms et qualités.

L'Association adresse au Pôle RSA-LCE du Département, dans le mois de l'approbation par l'Assemblée Générale, son Procès-verbal, son Bilan, son Compte de résultat et les Annexes.

L'Association s'engage à informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement d'importance susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de l'Association et le principe de l'intervention départementale tel qu'il est défini dans la présente convention :

- difficultés financières graves susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

#### **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne avec la Charte graphique du logotype dans toutes les actions de communication engagées (affiche, dépliant, programme, flyer, site Internet).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales. Le non-respect de ces obligations peut entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions accordées ou leur reversement.

#### **ARTICLE 11 : INTERRUPTION DE LA CONVENTION - CLAUSE DE RESILIATION**

La présente convention peut être interrompue immédiatement en cas de non-respect de l'un de ses termes ou en cas de dissolution ou de changement de statut social du Cocontractant.

Le Département peut résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de toute ou partie de la participation versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, en cas de mesures gouvernementales exceptionnelles (ex : crise sanitaire) nécessitant la fermeture temporaire de la structure ou un aménagement de son fonctionnement, il appartient à l'Association de bien vouloir transmettre au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP, dans les plus brefs délais :

- un Plan de continuité d'activité détaillant les modalités mises en œuvre pour assurer la protection de son personnel (permanent et d'insertion), le maintien de son activité et l'accompagnement, notamment à distance, des allocataires du RSA,
- un Plan de reprise pour anticiper dans de bonnes conditions la sortie progressive de la période de crise.

## **ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVERSEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clause de résiliation), s'il apparaît, au terme des opérations de contrôle financier, que la participation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit, après avoir entendu l'Association, le cas échéant, de mettre fin à la participation accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la participation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Le reversement est effectué par l'Association dans un délai d'un mois, après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale.

## **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

## **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels qu'ils sont indiqués en en-tête de la présente convention.

## **ARTICLE 15 : EXECUTION**

Le Comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental.  
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée de la  
Solidarité-Enfance-Famille, Insertion,  
Economie Sociale et Solidaire,**

**Pour l'Association APARE,  
la Présidente en exercice,**

**Mireille VOLPATO**

# 6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse<sup>15</sup>.

Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services				74- Subventions d'exploitation <sup>16</sup>	0	0	
Achats matières et fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Autres fournitures							
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières				Région(s)			
Entretien et réparation				Département(s)			
Assurance							
Documentation				Département(s)			
Divers							
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>17</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions							
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0					
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes							
64- Charges de personnel	0	0		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				75 - Autres produits de gestion courante			
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
68- Dotation aux amortissements							
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
<b>Total des charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>Total des produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>La subvention de € représente % du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.							

<sup>15</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>16</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>17</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.





**Convention avec l'Association Centre Social Saint-Exupéry  
pour l'action d'insertion « Atelier Plume : Renforcement des Savoirs de Base »  
au profit d'allocataires du RSA**

**ENTRE :**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département »,  
D'une part,

**ET :**

**L'Association Centre Social Saint-Exupéry** sise Espace Jules Verne - Avenue du Général de Gaulle - 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERES, régulièrement déclarée en Préfecture, sous le SIRET n° 421 084 799 représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association »,  
D'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat et le Département et ses avenants successifs,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général.

## Préambule :

Le dispositif d'insertion mis en place par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 s'inscrit dans le cadre d'une politique décentralisée dont le principe est : [...] « les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des départements » (article L.115-2 du CASF).

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA, réforme les politiques d'insertion, réaffirme la compétence des Départements en matière d'action sociale et fait expressément du Président du Conseil départemental le pilote des politiques d'insertion et donc des actions déclinées sur le territoire départemental.

Deux documents cadres regroupent et proposent une stratégie de la Politique Départementale d'Insertion : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les orientations stratégiques de la Collectivité et le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) qui définit les modalités de coordination avec les partenaires.

La politique départementale d'insertion, qui est en grande partie une politique volontariste financée par le Département, s'adresse aux allocataires ou à leurs ayants droit. Elle est portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) et mise en œuvre par le Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion (Pôle RSA-LCE). Elle a pour objectif de permettre à tous les allocataires de pouvoir construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle dont la finalité est la reprise d'emploi ou d'activité, que ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de Pôle emploi ou du Département.

Pour atteindre cet objectif, elle s'appuie notamment sur un ensemble d'opérateurs du secteur de l'insertion socio-professionnelle qui sont des acteurs importants dans la lutte contre l'exclusion et le développement solidaire des territoires. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans les missions d'intérêt général relatives à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social et à l'autonomie pour les personnes en voie d'insertion professionnelle ou éloignées de l'emploi, en référence à la nouvelle rédaction de l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les difficultés de lecture, d'écriture et de calcul n'interdisent pas totalement l'accès à l'emploi. Mais le marché du travail devenant de plus en plus sélectif et les emplois rares, la non maîtrise des compétences fondamentales, des compétences clés ou des savoirs de base – savoir lire, écrire, compter – ne permettent plus aujourd'hui l'accès à des emplois même non qualifiés ni à des formations.

Le Département soutient plusieurs actions permettant une meilleure mobilisation vers l'insertion qui incluent des « apprentissages de base » et du « Français Langue Etrangère ».

Ces actions ont pour objectifs :

- d'acquérir ou d'actualiser des savoirs de base (apprentissage de base, remise à niveau),
- d'acquérir ou de perfectionner l'apprentissage de la langue française à l'écrit et à l'oral (FLE - Français Langue Etrangère, FLI - Français Langue d'Intégration, alphabétisation),
- de renforcer l'autonomie pour la construction d'un parcours d'insertion,
- d'accompagner vers la construction d'un projet socioprofessionnel.

Dans la mise en œuvre de cette action, il est attendu un partenariat renforcé avec les Responsables d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI) et les Référents Insertion du Département.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités et participations respectives des Cosignataires pour l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'attribution de la participation du Département affectée à l'action d'insertion au profit des allocataires du RSA et dont la description figure à l'article 2.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 – Nature de l'action soutenue**

Il s'agit de la mise en œuvre, sous la responsabilité de l'Association, d'une action intitulée « Atelier Plume : Renforcement des Savoirs de Base » dont les objectifs sont les suivants :

- l'apprentissage de la langue française,
- l'insertion socioprofessionnelle et l'intégration,
- la socialisation des stagiaires,
- la participation à la société, l'amélioration du rapport aux institutions et l'apprentissage de la citoyenneté,

L'action fonctionne sur 5 matinées hebdomadaires et avec :

- 9 ateliers de niveaux d'apprentissage de la langue (FLE, Alphabétisation, Accès aux Savoirs de Base)
- un accompagnement personnalisé,
- des temps de dynamisation.

Cette action est qualifiée par le Département de Service d'Intérêt Économique Général (SIEG).

### **2.2 – Public concerné**

Les allocataires du RSA participeront à l'action ci-dessus désignée sur proposition des Référents Insertion.

### **2.3 – Lieu de déroulement de l'action**

L'action se déroulera sur l'Unité Territoriale de Périgueux et l'Agglomération périgourdine.

En passant convention avec le Conseil départemental, l'Association participe à la politique d'insertion territoriale mise en œuvre par le Département. Ainsi, l'action proposée devra être accessible à tout allocataire du RSA intéressé sur l'ensemble du territoire départemental.

### **2.4 – Moyens humains mis à disposition pour l'action**

Conformément aux termes du projet avalisé par la Commission RSA, l'Association fait intervenir, sous la responsabilité de son Président en exercice, les personnes suivantes : un Directeur, une Directrice adjointe, une Assistante de direction, une Référente d'atelier et 4 Animatrices.

Ce personnel devra posséder un diplôme en lien avec la fonction et les missions assurées d'ASP ou d'encadrant technique ou s'engager dans un parcours de formation dans les meilleurs délais.

Tout changement dans la composition de la liste des personnes affectées à l'action d'insertion (personnel sous contrat de travail) ou dans leur quotité de temps de travail, devra faire l'objet d'une communication écrite préalable auprès du Pôle RSA - Lutte contre l'Exclusion de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP).

L'Association s'engage à faire parvenir dès signature de la convention :

- Le Plan de formation du personnel permanent pour l'année en cours,
- Les Curriculum Vitae des encadrants socioprofessionnels et techniques.

## **2.5 – Résultats attendus de l'action**

L'objectif visé est de 64 personnes dont 50 allocataires du RSA orientés par le Département.

## **2.6 – Orientation, suivi et bilan du parcours de l'Allocataire du RSA orienté sur l'action**

### **2.6.1 - Orientation**

Toute orientation d'un allocataire du RSA par les Référents Insertion sera exclusivement réalisée par le biais d'une prescription, validée par le Responsable d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI).

### **2.6.2 - Suivi du parcours**

Le suivi administratif, technique et financier sera assuré par le Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion de la DGA-SP.

L'Association est tenue de travailler en lien avec l'Unité Territoriale de référence sur les modalités de mise en œuvre de l'action (prescription, réunions, suivi de l'action, des parcours d'insertion, planning des activités...).

Afin d'optimiser le parcours individuel du public orienté, des suivis de l'action auront lieu à la fréquence suivante :

- tous les mois : des Tableaux de présence des usagers sur l'action et résumant leur parcours seront transmis aux Référents et Responsable Adjoint Insertion d'Unité Territoriale et seront fournis chaque fin de semestre au Pôle RSA - Lutte contre l'Exclusion de la DGA-SP,
- tous les trimestres : une Réunion sera organisée entre les différents acteurs (Référents, RUTAI et Responsable de la Structure) pour faire un point sur les parcours du public et répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées,
- chaque semestre : le RUTAI et le Responsable de la Structure se réuniront pour réajuster, vérifier, modifier les modalités de fonctionnement.

L'Association fournira au Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion le calendrier d'ouverture sur l'année de l'activité financée par le Fonds Départemental d'Insertion.

Les Services du Conseil départemental concernés doivent être en mesure de rencontrer, à leur demande, sur les lieux, l'Allocataire et le Responsable de l'activité dans l'Association afin d'obtenir de celle-ci tout élément d'évaluation nécessaire au suivi et au renouvellement du Contrat d'engagement réciproque.

Les agents mandatés par le Conseil départemental auront accès aux locaux et lieux d'exercice des activités en tant que de besoin pour contrôler la bonne exécution des fonds dont l'Association a la charge.

L'Association devra favoriser la professionnalisation des publics accompagnés, notamment par le biais de la formation (articulation du temps de travail avec le temps de formation, etc.).

Toute absence prolongée et injustifiée ou toute cessation de l'action, quels qu'en soient les motifs, devra être signalée dans les plus brefs délais au Référent Insertion.

### **2.6.3 - Bilan du parcours**

A la fin du parcours du participant, un Bilan individuel des actions entreprises sera établi par l'Association, il sera ainsi ventilé :

- 1 exemplaire à l'Allocataire du RSA,
- 1 exemplaire au Référent Insertion et au Responsable Adjoint Insertion de l'Unité Territoriale concernée.

La liste des allocataires du RSA sera adressée à la fin de chaque semestre au Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion de la DGA-SP ainsi qu'à l'Unité Territoriale concernée si l'action n'est pas de portée départementale.

## **2.7 – Durée et date d’effet de l’action**

L’action conventionnée est conclue pour une durée de 12 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## **2.8 – Bilan final de l’action**

A l’issue de l’action, un Bilan final sera fourni par l’Association au Pôle RSA -LCE et à l’Unité Territoriale concernée qui devra comprendre les éléments suivants :

- le Bilan final de l’action,
- le Compte rendu financier, signé de son Président et du Trésorier qui retracera les charges et produits affectés à la réalisation de l’action sur 2023 et sera complété selon le modèle figurant en annexe à la convention (Cerfa 12.156\*3),
- les Comptes annuels provisoires de l’Association (Bilan et Compte de résultat).

## **ARTICLE 3 : MODALITES ET FINANCEMENT DE L’ACTION**

### **3.1 – Montant de la subvention**

Le montant de la subvention est de **12.800 €** pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 (en contrepartie d’un financement FSE+).

L’utilisation de la participation du Département dans des conditions différentes de celles définies dans la présente convention pourra entraîner le remboursement de tout ou partie du montant accordé.

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l’article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

### **3.2 – Modalités de versement**

Cette somme sera versée à l’Association de la manière suivante :

- un acompte de 6.400 € (50 %) dès la signature de la convention,
- un solde, à réception du Bilan final et au prorata du nombre d’allocataires du RSA orientés par le Département (sauf circonstances particulières).

Le financement de cette action sera imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 444, nature 6568.27 (2023 FSE+).

### **3.3 – Conditions de versement du solde**

Le versement du solde sera effectué :

- sur présentation du Bilan final de l’action,
- conformément à l’Article 12 de la convention.

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D’EFFET DE LA CONVENTION**

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine au 30 juin 2024.

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT**

### **5.1 – Contrôle financier**

L’Association, s’engage à fournir :

- le Compte rendu financier de l’action, signé de son Président et du Trésorier qui retracera les charges et produits affectés à la réalisation de l’action sur 2023 et sera complété selon le modèle figurant en annexe à la convention (Cerfa 12.156\*3).

Ce Compte rendu financier de l'action permettra de vérifier si les dépenses et les recettes sont directement liées à la réalisation de l'action, c'est à dire :

- . liées à l'objet de l'action,
- . nécessaires à la réalisation de l'action,
- . raisonnables selon le principe de bonne gestion,
- . engendrées pendant le temps de la réalisation de l'action,
- . directement dépensées par l'Association,
- . identifiables et contrôlables.

- les Comptes annuels provisoires puis définitifs de l'Association (Bilan, Compte de résultat et leurs Annexes).

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

## **5.2 – Autres contrôles**

Afin de vérifier l'utilisation des fonds dont l'Association a la charge, un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les Parties fera l'objet d'un avenant. Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE – RESPONSABILITE**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de son activité et des personnels concourant à la réalisation de l'action. Elle s'engage à respecter et à faire respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 8 : IMPÔTS - TAXES - DETTES - RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSAFF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION**

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE, toute modification affectant les documents suivants transmis préalablement à l'engagement du Département :

- statuts,
- déclaration de l'Association à la Préfecture,

- composition du Conseil d'administration et du Bureau,
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original, signé de son Président et du Trésorier, avec mention des noms, prénoms et qualités.

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE du Département, dans le mois de l'approbation par l'Assemblée Générale, son procès-verbal, son bilan, son Compte de résultat et les Annexes.

L'Association s'engage à informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement d'importance susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de l'Association et le principe de l'intervention départementale tel qu'il est défini dans la présente convention :

- difficultés financières graves susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

#### **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne avec la Charte graphique du logotype dans toutes les actions de communication engagées (affiche, dépliant, programme, flyer, site Internet).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales. Le non-respect de ces obligations peut entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions accordées ou leur reversement.

#### **ARTICLE 11 : INTERRUPTION DE LA CONVENTION – CLAUSE DE RESILIATION**

La présente convention pourra être interrompue immédiatement en cas de non-respect de l'un de ses termes ou en cas de dissolution ou de changement de statut social du Cocontractant.

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de toute ou partie de la participation versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, en cas de mesures gouvernementales exceptionnelles (ex : crise sanitaire) nécessitant la fermeture temporaire de la structure ou un aménagement de son fonctionnement, il appartiendra à l'Association de bien vouloir transmettre au Pôle RSA-LCE, dans les plus brefs délais :

- un Plan de continuité d'activité détaillant les modalités mise en œuvre pour assurer la protection de son personnel (permanent et d'insertion), le maintien de son activité et l'accompagnement, notamment à distance, des allocataires du RSA,
- un Plan de reprise pour anticiper dans de bonnes conditions la sortie progressive de la période de crise.

#### **ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVERSEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clause de résiliation), s'il apparaît, au terme des opérations de contrôle financier, que la participation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit, après avoir entendu l'Association, le cas échéant, de mettre fin à la participation accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la participation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Le reversement est effectué par l'Association dans un délai d'un mois, après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale.

#### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

#### **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels qu'ils sont indiqués en en-tête de la présente convention.

#### **ARTICLE 15 : EXECUTION**

Le Comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée  
de la Solidarité-Enfance-Famille, Insertion,  
Économie sociale et solidaire,**

**Pour l'Association  
Centre Social Saint-Exupéry,  
le Président en exercice,**

**Mireille VOLPATO**



## ANNEXE

# 6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse<sup>15</sup>.

## Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services				74- Subventions d'exploitation <sup>16</sup>	0	0	
Achats matières et fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Autres fournitures							
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières							
Entretien et réparation				Région(s)			
Assurance				Département(s)			
Documentation							
Divers							
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>17</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				Organismes sociaux (détailler) :			
Services bancaires, autres				Fonds européens			
63 - Impôts et taxes	0	0					
Impôts et taxes sur rémunération				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Autres impôts et taxes				Autres établissements publics			
64- Charges de personnel	0	0		Aides privées			
Rémunération des personnels				75 - Autres produits de gestion courante			
Charges sociales				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
Autres charges de personnel				76 - Produits financiers			
65- Autres charges de gestion courante				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
66- Charges financières							
67- Charges exceptionnelles							
68- Dotation aux amortissements							
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	
<b>La subvention de € représente % du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.							

<sup>15</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>16</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>17</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.



**Convention avec l'Association Centre Social Saint-Exupéry  
pour l'action d'insertion « Atelier Plume : Mineurs Non Accompagnés »**

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département », D'une part,

**ET**

**L'Association Centre Social Saint-Exupéry** sise Espace Jules Verne - Avenue du Général de Gaulle - 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERES, régulièrement déclarée en Préfecture sous le SIRET n° 421 084 799, représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association », D'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L.115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat et le Département et ses avenants successifs,
- VU** l'avis consultatif de la Commission RSA en date du 15 octobre 2020,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général,

## Préambule :

Le dispositif d'insertion mis en place par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 s'inscrit dans le cadre d'une politique décentralisée dont le principe est : [...] « les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des départements » (article L.115-2 du CASF).

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA réforme les politiques d'insertion, réaffirme la compétence des Départements en matière d'action sociale et fait expressément du Président du Conseil départemental le pilote des politiques d'insertion et donc des actions déclinées sur le territoire départemental.

Deux documents cadres regroupent et proposent une stratégie de la Politique Départementale d'Insertion : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les orientations stratégiques de la Collectivité et le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) qui définit les modalités de coordination avec les partenaires.

La Politique Départementale d'Insertion, qui est en grande partie une politique volontariste financée par le Département, s'adresse aux allocataires ou à leurs ayants droit. Elle est portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) et mise en œuvre par le Pôle RSA – Lutte Contre l'Exclusion (Pôle RSA-LCE). Elle a pour objectif de permettre à tous les allocataires de pouvoir construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle dont la finalité est la reprise d'emploi ou d'activité, que ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de Pôle emploi ou du Département.

Pour atteindre cet objectif, elle s'appuie notamment sur un ensemble d'Opérateurs du secteur de l'insertion socio-professionnelle qui sont des acteurs importants dans la lutte contre l'exclusion et le développement solidaire des territoires. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans les missions d'intérêt général relatives à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social et à l'autonomie pour les personnes en voie d'insertion professionnelle ou éloignées de l'emploi, en référence à la nouvelle rédaction de l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les difficultés de lecture, d'écriture et de calcul n'interdisent pas totalement l'accès à l'emploi. Mais le marché du travail devenant de plus en plus sélectif et les emplois rares, la non maîtrise des compétences fondamentales, des compétences clés ou des savoirs de base – savoir lire, écrire, compter – ne permettent plus aujourd'hui l'accès à des emplois même non qualifiés ni à des formations.

Le Département soutient plusieurs actions permettant une meilleure mobilisation vers l'insertion qui incluent des « apprentissages de base » et du « Français Langue Etrangère (FLE) ».

Ces actions ont pour objectifs :

- d'acquérir ou d'actualiser des savoirs de base (apprentissage de base, remise à niveau),
- d'acquérir ou perfectionner l'apprentissage de la langue française à l'écrit et l'oral (FLE-Français Langue Etrangère, FLI -Français Langue d'Intégration),
- de renforcer l'autonomie pour la construction d'un parcours d'insertion,
- d'accompagner vers la construction d'un projet socio-professionnel.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Plan d'actions 2023 de la Convention de Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités et participations respectives des Cosignataires pour l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'attribution de la participation du Département affectée à l'action d'insertion. Celle-ci, au profit des allocataires du RSA est initiée, conçue et déposée auprès du Pôle RSA-LCE par l'Association. Sa description figure à l'Article 2 de la convention.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 - Nature de l'action soutenue**

Il s'agit de la mise en œuvre, sous la responsabilité de l'Association, d'une action d'insertion d'accès à l'apprentissage de la langue dans une visée d'insertion professionnelle intitulée « Atelier Plume : Mineurs Non Accompagnés » dont les objectifs sont :

- l'apprentissage de la langue française,
- l'insertion socio-professionnelle et l'intégration,
- la socialisation des stagiaires,
- la participation à la société, l'amélioration du rapport aux institutions, et l'apprentissage de la citoyenneté,

L'action fonctionne sur 5 matinées hebdomadaires et avec :

- 9 ateliers de niveaux d'apprentissage de la langue,
- un accompagnement personnalisé,
- des temps de dynamisation.

Cette action est qualifiée par le Département de Service d'Intérêt Économique Général (SIEG).

### **2.2 - Public concerné par l'action**

Le public concerné correspond à des Mineurs Non Accompagnés.

### **2.3 - Lieu de déroulement de l'action**

L'action se déroulera sur le Canton de l'Agglomération Périgourdine.

### **2.4 - Moyens humains mis à disposition pour l'action**

L'Association fait intervenir, sous la responsabilité de son Président en exercice, les personnes suivantes : 2 Coordonnateurs, 3 personnes en charge de l'Accueil et du Secrétariat, 1 Chargée d'insertion à Temps Partiel.

Ce personnel devra posséder un diplôme en lien avec la fonction et les missions liées au bon déroulement de l'action ou s'engager dans un parcours de formation dans les meilleurs délais.

L'Association s'engage à faire parvenir dès signature de la convention :

- Le Plan de formation du personnel permanent pour l'année en cours ;
- Les Curriculum Vitae des personnes affectées à l'action.

Tout changement dans la composition de la liste des personnes affectées à l'action d'insertion (personnel sous contrat de travail) ou dans leur quotité de temps de travail, devra faire l'objet d'une communication écrite préalable auprès du Pôle RSA-LCE de la DGA-SP.

### **2.5 - Résultats attendus de l'action**

#### **2.5.1 - Quantitatifs (sauf circonstances particulières)**

- l'objectif visé est l'accueil de 50 jeunes mineurs isolés étrangers,

### **2.5.2 - Qualitatifs**

Sur la base des modules et des moyens humains mobilisés, L'Association s'engage à atteindre les objectifs décrits dans le cadre des attendus fixés par le Département (Annexe 1 à la convention).

### **2.5.3 - Mobilisation des acteurs locaux et recherche d'efficience**

- Recherche de partenariat avec les Collectivités du Bloc communal, des Associations, Entreprises, etc. ;
- Effort de mutualisation.

### **2.6 - Durée et date d'effet de l'action**

L'action conventionnée est conclue pour une durée de 12 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **2.7 - Bilan final de l'action**

A l'issue de l'action, un Bilan final sera transmis par l'Association au Pôle RSA-LCE et à l'Unité Territoriale conformément au modèle transmis.

A l'appui de ce document, l'Association peut fournir toutes autres pièces qu'elle jugera utile pour mettre en valeur l'action financée.

## **ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT DE L'ACTION**

### **3.1 - Montant de la subvention**

Cette action d'insertion sera financée par le Conseil départemental à hauteur d'une subvention globale de 30.000 €.

Le financement de cette action sera imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18 du budget de l'Exercice 2023.

### **3.2 - Modalités de versement**

Cette somme sera versée à l'Association de la manière suivante :

- un acompte de 24.000 € (80 %) dès la signature de la convention,
- un solde, à réception du Bilan final.

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine au 30 juin 2024.

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT**

### **5.1- Contrôle financier**

L'Association, s'engage à fournir :

- le Compte rendu financier de l'action, signé du Président et du Trésorier qui retracera les charges et produits affectés à la réalisation de l'action sur 2023 et sera complété selon le modèle figurant en Annexe 2 à la convention (Cerfa 12.156\*3). Ce Compte rendu financier de l'action permettra de vérifier si les dépenses et les recettes sont directement liées à la réalisation de l'action, c'est-à-dire :
  - . liées à l'objet de l'action,
  - . nécessaires à la réalisation de l'action,
  - . raisonnables selon le principe de bonne gestion,
  - . engendrées pendant le temps de la réalisation de l'action,
  - . directement dépensées par l'Association,
  - . identifiables et contrôlables.
- les Comptes annuels provisoires puis définitifs de l'Association (Bilan, Compte de résultat et leurs Annexes).

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux Comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

## **5.2 - Autres contrôles**

Afin de vérifier l'utilisation des fonds dont l'Association a la charge, un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que *« toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation »*.

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les Parties fera l'objet d'un avenant. Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE – RESPONSABILITE**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de son activité et des personnels concourant à la réalisation de l'action. Elle s'engage à respecter et à faire respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 8 : IMPÔTS - TAXES - DETTES - RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSAFF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION**

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE toute modification affectant les documents suivants transmis préalablement à l'engagement du Département :

- statuts,
- déclaration de l'Association à la Préfecture,
- composition du Conseil d'administration et du Bureau,
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original, signé du Président et du Trésorier, avec mention des noms, prénoms et qualités.

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE, dans le mois de l'approbation par l'Assemblée Générale, son Procès-verbal, son Bilan, son Compte de résultat et les Annexes.

L'Association s'engage à informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement d'importance susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de l'Association et le principe de l'intervention départementale tel qu'il est défini dans la présente convention :

- difficultés financières graves susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

#### **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

L'Association bénéficiaire s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne avec la Charte graphique du logotype dans toutes les actions de communication engagées (affiche, dépliant, programme, flyer, site Internet).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales. Le non-respect de ces obligations peut entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions accordées ou leur reversement.

#### **ARTICLE 11 : INTERRUPTION DE LA CONVENTION – CLAUSE DE RESILIATION**

La présente convention pourra être interrompue immédiatement en cas de non-respect de l'un de ses termes ou en cas de dissolution ou de changement de statut social du Cocontractant.

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de toute ou partie de la participation versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, en cas de mesures gouvernementales exceptionnelles (ex : crise sanitaire) nécessitant la fermeture temporaire de la Structure ou un aménagement de son fonctionnement, il appartiendra à l'Association de bien vouloir transmettre au Pôle RSA-LCE, dans les plus brefs délais :

- un Plan de continuité d'activité détaillant les modalités mise en œuvre pour assurer la protection de son personnel (permanent et d'insertion), le maintien de son activité et l'accompagnement, notamment à distance, des allocataires du RSA ;
- un Plan de reprise pour anticiper dans de bonnes conditions la sortie progressive de la période de crise.

#### **ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVERSEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clause de résiliation), s'il apparaît, au terme des opérations de contrôle financier, que la participation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit, après avoir entendu l'Association, le cas échéant, de mettre fin à la participation accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la participation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Le reversement est effectué par l'Association dans un délai d'un mois, après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale.

**ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels qu'ils sont indiqués en en-tête de la présente convention.

**ARTICLE 15 : EXECUTION**

Le Comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental.  
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée  
de la Solidarité-Enfance-Famille, Insertion,  
Économie sociale et solidaire,

Pour l'Association  
Centre Social Saint-Exupéry,  
le Président en exercice,

Mireille VOLPATO



## ANNEXE 1



### Annexe A – Fiche action 1– Volet insertion Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté Contractualisation État – Conseil départemental de la Dordogne Engagement socle – Engagement à l’initiative du Département

**Intitulé de l’action :** Accompagnement global autour de l’apprentissage du français pour des jeunes migrants

**Descriptif de l’action :**

#### Contexte

Chaque année, plus de 100 000 ressortissants étrangers signent un contrat d’intégration républicaine manifestant ainsi le souhait de s’installer durablement en France. La politique d’accueil et d’intégration des demandeurs d’asile, des réfugiés et en notamment pour les jeunes migrants doit donc déployer des outils de réponse sur l’ensemble du territoire et particulièrement ceux de l’acquisition de la langue et des codes de notre pays.

En effet, si les difficultés de lecture, d’écriture voire de calcul, de compréhension n’interdisent pas totalement l’accès à l’emploi pour les migrants, le marché du travail devenant de plus en plus sélectif et les emplois rares, la non maîtrise de la langue française et des compétences fondamentales, des compétences clés ou des savoirs de base – **savoir lire, écrire, compter** – ne permettent pas pour ces populations fragiles l’accès à des emplois même non qualifiés ni à des formations.

Dans le cadre de sa politique d’insertion, le Département soutient plusieurs actions permettant une meilleure mobilisation vers l’insertion qui incluent des « apprentissages de base » et du « Français Langue Etrangère » et en particuliers l’Atelier Plume du Centre social St Exupéry de Coulounieix-Chamiers.

#### Objectifs

Cette action d’insertion et d’intégration par l’apprentissage de la langue a pour objectifs :

- D’acquérir ou perfectionner l’apprentissage de la langue française à l’écrit et l’oral (FLE, Français Langue Etrangère, FLI, Français Langue d’Intégration)
- De renforcer l’autonomie pour la construction d’un parcours d’insertion
- De favoriser leur intégration future dans un cursus scolaire
- D’accompagner vers la construction d’un projet socioprofessionnel
- De renforcer la socialisation des personnes,
- De travailler à la participation à la société, à l’amélioration du rapport aux institutions et à l’apprentissage de la citoyenneté.

Ces actions à destination de jeunes mineurs isolés et de ceux relevant du statut BPI et du dispositif PIAL se déclinent sur 4 matinées hebdomadaires et s’articulent autour :

- De séances de formation individualisée et personnalisée, en face à face pédagogique que ce soit alphabétisation, Français Langue Etrangère ou Réapprentissage des Savoirs de Base,
- D’ateliers collectifs d’apprentissage et de découverte de la vie sociale, économique, culturelle,
- D’un accompagnement socioprofessionnel de suivi du parcours et d’aide à la résolution des freins et difficultés par les structures d’accueil ou d’hébergement (Mission Locale, CADA, foyers...).

**Au travers du Plan de Pauvreté, il est proposé de renforcer cette opération sur le territoire de l’agglomération périgourdine**

**ANNEXE 2**

# 6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse<sup>15</sup>.

**Exercice 20**

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services				74- Subventions d'exploitation <sup>16</sup>	0	0	
Achats matières et fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Autres fournitures							
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières				Région(s)			
Entretien et réparation				Département(s)			
Assurance							
Documentation				Intercommunalité(s) : EPCI <sup>17</sup>			
Divers				-			
62 - Autres services extérieurs	0	0		Commune(s) :			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				Organismes sociaux (détailler) :			
Publicité, publication				Fonds européens			
Déplacements, missions				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Services bancaires, autres				Autres établissements publics			
63 - Impôts et taxes	0	0		Aides privées			
Impôts et taxes sur rémunération				75 - Autres produits de gestion courante			
Autres impôts et taxes				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
64- Charges de personnel	0	0		76 - Produits financiers			
Rémunération des personnels				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
Charges sociales							
Autres charges de personnel							
65- Autres charges de gestion courante							
66- Charges financières							
67- Charges exceptionnelles							
68- Dotation aux amortissements							
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
<b>Total des charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>Total des produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<p><b>La subvention de € représente % du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.</p>							

<sup>15</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>16</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>17</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.



**Convention avec l'Association Centre Social Saint-Exupéry  
pour l'action d'insertion « Pôle d'Accueil, d'Orientation et d'Insertion (PAOI) »  
au profit d'allocataires du RSA**

**ENTRE :**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département »,  
D'une part,

**ET :**

**L'Association Centre Social Saint-Exupéry** sise Espace Jules Verne - Avenue du Général de Gaulle - 24660 COULOUNIEUX-CHAMIERES, régulièrement déclarée en Préfecture, sous le SIRET n° 421 084 799 représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association »,  
D'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat et le Département et ses avenants successifs,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général.

## Préambule :

Le dispositif d'insertion mis en place par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 s'inscrit dans le cadre d'une politique décentralisée dont le principe est : [...] « les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des départements » (article L115-2 du CASF).

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA, réforme les politiques d'insertion, réaffirme la compétence des Départements en matière d'action sociale et fait expressément du Président du Conseil départemental le pilote des politiques d'insertion et donc des actions déclinées sur le territoire départemental.

Deux documents cadres regroupent et proposent une stratégie de la Politique Départementale d'Insertion : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les orientations stratégiques de la Collectivité et le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) qui définit les modalités de coordination avec les partenaires.

La politique départementale d'insertion, qui est en grande partie une politique volontariste financée par le Département, s'adresse aux allocataires ou à leurs ayants droit. Elle est portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) et mise en œuvre par le Pôle RSA – Lutte Contre l'Exclusion (Pôle RSA-LCE). Elle a pour objectif de permettre à tous les allocataires de pouvoir construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle dont la finalité est la reprise d'emploi ou d'activité, que ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de Pôle emploi ou du Département.

Pour atteindre cet objectif, elle s'appuie notamment sur un ensemble d'opérateurs du secteur de l'insertion socio-professionnelle qui sont des acteurs importants dans la lutte contre l'exclusion et le développement solidaire des territoires. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans les missions d'intérêt général relatives à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social et à l'autonomie pour les personnes en voie d'insertion professionnelle ou éloignées de l'emploi, en référence à la nouvelle rédaction de l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans la mise en œuvre de cette action, il est attendu un partenariat renforcé avec les Responsables d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI) et les Référents Insertion du Département.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités et participations respectives des Cosignataires pour l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'attribution de la participation du Département affectée à l'action d'insertion au profit des allocataires du RSA et dont la description figure à l'article 2.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 – Nature de l'action soutenue**

Il s'agit de la mise en œuvre, sous la responsabilité de l'Association, d'une action intitulée « Pôle d'Accueil, d'Orientation et d'Insertion (PAOI) ».

Cette action d'accueil, d'orientation et d'accompagnement à l'insertion consiste en un accompagnement dans les démarches et le parcours d'insertion sociale et professionnelle des personnes, et plus spécifiquement des femmes en difficulté, en lien avec les Travailleurs sociaux du territoire.

Elle vise :

- le repérage des problématiques, des difficultés à l'accès et/ou la reprise d'emploi,
- le recueil de leur besoin
- la co-élaboration d'une stratégie de parcours qui prend en compte la globalité de leur situation,
- un accompagnement dans les démarches et parcours tout en visant leur autonomie,
- la mise en place d'un outil de suivi de parcours élaboré avec les personnes.

Cette action est qualifiée par le Département de Service d'Intérêt Économique Général (SIEG).

### **2.2 – Public concerné**

Cette action concerne tout public très éloigné de l'emploi : personnes en recherche d'emploi, bénéficiaires du RSA orientés par les Référénts Insertion et jeunes de moins de 26 ans.

### **2.3 – Lieu de déroulement de l'action**

L'action se déroulera sur le Canton de Périgueux et l'Agglomération périgourdine.

En passant convention avec le Conseil départemental, l'Association participe à la politique d'insertion territoriale mise en œuvre par le Département. Ainsi, l'action proposée devra être accessible à tout allocataire du RSA intéressé sur l'ensemble du territoire départemental.

### **2.4 – Moyens humains mis à disposition pour l'action**

Conformément aux termes du projet avalisé par la Commission RSA, l'Association fait intervenir, sous la responsabilité de son Président en exercice, les personnes suivantes : 3 Animatrices, une Assistante de direction, une Directrice adjointe, un Directeur.

Ce personnel devra posséder un diplôme en lien avec la fonction et les missions assurées d'ASP ou d'encadrant technique ou s'engager dans un parcours de formation dans les meilleurs délais.

Tout changement dans la composition de la liste des personnes affectées à l'action d'insertion (personnel sous contrat de travail) ou dans leur quotité de temps de travail, devra faire l'objet d'une communication écrite préalable auprès du Pôle RSA - Lutte contre l'Exclusion de la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP).

L'Association s'engage à faire parvenir dès signature de la convention :

- Le Plan de formation du personnel permanent pour l'année en cours ;
- Les Curriculums Vitae des encadrants socioprofessionnels et techniques.

## **2.5 – Résultats attendus de l'action**

L'objectif visé est de 30 personnes dont 80 % d'allocataires du RSA orientés par le Département.

## **2.6 – Orientation, suivi et bilan du parcours de l'allocataire du RSA orienté sur l'action**

### **2.6.1 - Orientation**

Toute orientation d'un allocataire du RSA par les référents insertion sera exclusivement réalisée par le biais d'une prescription, validée par le Responsable d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI).

### **2.6.2 – Suivi du parcours**

Le suivi administratif, technique et financier sera assuré par le Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion de la DGA-SP.

L'Association est tenue de travailler en lien avec l'Unité Territoriale de référence sur les modalités de mise en œuvre de l'action (prescription, réunions, suivi de l'action, des parcours d'insertion, planning des activités...).

Afin d'optimiser le parcours individuel du public orienté, des suivis de l'action auront lieu à la fréquence suivante :

- tous les mois : des Tableaux de présence des usagers sur l'action et résumant leur parcours seront transmis aux Référents et Responsable Adjoint Insertion d'Unité Territoriale et seront fournis chaque fin de semestre au Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion de la DGA-SP,
- tous les trimestres : une réunion sera organisée entre les différents acteurs (Référents, RUTAI et Responsable de la Structure) pour faire un point sur les parcours du public et répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées,
- chaque semestre : le RUTAI et le Responsable de la Structure se réuniront pour réajuster, vérifier, modifier les modalités de fonctionnement.

L'Association fournira au Pôle RSA - Lutte contre l'Exclusion le calendrier d'ouverture sur l'année de l'activité financée par le Fonds Départemental d'Insertion.

Les Services du Conseil départemental concernés doivent être en mesure de rencontrer, à leur demande, sur les lieux, l'Allocataire et le Responsable de l'activité dans l'Association afin d'obtenir de celle-ci tout élément d'évaluation nécessaire au suivi et au renouvellement du Contrat d'engagement réciproque.

Les agents mandatés par le Conseil départemental auront accès aux locaux et lieux d'exercice des activités en tant que de besoin pour contrôler la bonne exécution des fonds dont l'Association a la charge.

L'Association devra favoriser la professionnalisation des publics accompagnés, notamment par le biais de la formation (articulation du temps de travail avec le temps de formation, etc.).

Toute absence prolongée et injustifiée ou toute cessation de l'action, quels qu'en soient les motifs, devra être signalée dans les plus brefs délais au Référent Insertion.

### **2.6.3 - Bilan du parcours**

A la fin du parcours du participant, un Bilan individuel des actions entreprises sera établi par l'Association, il sera ainsi ventilé :

- 1 exemplaire à l'Allocataire du RSA,
- 1 exemplaire au Référent Insertion et au Responsable Adjoint Insertion de l'Unité Territoriale concernée.

La liste des allocataires du RSA sera adressée à la fin de chaque semestre au Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion de la DGA-SP ainsi qu'à l'Unité Territoriale concernée si l'action n'est pas de portée départementale.

### **2.7 - Durée et date d'effet de l'action**

L'action conventionnée est conclue pour une durée de 12 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **2.8 – Bilan final de l'action**

A l'issue de l'action, un Bilan final sera fourni par l'Association au Pôle RSA - LCE et à l'Unité Territoriale concernée qui devra comprendre les éléments suivants :

- le Bilan final de l'action,
- le Compte rendu financier, signé de son Président et du Trésorier qui retracera les charges et produits affectés à la réalisation de l'action sur 2023 et sera complété selon le modèle figurant en annexe à la convention (Cerfa 12.156\*3),
- les Comptes annuels provisoires de l'Association (Bilan et Compte de résultat).

## **ARTICLE 3 : MODALITES ET FINANCEMENT DE L'ACTION**

### **3.1 – Montant de la subvention**

Le montant de la subvention est de **7.626 €** pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023 (en contrepartie d'un financement FSE+).

L'utilisation de la participation du Département dans des conditions différentes de celles définies dans la présente convention pourra entraîner le remboursement de tout ou partie du montant accordé.

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

### **3.2 – Modalités de versement**

Cette somme sera versée à l'Association de la manière suivante :

- un acompte de 3.813 € (50 %) dès la signature de la convention,
- un solde, à réception du Bilan final et au prorata du nombre d'allocataires du RSA orientés par le Département, en rapport avec le critère de 80 % fixé à l'article 2.5 (sauf circonstances particulières).

Le financement de cette action sera imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 444, nature 6568.27 (2023 FSE+).

### **3.3 – Conditions de versement du solde**

Le versement du solde sera effectué :

- sur présentation du Bilan final de l'action,
- conformément à l'Article 12 de la convention.

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine au 30 juin 2024.

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT**

### **5.1 – Contrôle financier**

L'Association, s'engage à fournir :

- le Compte rendu financier de l'action, signé de son Président et du Trésorier qui retracera les charges et produits affectés à la réalisation de l'action sur 2023 et sera complété selon le modèle figurant en annexe à la convention (Cerfa 12.156\*3).

Ce Compte rendu financier de l'action permettra de vérifier si les dépenses et les recettes sont directement liées à la réalisation de l'action, c'est-à-dire :

- . liées à l'objet de l'action,
  - . nécessaires à la réalisation de l'action,
  - . raisonnables selon le principe de bonne gestion,
  - . engendrées pendant le temps de la réalisation de l'action,
  - . directement dépensées par l'Association,
  - . identifiables et contrôlables.
- les Comptes annuels provisoires puis définitifs de l'Association (Bilan, Compte de résultat et leurs annexes).

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

### **5.2 – Autres contrôles**

Afin de vérifier l'utilisation des fonds dont l'Association a la charge, un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les Parties fera l'objet d'un avenant. Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE – RESPONSABILITE**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de son activité et des personnels concourant à la réalisation de l'action. Elle s'engage à respecter et à faire respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 8 : IMPÔTS - TAXES - DETTES - RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSAFF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.



## **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION**

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE, toute modification affectant les documents suivants transmis préalablement à l'engagement du Département :

- statuts,
- déclaration de l'Association à la Préfecture,
- composition du Conseil d'administration et du Bureau,
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original, signé de son Président et du Trésorier, avec mention des noms, prénoms et qualités.

L'Association adressera au Pôle RSA-LCE du Département, dans le mois de l'approbation par l'Assemblée Générale, son Procès-verbal, son Bilan, son Compte de résultat et les Annexes.

L'Association s'engage à informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement d'importance susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de l'Association et le principe de l'intervention départementale tel qu'il est défini dans la présente convention :

- difficultés financières graves susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

## **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne avec la Charte graphique du logotype dans toutes les actions de communication engagées (affiche, dépliant, programme, flyer, site Internet).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales. Le non-respect de ces obligations peut entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions accordées ou leur reversement.

## **ARTICLE 11 : INTERRUPTION DE LA CONVENTION – CLAUSE DE RESILIATION**

La présente convention pourra être interrompue immédiatement en cas de non-respect de l'un de ses termes ou en cas de dissolution ou de changement de statut social du Cocontractant.

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de toute ou partie de la participation versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, en cas de mesures gouvernementales exceptionnelles (ex : crise sanitaire) nécessitant la fermeture temporaire de la Structure ou un aménagement de son fonctionnement, il appartiendra à l'Association de bien vouloir transmettre au Pôle RSA-LCE, dans les plus brefs délais :

- un Plan de continuité d'activité détaillant les modalités mise en œuvre pour assurer la protection de son personnel (permanent et d'insertion), le maintien de son activité et l'accompagnement, notamment à distance, des allocataires du RSA,
- un Plan de reprise pour anticiper dans de bonnes conditions la sortie progressive de la période de crise.

## **ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVERSEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clause de résiliation), s'il apparaît, au terme des opérations de contrôle financier, que la participation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit, après avoir entendu l'Association, le cas échéant, de mettre fin à la participation accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la participation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Le reversement est effectué par l'Association dans un délai d'un mois, après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale.

## **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

## **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels qu'ils sont indiqués en en-tête de la présente convention.

## **ARTICLE 15 : EXECUTION**

Le Comptable assignataire de la dépense est M. le Payeur départemental.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée  
de la Solidarité-Enfance-Famille, Insertion,  
Économie sociale et solidaire,**

**Pour l'Association  
Centre Social Saint-Exupéry,  
le Président en exercice,**

**Mireille VOLPATO**

## ANNEXE

# 6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse<sup>15</sup>.

## Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services				74- Subventions d'exploitation <sup>16</sup>	0	0	
Achats matières et fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Autres fournitures							
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières							
Entretien et réparation				Région(s)			
Assurance				Département(s)			
Documentation							
Divers							
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>17</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions				Organismes sociaux (détailler) :			
Services bancaires, autres				Fonds européens			
63 - Impôts et taxes	0	0					
Impôts et taxes sur rémunération				L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Autres impôts et taxes				Autres établissements publics			
64- Charges de personnel	0	0		Aides privées			
Rémunération des personnels				75 - Autres produits de gestion courante			
Charges sociales				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
Autres charges de personnel				76 - Produits financiers			
65- Autres charges de gestion courante				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
66- Charges financières							
67- Charges exceptionnelles							
68- Dotation aux amortissements							
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
Total des charges	0	0		Total des produits	0	0	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
TOTAL	0	0		TOTAL	0	0	
<b>La subvention de € représente % du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.							

<sup>15</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>16</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>17</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

**Convention avec l'Association de Soutien de la Dordogne (ASD)  
pour l'action d'insertion : « Programme Convergence - Premières heures en chantier »  
au profit d'allocataires du RSA**

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

**ET :**

**L'Association de Soutien de la Dordogne (ASD)** sise 61, rue Lagrange Chancel - 24000 PERIGUEUX, régulièrement déclarée en Préfecture, sous le SIRET n° 319 541 890, représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L.115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat et le Département et ses avenants successifs,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général.

## Préambule :

Le dispositif d'insertion mis en place par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 s'inscrit dans le cadre d'une politique décentralisée dont le principe est : [...] « les politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des départements » (article L.115-2 du CASF).

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA réforme les politiques d'insertion, réaffirme la compétence des Départements en matière d'action sociale et fait expressément du Président du Conseil départemental le pilote des politiques d'insertion et donc des actions déclinées sur le territoire départemental.

Deux documents cadres regroupent et proposent une stratégie de la politique départementale d'insertion : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les orientations stratégiques de la Collectivité et le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) qui définit les modalités de coordination avec les partenaires.

La Politique Départementale d'Insertion, qui est en grande partie une politique volontariste financée par le Département, s'adresse aux allocataires ou à leurs ayants droit. Elle est portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) et mise en œuvre par le Pôle RSA - Lutte Contre l'Exclusion (Pôle RSA-LCE). Elle a pour objectif de permettre à tous les allocataires de pouvoir construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle dont la finalité est la reprise d'emploi ou d'activité, que ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de Pôle emploi ou du Département.

Pour atteindre cet objectif, elle s'appuie notamment sur un ensemble d'opérateurs du secteur de l'insertion socio-professionnelle qui sont des acteurs importants dans la lutte contre l'exclusion et le développement solidaire des territoires. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans les missions d'intérêt général relatives à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social et à l'autonomie pour les personnes en voie d'insertion professionnelle ou éloignées de l'emploi, en référence à la nouvelle rédaction de l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), objet de cette convention, constitue le premier niveau de remise en activité professionnelle de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Cette action qui relève du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), est placée sous la compétence de l'Etat qui délivre l'agrément et attribue le soutien financier correspondant.

Aussi, le financement apporté par le Département aux ACI a pour objectif d'octroyer des moyens supplémentaires pour compenser le surcoût lié à l'accompagnement des allocataires du RSA dont l'éloignement plus durable d'une activité professionnelle nécessite de renforcer ce dernier.

Dans la mise en œuvre de cette action, il est attendu un partenariat renforcé avec les Responsables d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI) et les Référents Insertion du Département.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Plan d'actions 2022 et 2023 de la Convention de Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités et participations respectives des Cosignataires pour l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'attribution de la participation du Département affectée à l'action d'insertion. Celle-ci, au profit des allocataires du RSA, est initiée, conçue et déposée auprès du Pôle RSA -LCE par l'Association. Sa description figure à l'Article 2 de la convention.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 - Nature de l'action soutenue**

Il s'agit de la mise en œuvre sous la responsabilité de l'Association, du « Programme Convergence - Premières heures en chantier » qui s'appuie sur un ACI avec comme activité support le maraîchage, aménagement d'un jardin d'agrément et petits travaux de menuiserie, sur la Commune de Périgueux.

La démarche pédagogique du chantier d'insertion repose sur les principes suivants :

- un recrutement sans sélection, ni prérequis : pour un public SDF (Rue ou CHU), orienté par les Travailleurs sociaux et/ou maraudeurs, qui ne peuvent habituellement accéder aux SIAE,
- un accompagnement autour de la remobilisation par le travail, sans attente de productivité, avec un suivi social et un accompagnement en interne par un éducateur socio-professionnel,
- d'une montée en charge progressive et au cas par cas de la durée de travail en fonction des besoins et des capacités de la personne, de 4h à 20h par semaine,
- de la promesse d'un emploi et d'un hébergement. La mise en œuvre d'un parcours d'insertion progressif doit permettre d'être mis à l'abri et recruté à minima en CDDI.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à assurer un encadrement technique et social pour les personnes qu'elle accueille sur la base d'un Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI).

Cette action est qualifiée par le Département de Service d'Intérêt Economique Général (SIEG).

### **2.2 - Public concerné par l'action**

Le public concerné correspond aux allocataires du RSA, conformément au Guide de prise en compte du public « orienté département » dans les Structures d'insertion (Annexe 1 de la convention).

### **2.3 - Lieu de déroulement de l'action**

L'action se déroule sur la Commune de Périgueux.

Cependant, l'action proposée est accessible à tout allocataire du RSA intéressé sur l'ensemble du territoire départemental.

### **2.4 - Moyens humains mis à disposition pour l'action**

L'Association fait intervenir, sous la responsabilité de son Président en exercice, les personnes suivantes : 1 Accompagnatrice socio-professionnelle en charge de la coordination, 1 Encadrant socio-professionnel et 1 Assistante de gestion.

Sauf circonstances particulières, le taux d'encadrement technique est, à minima, d'1 Equivalent Temps Plein (ETP) pour 8 en ETP d'insertion salariés et le taux d'accompagnement socio-professionnel (ASP), à minima, d'1 ETP pour 15 salariés en ETP d'insertion.

Ce personnel doit posséder un diplôme en lien avec la fonction et les missions assurées d'Educatrice socio-professionnelle ou s'engager dans un parcours de formation dans les meilleurs délais.

L'Association s'engage à faire parvenir dès signature de la convention :

- le Plan de formation du personnel permanent pour l'année en cours,
- les Curriculum Vitae de l'accompagnatrice et de l'encadrant socio-professionnel(le).

Tout changement dans la composition de la liste des personnes affectées à l'action d'insertion (personnel sous contrat de travail) ou dans leur quotité de temps de travail, devra faire l'objet d'une communication écrite préalable auprès du Pôle RSA-LCE de la DGA-SP.

## **2.5 - Résultats attendus de l'action**

### **2.5.1 - Quantitatifs (sauf circonstances particulières)**

- 60 % minimum d'accueil d'allocataires du RSA orientés par le Département sur l'ensemble du public accompagné, conformément au Guide de prise en compte du public « orienté département » dans les Structures d'insertion (Annexe 1 à la convention),

### **2.5.2 - Qualitatifs**

Sur la base du support d'activité économique et des moyens humains mobilisés, l'Association s'engage à :

- Mettre les personnes en situation de travail progressive : réadaptation à la vie sociale, au rythme de travail ;
- Amener les personnes à retrouver une autonomie ;
- Conduire les personnes à intégrer ou à réintégrer les contraintes inhérentes à la vie professionnelle ;
- Permettre aux personnes de faire le point sur leurs savoir-faire, leurs aptitudes et leurs centres d'intérêts afin d'élaborer un projet professionnel. Cet accompagnement socioprofessionnel est conduit pendant le temps de travail, il est de la responsabilité de toutes les composantes de la Structure support du chantier ;
- Identifier les compétences acquises (techniques et savoir-être), capitaliser ces compétences et qualifications au travers d'un outil de suivi ;
- Donner aux personnes une connaissance et/ou une approche des métiers qui leur sont accessibles ;
- Proposer une organisation favorisant l'accès aux dispositifs de formation sur les temps de travail ;
- Orienter et accompagner l'entrée en formation ou l'accès à l'emploi de chaque Allocataire à l'issue de son contrat ou toute autre orientation validée par le Comité de suivi et/ou le Référent du parcours ;
- Délivrer à l'échéance du contrat une attestation d'expérience propre à chaque salarié.

### **2.5.3 - Mobilisation des acteurs locaux et recherche d'efficience**

- Recherche de partenariat avec les Collectivités du Bloc communal, des Associations, etc. ;
- Effort de mutualisation.

## **2.6 - Orientation, recrutement-renouvellement et suivi et bilan du parcours de l'allocataire du RSA orienté sur l'action**

### **2.6.1 - Orientation**

Toute participation à l'action d'insertion d'un allocataire du RSA doit faire l'objet d'une orientation par le Référent Insertion, validée par le RUTAI.

## 2.6.2 - Recrutement et renouvellement du parcours

### 2.6.3 - Suivi du parcours

L'Association doit favoriser la professionnalisation des publics accompagnés, notamment par le biais de la formation (articulation du temps de travail avec le temps de formation, etc.).

Tout nouveau projet doit associer le Département par rapport à la cohérence du public accompagné et au regard de l'évolution du public sur le territoire.

Toute modification ou difficulté dans le parcours d'insertion de la personne doit faire l'objet d'une information par mail au Référent concerné avec copie au RUTAI. Il peut alors être organisé une rencontre pour faire un point de situation.

Par ailleurs, toute absence quels qu'en soient les motifs, doit être signalée par écrit, dans les 48 heures, au Référent Insertion avec copie au RUTAI.

Afin d'optimiser le parcours individuel du public orienté, des suivis de l'action ont lieu à la fréquence suivante :

- tous les mois : des Tableaux de présence des usagers sur l'action et résumant leur parcours sont transmis aux Référents d'Insertion et Responsable Adjoint Insertion d'Unité Territoriale et fournis chaque fin de semestre au Pôle RSA - LCE de la DGA-SP,
- tous les trimestres, le Comité technique permet de faire un point sur les parcours du public et de répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées (Article 2.7.2. de la convention),
- en fin d'année, l'Association adresse au RUTAI de son secteur, avec copie au Pôle RSA-LCE, un état récapitulatif de la présence des allocataires réellement accompagnés dans l'action.

La liste des allocataires du RSA est adressée à la fin de chaque semestre au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP ainsi qu'à l'Unité Territoriale concernée si l'action n'est pas de portée départementale.

Les Services du Conseil Départemental concernés doivent être en mesure de rencontrer, à leur demande, sur les lieux, l'allocataire et le Responsable de l'activité dans l'Association afin d'obtenir de celle-ci tout élément d'évaluation nécessaire au suivi et au renouvellement du contrat d'engagement réciproque.

### 2.6.4 - Bilan du parcours

A la fin du parcours du participant, et dans un délai d'un mois, un Bilan individuel des actions entreprises est établi par l'Association et transmis :

- à l'Allocataire du RSA,
- au Référent Insertion et au Responsable Adjoint Insertion de l'Unité Territoriale concernée.

## 2.7 - Instances de suivi de l'action

### 2.7.1 - Comité de pilotage

Un Comité de pilotage, chargé de veiller au bon fonctionnement de l'action, est obligatoirement mis en place. A l'initiative de l'Association, il se réunit au moins une fois (entre octobre et novembre) pour l'examen d'un bilan intermédiaire. Le Bilan annuel étant examiné lors du dialogue de gestion organisé par la Direction Départementale de l'Emploi, de la Solidarité, du Travail et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce Comité de pilotage doit au moins être composé :

- d'un représentant de l'Association,
- d'un représentant des chantiers Premières Heures,



- des représentants du Conseil Départemental de la Dordogne : représentants du Pôle RSA-LCE et de l'Unité Territoriale concernée,
- d'un représentant des principaux partenaires du Service Public pour l'Emploi (SPE) (l'Unité Départementale de la DIRECCTE, la Région Nouvelle-Aquitaine, Pôle Emploi, la Mission Locale, Cap Emploi, ...),
- de représentants des partenaires de l'Association (Communauté de Communes, Communes, autres Associations, Entreprises, etc.),
- de tous représentants dont l'Association juge la présence utile.

Les membres du Comité de pilotage peuvent se faire accompagner des collaborateurs dont ils jugent la présence nécessaire.

Il désigne en son sein, les personnes composant le Comité technique.

### **2.7.2 - Comité technique**

Le Comité technique a pour objet de faire un point sur les parcours du public et répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées.

Il se réunit trimestriellement à l'initiative de l'Association.

## **2.8 - Durée et date d'effet de l'action**

L'action conventionnée est conclue pour une durée d'un an, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## **2.9 - Bilan final de l'action**

A l'issue de l'action, un Bilan final est transmis par l'Association au Pôle RSA-LCE et à l'Unité Territoriale conformément au modèle transmis.

A l'appui de ce document, l'Association peut fournir toutes autres pièces qu'elle juge utile pour mettre en valeur l'action financée.

## **ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT DE L'ACTION**

### **3.1 - Critères de calcul**

Il s'agit de soutenir l'Association sur sa mission d'insertion dans la limite des crédits disponibles.

### **3.2 - Montant de la subvention**

Le montant de la subvention est de **43.920 €**.

### **3.3 - Modalités de versement**

Cette somme sera versée à l'Association de la manière suivante :

- un acompte de 35.136 (80 %) dès la signature de la convention,
- un solde, à réception du bilan final et au prorata du nombre d'allocataires du RSA orientés par le Département, en rapport avec le critère de 60 % fixé à l'article 2.5.1 (sauf circonstances particulières).

Le financement de cette action est imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 444, nature 6568.29.

## **ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine au 30 juin 2024.

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT**

### **5.1 - Contrôle financier**

L'Association, s'engage à fournir :

- le Compte rendu financier de l'action, signé du Président et du Trésorier qui retrace les charges et produits affectés à la réalisation de l'action sur 2023 et est complété selon le modèle figurant en Annexe 2 à la convention (Cerfa 12.156\*3). Ce Compte rendu financier de l'action permet de vérifier si les dépenses et les recettes sont directement liées à la réalisation de l'action, c'est-à-dire :
  - . liées à l'objet de l'action,
  - . nécessaires à la réalisation de l'action,
  - . raisonnables selon le principe de bonne gestion,
  - . engendrées pendant le temps de la réalisation de l'action,
  - . directement dépensées par l'Association,
  - . identifiables et contrôlables.
- les Comptes annuels provisoires puis définitifs de l'Association (Bilan, Compte de résultat et leurs Annexes).

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

### **5.2 - Autres contrôles**

Afin de vérifier l'utilisation des fonds dont l'Association a la charge, un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil Départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les Parties fait l'objet d'un avenant. Toute demande d'avenant doit faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE - RESPONSABILITE**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de son activité et des personnels concourant à la réalisation de l'action. Elle s'engage à respecter et à faire respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 8 : IMPÔTS - TAXES - DETTES - RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSAFF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne peut en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION**

L'Association adresse au Pôle RSA-LCE, toute modification affectant les documents suivants transmis préalablement à l'engagement du Département :

- statuts,
- déclaration de l'Association à la Préfecture,
- composition du Conseil d'administration et du Bureau,
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original, signé du Président et du Trésorier, avec mention des noms, prénoms et qualités.

L'Association adresse au Pôle RSA-LCE du Département, dans le mois de l'approbation par l'Assemblée Générale, son Procès-verbal, son Bilan, son Compte de résultat et les Annexes.

L'Association s'engage à informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement d'importance susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de l'Association et le principe de l'intervention départementale tel qu'il est défini dans la présente convention :

- difficultés financières graves susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

## **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne avec la Charte graphique du logotype dans toutes les actions de communication engagées (affiche, dépliant, programme, flyer, site Internet).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales. Le non-respect de ces obligations peut entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions accordées ou leur reversement.

## **ARTICLE 11 : INTERRUPTION DE LA CONVENTION - CLAUSE DE RESILIATION**

La présente convention peut être interrompue immédiatement en cas de non-respect de l'un de ses termes ou en cas de dissolution ou de changement de statut social du Cocontractant.

Le Département peut résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de toute ou partie de la participation versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, en cas de mesures gouvernementales exceptionnelles (ex : crise sanitaire) nécessitant la fermeture temporaire de la Structure ou un aménagement de son fonctionnement, il appartient à l'Association de bien vouloir transmettre au Pôle RSA-LCE, dans les plus brefs délais :

- un Plan de continuité d'activité détaillant les modalités mise en œuvre pour assurer la protection de son personnel (permanent et d'insertion), le maintien de son activité et l'accompagnement, notamment à distance, des allocataires du RSA,
- un Plan de reprise pour anticiper dans de bonnes conditions la sortie progressive de la période de crise.

## **ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVERSEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clause de résiliation), s'il apparaît, au terme des opérations de contrôle financier, que la participation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit, après avoir entendu l'Association, le cas échéant, de mettre fin à la participation accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la participation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Le reversement est effectué par l'Association dans un délai d'un mois, après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale.

## **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales.

## **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels qu'ils sont indiqués en en-tête de la présente convention.

## **ARTICLE 15 : EXECUTION**

Le Comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental.  
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée  
de la Solidarité - Enfance-Famille, Insertion,  
Economie Sociale et Solidaire,**

**Pour l'Association de Soutien  
de la Dordogne (ASD),  
le Président en exercice,**

**Mireille VOLPATO**

## GUIDE DE PRISE EN COMPTE DU PUBLIC « ORIENTÉ DÉPARTEMENT » DANS LES STRUCTURES D'INSERTION

Ce guide a pour objectif de préciser ce qui doit être entendu par allocataire du RSA « orienté Département » qui est positionné sur vos activités. L'objectif est de s'assurer que l'ensemble du public relevant de nos priorités dans le cadre de la convention qui nous lie soit bien valorisé aussi bien qualitativement que quantitativement.

### Définition d'un public allocataire du RSA « orienté Département » :

La notion d'orientation doit s'entendre à l'entrée de la personne dans le dispositif RSA.

Pour rappel, quand une personne bénéficie de l'allocation RSA, elle doit faire l'objet d'une orientation pour être accompagnée dans son parcours d'insertion.

En Dordogne, cette orientation est décidée suite au Pôle Orientation après avoir sollicité Pôle Emploi, en amont, par le biais d'une fiche individuelle « Informations sur l'orientation » et sur la base d'une évaluation de la situation sociale et professionnelle de la personne, réalisée par le référent d'insertion et validée par le RUTAI.

Si la personne ne présente pas de freins à la mise en œuvre de son projet d'insertion, elle sera orientée vers Pôle Emploi pour bénéficier des modalités classiques d'accompagnement de cet organisme. En tout état de cause, nous considérons que ce public ne relève pas de vos structures au moment où cette décision est prise.

Pour les autres personnes, orientées vers le Département et prises en charge par un des 33 référents d'insertion, elles pourront bénéficier soit d'un accompagnement social soit d'un accompagnement socio-professionnel avec ou sans prestataire.

Ainsi, pour comptabiliser précisément un allocataire du RSA « orienté Département » au titre de la convention, il faut connaître le choix de l'orientation acté à l'issue du Pôle Orientation.

Quand la personne est positionnée par un référent insertion du Département, elle est donc comptabilisée en tant « qu'orienté Département », à la condition que la décision de recrutement, ou non, de l'allocataire et la décision de renouvellement, ou non, de son contrat, aient bien fait l'objet d'une validation de l'adjoint insertion.

Par contre, quand l'allocataire du RSA est prescrit par d'autres organismes (PLIE, missions locales, SPIP, etc.), hors Pôle emploi (cf. cas particuliers), cela peut s'avérer plus complexe pour connaître l'orientation décidée en Pôle Orientation.

Nous vous conseillons donc de vous rapprocher de l'adjoint insertion pour vérifier cette information et acter avec ce dernier la cohérence de ce positionnement. Si ces deux éléments sont validés par ce dernier, une comptabilisation de cet allocataire du RSA « orienté Département » pourra alors se faire. Il fera l'objet d'une identification spécifique dans le tableau de validation du public « orienté Département » (annexé à l'autoévaluation semestrielle et à la grille technique annuelle).

## Cas particuliers de certains allocataires du RSA « orientés Pôle emploi » et positionnés sur vos structures

Dans la pratique, nous avons pu constater que des allocataires du RSA « orientés Pôle emploi » à l'issue du Pôle Orientation sont positionnés sur un parcours d'insertion au sein de votre structure. Parmi ces derniers, nous pouvons considérer que certains relèvent du public relevant de nos priorités dans le cadre de la convention qui nous lie.

Cette situation s'explique notamment par la détérioration de la situation de ces allocataires depuis la décision d'orientation.

Dans ce cas-là, il pourrait être envisagé que ces derniers puissent faire l'objet d'une réorientation vers un accompagnement par le Département. Cependant, ce processus de réorientation ne vous appartient pas.

Malgré tout, de la même manière que présentée précédemment, nous vous encourageons à prendre contact avec l'adjoint insertion pour lui présenter cette situation. Si ce dernier valide la cohérence du positionnement de cet allocataire du RSA « orienté Pôle emploi » vers un parcours d'insertion au sein de votre structure, il pourra être comptabilisé à la convention. Il fera aussi l'objet d'une identification spécifique dans le tableau de validation du public « orienté Département » (annexé à l'autoévaluation semestrielle et à la grille technique annuelle).

# 6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse<sup>15</sup>.

## Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services				74- Subventions d'exploitation <sup>16</sup>	0	0	
Achats matières et fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Autres fournitures							
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières							
Entretien et réparation				Région(s)			
Assurance							
Documentation				Département(s)			
Divers							
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>17</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions							
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0					
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes							
64- Charges de personnel	0	0		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				75 - Autres produits de gestion courante			
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
68- Dotation aux amortissements							
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
<b>Total des charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>Total des produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<p><b>La subvention de € représente % du total des produits :</b>  (montant attribué/total des produits) x 100.</p>							

<sup>15</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>16</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>17</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.



**Convention avec Le Centre socioculturel Envol  
pour l'action d'insertion « Transport social à la demande »  
au profit d'allocataires du RSA**

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PÉRIGUEUX Cedex (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

**ET :**

**Le Centre socioculturel Envol** sis 3 bis, rue Pascaud Choqueur - 16210 CHALAIS régulièrement déclarée en Préfecture, sous le SIRET n° 388 277 782, représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L.115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte Contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat (CALPAE) et le Département et ses avenants successifs,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général,



## Préambule :

La loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA, réforme les Politiques d'insertion, réaffirme la compétence des Départements en matière d'action sociale et fait expressément du Président du Conseil départemental le pilote des Politiques d'insertion et donc des actions déclinées sur le territoire départemental : [...] « les Politiques d'insertion relèvent de la responsabilité des départements » (article L.115-2 du CASF).

Deux documents cadres regroupent et proposent une stratégie de la Politique Départementale d'Insertion : le Programme Départemental d'Insertion (PDI) qui définit les orientations stratégiques de la Collectivité et le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) qui définit les modalités de coordination avec les Partenaires.

La Politique Départementale d'Insertion, qui est en grande partie une politique volontariste financée par le Département, s'adresse aux allocataires ou à leurs ayants droit. Elle est portée par la Direction Générale Adjointe de la Solidarité et de la Prévention (DGA-SP) et mise en œuvre par le Pôle RSA-Lutte Contre l'Exclusion (Pôle RSA-LCE). Elle a pour objectif de permettre à tous les allocataires de pouvoir construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle dont la finalité est la reprise d'emploi ou d'activité, que ceux-ci bénéficient d'un accompagnement de Pôle emploi ou du Département.

Pour atteindre cet objectif, elle s'appuie notamment sur un ensemble d'opérateurs du secteur de l'insertion socio-professionnelle qui sont des acteurs importants dans la Lutte Contre l'Exclusion et le développement solidaire des territoires. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans les missions d'intérêt général relatives à la prise en charge des situations de fragilité, au développement social et à l'autonomie pour les personnes en voie d'insertion professionnelle ou éloignées de l'emploi, en référence à la nouvelle rédaction de l'article L.3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), objet de cette convention, constitue le premier niveau de remise en activité professionnelle de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. Cette action qui relève du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (IAE), est placée sous la compétence de l'Etat qui délivre l'agrément et attribue le soutien financier correspondant.

Aussi, le financement apporté par le Département aux ACI a pour objectif d'octroyer des moyens supplémentaires pour compenser le surcoût lié à l'accompagnement des allocataires du RSA dont l'éloignement plus durable d'une activité professionnelle nécessite de renforcer ce dernier.

Dans la mise en œuvre de cette action, il est attendu un partenariat renforcé avec les Responsables d'Unité Territoriale Adjoint Insertion (RUTAI) et les Référénts Insertion du Département.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les responsabilités et participations respectives des Cosignataires pour l'organisation, le fonctionnement et les conditions d'attribution de la participation du Département affectée à l'action d'insertion. Celle-ci, au profit des allocataires du RSA, est initiée, conçue et déposée auprès du Pôle RSA -LCE par l'Association. Sa description figure à l'Article 2 de la convention.

## **ARTICLE 2 : DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **2.1 - Nature de l'action soutenue**

Il s'agit de la mise en œuvre, sous la responsabilité de l'Association, d'un ACI s'appuyant sur l'expérimentation d'un service de « Transport social à la demande » comme support d'activité économique.

La démarche pédagogique du chantier d'insertion articule les dimensions formation et production et inclut une dimension d'accompagnement. L'encadrement des personnes vise à mettre en œuvre des acquisitions de savoir-faire, de savoir-être à partir des contraintes de production. Il permet d'articuler des temps d'apprentissage, de vie collective de démarches individualisées, de formation afin d'aider chaque personne à atteindre les objectifs préalablement définis avec le Prescripteur.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à :

- assurer un encadrement technique et social pour les personnes qu'elle accueille sur la base d'un Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI),
- permettre à ces personnes de participer à un parcours d'insertion ou de réinsertion professionnelle en utilisant la mise en situation de travail comme méthode de mobilisation et en s'appuyant sur celle-ci pour définir et mettre en œuvre un projet professionnel,
- mettre en œuvre une orientation en termes de formation ou d'emploi.

Cette action est qualifiée par le Département de Service d'Intérêt Economique Général (SIEG).

### **2.2 - Public concerné par l'action**

Le public concerné correspond aux allocataires du RSA conformément au Guide de prise en compte du public « orienté département » dans les structures d'insertion (Annexe 1 de la convention).

### **2.3 - Lieu de déroulement de l'action**

L'action se déroulera sur les territoires communautaires du Périgord Ribéracois, du Pays de Saint-Aulaye et bassins de vie limitrophes.

Cependant, l'action proposée doit être accessible à tout allocataire du RSA intéressé sur l'ensemble du territoire départemental.

### **2.4 - Moyens humains mis à disposition pour l'action**

L'Association fait intervenir, sous la responsabilité de son Président en exercice, les personnes suivantes : 1 Chauffeur dédié à 34 h/semaine, 1 chauffeur à 28 h/semaine venant en soutien, 1 Accompagnatrice mobilité inclusive à 0,30 ETP sur l'action et 1 Chargée d'accueil à temps partiel (réception des prescriptions et planification hebdomadaire des trajets).

Sauf circonstances particulières, le taux d'encadrement technique est, à minima, d'1 Equivalent Temps Plein (ETP) pour 8 en ETP d'insertion salariés et le taux d'accompagnement socio-professionnel (ASP), à minima, d'1 ETP pour 15 salariés en ETP d'insertion.

Ce personnel doit posséder un diplôme en lien avec la fonction et les missions assurées d'ASP ou d'encadrant technique ou s'engager dans un parcours de formation dans les meilleurs délais.

L'Association s'engage à faire parvenir dès signature de la convention :

- Le Plan de formation du personnel permanent pour l'année en cours ;
- Les Curriculum Vitae des encadrants socio-professionnels et techniques.

Tout changement dans la composition de la liste des personnes affectées à l'action d'insertion (personnel sous contrat de travail) ou dans leur quotité de temps de travail, doit faire l'objet d'une communication écrite préalable auprès du Pôle RSA-LCE de la DGA-SP.

## **2.5 - Résultats attendus de l'action**

### **2.5.1 - Quantitatifs (sauf circonstances particulières)**

- 60 % minimum d'accueil d'allocataires du RSA orientés par le Département sur l'ensemble du public accompagné, conformément au Guide de prise en compte du public « orienté département » dans les structures d'insertion (Annexe 1 à la convention).
- 10 % minimum de recettes de l'activité dans le Budget de l'opération.

### **2.5.2 - Qualitatifs**

Sur la base des supports d'activités économiques et des moyens humains mobilisés, l'Association s'engage à :

- Mettre les personnes en situation de travail : réadaptation à la vie sociale, au rythme de travail ;
- Amener les personnes à retrouver une autonomie ;
- Conduire les personnes à intégrer ou à réintégrer les contraintes inhérentes à la vie professionnelle ;
- Permettre aux personnes de faire le point sur leurs savoir-faire, leurs aptitudes et leurs centres d'intérêts afin d'élaborer un projet professionnel. Cet accompagnement socio-professionnel est conduit pendant le temps de travail, il est de la responsabilité de toutes les composantes de la Structure support du chantier ;
- Identifier les compétences acquises (techniques et savoir-être), capitaliser ces compétences et qualifications au travers d'un outil de suivi ;
- Donner aux personnes une connaissance et/ou une approche des métiers qui leur sont accessibles ;
- Proposer une organisation favorisant l'accès aux dispositifs de formation sur les temps de travail ;
- Orienter et accompagner l'entrée en formation ou l'accès à l'emploi de chaque Allocataire à l'issue de son contrat ou toute autre orientation validée par le Comité de suivi et/ou le Référent du parcours ;
- Délivrer à l'échéance du contrat une attestation d'expérience propre à chaque salarié.

### **2.5.3 - Mobilisation des acteurs locaux et recherche d'efficience**

- Recherche de partenariat avec les Collectivités du Bloc communal, des Associations, etc. ;
- Effort de mutualisation.

## **2.6 - Orientation, recrutement-renouvellement et suivi et bilan du parcours de l'Allocataire du RSA orienté sur l'action**

### **2.6.1 - Orientation**

Toute orientation d'un allocataire du RSA par les Référents d'Insertion est exclusivement réalisée par le biais d'une Fiche de liaison CD 24.

Dans le cas d'une orientation d'un ARSA par d'autres canaux que les Référents Insertion (Structures, tiers, candidatures spontanées, auto prescription, etc.), il appartient à l'Association de se référer au Guide de prise en compte du public « orienté département » (Annexe 1 à la convention).

### **2.6.2 - Recrutement et renouvellement du parcours**

L'Association associe le RUTAI aux recrutements à venir et l'invite à participer à cette phase suivant les modalités de recrutement de son choix.

Arrivée à l'échéance du contrat, l'Association étudie avec le RUTAI, l'opportunité de renouveler ce dernier. En tout état de cause, le non renouvellement ne peut se faire de manière unilatérale par l'Association.

Le recrutement ou le renouvellement d'un allocataire du RSA orienté par le Département doit faire l'objet d'une validation par le RUTAI avant son entrée effective sur l'action. Une rencontre tripartite peut être organisée au démarrage dans l'emploi à la demande du RUTAI.

### **2.6.3 - Suivi du parcours**

L'Association doit favoriser la professionnalisation des publics accompagnés, notamment par le biais de la formation (articulation du temps de travail avec le temps de formation, etc.).

Tout nouveau projet doit associer le Département par rapport à la cohérence du public accompagné et au regard de l'évolution du public sur le territoire.

Toute modification ou difficulté dans le parcours d'insertion de la personne doit faire l'objet d'une information par mail au Référent concerné avec copie au RUTAI. Il peut alors être organisé une rencontre pour faire un point de situation.

Par ailleurs, toute absence quels qu'en soient les motifs, doit être signalée par écrit, dans les 48 heures, au Référent Insertion avec copie au RUTAI.

Afin d'optimiser le parcours individuel du public orienté, des suivis de l'action ont lieu à la fréquence suivante :

- tous les mois : des Tableaux de présence des usagers sur l'action et résumant leur parcours seront transmis aux Référents d'Insertion et Responsable Adjoint Insertion d'Unité Territoriale et seront fournis chaque fin de semestre au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP,
- tous les trimestres, le Comité technique permet de faire un point sur les parcours du public et de répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées (Article 2.7.2. de la convention),
- en fin d'année, l'Association adresse au RUTAI de son secteur, avec copie au Pôle RSA-LCE, un Etat récapitulatif de la présence des allocataires réellement accompagnés dans l'action.

La liste des allocataires du RSA est adressée à la fin de chaque semestre au Pôle RSA-LCE de la DGA-SP ainsi qu'à l'Unité Territoriale concernée si l'action n'est pas de portée départementale.

Les Services du Conseil départemental concernés doivent être en mesure de rencontrer, à leur demande, sur les lieux, l'Allocataire et le Responsable de l'activité dans l'Association afin d'obtenir de celle-ci tout élément d'évaluation nécessaire au suivi et au renouvellement du contrat d'engagement réciproque.

### **2.6.4- Bilan du parcours**

A la fin du parcours du participant, et dans un délai d'un mois, un Bilan individuel des actions entreprises est établi par l'Association et transmis :

- à l'Allocataire du RSA,
- au Référent Insertion et au Responsable Adjoint Insertion de l'Unité Territoriale concernée.

## **2.7 - Instances de suivi de l'action**

### **2.7.1 - Comité de pilotage**

Un Comité de pilotage, chargé de veiller au bon fonctionnement de l'action, est mis en place. A l'initiative de l'Association, il se réunit au moins une fois par an (entre juin et septembre) pour l'examen d'un Bilan intermédiaire.

Le Bilan annuel étant examiné lors du dialogue de gestion organisé par la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP).

Ce Comité de pilotage doit au moins être composé :

- d'un représentant de l'Association,
- des représentants du Conseil Départemental de la Dordogne : représentants du Pôle RSA-LCE et de l'Unité Territoriale concernée,
- d'un représentant des principaux partenaires du Service Public pour l'Emploi (SPE) la DDETSPP, la Région Nouvelle-Aquitaine, Pôle Emploi, la Mission Locale, Cap Emploi, ...),
- de représentants des partenaires de l'Association (Communauté de Communes, Communes, autres Associations, Entreprises, etc.),
- de tous représentants dont l'Association juge la présence utile.

Les membres du Comité de pilotage peuvent se faire accompagner des collaborateurs dont ils jugent la présence nécessaire.

Il désigne en son sein, les personnes composant le Comité technique.

### **2.7.2 - Comité technique**

Le Comité technique a pour objet de faire un point sur les parcours du public et répondre avec efficacité aux difficultés rencontrées.

Il se réunit trimestriellement à l'initiative de l'Association.

## **2.8 - Durée et date d'effet de l'action**

L'action conventionnée est conclue pour une durée de 12 mois, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## **2.9 - Bilan final de l'action**

A l'issue de l'action, un Bilan final est transmis par l'Association au Pôle RSA-LCE et à l'Unité Territoriale conformément au modèle transmis.

A l'appui de ce document, l'Association peut fournir toutes autres pièces qu'elle juge utile pour mettre en valeur l'action financée.

## **ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT DE L'ACTION**

### **3.1 - Critères de calcul**

Il s'agit de soutenir l'Association sur sa mission d'insertion de façon différenciée :

- selon l'effectif en salariés d'insertion en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (en ETP) affectés à cette mission et agréés par l'Etat, dans la limite du nombre d'ETP financés en 2019,
- dans la limite des crédits disponibles.

### **3.2 - Montant de la subvention**

Il est calculé sur la base de 5.500 €/ ETP maximum en CDDI.

Le nombre d'ETP d'insertion retenu étant de 2, le montant de la subvention est de **11.000 €**, pour l'année 2023.

### **3.3 - Modalités de versement**

Le Département s'engage donc à verser la somme de 11.000 € de la manière suivante :

- une avance de 8.800 € (80 %) à la signature de la convention,
- un solde début 2024, à réception du bilan final et au prorata du nombre d'allocataires du RSA orientés par le Département, en rapport avec le critère de 60 % fixé à l'article 7 (sauf circonstances particulières).

Le financement de cette action est imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 448, nature 65748.26.

### **3.4 - Condition de versement du solde**

Le versement du solde est effectué :

- sur présentation du Bilan final de l'action,
- au regard du nombre d'ETP effectivement réalisés en 2023 limité au nombre d'ETP et au montant conventionnés (article 3.2). Si le nombre d'ETP effectivement réalisé en 2023 est en sous réalisation par rapport au nombre d'ETP mentionné ou correspondant au montant de la subvention, un reversement est prévu pour tenir compte des ETP non réalisés,
- au prorata du pourcentage de recettes d'activité générées au cours de l'année 2023 et du pourcentage d'accompagnement d'allocataires du RSA orientés par le Département, sur l'ensemble du public accompagné, conformément aux critères mentionnés à l'Article 2.5.1. de la convention,
- conformément à l'Article 12 de la convention.

#### *Rappel de la Loi :*

*Les recettes tirées de la commercialisation de biens et services produits au sein d'un ACI ne peut couvrir qu'une part inférieure à 30 % des charges liées à ces activités. Elle peut être augmentée dans la limite de 50 % sur décision du Préfet, après avis favorable du CDIAE (Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique), si les activités développées ne sont pas déjà assurées et satisfaites par les entreprises locales.*

*Si la part des recettes de l'Association par rapport à ces charges excède durablement le seuil, le Préfet, après avis du CDIAE, peut fixer une période, dans la limite de trois ans, afin que la Structure respecte ce seuil ou se transforme en entreprise d'insertion.*

### **ARTICLE 4 : DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION**

La convention prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2023 et se termine au 30 juin 2024.

### **ARTICLE 5 : CONTRÔLE DU DEPARTEMENT**

#### **5.1 - Contrôle financier**

L'Association, s'engage à fournir :

- le Compte rendu financier de l'action, signé du Président et du Trésorier qui retrace les charges et produits affectés à la réalisation de l'action sur 2023 et est complété selon le modèle figurant en Annexe 2 à la convention (Cerfa 12.156\*3).

Ce Compte rendu financier de l'action permet de vérifier si les dépenses et les recettes sont directement liées à la réalisation de l'action, c'est-à-dire :

- . liées à l'objet de l'action,
  - . nécessaires à la réalisation de l'action,
  - . raisonnables selon le principe de bonne gestion,
  - . engendrées pendant le temps de la réalisation de l'action,
  - . directement dépensées par l'Association,
  - . identifiables et contrôlables.
- les Comptes annuels provisoires puis définitifs de l'Association (Bilan, Compte de résultat et leurs Annexes).

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux Comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

## **5.2 - Autres contrôles**

Afin de vérifier l'utilisation des fonds dont l'Association a la charge, un contrôle sur place et sur pièces peut être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

## **ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les Parties fait l'objet d'un avenant. Toute demande d'avenant doit faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. L'avenant précise les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE - RESPONSABILITE**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de son activité et des personnels concourant à la réalisation de l'action. Elle s'engage à respecter et à faire respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment. La responsabilité du Département ne peut en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 8 : IMPÔTS - TAXES - DETTES - RESPECT DES REGLEMENTATIONS**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSAFF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne peut en aucun cas être recherchée.

## **ARTICLE 9 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFORMATION**

L'Association adresse au Pôle RSA-LCE, toute modification affectant les documents suivants transmis préalablement à l'engagement du Département :

- statuts,
- déclaration de l'Association à la Préfecture,

- composition du Conseil d'administration et du Bureau,
- Relevé d'Identité Bancaire ou Postal original, signé du Président et du Trésorier, avec mention des noms, prénoms et qualités.

L'Association adresse au Pôle RSA-LCE du Département, dans le mois de l'approbation par l'Assemblée Générale, son Procès-verbal, son Bilan, son Compte de résultat et les Annexes.

L'Association s'engage à informer le Département, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout événement d'importance susceptible d'altérer le fonctionnement général ou les orientations générales de l'Association et le principe de l'intervention départementale tel qu'il est défini dans la présente convention :

- difficultés financières graves susceptibles d'entraîner une cessation des paiements,
- cessation d'activité,
- ouverture d'une procédure collective.

#### **ARTICLE 10 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION**

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne avec la Charte graphique du logotype dans toutes les actions de communication engagées (affiche, dépliant, programme, flyer, site Internet).

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales. Le non-respect de ces obligations peut entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions accordées ou leur reversement.

#### **ARTICLE 11 : INTERRUPTION DE LA CONVENTION - CLAUSE DE RESILIATION**

La présente convention peut être interrompue immédiatement en cas de non-respect de l'un de ses termes ou en cas de dissolution ou de changement de statut social du Cocontractant.

Le Département peut résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de toute ou partie de la participation versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'une ou l'autre des Parties en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Enfin, en cas de mesures gouvernementales exceptionnelles (ex : crise sanitaire) nécessitant la fermeture temporaire de la Structure ou un aménagement de son fonctionnement, il appartient à l'Association de bien vouloir transmettre au Pôle RSA-LCE, dans les plus brefs délais :

- un Plan de continuité d'activité détaillant les modalités mise en œuvre pour assurer la protection de son personnel (permanent et d'insertion), le maintien de son activité et l'accompagnement, notamment à distance, des allocataires du RSA,
- un Plan de reprise pour anticiper dans de bonnes conditions la sortie progressive de la période de crise.

#### **ARTICLE 12 : CLAUSE DE REVERSEMENT**

Nonobstant les dispositions de l'article 11 (clause de résiliation), s'il apparaît, au terme des opérations de contrôle financier, que la participation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit, après avoir entendu l'Association, le cas échéant, de mettre fin à la participation accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.



Le reversement total ou partiel de la participation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention. Le reversement est effectué par l'Association dans un délai d'un mois, après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale.

### **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litiges pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable à tout recours contentieux.

En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

### **ARTICLE 14 : ELECTION DE DOMICILE**

Les Parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs tels qu'ils sont indiqués en en-tête de la présente convention.

### **ARTICLE 15 : EXECUTION**

Le Comptable assignataire de la dépense est le Payeur départemental.  
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée de la  
Solidarité- Enfance-Famille, Insertion, Économie  
Sociale et Solidaire,**

**Pour l'Association « Centre socioculturel Envol,  
le Président en exercice,**

**Mireille VOLPATO**

## GUIDE DE PRISE EN COMPTE DU PUBLIC « ORIENTÉ DÉPARTEMENT » DANS LES STRUCTURES D'INSERTION

Ce guide a pour objectif de repréciser ce qui doit être entendu par allocataire du RSA « orienté Département » qui est positionné sur vos activités. L'objectif est de s'assurer que l'ensemble du public relevant de nos priorités dans le cadre de la convention qui nous lie soit bien valorisé aussi bien qualitativement que quantitativement.

### Définition d'un public allocataire du RSA « orienté Département » :

La notion d'orientation doit s'entendre à l'entrée de la personne dans le dispositif RSA.

Pour rappel, quand une personne bénéficie de l'allocation RSA, elle doit faire l'objet d'une orientation pour être accompagnée dans son parcours d'insertion.

En Dordogne, cette orientation est décidée suite au Pôle Orientation après avoir sollicité Pôle Emploi, en amont, par le biais d'une fiche individuelle « Informations sur l'orientation » et sur la base d'une évaluation de la situation sociale et professionnelle de la personne, réalisée par le référent d'insertion et validée par le RUTAI.

Si la personne ne présente pas de freins à la mise en œuvre de son projet d'insertion, elle est orientée vers Pôle Emploi pour bénéficier des modalités classiques d'accompagnement de cet organisme. En tout état de cause, nous considérons que ce public ne relève pas de vos structures au moment où cette décision est prise.

Pour les autres personnes, orientées vers le Département et prises en charge par un des 33 référents d'insertion, elles pourront bénéficier soit d'un accompagnement social soit d'un accompagnement socio-professionnel avec ou sans prestataire.

Ainsi, pour comptabiliser précisément un allocataire du RSA « orienté Département » au titre de la convention, il faut connaître le choix de l'orientation acté à l'issue du Pôle Orientation.

Quand la personne est positionnée par un référent insertion du Département, elle est donc comptabilisée en tant « qu'orienté Département », à la condition que la décision de recrutement, ou non, de l'allocataire et la décision de renouvellement, ou non, de son contrat, aient bien fait l'objet d'une validation de l'adjoint insertion.

Par contre, quand l'allocataire du RSA est prescrit par d'autres organismes (PLIE, missions locales, SPIP, etc.), hors Pôle emploi (cf. cas particuliers), cela peut s'avérer plus complexe pour connaître l'orientation décidée en Pôle Orientation.

Nous vous conseillons donc de vous rapprocher de l'adjoint insertion pour vérifier cette information et acter avec ce dernier la cohérence de ce positionnement. Si ces deux éléments sont validés par ce dernier, une comptabilisation de cet allocataire du RSA « orienté Département » peut alors se faire. Il fait l'objet d'une identification spécifique dans le tableau de validation du public « orienté Département » (annexé à l'autoévaluation semestrielle et à la grille technique annuelle).

### **Cas particuliers de certains allocataires du RSA « orientés Pôle emploi » et positionnés sur vos structures**

Dans la pratique, nous avons pu constater que des allocataires du RSA « orientés Pôle emploi » à l'issue du Pôle Orientation sont positionnés sur un parcours d'insertion au sein de votre structure. Parmi ces derniers, nous pouvons considérer que certains relèvent du public relevant de nos priorités dans le cadre de la convention qui nous lie.

Cette situation s'explique notamment par la détérioration de la situation de ces allocataires depuis la décision d'orientation.

Dans ce cas-là, il peut être envisagé que ces derniers puissent faire l'objet d'une réorientation vers un accompagnement par le Département. Cependant, ce processus de réorientation ne vous appartient pas.

Malgré tout, de la même manière que présentée précédemment, nous vous encourageons à prendre contact avec l'adjoint insertion pour lui présenter cette situation. Si ce dernier valide la cohérence du positionnement de cet allocataire du RSA « orienté Pôle emploi » vers un parcours d'insertion au sein de votre structure, il peut être comptabilisé à la convention. Il fait aussi l'objet d'une identification spécifique dans le tableau de validation du public « orienté Département » (annexé à l'autoévaluation semestrielle et à la grille technique annuelle).

# 6-2. Compte rendu financier de l'action : tableau de synthèse<sup>15</sup>.

## Exercice 20

CHARGES	Prévision	Réalisation	%	PRODUITS	Prévision	Réalisation	%
<b>Charges directes affectées à l'action</b>				<b>Ressources directes affectées à l'action</b>			
60 – Achat	0	0		70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services			
Prestations de services				74- Subventions d'exploitation <sup>16</sup>	0	0	
Achats matières et fournitures				Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)			
Autres fournitures							
61 - Services extérieurs	0	0					
Locations immobilières et immobilières							
Entretien et réparation				Région(s)			
Assurance							
Documentation				Département(s)			
Divers							
62 - Autres services extérieurs	0	0		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>17</sup>			
Rémunérations intermédiaires et honoraires				-			
Publicité, publication				Commune(s) :			
Déplacements, missions							
Services bancaires, autres				Organismes sociaux (détailler) :			
63 - Impôts et taxes	0	0					
Impôts et taxes sur rémunération				Fonds européens			
Autres impôts et taxes							
64- Charges de personnel	0	0		L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)			
Rémunération des personnels				Autres établissements publics			
Charges sociales				Aides privées			
Autres charges de personnel				75 - Autres produits de gestion courante			
65- Autres charges de gestion courante				Dont cotisations, dons manuels ou legs			
66- Charges financières				76 - Produits financiers			
67- Charges exceptionnelles				78 – Reports ressources non utilisées d'opérations antérieures			
68- Dotation aux amortissements							
<b>Charges indirectes affectées à l'action</b>							
Charges fixes de fonctionnement							
Frais financiers							
Autres							
<b>Total des charges</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>Total des produits</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES</b>							
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	0		87 - Contributions volontaires en nature	0	0	
Secours en nature				Bénévolat			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations				Prestations en nature			
Personnel bénévole				Dons en nature			
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
<p><b>La subvention de € représente % du total des produits :</b>  (montant attribué/total des produits) x 100.</p>							

<sup>15</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros

<sup>16</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>17</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes ; communauté d'agglomération ; communauté urbaine.

**Avenant n° 1**  
**à la convention avec l'Association Formation Avenir Conseil 24 (AFAC 24)**  
**pour l'action d'insertion « Ecoute Accompagnement Santé pour l'Insertion (EASI) »**  
**au profit des allocataires du RSA**

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19) représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

**ET :**

**L'Association Formation Avenir Conseil 24 (AFAC)** sise 11, rue Jean Bouin - 24660 COULOUNIEIX-CHAMBIERS, régulièrement déclarée en Préfecture, sous le SIRET n° 419 833 751, représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU** l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L.115-1 et 2,
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021
- VU** la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> Juillet 2021,
- VU** la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention,
- VU** la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 23.CP.VII.33 du 25 septembre 2023 approuvant la convention avec l'Association Formation Avenir Conseil 24 (AFAC 24) pour l'action d'insertion « Ecoute Accompagnement Santé pour l'Insertion - EASI » au profit des allocataires du RSA,
- VU** le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU** la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU** le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général,

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE L'AVENANT**

Le présent mandat a pour objet de modifier la durée et date d'effet ainsi que les modalités de financement de l'action.

#### **ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 2.8 - DUREE ET DATE D'EFFET DE L'ACTION**

L'article 2.8 relatif à la durée et date de l'action est modifié comme suit :

L'action est conventionnée pour une durée de 7 mois, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2023.

#### **ARTICLE 3 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 - MODALITES DE FINANCEMENT DE L'ACTION**

➤ L'article 3.1 relatif au montant de la subvention est modifié comme suit :

Cette action d'insertion est financée par le Conseil Départemental à hauteur d'une subvention globale de **45.000 €**.

Le financement de cette action est imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18.

L'utilisation de la participation du Département dans des conditions différentes de celles définies dans la présente convention peut entraîner le remboursement de tout ou partie du montant accordé. Un contrôle sur place et sur pièces peut être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

➤ L'article 3.2 relatif aux modalités de versement est modifié comme suit :

La subvention est versée à l'Association de la manière suivante :

- un acompte de 25.000 € dès la signature de la convention,
- un solde à la fin de l'action.

#### **ARTICLE 4 : AUTRES PROPOSITIONS**

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant. Ces dernières prévalent en cas de divergence.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée  
de la Solidarité-Enfance-Famille, Insertion  
et Economie Sociale et Solidaire,**

**Pour l'Association AFAC 24,  
le Président en exercice,**

Mireille VOLPATO

### Avenant n° 1

## à la Convention avec l'Association Compagnons Bâtisseurs Nouvelle-Aquitaine pour la poursuite de l'action d'insertion « Auto-Réhabilitation accompagnée en milieu rural » au profit d'allocataires du RSA

#### ENTRE :

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département », d'une part,

#### ET :

**L'Association Compagnons Bâtisseurs Nouvelle-Aquitaine (CBNA)**, sise 61, rue Barillet Deschamps - 33300 BORDEAUX, régulièrement déclarée en Préfecture sous le SIRET n° 488 566 613 000 45, représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée « l'Association », d'autre part.

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.3211-1, tel que modifié par la loi 2015-991 du 7 août 2015,
- VU l'article 9-1 de la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), notamment les articles L.115-1 et 2,
- VU la délibération du Conseil Départemental n° 21-221 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU la délibération du Conseil Départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU la délibération du Conseil Général de la Dordogne n° 11-199 du 11 février 2011 adoptant le Programme Départemental d'Insertion (PDI) - Orientations départementales 2011-2014,
- VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne n° 13.CP.VIII.41 du 9 septembre 2013 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion (PTI) de la Dordogne,
- VU la délibération du Conseil départemental de la Dordogne n° 16-181 du 31 mars 2016 approuvant le Règlement d'attribution des aides financières aux Structures d'insertion,
- VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne n° 19.CP.IV.13 du 17 juin 2019 approuvant la Convention d'Appui à la Lutte contre la Pauvreté et d'Accès à l'Emploi entre l'Etat et le Département et ses avenants successifs,
- VU la délibération n° 23.CP.VI.26 du 17 juillet 2023 de la Commission Permanente du Conseil départemental de la Dordogne approuvant la Convention avec l'Association Compagnons Bâtisseurs Nouvelle-Aquitaine (CBNA) pour l'action d'insertion « Auto-Réhabilitation Accompagnée » au profit des allocataires du RSA,
- VU le Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) et notamment ses articles 106 à 109,
- VU la décision de la Communauté Européenne du 20 décembre 2011 n° 2012-21 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de Services d'Intérêt Économique Général,
- VU le règlement n° 360-2012 de la Commission Européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des Services d'Intérêt Économique Général,

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

### ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE L'AVENANT

Le présent mandat a pour objet de modifier les modalités de financement de l'action.

### ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 - MODALITES DE FINANCEMENT DE L'ACTION

➤ L'article 3.1 relatif au Montant de la subvention est modifié comme suit :

Cette action d'insertion est financée par le Conseil départemental à hauteur d'une subvention globale de **30.000 €**.

Le financement de cette action est imputé sur le chapitre 9344, article fonctionnel 441, nature 6568.18.

L'utilisation de la participation du Département dans des conditions différentes de celles définies dans la présente convention peut entraîner le remboursement de tout ou partie du montant accordé.

Un contrôle sur place et sur pièces peut être effectué par des agents dûment habilités et désignés par le Conseil départemental, en application de l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoit que « *toute Association, œuvre ou entreprise ayant reçu une participation, peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui a accordé la participation* ».

➤ L'article 3.2 relatif aux modalités de versement est modifié comme suit :

La subvention sera versée à l'Association de la manière suivante :

- un 1<sup>er</sup> acompte de **12.000 €** dès la signature de la convention,
- un 2<sup>nd</sup> acompte de **12.000 €** dès la signature de l'avenant n° 1,
- le solde, soit **6.000 €** à la fin de l'action.

### ARTICLE 3 : AUTRES PROPOSITIONS

Toutes les autres clauses de la convention initiale demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant. Ces dernières prévalent en cas de divergence.

A Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,  
la Vice-présidente chargée  
de la Solidarité-Enfance-Famille, Insertion  
et Economie Sociale et Solidaire,

Pour l'Association AFAC 24,  
le Président en exercice,

Mireille VOLPATO



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.19**

**Subventions de fonctionnement aux Associations à caractère social.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Mireille VOLPATO

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.19

Subventions de fonctionnement aux Associations à caractère social.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 934 / 410 / 65748 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	7 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194867 1	7 500,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	0,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 934 / 420 / 65748 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	278 750,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194868 1	1 000,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	21 160,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-60 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** les subventions suivantes, pour un montant total de **8.500 €**, réparti comme suit :

Bénéficiaires	Numéro dossier	Nature de l'opération	Subvention allouée (€)
<u>Chapitre 934, article fonctionnel 410, nature 65748</u>			
Santé et action sociale – Santé – Services communs			
Fédération Française pour le Don de Sang Bénévole (Dordogne) - PERIGUEUX	EX022751	Collecte de sang, plaquettes plasma pour les besoins de la transfusion sanguine - 2023	7.500
<u>Chapitre 934, article fonctionnel 420, nature 65748</u>			
Santé et action sociale – Action sociale – Services communs			
Amicale pour le don de sang bénévoles de Coursac - COURSAC pour le compte de l'Union départementale	00106027	Organisation de l'Assemblée Générale de l'Union Départementale des donneurs de sang de la Dordogne le 9 octobre 2023	1.000

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.20**

**Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne  
et la Maison Familiale et Rurale (MFR) de THIVIERS  
pour l'organisation de permanences en santé sexuelle au sein de l'Etablissement.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Mireille VOLPATO

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.20

Convention de partenariat entre le Département de la Dordogne  
et la Maison Familiale et Rurale (MFR) de THIVIERS  
pour l'organisation de permanences en santé sexuelle au sein de l'Etablissement.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,


VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la Maison Familiale et Rurale (MFR) de THIVIERS relative à l'organisation de permanences en santé sexuelle au sein de l'Etablissement.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:32:31  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.

**CONVENTION DE PARTENARIAT**  
**ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE**  
**ET LA MAISON FAMILIALE ET RURALE (MFR) DE THIVIERS**  
**POUR L'ORGANISATION DE PERMANENCES EN SANTE SEXUELLE AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT**

**ENTRE**

Le Département de la Dordogne  
2, rue Paul-Louis Courier  
CS 11200  
24019 PERIGUEUX Cedex  
N° SIRET 222 400 012 00019

Représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « le Département »,  
D'une part,

**ET**

La Maison Familiale et Rurale  
Château de la Filolie  
CS 89201  
24800 THIVIERS

Représentée par sa Directrice, Mme Armel PIRON

Ci-après dénommée « la MFR »,  
D'autre part.

**PRÉAMBULE**

Les événements survenant durant l'enfance et l'adolescence influencent considérablement le développement psychologique, social et la santé mentale des futurs adultes.

La santé sexuelle fait partie intégrante de la santé et du bien-être, mais aussi de la qualité de vie dans son ensemble, c'est pourquoi il est essentiel de permettre à toutes et tous :

- ✓ l'accès à une information de bonne qualité ;
- ✓ l'apport de connaissances sur les risques et notamment en cas de relations non ou mal protégées ;
- ✓ l'accès aux soins de santé sexuelle ;
- ✓ la possibilité de vivre dans un environnement qui affirme et promeut la santé sexuelle.

Soucieux de s'inscrire dans cette démarche, la MFR de Thiviers et le service PMI-Périnatalité - Santé Sexuelle du Conseil Départemental de la Dordogne décident de mettre en place un partenariat entre la MFR de Thiviers et le Centre de Santé Sexuelle de Nontron, via son annexe de Thiviers. Ce partenariat prévoit l'organisation de permanences d'accueil régulières, pour les élèves, assurées par la Conseillère Conjugale et Familiale ou le Médecin du CSS de Nontron.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1<sup>ER</sup> – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le Département de la Dordogne et la MFR pour la mise en place de permanences assurées par la Conseillère Conjugale et Familiale ou le Médecin du Centre de Santé Sexuelle de Nontron, service PMI-Périnatalité - Santé Sexuelle, au sein de la Maison Rurale et Familiale (MFR) de Thiviers.

### **ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DES CONTRACTANTS**

#### 2.1. Engagements du Département

Conformément aux objectifs de la politique départementale de Protection Maternelle et Infantile, le Département favorise les actions de prévention en faveur de la vie affective et sexuelle, du dépistage en matière de santé sexuelle et de régulation des naissances.

L'action du Département est mise en œuvre par le Pôle PMI-Promotion de la Santé avec la participation de la Conseillère Conjugale et Familiale (CCF) et le Médecin affecté au Centre de Santé Sexuelle de l'Unité Territoriale de Nontron.

La CCF et le Médecin exerceront leur mission par la réalisation de permanences dans les locaux de la MFR au bénéfice de l'ensemble des élèves de la MFR.

#### 2.2. Engagements de la MFR de Thiviers

La MFR favorise les actions de travail en réseau dans un but de faciliter l'accès aux soins.

Elle contribue à l'action par l'accueil de la CCF et du Médecin au sein de ses locaux et met à disposition la salle dédiée à l'activité selon un planning préétabli et assure l'information et la promotion de l'activité auprès des élèves.

### **ARTICLE 3 – LES ACTIONS MISES EN PLACE**

Un Protocole de coordination de l'action est signé entre les deux Chefs de service concernés : Directrice du Pôle PMI - Promotion de la santé du Département de la Dordogne et la Directrice de la MFR.

Le Protocole précise les objectifs recherchés et en définit les modalités d'organisation.

Les modalités d'organisation définies par le Protocole peuvent faire l'objet de modifications ultérieures par courrier simple en concertation entre les services.

La mise en œuvre du Protocole implique le respect par chaque Partenaire des procédures édictées.

#### **ARTICLE 4 – ASSURANCE - RESPONSABILITÉ**

Chaque Partie conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités et des personnels concourant à la réalisation de ses actions.

Chaque Partie contractera une assurance responsabilité civile et accident du travail pour la couverture des risques encourus de son fait, par les personnels de l'autre Partenaire, lorsqu'ils exercent leurs activités dans le cadre de l'action visée par la convention.

#### **ARTICLE 5 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente Convention est conclue pour une durée de trois ans, à compter de la date de sa signature.

#### **ARTICLE 6 – AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente Convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la Convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause l'objet de l'action définie à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 7 – CLAUSES FINANCIÈRES**

Les Parties conviennent d'assurer la totalité des frais liés aux salaires, charges sociales, et déplacements de leurs personnels respectifs.

Les frais inhérents à l'occupation des locaux seront assurés par la MFR : entretien des locaux, équipement en matériel spécifique.

#### **ARTICLE 8 – ÉVALUATION DE L'ACTION**

Chaque année, dans le but d'évaluer les résultats de l'action réalisée, il sera dressé par chaque partenaire un Bilan quantitatif et qualitatif.

Une évaluation de l'action sera réalisée lors d'une rencontre annuelle entre les Partenaires. Une Grille de recueil d'activité est fournie en annexe 1 du Protocole d'organisation joint à la convention.

#### **ARTICLE 9 – RÉSILIATION**

La présente Convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre Partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.



**ARTICLE 10 – RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente Convention, les Parties s'engagent à rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux. A défaut, le Tribunal Administratif compétent pourra être saisi.

Fait à Périgueux en deux exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental  
de la Dordogne,

La Directrice de la MFR  
de Thiviers,

Germinal PEIRO

Armel PIRON

PROTCOLE D'ORGANISATION  
ENTRE LE CENTRE DE SANTE SEXUELLE DU PÔLE PMI ET LA MFR DE THIVIERS

Coordonnées du Centre de Santé Sexuelle (CSS) de NONTRON

Service PMI de NONTRON  
CMS de Nontron  
92, allée de Bussac  
BP 22  
24300 NONTRON  
Téléphone : 05 53 02 07 06

Annexe du CSS de Nontron

CMS de Thiviers  
Avenue de Verdun  
24800 THIVIERS

Conseillère Conjugale et Familiale (CCF)

Madame Natacha LACROZE [n.lacroze@dordogne.fr](mailto:n.lacroze@dordogne.fr)  
Téléphone : 07 86 89 50 43

Médecin de CSS

Dr Camille SAGE [c.sage@dordogne.fr](mailto:c.sage@dordogne.fr)  
Téléphone : 05 53 02 07 06

Secrétaire

Madame Sandrine RAILLE [s.raille@dordogne.fr](mailto:s.raille@dordogne.fr)  
Téléphone : 05 53 02 07 06

Coordonnées de la MFR

Château de la FILOLIE  
CS 89201  
24800 THIVIERS  
Tel : 05 53 55 15 22  
[mfr.thiviers@mfr.asso.fr](mailto:mfr.thiviers@mfr.asso.fr)

Objectifs de l'action :

Les événements survenant durant l'enfance et l'adolescence influencent considérablement le développement psychologique, social et la santé mentale des futurs adultes.

La mise en place de permanences au sein de l'Etablissement est un complément des informations collectives sur la vie affective et sexuelle déjà réalisées par le CSS et permet de favoriser l'accueil individualisé des élèves en demande d'entretien et ne pouvant se déplacer dans les locaux du CSS.

### Modalités de l'activité

La Conseillère Conjugale et Familiale ou le Médecin du CSS assure une permanence au sein des locaux de la MFR selon un calendrier qui sera préétabli en septembre de chaque année avec les professionnels, à raison de 3 ou 4 permanences par année scolaire de 11h00 à 14h30.

Les professionnels du CSS accueilleront les élèves demandeurs dans des locaux adaptés (bureau, fauteuils, insonorisés) de la MFR lors d'entretiens individuels, anonymes et personnalisés avec ou sans RDV.

Un Recueil de l'activité sera établi à chaque fin d'année scolaire selon le tableau en annexe 1 afin d'évaluer l'action et sa reconduite.

Pour l'année scolaire 2023/2024, l'activité se fera selon le calendrier suivant :

- Le mardi 16 janvier 2024 de 11h00 à 14h30 ;
- Le mardi 9 avril 2024 de 11h00 à 14h30 ;
- Le mardi 14 mai 2024 de 11h00 à 14h30.

L'information aux élèves sur la tenue de ces permanences sera assurée par la MFR.

Fait en deux exemplaires originaux, le

La Directrice  
Pôle PMI - Promotion de la santé  
Département de la Dordogne  
Docteur Bénédicte CAUCAT

La Directrice de la MFR  
de THIVIERS  
Armel PIRON

Annexe 1

## BILAN D'ACTIVITE

dans le cadre de la convention de partenariat ente le CSS de Nontron,  
antenne de Thiviers et la MFR de Thiviers

ANNÉE :

Nombre de permanences organisées		
Nombre d'entretiens réalisés		
Nombre total de personnes reçues		
dont	mineurs	
	femmes	
	hommes	
Nombre total de personnes ayant bénéficié d'au moins un entretien		
dont	mineurs	

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.21**

**Affaires culturelles.**

**Attribution d'une subvention à l'Association Clochers d'Or 24 et intervention d'une convention.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.21

Affaires culturelles.

Attribution d'une subvention à l'Association Clochers d'Or 24 et intervention d'une convention.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 65748 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	1 224 550,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194837 1	4 000,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	4 250,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU les délibérations du Conseil départemental n° 23-60 du 23 février 2023 et n° 23-112 du 30 juin 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, sur les crédits de paiement du chapitre 933, article fonctionnel 311, nature 65748, une subvention d'un montant de **4.000 €** en faveur de l'Association Clochers d'Or 24 pour, l'organisation de l'édition 2023 du concours récompensant les meilleurs travaux de recherches d'histoire locale dans le département de la Dordogne.

**APPROUVE** la convention à intervenir entre le Département de la Dordogne et l'Association Clochers d'Or 24, ci-annexée.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:15  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.

**CONVENTION 2023  
ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE  
ET L'ASSOCIATION CLOCHERS D'OR 24**

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200, 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après désigné « le Département »,  
D'une part,

**ET :**

**L'Association Clochers d'Or 24** sise Archives Départementales de la Dordogne - 9, rue Littré - 24000 PERIGUEUX, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n° W243000418 (SIRET n° 513 833 590 00013), représentée par son Président, M. Daniel LACOMBE, conformément à la décision de son Conseil d'administration,

Ci-après désignée « l'Association »,  
D'autre part.

**Préambule**

Le Département de la Dordogne soutient les événements culturels qui contribuent à la vitalité des territoires, concourent à la diversité artistique, à l'équilibre des esthétiques présentées et sensibilisent les publics, en particulier les jeunes et les publics éloignés de la culture.

L'Association Clochers d'Or 24 organise tous les 2 ans un concours récompensant les meilleurs travaux de recherches d'histoire locale dans le département de la Dordogne.

Le Département souhaite accompagner cette Association qui contribue à la transmission de la mémoire.

**Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le Département de la Dordogne et l'Association Clochers d'Or 24 au titre de l'édition 2023 de son Concours récompensant les meilleurs travaux de recherches d'histoire locale dans le département de la Dordogne.

**Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour l'année 2023, et s'applique jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle ne pourra pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

### **Article 3 : Budget prévisionnel 2023**

Le Département de la Dordogne prend acte du Budget prévisionnel pour 2023 établi par l'Association Clochers d'Or 24, arrêté à 4.300 €, ainsi que du montant du concours départemental sollicité à hauteur 4.000 €.

### **Article 4 : Montant de la subvention**

Le Département de la Dordogne alloue, par délibération de la Commission Permanente du 20 novembre 2023, une subvention de **4.000 €** à l'Association Clochers d'Or 24 au titre de son Concours 2023, à condition que l'Association respecte l'ensemble des clauses de la présente convention et sous réserve de l'inscription des crédits de paiement correspondants.

### **Article 5 : Modalités de versement**

Le règlement de la subvention s'effectuera par mandat administratif à compter de la notification de la présente convention et après transmission au Département des Comptes annuels du dernier Exercice réalisé (2022) comprenant le Bilan et le Compte de résultat, datés et certifiés exacts par le Président ou le Commissaire aux Comptes, faisant apparaître le détail des subventions publiques obtenues.

Si l'Organisme ne réalise pas l'ensemble des actions décrites dans la présente convention pour l'année 2023, le Département pourra réviser à la baisse le montant de la subvention allouée au prorata des frais réellement engagés conformément à l'article 4.

### **Article 6 : Axes d'intervention**

L'Association Clochers d'Or 24 organise tous les 2 ans un concours récompensant les meilleurs travaux de recherches d'histoire locale dans le département de la Dordogne. Les candidats peuvent concourir dans trois catégories :

- monographies portant sur l'histoire d'une commune,
- travaux d'histoire locale portant sur un thème précis,
- travaux destinés au jeune public (monographies d'histoire locale).

La date limite de dépôt des ouvrages est arrêtée au 2 octobre 2023, les délibérations du jury auront lieu le 21 décembre 2023 et la remise des prix le 31 janvier 2024 aux Archives Départementales de la Dordogne.

### **Article 7 : Contrôles du Département**

#### **7.1 : contrôle administratif et financier**

L'Association s'engage à fournir un Bilan et un Compte de résultat 2023, certifiés par le Président ou le Commissaire aux Comptes, faisant apparaître le détail de l'ensemble des subventions perçues par l'Association dans les **six mois de la clôture des Comptes**.

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux Comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.



## 7.2 : autre contrôle

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs et de l'utilisation des subventions reçues, notamment par l'accès à toute pièce justificative ou tout autre document dont la production serait indispensable.

Le cas échéant, une visite de contrôle de la réalisation du projet pourra être effectuée par les Services départementaux.

## **Article 8 : Publicité de la subvention**

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne dans toutes ses actions de communication engagées, en particulier en faisant figurer le logo du Département sur les affiches, dépliants, programmes et site Internet de l'Association.

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales.

## **Article 9 : Obligation d'information du Département**

En vue de l'évaluation des résultats de l'opération, l'Association s'engage à répondre aux demandes d'informations souhaitées par le Département de la Dordogne et à prévenir ce dernier de tout événement d'importance, relatif à sa situation, susceptible de venir altérer l'économie de la présente convention et de remettre en cause l'aide financière du Département de la Dordogne, et notamment en cas de difficultés financières ou de mise en redressement judiciaire.

En outre, en cas de changement de statut ou d'objet social de l'Association, celle-ci doit informer, sans délais, le Département.

La convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut de l'Association.

## **Article 10 : Assurance - Responsabilité**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels et bénévoles concourant à la réalisation de ses actions. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

## **Article 11 : Impôts - Taxes - Dettes - Respect des réglementations**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSSAF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

### **Article 12 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause, et toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

### **Article 13 : Restitution de la subvention**

Nonobstant les dispositions des articles 4 (montant de la subvention) et 14 (clauses de résiliation), s'il apparaît au terme des opérations de contrôle financier que la subvention a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit le cas échéant, et après avoir entendu l'Association, de mettre fin à l'aide accordée et d'exiger le reversement des sommes perçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la subvention ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention.

Le reversement est effectué par l'Association après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale dans les délais légaux impartis.

### **Article 14 : Résiliation de la convention**

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'Association en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 15 : Règlement des litiges**

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Périgueux, le

Pour l'Association Clochers d'Or 24,  
le Président,

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Daniel LACOMBE

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.22**

**Affaires culturelles.**

**Association "Médiagora" Pôle National du Cirque.**

**Attribution d'une subvention exceptionnelle et intervention d'un avenant.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.22

Affaires culturelles.  
Association "Médiagora" Pôle National du Cirque.  
Attribution d'une subvention exceptionnelle et intervention d'un avenant.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 65748.6 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	513 075,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194779 1	10 000,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	36 743,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-224 du 17 novembre 2022,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-13 du 23 février 2023,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IV.17 du 22 mai 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** sur les crédits de paiement du chapitre 933, article fonctionnel 311, nature 65748.6, au titre du soutien aux Structures labellisées, une subvention complémentaire exceptionnelle d'un montant de **10.000 €** en faveur de l'Association « Médiagora » Pôle National du Cirque, pour la présentation le 1<sup>er</sup> septembre 2023 à la Plaine de Lamoura à BOULAZAC-ISLE-MANOIRE, du spectacle de cirque aérien « DROP » créé par la Compagnie Crazy R, à l'occasion de l'ouverture de la Coupe de Monde de Rugby 2023.

**APPROUVE** l'avenant à intervenir, pour 2023, entre le Département de la Dordogne et l'Association « Médiagora » Pôle National du Cirque, ci-annexé.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à le signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.

**AVENANT N° 1 A LA CONVENTION 2023  
ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE  
ET L'ASSOCIATION « MEDIAGORA » - Pôle National du Cirque  
POUR SES ACTIVITES 2023**

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après désigné « le Département »,  
D'une part,

**ET :**

**L'Association Médiagora** sise Avenue de l'Agora - Espace Agora - 24750 BOULAZAC-ISLE-MANOIRE, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n° W243000175 (SIRET n° 342 496 593 00019), représentée par son Président, M. Patrick BONHOURE, conformément à la décision de son Conseil d'administration,

Ci-après désignée « l'Association »,  
D'autre part.

**Préambule**

Cette année, le Département a souhaité s'associer de manière exceptionnelle à l'Association « Médiagora » Pôle National du Cirque afin de soutenir la présentation, le 1<sup>er</sup> septembre 2023, à la Plaine de Lamoura, à BOULAZAC-ISLE-MANOIRE, du spectacle aérien « DROP » créé par la Compagnie Crazy R, à l'occasion de l'ouverture de la Coupe du Monde du Rugby 2023.

Ce projet, commandé par l'Office artistique de la Région Nouvelle-Aquitaine, et labellisé par Paris 2024 dans le cadre de l'Olympiade culturelle, a réuni 12 acrobates internationaux qui ont mis en exergue les valeurs communes du monde du rugby et de la voltige dans une chorégraphie rythmique, collective et conviviale à l'image d'un grand moment festif rassembleur.

**Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> : Modification de l'article 4**

L'article 4 « Montant de la subvention » de la convention, signée le 3 juillet 2023, est modifié et désormais rédigé comme suit :

Le Département de la Dordogne alloue à l'Association « Médiagora » Pôle National du Cirque, une subvention globale de 101.000 €, à condition que l'Association respecte l'ensemble des clauses de la présente convention et sous réserve de l'inscription des crédits de paiement correspondants, soit :

- 91.000 € par délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IV.17 du 22 mai 2023 ;

- 10.000 € à titre de subvention complémentaire exceptionnelle par délibération de la Commission Permanente du 20 novembre 2023.

### **Article 2 : Modalités de versement**

Le complément de subvention d'un montant de **10.000 €** fera l'objet d'un versement unique après notification du présent avenant.

### **Article 3 : Date d'effet de l'avenant**

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature.

### **Article 4 : Dispositions inchangées**

Les autres dispositions de la convention initiale signée le 3 juillet 2023 demeurent inchangées.

Fait en deux exemplaires,  
A Périgueux, le

**Pour l'Association Médiagora,  
le Président,**

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Patrick BONHOURE**

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.23**

**Convention de don d'un coffre de haute époque au Département de la Dordogne.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.23

Convention de don d'un coffre de haute époque au Département de la Dordogne.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la Délégation de Service Public « *Contrat de concession pour l'exploitation de sites départementaux touristiques, historiques et culturels avec billetterie : Châteaux de Biron et de Bourdeilles – n° SCPM / 2017 / 053* », notifiée le 16 mars 2018,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention de don, ci-annexée, entre [REDACTED] et le Département de la Dordogne, relative au don d'un coffre de haute époque.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:32:33  
Département de la Dordogne  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Photographies du coffre



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.24**

**Service Départemental du Patrimoine. Approbation du nouveau Plan de gestion local et du Plan de gestion national Unesco "Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France" - Abbaye de Cadouin.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 38

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 1 (Mme ANGLARD)

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.24

Service Départemental du Patrimoine. Approbation du nouveau Plan de gestion local et du Plan de gestion national Unesco "Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France" - Abbaye de Cadouin.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa dix-septième session le 16 novembre 1972 et ratifiée par la France en 1975,

VU la décision n° 22 COM VIII B 1 adoptée par le Comité du Patrimoine mondial de l'Unesco le 5 décembre 1998 inscrivant sur la Liste du Patrimoine mondial le Bien : « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » sous les numéros 868 et 868 bis,

VU la loi 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine stipulant la nécessité pour tout bien inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco de se doter d'un Plan de gestion comprenant les mesures de protection, de conservation et de mise en valeur à mettre en œuvre,

VU la décision du Comité interrégional du bien Unesco « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » du 1<sup>er</sup> octobre 2020 de se mettre en conformité avec la loi 2016-925 en engageant l'élaboration d'un Plan de gestion pour l'ensemble du bien en série ainsi que pour chacune de ses composantes,

VU les *Orientations devant guider la mise en œuvre du Patrimoine mondial* dont la dernière version a été adoptée le 31 juillet 2021,

VU le Plan de gestion interrégional du bien culturel "Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France", visé en annexe, à l'élaboration duquel la Collectivité a été invitée à participer et qui est coordonné par l'Agence Française des Chemins de Compostelle (AFCC), contenant les orientations générales de conservation et de mise en valeur du bien dans son ensemble pour la période 2023-2027,

**VU** la Charte de gestion visée en annexe, entre l'Etat et l'Agence Française des Chemins de Compostelle (AFCC), chargée d'assurer la coordination du bien culturel, de représenter les intérêts des propriétaires et d'assurer la mise en œuvre du Plan de gestion nécessitant, dans l'esprit de la convention du patrimoine mondial, le concours de chaque propriétaire ou gestionnaire,

**VU** la délibération n° 22.CP.IX.29 de la Commission Permanente du Conseil Départemental de la Dordogne en date du 12 décembre 2022 approuvant la première version du Plan de gestion local de la composante « Eglise Abbatiale Notre-Dame de la Nativité », composante 868-020, dont le Département est propriétaire, contenant l'ensemble des actions de conservation, mise en valeur, médiation culturelle et patrimoniale et le Plan d'action l'accompagnant pour la période 2023-2027,

**VU** le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

### **LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**DÉCIDE** d'approuver cette nouvelle version du Plan de gestion local relatif à l'Eglise Abbatiale Notre-Dame de la Nativité, composante 868-020 du Bien en série « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France », qui sera transmis à l'Agence Française des Chemins de Compostelle (AFCC) avant de faire l'objet d'un arrêté inter-préfectoral, puis déposé auprès du Centre du Patrimoine mondial de l'Unesco.

**DÉCIDE** d'approuver ce Plan de gestion interrégional et sa Charte de gestion auquel s'adosse le Cahier de gestion local de la composante approuvé par la délibération susvisée.

**DÉCIDE** de participer aux travaux d'animation et de mise en œuvre du Plan de gestion interrégional à travers d'une part les travaux de l'Agence Française des Chemins de Compostelle (AFCC), les séminaires, formations ou concertations et enquêtes qu'elle pourrait proposer et, d'autre part, en participant au Comité interrégional de bien réuni annuellement et à ses groupes de travail thématiques (conservation / restauration, communication / médiation, itinérance et développement touristique, coopérations).

**DÉCIDE** d'identifier au sein de la Collectivité l'élu(s) et le(s) technicien(s) qui seront les référents en charge du suivi du Plan de gestion ; de participer activement aux Commissions locales ou territoriales d'animation et suivi de la gestion des composantes inscrites en lien avec les services de l'Etat, à savoir la Sous-préfecture de Bergerac, tel que ce processus a été initié depuis 2016 ; de veiller à mobiliser localement les acteurs parties prenante de la gestion du bien.

**CONFIRME** son adhésion à l'Agence Française des Chemins de Compostelle (AFCC) et sa participation aux instances statutaires.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:32:31  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



# P LAN DE GESTION LOCAL

## Eglise abbatiale Notre-Dame de la Nativité

Composante n°868-020 du bien culturel en série « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »



# SOMMAIRE

---

## I - CONNAÎTRE, PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR

### **A- PRÉSENTATION DE LA COMPOSANTE**

A.1 - Localisation de la composante

A.2 - Contexte historique et géographique

A2 - 1. Contexte historique

A2 - 2. Contexte sociogéographique

A.3 - Apport de la composante à la valeur exceptionnelle du bien

### **B- PROTECTION, CONSERVATION ET RESTAURATION DE LA COMPOSANTE**

B.1 - Inscription et classement

B.2 - État de conservation

B2-1. État de conservation de l'édifice

B2-2. État de conservation du mobilier protégé et des œuvres d'art

B.3 - Zone tampon et protections réglementaires

B.4 - Aménagement des abords

## II - FAIRE CONNAÎTRE ET PARTAGER

### A - COMMUNICATION

A.1 - Supports de communication

### B - MÉDIATION ET ACCUEIL DU PUBLIC

B.1 - Outils de médiation

B.2 - Sensibilisation et implication des habitants

B.3 - Actions de médiation

### C - COOPÉRATION ET RÉSEAU

C.1 - Réseaux

C.2 - Jumelages

C.3 - Action de coopération

### D - DÉVELOPPER LE TERRITOIRE AVEC UNE POLITIQUE TOURISTIQUE DE QUALITE

---

- D.1- Lieu d'information touristique
- D.2- État des lieux des services et des aménagements
- D.3- Dispositif d'observation

### III - PROGRAMME D' ACTIONS ET MODALITES DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

#### IV - IDENTIFICATION DES ACTEURS ET GOUVERNANCE LOCALE

### ANNEXES : FICHES ACTIONS



## PRESENTATION DU BIEN CULTUREL EN SERIE N°868

### « CHEMINS DE SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE EN FRANCE »

### INSCRIT SUR LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO DEPUIS 1998

Troisième des grands pèlerinages de la chrétienté, celui de Compostelle mène depuis le IX<sup>e</sup> siècle les pèlerins jusqu'en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, sur le tombeau de saint Jacques, un des douze apôtres. C'est au début des années 830 que son tombeau fut « inventé » non loin du siège épiscopal d'Iria, en Galice. La nouvelle fut immédiatement diffusée. Dès le début du X<sup>e</sup> siècle, par la mer ou par voie de terre, les pèlerins se rendirent à Compostelle ; parmi eux, l'évêque du Puy-en-Velay, Godescalc, en 950-951, sans que son itinéraire ne soit connu.

Du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, le pèlerinage connaît son heure de gloire. On y vient et chemin faisant on fait étape dans d'autres sanctuaires où se développent des cultes autour de reliques de saints. C'est une période de grande vitalité des pèlerinages, notamment de la dévotion mariale. Malgré les dangers, riches et pauvres, nobles et mendiants, marchands et artisans s'embarquaient ou se retrouvaient sur les chemins.

Le pèlerinage va se renouveler régulièrement : au XII<sup>e</sup> siècle, la construction de la cathédrale romane et la production de nombreux textes, dont le *Codex Calixtinus* ; au XIII<sup>e</sup> siècle, la promesse d'indulgences pour ceux qui se rendraient à Compostelle et visiteraient avec dévotion son sanctuaire ; dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, la création des années jubilaires dotées d'indulgences plénières chaque fois que le 25 juillet coïncidait avec un dimanche ; au XVII<sup>e</sup> siècle, les aménagements baroques à l'intérieur et à l'extérieur de la basilique ; à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la redécouverte des reliques apostoliques et leur authentification par Rome. Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, cette revitalisation se traduit par l'identification et l'aménagement des « chemins » tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Des facteurs d'affaiblissement purent parfois tarir le flux pèlerin devant franchir les Pyrénées : épidémie, critique de la Réforme contre le culte des saints et la vénération des reliques, guerres franco-espagnoles au XVII<sup>e</sup> siècle, réglementation restrictive sur la pratique du pèlerinage par l'Etat royal au XVIII<sup>e</sup> siècle, déchristianisation au XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, la tradition pérégrine a repris toute sa vigueur. Le pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle s'institutionnalise à partir des années 1980, en particulier avec la Déclaration du Conseil de l'Europe le 23 octobre 1987 à Santiago-de-Compostela qui va lancer le programme des Itinéraires culturels.

Le 2 décembre 1998, l'Unesco inscrit les « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » sur la Liste du patrimoine mondial, prolongeant l'inscription de la « Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle » (1985) et des « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne » (1993, extension en 2015). L'ensemble est ainsi reconnu pour sa Valeur Universelle Exceptionnelle, déclarée pour la partie française par délibération 41 COM 8E du comité du patrimoine mondial de l'Unesco.

Depuis 2013, le bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » fait l'objet d'une attention renouvelée. L'Etat français a désigné un préfet coordonnateur, le préfet de région Occitanie, pour assurer son suivi et s'appuie sur l'Agence française des chemins de Compostelle (anciennement ACIR Compostelle) pour

son animation. Peu à peu se mettent en place les outils de gouvernance et de gestion. En 2017, le Comité du patrimoine mondial réuni à Cracovie adopte la Déclaration de Valeur Universelle Exceptionnelle proposée par la France :

*« Tout au long du Moyen Âge, Saint-Jacques-de-Compostelle fut une destination majeure pour d'innombrables pèlerins de toute l'Europe. Pour atteindre l'Espagne, les pèlerins traversaient la France.*

*Quatre voies symboliques partant de Paris, de Vézelay, du Puy et d'Arles et menant à la traversée des Pyrénées résument les itinéraires innombrables empruntés par les voyageurs. Églises de pèlerinage ou simples sanctuaires, hôpitaux, ponts, croix de chemin jalonnent ces voies et témoignent des aspects spirituels et matériels du pèlerinage. Exercice spirituel et manifestation de la foi, le pèlerinage a aussi touché le monde profane en jouant un rôle décisif dans la naissance et la circulation des idées et des arts.*

*De grands sanctuaires tels que l'église Saint-Sernin à Toulouse ou la cathédrale d'Amiens, - certains cités dans le Codex Calixtinus - ainsi que d'autres biens illustrent matériellement les voies et conditions du pèlerinage pendant des siècles. Soixante et onze éléments associés au pèlerinage ont été retenus pour illustrer leur diversité géographique, le développement chronologique du pèlerinage entre le XIe et XVe siècle, et les fonctions essentielles de l'architecture, comme l'ancien hôpital des pèlerins à Pons, ou le pont « des pèlerins » sur la Boralde. En outre, sept tronçons du Chemin du Puy sont inclus couvrant près de 160 km de route. »*

**Critère (ii) :** *La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle a joué un rôle essentiel dans les échanges et le développement religieux et culturel au cours du Bas Moyen Âge, comme l'illustrent admirablement les monuments soigneusement sélectionnés sur les chemins suivis par les pèlerins en France.*

**Critère (iv) :** *Les besoins spirituels et physiques des pèlerins se rendant à Saint-Jacques-de-Compostelle furent satisfaits grâce à la création d'un certain nombre d'édifices spécialisés, dont beaucoup furent créés ou ultérieurement développés sur les sections françaises.*

**Critère (vi) :** *La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle est un témoignage exceptionnel du pouvoir et de l'influence de la foi chrétienne dans toutes les classes sociales et dans tous les pays d'Europe au Moyen Âge.*

### **Intégrité**

*Les édifices et ensembles proposés représentent, dans leur diversité, une évocation fidèle du contexte du pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Il en est de même des tronçons de chemins proposés qui ne sont que des exemples de l'ensemble des routes empruntées par les pèlerins. Les ouvrages rencontrés sur les chemins ont en commun d'être les témoignages directs, conservés et transmis jusqu'à nous, de la pratique du pèlerinage telle qu'elle s'est déroulée en France durant le Moyen Âge. Cette puissance d'évocation intacte a permis de revitaliser l'approche culturelle du pèlerinage vers Compostelle. Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France font l'objet, depuis les années 1990, d'une fréquentation sans cesse croissante, qui doit être conciliée avec les aménagements routiers.*

### **Authenticité**

*Les établissements d'accueil et de soins présentés sont indubitablement voués au pèlerinage par les textes historiques et les éléments architecturaux ou de décor conservés. Les biens présentés illustrent de la façon la plus véridique et crédible l'ensemble des rituels et des pratiques liés au pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Ceux-ci incluent des routes, des églises de pèlerinage ou de simples sanctuaires, hôpitaux et ponts. Le parcours spirituel du pèlerinage était rythmé par la vénération des reliques des saints qui jalonnaient l'itinéraire. Les édifices les plus riches, points de passage privilégiés du parcours, sont reconnaissables à leurs dispositions architecturales spécifiques, propres à organiser la circulation des pèlerins. Les églises plus modestes, haltes de recueillement ou de repos situées sur les voies principales ou secondaires, sont attestées*

par leurs décors sculptés ou peints représentant des scènes religieuses ou des légendes liées à la dévotion à saint Jacques.

Le bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » se présente sous la forme d'une **sélection de 78 éléments** considérés comme évocateurs et emblématiques des contextes culturel, religieux, artistique et architectural de ce pèlerinage lointain. Sans reconstituer les routes, le bien est formé comme un ensemble discontinu dans 10 régions françaises et couvrant en majeure partie une longue période du pèlerinage entre le XIe et le XVIe siècle, tout en débordant parfois.

Le bien concerne 10 régions, 32 départements, 95 communes.

Il regroupe 9 cathédrales, 42 églises et basiliques, 2 clochers, 1 dolmen et sa croix, 4 anciens hôpitaux, 7 abbayes, 7 ponts, 1 porte d'entrée de ville et 7 sections de sentier de la Via Podiensis-GR®65 (160 km).

Il réunit plus de 80 propriétaires et gestionnaires : l'Etat (12 édifices), 57 communes, 13 intercommunalités, 8 Départements, 2 établissements publics hospitaliers et quelques personnes privées.

Le bien étant constitué sous la forme d'une série d'éléments tous singuliers par leur histoire et leur architecture, **chaque élément illustre une part de la signification de l'ensemble**. Chacun porte des arguments tirés de ses caractéristiques propres et qui concourent à la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble inscrit.

Le bien constitue **une représentation symbolique du pèlerinage** à travers une sélection d'édifices qui jalonnent les parcours sans les reconstituer : ils illustrent l'univers du pèlerin durant son périple ou le rapport familier d'un fidèle à l'apôtre. Selon l'inspecteur des patrimoines Olivier Poisson, le bien tel que constitué « **représente le monde des déplacements et des pèlerinages à travers la France du Moyen Âge** et, en particulier, le pèlerinage vers Compostelle ». Ce choix est la prise en compte du fait qu'il n'existe pas « un chemin de Saint-Jacques » attesté comme tel, d'un point de vue archéologique et historique, mais un usage des réseaux de cheminements et routes, à la différence du bien espagnol.

Le bien inscrit se présente aussi comme la reconstitution d'une **géographie symbolique**. La sélection a retenu la plupart des sites mentionnés dans plusieurs livres du *Codex Calixtinus*.

Le bien évoque les réponses apportées aux **besoins physiques et spirituels des pèlerins : dévotion, soin, accueil, franchissement**. Il s'attache à retenir des éléments matériels bâtis pour saisir une pratique de dévotion constituée par la rupture de l'individu avec son univers familier, par son déplacement dans l'espace et son expérience de l'altérité et de l'inconnu, par des gestes ritualisés, des croyances et des comportements. Cette pratique se déroule dans un cadre géographique ample et dans une période de plusieurs siècles.

Si la plupart des sites qui constituent le bien se qualifient dans cette logique globale de la route, quelques-uns, indépendamment d'un argument de localisation sur un axe de circulation commerciale et de passage de pèlerins, illustrent une dévotion locale à saint Jacques apôtre, protecteur et passeur d'âmes. L'édifice témoigne seulement de la popularité du saint, de la vénération des habitants qui se confient à lui ou qui le matérialisent dans une représentation sculptée, peinte ou en vitrail.

Sur le chemin, les pèlerins doivent gravir des cols ou franchir des rivières. Des ponts facilitent leur passage. Ils sont construits pour les usages quotidiens et les échanges commerciaux ; certains sont aussi des œuvres pieuses pour le soulagement des « pauvres passants et pèlerins ». Le voyageur est parfois accueilli dans des abbayes, des hospices ou des hôpitaux. Conformément à une tradition qui s'enracine dans l'Antiquité, le soin du corps et de l'âme et la charité se confondent.

Le bien est constitué de monuments prestigieux dont plusieurs appartiennent à la première liste de protection comme monument historique (1840). Les édifices retenus illustrent de manière remarquablement complète **l'évolution artistique et architecturale européenne** sur plusieurs siècles en présentant des chefs d'œuvre aboutis de style roman ou gothique, ou bien d'édifices classiques ou touchés par l'art baroque ; ils témoignent ainsi du **développement religieux et culturel** du Moyen Âge jusqu'à l'époque moderne.

Enfin, on ne peut appréhender les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle sans prendre en compte leur **dimension anthropologique** : à l'image du soleil qui vient mourir aux confins du monde occidental pour réapparaître à l'orient, le pèlerin se met en route pour accomplir un parcours initiatique, une métamorphose, en quête d'espérance. Compostelle appartient à **un imaginaire collectif** qui l'ancre comme un « chemin » unique. L'expérience individuelle puise dans son histoire collective portée par les traces, bâties ou non. Aux côtés des **valeurs historiques, artistiques et architecturales, culturelles** qui procèdent de la connaissance des lieux et de l'univers du pèlerinage, identifiées et étudiées par les chercheurs et qui sont consacrées par le Conseil de l'Europe et par l'Unesco, cohabitent des **valeurs spirituelles, humanistes, émotionnelles**, qui procèdent de l'expérience vécue des cheminants d'aujourd'hui. Le bien revêt ainsi un caractère vivant qui le rend singulier.

L'élaboration du présent plan de gestion a été l'occasion de réfléchir à l'identification des attributs et à formuler les raisons de l'appartenance de chaque composante du bien à la série, de leur contribution à la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble.

Ainsi, l'église abbatiale Notre-Dame-de-la-Nativité, composante locale du bien en série « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », dont la commune du Buisson-de-Cadouin et le Département de la Dordogne ont la propriété juridique, appartient à cet ensemble culturel qui l'englobe et dont (*elle - il*) retire un supplément de signification.

Le présent plan de gestion vise à :

- préserver et conserver l'édifice, son écrin paysager et patrimonial ;
- développer le territoire au travers du tourisme culturel et de l'itinérance ;
- assurer un développement humain par l'action culturelle et éducative fondée sur le partage des valeurs portées par le bien lui-même et par le programme du patrimoine mondial de l'UNESCO ;
- agir en coopération à l'échelle locale comme à l'échelle du bien et dans le cadre des solidarités internationales.

Plus d'informations :

- Plan de gestion interrégional du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »

Site dédié : [www.cheminscompostelle-patrimoine mondial.fr](http://www.cheminscompostelle-patrimoine mondial.fr)

# LE PLAN DE GESTION LOCAL

## I - CONNAÎTRE, PROTÉGER ET METTRE EN VALEUR

### A - PRÉSENTATION DE LA COMPOSANTE

#### A.1 - Localisation de la composante

X : 484255,14 m Y : 1980037,28 m Z : 134,24 m



Itinéraires de rattachement : aucun

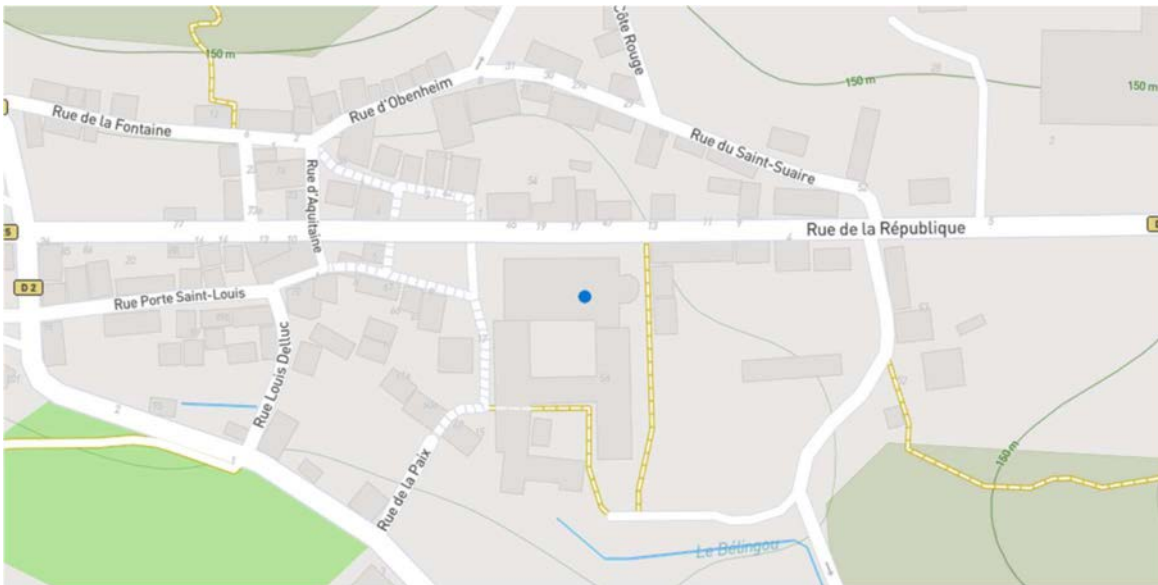
- Autre itinéraire : Chemin d'Amadour

GR® : -

**Numéro de parcelles** : AB 86, 87, 88, 90, 91, 92, 93, 127 partielle, 276, 277, 280 et 281

**Commune** : Le Buisson-de-Cadouin

**Département** : Dordogne



## A.2 - Contexte historique et géographique

### A.2 – 1 Contexte historique

L'abbaye Notre-Dame-de-la-Nativité de Cadouin est un monastère fondé autour de 1113-1115 par Géraud de Salles. L'église abbatiale fut consacrée en 1154. Il est probable qu'une majeure partie du monastère ait été édifiée à cette date. C'est ici la particularité de l'abbaye de Cadouin : il s'agit, encore aujourd'hui, de l'un des ensembles monastiques les plus complets datant du XII<sup>e</sup> siècle en Aquitaine.

L'abbaye de Cadouin se situe aux croisements de deux vallées et repose en fond de vallée. Elle est implantée aux abords de deux petits cours d'eau, la source de Griffoul, au nord-est, et le Bélingou, au sud. Ce dernier est aujourd'hui canalisé et s'écoule au sud de l'abbaye. C'est autour de l'abbaye que s'est constitué le bourg monastique, dont le parcellaire actuel et la porte à l'ouest du village témoignent de l'implantation et du développement aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles, de peu postérieur à l'implantation du monastère. On perçoit sur le cadastre napoléonien et plan cadastral actuel les limites du bourg monastique et son développement autour de l'abbaye.

Cadouin abritait, sans doute dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle et peut-être antérieurement, l'un des présumés « saint suaire » de la tête du Christ, qui avait été rapporté de Terre Sainte après la première croisade (1096-1099). En 1214, Simon de Montfort (v. 1165-1218), de passage à Cadouin lors du conflit cathare, vient révéler la sainte relique et offre une rente destinée à entretenir une lampe perpétuelle devant la châsse qui la contenait. Cette date de 1214 est la première mention connue du suaire à Cadouin. Dès lors, sa présence assure la renommée de l'abbaye, qui de fait devient un centre de pèlerinage important. Cette destination assure le développement du bourg, à compter du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle.

Au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, Cadouin subit de plein fouet la guerre de Cent Ans. En 1357, des lettres de Jean-le-Bon décrivent une abbaye en ruines, victime de la perte de ses biens et de tous ses revenus. Le secteur est toujours en proie à des opérations militaires jusque dans les années 1390. Dans un tel contexte d'insécurité générale, l'abbé Bertrand de Moulins prend l'initiative en 1392 d'emporter la précieuse étoffe pour la mettre en sûreté à Toulouse. La fin du XIV<sup>e</sup> et la première moitié du XV<sup>e</sup> siècle vont être le théâtre de nombreuses péripéties pour le linge, entre transferts, prêts et vols... La fin des troubles annonce le retour du suaire vers 1463 après un séjour à l'abbaye d'Aubazine. Ce retour permet la reconstruction du cloître abbatial grâce aux faveurs de Louis XI, qui lui manifeste une dévotion particulière.

Le cloître roman est presque entièrement détruit lors des guerres anglaises. Il est reconstruit à l'occasion du retour du suaire. Les galeries reçoivent en deux campagnes de travaux un décor sculpté d'une grande richesse :

la première durant la dernière décennie du XV<sup>e</sup> siècle sous l'abbatit de Pierre VI de Gaing (galerie est, contre la salle capitulaire, et cinq des six travées de la galerie nord, contre le gouttereau sud de l'église), la seconde durant la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle sous l'abbatit de Pierre VI de Gaing et de Geoffroy d'Estissac (6e travée des galeries nord et sud, et travée ouest).

Les galeries s'ouvrent sur le jardin par des baies en arcs brisés aux remplages du gothique tardif, rythmées par des contreforts. Les 26 travées sont couvertes de voûtes sur croisées d'ogives, liernes et tiercerons, dont les nervures retombent sur des colonnes engagées.

Le décor sculpté est dû à Maître Domenge et Antoine Constant, de Brive-la-Gaillarde. Ces sculpteurs sont également les auteurs des décors du cloître de Cahors et de Carennac. Conçu pour accompagner les moines dans la prière, le programme iconographique illustre les récits bibliques, mais aussi des textes profanes et moralisants.

Au XX<sup>e</sup> siècle, l'authenticité du suaire est mise en doute. Les pèlerinages cessent en 1934 lorsque l'expertise de ce textile légendaire révèle qu'il avait été tissé en Egypte musulmane entre 1094 et 1101. L'abbaye a eu une histoire mouvementée jusqu'à sa fermeture à la Révolution. Le site est alors vendu et divisé en plusieurs lots et tombe peu à peu dans l'oubli. Il faut attendre près d'un demi-siècle pour que l'on s'y intéresse à nouveau. C'est le cloître gothique, considéré à juste titre comme un chef d'œuvre, qui est d'abord redécouvert et mis en valeur. Le monument est menacé et plusieurs lettres tentent de prévenir les autorités pour sauvegarder d'une possible destruction. Le cloître gothique fait partie de la première liste de monuments classés par Prosper Mérimée en 1840. Il est racheté avec l'aide du département à cette période. Les bâtiments monastiques, accolés à l'église abbatiale en formant un « H », font l'objet d'une importante campagne de restauration dans les années 1990, hormis l'aile orientale - l'aile des moines - qui n'a pas encore été restaurée.

## A.2 – 2 Contexte sociogéographique

L'abbaye est implantée dans la petite région naturelle de la Bessède, caractérisée par son important couvert forestier – il occupe près de 50 % du sol –, traditionnellement dénommée « Pays au Bois ». Ce milieu géographique est circonscrit par deux rivières principales : au nord la Dordogne, au sud le Dropt. Deux affluents de la Dordogne bornent le territoire où est ancré Cadouin, la Couze à l'ouest et la Nauze à l'est. Enfin, Cadouin est arrosé par le Bélingou, un ruisseau qui prend sa source à 1,5 km au sud-est du site abbatial pour rejoindre la Dordogne à Calès, et par le Griffoul.

Les vallées affluentes de la Dordogne, plus ou moins encaissées, découpent le plateau forestier de la Bessède. Il en résulte un relief contrasté, caractérisé par un dénivelé assez remarquable. La rivière et ses vallées sèches ont creusé le plateau forestier situé à près de 250 m d'altitude. L'acidité du sol induit un boisement variable. Composé de sols mêlant sables, calcaires lacustres et molasses, le plateau forestier est recouvert de feuillus mélangés, à dominante de châtaigniers, et de futaies de pins maritimes - introduits dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle - liées à leur exploitation. La vigne, présente au XVIII<sup>e</sup> siècle, était plantée en terrasse sur les versants ensoleillés de la vallée du Bélingou. La lecture de la carte de Belleyme montre quelques parcelles de vignes au milieu d'une multitude d'autres parcelles boisées. Elle a aujourd'hui laissé la place à un reboisement qui enferme le paysage autour du bourg de Cadouin.

L'abbaye est isolée entre le vallon étroit du Griffoul et celui du Bélingou, qui présente les ressources naturelles nécessaires à la vie monastique : terres, pâturages, eau et forêt. Cette situation en fond de vallée assurait avant tout au site monastique la proximité de l'eau, rapidement « domestiquée » par les moines, détournée et canalisée pour assurer la vie monastique.

Le Bassin de la Dordogne est classé par l'UNESCO dans le réseau mondial des réserves de biosphères.

## A.2 – 3 Contexte sociodémographique

Depuis 1974, le village de Cadouin fait partie de la commune du Buisson-de-Cadouin et appartient à la Communauté de communes Bastides-Dordogne-Périgord. La commune associée de Cadouin comporte environ 300 habitants, tandis que la commune du Buisson-de-Cadouin en compte un peu moins de 2000.

La pyramide des âges est en déséquilibre avec une part des plus de 60 ans en augmentation et une baisse des moins de 20 ans. La jeunesse locale, porteuse de dynamisme, qui reste sur place, rencontre des difficultés sociales et d'accès à l'emploi. Ainsi, les jeunes de moins de 25 ans se sédentarisent peu et leurs départs sont compensés pour partie par l'arrivée des plus de 50 ans qui sont porteurs de compétences et de savoir à transmettre, potentiellement bénéfiques au territoire.

70 % des ménages sont composés de 1 à 2 personnes. La population a des revenus faibles. Et près de 17 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Selon les données INSEE en 2017, le taux de chômage représente 14,5 % de la population. C'est la tranche des 15/24 ans qui est la plus impactée. Et dans cette tranche ce sont les femmes qui sont les plus concernées. Il est à souligner que le niveau de qualification est inférieur à la moyenne départementale.

Sur la communauté de communes, 22,7 % de l'habitat concerne les résidences secondaires, ce qui représente un taux supérieur de 8 % à la moyenne départementale. La proximité avec le sarladais et la richesse patrimoniale du territoire en sont pour partie l'explication. Toutefois on observe une vacance de logements qui affecte principalement les centres bourgs, comme celui du Buisson-de-Cadouin.

Le déclin démographique observé depuis 2012 n'est pas compensé par le solde migratoire, ce qui amène une baisse de la population de -0,1 à -0,5 % entre 2012 et 2017. La part des retraités est dominante et c'est l'agriculture qui est le secteur le moins pourvoyeur d'emploi. En revanche le secteur de l'industrie est plutôt bien représenté et génère 18 % de l'emploi, ce qui place le territoire 5 % au-dessus de la moyenne départementale. La population a tendance à baisser plus significativement sur la commune du Buisson-de-Cadouin. Le solde migratoire ne compensant pas le solde naturel négatif, la population est vieillissante. En revanche, les communes limitrophes de Lalinde gagnent des habitants. Véritable marqueur économique, la commune de Lalinde est le bassin économique du territoire et compte une concentration d'entreprises pour l'essentiel de tradition papetière et hydro-électrique, qui constituent l'essentiel du secteur industriel, grâce à une bonne desserte du réseau routier. Le commerce, le transport et les services représentent le plus gros secteur d'emplois ; important également l'économie générée par le tourisme et le patrimoine notamment par la présence d'employeurs comme par exemple l'association « Au fil du temps » à Cadouin.

Autrefois centre économique du territoire avec la ligne ferroviaire Périgueux/Agen, la commune du Buisson-de-Cadouin se situe sur l'axe touristique Bordeaux/Saint-Emilion/Bergerac/Lalinde/Sarlat-la-Canéda. La commune du Buisson-de-Cadouin, constitue un carrefour ferroviaire, Bordeaux/Agen. Bien que doté de 5 gares, le réseau est sous utilisé et ne confère malheureusement pas un atout supplémentaire au territoire.

## A.2 – 4 Critères valeur universelle exceptionnelle

- Témoignage de christianisation - Franchissement, cheminements

L'abbaye de Cadouin est l'un des ensembles monastiques les plus complets du XII<sup>e</sup> siècle. Pendant près de sept siècles, le monastère cistercien de Cadouin fut un important sanctuaire régional fréquenté pour la précieuse relique du saint Suaire. Une centaine de miracles lui sont attribués durant la Guerre de Cent ans (1337-1453). Son cloître rebâti à la fin du XV<sup>e</sup> siècle est l'unique exemple de la période gothique tardive en Périgord. Il fait partie de la première liste des monuments classés en 1840.



### A.3 - Apport de la composante à la valeur exceptionnelle du bien

Durant près de sept siècles, ce monastère cistercien fut l'objet d'un important pèlerinage dédié au saint suaire. Cette éminente relique, censée avoir enveloppé la tête du Christ après sa mort, faisait l'objet d'une vénération soutenue. Une centaine de miracles, recensés essentiellement durant la guerre de Cent ans (1337-1453), lui ont été attribués. Ces derniers font état de guérisons, de résurrections, de sauvetages, de libérations et d'apaisements de phénomènes naturels.

Il est établi que l'abbaye de Cadouin était un important sanctuaire régional, renommé et fréquenté pour sa prestigieuse relique. Il est donc aujourd'hui un solide témoin de ce que fut la pratique des pèlerinages au Moyen Âge. Il est également établi qu'en tant qu'abbaye obéissant à la règle de saint Benoît, il avait pour fonction d'accueillir les pèlerins, d'où qu'ils viennent, et où qu'ils aillent. Toutefois, les archives étant muettes à ce sujet, il est impossible de dire combien de pèlerins ont pu faire étape à l'abbaye de Cadouin, mais il est tout aussi impossible de dire qu'aucun jacquet ne s'y soit arrêté pour y faire ses dévotions. Compte tenu de la renommée du suaire de Cadouin, il est fort probable que l'abbaye ait reçu des pèlerins dont le but final était le sanctuaire de Galice. C'est cet aspect représentatif du pèlerinage médiéval qui a conduit l'Unesco à choisir l'abbaye de Cadouin comme composante du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France ».

## **B - PROTECTION, CONSERVATION ET RESTAURATION DE LA COMPOSANTE**

### B.1 – Inscription et classement

Protection juridique : église (Cl. MH : 18 mai 1898) ; cloître (Cl. MH : liste de 1840) ; porte de l'abbaye (Inv. MH : 6 janvier 1927). Bâtiments conventuels s'étendant au sud de l'église (Cl. MH : 27 avril 1976). Bâtiments conventuels au sud du cloître ; le sol de la cour (Inv. MH : 8 octobre 1984).

## B.2 – État de conservation

### B.2-1. État de conservation de l'édifice

Bon état général hormis le bâtiment est (ancien dortoir des moines).

#### a. Au 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui

### **TRAVAUX RÉALISÉS SUR LA COMPOSANTE**

-1840 : CATOIRE architecte du département : travaux de séparation et ouverture des nouvelles portes dans l'église, murage de 4 portes, travaux d'assainissement du cloître, construction d'un puisard dans le centre du préau et nivellement des terres.

-1889-1924 : Henry RAPINE ACMH (architecte en chef des monuments historiques) : restauration du cloître, réseau de canalisations, reprise des couvertures en 1924 après un ouragan.

-1941-1975 : Yves-Marie FROIDEVAUX ACMH : Réparation des ornements décoratifs de la porte située sur le mur ouest du cloître, des couvertures ; de la charpente et couverture du clocher, des piédroits du cloître.

-1957 : réfection de l'escalier du clocher de l'église.

-1964 gros entretien : restauration des noues et couvertures du cloître.

-1973-1976 : Michel MASTORAKIS ACMH : restaurations dans la galerie est du cloître, désobstruction des ouvertures de la salle capitulaire.

-1974 : réfection de la base du clocher en lauzes, dalle nantaise sur la nef de l'église côté cloître et réfection de la gouttière.

-1977 : entretien fronton ouest de l'église et dépose de l'horloge, ancien cadran horaire et mécanisme par Dagand.

-1978 : entretien couverture de l'église par Dagand.

-1978-1982 : réfection de la charpente et de la couverture du chevet de l'église.

-1984 : installation de la porte entre l'église et le cloître.

-1985 : Bernard FONQUERNIE ACMH : église, réouverture des baies romanes des absidioles, dépose des boiseries XVIII<sup>e</sup> et pose de vitraux, restauration des peintures murales absidiole nord.

-1988 : réfection des couvertures du bras nord du transept de l'église.

-1988 : Bernard FONQUERNIE ACMH : reprise des murs bahuts du cloître.

-1991 : réfection des couvertures du bras sud du transept de l'église.

-1993 : restauration de la couverture de la nef de l'église.

-1995-1997 : Philippe OUDIN ACMH : aile au sud du cloître, aile à l'ouest de l'enclos des communs : réhabilitation et installation de l'auberge de jeunesse. Restauration et réhabilitation des bâtiments monastiques ouest, nord et sud.

-2000 : Réhabilitation des bâtiments des convers et installation de l'auberge de jeunesse.

-2008 : Réaménagement du bâtiment ouest, salles de la mairie, accueil.

-2009 : Combles du bâtiment ouest, extension des dortoirs de l'auberge de jeunesse.

-2010-2012 : Restauration du cloître et requalification du jardin (montant des travaux 860.000 € TTC avec 80% du HT financés par Europe, Drac et Conseil régional d'Aquitaine).

- En 2022, le cadran solaire du bâtiment ouest donnant dans le cloître a été restauré. Daté du XVIII<sup>e</sup> siècle, il indique les solstices et les équinoxes. La restauration, entreprise par M. Garcia de l'Amicale Gnomonique Aquitaine Pyrénées, a compris des calculs complexes de vérification du positionnement du mur de support et du cadran par rapport aux pôles géographiques, le traitement de la table (nettoyage, enduit coloré), la mise en place de tous les tracés (heures, équinoxes, solstices), la restauration du style métallique qui pointe ces tracés (coût 9020 €, échafaudage compris).

b. Études et travaux de conservation à intervenir pour la période 2020-2030 :

### TRAVAUX À RÉALISER SUR LA COMPOSANTE

Restauration générale du bâtiment est, extérieur et intérieur :

Pilote : direction du patrimoine bâti et direction de l'archéologie et du patrimoine, service départemental du patrimoine

Objectifs :

- Sauvegarder le bâtiment par une restauration générale dont l'étude préalable prendra en compte les recherches universitaires
- Enrichir le circuit de visite en y intégrant la double chapelle (sacristie et armarium) et l'étage du bâtiment est : accès par la porte romane du cloître, sortie par l'escalier sud-est et la porte donnant dans la cour des convers
- Restaurer la chambre et le salon du prieur, ses décors de boiseries en y intégrant les tapisseries d'Aubusson restaurées en 2010
- Restaurer les peintures murales de la double chapelle du XIV<sup>e</sup> siècle (sacristie et *armarium*)
- Affecter les espaces restaurés, à l'étage du bâtiment est, au centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine, consacré notamment au pèlerinage
- Affecter les espaces restaurés, au sud du bâtiment est, au futur centre de formation autour de la restauration collective bio et locale

Modalités techniques :

- EXTERIEUR :

Façades : relevés pierre à pierre, examen des ouvertures, examen des enduits, et rapport d'étude de la façade, traitement des maçonneries en fonction de l'étude, purge des joints, rejointoiement en recherche, enduit en harmonie avec les vestiges d'enduit du XVIII<sup>e</sup> siècle

Remaillage couverture, révision charpente

- INTERIEUR :

Dans tous les espaces : reprise maçonneries, révision huisseries fenêtres, carreaux double vitrage anti UV, reprise plancher, reprise faux plafond placo-plâtre, réseau électrique

- Espace sud-est : plancher à refaire entre le rez-de-chaussée et l'étage
- Etude et restauration des peintures murales de la double chapelle
- Chambre du prieur : dépose restauration et repose des boiseries et intégration des cinq tapisseries déjà restaurées
- Présentation estimation 2022 programmation étude diagnostic APS APD 2024-2025 travaux 2026-2027
- Coût opérations : 1 500 000 € (estimation)

L'enjeu pour le Conseil départemental porte sur la réhabilitation complète du bâtiment Est dans le but de créer un espace muséographique dédié à l'histoire du suaire et du pèlerinage, comprenant la restitution de la chambre du prieur, l'espace réserve pour la conservation du suaire original, une exposition didactique et un atelier pédagogique. La découverte de l'espace muséographique sera intégrée au parcours de visite du cloître avec un commentaire inclus dans l'audioguide. L'espace mettra en exergue la composante au sein du bien culturel en série.

## B.2-2. État de conservation du mobilier protégé et des œuvres d'art

### INTERVENTIONS SUR LE MOBILIER

Le coffre dit "du Saint-Suaire", en chêne, cuir et fer assemblés, doublage intérieur en lin, est la propriété de la commune du Buisson-de-Cadouin. Il a été daté du XVII<sup>e</sup> siècle (il date en réalité de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle) lors de son inscription sur l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques au titre objet par arrêté préfectoral du 3 juin 1975. Dans l'inventaire des objets de l'abbaye de Cadouin, rédigé en application de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, la "malle en fer et bois" peut être rapprochée d'un coffre de facture très modeste, en bois de chêne recouvert de cuir et bardé de fer, aujourd'hui présenté dans l'ancienne salle des mariages (bâtiment ouest de l'abbaye). A l'intérieur, il est doublé de toile de lin. Il ne reste rien de son système de fermeture. Selon la tradition locale, ce coffre avait contenu le célèbre suaire de Cadouin, lorsque ce dernier était suspendu au-dessus de la voûte du chœur de l'église abbatiale. On peut toujours voir aujourd'hui les chaines qui l'accrochaient à la voûte. A l'extérieur, au chevet de l'église, le mur de l'abside a été rehaussé d'un mur bahut couvert d'une charpente et d'une toiture. On suppose que le but était de faire la place pour loger au-dessus de l'abside le cabestan qui remontait le coffre du suaire en haut du cul de four. Un échantillon du bois constituant le panneau senestre du coffre, prélevé par le Centre de recherche et de restauration des musées de France, a permis de le dater par C<sup>14</sup> entre 1440 et 1512. Parallèlement, l'analyse d'un fragment de cuir recouvrant l'ensemble du coffre ainsi que du textile qui doublait l'intérieur, révèle des valeurs plus récentes, ces matériaux ne reflétant pas la date réelle mais sans doute un habillage ultérieur (mi XVII<sup>e</sup>-début XIX<sup>e</sup> siècle). Relégué depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle dans le réduit derrière l'alcôve de l'appartement de l'abbé, le coffre est parvenu dans un état très altéré, car exposé de manière importante à l'empoussièrement, à l'humidité et aux attaques microbiologiques. Restauré en 2011 à l'initiative du Conseil départemental (financement DRAC Aquitaine, Conseil départemental de la Dordogne) dans le cadre de la préparation de l'exposition du fac-similé du suaire à l'abbaye de Cadouin de la même année.

Le cabestan du suaire datant du XIX<sup>e</sup> siècle était installé sous la charpente du toit de l'abside de l'église abbatiale. Les bras de levier n'ont pas été conservés. Il servait à descendre le coffre contenant le suaire derrière l'autel principal situé dans le chœur de l'église. Ce système est à l'origine de la surélévation du toit et de la construction d'un mur bahut. En 2011, la SOCRA a construit un support en T pour permettre l'exposition du cabestan dans l'ancienne salle des mariages de la mairie.

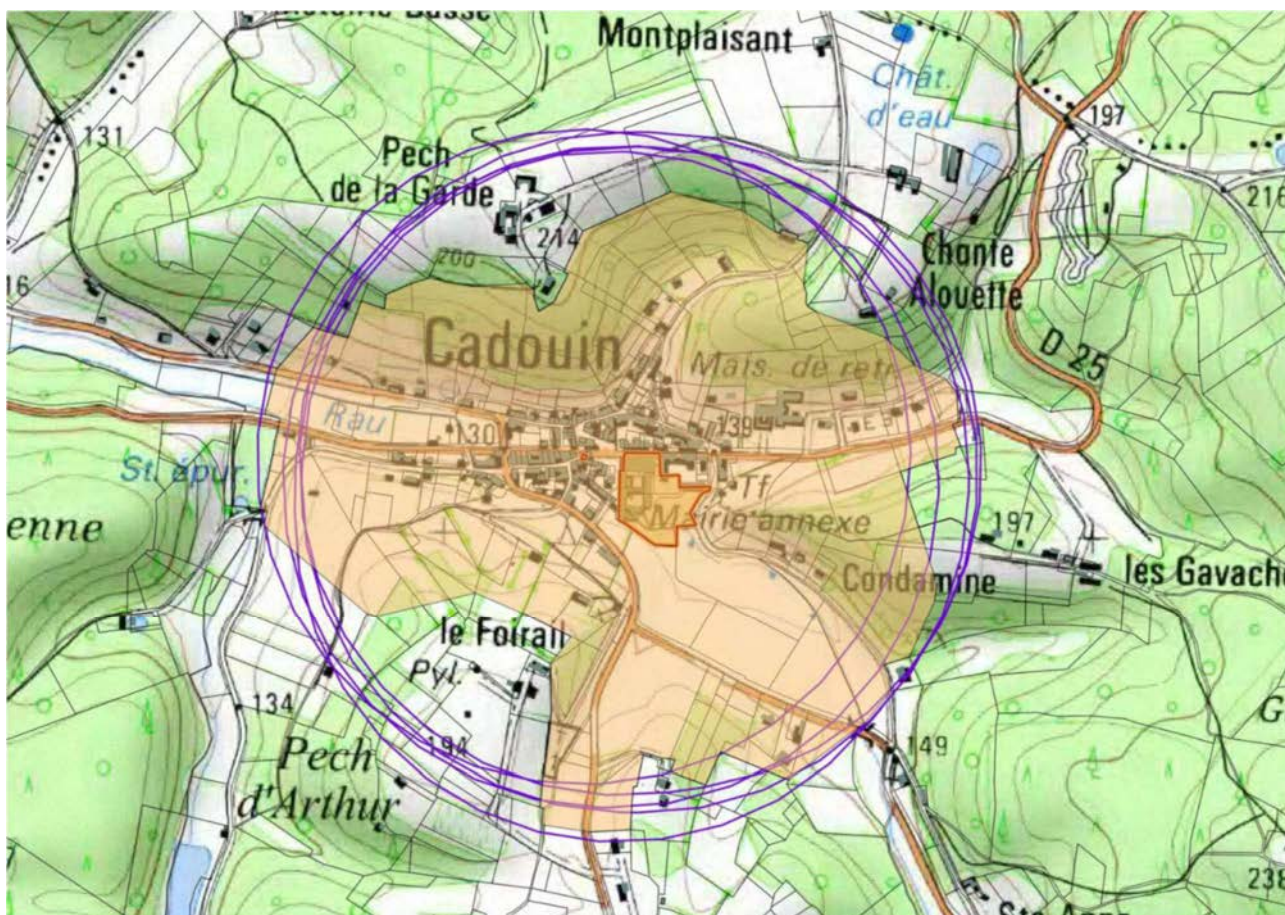
Après avoir été exposé trop intensément à la lumière, le « suaire » est restauré en 1989-1990. Il est finalement déposé et mis en sécurité à l'évêché depuis 2005. L'étoffe est roulée sur un tubulaire et rangée horizontalement dans une atmosphère à température et taux d'humidité stables. En 2006, en partenariat avec le Laboratoire de Recherche des Monuments Historiques, un fac-similé est réalisé par l'Ecole nationale supérieure d'ingénieurs Sud-Alsace (ENSISA) afin d'offrir une alternative aux visiteurs de l'abbaye. Propriété de la commune du Buisson-de-Cadouin, cette reproduction est présentée dans la salle des mariages de la mairie de Cadouin.

La châsse du suaire en bronze doré, laiton et émaux de 1866, deux lanternes de procession en cuivre du XIX<sup>e</sup> siècle, une crosse pastorale en cuivre et émail du XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'un reliquaire en argent doré, émaux et pierres semi-précieuses complètent l'exposition autour du suaire dans l'ancienne salle des mariages.

### B.3 – Zone tampon et protections réglementaires

Le bourg de Cadouin et son ancienne abbaye qui en occupe le centre, sont installés en creux de vallon. Les collines environnantes sont très boisées. De ce fait, l'abbaye n'est visible que des rues du bourg jusqu'aux limites de celui-ci : la RD 25 à l'est, les RD 27 et 28 à l'ouest, la RD 2 au nord (route de Montplaisant) et au sud, ainsi que, surtout, de la RD 54 (route de Sainte-Anne). Elle est perceptible également depuis les collines immédiatement proches, comme celle du Foirail, et depuis la lisière de leurs boisements.

La délimitation proposée pour la zone tampon autour de l'ancienne abbaye s'inscrit actuellement dans la zone des 500 m. de protection des Monuments Historiques.



Date délibération ZT : 27 octobre 2023 par la commune du Buisson-de-Cadouin

### B.4 – Aménagement des abords

Le bourg de Cadouin bénéficie d'une labellisation « ville et village fleuris » : première fleur en 2018, seconde fleur en 2022.

Etat général de la voirie : Très bon état

Etat général de l'éclairage : en cours de modernisation avec passage progressif en éclairage LED + mise en place de l'extinction des éclairages nocturnes

Etat général de l'aménagement des espaces publics et du mobilier urbain : l'ensemble est en très bon état

### **TRAVAUX RÉALISÉS DES ABORDS**

2000-2010 : la Communauté de Communes de Cadouin (aujourd'hui Communauté de Communes des Bastides Dordogne-Périgord) a entrepris la restauration du parvis de l'église abbatiale, de la place de la halle, de la traverse (rue de la République), ainsi que la création de deux parkings à la sortie du bourg.

- Maîtrise d'ouvrage : Mairie du Buisson de Cadouin
- Maître d'œuvre : DDE (aujourd'hui DDT)
- Coût financier : 1 million d'euros

### **TRAVAUX À RÉALISER DES ABORDS**

Aucun travaux à prévoir à ce jour

## II – FAIRE CONNAITRE ET PARTAGER

### A - COMMUNICATION

#### A. 1. Supports et outils de communication

Le site institutionnel du Conseil départemental [Cloître de Cadouin - Le Département de la Dordogne](#) propose un onglet « tourisme » qui renvoie au site internet de l'Office de Tourisme du Pays de Bergerac, vignoble et bastides ; ce dernier s'attache à valoriser le bien et son inscription sur la liste du patrimoine mondial, en y intégrant l'abbaye de Saint-Avit-Sénieur. Le logo de marque « Chemins de Compostelle » y figure. Le site internet de la Sémitour, gestionnaire du cloître par délégation de service public, fait mention de l'abbaye comme « inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO en tant que chemins de Saint-Jacques de Compostelle ». En revanche, les logos de l'UNESCO et de l'Agence française des Chemins de Compostelle n'y figurent pas encore. Dépliants et brochures touristiques sont à disposition du public à l'accueil de la Sémitour. Ces documents présentent le logo de l'UNESCO « Patrimoine mondial », qui apparaît également sur le panneau de la Sémitour communiquant les tarifs d'entrée au cloître.

### B - MÉDIATION ET ACCUEIL DU PUBLIC

#### B.1- Gestion du public et outils de médiation

Une délégation de service public existe pour la gestion et l'exploitation du site abbatial dans sa politique patrimoniale, culturelle et touristique. Le Conseil départemental scinde la gestion du site en deux lots : le cloître et l'auberge de jeunesse.

Les usages des différents bâtiments :

- Offre d'hébergement dans les bâtiments monastiques : gestionnaire Fédération Unie des Auberges de Jeunesse.

L'auberge de jeunesse gère les équipements - hébergement et restauration - aménagés dans les bâtiments des convers. Elle accueille des groupes et des individuels. Une partie des groupes notamment scolaires sont générés par l'association « Au Fil du temps ».

- Offre touristique et patrimoniale : visite du cloître – délégation de service public auprès de la Sémitour-Périgord (société d'économie mixte). La Sémitour gère le cloître et assure les prestations patrimoniales. L'accueil se situe au rez-de-chaussée du bâtiment ouest, à côté des pièces affectées à la mairie. Une partie de sa clientèle provient des activités de l'association « Au fil du temps » et de l'auberge de jeunesse. La Sémitour propose des visites guidées ou des visites à l'aide d'un audio-guide sur l'histoire et l'iconographie du cloître, produit par le Conseil départemental de la Dordogne à destination du public visitant le cloître.

La commune, propriétaire de l'église, occupe une partie des bâtiments à usage de mairie (bâtiment ouest), de lieu de stockage et de presbytère assumant les charges liées aux espaces mis à disposition.

L'ancienne église abbatiale est encore affectée au culte.

La commune met temporairement à disposition la salle des mariages utilisée ouverte au public pour l'accueil d'une exposition consacrée à l'histoire du lieu. Les objets mobiliers exposés lui appartiennent en propre à l'exception de la copie du suaire qui appartient à l'évêché.

Elle est propriétaire des équipements publics du bourg et prend en charge l'animation du village.

Les prescriptions UNESCO applicables sur le site de Cadouin donnent lieu à des dispositions urbaines qui relèvent de sa compétence.

L'association « Au Fil du Temps » est une structure de médiation du patrimoine et de l'environnement créée en 1997 à Cadouin. Son objectif est de favoriser l'accessibilité aux savoirs historiques et scientifiques. Une équipe pluridisciplinaire intervient dans la découverte du patrimoine historique et naturel : valorisation et animation de sites patrimoniaux, éducation à l'environnement, visites accompagnées originales, des journées rallye inventives en Dordogne, des séjours à thèmes pour les scolaires notamment à l'abbaye de Cadouin, création d'ateliers, d'outils pédagogiques.

## B.2- Sensibilisation et implication des habitants

L'abbaye de Cadouin étant à l'écart des chemins de Compostelle, tels que définis lors de l'inscription, des actions de sensibilisation au patrimoine mondial et à la vulgarisation de la valeur universelle exceptionnelle seraient à envisager.

## B.3 - Actions de médiation

L'ancienne salle des mariages (aile occidentale des bâtiments abbatiaux) accueille une exposition produite par le Conseil départemental de la Dordogne autour de la restauration du cloître. « Cadouin sauvé des eaux - les enjeux de l'assainissement et de la restauration générale des maçonneries du cloître » est une exposition pédagogique destinée à présenter les enjeux de ces travaux. Onze panneaux illustrés amovibles ont pour objectifs :

- de faire connaître l'histoire du cloître et de ses restaurations successives depuis l'achat par le Département (1839) et le classement Monument Historique (1840). L'exposé historique sur le décor sculpté du cloître s'enrichit d'une attribution récente à un atelier de sculpteurs ayant travaillé à Cadouin, Cahors et Carennac (Lot) à la fin du XV<sup>ème</sup> et au début du XVI<sup>ème</sup> siècle.
- d'appréhender la totalité de l'édifice par une description exhaustive, galerie par galerie : un panneau est consacré à chaque galerie.
- de comprendre la fonction du cloître dans le monastère et sa structure architecturale.
- de décrypter les objectifs moralisants du programme iconographique, ses particularités stylistiques et l'originalité de ses sources littéraires profanes pour une meilleure compréhension de l'imagerie médiévale.
- de saisir les raisons de la longueur du chantier et de la fermeture partielle de l'édifice à partir du constat de l'état actuel du monument et des propositions de traitement.
- de percevoir à travers tous ces points développés les enjeux de ces travaux pour la conservation de ce monument, joyau de l'art flamboyant, ainsi que la méthodologie et la déontologie appliquées par les acteurs de ces restaurations.



Depuis 2011, une exposition permanente également située dans l'ancienne salle des mariages est consacrée au suaire de Cadouin. Un fac-similé réalisé en 2006 offre une alternative aux visiteurs de l'abbaye, privés du suaire « original » depuis sa mise en sécurité. Le coffre dit « du saint suaire » en chêne, cuir et fer assemblés, daté de la seconde moitié du XVe siècle est accompagné de son cabestan du XIXe siècle. Enfin, la châsse du suaire en bronze doré, laiton et émaux de 1866, deux lanternes de procession en cuivre du XIXe siècle, une crosse pastorale en cuivre et émail du XIXe siècle, ainsi qu'un reliquaire en argent doré, émaux et pierres semi-précieuses complètent l'exposition autour du suaire dans l'ancienne salle des mariages.

L'auberge de jeunesse de Cadouin se positionne au cœur d'une zone géographique riche en patrimoine historique, culturel, naturel et gastronomique. Le développement de l'auberge passe par la valorisation patrimoniale du territoire. Il s'agit d'intégrer plus encore l'auberge HI Cadouin dans un réseau national et international. Cet objectif repose sur le grand nombre de sites du territoire Dordogne-Périgord inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, et sur le passage du Chemin de Saint-Jacques de Compostelle par l'abbaye de Cadouin. La Fédération Unie des Auberges de Jeunesse (FUAJ) inscrit ainsi pleinement l'auberge de jeunesse HI Cadouin dans le réseau des auberges de jeunesse HI situées sur des territoires comportant des sites classés Patrimoine mondial de l'UNESCO en France et dans le monde. La valorisation de cette caractéristique aboutit à la création de séjours d'itinérance « Patrimoine mondial de l'UNESCO ». La FUAJ est par ailleurs partenaire de l'Association des Amis de Saint-Jacques de Compostelle et de FFACC – Fédération Française des Associations des chemins de Saint-Jacques de Compostelle. L'auberge de jeunesse HI Cadouin est valorisée auprès de ces acteurs, sur le modèle notamment de l'auberge de jeunesse HI Cahors. Une offre d'itinérance « Chemin de Saint Jacques » est également créée.

## Évènements :

Site internet de l'abbaye de Cadouin <https://abbaye-de-cadouin.com>

Site internet des amis de l'abbaye de Cadouin qui propose de nombreuses animations : [www.amisdecadouin.com](http://www.amisdecadouin.com)

Fondée en 1988, l'association des amis de l'abbaye de Cadouin a pour but la sauvegarde et la valorisation de l'abbaye et du village de Cadouin. Elle est ouverte à toutes les personnes qui s'intéressent au passé et à l'histoire de Cadouin mais aussi à son avenir respectueux de son patrimoine et de sa tradition.

En plus de son colloque annuel et de ses publications, de son travail de sauvegarde des archives, l'association participe aux nombreuses manifestations du village.

Chaque année, l'avant-dernier samedi du mois d'août, l'association organise un colloque qui réunit des conférenciers autour de l'histoire cadunienne et de son abbaye en particulier.

Les Actes de chaque colloque sont publiés et permettent de conserver la trace de ses nombreuses recherches enrichissantes pour la connaissance de l'histoire cadunienne.

En 2011, le thème de la journée a été : « Cadouin et l'hérésie cathare ». En 2012, le colloque avait pour thème « les Templiers en Périgord ». En 2013, le colloque a présenté une nouvelle étude sur Géraud de Salles et s'est poursuivi sur le thème des pèlerinages et les trafics de reliques.

En 2014, « Esprit es-tu là ? quelques histoires d'apparitions troublantes ». En 2015, le 22<sup>e</sup> colloque des Amis de Cadouin « 900<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Cadouin, 900<sup>e</sup> anniversaire de Cîteaux » était l'occasion de proposer différentes manifestations combinant musiques, théâtre, contes et illuminations dans tout le village.

## C - COOPÉRATION ET RÉSEAU

### C.1 – Réseaux

Travaux de recherche en cours avec l'Université de Bordeaux-III dans le cadre de *Monasticon Aquitaniae*. Ce programme de recherche a pour but de renouveler les connaissances concernant le patrimoine monastique de l'Aquitaine médiévale au sein duquel l'abbaye de Cadouin fait figure de site à fort potentiel. Ce vaste programme de recherche initié par le laboratoire d'accueil IRAMAT-CRP2A de l'Université de Bordeaux-III est par ailleurs soutenu par la Région Nouvelle Aquitaine. Le responsable scientifique en est Christian Gensbeitel, maître de conférences, spécialisé en architecture romane. Il est également membre du comité scientifique des « chemins de St Jacques de Compostelle » (convention avec le Département 2019-2020 / 2020-2021- prolongation du partenariat possible).

L'abbaye Notre-Dame de la Nativité de Cadouin est un site important de par son état de conservation comme le montre les études qui y ont déjà été menées (Gardelles 1982 ; Séraphin et Joy 1997 ; Delluc et coll., 1990). L'analyse de ce monastère, quasi intégralement daté du Moyen Âge central (excepté le cloître), offre l'opportunité d'étudier et comparer les méthodes de construction et matériaux utilisés, à la fois pour l'église et pour les communs.

L'abbaye de Cadouin constitue un élément important du corpus d'une thèse de doctorat, en préparation, intitulée « Les chantiers de construction des monastères aquitains : de l'approvisionnement à la mise en œuvre des matériaux de construction (XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles) ».

En 2020, malgré un contexte sanitaire défavorable, l'opération s'est déroulée en deux temps et sur trois points particuliers :

- Un premier examen des enduits et peintures murales de l'abbaye en collaboration avec Emmie Beauvoit.
- Un relevé et une étude des élévations du bâtiment en collaboration avec Hubert Pradier.
- Une prospection électrique menée par Vivien Mathé.

En 2021, plusieurs sondages ont été réalisés à l'intérieur du bâtiment. Hubert Pradier, topographe du service départemental de l'archéologie, a relevé les sondages et les vestiges en fin de campagne. Ces quelques sondages, de dimensions réduites apportent de nombreuses informations sur l'état du site et son histoire. Les grands arcs observés dans le bâti semblent correspondre à un passage ou à un canal. De l'autre côté, le rez-de-chaussée est une pièce utilitaire, au centre du volume a été mis en place un support pour une poutre centrale supportant la charpente. Les différentes phases de construction et de reconstruction observées dans le bâti sont présentes par le biais soit de couche de démolition, soit de remblais, soit de niveau de circulation. Cette stratigraphie est très bien conservée et de nombreux vestiges y ont été découverts. Une attention particulière devra être portée sur l'étude de ce mobilier en 2023, voire d'éventuelles restaurations.

### C.2 – Jumelages

La commune du Buisson-de-Cadouin est jumelée avec Sainte-Marcelline-de-Kildare au Québec.

### C.3 - Actions de coopération

Cadouin ne figure pas sur les chemins jacquaires retenus. En partenariat avec l'Agence française des chemins de Compostelle, les quatre départements de Gironde, Lot-et-Garonne, Dordogne et Lot s'associent pour aménager une voie « pèlerine » autour de saint Amadour entre Soulac (33) et Rocamadour (46). Cette voie

relie différentes composantes du bien éloignées des tracés dominants mais qui permettra d'évoquer la tradition d'Amadour et sainte Véronique.

## D - DÉVELOPPER LE TERRITOIRE AVEC UNE POLITIQUE TOURISTIQUE DE QUALITE

### D.1 – Lieux d'information touristique

L'Office de Tourisme des Bastides Dordogne-Périgord a installé un bureau d'information touristique sur la place de l'abbaye face à l'église. Le site internet du tourisme en Pays de Bergerac – Vignobles et Bastides précise que l'on peut découvrir Cadouin et ses environs à l'aide de panneaux informatifs donnant des explications sur l'histoire du village. On peut ainsi s'imprégner « de ce lieu plébiscité par les pèlerins passant sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle » et admirer « l'abbaye et son cloître classés au patrimoine mondial de l'UNESCO ». Pour profiter de ces chemins, un plan-guide est disponible au Bureau d'Information Touristique.

### D.2 - État des lieux des services et des aménagements

- Offre d'hébergement dans les bâtiments monastiques : gestionnaire Fédération Unie des Auberges de Jeunesse.

L'auberge gère les équipements - hébergement et restauration - aménagés dans les bâtiments des convers et verse une redevance au Département. Elle accueille des groupes et des individuels. Une partie des groupes notamment scolaires sont générés par l'association « Au Fil du temps ».

- Offre touristique et patrimoniale : visite du cloître – délégation de service public avec la Sémitour-Périgord (société d'économie mixte).

La Sémitour gère le cloître et assure les prestations patrimoniales de base tout en versant une redevance au Département. Une partie de sa clientèle provient des activités de l'association « Au fil du temps » et de l'auberge de jeunesse.

- La commune, propriétaire de l'église, occupe une partie des bâtiments à usage de mairie, de lieu de stockage et de presbytère assumant les charges liées aux espaces mis à disposition.

Elle met temporairement à disposition la salle des mariages utilisée dans le circuit de visite pour l'accueil d'une exposition consacrée à l'histoire du lieu. Les objets mobiliers exposés lui appartiennent en propre à l'exception de la copie du suaire qui appartient à l'évêché.

Elle est propriétaire des équipements publics du bourg et prend en charge l'animation du village.

Les prescriptions UNESCO applicables sur le site de Cadouin donnent lieu à des dispositions urbaines qui relèvent de sa compétence.

- L'association « Au fil du temps » assure l'animation culturelle du territoire (Cadouin/Saint-Avit-Sénieur). Elle dispose de l'agrément de divers ministères. Ses activités reposent en partie sur l'accès au cloître visitable, sur l'offre d'hébergement

- restauration proposée par l'auberge de jeunesse - et sur l'utilisation d'une partie des terrains aux abords du monument propriété du Département.

### D.3 - Dispositif d'observation :

#### VISITEURS ANNUELS

Date	Source	Total visiteurs reçus	Lieux de collecte	Nombre de français	Nombre d'étrangers	Nombre de marcheurs	Nombre de touristes
2019-09-30	rapport d'activités annuel Sémitour	29484					
2021-12-31	rapport d'activités annuel Sémitour	28000					

### III. PROGRAMME D' ACTIONS ET MODALITES DE SUIVI ET D'ÉVALUA- TION

## PROGRAMME D' ACTIONS

Axe	Actions	Chef de file	Échéances	Observation
Connaissance	Renforcer la connaissance du site et notamment celle du bâtiment est : opération archéologique	CD24	2023	Devant la quantité et la qualité du matériel archéologique recueilli lors des sondages réalisés en 2021 dans le bâtiment est de l'abbaye, les années 2022 et 2023 seront l'occasion de réaliser des études auprès de spécialistes de la faune, des céramiques, du verre, du mobilier métallique et des monnaies. Il convient de poursuivre et achever la fouille de l'intérieur.
Communication et médiation	Accueillir un centre de formation autour de la restauration bio et locale, collectif "les pieds dans le plat"	CD24	2023-2026	
Coopération - réseau	Achever l'aménagement d'une voie pèlerine Soulac-Rocamadour	CD24	2023	Le projet de chemin entre Soulac et Rocamadour s'inscrit dans la tradition des chemins de pèlerinage, pour lesquels l'aspect patrimonial "immatériel" (légendes, histoires...) a une importance particulière. L'itinéraire coupe trois voies jacquaires (Littoral/Tours/Vézelay) - 6 sites inscrits sur la liste du Patrimoine Mondial de l'Humanité au titre du Bien en série chemin de Saint Jacques, dont l'abbaye de Cadouin et la toute proche église abbatiale de Saint-Avit-Sénieur -. Il va prolonger à l'ouest un chemin déjà existant créé par l'Association des Amis de Saint Jacques Périgord-Limousin et le service tourisme du Conseil départemental de la Dordogne entre Bergerac et Rocamadour. Il empruntera des sentiers parfois déjà repérés et parfois déjà balisés comme chemin de St Jacques, comme chemin des bastides abbayes...
Coopération - réseau	Renforcer le binôme Cadouin-Saint-Avit-Sénieur	CD24 et communes	2023	La proximité géographique des deux composantes est propice à la valorisation d'un itinéraire les reliant.
Communication et médiation	Présenter l'abbaye comme composante du	CD24 et commune	2026	Le territoire local ne présente pas de signalétique forte indiquant la présence de sites inscrits au patrimoine mondial de l'humanité.

	bien en série "Chemins de St-Jacques"			
Informations et services	Améliorer l'accueil des randonneurs et pèlerins	CD24	2024	Il s'agit de faciliter l'hébergement à la nuitée et à l'unité.

## MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

### IV. IDENTIFICATION DES ACTEURS ET GOUVERNANCE LOCALE

<b>Référent départemental :</b>	Gaëlle GAUTIER, Directrice de l'archéologie et du patrimoine, CD24
<b>Propriétaires :</b>	Le Département de la Dordogne est propriétaire des bâtiments conventuels, du cloître et des terrains alentours. Il assure la fonction de maître d'ouvrage pour les travaux sur ses biens mais en confie la gestion à différents partenaires. L'église abbatiale est la propriété de la commune du Buisson-de-Cadouin.
<b>Gestionnaires :</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- La Sémitour gère le cloître et assure les prestations patrimoniales de base tout en versant une redevance au Département. Une partie de sa clientèle provient des activités de l'association « Au fil du temps » et de l'auberge de jeunesse.</li><li>- L'auberge de jeunesse gère les équipements - hébergement et restauration - aménagés dans les bâtiments des convers et verse une redevance au Département. Elle accueille des groupes et des individuels. Une partie des groupes notamment scolaires sont générés par l'association « Au Fil du temps ».</li><li>- La commune, propriétaire de l'église, occupe une partie des bâtiments à usage de mairie, de lieu de stockage et de presbytère assumant les charges liées aux espaces mis à disposition. Elle met temporairement à disposition la salle des mariages utilisée dans le parcours de visite pour l'accueil d'une exposition consacrée à l'histoire du lieu. Les objets mobiliers exposés lui appartiennent en propre à l'exception de la copie du suaire qui appartient à l'évêché. Elle est propriétaire des équipements publics du bourg et prend en charge l'animation du village.</li></ul>



	<p>Les prescriptions UNESCO applicables sur le site de Cadouin donnent lieu à des dispositions urbaines qui relèvent de sa compétence.</p> <p>- L'association « Au fil du temps » assure l'animation culturelle du territoire (Cadouin/Saint-Avit-Sénieur). Elle dispose de l'agrément de divers ministères. Ses activités reposent en partie sur l'accès au cloître visitable, sur l'offre d'hébergement - restauration proposée par l'auberge de jeunesse - et sur l'utilisation d'une partie des terrains aux abords du monument propriété du Département.</p> <p>- Le centre équestre loue à titre gratuit 6 hectares de terrain propriété du Département moyennant leur entretien.</p>
<b>Élus référents :</b>	Régine Anglard, vice-présidente Culture, Langue et culture occitanes, CD24
<b>Techniciens référents :</b>	Line BECKER, Service du patrimoine, CD24 Philippe DEBET, Service tourisme, CD24
<b>UDAP :</b>	Xavier Arnold, ABF
<b>Référent DRAC :</b>	Florie Alard, CRMH
<b>Référent DREAL :</b>	
<b>EPCI :</b>	Communauté de communes des Bastides Dordogne-Périgord

Commission départementale : Oui

## CONTACT

<b>Nom du contact :</b>	Gaëlle GAUTIER
<b>Adresse :</b>	Hôtel du Département 2, rue Paul-Louis Courier CS 11200 24019 Périgueux Cedex
<b>Courriel :</b>	g.gautier@dordogne.fr
<b>Téléphone :</b>	05 53 02 01 73 - 06 08 90 04 03
<b>Site(s) internet :</b>	Dordogne.fr

## BIBLIOGRAPHIE ET ARCHIVES

### Travaux scientifiques :

T. Bohl, Le décor du cloître de l'abbaye de Cadouin, Mémoire d'études (1ère année de deuxième cycle), mai 2010

### Ouvrages grand public :

« Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », L'ancienne abbaye-Le Buisson-de-Cadouin, pp. 92-93, éditions Gelbart / ACIR Compostelle, Toulouse, 2018

### Autres :

ARCHIVES:

BnF : Fonds Périgord cité par J. Maubourguet 1926 ; J. Gardelles 1982

Archives départementales : série B, H, O, V

Archives des Monuments Historiques

1976 et 1984 bâtiments sud du cloître classement : Bons enfants ; 3818 W 62 (dépôt Archives Gironde) : commission de classement MH

1897-1903 : rapports IGMH inondations et travaux ACMH Rapine Croisilles/Charenton 81 24 12 101

1973-1975 travaux ACMH Mastorakis cloître est et salle capitulaire 3818 W 62 (dépôt Archives Gironde)

1995-1997 : travaux ACMH Oudin Conseil départemental

### BIBLIOGRAPHIE :

- 1950 ; 2003 (facsimilé) Jean Sigala, « Cadouin en Périgord », *Monographies des villes et villages de France* », première édition 1950, facsimilé Paris, le livre d'histoire, 2003.
- 1967 *Dictionnaire des églises de France, Sud-Ouest* tome III, collectif, éditions Robert Laffont, 1967.
- 1990 Brigitte et Gilles Delluc *Cadouin, une aventure cistercienne en Périgord*, Le Bugue, PLB éditeur, 1990.
- 2000 Brigitte et Gilles Delluc, *Un vizir et un calife sur le suaire de Cadouin et sur le voile de sainte Anne d'Apt (Vaucluse)*, extrait des actes du colloque 2000 des Amis de Cadouin.
- 2008 Dominique Audrerie, *Cadouin et le patrimoine*, extrait des actes du colloque 2008 des Amis de Cadouin.
- 2009 Brigitte et Gilles Delluc, *Les miracles de Cadouin*, extrait des actes du colloque 2009 des Amis de Cadouin.
- 2010 Patrice Bourgeix, *Cadouin, une abbaye sur le chemin de Saint-Jacques ?*, extrait des actes du colloque 2010 des Amis de Cadouin.
- 2010 Brigitte et Gilles Delluc, *Les coquilles sculptées de Cadouin*, extrait des actes du colloque 2010 des Amis de Cadouin.
- 2015 *Manuscrits de Cadouin*, collectif, actes du colloque de Périgueux (20 et 21 juin 2013), Revue des archives départementales de la Dordogne, novembre 2015, n° 25
- 2015 *Les manuscrits de l'abbaye de Cadouin*, collectif, catalogue de l'exposition, sous la direction de Thomas Falmagne et Alison Stones, Périgueux, archives départementales de la Dordogne

## ANNEXES : FICHES ACTIONS

### Fiche Action 1 (Axe coopération-réseau)

Intitulé : **Création du « chemin d'Amadour »**

Chef de projet / interlocuteur / maître d'ouvrage : Service tourisme CD24

Contexte : Extension du chemin « Bergerac-Rocamadour » vers Soulac-sur-Mer, création d'un grand itinéraire touristique et pèlerin

Objectif : Créer le premier itinéraire pédestre emblématique dans le Sud-Ouest de la France

Descriptif : En 2008, un projet de variante jacquaire avait été initié, reliant Rocamadour aux abbayes de Cadouin et de Saint-Avit-Sénieur en lien avec l'association des Amis de Saint-Jacques Périgord-Limousin. Face à la forte demande pour prendre cet itinéraire pour se rendre à Rocamadour, il a été décidé de le rebaliser dans ce sens, et le chemin est devenu l'itinéraire « Bergerac Rocamadour ».

Désormais itinéraire vers Rocamadour, ce chemin relie donc les abbayes de Saint-Avit-Sénieur, Cadouin et Rocamadour. Une extension est en cours qui permettrait de partir depuis Soulac-sur-Mer, pour suivre les pas de Zachée, compagnon du Christ dont la légende raconte qu'il aurait fui les persécutions chrétiennes de Palestine avec sa femme Véronique et aurait accosté à Soulac. Véronique morte (ses reliques sont conservées dans l'église Notre-Dame-de-la-fin-des-Terres), Zachée aurait décidé d'évangéliser l'arrière-pays. Il remonte la vallée de la Dordogne et finit sa vie en ermite dans les falaises du Quercy. Quand son corps est retrouvé au Moyen Âge, on l'appelle, Roc Amadour, « l'amoureux du rocher » ou Saint Amadour.

Cet itinéraire pédestre de 500 km permet de se plonger dans des paysages variés, de voir et visiter du patrimoine de qualité, dont 6 sites inscrits à l'UNESCO au titre du Bien en série (3 n'étant sur aucun chemin jacquaire : l'Abbaye et l'église de la Sauve-Majeure, l'abbaye de Saint-Avit-Sénieur et celle de Cadouin. Il croise également 4 grandes voies jacquaires (voie du littoral, voie de Tours, voie de Vézelay et voie du Puy). Il permet également de se plonger dans les histoires et les légendes qui jalonnent le parcours.

Partenaires : CD et ADT 33 – CDT 24 – CD et CDT 47 – CD et ADT 46 – FFRando – Agence Compostelle- Associations jacquaires de Gironde et Dordogne. COPIL ouvert aux associations et partenaires locaux.

Calendrier de réalisation : Balisage été 2022 – Création site web et flyers été automne 2022 – Réalisation guide 2022/2023 - Présentation grand public en mars 2023

Postes de dépenses : 8000€ balisage (CD 33 et CD 24) – 20 000€ communication/ marketing (5000 € par département).

Indicateurs d'évaluation : nombre de guides vendus – remplissage hébergements – visites abbayes

## **Fiche action 2 (Axe coopération-réseau)**

**Intitulé** : **Créer une boucle pour relier les abbayes de Cadouin et Saint-Avit-Sénieur à la gare du Buisson-Cadouin**

Chef de projet / interlocuteur / maître d'ouvrage : Service tourisme CD24

Contexte : Les itinérants ont besoin de pouvoir rejoindre les gares à proximité du chemin pour moduler selon le temps dont ils disposent. Cette jonction peut également permettre une découverte des deux abbayes sur un week-end en venant en train.

Objectif : Permettre une découverte des abbayes de Cadouin et Saint-Avit-Sénieur à pied depuis la gare du Buisson-de-Cadouin

Descriptif : Sur la base du PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et Randonnée), il s'agit de créer une grande boucle qui relie les abbayes de Cadouin et de Saint-Avit-Sénieur. Ce parcours qui passera également par la bastide de Molières sera relié à la gare du Buisson-de-Cadouin pour permettre une découverte sans voiture. Le contenu patrimonial pourra être valorisé à travers l'application de découverte éco-touristique départementale « Dorie ».

Partenaires : Mairies du Buisson-Cadouin et de Saint-Avit-Sénieur, association des Amis de Cadouin, Office de Tourisme Pays des Bastides

Calendrier prévisionnel de réalisation : 2023

## **Fiche action 3 (Axe comm.-médiation)**

**Intitulé** : **Valoriser le patrimoine immatériel le long des chemins de pèlerinage**

Contexte : Les chemins de pèlerinage sont souvent jalonnés d'histoires et de légendes qui sont parfois ignorées. Il s'agit donc de les répertorier pour les valoriser à travers le chemin d'Amadour.

Descriptif : L'Agence Culturelle Départementale Dordogne Périgord a contribué à recenser le patrimoine immatériel du Périgord en interrogeant les personnes dépositaires de cette mémoire. Les entretiens ont été fait en langue d'oc. À cette collecte s'ajoute la connaissance des particuliers le long de l'itinéraire. L'Agence culturelle a entamé le travail pour répertorier les histoires et légendes qui étaient racontées le long du chemin et autour des sites de St-Avit-Sénieur et Cadouin. Ces histoires serviront de liant entre les valorisations du patrimoine matériel et donneront une épaisseur culturelle à cet itinéraire.

Partenaires : Agence Culturelle Départementale Dordogne Périgord et divers partenaires sur les trois autres départements le long du chemin d'Amadour

#### **Fiche action 4 (Axe communication-médiation)**

**Intitulé : Faire vivre l'hospitalité : accueillir une auberge de jeunesse promouvant le manger bio, local et fait-maison dans l'abbaye de Cadouin**

Chef de projet / interlocuteur / maître d'ouvrage : Direction du patrimoine bâti, CD24

Contexte : Le Conseil départemental de la Dordogne a souhaité perpétuer la fonction originelle de l'abbaye et la tradition d'hospitalité de la règle de saint Benoît. Pour cela, il a mis en place une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des bâtiments méridionaux de l'abbaye en tant qu'auberge de jeunesse. L'auberge de jeunesse fournit actuellement environ 10 000 nuitées et repas et propose une programmation culturelle. Le délégataire actuel est la fédération internationale des auberges de jeunesse – Hostelling International – par ailleurs partenaire de l'Organisation des villes du patrimoine mondial de l'Unesco (OVPM) depuis 2005 pour la promotion des sites des villes du patrimoine mondial de l'Unesco.

Le Département de la Dordogne est par ailleurs fortement engagé depuis plusieurs années en faveur de l'introduction de produits bio et locaux en restauration collective.

Objectif : En 2024, le renouvellement de la délégation de service public valorisera toutes les actions menées en faveur de la transition alimentaire durable, tout en démocratisant l'accès au patrimoine grâce à une politique tarifaire incitative.

Descriptif : Le Département de la Dordogne réaménagera la cuisine de l'auberge de Cadouin afin qu'elle puisse y proposer une restauration collective bio et locale et une alimentation saine et durable pour tous. Le Département éduque au goût et à l'alimentation durable, en accompagnant les cuisiniers pour éviter les aliments ultra-transformés et pour lutter contre le gaspillage en réduisant les déchets.

Partenaires : délégataires

Calendrier prévisionnel de réalisation :

2022-2024 : études et travaux de la cuisine

Postes de dépenses : second œuvre, électricité, équipements de cuisine : 500000 €

Indicateurs d'évaluation : nombre de nuitées et de repas réalisés

## Fiche action 5 (Axe communication-médiation)

**Intitulé : Aménager un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine consacré à l'abbaye de Cadouin et au pèlerinage, et réhabiliter le bâtiment Est de l'abbaye**

Chef de projet / interlocuteur / maître d'ouvrage : Direction de l'Archéologie et du Patrimoine, Direction du patrimoine bâti, CD24

Contexte : Le parcours de visite proposé actuellement dans le cloître de Cadouin ne répond pas aux attentes du grand public et nécessite une rénovation profonde.

Objectif : Démocratiser le site du cloître de Cadouin au plus grand nombre, en accroître le rayonnement culturel et artistique dans le but de favoriser le développement touristique du territoire.

Descriptif : Avec la refonte du parcours de visite, un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine scénographié, ludique et interactif, accessible à tous, présentera la vie monastique médiévale, l'architecture et les pratiques artistiques développées par les moines cisterciens, avec un développement particulier sur le thème du pèlerinage et du culte des reliques à Cadouin, voire dans le monde. Le parcours de visite se développera au premier étage de l'aile Est : double chapelle (sacristie et armarium), logis du prieur, bâtiment est. Le bien en série y sera présenté.

Partenaires : DRAC CRMH (taux de subvention 40% du total HT Études et Travaux), DRAC SRA, Région Nouvelle-Aquitaine (taux de subvention 15% du total HT Travaux), Universités, Agence française des chemins de Compostelle

Calendrier prévisionnel de réalisation :

2024 : études de programmation

2025 : concours MOE et études de MOE

2026 : début des travaux

2027 : ouverture au public

Postes de dépenses : travaux MH (gros œuvre, structures, décors, menuiseries, couverture, électricité, second œuvre), accessibilité, muséographie, scénographie, signalétique, paysage, éclairage, multimédia, production audiovisuelle 1,5 million €

Indicateurs d'évaluation : nombre de visiteurs, qualité des commentaires sur le livre d'or

## **Fiche action 6 (Axe communiquer sur le bien)**

Intitulé : **Réalisation d'une brochure sur l'abbaye de Cadouin intégrant la collection des 78 composantes « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »**

Chef de projet / interlocuteur / maître d'ouvrage : Direction de l'Archéologie et du Patrimoine, Service départemental du patrimoine CD24

Contexte : Valorisation de la composante à travers une brochure de présentation dont la maquette est conçue par l'Agence française des chemins de Compostelle.

Objectif : Posséder un support de communication ; apporter un argumentaire justifiant la légitimité de la présence de la composante dans le bien en série ; restituer un discours historique de qualité ; vulgariser le patrimoine mondial auprès du grand public.

Descriptif : L'Agence française des chemins de Compostelle fournit une maquette préremplie de la brochure, réalisée en deux parties :

- Présentation de la composante
- Contextualisation de l'inscription à l'UNESCO au titre du bien en série.

Partenaires : Agence française des chemins de Compostelle

Calendrier prévisionnel de réalisation : 2024-2025.

Postes de dépenses : graphisme et impression 6000€

Indicateurs d'évaluation : Nombre de brochures tirées

## **Fiche action 7 (Axe culture - patrimoine)**

Intitulé : Etude diagnostic préalable à une restauration générale de l'église l'abbatiale de Cadouin

Chef de projet / interlocuteur / maître d'ouvrage : Service urbanisme et patrimoine, Nicolas DELMAS, Commune du Buisson

Contexte : La commune de Le Buisson-de-Cadouin est propriétaire de l'église abbatiale de Cadouin, classée Monument historique en 1898. Le monument, sur les chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France, classés au patrimoine mondial de l'UNESCO, fait actuellement l'objet, en même temps que les bâtiments abbatiaux appartenant au Conseil Départemental, d'une étude universitaire dans le cadre d'une convention entre la commune, le Conseil départemental et l'Université de Bordeaux-Montaigne, en 2017.



Elle est également dans le corpus des édifices du programme Monasticon Aquitaniae, financé par le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine et piloté par l'Université.

Objectif : la mission d'étude sera menée par un architecte en chef des monuments historiques (ACMH) ou un architecte de compétence équivalente selon l'article R.621\_28 du code du patrimoine.

L'étude devra comprendre :

- La présentation de l'opération : objet de l'étude, contexte,
- La présentation de l'édifice : plan de situation, description générale,
- Un rappel historique, historiographique, et la synthèse des études scientifiques et techniques réalisées et en cours,
- L'état sanitaire de l'édifice illustré (relevés, sondages, photographies...),
- La description des différents travaux à réaliser,
- L'établissement d'un programme de travaux et leur phasage,
- Le descriptif estimatif financier sommaire des travaux par tranche.

Descriptif :

#### PHASE 1 - ÉTAT DES LIEUX, RELEVÉS ET INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

##### RECHERCHE HISTORIQUE

Dans la limite des besoins de l'opération, François Airault reconstituera l'histoire de la construction et de la restauration du monument à partir des archives fournies par le maître d'ouvrage, notamment à partir des études archéologiques récente et plus ancienne, du dossier documentaire établi par la DRAC pour le classement du monument mais pas seulement (Archives départementales, archives de la DRAC, publications diverses, etc.). Il cherche aussi à déterminer les usages successifs susceptibles d'expliquer les modifications, altérations, extensions et destructions subies. Cette recherche fera l'objet d'une synthèse exposant l'analyse historique et architecturale en relation avec le projet.

##### RELEVÉ ET REPRÉSENTATION GRAPHIQUE DES OUVRAGES EXISTANTS

L'Atelier Dodeman est chargé au sein du groupement de réaliser un relevé photographique par drone de l'édifice en collaboration avec le cabinet de topographie Yséa, partenaire de l'atelier, permettant une appréhension et une compréhension globale du monument et de ses pathologies, notamment sur les parties invisibles depuis le sol. À la suite de la réalisation du relevé photographique, sera réalisée une modélisation photogrammétrique en trois dimensions, cette modélisation permettra d'obtenir une maquette virtuelle de l'édifice où seront reportées tous les matériaux, pathologies et désordres visuels. Cette modélisation servira de base de à la restitution des pièces graphiques telles que l'obtention d'orthophotographies et la réalisation de plans, coupes et élévations.

Il sera fourni une restitution d'après orthophotographies, des élévations intérieures et extérieures de l'église, ainsi que la vue en plan coupée à environ 1m00 au-dessus du sol - échelle 1/100e. Sur ces fonds seront reportés les éléments d'architectures : assises des pierres, chapiteaux, colonnes, socles, tuiles, détails partiels sculptures, etc.

## RELEVÉ DES DÉSDORDRES APPARENTS ET EXPERTISE TECHNIQUE

L'architecte et le bureau d'étude structure API-Structures constateront les désordres apparents affectant tout ou partie des ouvrages existants concernés par l'étude. Cette étape est primordiale pour anticiper les aléas pouvant entraîner des difficultés de conception et surcoûts dans la réalisation des opérations envisagées.

## DIAGNOSTIC DES DÉCORS PEINTS

L'étude des décors et propositions de conservation / restauration sera effectuée par Rosalie Godin, conservatrice et restauratrice en décors peints monumentaux.

## ETUDE HYDROGÉOLOGIQUE

Le cabinet TSA 24 de Belvès réalisera l'étude des flux d'eau souterrain. Ceci comprend une approche du contexte hydrogéologique local, le repérage de circulation des eaux de nappe, inspection des réseaux visitables, et synthèse.

## INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

À la suite de l'étude in situ, en cas de manquement quant à la connaissance approfondie des matériaux et/ou des pathologies affectants l'édifice, il pourra être proposé d'effectuer des investigations complémentaires, comme la dendrochronologie des charpentes du clocher, etc.

## RÈGLES ET CONTRAINTES APPLICABLES À L'OPÉRATION

Cette prestation a pour objet de vérifier la faisabilité réglementaire de l'opération envisagée, sachant que l'étude devra prévoir une mise aux normes de l'édifice.

## PRISE EN COMPTE DES USAGES ET USAGERS

La complexité du site est intimement liée aux usages. Le maître d'œuvre prend en compte les attentes des usagers locaux, notamment les citoyens de la commune du Buisson-de-Cadouin et l'affectataire, principalement en ce qui concerne les qualités et défauts des existants.

## SYNTHÈSE

À l'issue des analyses réglementaires, paysagères, architecturales et techniques, le maître d'œuvre établit un rapport permettant de renseigner le maître d'ouvrage sur :

- l'état général site et des constructions en précisant notamment au regard de ses caractéristiques structurelles, techniques et architecturales, les ouvrages pouvant être conservés en l'état, ceux nécessitant une remise à niveau et ceux nécessitant un remplacement.
- l'état particulier de ses éléments constitutifs et d'équipement, notamment s'ils sont susceptibles de modifications ;
- l'éventuelle nécessité de confier des études complémentaires ou des travaux d'investigation au maître d'œuvre, par avenant, ou à des spécialistes habilités.

Ce rapport permet d'appréhender aussi complètement que possible l'ensemble des contraintes à prendre en compte pour la conception et la réalisation du projet.

Une réunion d'étape présentera l'état existant du site et fournira le livrable de la phase 1 à la maîtrise d'ouvrage.

La réunion se tiendra à la mairie si les conditions sanitaires le permettent. Sinon elle se tiendra par visioconférence. Ce livrable est fourni en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique pour validation. Dès validation de la phase en cours, le livrable validé sera fourni en 2 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique. Il n'est pas nécessaire que les services de l'État soient présents à cette réunion mais le livrable peut leur être transmis pour information à la demande de la maîtrise d'ouvrage.

Cette réunion d'étape fera l'objet d'un compte-rendu par la maîtrise d'œuvre diffusé à la maîtrise d'ouvrage.

## PHASE 2 - FAISABILITÉ DE L'OPÉRATION

Cette phase a pour objet de vérifier la faisabilité de l'opération, à partir du préprogramme élaboré par le maître d'ouvrage dans le cadre de la présente consultation et du résultat de la phase 1.

### FAISABILITÉS TECHNIQUES

Des différentes synthèses découleront les préconisations spécifiques et particulières issues de l'étude réalisée par le groupement en PHASE 1

L'architecte établit ses prescriptions techniques pour la restauration de l'église abbatiale de Cadouin. Elles sont classées par ordre de priorité, afin de répondre en premier aux exigences de mise en sécurité du monument (stabilité, mise hors d'eau, etc.), et de sauvegarde des décors en péril. Cette étape permettra également de définir les éventuelles études techniques complémentaires à réaliser (sondages géotechniques, etc.).

### ESTIMATION FINANCIÈRE SOMMAIRE

Le maître d'œuvre établit et transmet au maître d'ouvrage une estimation financière sommaire des travaux et une estimation sommaire de la mission de maîtrise d'œuvre ultérieure. En cas de solutions à variante, un tableau récapitulatif général permettra à tous les intervenants de l'opération de comprendre l'économie du diagnostic.

### SYNTHÈSE

À partir des estimations financières qu'il a établies, le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage un livrable de la phase 2, présenté lors d'une réunion d'étape sur site ou à la mairie. À l'issue de cette réunion, la maîtrise d'ouvrage peut rendre un premier avis sur les solutions techniques afin d'éventuellement écarter certaines solutions en phase 3.

Le livrable 2 permet de conserver une trace écrite de l'évolution du projet. Il est fourni en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire numérique pour validation. Dès validation de la phase en cours, le livrable validé sera fourni en 2 exemplaires papier et 1 exemplaire numérique.

Les services de l'État doivent être associés à cette réunion d'étape afin qu'ils puissent prendre connaissance des solutions techniques envisagés et leur impact sur le monument. Cette étape est importante car elle permet d'anticiper la phase d'autorisation de travaux en maîtrise d'œuvre et d'avoir un dialogue concerté très tôt dans le projet.

Cette réunion d'étape fera l'objet d'un compte-rendu par la maîtrise d'œuvre diffusé au comité de pilotage.

### PHASE 3 - FINALISATION DU DOSSIER DE DIAGNOSTIC

Cette phase a pour objet de finaliser les solutions retenues par des plans et des dossiers techniques, ainsi qu'une évaluation financière détaillée. Elle durera 3 semaines.

La phase 3 de l'étude comprend la synthèse générale du dossier prenant en compte les avis des services de l'État sur la phase 2.

La phase 2 de l'étude comprend les éléments suivants :

- Les éléments de la phase 2 mis à jour,
- Une conclusion générale,
- Une estimation prévisionnelle,
- Une proposition de phasage.

### FORME DES LIVRABLES

Les documents de livrable devront tous comprendre :

- Une partie documentaire,
- Une partie état sanitaire,
- Une partie préconisation avec argumentation détaillée,
- Une synthèse d'une page servant de conclusion.

Les plans devront être accompagnés d'une échelle et d'une rosace géographique. Les détails de plans devront être accompagnés de plan de localisation. Les coupes devront être accompagnées de plan de localisation et d'échelle.

Chaque livrable fera l'objet d'une présentation par visioconférence ou sur site.

### Partenaires :

- Denis DODEMAN, architecte en chef des Monuments Historique en charge de la Dordogne, gérant de l'atelier Architecture Patrimoine & Paysage DODEMAN SARL, maître d'œuvre sélectionné
- Louis POTARD, architecte du patrimoine en charge du dossier
- Rosalie GODIN, Restauratrice en décors peints
- Florie ALARD, conservatrice des monuments historiques,
- Barbara SIBILLE, chef du service départemental du patrimoine du Conseil Départemental de la Dordogne

### Calendrier prévisionnel de réalisation :

1er/12/2022 : Début de la consultation

12/10/2023 : Choix du maître d'œuvre

Décembre 2023 – février 2024 :

Phase 1 - état des lieux, relevés et investigations complémentaires (6 semaines)

Phase 2 - faisabilité de l'opération (3 semaines)

Phase 3 - finalisation du dossier de diagnostic (3 semaines)

Postes de dépenses :

Opération prévue au budget : 22 000 €

Recettes prévues (subventions de la DRAC) : 4400 €

Prix proposé par le candidat retenu : 20 130,00 € TTC + 4 950,00 €TTC pour l'étude des décors peints.

Indicateurs d'évaluation :

Conformité des prestations effectuées au cahier des charges.

## CHARTRE DE GESTION DU BIEN CULTUREL EN SERIE CHEMINS DE SAINT-JACQUES DE COMPOSTELLE EN FRANCE

### Contexte

Le 2 décembre 1998, le comité du patrimoine mondial de l'UNESCO réuni à Kyoto a inscrit sur la Liste du patrimoine mondial le bien culturel en série intitulé « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France ». Cette inscription fait suite à celle du « Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle » en Espagne en 1993 et à celle de la « Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle » en 1985. Contrairement au bien espagnol qui comprend le chemin lui-même dans sa linéarité et l'ensemble des monuments qui le bordent, le bien français prend en compte une sélection de monuments, d'ensembles, qui évoquent le contexte du pèlerinage. Il en est de même des sections de sentier qui résument les itinéraires innombrables empruntés par les voyageurs.

Ce bien constitué de 78 composantes (64 édifices, 7 ensembles patrimoniaux et 7 sections de sentier) témoigne des aspects spirituels et matériels du pèlerinage.

Depuis le dernier rapport périodique de l'UNESCO en 2013 et la désignation d'un Préfet coordonnateur pour le bien, le préfet de la région Occitanie, l'Etat et l'Agence française des chemins de Compostelle s'efforcent de mettre en place progressivement les outils de protection et les systèmes de gestion et de gouvernance de ce bien en série qui couvre une grande partie du territoire métropolitain français (10 régions, 32 départements, 95 communes).

Afin de répondre à l'obligation de se doter d'un Plan de gestion pour tous les sites du Patrimoine mondial, inscrite dans le code du Patrimoine depuis la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, mais aussi de se saisir de cette opportunité d'élaborer conjointement une politique ambitieuse de valorisation du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », l'Agence française des Chemins de Compostelle, soutenue et accompagnée par l'Etat, a initié en mai 2021 une démarche d'élaboration de Plan de gestion Unesco à l'échelle nationale, tout en encourageant les gestionnaires de chacune de ses composantes à se doter de Plans de gestion locaux. Ce Plan de gestion fait l'objet d'un arrêté inter-préfectoral (2022).

### Ambition

Le bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » constitue une combinaison originale de valeurs patrimoniales, religieuses et spirituelles ainsi que d'enjeux de développement territorial. La place grandissante prise par l'itinérance – en réponse notamment à une attente sociétale forte (besoin de ralentir le rythme, de se reconnecter avec la nature et avec l'histoire, de se retrouver et retrouver du sens, ...) – a fait évoluer le nombre, la nature et les attentes des

pèlerins et visiteurs de tous horizons. L'intérêt pour le pèlerinage et le patrimoine qui le jalonne va toutefois bien au-delà d'un public de marcheurs, et rend nécessaire l'appropriation de ses richesses et valeurs par les habitants des territoires qui l'accueillent.

L'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial du bien en série 868, a permis d'identifier 78 composantes représentatives des aspects spirituels et matériels du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle. Le dossier de candidature initial, élaboré près de 10 ans avant l'entrée en vigueur des Plans de gestion au sein des dossiers Unesco, ne prévoit pas de mesures de ce type. La nature hétérogène des composantes du bien, son étendue géographique, l'importance du nombre d'acteurs et des échelons administratifs concernés... font en outre de la mise en place d'un plan de gestion à l'échelle de ce bien un véritable défi, sans équivalent connu à l'échelle nationale.

## Objet et enjeux

La Charte de gestion vise à définir la coopération entre les partenaires institutionnels impliqués dans la gestion du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. Elle prend le relais du protocole d'accord signé en 2015 entre l'Etat – préfecture de région Occitanie - et l'Agence française des chemins de Compostelle et reconduit en 2019.

Elle fixe les modalités de gouvernance, de mise en œuvre et de suivi du Plan de gestion Unesco du bien et précise les rôles et engagements des signataires de la présente charte.

Elle acte l'engagement des acteurs de la gestion, dans le cadre de leurs compétences et missions respectives, à œuvrer pour :

- la préservation du bien et sa transmission intacte aux générations futures ;
- le partage du bien, de ses patrimoines et des valeurs du Patrimoine mondial avec l'ensemble de l'humanité ;
- la pérennité de la démarche engagée, et son appropriation locale ;
- le maintien et le renforcement de la cohérence et de la cohésion au sein du réseau de composantes.

La démarche d'élaboration du Plan de gestion a permis de faire émerger quatre objectifs stratégiques, qui constituent les axes de la politique de préservation et de valorisation du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », et de développement durable des territoires dans lequel il s'inscrit :

- I. Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires
- II. Connaître, et diffuser la connaissance sur le bien
- III. Développer le bien, ses composantes, leurs territoires, et communiquer
- IV. Encourager la coopération

S'y ajoute un axe prioritaire, dont la mise en œuvre sous-tend la réussite de l'ensemble des axes stratégiques : celui de la « Gouvernance et animation du bien ».

## Signataires

Les spécificités du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » ainsi que celles liées à la gestion d'un bien inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco impliquent une

diversité d'acteurs institutionnels, reflets de la répartition des nombreuses composantes du bien sur un vaste territoire, ainsi que de la transversalité des domaines abordés.

En cherchant à organiser ce vaste réseau d'acteurs territoriaux de la gestion des composantes du bien et afin de disposer d'un interlocuteur, l'Etat a progressivement encouragé l'Agence française des chemins de Compostelle à assumer le rôle de représentant des collectivités territoriales concernées, ainsi que de relais auprès d'elles.

Dans le but d'assurer une gestion et un suivi complets et efficaces, les signataires de la présente Charte sont donc :

- l'Etat, représenté par le préfet de région Occitanie, préfet coordonnateur du bien ;
- et l'Agence française des chemins de Compostelle, représentée par son président.

### **Rôles et compétences des signataires dans le cadre de la gestion du bien**

#### **En tant que co-pilotes de la démarche Plan de gestion :**

- **L'Etat :**

L'Etat est le garant de la protection et de la conservation de l'ensemble des édifices classés au titre des Monuments Historiques, des sites et paysages écrivains des sections de sentiers, et de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en tant que signataire. Il est également propriétaire de 12 composantes sur les 78 composantes que compte le bien. Enfin, les décrets d'application publiés le 29 mars 2017 au sujet des dispositions de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 concernant les sites du Patrimoine mondial stipulent que les Plans de gestion font l'objet d'un arrêté du Préfet de région.

- **L'Agence française des Chemins de Compostelle :**

L'Agence française des chemins de Compostelle (AFCC), a pour objet statutaire de définir et de mettre en œuvre une coopération interrégionale et transnationale permanente pour la reconnaissance, la restauration, la mise en valeur et l'animation des anciens itinéraires de pèlerinage appelés chemins vers Compostelle et de tous les biens inscrits qui s'y rattachent. Elle réunit plus de 170 adhérents dans 10 régions françaises parmi lesquels une centaine de collectivités territoriales – Régions, Départements, communes et EPCI -, et de nombreuses associations.

De par ses missions et le grand nombre de collectivités territoriales propriétaires et gestionnaires de composantes y adhérant, l'AFCC assume naturellement depuis l'inscription un rôle primordial de structuration de ce complexe réseau d'acteurs. Sa légitimité s'est construite progressivement, par le biais d'une reconnaissance et d'un courrier d'encouragement à poursuivre dans cette voie de la part du Ministère de la culture en 2007, puis par la signature d'un protocole d'accord avec l'Etat le 5 novembre 2015, complété par un avenant le 15 mars 2019. C'est donc en tant que représentant des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires et par délégation de la part de l'Etat que l'AFCC anime l'élaboration, puis la coordination et le suivi du Plan de gestion, et porte ou soutient du point de vue technique et/ou financier un grand nombre d'actions du Plan de gestion.



## Gouvernance

Dans le but d'assurer la cohérence et l'efficacité de la gestion du bien Unesco « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », un Comité interrégional de bien a été instauré le 19 janvier 2015. Cette instance décisionnaire est chargée de :

- assurer la gouvernance globale du bien ;
- piloter l'élaboration du Plan de gestion Unesco et d'en arbitrer les priorités ;
- faciliter sa mise en œuvre en favorisant l'accompagnement technique et financier des actions retenues ;
- vérifier sa mise en œuvre en assurant le suivi et l'évaluation des actions, puis en validant les rapports de gestion ;
- mettre à jour le Plan de gestion au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

Le Comité interrégional de bien assume ainsi le rôle d'autorité transversale de gestion, conformément aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial*. Il se réunit une fois par an.

Ce Comité interrégional de bien est co-présidé par :

- Le préfet de région Occitanie, préfet coordonnateur du bien, ou son représentant ;
- Et le président de l'Agence française des Chemins de Compostelle, ou son représentant.

Et, en plus d'eux, constitué ainsi qu'il suit :

- Les représentants élus et techniciens (référents) des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires ;
- Les représentants des services de l'Etat : correspondants patrimoine mondial des DRAC et DREAL concernées, conservations régionales des Monuments historiques, services départementaux de l'architecture et du patrimoine, Direction générale de l'architecture et du patrimoine du ministère de la culture ;
- Les représentants des 10 Régions concernées ;
- Le Centre des monuments nationaux ;
- Les représentants associatifs : Fédération française de la randonnée pédestre, Fédération Compostelle France, associations patrimoniales, ... ;
- Les acteurs culturels et du tourisme ;
- Les représentants de l'Église (affectataire).

Le Comité interrégional de bien peut, en tant que de besoin, s'entourer des structures et personnes ressources nécessaires à la poursuite de ses objectifs, à l'image du Conseil scientifique installé en 2017 et animé par l'AFCC.

Afin de préparer les réunions du Comité de bien, il est institué un Comité technique de gestion regroupant des représentants techniques de l'Etat et de l'Agence. Des commissions ouvertes aux acteurs du bien peuvent également se réunir sous forme de groupes de travail thématiques. Elles sont animées par l'AFCC et ont vocation à faciliter le suivi de la mise en œuvre du plan de gestion, à encourager les coopérations et à renforcer les solidarités au sein du réseau.

## Pilotage et animation

Les partenaires de la gestion du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » désignent l'Agence française des chemins de Compostelle pour assurer avec le soutien de l'Etat l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Plan de gestion national.

A cette fin, l'Agence française des chemins de Compostelle met en place les instances de gouvernance et les mécanismes de contrôle (Comité interrégional de bien, Comité technique de gestion, groupes de travail thématiques), dont elle assure l'animation et le secrétariat.

## Signatures

**Toulouse, le XX 2023**

Le préfet de la région Occitanie, préfet  
coordonnateur du bien « Chemins de Saint-  
Jacques-de-Compostelle en France »,

M. Pierre-André DURAND

Le président de l'Agence française des  
chemins de Compostelle,

M. John PALACIN



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-  
de-Compostelle en France  
inscrits sur la Liste du  
patrimoine mondial en 1998



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
OCCITANIE**  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Chemins de  
**COMPOSTELLE**  
patrimoine mondial

Agence française  
des chemins  
de Compostelle

**BIEN CULTUREL EN SERIE N°868  
DE LA LISTE DU PATRIMOINE MONDIAL DE L'UNESCO**

# **CHEMINS DE SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE EN FRANCE**

**Plan de gestion 2023-2027**

**Juillet 2023**

## Sommaire

### Avant-Propos

1. Contexte historique : le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle
2. Présentation du Bien en série « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »
  - 2.1. Composition du Bien
    - Monuments et ensembles
    - Tronçons de sentier de la Via Podiensis-GR®65
  - 2.2. Présentation synthétique du Bien
  - 2.3. Valeur Universelle Exceptionnelle et attributs du Bien
    - Déclaration de Valeur Universelle Exceptionnelle
    - Les attributs du Bien
3. Bilan de la gestion du Bien depuis 2013
  - 3.1. Gouvernance et animation du bien
  - 3.2. Conserver et protéger le bien
  - 3.3. Connaître et diffuser la connaissance sur le bien
  - 3.4. Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer
  - 3.5. Coopérations
  - 3.6. Travaux sur composantes pour la période 2012-2023
4. Enjeux de gestion et stratégie
  - 4.1. Enjeux de gestion
  - 4.2. Méthode d'élaboration du plan de gestion
  - 4.3. Objectifs et stratégie du plan de gestion
5. Programme d'actions 2023-2027
  - 5.1. Tableau de synthèse
  - 5.2. Fiches actions
    0. Gouvernance et animation du Bien
    - I. Conserver, restaurer, protéger le Bien, ses composantes, leurs territoires
    - II. Connaître, et diffuser la connaissance sur le Bien
    - III. Développer le Bien, ses composantes, leurs territoires, et communiquer
    - IV. Encourager la coopération
6. Gouvernance du Bien
7. Fiches composantes résumant les Plans de gestion locaux
8. Annexes
  - Charte de gestion Etat/Agence française des chemins de Compostelle

- Description détaillée du Bien
- Bibliographie
- Liste des contributeurs
- Récapitulatif des délibérations d'approbation

## 1 - Contexte historique : le pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle

Le terme pèlerinage vient du latin *pereger* (voyageant en pays étranger). Le mot provient de l'adverbe *peregre*, attesté chez Cicéron avec le sens de "dans un pays étranger, à l'étranger" et au VI<sup>e</sup> siècle, Venance Fortunat lui donne le sens de voyageur.

Toutes les grandes religions incluent le pèlerinage parmi leurs pratiques.

Les voyages vers des lieux sacrés de la nature (sources, bois, montagne), vers des lieux consacrés aux divinités ou sanctifiés par une personne, ou encore vers des tombes existent dans toutes les religions. Là peut s'établir, selon la croyance, le contact avec des êtres surnaturels.

Dans l'Antiquité, Grecs et Romains se rendaient au sanctuaire de Delphes (bien culturel n°393 de la Liste du patrimoine mondial) où parlait l'oracle d'Apollon, Dieu olympien de la lumière, du savoir et de l'harmonie. Les Juifs allaient sur les tombeaux des Patriarches à Shiloh, Dan et Bethel et au Temple de Jérusalem où ils offraient des sacrifices. À partir du VII<sup>e</sup> siècle, La Mecque devint le premier lieu sacré de l'islam ; en vertu du cinquième pilier de l'Islam, tout musulman doit s'y rendre au moins une fois dans sa vie ; ce pèlerinage constitue d'ailleurs un des 5 piliers de cette religion. Les hindous se dirigent toujours vers Benarès et les Japonais parcourent le chemin de Kumano (bien n°1142 bis). Dans le bouddhisme, des lieux liés à la vie de Bouddha connaissent une fréquentation continue parmi lesquels Lumbini au Népal, lieu de naissance du Bouddha (bien culturel n°666 de la Liste).

**Dans le christianisme**, dès le IV<sup>e</sup> siècle, les chrétiens dirigèrent leurs pas vers les lieux saints de Palestine, dont Bethléem (bien culturel n°1433 de la Liste) ou Jérusalem, vers les premiers martyrs à Rome au siècle suivant (bien n°91 ter de la Liste).

Saint Augustin, au début du V<sup>e</sup> siècle, comparait la vie terrestre à un exil, ce qui faisait du chrétien un "étranger" en marche vers la vraie vie, vers le royaume de Dieu. Le pèlerin est ainsi un voyageur spirituel, un *homo viator* dont l'itinéraire géographique est le symbole de celui que l'homme effectue durant sa vie.

Au Moyen Âge, Jérusalem, Rome et Saint-Jacques-de-Compostelle furent les trois grands sanctuaires de pèlerinage des chrétiens d'Occident parmi une multitude de sanctuaires accueillant des pèlerins et dont le rayonnement était local, régional ou international. Aux cohortes des premiers chrétiens, apôtres, compagnons du Christ et martyrs, une lignée de milliers de saintes et de saints furent reconnus par la dévotion populaire ou par des procédures canoniques instituées par l'Église. Ces saints donnés comme des exemples imitables étaient considérés comme des intercesseurs avec le Divin, dotés de pouvoirs de guérison, de secours, de protection très immédiate des hommes, des bêtes, des maisons, des récoltes, des familles, des communautés, des corporations de métiers ou de pays. Leurs restes matériels, les reliques, perpétuaient cette puissance bienfaisante et servaient de médiateur pour l'invocation du saint ou de la sainte.

Ainsi, innombrables furent ces lieux accueillant la dévotion populaire immédiate des habitants, mais aussi venus de plus loin, circulant sur les routes, des pèlerins qui visitaient un saint réputé pour son influence et son exemplarité (comme Marie-Madeleine à Vézelay et à Saint-Maximin, Gilles à Saint-Gilles, Martin à Tours, Catherine au Mont Sinaï, Saturnin à Toulouse, Firmin à Pampelune, Thomas Becket à Canterbury, François à Assise...), à un archange (comme Michel au Mont-Saint-Michel et au mont Gargan en Italie), à la Vierge (comme à Éphèse, au Puy-en-Velay, à Rocamadour, à Chartres ou à Lorette) ou aux Rois Mages (à Cologne).

L'attractivité de ces sanctuaires est conditionnée par la mise par écrit d'une littérature hagiographique : qu'il s'agisse du *Liber Sancti Jacobi* ou *Codex Calixtinus* à Saint-Jacques-de-Compostelle (1140-1160), des *Livres des Miracles* à Notre-Dame de Rocamadour (1172) ou à Saint-Bertrand (vers 1170), *La Chanson de Sainte Foy* (vers 1060), des Vies de saints comme la Vie de saint Martin, rédigée à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, *L'Opuscule de la passion et de la translation de saint Saturnin, évêque de la cité de Toulouse et martyr* composé au V<sup>e</sup> siècle. *La Légende Dorée*, composée dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle par le Frère dominicain Jacques

de Voragine présente nombre d'entre eux. Ces œuvres vont fixer leurs biographies, raconter leurs prodiges et servir de sources de création pour les Imagiers.

Chemin faisant vers la destination lointaine, les sanctuaires locaux participent pleinement à l'ensemble du pieux voyage. Ces hauts-lieux visités et vécus par les pèlerins constituent autant d'étapes supplémentaires sur le chemin de l'absolution, par l'accumulation de grâces, tel un chapelet qui s'égrène. Là, ils côtoient d'autres pèlerins, trouvent un secours charitable, s'adressent au saint héros du sanctuaire. « On ne partait pas en pèlerinage, on partait en pèlerinages » (Rapport de l'historienne Maritxu Etcheverry pour la Communauté d'agglomération du Pays basque) : le grand pèlerinage était une succession de petits pèlerinages, l'aventure se vivait sur des routes, dans une pluralité de lieux de pèlerinage dont la renommée plus ou moins grande incita les fidèles durant plus d'un millénaire à prendre la route.

**Troisième des grands pèlerinages de la chrétienté**, celui de Compostelle mène depuis le IX<sup>e</sup> siècle le pèlerin jusqu'en Galice, dans le nord-ouest de l'Espagne, sur le tombeau de l'un des douze apôtres, saint Jacques, frère de Jean l'Évangéliste et qui apparaît sous 17 occurrences dans les Évangiles.

C'est au début des années 830 que le tombeau de l'apôtre Jacques fut « inventé » non loin du siège épiscopal d'Iria, en Galice. La nouvelle fut immédiatement diffusée, et les auteurs des *Martyrologes* s'en firent l'écho, comme Adon de Vienne vers 860, Usuard de Saint-Germain-des-Prés en 867 et Notker de Saint-Gall en 898.

Dès le début du X<sup>e</sup> siècle, par la mer ou par voie de terre, les pèlerins se rendirent au tombeau de l'Apôtre ; parmi eux, l'évêque du Puy-en-Velay, Godescalc, profita de son pèlerinage en 950-951 pour commander, en chemin, la copie d'un traité. Ainsi nous est parvenu le premier nom d'un pèlerin, sans que son itinéraire ne soit connu. Mais dès avant 930, un anonyme pèlerin allemand y avait été guéri de sa cécité, tandis qu'en 983, un pèlerin arménien, Siméon, parti de Jérusalem, parvint à Compostelle après avoir visité Rome et qu'aux alentours de l'an Mil Guillaume V d'Aquitaine s'y rendait une année sur deux, l'autre étant consacrée à Rome.

**Comme tous les grands pèlerinages, celui de Compostelle a dû se "renouveler" périodiquement sous peine de disparaître.**

Dans le cas de Compostelle, depuis l'annonce de la présence en Galice de la tombe de l'apôtre Jacques, fils de Zébédée, au milieu du IX<sup>e</sup> siècle (grâce à l'*Épître du pape Léon*), les renouvellements furent incessants : aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, la construction de la cathédrale romane et la production de nombreux textes, dont le *Codex Calixtinus* ; au XIII<sup>e</sup> siècle, la promesse d'indulgences pour ceux qui se rendraient à Compostelle et visiteraient avec dévotion son sanctuaire ; dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, la création des années jubilaires dotées d'indulgences plénières chaque fois que le 25 juillet tombait un dimanche ; au XVII<sup>e</sup> siècle, les aménagements baroques à l'intérieur et à l'extérieur de la basilique ; à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la redécouverte des reliques apostoliques et leur authentification par Rome.

Alors que Jérusalem retombait aux mains des musulmans en 1187 et que Rome était en proie à de fortes dissensions qui obligèrent plus d'un pape à s'enfuir, Compostelle devint le pèlerinage par excellence, au point que la coquille que les pèlerins rapportaient des côtes galiciennes servit rapidement à identifier tout pèlerin.

Si, dans le cadre de la présence musulmane au sud de la Péninsule, Al Mansour pilla et incendia la première cathédrale de Compostelle en 997, le lieu saint croit en attractivité, favorisé par les monarques chrétiens de la péninsule qui favorisent le peuplement par l'arrivée de Francs venus du nord des Pyrénées. Et la reconstruction du sanctuaire débute à compter de 1075 en partie grâce au butin ramené de Grenade par le roi Alphonse VI.

Malgré les dangers, hommes et femmes, riches et pauvres, nobles et mendiants, marchands et artisans s'embarquaient ou se retrouvaient sur les chemins. Ceux-ci furent empruntés par des saints, comme Bonne

de Pise au XII<sup>e</sup> siècle, ou au XIV<sup>e</sup> par Élisabeth de Hongrie ou par Brigitte de Suède qui visita la Sainte-Baume en Provence avant de se rendre à Compostelle puis à Rome et à Jérusalem. Les rois envoyaient chaque année des présents et Charles V de France prit, en 1372, le patronage de la chapelle du Saint-Sauveur - connue depuis lors sous le nom de « chapelle du roi de France ». Louis XI de France, un siècle plus tard, fit don de cloches et de précieux objets liturgiques à la cathédrale. » (Adeline Rucquoi)

Au XII<sup>e</sup> siècle, le pèlerinage connaît des heures de gloire. On y vient de toute l'Europe et, chemin faisant, on fait étape dans d'autres sanctuaires où se développent des cultes autour de reliques de saints. C'est une période de grande vitalité des pèlerinages qui se poursuit aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. La création des années jubilaires suscite au XV<sup>e</sup> siècle un nouvel apogée du pèlerinage à Saint-Jacques.

Les historiens s'accordent sur un succès de fréquentation du pèlerinage à saint Jacques au cours de l'histoire, mais dans des proportions et une périodicité qui restent débattues. Des facteurs d'affaiblissement purent parfois tarir le flux pèlerin devant franchir les Pyrénées : épidémie, critique de la Réforme contre le culte des saints et la vénération des reliques qualifiées de superstition, l'évolution vers une piété plus intériorisée et encadrée par l'Église tridentine, guerres franco-espagnoles au XVII<sup>e</sup> siècle, réglementation restrictive sur la pratique du pèlerinage par l'État royal au XVIII<sup>e</sup> siècle, la déchristianisation au XIX<sup>e</sup> siècle y concoururent.

Les récits laissés par les pèlerins depuis des siècles ont mis en évidence le caractère symbolique du *Guide du pèlerin à Saint-Jacques de Compostelle*. Les auteurs du V<sup>e</sup> Livre du *Codex Calixtinus*, désireux d'attirer des pèlerins sur une route terrestre au nord de l'Espagne, leur firent miroiter qu'ainsi ils mettraient leurs pas dans ceux de l'armée de l'empereur Charlemagne. Les quatre sanctuaires qu'ils choisirent comme "points de départ" des pèlerins étaient effectivement de grands sanctuaires de pèlerinage au début du XII<sup>e</sup> siècle. Mais ils n'étaient pas les seuls. Le chiffre quatre symbolise les quatre points cardinaux, montrant que du monde entier on devait s'acheminer vers l'église qui abrite le tombeau du saint apôtre.

Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la re-création, qui fut en partie une création, de la carte actuelle des chemins de Saint-Jacques peut alors être considérée comme le dernier "renouveau" du pèlerinage. Et, à l'instar de ses prédécesseurs, ce "renouveau" qui est en fait une création revendiquée des origines lointaines : de la même façon qu'au XII<sup>e</sup> siècle le mérite de la découverte du tombeau de saint Jacques revint à Charlemagne, mort au début du IX<sup>e</sup>, et qu'au XIV<sup>e</sup> siècle l'instauration des années jubilaires fut attribuée au pape Calixte II, décédé en 1124, la "voie du Puy" est devenue, dans la phase actuelle, le chemin le plus "historique" ; et l'on fait remonter son parcours à l'évêque Godescalc du X<sup>e</sup> siècle, alors qu'il est vraisemblable qu'il rejoignit le Rhône puis emprunta les voies romaines, la Via Augusta jusqu'à Tarragone et la voie du nord par Saragosse et León...

Grâce à cette "invention" de quatre chemins géographiquement définis en France, et des innombrables chemins auxquels ils ont donné naissance et qui couvrent toute l'Europe, le pèlerinage à Compostelle exprime sa vitalité, sa fécondité et son actualité. » (Adeline Rucquoi)

Ce renouvellement s'effectue dans le dernier tiers du XX<sup>e</sup> siècle sous la forme de nombreux aménagements d'itinéraires soutenus par l'avènement du tourisme dans une société dite de loisirs et toute imprégnée par les facilités des moyens rapides de transport. La tradition pèlerine a repris toute sa vigueur. Elle s'appuie en cela sur la conjonction des décisions politiques de l'Espagne et du Conseil de l'Europe, de la prédication du Pape Jean Paul II, le tout relayé dans le quotidien des territoires par les pouvoirs locaux mobilisés sur les aspects de développement territorial.

**Ce nouveau pèlerinage** vers Saint-Jacques-de-Compostelle s'institutionnalise, en effet, à partir des années 1980, en particulier avec la Déclaration du Conseil de l'Europe le 23 octobre 1987 à Saint-Jacques-de-Compostelle qui va lancer le programme des Itinéraires culturels. Son objectif est de démontrer, à travers le



voyage dans l'espace et dans le temps, que le patrimoine des différents pays d'Europe et leur culture contribuent au patrimoine culturel commun :

*« Pendant des siècles, les pèlerins ont pu découvrir de nouvelles traditions, de nouvelles langues et de nouveaux modes de vie et sont retournés chez eux avec une riche identité culturelle, phénomène rare à une époque où les voyages de longue distance exposaient le voyageur à de grands dangers. Les Itinéraires de Saint-Jacques servent donc de symbole, en reflétant près de mille ans de l'histoire européenne et en servant de modèle de coopération culturelle pour toute l'Europe. »*

Ce processus de reconnaissance s'est poursuivi par l'inscription sur la Liste de la « Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle » (bien n°347) sur le fondement des critères i, ii et vi en 1985 ; puis, en 1993-2015, le bien culturel « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle : Camino francés et chemins du nord de l'Espagne » (bien n°669 bis) est inscrit sur le fondement des critères ii, iv et vi.

Depuis 1993, les campagnes publicitaires conduites depuis la Galice par le Xacobéo ont été déterminantes sur les fréquentations. En 2019, le bureau d'accueil des pèlerins de Compostelle a comptabilisé environ 350 000 pèlerins, soit 100 fois plus de marcheurs accueillis qu'en 1990. En septembre 2022, le chiffre de l'année 2019 a été dépassé. Le phénomène jacquaire s'est internationalisé avec environ 130 nationalités qui sont accueillies à Compostelle et plus de 300 associations réunissant les néo-pèlerins dans le monde entier, dont 80 environ en France.

En Europe, plus de 300 itinéraires – soit environ 80 000 kms - ont été balisés ces 30 dernières années en étant qualifiés de « Chemins de Compostelle ».

En France, dès 1990, l'action publique se saisissait de cet objet patrimonial à travers l'aménagement d'un dense maillage d'itinéraires, le développement d'activités éditoriales et d'animations. A partir du tournant des années 2010, en particulier, le processus de l'évaluation du réseau de l'itinéraire culturel du Conseil de l'Europe d'une part, et, d'autre part, le rapport périodique du bien déposé auprès de l'UNESCO en 2013, les acteurs publics (Etat, collectivités propriétaires, opérateurs du tourisme, associations...) ont été amenés à se structurer en une gouvernance et à impulser ainsi une nouvelle dynamique autour de la valorisation de cet héritage culturel

Au-delà des racines et des croyances liées à l'histoire du pèlerinage chrétien, la revitalisation de cet héritage s'inscrit en réponse à des aspirations contemporaines : ralentissement, ressourcement, simplicité, recherche de sens. Les chemins vers Compostelle véhiculent des valeurs d'hospitalité, de spiritualité, de fraternité, de solidarités... et un imaginaire très fort. C'est d'ailleurs ce qu'ont saisi d'autres territoires qui, s'inspirant des Chemins de Compostelle dans leur complexité comme dans leur déclinaison matérielle contemporaine, développent à un niveau européen les chemins du Mont-Saint-Michel ou la Via Francigena entre Grande Bretagne et Italie, ou plus localement des chemins de Saint-Gilles, de Saint-Guilhem, de Rocamadour, des Trois Maries...

## 2. Présentation du Bien en série « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »

Le 2 décembre 1998, le comité du patrimoine mondial a validé la candidature présentée par la France. L'inscription française prolonge l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de « la vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle » (1985) et des « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne » (1993, 2015).

La candidature a été préparée par le Ministère de la Culture et ses services déconcentrés avec le concours de la Société française des Amis de Saint-Jacques, de la Fédération française de la Randonnée pédestre et de l'Agence française des chemins de Compostelle (à l'époque association de coopération interrégionale les chemins de Saint-Jacques). Elle a bénéficié des conseils de l'historien de l'art médiéval Léon Pressouyre.

Le bien inscrit se présente d'abord comme le prolongement du bien espagnol afin de restituer sa dimension transfrontalière et la vocation européenne du phénomène jacquaire.

Le bien inscrit se présente ensuite comme une sélection parmi un potentiel estimé en 1996 à 800 sites d'un ensemble d'édifices et de sections de sentier discontinus dans l'espace et couvrant en majeure partie une longue période du pèlerinage dans sa période considérée comme de plus grande vitalité qui va du XI<sup>ème</sup> siècle au XV<sup>ème</sup> siècle, tout en la débordant parfois.

78 éléments considérés comme évocateurs et emblématiques ont été finalement retenus : 64 monuments, 7 ensembles bâtis et 7 sections de l'itinéraire du Puy-en-Velay (GR®65).

**Etendue géographique** : 10 régions, 32 départements, 95 communes

### **Typologie :**

- Dévotion : 9 cathédrales, 42 églises et basiliques, 2 clochers, 1 dolmen et sa croix
- Accueil et soins : 4 anciens hôpitaux, 7 abbayes
- Accès et franchissements : 7 ponts, 1 porte d'entrée de ville, 7 sections de l'un des itinéraires (160 km)

### **Propriétaires et/ou gestionnaires :**

- Etat : 12 édifices
- 57 communes
- 13 intercommunalités
- 8 Départements
- 2 établissements publics hospitaliers
- Diverses personnes privées

Il est à noter que 69 des 95 communes ont moins de 5000 habitants, 10 villes de 5 à 20 000 habitants, 15 villes ont plus de 20 000 habitants et la Ville de Paris (plus d'un million d'habitants).

## 2.1. Composition du Bien

Afin de prendre en compte la loi du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, les éléments du bien ont fait l'objet d'une nouvelle numérotation par rapport à l'inscription de 1998. Leur ordre suit l'ordre alphabétique région > département > commune, à l'exception des sept sections de sentier qui conservent leur ancien numéro. L'ensemble des documents et annexes reposent sur cette nouvelle numérotation qui a fait l'objet d'une demande de modification dans le cadre du rapport périodique et de la proposition d'atlas la zone tampon.

- **Monuments et ensembles**

Nouvelle numérotation	Ancienne numérotation	NOM DE LA COMPOSANTE	COMMUNE(S)	DEPARTEMENT
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>				
868-001	868-021	Cathédrale Notre-Dame	Le-Puy-en-Velay	Haute-Loire
868-002	868-022	Hôtel-Dieu	Le-Puy-en-Velay	Haute-Loire
868-003	868-020	Eglise Notre-Dame-du-Port	Clermont-Ferrand	Puy-de-Dôme
<b>Bourgogne-Franche Comté</b>				
868-004	868-024	Eglise prieurale Sainte-Croix- Notre-Dame	La Charité-sur-Loire	Nièvre
868-005	868-025	Eglise Saint-Jacques d'Asquins	Asquins	Yonne
868-006	868-026	Basilique Sainte-Madeleine*	Vézelay	Yonne
<b>Centre-Val de Loire</b>				
868-007	868-028	Cathédrale Saint-Etienne*	Bourges	Cher
868-008	868-027	Collégiale Saint-Etienne	Neuvy-Saint-Sépulchre	Indre
<b>Grand-Est</b>				
868-009	868-030	Eglise Notre-Dame-en-Vaux	Châlons-en-Champagne	Marne
868-010	868-029	Basilique Notre-Dame	L'Epine	Marne
<b>Hauts-de-France</b>				
868-011	868-064	Eglise paroissiale Saint-Jacques	Compiègne	Oise
868-012	868-062	Cathédrale Notre-Dame*	Amiens	Somme
868-013	868-063	Eglise paroissiale Saint-Jacques le Majeur et Saint-Jean-Baptiste	Folleville	Somme
<b>Ile-de-France</b>				
868-014	868-031	Tour Saint-Jacques*	Paris	Paris
<b>Normandie</b>				
868-015	868-023	Le Mont-Saint-Michel*	Le Mont-Saint-Michel	Manche
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>				
868-016	868-068	Eglise Saint-Pierre	Aulnay	Charente-Maritime
868-017	868-070	Ancien hôpital des Pèlerins	Pons	Charente-Maritime

868-018	868-066	Abbaye royale Saint-Jean-Baptiste	Saint-Jean-d'Angély	Charente-Maritime
868-019	868-065	Eglise Saint-Eutrope	Saintes	Charente-Maritime
868-020	868-003	Ancienne abbaye de Cadouin	Le Buisson-de-Cadouin	Dordogne
868-021	868-001	Cathédrale Saint-Front	Périgueux	Dordogne
868-022	868-002	Eglise Saint-Avit	Saint-Avit-Sénieur	Dordogne
868-023	868-004	Eglise cathédrale Saint-Jean-Baptiste	Bazas	Gironde
868-024	868-005	Basilique Saint-Seurin*	Bordeaux	Gironde
868-025	868-006	Basilique Saint-Michel*	Bordeaux	Gironde
868-026	868-007	Cathédrale Saint-André*	Bordeaux	Gironde
868-027	868-008	Ancienne abbaye Notre-Dame de la Sauve Majeure	La Sauve	Gironde
868-028	868-009	Eglise Saint-Pierre	La Sauve	Gironde
868-029	868-010	Eglise de Notre-Dame-de-la-Fin-des-Terres	Soulac-sur-Mer	Gironde
868-030	868-011	Eglise Sainte-Quitterie	Aire-sur-l'Adour	Landes
868-031	868-012	Clocher-porche de l'ancienne église	Mimizan	Landes
868-032	868-014	Abbaye	Saint-Sever	Landes
868-033	868-013	Abbaye Saint-Jean	Sorde-l'Abbaye	Landes
868-034	868-015	Cathédrale Saint Caprais	Agen	Lot-et-Garonne
868-035	868-016	Cathédrale Sainte-Marie	Bayonne	Pyrénées-Atlantiques
868-036	868-017	Eglise Saint-Blaise	L'Hôpital-Saint-Blaise	Pyrénées-Atlantiques
868-037	868-019	Eglise Sainte Marie	Oloron-Sainte-Marie	Pyrénées-Atlantiques
868-038	868-018	Porte Saint Jacques	Saint-Jean-Pied-de-Port	Pyrénées-Atlantiques
868-039	868-067	Eglise Saint-Hilaire	Melle	Deux-Sèvres
868-040	868-069	Eglise Saint-Hilaire-le-Grand	Poitiers	Vienne
868-041	868-035	Eglise Saint-Léonard	Saint-Léonard-de-Noblat	Haute-Vienne
<b>Occitanie</b>				
868-042	868-036	Eglise Notre-Dame de Tramesaygues	Audressein	Ariège
868-043	868-037	Cathédrale Notre-Dame-de-la-Sède, palais épiscopal, ancienne cathédrale et cloître, rempart	Saint-Lizier	Ariège
868-044	868-038	Abbatiale Sainte-Foy	Conques	Aveyron
868-045	868-039	Pont sur le Dourdou	Conques	Aveyron
868-046	868-040	Pont Vieux	Espalion	Aveyron
868-047	868-041	Pont sur le Lot	Estaing	Aveyron

868-048	868-042	Pont dit "des pèlerins" sur la Boralde	Saint-Chély-d'Aubrac	Aveyron
868-049	868-034	Ancienne abbatale	Saint-Gilles-du-Gard	Gard
868-050	868-043	Ancienne cathédrale Notre-Dame	Saint-Bertrand-de-Comminges	Haute-Garonne
868-051	868-044	Basilique paléochrétienne, chapelle Saint-Julien	Saint-Bertrand-de-Comminges	Haute-Garonne
868-052	868-045	Basilique Saint-Sernin	Toulouse	Haute-Garonne
868-053	868-046	Hôtel-Dieu Saint-Jacques	Toulouse	Haute-Garonne
868-054	868-047	Basilique Saint-Just	Valcabrère	Haute-Garonne
868-055	868-048	Cathédrale Sainte-Marie	Auch	Gers
868-056	868-049	Pont de Lartigue	Beaumont / Larressingle	Gers
868-057	868-050	Collégiale Saint-Pierre	La Romieu	Gers
868-058	868-033	Pont du Diable	Aniane/Saint-Jean-de-Fos	Hérault
868-059	868-032	Ancienne abbaye de Gellone	Saint-Guilhem-le-Désert	Hérault
868-060	868-052	Pont Valentré	Cahors	Lot
868-061	868-051	Cathédrale Saint-Etienne	Cahors	Lot
868-062	868-054	Hôpital Saint-Jacques	Figeac	Lot
868-063	868-053	Dolmen de Pech-Laglaire 2	Gréalou	Lot
868-064	868-055	Basilique Saint-Sauveur et crypte Saint-Amador	Rocamadour	Lot
868-065	868-056	Hospice du Plan et chapelle Notre-Dame-de-l'Assomption, dite chapelle des Templiers	Aragnouet	Hautes-Pyrénées
868-066	868-057	Eglise paroissiale Saint-Jean-Baptiste	Gavarnie	Hautes-Pyrénées
868-067	868-058	Eglise Saint-Laurent-Notre-Dame	Jézeau	Hautes-Pyrénées
868-068	868-059	Eglise Saint-Jacques	Ourdis-Cotdoussan	Hautes-Pyrénées
868-069	868-060	Eglise Notre-Dame-du-Bourg	Rabastens	Tarn
868-070	868-061	Abbatiale Saint-Pierre et cloître	Moissac	Tarn-et-Garonne
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>				
868-071	868-071	Eglise Saint-Honorat et nécropole des Alyscamps*	Arles	Bouches-du-Rhône

\* **Biens à double inscription** : certains biens, déjà inscrits en tant que tels sur la Liste du patrimoine mondial, bénéficient d'une double inscription. Comme par exemple la basilique Sainte-Madeleine de Vézelay (Yonne) inscrite une première fois en 1979 au titre du bien "Basilique et colline de Vézelay" puis, en 1998, au titre du bien "Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France".

- **Tronçons de sentier de la voie du Puy-en-Velay ou Via Podiensis (GR®65)**

NUMERO DE LA COMPOSANTE	NOM DE LA COMPOSANTE	COMMUNE(S)	DEPARTEMENT
868-072	De Nasbinals à Saint- Chély-d'Aubrac (17 km)	Nasbinals, Saint- Chély-d'Aubrac	Lozère/Aveyron
868-073	De Saint-Côme-d'Olt à Estaing (17 km)	Saint-Côme-d'Olt, Espalion, Bèssuejous, Coubisou, Estaing	Aveyron
868-074	De Montredon à Figeac (18 km)	Montredon, Saint-Félix, Felzins, Saint- Jean-Mirabel, Lunan, Figeac	Lot
868-075	De Faycelles à Cajarc (22,5 km)	Faycelles, Bédouer, Carayac, Gréalou, Cajarc	Lot
868-076	De Bach à Cahors (26 km)	Bach, Vaylats, Cremps, Laburgade, Lalbenque, Flaujac- Pouzols, Cieurac, Cahors	Lot
868-077	De Lectoure à Condom (35 km)	Lectoure, Marsolan, La Romieu, Castelnau-sur-l'Auvignon, Condom	Gers
868-078	D'Arroue à Ostabat (22 km)	Domezain-Berraute, Lohitzun Oyherc, Larribar Sorhapuru, Ostabat	Pyrénées-Atlantiques

## 2.2. Présentation synthétique du Bien

Le bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » se présente sous la forme d'une sélection de 78 éléments considérés comme évocateurs et emblématiques des contextes culturel, religieux, artistique et architectural de ce pèlerinage lointain. Sans reconstituer les routes, le bien est formé comme un ensemble discontinu dans 10 régions françaises et couvrant en majeure partie une longue période du pèlerinage entre le XIe et le XVe siècle, tout en la débordant parfois.

Le bien étant constitué sous la forme d'une série d'éléments tous singuliers par leur histoire et leur architecture, chaque élément illustre une part de la signification de l'ensemble. Chacun porte des arguments tirés de ses caractéristiques propres et qui concourent à la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble inscrit.

Le bien constitue une représentation symbolique du pèlerinage à travers une sélection d'édifices qui jalonnent les parcours sans les reconstituer : ils illustrent l'univers du pèlerin durant son périple ou le rapport familial d'un fidèle à l'apôtre. Selon l'inspecteur des patrimoines Olivier Poisson, le bien tel que constitué « représente le monde des déplacements et des pèlerinages à travers la France du Moyen Âge et, en particulier, le pèlerinage

vers Compostelle ». Ce choix est la prise en compte du fait qu'il n'existe pas « un chemin de Saint-Jacques » attesté comme tel, d'un point de vue archéologique et historique, mais un usage des réseaux de cheminements et routes, à la différence du bien espagnol.

Le bien inscrit se présente aussi comme la reconstitution d'une géographie symbolique. La sélection a retenu la plupart des sites mentionnés dans plusieurs livres du *Codex Calixtinus*.

Le bien évoque les réponses apportées aux besoins physiques et spirituels des pèlerins : dévotion, soin, accueil, franchissement. Il s'attache à retenir des éléments matériels bâtis pour saisir une pratique de dévotion constituée par la rupture de l'individu avec son univers familier, par son déplacement dans l'espace et son expérience de l'altérité et de l'inconnu, par des gestes ritualisés, des croyances et des comportements. Cette pratique se déroule dans un cadre géographique ample et dans une période de plusieurs siècles.

Si la plupart des sites qui constituent le bien se qualifient dans cette logique globale de la route, quelques-uns, indépendamment d'un argument de localisation sur un axe de circulation commerciale et de passage de pèlerins, illustrent une dévotion locale à saint Jacques apôtre, protecteur et passeur d'âmes. L'édifice témoigne seulement de la popularité du saint, de la vénération des habitants qui se confient à lui ou qui le matérialisent dans une représentation sculptée, peinte ou en vitrail.

Sur le chemin, les pèlerins doivent gravir des cols ou franchir des rivières. Des ponts facilitent leur passage. Ils sont construits pour les usages quotidiens et les échanges commerciaux ; certains sont aussi des œuvres pieuses pour le soulagement des « pauvres passants et pèlerins ». Le voyageur est parfois accueilli dans des abbayes, des hospices ou des hôpitaux. Conformément à une tradition qui s'enracine dans l'Antiquité, le soin du corps et de l'âme et la charité se confondent.

Le bien est constitué de monuments prestigieux dont plusieurs appartiennent à la première liste de protection comme monument historique (1840). Les édifices retenus illustrent de manière remarquablement complète l'évolution artistique et architecturale européenne sur plusieurs siècles en présentant des chefs d'œuvre aboutis de style roman ou gothique, ou bien d'édifices classiques ou touchés par l'art baroque ; ils témoignent ainsi du développement religieux et culturel du Moyen Âge jusqu'à l'époque moderne.

Enfin, on ne peut appréhender les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle sans prendre en compte leur dimension anthropologique : à l'image du soleil qui vient mourir aux confins du monde occidental pour réapparaître à l'orient, le pèlerin se met en route pour accomplir un parcours initiatique, une métamorphose, en quête d'espérance. Compostelle appartient à un imaginaire collectif qui l'ancre comme un « chemin » unique. L'expérience individuelle puise dans son histoire collective portée par les traces, bâties ou non.

Aux côtés des valeurs historiques, artistiques et architecturales, culturelles, qui procèdent de la connaissance des lieux et de l'univers du pèlerinage, identifiées et étudiées par les chercheurs et qui sont consacrées par le Conseil de l'Europe et par l'Unesco, cohabitent des valeurs spirituelles, humanistes, émotionnelles, qui procèdent de l'expérience vécue des cheminants d'aujourd'hui. Le bien revêt ainsi un caractère vivant qui le rend singulier.

## **2.3 - Valeur universelle exceptionnelle et attributs du Bien**

- **Déclaration de Valeur Universelle Exceptionnelle**

La Déclaration de Valeur Universelle Exceptionnelle a été adoptée par le Comité du patrimoine mondial dans sa 41e session (Cracovie, 2017) :

### **Résumé**

« Tout au long du Moyen Âge, Saint-Jacques-de-Compostelle fut une destination majeure pour d'innombrables pèlerins de toute l'Europe. Pour atteindre l'Espagne, les pèlerins traversaient la France.

Quatre voies symboliques partant de Paris, de Vézelay, du Puy et d'Arles et menant à la traversée des Pyrénées résument les itinéraires innombrables empruntés par les voyageurs. Eglises de pèlerinage ou simples sanctuaires, hôpitaux, ponts, croix de chemin jalonnent ces voies et témoignent des aspects spirituels et matériels du pèlerinage. Exercice spirituel et manifestation de la foi, le pèlerinage a aussi touché le monde profane en jouant un rôle décisif dans la naissance et la circulation des idées et des arts.

De grands sanctuaires tels que l'église Saint-Sernin à Toulouse ou la cathédrale d'Amiens, - certains cités dans le *Codex Calixtinus* - ainsi que d'autres biens illustrent matériellement les voies et conditions du pèlerinage pendant des siècles. Soixante et onze éléments associés au pèlerinage ont été retenus pour illustrer leur diversité géographique, le développement chronologique du pèlerinage entre le XI<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle, et les fonctions essentielles de l'architecture, comme l'ancien hôpital des pèlerins à Pons, ou le pont « des pèlerins » sur la Boralde. En outre, sept tronçons du Chemin du Puy sont inclus couvrant près de 160 km de route. »

**Critère (ii)** (*témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages*) : La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle a joué un rôle essentiel dans les échanges et le développement religieux et culturel au cours du Bas Moyen Âge, comme l'illustrent admirablement les monuments soigneusement sélectionnés sur les chemins suivis par les pèlerins en France.

**Critère (iv)** (*offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine*) : Les besoins spirituels et physiques des pèlerins se rendant à Saint-Jacques-de-Compostelle furent satisfaits grâce à la création d'un certain nombre d'édifices spécialisés, dont beaucoup furent créés ou ultérieurement développés sur les sections françaises.

**Critère (vi)** (*être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle*) : La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle est un témoignage exceptionnel du pouvoir et de l'influence de la foi chrétienne dans toutes les classes sociales et dans tous les pays d'Europe au Moyen Âge.

### **Intégrité**

Les édifices et ensembles proposés représentent, dans leur diversité, une évocation fidèle du contexte du pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Il en est de même des tronçons de chemins proposés qui ne sont que des exemples de l'ensemble des routes empruntées par les pèlerins. Les ouvrages rencontrés sur les chemins ont en commun d'être les témoignages directs, conservés et transmis jusqu'à nous, de la pratique du pèlerinage telle qu'elle s'est déroulée en France durant le Moyen Âge. Cette puissance d'évocation intacte a permis de revitaliser l'approche culturelle du pèlerinage vers Compostelle. Les chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France font l'objet, depuis les années 1990, d'une fréquentation sans cesse croissante, qui doit être conciliée avec les aménagements routiers.

### **Authenticité**

Les établissements d'accueil et de soins présentés sont indubitablement voués au pèlerinage par les textes historiques et les éléments architecturaux ou de décor conservés. Les biens présentés illustrent de la façon la plus véridique et crédible l'ensemble des rituels et des pratiques liés au pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Ceux-ci incluent des routes, des églises de pèlerinage ou de simples sanctuaires, hôpitaux et



ponts. Le parcours spirituel du pèlerinage était rythmé par la vénération des reliques des saints qui jalonnaient l'itinéraire. Les édifices les plus riches, points de passage privilégiés du parcours, sont reconnaissables à leurs dispositions architecturales spécifiques, propres à organiser la circulation des pèlerins. Les églises plus modestes, haltes de recueillement ou de repos situées sur les voies principales ou secondaires, sont attestées par leurs décors sculptés ou peints représentant des scènes religieuses ou des légendes liées à la dévotion à saint Jacques.

### Éléments requis en matière de protection et de gestion

Les 71 édifices ou ensembles de bâtiments sont majoritairement propriété des communes, et dans quelques cas, propriété du Conseil départemental et de personnes privées. Les édifices religieux sont pour la plupart affectés au culte catholique. Leur conservation incombe à leurs propriétaires, avec l'aide financière et sous le contrôle technique et scientifique des services de l'État. Ils font l'objet de mesures de protection prises en application du code du patrimoine (classement ou inscription au titre des monuments historiques), du code de l'environnement, ainsi qu'au titre des plans locaux d'urbanisme (Plu). Ces édifices génèrent également des périmètres de protection de 500 mètres. Certains de ces périmètres ont vocation à être modifiés afin de rendre le rayon de protection plus pertinent. En outre, les espaces dans lesquels ils sont situés bénéficient également de protection soit au titre du code du patrimoine (sites patrimoniaux remarquables), soit au titre du code de l'environnement (sites classés ou inscrits). Dans tous les cas, ces périmètres de protection rendent obligatoire l'avis des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine pour toute autorisation de travaux.

Les sections de sentier faisant partie du bien inscrit sont des sentiers de grande randonnée (GR®65) qui bénéficient, dans leur majeure partie, d'une protection au titre du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR). Ils bénéficient également de la protection au titre des abords des monuments historiques qui les jalonnent.

La gestion du bien est coordonnée au niveau national par le préfet de région Occitanie, qui a été nommé préfet coordonnateur. Celui-ci préside le comité de coordination interrégionale qui réunit tous les ans l'ensemble des propriétaires des éléments du bien. Il s'appuie également sur l'Agence de coopération interrégionale et réseau Chemins de Saint-Jacques-de- Compostelle (Acir), gestionnaire du bien inscrit.

- **Les attributs du Bien**

Le bien étant constitué sous la forme d'une série d'éléments tous singuliers par leur histoire et leur architecture, chaque élément constitue une part de la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble. Chacun porte des arguments tirés de ses caractéristiques propres et qui concourent à la valeur de l'ensemble inscrit. Il en résulte un enjeu de tissage d'un récit collectif, d'une narration de l'histoire d'un pèlerinage lointain et des pèlerinages et dévotions de proximité qui le jalonnent, d'un récit de la vie quotidienne des pèlerins ou de celle des habitants dans leurs relations aux saints vénérés et notamment saint Jacques. Il en résulte la nécessité d'identifier et de mettre en récit l'arrière-plan d'un pèlerinage générateur de liens d'ordre politique et de créations artistique, littéraire ou architecturale, vecteur d'échanges.

L'élaboration du présent plan de gestion a été l'occasion de réfléchir à l'identification des attributs et à formuler les raisons de l'appartenance de chaque composante du bien à la série, de leur contribution à la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble, de dépasser l'explication littérale d'une situation sur un chemin ou d'un passage de pèlerin. Cette démarche a diversément mobilisé des scientifiques et pour l'essentiel les acteurs locaux de la connaissance et de la médiation autour des composantes du bien. Sa formulation est présentée dans les plans de gestion locaux.

Critère (ii) : témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une	La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle a joué un rôle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Espace français, Europe occidentale dans ses relations avec la péninsule ibérique</li> <li>• XIème s – XVIIIème s</li> </ul>
---	---	---

période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la planification des villes ou de la création de paysages.	essentiel dans les échanges et le développement religieux et culturels au cours du Bas Moyen-Âge, comme l'illustrent admirablement les monuments soigneusement sélectionnés sur les chemins suivis par les pèlerins en France.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restituer les propos d'un manuscrit composé en 1130 et qui mentionne 4 routes et propose des dévotions à des saints vénérés dans des sanctuaires implantés au long de ces routes</li> <li>• Échanges de formes artistiques et circulations culturelles sur les chemins</li> </ul>
Critère (iv) : offrir un exemple éminent d'un type de construction ou d'ensemble architectural ou technologique ou de paysage illustrant une ou des périodes significative(s) de l'histoire humaine	Les besoins spirituels et physiques des pèlerins se rendant à Saint-Jacques-de-Compostelle furent satisfaits grâce à la création d'un certain nombre d'édifices spécialisés, dont beaucoup furent créés ou ultérieurement développés sur les sections françaises.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Architecture religieuse et civile structurante d'un itinéraire : édifices à vocation de soins, de dévotion, de franchissement</li> <li>• églises reliquaires</li> <li>• Aménagements des espaces intérieurs pour les déambulations et dispositifs de présentation des reliques : tombeaux surélevés pour circulation et passage des pèlerins, cryptes, cloître reliquaire, « Tour des corps saints », chapelles rayonnantes</li> <li>• variété des styles architecturaux et décors offrant un panorama de l'art religieux</li> </ul>
Critère (vi) : être directement ou matériellement associé à des événements ou des traditions vivantes, des idées, des croyances ou des œuvres artistiques et littéraires ayant une signification universelle exceptionnelle.	La route de pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle est un témoignage exceptionnel du pouvoir et de l'influence de la foi chrétienne dans toutes les classes sociales et dans tous les pays d'Europe au Moyen-Âge.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dévotion chrétienne et rites</li> <li>• Tradition pèlerine vivante qui subsiste et se métamorphose : expérience pèlerine contemporaine (marche, hospitalité, rencontres...)</li> <li>• Imaginaire : hagiographies, traces de Charlemagne, chansons de geste, la Voie Lactée,</li> <li>• Matérialité des indications du <i>Codex Calixtinus</i></li> <li>• Création artistique et littéraire</li> </ul>

### Dimensions temporelles et spatiales du phénomène

- Chronologie de l'histoire du pèlerinage
- Étendue territoriale des itinéraires

### Dévotions

- saint jacques, son iconographie, ses reliques
- les saints / saintes
- saints christianisateurs, leurs sanctuaires, leurs reliques
- saints espagnols
- Dévotion mariale
- Illustrations de miracles
- Christianisation de cultes antérieurs
- objets liés à la dévotion : reliques et reliquaires
- Fonction protectrice des saints dans la société paysanne

## **Un florilège de styles et de dispositifs architecturaux pour la présentation des reliques et l'accès / déplacement des pèlerins :**

- Panorama des styles artistiques et architecturaux-préroman, roman, gothique, baroque, classique
- Églises reliquaires
- Aménagements pour les déambulations
- Dispositifs de présentation des reliques (Tombeau surélevé pour circulation et passage des pèlerins, crypte, cloître reliquaire, chapelles rayonnantes, Tour des corps saints, cimetière, saint dédicataire positionné en entrée du sanctuaire)

## **Attractivité des sanctuaires**

- Sanctuaires autonomes (« grands pèlerinages »)
- Sanctuaires « mineurs » (« petits » pèlerinages) : audience locale ou régionale d'un sanctuaire
- Églises paroissiales déconnectées des pèlerinages mais dédiées à saint Jacques

## **Franchissements**

- Franchissement de rivières : ponts et gués
- Franchissement de cols montagnards et de portes de ville
- Positionnement de la cité ou du sanctuaire sur le réseau routier antique et médiéval
- Ports de débarquement / embarquement

## **Soins**

- Héberger et nourrir
- Soigner
- Combinaison route/hôpital
- Valeur d'hospitalité

## **Démarche spirituelle du pèlerin et rite du pèlerinage**

- Déplacement dans l'espace pour la visite des autels, tombeaux, sanctuaires égrenant un chapelet de reliques de saints sur l'itinéraire parcouru par le pèlerin
- Rite d'arrivée et de la montjoie...
- Rite de contact avec la relique, de passage sous la relique, de circumambulation d'arrivée,
- Traces matérielles laissées par des pèlerins : coquilles, graffitis, témoignage écrit, restes de bourdons ou de vêtements, tombes...

## **Les productions artistiques suscitées par la dévotion, le pèlerinage ou témoin des circulations**

- Patrimoine mobilier : objets reliquaires, statuaire, orfèvrerie limousine...
- Patrimoine documentaire : livres de confréries, manuscrits de témoignages, laissez passer...
- Patrimoine immatériel : traditions orales, chants, littérature hagiographique, Vitae...

## **Mentions de l'édifice dans des manuscrits**

- *Codex Calixtinus*
- Vie de saints ou livre de miracles
- Liste de pèlerinages pénitentiels
- Mention dans des routiers
- Localisation de miracles
- Témoignages de pèlerins
- Églises paroissiales, chapelles, autels, déconnectés des pèlerinages mais dédiées à saint Jacques ou à des saints espagnols

### **La dévotion à saint Jacques**

- Symbolisée par la coquille
- Les représentations : l'apôtre, le pèlerin, le guerrier, le passeur d'âmes
- Sociabilité des confréries

### **Contextualisation d'une composante dans son environnement historique et patrimonial :**

- Interrelations avec d'autres édifices historiques, co-visibilités, position de la composante dans la trame urbaine ancienne
- Lieux de dévotion aux saints et aux reliques dans la proximité
- Toponymie d'un quartier, paroisse, confrérie sous le vocable de saint Jacques
- Iconographie liée à saint Jacques
- Traditions orales (nature, datation et contenu) qui relie la composante à Compostelle et aux jacquets
- Pont, hôpital, auberge médiévale ayant eu une fonction pour les pèlerins
- Œuvre pieuse pour les pèlerins
- Dévotion locale à un saint
- fêtes religieuses en lien avec le culte d'un saint ou l'apôtre jacques

### **Pèlerinage porteur d'imaginaire**

- La voie lactée
- Les traces de Charlemagne
- Les miracles, le rapport à l'au-delà...

### **Les dynamiques de circulations connexes au phénomène du pèlerinage**

- La diffusion de l'art gothique dans l'espace ibérique
- Traces de motifs stylistiques mudéjars dans l'art chrétien, circulation de motifs, de formes, d'artistes et de bâtisseurs
- Diffusion de la représentation du miracle du pendu dépendu
- Des reliques qui voyagent (Vincent, Just et Pasteur...)
- Les étrangers (Francs) qui s'installent dans la péninsule (quartier ou rue des francos)

### **Le contexte géopolitique du pèlerinage**

- Possessions territoriales de sanctuaires français en Espagne ou de sanctuaires / ordres espagnols en France
- Des personnages politiques : le pape Calixte II, l'archevêque français de Compostelle Béranger de Landorre, Charlemagne et Roland dans le *Codex Calixtinus*, le désir de Blanche de Castille d'aller en pèlerinage à Saint-Jacques, l'invocation de l'apôtre par le Roi saint Louis sur son lit de mort, la dévotion de la dynastie des Valois à saint Jacques, le patronage de la « chapelle du roi de France » par Charles V le Sage, les donations de Louis XI au sanctuaire compostellan
- Le légendaire carolingien : les chansons de geste, les légendes liées à Charlemagne et Roland (fondation d'église, tombe, donation, cousinage...)
- **Critique historiographique**

Le bien constitué de ses 78 éléments résulte d'abord d'un état des connaissances à la fin des années 1990. Il témoigne d'une historiographie qui s'est grandement attachée à l'étude des itinéraires des pèlerins sur la base de toutes sortes d'indices matériels et d'indications textuelles. Il est en outre le produit de spécialistes des

architectures et de l'histoire des édifices, moins des historiens spécialisés sur les pratiques religieuses ou des anthropologues.

En effet, depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les chercheurs ont privilégié la reconstitution d'itinéraires dans une approche géographique des territoires avec comme source le Livre V du *Codex Calixtinus* considéré comme un « guide ». Dans cet élan positiviste, les érudits sur le terrain ont déterminé un réseau de cheminements qu'ils ont justifié par les relevés des coquilles, par l'iconographie de saint Jacques, par la toponymie, par les réseaux des voies romains et médiévales, par l'inventaire des hôpitaux, par les mentions des pèlerins dans des archives ou par les traditions orales. En outre, un présupposé soulignait l'influence directrice de Cluny dans l'organisation du pèlerinage à saint Jacques. Enfin, la rédaction de toute ou partie du *Codex Calixtinus* – et notamment son Livre V – était attribuée à Aymeri Picaud, prêtre poitevin à qui l'on prêta d'être curé d'Asquins, aux pieds de la colline de Vézelay.

Le goût romantique pour la période médiévale – l'âge de la foi contre celui de la raison - conjugué au renouveau des recherches historiques locales sous l'impulsion de sociétés savantes en plein essor et de prêtres historiens, l'élan donné aux publications des textes source de l'Histoire, tout cela s'est conjugué pour mettre particulièrement en exergue le pèlerinage vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Il a rencontré aussi ce goût artistique pour l'Orient, ce pittoresque que l'Espagne offrait aux visiteurs, en décalage avec les évolutions rapides de la société de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et du début du XX<sup>ème</sup> siècle. Viollet-Le-Duc se faisant représenter habillé en pèlerin de saint Jacques sur le portail du château de Pierrefonds est particulièrement illustratif de la place que l'on voulait accorder au pèlerinage de Galice dans ce Moyen-Age réinventé.

Cette reconstitution des itinéraires a nourri l'interprétation de nombre d'édifices considérés comme autant de jalons sur les itinéraires des pèlerins en chemin vers Saint-Jacques-de-Compostelle. La traduction du Livre V du *Codex Calixtinus* baptisé « Guide du pèlerin » (1938) a favorisé ces recherches et le Musée des monuments français à la même époque dressait une carte des routes vers Saint-Jacques. La matérialité d'itinéraires ainsi reconstitués offrait ainsi une perspective interprétative aux historiens de l'art sur la question de la diffusion de modèles architecturaux - notamment des églises de pèlerinage dites de nos jours églises reliquaires - et plus généralement sur la diffusion de techniques ou de motifs artistiques de style roman.

Mais un renversement historiographique s'est opéré dans les années 1990 grâce au développement d'études critiques qui relativisaient la notion de routes de pèlerinage au moment même où l'Europe entière s'appliquait à chercher les jacquets et à aménager des tracés. Des chercheurs appelaient à nuancer la réalité matérielle du pèlerinage vers Saint-Jacques en considérant tout sanctuaire détenteur de sa relique comme une possible finalité du pèlerinage ; ils questionnaient la fonction « jalon » des sites sur des itinéraires et ils appelaient à réévaluer l'histoire propre des pèlerinages locaux. Par ailleurs, les historiens de l'art nuançaient la fonction explicative du pèlerinage à Compostelle dans l'apparition ou la diffusion de formes.

L'inscription n'a pas consacré exclusivement une approche géographique de quatre linéaires de chemins. Elle a reflété ces évolutions conceptuelles, s'attachant davantage au phénomène du pèlerinage :

- une lecture traditionnelle : l'approche géographique avec Compostelle en Galice comme un fait organisateur, une destination finale et l'importance accordée aux quatre « chemins » cités dans le Livre V ;
- une relativité du but : un maillage plus diffus représentatif d'un pèlerinage international tissé de sanctuaires jalonnant des parcours tant géographique que spirituel et porteurs d'une variété de dévotions d'audience locale, régionale ou internationale ; des édifices porteurs des attributs de ce que sont les dévotions aux saints et le rite du pèlerinage ; un maillage plus complexe que « 4 » d'itinéraires innombrables pouvant conduire le jacquet vers Saint-Jacques de Compostelle ; des édifices indépendants d'un passage de pèlerins mais témoignant de la dévotion populaire pour saint Jacques.

L'histoire des mentalités, l'inventaire des patrimoines jacquaires, l'étude de la littérature ou l'anthropologie sont à même désormais d'enrichir la connaissance du phénomène pèlerin, de nuancer les interprétations et de mettre en perspective ce bien comme une figure de proue du phénomène universel du pèlerinage, très vivace dans la société médiévale, se réinventant de nos jours sous d'autres pratiques, et par conséquent, capable d'entrer en dialogue avec ceux qui viennent le vivre – s'y éprouver – et avec d'autres pèlerinages dans le monde.

Un conseil scientifique installé en 2017 a initié des rencontres scientifiques et des publications. En 2018, à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'inscription, douze rencontres scientifiques ont été tenues, donnant lieu notamment à la publication de *Vers Compostelle – Regard contemporain sur les chemins de Saint-Jacques* qui conjugue des approches pluridisciplinaires, la parole universitaire avec celle des praticiens autour de la construction contemporaine de cet objet patrimonial. Une seconde publication davantage destinée au grand public a mobilisé plus de soixante auteurs pour la réalisation du beau livre « *Chemins de Saint-Jacques de France patrimoine de l'Humanité* ». L'intention proposée aux auteurs était d'élaborer une présentation de l'histoire et de l'architecture des composantes mettant l'accent sur leurs apports respectifs à la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble inscrit.

Renouvelé en 2022, il réunit 17 historiens, historiens de l'art, géographes, sociologue et anthropologue, chercheurs en sciences de gestion ou de la communication, médiateurs d'universités française, espagnole, italienne et allemande.

Ses travaux vont se poursuivre dans le cadre du plan de gestion, en association avec les propriétaires, institutions savantes, associations de chercheurs et de pèlerins, afin d'enrichir les connaissances et de les diffuser le plus largement. La réflexion sur les attributs ou le lancement de travaux de recherche ainsi que la programmation de journées d'études permettront de proposer des clefs d'interprétation plus riches sur chacun des sites qui concourent tous au récit collectif et à la valeur universelle exceptionnelle de ce pèlerinage.

- **Données de contextualisation du bien**

### **Des reconnaissances**

- inscription sur la Liste de la « Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle » comprenant l'ensemble cathédrale et le sanctuaire en 1985
- proclamation des Chemins de Compostelle comme Itinéraire culturel par le Conseil de l'Europe en 1987
- inscription sur la Liste du « Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne » en 1993, extension en 2015
- inscription en 2017 sur le registre de la Mémoire du Monde du Codex Calixtinus de Saint-Jacques-de-Compostelle et autres copies médiévales du Liber Sancti Jacobi : Les origines ibériques de la tradition jacobéenne en Europe

### **Le bien**

- Le plus grand ensemble immobiliser par son nombre de composantes (78) et son ampleur territoriale (10 régions, 32 départements, 95 communes) parmi les 49 sites français inscrits
- Plusieurs millions de visiteurs dans les édifices qui le constituent
- 250 événements labellisés pour le 20<sup>ème</sup> anniversaire en 2018 et de nombreux autres
- 95 Communes dont plus de 2/3 ont moins de 5000 habitants
- 1500 acteurs ou organismes concernés au titre de leurs compétences matérielle, territoriale, de leurs engagements bénévoles, pour la préservation, la gestion, la valorisation et le rayonnement du bien
- La surface du bien approuvée en 2016 est de 98,7147 ha.

### **Un bien partie émergente et représentative d'un ensemble patrimonial et géographique plus vaste**

- 276 Chemins de Saint-Jacques de Compostelle aménagés en Europe représentant environ 81 618 km
- 51 itinéraires aménagés en France représentant 17 451 km
- Evaluation à environ 2423 établissements d'accueils des cheminants dans environ 1330 communes situées sur les 5 itinéraires « principaux » en France

### **Un brassage humain quasi universel**

- 437 511 pèlerins enregistrés au Bureau d'accueil des pèlerins à Saint-Jacques-de-Compostelle en 2022 dont 45% d'étrangers issus de 190 pays.
- 750 000 comptes avec le seul hashtag « Compostela » sur Instagram
- 350 associations « Amis de saint Jacques » dans le monde

### **Un patrimoine vivant**

- 61 000 cheminants à Saint-Jean-Pied-de-Port en 2019 contre 3500 en 1998
  - 52 926 cheminants à Saint-Jean-Pied-de-Port en 2022 représentant 118 nationalités
  - Des motivations exprimant le besoin de ressourcement, d'espérance, de lien social et d'ancrage dans une chaîne de valeurs et de transmission :
- 21% dans une démarche spirituelle poussés par une motivation personnelle et religieuse pour revenir à « l'essentiel »,
- 17% le chemin est un espace de transition dans l'existence marqués par le questionnement et le plaisir des rencontres humaines,
- 24% sont des curieux mûs par le désir de découverte et de visites en utilisant le chemin comme support et la marche comme moyen
- 27% sont dans une pratique où domine la motivation sportive, le défi physique
- 11% sont des aficionados, ambassadeurs du « chemin » qu'ils pratiquent régulièrement
- 80 associations Amis des chemins de Saint-Jacques ou Amis de saint Jacques en France
  - Dépense moyenne estimée à 45 €/j en France
  - 20 000 cheminants au départ du Puy-en-Velay
  - 1 500 à 2 500 cheminants estimés sur les autres itinéraires français

*Sources : IGN Espagne, Amis du Chemin de Saint-Jacques en Pyrénées-Atlantiques, enquête 2021 sur les publics des chemins de Compostelle en France*

## **3. Bilan de la gestion du Bien depuis 2013**

Le dossier de candidature initial élaboré par le Ministère de la culture et ses services déconcentrés près de 10 ans avant l'entrée en vigueur des Plans de gestion au sein des dossiers Unesco, sans associer les collectivités locales propriétaires, ne prévoyait pas de mesures de ce type.

Pour autant, le bien a fait l'objet d'un important travail entrepris conjointement par l'Agence française des chemins de Compostelle (AFCC) et les services de l'Etat dans la gestion et la coordination de ce complexe réseau de composantes, et ce dès l'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial.

A partir de 2013 et la désignation d'un préfet coordonnateur pour le bien, cette action s'est renforcée, notamment dans le cadre de la démarche de définition des zones tampon, de la mise en place d'une gouvernance opérationnelle, de la capitalisation des expériences des membres du réseau, d'un Conseil scientifique, de nombreux outils de gestion à destination des composantes, d'une mise en visibilité du bien par

le biais d'une action volontariste dans les domaines du tourisme et de la communication, et de l'organisation des célébrations du 20ème anniversaire de l'inscription du bien.



### 3.1 - Gouvernance et animation du Bien

<u>Objectifs opérationnels</u>	<u>Actions</u>	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Mise en réseau des acteurs du bien, création d'une gouvernance et d'espaces d'échanges	Développement des relations avec les services de l'État	Travail avec la DRAC pour définir un schéma de gouvernance	Réunions Etat-AFCC sur les moyens, la gouvernance et le conseil scientifique									
				Signature accord cadre Etat-AFCC	Exécution du 1 <sup>er</sup> protocole d'accord entre l'Etat et l'AFCC			1 <sup>er</sup> avenant au protocole			2 <sup>e</sup> avenant au protocole Projet de charte de gestion	
	Mise en place de comités interrégionaux de bien			1 <sup>er</sup> comité de bien, Toulouse	2 <sup>e</sup> comité de bien, Toulouse						3 <sup>e</sup> comité de bien, visio	4 <sup>e</sup> comité de bien, Espalion
	Rencontres des acteurs du bien					Séminaire préparatoire pour l'organisation du 20 <sup>e</sup> anniversaire	Journée de clôture du 20 <sup>e</sup> anniversaire à Saint-Jean-Pied-de-Port					
	Développement des commissions locales			Installation et réunion des commissions locales								
	Installation d'un Conseil scientifique		Travail sur la constitution d'un CS				Installation du CS	Participation du Conseil scientifique à l'animation du réseau (conférences, fiches thématiques, colloques, éditions...)			Renouvellement du Conseil scientifique	

	Organisation des Rencontres des communicants							Rencontre à Toulouse	2 <sup>ème</sup> rencontre (visio)		
	Réflexion sur le statut juridique de l'AFCC					Étude du cabinet Baron, proposition de transformation en GIP	Proposition de convention constitutive (statuts)				
	Élargissement de la base des adhérents de l'AFCC						Adhésion de la Région Bourgogne FC et de nouveaux Dépts	Adhésion de nouveaux Départements et de nouvelles collectivités propriétaires et/ou gestionnaires			
Élaboration des plans de gestion, accompagnement de l'AFCC aux gestionnaires et propriétaires des composantes	Mise en place d'outils d'aide à l'élaboration des plans de gestion locaux			Création d'une grille d'auto-diagnostic		Réalisation d'un guide pour les volets locaux du plan de gestion		Proposition d'une trame d'écriture pour les PG Locaux	Mise en service du module Unesco de GeoCompostelle (interface numérique de saisie des Plans de gestion locaux). Edition d'un guide d'utilisation par l'AFCC		
	Mobilisation des acteurs locaux pour l'élaboration des plans de gestion locaux			Contribution à la réflexion sur les PG « sentier » dans le Lot	Conseil sur PGL CC Ténarèze			Aide à l'élaboration des cahiers de gestion locaux par les gestionnaires des composantes (petits-déjeuners, relecture, déplacements sur le terrain...) et délibérations des collectivités			
	Accompagnement à la gestion des tronçons de sentier inscrits				Convention DREAL pour la mise en place d'un observ. du paysage				Étude "Chemins faisons" portée par l'AFCC Restitution à Gréalou (Lot) en mai 2022		
	Lancement du plan de gestion national									Recrutement cabinet E. Cayrel (SIA Heritage) & MIA	

											Lancement du PGN, élaboration du cadre de construction	Élaboration de la trame générale du PGN
											Sollicitation des acteurs locaux pour l'élaboration du PGN avec 3 sessions d'atelier	

### 3.2 - Conserver, protéger le Bien

Objectifs opérationnels	Actions	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mise en place de périmètres de protection des composantes	Elaboration concertée des zones tampon et de sensibilité paysagère			Étude Bailly-Leblanc commanditée par le ministère de la culture				Validation des cartes des ZT établies avec les UDAP et la DREAL	Validation des cartes des ZT établies avec les UDAP et la DREAL		
		Adaptation des propositions du bureau d'études par les UDAP et les commissions locales									
	Réalisation d'un Atlas regroupant les zones tampon du bien							Création de cartes et mises à jour du projet d'atlas des zones tampon. Délibération par les gestionnaires des sections de chemins des zones tampons et de sensibilité paysagère. Délibérations par les communes pour les ZT des édifices.		Transmission au ministère de la culture puis au Centre du patrimoine mondial	

### 3.3 - Connaître et diffuser la connaissance sur le Bien

<u>Objectifs opérationnels</u>	<u>Actions</u>	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Amélioration de la connaissance du bien	Animation du conseil scientifique						Participation du Conseil scientifique à l'animation du réseau (conférences, éditions...)				
	Colloques scientifiques et journées d'études						Colloques, journées d'études, Marcher pour guérir (20 <sup>e</sup> anniv)	Réalisation d'une base de données scientifiques, Actes de colloques	2 <sup>e</sup> édition Marcher pour guérir à Bordeaux		Journées d'études à Oloron, actes du colloque UT2J
Diffusion de la connaissance	Interventions vers les étudiants			Licence de tourisme à l'ISTHIA (Foix)		IREST - Paris 1					
	Interventions vers les professionnels				Professionnels du tourisme à Moissac et Conques						
	Mise en place de formations						3 journées à Bordeaux, Paris et Toulouse			Webinaire	

	Accompagnement des acteurs dans des projets d'interprétation, de signalétique	Travail sur les contenus du schéma d'interprétation en Aveyron	Création d'un clou de signalétique PM			Définition de contenus de signalisation routière ou autoroutière, panneaux d'interprétation du pont d'Artigues	Contenus interprétation du bien et du patrimoine mondial à Cahors	Edition d'un guide de préconisations signalétique			
	Accompagnement des gestionnaires pour une meilleure compréhension du bien				Fourniture de contenu à la demande des composantes par l'AFCC						
	Accompagnement à la réalisation de publications						Guide de préconisations pour l'édition de supports	Brochures (Toulouse, église de Folleville)	Brochures (Ourdis-Cotdoussan et Gavarnie)		
	Diffusion des bonnes pratiques						Réalisation et développement d'une exposition de posters « Bonnes pratiques »				

### 3.4 - Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

<u>Objectifs opérationnels</u>	<u>Actions</u>	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Amélioration de la connaissance des publics	Étude qualitative								Étude des publics (logique d'itinérance)			
Doter le bien d'outils de communication propres	Outils d'identification du bien	Création, installation et dévoilement de plaques commémoratives sur les composantes										
					Création d'un logo et d'une charte graphique	Réalisation d'une plaquette de présentation	Réalisation d'une carte			Mise à jour de la carte		
						Campagne photo					Campagne photo	
			Refonte et développement d'un site internet				Création d'un site Internet dédié au bien					
Amélioration de la visibilité du bien par la médiation, l'action culturelle et éducative	Célébration du 20e anniversaire					Séminaire de préparation, COPIL...	Programme commun, dossier de presse et CP	Dossier de presse mis à jour chaque année				
	Coordination d'une saison culturelle						Colloques et journées d'études					
							20ème anniversaire de l'inscription	Saisons culturelles annuelles				

	Mise à disposition d'expositions sur le patrimoine mondial pour les partenaires	Exposition itinérante sur le dolmen de Gréalou			Appui à la création de contenus (Tlse, St-Léonard-de-N., Région Aquitaine)		Création d'une exposition photo des 78 composantes du bien	Fabrication, adaptation de l'expo <i>L'invention du patrimoine mondial</i> réalisée par l'ABFPM				
					Exposition sur la valorisation des sites inscrits en Gironde							
	Editions et collaborations éditoriales sur le bien	Partenariat avec Éditions du patrimoine (CMN) et Glénat pour la BD Campus Stellae						Edition du beau-livre "Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France"	Collaborations éditoriales (guides Michelin Voie du Puy et Sites du patrimoine mondial, topoguides©, Milan, Gallimard, Le Festin)			
		Publication des actes du colloque international organisé en 2018 « Vers Compostelle »										
		2° édition de la carte IGN "Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle"				Partenariat cartes IGN (Voie du Puy)		Edition d'une carte en format poster			3° édition de la carte IGN 922	Collab pour mise à jour des 2 cartes IGN (Voie du Puy)
	Création artistique								Chemin-livre avec le PNR des Causses du Quercy : résidence BD, édition d'un livre			
								Fenêtres sur le paysage avec Derrière le hublot sur le GR®65				
											Atelier création sonore Arles	



	Action éducative						Prix du patrimoine mondial en Occitanie				
								Groupe de travail Pédagogie			
Améliorer la visibilité du bien auprès des visiteurs et touristes	Outils numériques		Refonte et développement du site internet de l'AFCC : rubrique patrimoine mondial								Site et application GeoCompostelle
	Éditions						Dépliants d'appel pour les 5 principaux itinéraires				
	Salon et rencontres professionnelles				Grand Bivouac avec le Réseau des grands itinéraires pédestres						Salon Destinations nature (Paris)



### 3.5 - Coopérations

<u>Objectifs opérationnels</u>	<u>Actions</u>	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Coopérations nationales	Adhésions de l'AFCC	ABFPM									
	Partenariat avec les acteurs du patrimoine						Convention avec le CMN	Convention avec Sites & Cités remarquables			
	Partenariats avec les acteurs universitaires					Convention Université Toulouse Jean Jaurès			Convention Université Paul Valéry Montpellier		
	Partenariat avec les acteurs associatifs					Convention Fédération associations jacquaires					Convention avec la FFRP
	Coopérations scientifiques							Accueil du comité international des experts du chemin de Saint-Jacques			
Coopérations internationales	Coopérations institutionnelles					Rencontre avec le Xacobeo à Santiago et en Galice	Convention Asso des communes du Camino Francès	Rencontre des communes européennes à Canfranc		Rencontre franco-allemande et ICCE	Participation rencontre des itinéraires culturels du

						(délégation Etat-AFCC)	Clôture 20 <sup>e</sup> anniversaire avec l'Espagne				Conseil de l'Europe
	Projets européens						RURITAGE, IMPACTOUR, CompostEVA				

### 3.6. Travaux sur composantes pour la période 2012-2023

Le tableau présente les dépenses engagées sur la période 2012 – 2023 (sauf cas particulier) pour les travaux d'entretien ou de restauration ou les études et la part de subvention de l'Etat. Le différentiel est constitué par les dépenses engagées par les Communes ou Départements propriétaires des édifices, complétées par le mécénat et par les subventions de soutien des Régions ou des Départements.

Nouvelle numérotation	Composante	Montant des travaux (ht)	Part de subvention Etat (indications du MCC/DRAC)
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>			
868-001	Le-Puy-en-Velay, Cathédrale Notre-Dame		4 414 110 €
868-002	Le-Puy-en-Velay, Hôtel-Dieu Les travaux complets de restauration ont été réalisés avant 2012	108 000 €	27 000€
868-003	Clermont-Ferrand, Eglise Notre-Dame-du-Port	1 026 536 €	415 735 €
TOTAL			4 856 845 €
<b>Bourgogne-Franche Comté</b>			
868-004	La Charité-sur-Loire, Eglise prieurale Sainte-Croix-Notre-Dame	2 000 000 €	632 000 € (31,6%)
868-005	Asquins, Eglise Saint-Jacques d'Asquins	57 000 €	27 000 € (49%)
868-006	Vézelay, Basilique Sainte-Madeleine*	7 452 000 €	3 682 000 € (49%)
TOTAL			4 341 000 €
<b>Centre-Val-de-Loire</b>			
868-007	Bourges, Cathédrale Saint-Etienne*		Non communiqué
868-008	Neuvy-Saint-Sépulchre, Collégiale Saint-Etienne		Non communiqué
<b>Grand Est</b>			
868-009	Châlons-en-Champagne, Eglise Notre-Dame-en-Vaux		Non communiqué
868-010	L'Epine, Basilique Notre-Dame		Non communiqué
<b>Hauts-de-France</b>			
868-011	Compiègne, Eglise paroissiale Saint-Jacques	217 321,02 €	103 294 €
868-012	Amiens, Cathédrale Notre-Dame*	47 244 435,22 €	34 652 554,91 €

868-013	Folleville, Eglise paroissiale Saint-Jacques le Majeur et Saint-Jean-Baptiste	339 716,50 €	102 923,30 €
TOTAL			34 858 772,21 €
<b>Ile-de-France</b>			
868-014	Paris, Tour Saint-Jacques* Les données couvrent la période de restauration générale de l'édifice 1998- 2007	8 511 856,81 €	3 951 030,37 €
<b>Normandie</b>			
868-015	Le Mont-Saint-Michel*		Non communiqué
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>			
868-016	Aulnay, Eglise Saint-Pierre		366 900 €
868-017	Pons, Ancien hôpital des Pèlerins		0
868-018	Saint-Jean-d'Angély, Abbaye royale Saint-Jean- Baptiste		355 208 €
868-019	Saintes, Eglise Saint-Eutrope		620 982 €
868-020	Le Buisson-de-Cadouin, Ancienne abbaye de Cadouin		122 531 €
868-021	Périgueux, Cathédrale Saint- Front		3 408 414 €
868-022	Saint-Avit-Sénieur, Eglise Saint-Avit		113 505 €
868-023	Bazas, Eglise cathédrale Saint-Jean-Baptiste		594 563 €
868-024	Bordeaux, Basilique Saint- Seurin*		219 180 €
868-025	Bordeaux, Basilique Saint- Michel*		1 735 000 €
868-026	Bordeaux, Cathédrale Saint- André*		17 964 353 €
868-027	La Sauve, Ancienne abbaye Notre-Dame de la Sauve Majeure		0
868-028	La Sauve, Eglise Saint-Pierre		171 714 €
868-029	Soulac-sur-Mer, Eglise de Notre-Dame-de-la-Fin- des- Terres		0
868-030	Aire-sur-l'Adour, Eglise Sainte-Quitterie		149 725 €
868-031	Mimizan, Clocher-porche de l'ancienne église		120 000 €
868-032	Saint-Sever, Abbaye		909 909 €

868-033	Sorde-l'Abbaye, Abbaye Saint-Jean		753 596 €
868-034	Agen, Cathédrale Saint Caprais		765 050 €
868-035	Bayonne, Cathédrale Sainte-Marie		6 452 242 €
868-036	L'Hôpital-Saint-Blaise, Eglise Saint-Blaise		0
868-037	Oloron-Sainte-Marie, Eglise Sainte Marie		148 984 €
868-038	Saint-Jean-Pied-de-Port, Porte Saint Jacques		101 325 €
868-039	Melle, Eglise Saint-Hilaire		0
868-040	Poitiers, Eglise Saint-Hilaire-le-Grand		91 267 €
868-041	Saint-Léonard-de-Noblat, Eglise Saint-Léonard		83 536 €
TOTAL			35 248 011 €
<b>Occitanie</b>			
868-042	Audressein, Eglise Notre-Dame de Tramesaygues		Non communiqué
868-043	Saint-Lizier, Cathédrale Notre-Dame-de-la-Sède, palais épiscopal, ancienne cathédrale et cloître, rempart		Non communiqué
868-044	Conques, Abbatiale Sainte-Foy		Non communiqué
868-045	Conques, Pont sur le Dourdou		Non communiqué
868-046	Espalion, Pont Vieux		Non communiqué
868-047	Estaing, Pont sur le Lot		Non communiqué
868-048	Saint-Chély-d'Aubrac, Pont dit "des pèlerins" sur la Boralde		Non communiqué
868-049	Saint-Gilles-du-Gard, Ancienne abbatiale		Non communiqué
868-050	Saint-Bertrand-de-Comminges, Ancienne cathédrale Notre-Dame		Non communiqué
868-051	Saint-Bertrand-de-Comminges, Basilique paléochrétienne, chapelle Saint-Julien		Non communiqué
868-052	Toulouse, Basilique Saint-Sernin		Non communiqué

868-053	Toulouse, Hôtel-Dieu Saint-Jacques		Non communiqué
868-054	Valcabrère, Basilique Saint-Just		Non communiqué
868-055	Auch, Cathédrale Sainte-Marie		Non communiqué
868-056	Beaumont / Larressingle, Pont de Lartigue		Non communiqué
868-057	La Romieu, Collégiale Saint-Pierre		Non communiqué
868-058	Aniane/Saint-Jean-de-Fos, Pont du Diable		Non communiqué
868-059	Saint-Guilhem-le-Désert, Ancienne abbaye de Gellone		Non communiqué
868-060	Cahors, Pont Valentré		Non communiqué
868-061	Cahors, Cathédrale Saint-Etienne		Non communiqué
868-062	Figeac, Hôpital Saint-Jacques		Non communiqué
868-063	Gréalou, Dolmen de Pech-Laglaire 2		Non communiqué
868-064	Rocamadour, Basilique Saint-Sauveur et crypte Saint-Amadour		Non communiqué
868-065	Aragnoet, Hospice du Plan et chapelle Notre-Dame-de-l'Assomption, dite chapelle des Templiers		Non communiqué
868-066	Gavarnie, Eglise paroissiale Saint-Jean- Baptiste		Non communiqué
868-067	Jézeau, Eglise Saint-Laurent-Notre-Dame		Non communiqué
868-068	Ourdis-Cotdoussan, Eglise Saint-Jacques		Non communiqué
868-069	Rabastens, Eglise Notre-Dame-du-Bourg		Non communiqué
868-070	Moissac, Abbatiale Saint-Pierre et cloître		Non communiqué
TOTAL			
<b>Provence-Alpes-Côte d'Azur</b>			
868-071	Arles, Eglise Saint-Honorat et nécropole des Alyscamps*	166 945,33 €	75 125 €



## 4. Enjeux, méthode d'élaboration, objectifs et stratégie du plan de gestion

### 4.1. Enjeux de protection et de gestion

S'appuyant sur le travail déjà engagé depuis plusieurs années, la démarche d'élaboration du Plan de gestion initiée en 2021 a permis :

- de rassembler les acteurs et leurs partenaires au sein d'instances de dialogue communes ;
- d'élaborer de manière conjointe et concertée un projet pour le bien et chacune de ses composantes ;
- de répondre aux Orientations devant guider la mise en œuvre de la convention du patrimoine mondial et de se mettre en conformité avec la loi LCAP du 7 juillet 2016 qui stipule que :  
« Pour assurer la préservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien, un plan de gestion comprenant les mesures de protection, de conservation et de mise en valeur à mettre en œuvre est élaboré conjointement par l'Etat et les collectivités territoriales concernées, pour le périmètre de ce bien et, le cas échéant, de sa zone tampon, puis arrêté par l'autorité administrative ».

Une clarification des rôles entre l'Agence française des Chemins de Compostelle et l'Etat était également attendue, ainsi que l'identification d'interlocuteurs et de missions définies, aussi bien côté AFCC que dans les services déconcentrés de l'Etat ou auprès des gestionnaires de composantes.

S'agissant d'un bien en série, la réflexion est menée à deux échelles : celle du bien et celle des 78 composantes.

Le plan de gestion propose une articulation lisible entre ce qui relève du Plan de gestion national, à savoir des mesures de mise en cohérence, de coordination et d'animation du réseau de composantes, et d'autre part des cahiers de gestion locaux propres à chaque composante. Ces derniers visent à présenter des éléments de description et historique, de leur contribution à la V.U.E. du bien. Cette première partie se prolonge par l'identification des moyens techniques, humains et financiers dont disposent les gestionnaires pour mener à bien leurs missions d'entretien courant, de restauration, de valorisation patrimoniale et touristique de la composante dont ils ont la charge. L'ensemble conduit à identifier des projets à mener sur la période 2023-2027.

Concernant les mesures à l'échelle nationale, l'enjeu consiste donc à concilier le besoin de coordination et de vision globale, tout en interrogeant les gestionnaires de composante sur leurs besoins en tant que parties prenantes d'un réseau, sur les outils et services attendus, etc.

Par ailleurs l'identification d'élus et de techniciens référents est poursuivie de manière à fortifier un réseau de compétences et de suivi du plan et des cahiers de gestion locaux, réseau d'autant plus nécessaire pour améliorer l'animation du bien caractérisé par son ampleur territoriale et par la grande diversité d'acteurs partie prenante.

Conformément à la loi LCAP du 7 juillet 2016, notamment l'article L.612-1 du Code du patrimoine, le travail a été conduit : « Pour assurer la protection du bien, une zone, dite "zone tampon", incluant son environnement immédiat, les perspectives visuelles importantes et d'autres aires ou attributs ayant un rôle fonctionnel important en tant que soutien apporté au bien et à sa protection est, sauf s'il est justifié qu'elle n'est pas nécessaire, délimitée autour de celui-ci en concertation avec les collectivités territoriales concernées puis arrêtée par l'autorité administrative. »

L'atlas a été transmis au Centre du patrimoine mondial en 2021 et renvoyé par ICOMOS pour supplément de précision. L'AFCC et les services déconcentrés de l'Etat ont accompagné les gestionnaires des composantes dans la définition de méthodes et l'élaboration de zones tampons et/ou de sensibilité paysagère, notamment pour les composantes des sections de sentier à travers une approche concertée et participative, identifiant les éléments patrimoniaux signifiants de la section, les protections existantes, les identités paysagères et les

covisibilités. La démarche des cahiers de gestion des 78 composantes a été conduite en concomitance et dans le prolongement de l'atlas déposé. Il donnera lieu aux adaptations requises avant un nouveau dépôt auprès du Centre du patrimoine mondial.

#### **4.2. Méthode d'élaboration du plan de gestion**

Le plan de gestion a été construit à deux échelles :

- celle du bien dans son ensemble avec la définition d'une stratégie collective et d'un programme d'actions, détaillé sous forme de fiches-actions ;
- celle des composantes du bien avec la production de plans de gestion locaux détaillés, résumés ici sous forme de fiches composantes.

#### **Les étapes de construction du plan de gestion volet national**

Une étude documentaire exhaustive des documents produits dans le cadre de la démarche d'inscription et de son évaluation par Icomos, puis de la gestion du bien, notamment les Actes des deux comités de bien tenus en 2016 et 2017, a été complétée par des entretiens auprès des acteurs nationaux de la gestion et leurs partenaires.

Les actions existantes qui pouvaient être valorisées dans le cadre du Plan de gestion national ont ainsi pu être recensées, et les grandes pistes d'intervention prioritaires dégagées.

Afin de bénéficier des retours d'expérience et de la richesse issue de la diversité des acteurs de la gestion, la méthode retenue pour l'élaboration du programme d'actions du Plan de gestion national a été la suivante :

- Constitution d'un fichier rassemblant les coordonnées de l'ensemble des acteurs susceptibles de vouloir contribuer au Plan de gestion national (1 300 personnes) ;
- Organisation d'un webinaire abordant le socle de culture commune nécessaire à une participation efficace des volontaires : le Patrimoine mondial, le bien 868, les Plans de gestion, la méthode retenue pour le Plan de gestion national du bien 868, les documents de bilan de l'existant déjà produits ;
- Définition de 10 points d'accès équipés en visioconférence à travers le territoire national et à proximité des composantes, afin d'encourager les acteurs à se réunir physiquement dans le but de participer collégalement à la démarche, mais aussi de se connaître ou de mieux se connaître, afin d'initier des partenariats locaux ;
- Organisation de 3 sessions de groupes de travail déclinés en 4 demi-journées thématiques au cours desquelles les participants ont pu émettre, puis approfondir des propositions d'actions dans le but de nourrir le Plan de gestion national : conservation, protection, urbanisme et aménagement / recherche, diffusion de la connaissance, médiation / développement économique et touristique, programmation culturelle et communication / gouvernance, animation et coopération.
- Les propositions d'actions ont été régulièrement soumises à l'arbitrage d'un Comité de pilotage en charge de la coordination et de la vision stratégique de la démarche (services de l'Etat - préfecture de région Occitanie, 10 DRAC et 10 DREAL concernées, 10 Régions et représentants de l'AFCC) ;
- L'AFCC s'est ensuite attachée à la rédaction de fiches actions détaillant le contenu ainsi que les modalités de mise en œuvre de chacune des actions retenues ;
- Une Charte de gestion rappelant les rôles et compétences des deux gestionnaires du bien en série que sont l'Etat et l'AFCC, ainsi que leur engagement réciproque concernant la mise en œuvre et le suivi du Plan de gestion national a en outre été rédigée. Elle pourra le cas échéant faire l'objet d'avenants techniques et financiers précisant les modalités de sa mise en œuvre.

## Méthode d'élaboration des volets locaux du plan de gestion

En vue de lancer la démarche inédite des 78 plans de gestion locaux, une réunion du comité de bien s'est tenue en octobre 2020 en visio. D'une part 69 des 95 communes concernées ont moins de 5 000 habitants, ce qui souligne la faiblesse des moyens techniques. D'autre part, l'exercice d'audit, de projection et de planification est d'autant plus inhabituel dans les communes de cette taille qu'il se heurte à un contexte économique et budgétaire contraint. Par ailleurs, dans certaines communes en périphérie des grands itinéraires pédestres, l'absence de réalité de l'itinérance jacquaire dans l'économie locale ou l'importance parfois relative du monument inscrit dans le paysage patrimonial local ont pu susciter des réserves dans la prise en compte de l'enjeu et l'intérêt de la démarche. De manière générale, il a été préconisé que l'élaboration des plans de gestion locaux associe l'ensemble des acteurs, au-delà des services des collectivités propriétaires. Partout, s'est révélé le besoin de poursuivre le travail d'appropriation de l'histoire du pèlerinage et ses déclinaisons patrimoniales grâce à la relance d'études ou en reconsidérant des récits de médiation trop conventionnels.

Un ensemble d'outils a été développé par l'AFCC et mis à disposition des gestionnaires qui s'en sont saisi avec des fortunes variables :

- grille d'autodiagnostic balayant les aspects de la connaissance, conservation, restauration, abords, développement touristique et culturel, médiation et communication, coopération ;
- guide méthodologique du plan de gestion,
- document d'aide à la réflexion sur les attributs ;
- trame d'écriture, fiche action et charte graphique afin de standardiser la production des documents ;
- création d'une plateforme numérique GeoCompostelle pour réunir les données et documents produits ;
- réunion mensuelle d'échange avec les composantes en visioconférence.

Les services des Préfectures ont apporté leur concours stimulant pour relayer les attendus au plan local et mobiliser les acteurs concernés. La démarche a été réalisée le plus souvent en interne dans les communes moyennes et de grande importance et par recours exceptionnel à un cabinet d'études ou à un recrutement temporaire. Plusieurs Conseils départementaux et deux Parcs naturels régionaux ont mobilisé leurs compétences afin d'apporter un accompagnement aux communes rurales. Quelques collectivités ont eu recours à l'emploi d'étudiants stagiaires de niveau Master pour les assister dans leur diagnostic et l'écriture.

En Nouvelle-Aquitaine, un cabinet d'études a été recruté par la DRAC afin de mener à bien l'animation et l'accompagnement de la démarche auprès des composantes régionales et pour réaliser le plan de gestion des quatre cathédrales concernées dans cette région.

Pour les sections de sentier, une démarche spécifique a été mise en œuvre avec l'appui des DREAL Occitanie et Nouvelle-Aquitaine. Un cabinet d'études a été mandaté pour le déploiement d'une étude « Chemins Faisons » qui a impliqué les acteurs institutionnels, associatifs et du tourisme présents sur les 7 tronçons autour d'une équipe de deux paysagistes et d'un architecte du patrimoine. La concertation s'est déployée de septembre 2020 à mars 2022 avec pour enjeu de faire ressortir autant les spécificités que les ressemblances et les complémentarités entre chacun d'eux, dans l'idée de faire cause et chemins communs.

L'étude a été réalisée en trois phases par la réalisation d'un diagnostic sur les 7 tronçons, la définition d'objectifs de qualité paysagère et patrimoniale conduisant à un programme d'actions élaboré de manière participative avec les acteurs du territoire. Le tout donnant lieu à la production de rapports et repris ensuite en plan d'action dans le cadre des 7 plans de gestion des sections 868-72 à 868-78.

L'ensemble des 78 démarches d'élaboration des 78 plans locaux permet à cette date de capitaliser une première mobilisation, d'identifier des dynamiques locales prometteuses chez certains gestionnaires et porteuses de réalisations qui pourront être partagées. Ce développement des capacités constitue un premier réservoir de compétences profitable au réseau du bien. En outre, la démarche a permis une mobilisation durable des Conseils départementaux sur les enjeux de gestion.

### 4.3. Objectifs et stratégie du plan de gestion :

Le plan de gestion proposé ici est le premier établi pour le bien culturel « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » depuis son inscription sur la Liste du patrimoine mondial en 1998.

La nature hétérogène des composantes du bien, son étendue géographique, l'importance du nombre d'acteurs et des échelons administratifs concernés, les modalités de son inscription... ont en outre fait de la mise en place d'un plan de gestion à l'échelle de ce bien un véritable défi, sans équivalent connu à l'échelle nationale.

La mise en œuvre du Plan de gestion doit permettre :

- de renforcer l'appropriation des valeurs du bien et des enjeux de gestion par les gestionnaires, leurs partenaires, les visiteurs, ainsi que la population, dans un objectif de lisibilité accrue ;
- de pérenniser et parfois d'accroître la fréquentation en assurant un développement durable des territoires, en cohérence avec les attentes des visiteurs, cheminants et habitants, tout en respectant la fragilité des sites ;
- de favoriser l'émergence de documents d'urbanisme intégrant les enjeux de gestion du bien et des composantes (PLUi, SCOT), de s'assurer de l'adéquation des protections en place afin de trouver un équilibre entre préservation et développement, et de disposer de moyens d'évaluer de manière fine l'impact d'éventuels projets d'aménagement sur la V.U.E.

Cinq axes stratégiques ont été définis :

- Dans le cas particulier de ce bien en série constitué de 78 composantes situées dans 10 régions françaises et mobilisant une grande diversité d'acteurs, **la gouvernance et l'animation du bien** constituent un préalable à la mise en œuvre du plan de gestion. Sont ainsi définies les instances de gestion mises en place à différentes échelles. Les rôles et responsabilités sont également précisés : l'Etat et ses services (Préfecture coordinatrice, préfetures et sous-préfectures, Ministère de la culture, DRAC, DREAL), garant de la protection du bien vis-à-vis du Comité du patrimoine mondial et propriétaire de plusieurs composantes, l'Agence française des chemins de Compostelle, qui réunit les collectivités propriétaires et assure la gestion nationale, les propriétaires des 78 composantes désignant chacun un élu et un technicien référents chargés du suivi et de la mise en œuvre du plan de gestion local. Le plan de gestion détaille les outils de mise en place pour favoriser les échanges entre les acteurs du bien.
- **La conservation, la restauration, la protection du bien.** Une nouvelle proposition de zones tampon pour les 78 composantes doit être transmise au Centre du patrimoine mondial, accompagnée d'une présentation des mesures de protection réglementaire effectives. Dans le cadre des tronçons de sentier, une zone de sensibilité paysagère est proposée afin de tenir compte de l'expérience du paysage au rythme de la marche. Un observatoire photographique sera également créé afin de poursuivre le travail de sensibilisation des élus et acteurs locaux. La plateforme numérique GeoCompostelle créée pour collecter les informations relatives aux plans de gestion locaux sera adaptée pour en faire un outil de suivi et d'évaluation de leur mise en œuvre. Afin de disposer d'une visibilité sur les besoins en matière de restauration pour l'ensemble des composantes, et d'assurer un pilotage cohérent à l'échelle du bien, l'Etat et l'AFCC réaliseront une étude de programmation et veilleront à la bonne prise en compte du bien dans les documents de planification et d'urbanisme. Une attention particulière sera portée aux effets actuels et potentiels du changement climatique sur la conservation des composantes.
- **La connaissance et la diffusion des savoirs** est un enjeu fondamental. Un travail approfondi doit être poursuivi avec l'appui du Conseil scientifique afin d'encourager la réalisation de nouvelles recherches (journées d'études, thèses, publications...). La question de la transmission est également

centrale. Il s'agit d'établir et de partager les éléments de présentation du bien dans le cadre d'une action éducative et de médiation de qualité.

- Plus largement, le plan de gestion doit permettre de développer la notoriété et le rayonnement du bien, et participer ainsi au **développement durable des territoires** concernés.
- Enfin, s'agissant d'un bien en série, il convient **d'intensifier les coopérations** entre les composantes d'une part, mais également avec d'autres biens inscrits, en particulier de renforcer les liens avec le bien espagnol qui prolonge le bien français jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle.

Ces cinq axes stratégiques sont déclinés en 12 objectifs opérationnels et 28 actions. La prise en compte des enjeux liés à la transition écologique au sein de la gestion du bien en série est un objectif transversal.

## **5. Programme d'actions 2023-2027**

## 5.1 - Tableau de synthèse

Axes stratégiques	Objectifs Opérationnels	Actions	Pilotes	Partenaires
0. Gouvernance et animation du bien	0.1 Animer une gestion transversale	0.1.a Création et animation des instances politiques et techniques de gestion	AFCC / Etat (SGAR, DRAC)	Collectivités
		0.1.b Désignation d'interlocuteurs politiques et techniques pour chaque composante du bien	AFCC / Etat (SGAR, DRAC)	Collectivités
	0.2. Encourager la coopération au sein du bien	0.2.a Création d'espace d'échanges et partage d'expériences entre gestionnaires des composantes	AFCC	Etat (DRAC, SGAR)
I. Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires	I.1 Doter l'ensemble des composantes d'outils de gestion appropriés	I.1.a Propositions de zones tampon pour chaque composante du bien	AFCC	Etat (DRAC, DREAL, DDTM, Préfectures) Collectivités
		I.1.b Création et diffusion d'outils afin d'accompagner la mise en œuvre des plans de gestion locaux	AFCC	Collectivités, Etat (DRAC, DREAL, SGAR)
		I.1.c Création et animation d'un observatoire photographique des paysages des tronçons de sentier inscrits	AFCC	Etat (DREAL, DRAC, SGAR), CD, PNR, EPCI
	I.2 Assurer la conservation des composantes du bien et de leurs abords	I.2.a Réalisation d'une étude de programmation globale des travaux de restauration, et coordination des services en charge du suivi de la conservation et de la gestion du bien	Etat (DGPA et DRAC) ou AFCC	DREAL, FFRando, collectivités...
		I.2.b Amélioration de la prise en compte des composantes du bien dans les documents d'urbanisme et d'aménagement	AFCC	Etat (DRAC, DREAL, DDTM, Préfectures), CAUE et CT
		I. 2.c Prise en compte du changement climatique dans la gestion des composantes du bien	AFCC, gestionnaires	
II. Connaître, et diffuser la connaissance sur le bien	II.1 Améliorer la connaissance du bien	II.1.a Animation du conseil scientifique et rencontres itinérantes	AFCC	Etat (DRAC)
		II.1.b Partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur et création de bourses de recherche	AFCC	Universités, CNRS, Régions
		II.1.c Inventaire du patrimoine des composantes du bien, en particulier les tronçons de sentier	Régions Inventaire	CD, PNR, EPCI, collectivités, associations
	II.2 Diffuser la connaissance sur le bien	II.2.a Organisation de colloques, publications, réalisation d'un web-documentaire	AFCC	Universités et composantes

		II.2.b Accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre de projets de médiation et formation des médiateurs du bien	AFCC	Collectivités, ABFPM
		II.2.c Action éducative et outils pédagogiques	AFCC	Composantes, DRAC, Education Nationale
III. Développer le bien, ses composantes, leurs territoires, et communiquer	III.1 Améliorer la connaissance des publics, de leurs attentes	III.1.a Observation des fréquentations sur les chemins et les composantes	AFCC	Collectivités et ADT/CRT
		III.1.b Enquêtes qualitatives	AFCC	Collectivités et ADT/CRT, FFRando, Hébergeurs, OT, Assos
	III.2 Développer la notoriété du bien	III.2.a Sensibilisation à l'intégration de la valorisation de Compostelle dans la promotion touristique	AFCC	Collectivités et ADT/CRT/OT
		III.2.b Mise en œuvre d'une stratégie de promotion touristique nationale et internationale	AFCC	Atout France / Fédé rando, assos jacquaires, collectivités, OT/ADT/CRT
	III.3 Faciliter la découverte du bien par les visiteurs	III.3.a Information du public	AFCC	Fédé rando, assos jacquaires, collectivités, OT/ADT/CRT
		III.3.b Développement et structuration de l'offre touristique	AFCC	Collectivités, hébergeurs, Fédé rando, Assos jacquaires, OT/ADT/CRT
		III.3.c Mise en place de lieux et de moments de rencontre entre pèlerins et habitants	AFCC	Associations
	III.4 Développer une offre culturelle sur le bien	III.4.a Coordination d'une saison culturelle	AFCC	Acteurs culturels et collectivités
		III.4.b Création artistique, en dialogue avec le bien	AFCC / DLH / DRAC / Régions	Acteurs culturels, collectivités et associations
		III.4.c Mise à disposition d'expositions à destination des gestionnaires et de leurs partenaires	AFCC	Acteurs culturels, associations et collectivités
	III.5 Communiquer sur le bien	III.5.a Réalisation d'outils de communication spécifiques et mise en réseau des communicants du bien	AFCC	Etat / Région Occitanie, Collectivités, assos, OT



		III.5.b Collaborations éditoriales	AFCC	Collectivités, Fédé Rando, éditeurs
IV. Encourager la coopération	IV.1 Impulser des coopérations à l'échelle nationale et internationale	IV.1.a Coopération nationale	AFCC	Etat (SGAR, DRAC)
		IV.1.b Coopération internationale	AFCC	Etat (DRAC, SGAR)

## 5.2. Fiches actions

- Gouvernance et animation du bien
- Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires
- Connaître, et diffuser la connaissance sur le bien
- Développer le bien, ses composantes, leurs territoires, et communiquer
- Encourager la coopération



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

0.1.a

**Axe stratégique :**

Gouvernance et animation du bien

**Objectif opérationnel :**

Animer une gestion transversale

**Action :**

Création et animation des instances politiques et techniques de gestion

## Enjeux et objectifs

- Fortifier le réseau et les coopérations entre les propriétaires et les gestionnaires des composantes du bien et les différentes instances de gestion afin de consolider l'identité du bien et d'améliorer sa visibilité
- Clarifier la composition et le rôle des instances et faciliter l'identification des bons interlocuteurs
- Veiller à la mise en œuvre du plan de gestion

## Contexte

Depuis le dernier rapport périodique de l'UNESCO en 2013 et la désignation d'un Préfet coordonnateur pour le bien, le préfet de la région Occitanie, l'Etat et l'Agence française des chemins de Compostelle (AFCC) s'efforcent de mettre en place progressivement les outils de protection et les systèmes de gestion et de gouvernance de ce bien en série qui concerne une grande partie du territoire métropolitain français (10 régions, 32 départements, 95 communes).

Dans le but d'assurer la cohérence et l'efficacité de la gestion du bien, un Comité interrégional de bien a été instauré le 19 janvier 2015. Chaque composante est représentée par un élu et un technicien référents.

En complément des commissions locales ou départementales ont été installées. Elles rassemblent les gestionnaires de composantes dans un territoire proche et sont présidées par un représentant de l'Etat (le plus souvent un sous-préfet). L'objectif de ces commissions est d'organiser la concertation autour des composantes, d'alerter sur une potentielle menace pesant sur la Valeur Universelle Exceptionnelle. Le protocole d'accord entre l'Etat et l'AFCC signé le 5 novembre 2015 et reconduit en 2019 confie à l'Agence la constitution et l'animation du réseau des propriétaires (3/4 en 2022) ainsi que la gestion du bien au niveau national.

Un conseil scientifique a été installé par l'Etat et l'AFCC en 2017. Il est constitué d'universitaires (histoire, histoire de l'art, anthropologie, géographie, économie touristique, marketing, communication) et de spécialistes. Il est animé par l'AFCC. Son rôle est d'approfondir et diffuser les connaissances sur les différentes thématiques abordées dans le cadre de la gestion du bien. Il a largement participé dans la production de contenus et certains de ses membres se sont impliqués dans l'organisation de colloques ou de journées d'études.

## Contenu

### 1. Signature d'une charte de gestion Etat - AFCC

La Charte de gestion vise à définir la coopération entre les partenaires institutionnels impliqués dans la gestion du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial

de l'Unesco. Elle prend le relais du protocole d'accord signé en 2015 entre l'Etat – préfecture de région Occitanie - et l'Agence française des chemins de Compostelle.

Elle fixe les modalités de gouvernance, de mise en œuvre et de suivi du Plan de gestion Unesco du bien et précise les rôles et engagements des signataires de la présente charte.

Elle acte l'engagement des acteurs de la gestion, dans le cadre de leurs compétences et missions respectives, à œuvrer pour :

- la préservation du bien et sa transmission intacte aux générations futures ;
- le partage de la valeur universelle exceptionnelle du bien et des valeurs du Patrimoine mondial avec les acteurs, habitants, touristes, randonneurs et pèlerins ;
- la pérennité de la démarche engagée, et son appropriation locale ;
- le maintien et le renforcement de la cohérence et de la cohésion au sein du réseau de composantes.

Cette charte de gestion a vocation à être déclinée au niveau local afin de préciser les rôles et engagements respectifs de l'Etat, de l'AFCC, de la collectivité propriétaire et du gestionnaire.

## **2. Animation du Comité interrégional du bien**

Le comité interrégional du bien est chargé de :

- assurer la gouvernance globale du bien ;
- piloter l'élaboration du Plan de gestion Unesco et d'en arbitrer les priorités ;
- faciliter sa mise en œuvre en favorisant l'accompagnement technique et financier des actions retenues ;
- assurer le suivi de sa mise en œuvre et l'évaluation des actions ;
- actualiser le Plan de gestion au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

Le Comité interrégional de bien assure ainsi le rôle d'échange et d'autorité transversale de gestion, conformément aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial*. Il se réunit une fois par an.

Ce Comité interrégional de bien est co-présidé par :

- Le préfet de région Occitanie, préfet coordonnateur du bien ;
- Et le président de l'Agence française des Chemins de Compostelle ;

Il est constitué par :

- des représentants élus et techniciens (référents) des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires ;
- des représentants des services de l'Etat : correspondants patrimoine mondial des DRAC et DREAL, conservations régionales des Monuments historiques, services départementaux de l'architecture et du patrimoine, Direction générale de l'architecture et du patrimoine du ministère de la culture ;
- des représentants des 10 Régions concernées ;
- du Centre des monuments nationaux ;
- des représentants associatifs : Fédération française de la randonnée pédestre, Fédération française des associations des amis des chemins de Saint-Jacques ;
- des acteurs culturels et du tourisme ;
- des représentants de l'Église (affectataire).

Le Comité interrégional peut, en tant que de besoin, s'entourer des structures et personnes ressources nécessaires à la poursuite de ses objectifs.

Afin de préparer les réunions du Comité de bien, il est institué un Comité technique de gestion regroupant des représentants techniques de l'Etat et de l'Agence.

### 3. Installation et animation des commissions thématiques

Des commissions ouvertes aux acteurs du bien peuvent également se réunir sous forme de groupes de travail thématiques. Elles sont animées par l'AFCC et ont vocation à faciliter le suivi de la mise en œuvre du plan de gestion, à encourager les coopérations et à renforcer les solidarités au sein du réseau.

### 4. Commissions locales et départementales

Les commissions locales sont installées, relancées ou parfois réorganisées à l'échelle départementale, à l'initiative des services de l'Etat et des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires. Elles ont vocation à favoriser les échanges, les coopérations, en associant l'ensemble des acteurs concernés par la gestion du bien : associations, acteurs culturels, touristiques, ...

### 5. Club des tronçons de sentier

La récente étude « Chemins faisans... » réalisée en préfiguration de la rédaction des plans de gestion locaux a permis de fédérer ces composantes et de générer une véritable entraide entre les gestionnaires. La restitution en 2022 a mis en évidence le souhait de se retrouver de manière régulière, notamment pour faire état de l'avancée des actions mises en place pour protéger et valoriser le sentier, à l'image de l'observatoire photographique du paysage.

Deux réunions par an sont organisées en alternant visioconférence et terrain afin de découvrir chacun des 7 tronçons inscrits.

### 6. Mise à jour et diffusion du guide de la gouvernance

L'Etat et l'AFCC mettent à jour le guide de la gouvernance et réalisent un schéma des acteurs adapté pour chaque instance (comité interrégional, commissions thématiques, commissions locales, conseil scientifique, comités d'itinéraire...) afin d'identifier rapidement les interlocuteurs et les modalités de fonctionnement. Ces outils seront disponibles sur le site Internet du bien et de l'AFCC et diffusés auprès des membres des différentes commissions et instances de gouvernance.

## Pilote(s)

AFCC, ETAT (SGAR, DRAC)

## Partenaire (s)

Etat, collectivités, FFRando, associations, acteurs culturels et du tourisme

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
0.1.a Création et animation des instances politiques et techniques de gestion						
Signature d'une charte de gestion		Signature				
Réunion du Comité interrégional			Réunions annuelles			
Animation des clubs de tronçons	Préfiguration (Chemins faisans)	Lancement	Réunions deux fois par an			
Installation et animation des comités d'itinéraire			Lancement	Réunions annuelles		
Installation des commissions thématiques			Lancement			
Réalisation d'un schéma de gouvernance		Réalisation				

## Financement

Temps agent, organisation des rencontres

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Charte de gestion signée
- Nombre et fréquence des réunions du comité de bien et des instances de gouvernance

### Indicateurs de résultat

- Rapports annuels de suivi de la mise en œuvre du plan de gestion

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

0.1.b

**Axe stratégique :**

Gouvernance et animation du bien

**Objectif opérationnel :**

Animer une gestion transversale

**Action :**

Désignation d'interlocuteurs politiques et techniques pour chaque composante du bien

## Enjeux et objectifs

- Identifier des interlocuteurs pour chaque composante afin de faciliter la circulation des informations et l'implication des gestionnaires dans la vie du réseau
- Clarifier les missions de chacun des gestionnaires et propriétaires pour assurer une continuité de la gestion des composantes et du bien à l'échelle nationale

## Contexte

Lors de la création de commissions locales et/ou départementales, des référents techniques et politiques ont été désignés pour chacune des composantes. Le référent technique est issu des services de la collectivité territoriale propriétaire quand le représentant du bien est choisi parmi les élus et mandaté par l'organe délibérant. Tous deux siègent donc dans les commissions locales et sont invités au comité de bien interrégional. Ils sont les interlocuteurs privilégiés de l'Etat et de l'AFCC.

Un annuaire du réseau, récapitulant pour chaque composante les élus et techniciens référents, est consultable sur le site Internet de l'AFCC, dans la rubrique « Espaces professionnels ».

## Contenu

### 1. Mise à jour et diffusion de l'annuaire du bien

Les collectivités propriétaires et les gestionnaires concernés sont sollicités pour désigner, si ce n'est pas déjà fait, leurs référents (élus et techniciens) afin de mettre à jour l'annuaire en ligne.

### 2. Clarifier les rôles et missions des référents des composantes

L'AFCC précise les rôles et missions des référents dans le cadre de la mise à jour du guide de la gouvernance (voir fiche action 0.1.a "Création et animation des instances politiques et techniques de gestion"), en identifiant les responsabilités de chacun et les profils (référentiel métier) et en détaillant les compétences nécessaires au suivi et à la mise en œuvre du plan de gestion. L'AFCC accompagne les référents dans le cadre d'ateliers de sensibilisation/formation (webinaires).

### 3. Préciser les missions des référents des services de l'Etat

Désigné par arrêté en mai 2013 et renouvelé par arrêté du 22 mai 2019, le Préfet de région Occitanie est nommé préfet coordonnateur du bien. Sous son autorité, le correspondant Patrimoine mondial de la DRAC d'Occitanie est chargé d'organiser la coordination des correspondants patrimoine mondial des 9 autres DRAC

concernées. Le correspondant patrimoine mondial en région veille à l'application des principes et obligations issus de la Convention du patrimoine mondial. Il suit de façon permanente la gestion des composantes du bien inscrit et réalise le bilan annuel correspondant en vue du rapport périodique transmis au Centre du patrimoine mondial.

L'organisation et le rôle des services de l'Etat sont précisés dans le guide de la gouvernance (voir fiche action 0.1.a "Création et animation des instances politiques et techniques de gestion").

## Pilote(s)

AFCC, ETAT (SGAR, DRAC)

## Partenaire (s)

Collectivités, gestionnaires et propriétaires des composantes

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
0.1.b Désignation d'interlocuteurs politiques et techniques pour chaque gestionnaire et partenaire						
Poursuite de la Lettre du réseau	Poursuite					
Réalisation des fiches métiers		Réalisation				
Annuaire annuels		Réalisation et mise à jour				

## Financement

Temps agent

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Rédaction d'une fiche de mission type pour les élus et les techniciens référents des collectivités.
- Désignation d'un élu et d'un technicien référent dans chaque collectivité, coordonnées de contact de chaque interlocuteur
- Clarification de la répartition des rôles entre les différents services de l'Etat, coordonnées de contact de chaque interlocuteur, éventuellement rédaction de nouvelles fiches de mission si nécessaire

### Indicateurs de résultat

- Compiler un annuaire à jour regroupant l'ensemble des interlocuteurs et leurs coordonnées
- Mesure du taux de couverture des composantes/interlocuteurs
- Nombre de formations organisées et de stagiaires

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien





• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

0.2.a

**Axe stratégique :**

Gouvernance et animation du bien

**Objectif opérationnel :**

Animer une gestion transversale

**Action :**

Création d'espaces d'échanges et partage d'expériences entre gestionnaires des composantes

## Enjeux et objectifs

- Favoriser l'interconnaissance, les échanges et une meilleure appropriation des enjeux et des outils
- Créer une gouvernance dynamique et collaborative pour renforcer le sentiment d'appartenance du bien par les gestionnaires et propriétaires

## Contexte

Les réunions organisées dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion ont mis en évidence une méconnaissance persistante du bien aux causes multiples (primat de la lecture contemporaine du thème, insuffisance de la culture générale sur l'art et l'architecture dans les cursus éducatifs...), une méconnaissance de la Convention du patrimoine mondial et de l'Unesco, des enjeux de gestion posés par les conventions internationales et des besoins de montée en compétence et en moyens accrus exprimés par les gestionnaires de composantes. A cette occasion, les acteurs ont exprimé des attentes fortes en termes de partage d'informations, d'idées, de bonnes pratiques, parfois de coopération entre composantes d'un même chemin... Plusieurs outils ont été mis au point par l'AFCC pour permettre ce partage d'informations :

- un forum a été créé sur le site Internet, en 2017 mais celui-ci est peu utilisé ;
- un site Internet spécialement dédié au bien a été conçu pour y diffuser de nombreuses ressources : charte graphique, outils méthodologiques, ... ;
- la lettre du réseau, diffusée chaque mois, mentionne les différentes activités de l'Agence et du réseau. Envoyée à plus de 5 000 destinataires, elle est une vitrine des actions menées par l'Agence, dont celles qui concernent la gestion du bien ;
- le nouveau site GeoCompostelle regroupe les informations de gestion sur chacune des composantes du bien mises à jour dans le cadre de la rédaction des plans de gestion.

Pour autant, il convient de moderniser les modes de communication pour renforcer le sentiment d'appartenance des gestionnaires et propriétaires des composantes au réseau du bien. L'AFCC a initié en 2022 l'organisation des 1ères Rencontres annuelles qui ont vocation à être reconduites régulièrement et de manière itinérante.

## Contenu

### 1. Production continue de ressources techniques

L'AFCC a développé une collection de posters « bonnes pratiques ». Ces ressources sont accessibles en ligne sur son site (espace « professionnels ») et en fonds d'exposition. L'AFCC continue à enrichir et à faire connaître cette exposition en sollicitant les gestionnaires du bien. L'édition d'un recueil des bonnes pratiques est envisagée.

En parallèle, il est envisagé de réaliser des vidéos à caractère technique (focus sur un sujet, expériences à partager...), disponibles sur la chaîne Youtube de l'AFCC.

En fonction des besoins, l'AFCC et les gestionnaires pourront construire de nouvelles ressources techniques ou diffuser celles produites par d'autres réseaux comme ceux de l'Association des biens français du patrimoine mondial (ABFPM) ou de Sites et cités remarquables de France.

### 2. Amélioration de la communication au sein du réseau

L'AFCC cherche à mieux faire connaître le site dédié au bien [www.cheminscompostelle-patrimoine mondial.fr](http://www.cheminscompostelle-patrimoine mondial.fr) et à enrichir la rubrique « ressources » ainsi que l'espace « professionnels » du site [www.chemins-compostelle.com](http://www.chemins-compostelle.com).

Elle propose la création d'une lettre d'information numérique dédiée aux gestionnaires et propriétaires des composantes, qui, sur le même format que la lettre du réseau, informe des initiatives de chacune d'elles et propose une rubrique consacrée à l'actualité de l'Unesco, du patrimoine mondial, d'autres biens français et dans le monde.

L'AFCC envisage de faire évoluer le forum de discussion existant et inutilisé en proposant un forum participatif sur le site du dédié, réservé aux gestionnaires des composantes, permettant de nouer un dialogue entre eux, sur le format d'une « Boîte à idées » : recherche de financements, implication des habitants, programmes éducatifs... Les thématiques abordées pourront donner lieu à la réalisation de posters ou de fiches techniques partagés dans le cadre de rencontres des acteurs du bien.

L'AFCC propose des webinaires thématiques/techniques pour répondre aux attentes et aux besoins des gestionnaires.

### 3. Journées de rencontre entre les différents acteurs de la gestion du bien

L'AFCC souhaite poursuivre l'organisation des Rencontres Annuelles autour du Comité de bien. Il s'agit de mettre à profit ces temps forts pour échanger sur les bonnes pratiques des composantes et organiser des visites. Ces Rencontres ont vocation à être itinérantes pour couvrir progressivement toutes les régions concernées par le bien. Elles peuvent être ouvertes à d'autres biens Unesco situés à proximité, afin de croiser les expériences de gestion entre des biens différents et prendre conscience d'appartenir à une « grande famille ». Des ateliers thématiques pourront être proposés en fonction des axes stratégiques du plan de gestion : conservation et restauration, connaissance, médiation, tourisme, communication, coopération.

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Etat (DRAC, SGAR), ABFPM, gestionnaires

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
0.2.a Création d'espace d'échanges et partage d'expérience à destination des gestionnaires de composantes						
Installation et animation des Journées départementales des professionnels du tourisme (incluant les rencontres de médiateurs et communicants)		Lancement	Réunions tous les deux mois d'un département différent			
Bulletin du Patrimoine mondial			Lancement			
Boîte à idées			Lancement			

## Financement

Temps agent + coûts (déplacements, hébergements, matériel éventuel...), création du forum sur le site dédié, organisation des Rencontres annuelles

## Evaluation

### Indicateur de réalisation

- Nombre de vidéos ressources produites et mises en ligne
- Mise en ligne du forum participatif
- Nombre d'évènements organisés

### Indicateur de résultat

- Nombre de vues des vidéos ressources
- Fréquentation du forum (nombre de vues totales des pages, nombre de posts, etc.)
- Participation aux évènements organisés
- Taux de représentation des composantes aux évènements organisés /78
- Fréquence de diffusion de l'exposition des posters "initiatives et bonnes pratiques" et nombre de posters réalisés

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

I.1.a

**Axe stratégique :**

Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires

**Objectif opérationnel :**

Doter l'ensemble des composantes d'outils de gestion appropriés

**Action :**

Propositions de zones tampons pour chaque composante du bien

## Enjeux et objectifs

- Assurer la conservation des abords du bien : zones tampons et zones de sensibilité paysagère
- Créer une coordination entre les acteurs territoriaux pour permettre une prise de conscience partagée et une action de protection cohérente

## Contexte

Suite à la transmission de la proposition des zones tampon des composantes du bien au centre du patrimoine mondial en janvier 2021, l'ICOMOS a émis des réserves quant à certaines délimitations proposées, justifiées par la carence de protections suffisantes. Le bien n'a donc pas, à ce jour, des zones tampon validées pour toutes ses composantes.

La concertation entre les services de l'Etat et les collectivités doit se poursuivre afin de définir des zones tampons et / ou de sensibilité paysagère protégées par les outils réglementaires du Code du patrimoine, du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme, en conformité avec les attendus du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO.

## Contenu

### 1. Mise à jour des propositions de zones tampon

A partir des propositions de l'étude du cabinet Bailly-Leblanc commanditée par le Ministère de la culture en 2013, l'AFCC et les services de l'Etat (UDAP) ont organisé une concertation avec les élus des collectivités territoriales concernées pour établir des zones tampon pour les composantes du bien. Suite aux observations formulées par ICOMOS, certaines composantes vont devoir reprendre le périmètre proposé ou préciser les outils de protection réglementaire mis en œuvre.

En 2019-2020, dans le cas des tronçons de sentier, les DREAL Occitanie et Nouvelle Aquitaine, en lien avec l'AFCC, ont proposé une méthodologie commune afin de définir des zones de sensibilité paysagère. Chaque proposition de zone de sensibilité paysagère a fait l'objet d'une délibération des autorités locales compétentes. Il est proposé de transposer ces zones de sensibilité paysagère en véritable zone-tampon sous réserve d'un engagement des élus à inscrire et à protéger ces zones tampon dans l'élaboration ou la révision de leur document d'urbanisme. Cette prise en compte a débuté dans le cadre de l'élaboration des documents stratégiques et de planification : SCOT, charte de Parc naturel, PLUI, RLPI.

### 2. Mobilisation des outils de protection réglementaires pour préserver la V.U.E. du bien

L'article R.612.1 du Code du patrimoine précise que « pour assurer la préservation de la valeur universelle exceptionnelle des biens reconnus en tant que bien du patrimoine mondial, l'Etat et les collectivités territoriales ou leurs groupements protègent ces biens et, le cas échéant, tout ou partie de leur zone tampon par l'application des dispositions du présent livre, du livre III du code de l'environnement ou du livre Ier du code de l'urbanisme. »

Les propriétaires et gestionnaires doivent, en concertation avec les services de l'Etat (DRAC, DREAL), les collectivités compétentes en matière d'urbanisme et l'AFCC, recourir à différents outils réglementaires : Plu(i), SCoT, abords des MH, SPR, Sites classés... En application des obligations inhérentes aux zones tampon, ils veillent à la transposition du périmètre et des orientations de préservation dans les différentes normes juridiques. Chaque collectivité concernée doit délibérer pour l'adoption d'un vœu portant engagement à inscrire le périmètre des zones tampon dans les documents relevant de leurs compétences. Elles doivent s'assurer de la visibilité et de l'appropriation de la zone tampon par les usagers (habitants, cheminants, agriculteurs, ...) : compréhension des enjeux, des obligations, des avantages.

L'AFCC réalise une « boîte à outils » qui recense les différents outils juridiques, administratifs, incitatifs pouvant être mis en place par les parties concernées.

### 3. Mise à jour de l'atlas du bien et de sa zone tampon

Suite aux ajustements des périmètres proposés par les collectivités, l'AFCC doit mettre à jour l'atlas du bien avec les nouvelles propositions de zones tampons. Sont mentionnées et représentées les différentes protections réglementaires appliquées pour chacune des composantes. L'AFCC veille à faire figurer sur les cartes ces zones par des hachures spécifiques, mettant en valeur les différentes couches de protection de la zone tampon et du bien en lui-même. La cartographie est assortie de légendes précises, indiquant pour chaque mécanisme de protection l'étendue des obligations qui y sont liées.

Ces données sont versées dans le SIG de l'AFCC, dans la plateforme numérique GeoCompostelle qui centralise toutes les informations concernant la gestion des composantes et sur l'atlas en ligne des patrimoines administré par le Ministère de la culture.

#### Pilote(s)

AFCC

#### Partenaire (s)

Etat (DRAC, DREAL, SGAR, préfetures et sous-préfetures), Collectivités locales

#### Calendrier

Initiative existante et projet réalisé : coordination entre les acteurs, délimitation des zones tampon, mise à plat des différents outils de réglementation

2023 : mise à jour des propositions de zones tampon et de l'atlas

2023-2027 : transposition des zones tampons dans des outils de planification territoriale à valeur juridique contraignante

2024 : transmission de l'atlas du bien et de sa zone tampon au centre du patrimoine mondial

#### Financement

Temps agent, coût de la mise à jour de l'Atlas cartographique : 10.000 € TTC.

Financier : DRAC Occitanie

## Evaluation

### **Indicateurs de réalisation**

Nombre de zones tampons élaborés

Réalisation de l'atlas

Fiche de suivi pour faire remonter les informations

Évaluation à l'échelle de toutes les composantes des types d'outils mis en œuvre sur les zones tampon

### **Indicateurs de résultat**

Nombre de zones tampon protégées et transposées dans les documents d'urbanisme et d'aménagement

Nombre d'approbations des zones tampon du bien par le Comité du patrimoine mondial

### **Territoire d'impact**

Zones tampon des 78 composantes



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

## I.1.b

### Axe stratégique :

Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires

### Objectif opérationnel :

Doter l'ensemble des composantes d'outils de gestion appropriés

### Action :

Création et diffusion d'outils afin d'accompagner la mise en œuvre des plans de gestion locaux

## Enjeux et objectifs

- Partager les enjeux et les outils pour une plus grande cohérence du bien
- Mettre à disposition des propriétaires et gestionnaires des instruments efficaces pour la mise en œuvre et le suivi de leurs plans de gestion

## Contexte

Au vu de la complexité du bien, de son étendue géographique, du nombre d'interlocuteurs concernés par sa gestion, l'AFCC développe et met à disposition des composantes un certain nombre d'outils communs : guide méthodologique pour l'élaboration des plans de gestion locaux, grille d'autodiagnostic, trame d'écriture et plus récemment GeoCompostelle, un outil numérique qui centralise les informations.

Afin de partager les enjeux, les attendus et la méthodologie à mettre en place pour la rédaction des plans de gestion locaux, l'AFCC a organisé plusieurs webinaires. Elle a également proposé des « petits déjeuners des plans de gestion locaux » avec les gestionnaires pour partager les réflexions et questionnements et suivre l'état d'avancement.

## Contenu

### 1. Animation d'ateliers et de webinaires

L'AFCC envisage de poursuivre l'organisation des petits déjeuners virtuels, dans une perspective plus opérationnelle de mise en œuvre du plan de gestion. Des ateliers sur le terrain sont organisés à l'échelle de plusieurs composantes afin d'encourager le dialogue et les coopérations.

### 2. Mise à jour et diffusion des documents techniques

De nombreux documents ont été réalisés par l'AFCC. Ils portent sur la compréhension des enjeux, obligations, attendus et objectifs liés à l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial. Ils doivent être mis à jour en fonction de l'actualité, des besoins et des retours des utilisateurs. Ils sont disponibles sur le site Internet, dans l'espace « professionnels » et sur le site dédié au bien. Ils doivent être mieux partagés avec les acteurs impliqués dans la gestion du bien.

### 3. Mise à disposition d'outils numériques pour faciliter la mise en œuvre du plan de gestion

L'AFCC a développé la plateforme numérique GeoCompostelle dans le cadre d'un partenariat avec un laboratoire de recherche universitaire et une entreprise du numérique, Makina Corpus. Cet outil disponible

depuis 2021 intègre un volet « gestion du bien » afin de suivre les plans de gestion locaux. Les 78 composantes sont localisées sur une carte interactive. Plusieurs rubriques détaillent les axes du plan de gestion. Des données cartographiques sont également disponibles. Des documents peuvent être annexés. Cette plateforme doit faire l'objet d'adaptation pour permettre de suivre l'état d'avancement de la mise en œuvre des plans de gestion.

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Etat (DRAC, DREAL, SGAR)

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
I.1.b Création et diffusion d'outils afin d'accompagner l'élaboration des Plans de gestion locaux						
Site Internet Patrimoine mondial	Réalisation					
Assistance à la création et réalisation du plan de gestion et de ses actions	Ecriture plans de gestion locaux	Aide à la réalisation des actions (petits déjeuners)				
Edition d'outils pour accompagnement	Edition et diffusion de la documentation					
Exploitation de Géocompostelle	Versement de l'intégralité des plans de gestion locaux	Mise à jour, en fonction des actions réalisées (système de rétroplanning et de curseur)				

## Financement

Temps agent, prestation de maintenance et de développement de GeoCompostelle

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Nombre de plans de gestion locaux approuvés /78
- Déploiement et utilisation de GeoCompostelle par les gestionnaires de composantes (nombre de connexions)
- Nombre de petits déjeuners des plans de gestion locaux organisés
- Mise en place d'une formation à destination des nouveaux arrivants
- Elaboration d'une fiche type de suivi de la mise en œuvre des Plans de gestion locaux

### Indicateurs de résultat

- Mesurer un taux de mise en œuvre des plans de gestion locaux via GeoCompostelle
- Taux de participation des gestionnaires de composantes aux petits déjeuners
- Mesure de la pertinence des plans de gestions locaux face aux enjeux (indicateur à préciser)
- Approbation de chartes locales de gestion pour les composantes du bien

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien





Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

## I.1.c

### Axe stratégique :

Conserver restaurer protéger le bien ses composantes leurs territoires

### Objectif opérationnel :

Doter l'ensemble des composantes d'outils de gestion appropriés

### Action :

Création et animation d'un observatoire photographique des paysages des tronçons de sentier inscrits

## Enjeux et objectifs

- Mettre en place un outil de veille et de suivi pour le maintien des éléments de patrimoine en prenant en compte les dynamiques et évolutions des territoires et leurs impacts, physiques, visuels
- Disposer d'un outil de sensibilisation et de communication des évolutions des paysages sur et autour du Chemin et renforcer l'identité des tronçons inscrits
- Contribuer au suivi de l'évolution différents éléments patrimoniaux, notamment pour leur inventaire

## Contexte

En 2021, l'AFCC a conduit une étude de cadrage des plans de gestion des 7 tronçons de sentier inscrits, en partenariat avec les DREAL Nouvelle Aquitaine et Occitanie. Parmi les actions collectives proposées, l'AFCC envisage la création d'un Observatoire Photographique des Paysages.

## Contenu

### 1. Identifier des points de vue à photographeur

Chaque gestionnaire propose une sélection de dix à douze points de vue clés par tronçon, déterminés en fonction de la longueur des sentiers et des différentes séquences paysagères. Pour identifier ces points de vue, des premiers repérages ont été réalisés sur les différents tronçons. Ces points de vue doivent permettre d'analyser des situations en lien avec les thèmes suivants : urbanisation/projet d'aménagement, agriculture, itinérance, patrimoine (voir la fiche-action OPP de l'étude Chemins faisons).

### 2. Réaliser les prises de vue

L'AFCC mandate un photographe chargé de la réalisation des prises de vue pour l'ensemble des sept tronçons.

### 3. Réaliser une fiche par point de vue

Un modèle de fiche (comprenant les thèmes principaux d'observation, le lieu, les conditions météo, la date et l'heure, le nom du photographe, les paramètres photographiques, la date de la prochaine prise de vue en respectant le modèle commun) doit être fourni aux différents référents de tronçons de sentier inscrits.

### 4. Réaliser une prise de vue régulière de suivi de l'évolution des paysages

Il convient de porter une attention particulière au choix de la saison des prises de vue, et en suivant deux temporalités différentes selon le type d'évolution observée :

- pour les paysages qui se modifient rapidement (urbanisation, projet d'aménagement) : prise de vue annuelle (T0 : 2022 / T1 : 2023 >>> T5 : 2027)
  - pour les paysages aux évolutions plus lentes (agriculture, patrimoine) : prise de vue trisannuelle.
- En complément de la campagne photographique, une récolte de données anciennes peut être engagée en mobilisant notamment les habitants.

## 5. Mettre en place des outils de diffusion et de communication autour des OPP

Plusieurs modalités de diffusion sont envisagées :

- un outil de diffusion des données en ligne sur les sites internet ;
- la mise en place d'une exposition (photos, explications et clés de lecture) pour le grand public.

L'état d'avancement de l'observatoire photographique des paysages est partagé dans le cadre des réunions du Club des tronçons.

### Pilote(s)

AFCC

### Partenaire (s)

Etat (DREAL), conseils départementaux, parcs naturels régionaux, EPCI, CAUE

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
I.1.c Création et animation d'un observatoire photographique des paysages des tronçons de sentier inscrits						
Préfiguration d'une gouvernance à l'observatoire sur les tronçons		1er COPIL au sein du Club des tronçons				Analyse des 5 ans (BE?) & restitution
Campagnes photographiques		Détermination de lieux efficaces	Campagnes photographiques			
Sensibilisation du public à l'observatoire photographique		Communication régulière (lettre du Réseau, réseaux...)		Préfig expo	Nouvelle exposition	

### Financement

Temps agent, prestataire campagnes photographiques, conception et fabrication de l'exposition

### Evaluation

#### Indicateurs de réalisation

- > Nombre de points de vue photographiés
- > Nombre de photographies pertinentes pour l'analyse de l'évolution des paysages
- > Exposition réalisée et diffusion en ligne

#### Indicateurs de résultat

- > Exploitation des photographies issues de l'observatoire à des fins documentaires, techniques et scientifiques (inventaire, études paysagères, communiqués techniques...)
- > Partage et sensibilisation du public (nombre de participants aux réunions publiques, diffusion avec exposition)

**Territoire d'impact** : Tronçons de sentier inscrits



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

## I.2.a

### Axe stratégique :

Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires

### Objectif opérationnel :

Assurer la conservation des composantes du bien et de leurs abords

### Action :

Réalisation d'une étude de programmation globale des travaux de restauration, et coordination des services en charge du suivi de la conservation et de la gestion du bien

## Enjeux et objectifs

- Disposer d'une visibilité sur les besoins en matière de restauration pour l'ensemble des composantes, et en assurer un pilotage cohérent à l'échelle du bien
- Se mettre en position de saisir les opportunités de financement qui pourraient émerger : programmes nationaux (type investissement d'avenir ou plan de relance), mécénat, etc.
- Créer un espace d'échanges favorisant la coordination à l'échelle du bien entre les acteurs en charge de sa conservation et de sa gestion

## Contexte

Seul bien français du Patrimoine mondial constitué d'une série de 78 composantes réparties sur 10 des 13 régions métropolitaines, les « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » ne disposent à l'heure actuelle d'aucun outil de pilotage ou de suivi des états sanitaires individuels des composantes, ni de la nature et des montants des travaux engagés, prévus ou à prévoir. Il revient à chaque gestionnaire de composante d'en assumer seul la responsabilité, et chaque demande de financement ou de suivi auprès des services de l'Etat est traitée de manière isolée. Les collectivités de taille modeste peuvent rencontrer des difficultés dans leurs recherches de financements ou pour assumer la charge de l'autofinancement, et n'ont pas forcément accès à certains appels à projets, programmes de financement exceptionnels ou possibilités de mécénat par manque d'information ou faute d'atteindre une certaine envergure financière. Une partie des composantes ne dispose tout simplement pas d'un programme de travaux clairement établi pour les prochaines années, et aucune coordination n'est actuellement assurée au niveau national, chaque DRAC gérant les demandes d'intervention en fonction de leurs moyens et priorités propres.

## Contenu

### 1. Réalisation d'une étude de programmation globale et organisation de la transmission automatique d'informations au sein du bien (état de conservation, travaux...)

Après une première phase de définition conjointe des modalités de l'étude associant la DGPA, la DRAC Occitanie et l'AFCC, il s'agit de :

- standardiser les outils de travail (ex : élaboration d'une fiche d'état sanitaire type) ;

- collecter les informations auprès des 10 DRACs et des collectivités gestionnaires : états sanitaires connus, travaux programmés, travaux à programmer et degré d'urgence, éventuel besoin de soutien pour la réalisation d'une fiche d'état sanitaire ou d'une étude de programmation sur un monument ;
- organiser les modalités techniques de transmission automatique vers GeoCompostelle des informations sur l'état sanitaire, les travaux en cours ou programmés ou l'état des sentiers entre les services de l'Etat, l'appli Suricate pour les sentiers ;
- centraliser les informations obtenues et les compléter le cas échéant, afin de disposer d'une vision globale des besoins d'interventions à l'échelle du bien ;
- sur la base des enveloppes financières globales estimées, opérer une veille sur les opportunités de financement (de type investissements d'avenir, plan de relance...) et engager une recherche de mécènes susceptibles de soutenir un Plan Compostelle national ;
- conduire une 1<sup>ère</sup> tranche d'opération concertée de travaux de restauration à l'échelle du bien, en fonction des priorités établies au niveau national et des financements sécurisés ;
- créer un prix annuel récompensant les restaurations les plus réussies, à l'issue de la 1<sup>ère</sup> tranche.

## 2. Création d'une instance de coordination nationale des acteurs de la restauration et de la gestion du bien

Une conférence virtuelle est organisée chaque année sous l'égide de la DGPA et de la DRAC Occitanie, et rassemble les CRMH des 10 DRACs concernées par le bien, des représentants des 2 DREALs, ainsi qu'éventuellement des référents Unesco des DRACs et DREALs concernées. En tant que représentant des collectivités gestionnaires, l'AFCC est associée à l'ensemble des réunions afin d'assurer au mieux son rôle de trait d'union.

Cette conférence annuelle, qui peut s'étendre sur une demi-journée à une journée complète en fonction des besoins, permet de communiquer sur les enjeux du bien à l'échelle nationale, ainsi qu'un partage des informations et actualités concernant chaque région avec l'ensemble des participants. Le partage d'expériences et la prise de décision concrètes y sont encouragés, et peuvent servir de base à la mise en place d'un certain nombre d'outils et de procédures standardisées à l'échelle du bien.

Il convient en outre d'interroger l'opportunité de la création d'une instance similaire à l'échelle des Architectes des Bâtiments de France concernés par le bien.

### Pilote(s)

AFCC/Etat (Direction générale du Patrimoine et de l'Architecture du Ministère de la culture, DRAC Occitanie)

### Partenaire (s)

Propriétaires

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
I.2.a Réalisation d'une étude de programmation globale permettant d'envisager une opération coordonnée, et coordination des services en charge du suivi de la conservation et de la gestion du bien						
Clarification des outils de gestion et des rôles des acteurs		Réalisation de fiches métiers. Standardisation des outils de travail				
Mobilisation des DRAC/DREAL			Conférences des CRMH et DREAL (annuelle)			
Etude de programmation globale		Définition des modalités de l'étude	Finalisation de l'étude. Recherche de financements complémentaires.	Mise en œuvre de la première tranche de l'opération concertée	Restitution de la 1 <sup>ère</sup> tranche. Prix récompensant les plus belles restaurations	

## Financement

Temps agent

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Réactivation du réseau des correspondants Unesco et rencontres communes DRACs/DREALs
- Création d'une fiche commune d'état sanitaire, et collecte centralisée
- Effectivité de la remontée d'informations d'état et travaux sous GeoCompostelle : Etat et Suricate
- Etude de programmation réalisée
- Mobilisation de moyens via la création d'un Plan Compostelle, et mise en œuvre
- Création d'un prix annuel de la meilleure opération de restauration
- Nombre de conférence des acteurs de la restauration et de la gestion du bien : objectif 1/an
- Taux de participation à la conférence annuelle : objectif 1 service déconcentré pour chacune des 10 régions

### Indicateurs de résultat

- Tableau de bord centralisé permettant de visualiser les besoins, les opérations en cours ou programmées à l'échelle du bien
- Amélioration des évaluations d'état sanitaire des composantes, à l'échelle du bien
- Création d'un club de mécènes Compostelle
- Nombre de prix de la meilleure opération de restauration attribués

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

## I.2.b

### Axe stratégique :

Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires

### Objectif opérationnel :

Assurer la conservation des composantes du bien et de leurs abords

### Action :

Amélioration de la prise en compte des composantes du bien dans les documents d'urbanisme et d'aménagement

## Enjeux et objectifs

- Assurer la préservation et la valorisation des écrans urbains et paysagers dans lesquels s'insèrent les composantes
- Faciliter l'échange d'expériences et de bonnes pratiques au sein du bien afin de doter les services de l'Etat et les élus et techniciens des collectivités des outils nécessaires

## Contexte

La nature spécifique du bien en série « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » a tendance à diluer la prise en compte des enjeux et exigences de gestion à l'échelle de chacune des composantes, et ce en particulier dans le cadre des élaborations et révisions des documents d'urbanisme et d'aménagement.

Ces démarches complexes pour l'ensemble des parties prenantes ont en effet vocation à tenter de concilier les besoins, attentes, contraintes et projets multiples d'un territoire et de ses nombreux acteurs. La présence d'une composante du bien se retrouve ainsi bien souvent reléguée au rang de brève mention au sein du « Porter à connaissance » émis par les services de l'Etat, éventuellement repris succinctement dans les parties Projet ou Diagnostic du futur document en tant que mention des richesses du territoire, souvent malheureusement sans réflexion sur la préservation et la valorisation de cette composante en tant que véritable levier de développement.

Or, on constate aujourd'hui qu'au-delà des éventuelles protections réglementaires et leur fonctionnement, les documents d'urbanisme et d'aménagement constituent un levier central de ces politiques de préservation et de mise en valeur. On ne peut en effet comprendre et transmettre le patrimoine que constitue chaque composante sans une véritable prise en compte des perceptions de l'approche par le biais de l'itinérance pédestre, des points de vue, de la qualité des aménagements de ses abords, de l'harmonie du lien entre un monument et ses écrans urbains et/ou paysagers.

Enfin, en ce qui concerne les sections de sentier, l'absence d'outils de protection adaptés en droit français à la préservation d'un linéaire s'étendant sur plusieurs communes disponibles en droit français rend plus que jamais déterminante la transposition du tronçon et de sa zone de sensibilité paysagère au sein des documents d'urbanisme et d'aménagement des collectivités concernées, dans le cadre de la mise en place effective d'une Zone tampon.

## Contenu

### 1. Création et mise à disposition d'une boîte à outils dédiée

S'appuyer sur la force du réseau pour collecter les retours d'expérience et les bonnes pratiques, et les compiler dans une boîte à outils dédiée à la prise en compte opérationnelle des composantes (monuments et sections de sentier) au moment de l'élaboration ou de la révision des PLU(I) et des SCoT. Sa diffusion se fait aussi bien vers les Collectivités territoriales propriétaires, gestionnaires ou accueillant une composante sur leurs territoires, qu'auprès des services de l'Etat concernés (ABFs, DDTs).

Cet outil peut être complété par la mise en place d'une formation action à destination des mêmes publics, toujours centrée sur cette question du partage d'expérience dans la prise en compte opérationnelle d'une composante au sein des documents d'urbanisme et d'aménagement.

Un accompagnement particulier est mis en place dans le cadre de la transposition des Zones de sensibilité paysagère des sections de sentiers, afin de constituer les protections effectives attendues dans la démarche d'élaboration des zones tampon.

### 2. Evolution du « Porter à connaissance »

Afin de s'assurer d'une meilleure prise en compte des composantes du bien en série dans les documents d'urbanisme et d'aménagement, il peut être nécessaire d'intervenir auprès des services instructeurs par le biais d'une note ou d'une circulaire, préfectorale ou ministérielle, qui peut souligner les points suivants :

- la nécessaire prise en compte de la composante en tant qu'élément d'un bien en série du Patrimoine mondial, et le degré d'exigence que cela recouvre ;
- l'existence de la boîte à outils évoquée plus haut, et la nécessité pour l'ensemble des parties prenantes concernées d'en prendre connaissance et de s'attacher à en transposer les dispositions concrètes les plus adaptées dans les différentes pièces qui composent les documents d'urbanisme ;
- l'importance d'informer l'AFCC de l'entrée en élaboration ou en révision de tout document stratégique d'urbanisme et / ou d'aménagement dont le territoire concerne une ou plusieurs composantes, et de l'associer à l'ensemble des étapes de son élaboration.

## Pilote(s)

AFCC, collectivités territoriales

## Partenaire (s)

Etat (DRAC, DREAL, DDT, SGAR, Préfectures), CAUE et Collectivités territoriales

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
I.2.b Amélioration de la prise en compte des composantes du bien dans les documents d'urbanisme et d'aménagement						
Diffusion des bonnes pratiques et d'outils dédiés	Création de la boîte à outils, collecte des bonnes pratiques					
Mise en place de formations pour aider à la transposition des zones tampon dans les documents d'urbanisme et d'aménagement		Préfiguration des formations	Formations (2x par an) et transposition			
Mobilisation des services de l'Etat		Evolution du "Porter à connaissance"				

## Financement

Temps agent + 5k€ pour la création de la boîte à outils

### **Indicateurs de réalisation**

- Création de la boîte à outils
- Création d'une formation action en relais de la boîte à outils
- Nombre de formations organisées : objectif 1/an
- Création d'une formation plus large sur la question de l'Urbanisme et de l'Aménagement dans les sites français du Patrimoine mondial
- Rédaction d'une note Etat visant à faire évoluer le « Porter à connaissance »

### **Indicateurs de résultat**

- Nombre de composantes couvertes par des documents d'urbanisme et d'aménagement les prenant en compte : /78
- Nombre de participants aux formations, pour chaque session, et évolution
- Taux de composantes du bien ayant dépêché un représentant à la formation

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien





Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

## I.2.c

### Axe stratégique :

Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires

### Objectif opérationnel :

Assurer la conservation des composantes du bien et de leurs abords

### Action :

Prise en compte du changement climatique dans la gestion des composantes du bien

## Enjeux et objectifs

- Prévenir et anticiper les effets actuels et potentiels du changement climatique.
- S'illustrer dans la lutte contre le changement climatique sur des composantes particulièrement vulnérables pour diffuser la méthode et les bonnes pratiques à d'autres sites patrimoniaux.
- Améliorer la résilience des composantes, intégrer la démarche écologique dans leur gestion.
- Sensibiliser les habitants aux risques actuels et potentiels pesant sur les composantes.

## Contexte

La lutte contre le dérèglement climatique est une orientation qui s'est peu à peu imposée dans les valeurs partagées par l'Unesco et les différentes politiques publiques nationales et locales. La menace du changement climatique, dont la conséquence humaine est désormais largement reconnue, se précise : montée des eaux, perte de la biodiversité, sécheresse, transformation du paysage, incendies, augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles, crises géopolitiques qui s'en suivent... La liste des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial menacés s'élargit.

Pour répondre à ces problématiques, différentes organisations internationales ont multiplié les conférences afin de sensibiliser les gestionnaires de biens à l'organisation nécessaire. De nombreux actes peuvent servir de base pour se former aux enjeux couverts par ces problématiques (notion d'adaptation, d'atténuation...), notamment le « rapport 22 » établi par l'Unesco : « Changement climatique et patrimoine mondial : Rapport sur la prévision et la gestion des effets du changement climatique sur le patrimoine mondial et Stratégie pour aider les États parties à mettre en œuvre des réactions de gestion adaptées ».

A ce jour, ces enjeux climatiques sont généralement peu abordés comme élément central à prendre en compte dans la gestion quotidienne des composantes et leurs abords.

## Contenu

### 1. Améliorer la connaissance de l'impact du changement climatique sur les composantes

L'AFCC propose de créer une nouvelle rubrique dans l'Espace professionnels « Patrimoine mondial et changement climatique » et d'y déposer de nombreuses ressources permettant la compréhension des enjeux pour les composantes du bien.

A l'occasion du rapport périodique dont de nombreuses questions concernent le changement climatique, un premier relevé de l'état des composantes est réalisé. Il sert de base pour mobiliser les gestionnaires sur cette

question et identifier quelques sites pilotes volontaires pour mettre en place une évaluation complète des risques climatiques et des pistes d'amélioration. Au-delà de la dimension d'adaptation aux risques climatiques, il s'agit d'être attentif à la contribution du patrimoine au changement climatique (impact du tourisme, notamment sur les tronçons les plus empruntés, utilisation de matériaux locaux, certifiés et durables dans la restauration des bâtiments, mise en commun des ressources et moyens pour créer des économies d'échelle...). L'AFCC accompagne ces sites pilotes tout au long de ce processus, en mettant au point une méthodologie propre et en encourageant la transversalité entre les services (notamment PNR) pour identifier des points de convergence communs (observatoire photographique, relevés de la biodiversité le long des tronçons...) et renforcer le partage des connaissances et bonnes pratiques.

## 2. Sensibiliser les acteurs agissant sur le bien

L'AFCC sensibilise les gestionnaires à ces thématiques afin de maîtriser le discours et de le diffuser de la bonne manière aux visiteurs et cheminants : sobriété énergétique, recyclage, partage de valeurs, produits locaux, végétalisation, lutte contre la pollution lumineuse..., par le biais de rencontres et formations. Elle se rapproche de l'Association des biens français du patrimoine mondial et des autres biens pour partager des expériences et mutualiser des outils et des supports (exposition sur la thématique du Patrimoine mondial face au changement climatique...).

### Pilote(s)

AFCC, gestionnaires de composantes

### Partenaire (s)

Etat (DRAC, DREAL, DDTM), Universités, ABFPM, PNR, experts

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
<b>I. 2. c Amélioration de la prise en compte du changement climatique dans la gestion des composantes du bien</b>						
Réalisation d'une évaluation des risques sur le patrimoine par des composantes volontaires et identification d'une méthode		Etude des résultats du rapport périodique	Identification composantes volontaires et planification, recherche de fonds	Période d'évaluation des risques		Restitution et identification d'une méthode
Information auprès des composantes du risque sur le patrimoine lié au changement climatique		Documentation (sensibilisation, guide pratique pour l'évaluation...)	Rubrique dédiée sur le site Internet			Retour et identification de nouvelles composantes
Mise en place de nouveaux critères pour les programmes de développement de l'itinérance (Charte accueil, communes haltes...) / développement d'un nouveau programme						
Information auprès du public du risque sur le patrimoine lié au changement climatique, des bonnes conduites		Documentation, préfiguration d'une exposition	Création et diffusion d'une exposition sur le lien entre changement climatique et patrimoine (mondial)			
		Documentation à destination du grand public, installation de panneaux d'interprétation identifiant les bonnes conduites, notamment sur les tronçons de sentier				

### Financement

Temps agent, production de documentations

### **Indicateurs de réalisation**

- Taux de réponse du rapport périodique sur la thématique du changement climatique
  - Nombre de documents créés et diffusés
- Taux d'occurrence de la problématique du changement climatique dans les documents produits, évènements, les dispositifs de médiation...
- Nombre de réunions de sensibilisation

### **Indicateurs de résultat**

- Meilleure résilience et connaissance des composantes face aux dangers du changement climatique
- Sensibilisation croissante de l'impact du changement climatique sur le patrimoine
- Premières actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique à l'échelle des composantes

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

## II.1.a

### Axe stratégique :

Connaître et diffuser la connaissance sur le bien

### Objectif opérationnel :

Améliorer la connaissance du bien

### Action :

Animation du conseil scientifique et rencontres itinérantes

## Enjeux et objectifs

- Contribuer à un état des lieux de la connaissance
- Apporter une expertise sur tout sujet scientifique en relation avec la préservation de la valeur universelle exceptionnelle du bien
- Assurer une veille permanente sur la préservation et l'état de conservation du bien
- Encourager le développement de nouvelles recherches auprès de spécialistes, susciter des travaux d'études auprès des étudiants
- Faciliter la diffusion des connaissances

## Contexte

L'AFCC a créé un conseil scientifique en 2017, renouvelé en mars 2022. Il est constitué de 17 membres, dont trois membres du Comité international des experts du chemin de Saint-Jacques (Galice), un espagnol, un italien et un allemand. Il est pluridisciplinaire : historiens, historiens de l'art, géographes, anthropologue, chercheur en sciences de la communication ou de gestion, médiateur, journaliste écrivain, artiste (tous issus de plusieurs universités ou centres de recherches) et de quatre partenaires associés, relai avec les associations de terrain et les chercheurs érudits. Il se compose de deux collèges : le premier se concentre sur la gestion patrimoniale du bien (connaissance historique, artistique et architecturale, conservation, restauration) et le second sur les pratiques liées au pèlerinage (pèlerins, publics, médiation et développement, valorisation).

Depuis son installation, le conseil scientifique s'est réuni plusieurs fois. Il a largement participé à la connaissance du Bien Unesco et à la production de contenus scientifiques et culturels (publication de fiches synthétiques sur le thème du pèlerinage, bibliographie scientifique, conférences). Des manifestations scientifiques ont été organisées en 2018 à l'occasion des 20 ans de l'inscription du Bien (12 colloques ou journées d'études). La même année, l'AFCC et les Éditions Gelbart ont publié le beau-livre « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France, patrimoine de l'humanité », auquel ont contribué plusieurs de ses membres.

Le conseil scientifique a été sollicité dans le cadre de la rédaction du plan de gestion.

## Contenu

### 1. Poursuivre et diffuser le travail de production de contenus, augmenter la visibilité du Conseil scientifique

L'AFCC envisage de réunir le conseil scientifique deux fois par an en alternant visioconférence et présentiel dans le cadre de rencontres itinérantes.

Ces temps de travail doivent favoriser le partage, faire émerger de nouveaux sujets de recherche et permettre de suivre la mise en œuvre du plan de gestion en apportant une expertise sur les projets.

Les rencontres itinérantes en présentiel sont l'occasion de découvrir les composantes du bien et d'organiser des temps de visite ou de conférences pour le grand public.

Les communications et conférences des membres du conseil scientifique peuvent être enregistrées et diffusées notamment auprès des adhérents de l'AFCC, des étudiants et du grand public, ou encore publiées dans des revues ou des ouvrages collectifs.

L'AFCC cherche également à accroître la visibilité du conseil scientifique et de ses travaux, en participant à des événements, comme les Nuits européennes des chercheurs, et en poursuivant l'organisation de conférences grand public.

### 2. Intensifier la coopération entre le conseil scientifique, l'AFCC, les experts et les référents territoriaux

Le recours au conseil scientifique doit être systématisé pour toute question ou initiative liée à ses compétences, notamment lors de la production de contenus par l'AFCC et les gestionnaires des composantes. L'AFCC informe les référents des composantes de l'existence et du rôle du conseil scientifique. Elle édite un annuaire présentant les membres et leurs spécialités. Elle veille à faire remonter les problématiques locales (conservation, valorisation...) qui peuvent, le cas échéant, solliciter l'expertise du conseil scientifique.

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Etat (DRAC : subvention)

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
II.1.a Animation d'un Conseil scientifique et organisation de rencontres interdisciplinaires itinérantes						
Organisation des rencontres itinérantes		Organisation et animation des rencontres itinérantes (annuelles)				
Augmentation de la visibilité extérieure du CS				Participation aux Nuits européennes des chercheurs		
Meilleure inscription du CS dans le réseau	Renouvellement CS	Production de documentation	Soutien régulier et systématisé du CS pour des questions spécifiques des composantes dans le cadre de la mise en place de leurs plans de gestion			

## Financement

Temps agent, défraiement membres du CS, organisation des rencontres annuelles, édition des actes

### **Indicateurs de réalisation**

- Nombre de réunions physiques et virtuelles par an et évaluation de la participation du public
- Diversité des sujets abordés ou des chercheurs impliqués
- Réalisation d'un compte rendu diffusé à l'ensemble du réseau
- Nombre de publications du conseil scientifique et en appui des publications des composantes
- Participation des membres du conseil scientifique à des conférences, des manifestations scientifiques ou des évènements grand public
- Production et diffusion d'une liste de sujets de recherche potentiels

### **Indicateurs de résultat**

- Diversité des disciplines représentées au sein du Conseil scientifique
- Représentation géographique de différentes universités au sein du Conseil scientifique
- Assiduités des membres : nombre de participations aux réunions par membre
- Implication des membres dans la mise en œuvre du plan de gestion
- Déclenchement d'actions concrètes nouvelles : projets collectifs de recherche, colloques, thèses

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien et au-delà (acteurs professionnels et grand public)



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

## II.1.b

### Axe stratégique :

Connaître et diffuser la connaissance sur le bien

### Objectif opérationnel :

Améliorer la connaissance du bien

### Action :

Partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur et création de bourses de recherche

## Enjeux et objectifs

- Renforcer la connaissance du bien en suscitant de nouveaux travaux de recherche
- Encourager les étudiants à s'intéresser au bien
- Créer un réseau d'universités partenaires autour de la thématique jacquaire

## Contexte

Plusieurs universités et centres de recherche sont partenaires de l'Agence :

- L'Université Paul Valéry à Montpellier, à travers le Master Sciences humaines et sociales, mention Patrimoine & Musées, et un diplôme universitaire « Initiation à l'étude des patrimoines ».

- L'Université Toulouse Jean Jaurès, à travers deux unités de recherche mobilisées dans le suivi scientifique des plans de gestion et plus généralement de la thématique jacquaire :

- Le LISST (Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires) est une unité de recherche en Sciences Humaines et Sociales qui aborde un vaste champ d'études, associant géographes, sociologues, anthropologues, économistes ou sociologues pour comprendre les dynamiques d'évolution de la société, en particulier en espace rural.
- Le FRAMESPA (France, Amériques, Espagne, Sociétés, Pouvoirs, Acteurs) est une unité de recherche du CNRS. Il rassemble des historiens médiévistes, modernistes et contemporanéistes, des archéologues, des historiens de l'art, des civilisationnistes...

Au-delà de ces partenariats, l'AFCC entretient un dialogue avec plusieurs autres universités et centres de recherche :

- L'Institut Supérieur du Tourisme de l'Hôtellerie et de l'Alimentation (ISTHIA), installé à Foix, développe des formations de haut niveau aux métiers du tourisme. Il apporte son appui aux formations de l'AFCC et l'AFCC partage son expérience avec ses étudiants.

- Ecole de commerce de Pau qui a co-piloté, avec l'AFCC, les Journées d'étude à Oloron-Ste-Marie en 2022. Ces réunions ont fait figure de prototype pour de futures rencontres entre les composantes et les membres du Conseil scientifique (voir action II.1.a « Animation d'un Conseil scientifique et rencontres itinérantes »).

- l'Institut du droit de l'Espace, des territoires, de la culture et de la communication (IDETCOM) de l'université Toulouse 1 Capitole qui réunit des juristes et des sociologues.

- En participant à des projets européens, l'AFCC s'est rapprochée de plusieurs universités européennes. Parmi elles :

- Universidade do Minho (Portugal), Università per Stranieri di Perugia (Italie) pour le projet CompostEVA ;
- CUT (Chypre), UNINOVA (Portugal) avec Impactour ;

- Université de Bologne (Italie) pour Ruritage ainsi que plusieurs autres universités en Europe.
- Des contacts sont pris avec des enseignants de l'Université de Santiago de Compostela et de l'Escola Superior de Educaçao de Porto.

## Contenu

### 1. Renforcer les partenariats existants

L'AFCC s'appuie sur les universités partenaires afin de susciter des travaux de recherche, notamment des études monographiques de composantes afin d'améliorer la connaissance du bien, ou encore des projets collectifs.

Elle peut co-organiser ou participer à des séminaires liés aux thématiques du pèlerinage, de l'itinérance, du patrimoine mondial ou encore proposer des expositions.

### 2. Créer de nouveaux partenariats en France et en Europe

L'AFCC envisage de développer de nouveaux partenariats avec des universités françaises auxquelles sont rattachés certains membres du conseil scientifique dans la perspective de former les étudiants notamment aux enjeux du patrimoine mondial, d'encourager des projets collectifs et des programmes de recherche dans différentes disciplines.

L'AFCC souhaite poursuivre les coopérations initiées avec plusieurs universités européennes autour des sujets du tourisme culturel, du patrimoine comme levier de développement des territoires ruraux... Elle identifie plusieurs associations européennes d'universités comme l'alliance UNITA (mobilité des étudiants, stages internationaux), UNAEUROPA (projet de doctorat spécialisé sur le patrimoine culturel européen), DYCLAM+ (Dynamics of Cultural Landscape, Heritage and Memory and conflictualities) avec qui elle envisage des contacts.

### 3. Proposer des bourses de recherche

L'AFCC sollicite le conseil scientifique afin d'identifier des travaux de recherche prioritaires et d'établir des critères d'attribution de bourses en privilégiant les travaux de recherche transversaux, favorisant les collaborations entre plusieurs disciplines, et permettant d'analyser les chemins de Compostelle d'un œil neuf et contemporain (dans une perspective historique, artistique et culturelle, environnementale, sportive, touristique, sociologique, de développement local, ...).

Elle se rapproche du Ministère de l'Enseignement supérieur pour étudier les modalités d'accompagnement, notamment financier, du Ministère de la culture, qui, chaque année propose une bourse de recherche aux étudiants de M1, M2 et doctorants sur des thèmes liés au patrimoine : Monuments historiques, archéologie et inventaire général du patrimoine. Cette dernière thématique pourrait par exemple compléter la fiche action II.1.c « Inventaire du patrimoine des composantes, en particulier les tronçons de sentier ». De nombreuses Régions proposent des allocations de recherche pour des doctorants, à la condition d'effectuer la thèse dans une des universités de leurs territoires (Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté, Ile-de-France, Centre-Val-de-Loire...).

Enfin, l'AFCC peut solliciter la Fondation des Sciences du Patrimoine, qui chaque année finance plusieurs thèses sur la thématique de la préservation patrimoniale et de sa diffusion (voir fiche action IV.1.a "Coopération nationale").

## Pilote(s)

AFCC



## Partenaire (s)

Universités, Régions, Etat (Ministère de l'enseignement supérieur, Ministère de la culture), Union Européenne (Horizon 2020)

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
II.1.b Poursuite de la mise en place de conventions de partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur et création de bourses de recherche (mémoires ou thèses)						
Séminaires proposés aux étudiants en patrimoine, tourisme, aménagement du territoire...				Dispension de séminaires		
Nouveaux partenariats universitaires			UNITA, UNAEUROPA, DYCLAM+			
Création de bourses de recherche		RDV Ministère enseignement sup., Ministère de la culture, Fondation des sciences du patrimoine, Régions	Lancement des programmes des bourses de recherche			

## Financement

Temps agent, bourses de recherches (subventions Etat, Régions, fondations, UE)

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Création d'une liste prévisionnelle des sujets de recherche potentiels
- Création d'un dispositif de bourses, de critères d'attribution, sécurisation des financements
- Définition de modalités d'attribution des bourses
- Conventions de partenariat avec des universités
- Intégration d'un module portant sur le Patrimoine mondial et le bien dans les licences et masters des universités partenaires

### Indicateurs de résultat

- Nombre de bourses allouées
- Nombre et liste des mémoires et thèses soutenus
- Nombre et liste des mémoires et thèses publiés
- Restitutions régulières auprès des composantes de l'avancement des travaux universitaires
- Liste des autres travaux et partenariats universitaires engagés
- Nombre d'étudiants ayant bénéficié du module PM

**Territoire d'impact** : Ensemble du Bien



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-  
de-Compostelle en France  
inscrits sur la Liste du  
patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

## II.1.c

### Axe stratégique :

Connaître et diffuser la connaissance sur le bien

### Objectif opérationnel :

Améliorer la connaissance du bien

### Action :

Inventaire du patrimoine des composantes du bien, en particulier les tronçons de sentier

## Enjeux et objectifs

- Dresser un inventaire du patrimoine présent sur les différents tronçons inscrits
- Dresser un inventaire du patrimoine présent dans et autour (zones-tampon) des monuments inscrits (en relation avec le patrimoine jacquaire ou lié au pèlerinage) pour les composantes volontaires
- Rendre compte de l'évolution des composantes paysagères et urbaines le long des tronçons et dans les zones tampons, en lien avec l'observatoire photographique (voir fiche action I.1.c « Création et animation d'un observatoire photographique des paysages des tronçons de sentier inscrits ») et s'appuyer sur cet inventaire comme fondement pour des futures politiques de conservation, restauration et valorisation

## Contexte

A ce jour, toutes les composantes ne bénéficient pas d'un inventaire exhaustif et aucun recensement n'a été mené. En outre, aucune forme de cohérence, d'unité méthodologique ou graphique n'a été mise en place. Au-delà du bien, c'est la thématique jacquaire dans son ensemble qui ne dispose pas d'inventaires scientifiques publics ni de démarche structurée ou systématisée d'enquête. Les travaux existants sont dispersés, méconnus ou relevant des initiatives associatives non reliées à des équipes universitaires.

Concernant les tronçons de sentier inscrits, seul un a mis au point un inventaire exhaustif du patrimoine architectural, selon une méthode propre (T7). Il convient de s'inspirer de cette méthode pour l'appliquer aux autres tronçons en l'adaptant à l'analyse paysagère.

## Contenu

### 1. Réaliser un bilan des inventaires existants

L'AFCC sollicite les services régionaux de l'inventaire afin d'identifier les composantes qui ont déjà fait l'objet d'un inventaire et de produire un premier état des lieux. Ce bilan est partagé avec l'ensemble des référents des composantes inventoriées, le conseil scientifique, notamment au cours des journées de rencontres interdisciplinaires (voir fiche action II.1.a "Animation d'un Conseil scientifique et rencontres itinérantes"). A partir de ce bilan, l'AFCC et les SRI établissent des priorités thématiques et géographiques afin de poursuivre et d'étendre le travail d'inventaire à l'échelle du bien.

## 2. Élaborer une méthode commune

Pour avancer vers un inventaire commun et cohérent, l'AFCC et les SRI volontaires proposent, en cohérence avec les nomenclatures existantes, un modèle de fiche.

## 3. Programmer un calendrier des campagnes d'inventaires

L'AFCC et les SRI incitent les gestionnaires des composantes à engager des campagnes d'inventaire qui peuvent être étendues à l'échelle des zones tampon.

## 4. Prioriser les tronçons de sentier inscrits

L'AFCC et les gestionnaires des 7 tronçons de sentier de la Via Podiensis établissent un recensement du patrimoine à l'échelle des zones de sensibilité paysagère, à partir d'une définition commune et élargie du patrimoine vernaculaire, en incluant une pluridisciplinarité d'acteurs pour réaliser un inventaire le plus exhaustif possible (voir fiche-action de l'étude *Chemins faisons*).

## 5. Valoriser les inventaires

Les inventaires réalisés peuvent faire l'objet d'une valorisation dans le cadre de conférences, de visites, de publications (cf fiche II.2.b).

### Pilote(s)

AFCC, Services régionaux de l'inventaire

### Partenaire (s)

Conseils départementaux, parcs naturels régionaux, collectivités territoriales, associations, conseil scientifique du bien, universités

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
II.1.c Inventaire du patrimoine des composantes, notamment les tronçons de sentier						
Préfiguration		RDV ac Services régionaux de l'inventaire, identification des composantes volontaires, des composantes bénéficiant d'un inventaire...)				
Campagnes			Campagnes d'inventaire			Restitution devant les autres composantes
Assistance dans le processus pour les composantes volontaires		Réalisation de documents d'aide à l'analyse				

### Financement

Temps agent + frais liés aux éventuels moments de rencontre

### Evaluation

#### Indicateurs de réalisation

- Bilan des inventaires existants / composantes
- Création d'une conférence annuelle des SRI
- Convention avec les SRI

- > Elaboration d'une fiche commune avec les SRI, diffusion, inventaire
- > Nombre de composantes volontaires

### **Indicateurs de résultat**

- > Valorisation des fiches d'inventaire via GeoCompostelle
- > Mise à disposition de la documentation constituée afin de servir d'outil à la recherche et à la valorisation touristique
- > Nombre de projets de sauvegarde déclenchés par la meilleure connaissance des éléments remarquables du patrimoine

### **Territoire d'impact**

Tronçons de sentier inscrits et autres composantes volontaires



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-  
de-Compostelle en France  
inscrits sur la Liste du  
patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

II.2.a

**Axe stratégique :**

Connaître et diffuser la connaissance sur le bien

**Objectif opérationnel :**

Diffuser la connaissance sur le bien

**Action :**

Organisation de colloques, publications, réalisation d'un web-documentaire

## Enjeux et objectifs

- Solliciter des chercheuses et chercheurs spécialisés sur les thématiques jacquaires pour transmettre au grand public leurs savoirs et sensibiliser les habitants, cheminants et visiteurs
- Publier des actes scientifiques permettant d'améliorer la connaissance du bien et de nourrir les discours des acteurs du bien
- Favoriser la connaissance du bien et de ses composantes

## Contexte

L'AFCC a encouragé de nombreuses rencontres sur la connaissance du phénomène jacquaire passé et actuel et de manière interdisciplinaire :

- lors des 20 ans de l'inscription au Patrimoine Mondial, avec l'animation en octobre 2018 d'un colloque international « Patrimoine, territoires, historicité » à Toulouse/Cahors, qui a réuni sur trois jours plus de 200 de participants. L'AFCC a soutenu l'organisation d'évènements scientifiques à l'échelle locale (Amiens, Condom, Mont-Saint-Michel, Saint-Gilles, Saint-Guilhem-le-désert, Oloron) ou d'érudition (Saint-Léonard-de-Noblat, La Romieu) ;
- dans le cadre des saisons culturelles lancées en 2018, des tournées de conférences sont organisées sur différents sujets liés à la thématique jacquaire. En 2021, plus de 20 conférences ont été organisées.
- les rencontres d'Oloron-Sainte-Marie organisées en juin 2022 ;
- une série de conférences croisant la thématique jacquaire avec les vins du Sud-Ouest.

En librairie, les études sont moins nombreuses que la masse des récits et témoignages des expériences vécues par les néo-pèlerins. Ceci concourt à la notoriété des chemins dans leurs valeurs humaines mais pas nécessairement à la connaissance du patrimoine et de l'histoire du pèlerinage.

## Contenu

### 1. Proposer un rendez-vous scientifique bisannuel

L'Agence et le conseil scientifique proposent l'organisation de journées d'études itinérantes sur les composantes, tous les deux ans, en partenariat pour chaque édition avec une université ou un centre de recherche. Ces rencontres sont l'occasion de diffuser des connaissances actualisées, de soulever des questionnements et des perspectives de recherche. Elles croisent des approches académiques, des recherches érudites, des témoignages d'acteurs, notamment d'élus, de professionnels et d'habitants porteurs de mémoires sur les composantes. Un appel à participation est lancé suffisamment en amont pour identifier les territoires d'accueil partenaires.

## 2. Diffusion des connaissances

Deux vecteurs de diffusion sont envisagés :

- l'enregistrement des conférences et des journées d'études et une diffusion sur la chaîne Youtube de l'Agence, avec un lien sur le site dédié au bien ;
- la réalisation d'une publication périodique (périodicité à préciser, en lien avec l'organisation des journées d'études), sous le format d'une revue de vulgarisation scientifique sur le bien, à destination des chercheurs comme du grand public. Le sommaire doit être défini avec les membres du Conseil scientifique.

La mise en valeur d'une ou plusieurs composantes du Bien est envisagée dans chaque numéro. Le contenu peut ensuite être exploité comme base pour la rédaction des monographies des différentes composantes (voir fiche action II.2.b « Accompagnement des collectivités dans la mise en place de projets d'interprétation, de valorisation, de médiation et signalétique patrimoniale »).

## 3. Réalisation d'une web série sur les composantes du bien

Réalisation d'une websérie qui, après quelques éléments introductifs sur le bien en général, décline l'ensemble des composantes, de manière égale (10-20 minutes chacune).

Se rapprocher d'Arte, qui exploite déjà ce format et produit une série « Les 50 ans de la Convention mondiale du Patrimoine Mondial de l'UNESCO » (à ce jour, 4 biens sont représentés par des documentaires de 50 minutes chacun : Arles, la côte Amalfitaine, Aix-la-Chapelle et Tallinn).

Étudier la faisabilité du projet et les pistes de coproduction et de financement (CNC, PROCIREP, mécénat...).

### Pilote(s)

AFCC

### Partenaire (s)

Universités, conseil scientifique, gestionnaires de composantes

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
II.2.a Organisation de colloques, édition d'actes et accompagnement aux publications, réalisation d'un documentaire / d'une websérie sur Compostelle et son inscription PM à travers ses composante						
Animation et organisation des rencontres bisannuelles	Lancement des "Journées annuelles" à Oloron-Ste-Marie	Organisation d'un cycle de conférences pour les 25 ans	Organisation et animation des rencontres itinérantes (bisannuelles)			
Politique d'édition		1re édition transnationale (Espagne) pour les 25 ans	Poursuite de la revue périodique			
Réalisation d'une web série		Prise de contact avec ARTE et d'autres maisons de production , recherche de financement	Tournage (diffusion pour 2028?)			

### Financement

Défraiements, locations d'espaces, supports de communication

Coût des publications, de la web-série (production, diffusion)

### Evaluation

#### Indicateurs de réalisation

➤ Animation de rencontres interdisciplinaires biennales

- Nombre de conférences et de participants aux conférences
- Nombre et diversité des publications accompagnées
- Diffusion travaux conseil scientifique, diffusion géographique
- Réalisation et mise en ligne de la websérie

### **Indicateurs de résultat**

- Mesurer la diffusion de chaque support
- Maintien du nombre de conférences biennales dans le temps
- Nombre de vues / diffusion de la websérie
- Retombées média de la websérie

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-  
de-Compostelle en France  
inscrits sur la Liste du  
patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

## II.2.b

### Axe stratégique :

Connaître et diffuser la connaissance sur le bien

### Objectif opérationnel :

Diffuser la connaissance sur le bien

### Action :

Accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre de projets de médiation et formation des médiateurs du bien

## Enjeux et objectifs

- Déterminer les contenus et les modalités pour donner au grand public les clés de lecture des richesses patrimoniales des composantes et de la Valeur universelle exceptionnelle du bien
- Raconter et faire découvrir ce patrimoine de manière cohérente et homogène
- Déterminer et partager des principes, des contenus et des messages communs

## Contexte

Les outils et les supports de médiation et d'interprétation ne sont pas toujours existants et accessibles aux habitants ou visiteurs. Quand ils existent, ils manquent de cohérence tant en termes de niveau d'information que de lisibilité de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Pour les tronçons, les différents diagnostics réalisés dans le cadre de l'étude « Chemins Faisons » révèlent une visibilité de l'appartenance à l'Unesco des sentiers complexifiée par une signalétique fortuite, une superposition des récits et une absence de coordination commune sur les règles à appliquer pour y remédier.

Pour pallier ces difficultés, l'AFCC a produit plusieurs documents qu'elle met à disposition sur son site Internet. Ces contenus permettent de rappeler les différentes normes et conseils à suivre dans l'implantation de dispositifs d'information. La mise à disposition de ces différentes sources d'information a pour objectif l'harmonisation des outils de médiation, d'interprétation et de signalétique. L'application de ces documents permet de proposer un socle commun aux différentes initiatives émanant des collectivités territoriales.

Au-delà des dispositifs de médiation, la méconnaissance par les médiateurs des composantes et l'approximation de certains discours sur le bien et les enjeux de l'inscription impliquent de proposer des contenus « prêts à l'emploi » et d'organiser des sessions de formation.

## Contenu

### 1. Poursuivre la réalisation et la diffusion de contenus

Préparer des contenus prêts à l'emploi sur des concepts-clés généraux et communs aux composantes (Valeur universelle exceptionnelle, patrimoine mondial, histoire du pèlerinage et résonance actuelle...).

Diffuser ces documents sur le site Internet dédié au bien.



## **2. Améliorer la lisibilité des différents supports d'information**

Les supports d'informations générales et d'identification - plaques, clous, charte graphique, logo de marque... - continuent à être mis en œuvre pour distinguer les composantes du bien dans l'ensemble jacquaire, les ensembles patrimoniaux locaux ou les itinéraires pédestres.

L'AFCC incite les communes à poser les clous « Patrimoine mondial ». Il existe un cahier des charges. Les clous ont une fonction de jalonnement pour conduire vers la composante ou marquer le patrimoine mondial dans un espace urbain.

L'AFCC accompagne les collectivités pour un bon usage de l'emblème du patrimoine mondial et pour la conception de contenus de médiation qualifiés (dispositifs de signalétique, expositions ou publications) en insistant dans le discours sur la contribution des composantes à la Valeur universelle exceptionnelle du bien.

## **3. Conserver l'aspect immersif des tronçons de sentier inscrits**

Dans les projets de signalétique d'interprétation et de médiation, l'AFCC veille à ne pas surcharger les dispositifs et les informations et à privilégier des contenus et des matériaux communs avec toutefois une adaptation nécessaire en fonction de l'environnement local.

L'AFCC et les gestionnaires territoriaux mettent en place un système de veille pour lutter contre la signalisation sauvage et commerciale, interdite sur les sentiers.

## **4. Former des médiateurs**

Sur le modèle de la formation de l'ABFPM, l'AFCC propose des formations pour sensibiliser les médiateurs, guides-conférenciers, élus et agents des collectivités, à la compréhension du bien et aux enjeux de gestion. Ces formations sont l'occasion de partager les expériences et initiatives, d'échanger sur les bonnes pratiques à diffuser. Elles sont également l'occasion de constituer un réseau de médiateurs.

Si les ateliers peuvent être organisés en visioconférence, l'AFCC prévoit une rencontre annuelle sur un site qui utilise la médiation dans son projet de valorisation de la composante (voir fiche action 0.2.a. "Création d'espace d'échanges et partage d'expérience à destination des gestionnaires de composantes").

## **5. Développer la collection de monographies sur les 78 composantes**

En collaboration avec la DRAC Hauts de France, l'AFCC a lancé une collection de 78 monographies visant à présenter le bien français, la composante locale dans son histoire et ses caractéristiques, dans la perspective de son apport à l'ensemble inscrit. La monographie présente également des éléments d'information sur l'Unesco et la convention du patrimoine mondial. La monographie est réalisée dans la charte graphique du bien. Elle est destinée à la vulgarisation vers le grand public. L'AFCC mobilise ses ressources et le cas échéant le conseil scientifique pour apporter le concours nécessaire aux propriétaires ou leurs opérateurs pour la création et la diffusion des monographies.

### **Pilote(s)**

AFCC pour la production de discours d'interprétation, de mise à disposition de ressources.

AFCC pour le pilotage et l'animation du réseau des médiateurs, pour la diffusion de documents.

Collectivités pour la mise en œuvre des projets de médiation.

### **Partenaire (s)**

Collectivités territoriales, en fonction de leurs compétences propres.

Offices de tourisme et services de médiation

Membres du conseil scientifique du bien et chercheurs des organisations scientifiques partenaires

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
II.2.b Accompagnement des collectivités dans la mise en place de projets d'interprétation, de valorisation, de médiation et signalétique patrimoniale et mise en place d'une formation des médiateurs du bien						
Formation des médiateurs (cf. 0.2.a)		Lancement	Réunions tous les deux mois d'un département différent			
Production de documents	Production d'infos (signalétique, interprétation)	Production de documents à destination des médiateurs et offices de tourisme				

## Financement

Temps agent. Production de documents d'informations auprès des médiateurs.

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Nombre de composantes dotés de dispositifs de médiation (espace dédié, outils numériques, signalétique d'interprétation)
- Nombre de composantes disposant d'une monographie/78
- Valoriser les composantes qui suivent la charte graphique de l'AFCC avec nouvelle signalétique

### Indicateurs de résultat

- Taux de support et de signalétique composantes
- Tirage diffusion des monographies

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

## II.2.c

### Axe stratégique :

Connaître et diffuser la connaissance sur le bien

### Objectif opérationnel :

Diffuser la connaissance sur le bien

### Action :

Action éducative et outils pédagogiques

## Enjeux et objectifs

- Sensibiliser les enfants et les jeunes à la Valeur universelle exceptionnelle du bien
- Susciter l'implication des jeunes
- Faciliter la compréhension du bien grâce à des outils didactiques innovants et ludiques

## Contexte

L'AFCC recense les ressources et initiatives proposées par les gestionnaires des composantes et les valorise sur son site Internet (espace professionnels/pédagogie) : parcours et outils pédagogiques (livrets, mallettes pédagogiques), réalisations. Elle met à disposition de nombreuses ressources, notamment à destination des enseignants pour promouvoir dans leur classe les thématiques de l'Unesco, de la convention du patrimoine mondial et du bien.

Depuis 2016, l'AFCC anime le prix du Patrimoine Mondial en Occitanie. Ce concours scolaire invite les élèves à la découverte des sites du patrimoine mondial.

## Contenu

### 1. Impliquer les établissements scolaires dans des projets éducatifs

L'AFCC poursuit le Prix du patrimoine mondial en partenariat avec les gestionnaires de bien en Occitanie. Elle réfléchit à son élargissement à d'autres régions en lien avec l'Association des biens français du patrimoine mondial (ABFPM). Elle veille à mieux diffuser l'information pour augmenter le nombre de participants.

En appui du concours, l'AFCC met à disposition des ressources pour les enseignants, adaptées en fonction des cycles : livret, bibliographie, séquences pédagogiques.

L'AFCC et l'Etat veillent à mieux valoriser les réalisations dans le cadre d'une exposition itinérante et de temps forts dans les établissements scolaires.

### 2. Recenser et proposer des ressources et des outils ludiques et didactiques

L'AFCC poursuit le recensement et la diffusion des ressources et outils produits par les composantes. Elle encourage les autres composantes à développer une offre éducative et met à disposition des contenus (éléments de langage, iconographie, suggestions de séquences pédagogiques...).

L'AFCC et les gestionnaires volontaires envisagent la production de contenus et d'outils pédagogiques : jeux de société, suite du projet CompostEVA (programme européen Erasmus+, premier module réalisé avec la Ville de Toulouse).

Dans une optique ludique et pour inciter à découvrir les sites sur le terrain, l'AFCC réfléchit à mobiliser l'outil Géocaching à l'image des applications Terra Nova ou Baludik.

En lien avec les formations en médiation et valorisation des patrimoines de l'Université Paul Valéry à Montpellier, il est étudié la possibilité d'actions de médiation des patrimoines et paysages construite par les étudiants et destinées aux scolaires.

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Composantes, DRAC, Ministère de l'Éducation Nationale, FFACC

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
II.2.c Action éducative et pédagogique						
Poursuite action avec les écoles	Animation prix du Patrimoine mondial	Poursuite Prix du patrimoine mondial				
Amélioration de l'offre éducative	Livrets	Mise à jour livrets pédagogiques	Nouveaux livrets pédagogiques			
Amélioration de l'offre pédagogique					Recensement Géocaching	Jeux de société

## Financement

Temps agent, création de jeux de société, mise à disposition d'un enseignant ou d'une équipe de pédagogues

## Évaluation

### Indicateurs de réalisation

- Élargissement à l'échelle nationale du Prix du Patrimoine mondial d'Occitanie
- Nombre de professeurs relais
- Constitution d'un dossier de l'enseignant
- Mallette pédagogique intégrant des outils co-élaborés avec le Ministère de l'Éducation nationale.
- Tirage national du jeu de société qui pourrait bénéficier à l'ensemble du réseau.
- Création d'un contrat local d'éducation artistique et culturelle Chemins de Saint-Jacques / Patrimoine mondial clé en main
- Mise en commun d'outils pédagogiques accessibles et faciles à mettre en œuvre (à produire, à imprimer soi-même) sur la VUE du bien, à adapter ensuite à chaque composante

### Indicateurs de résultat

- Nombre d'enfants ayant bénéficiés des outils et animations
- Nombre de CLEA mobilisés
- Taux de composantes intégrant le Patrimoine mondial et le bien 868 dans leur offre éducative et pédagogique /78

### Territoire d'impact

Écoles, collèges et lycées situés sur l'ensemble du Bien



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

III.1.a

**Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

**Objectif opérationnel :**

Améliorer la connaissance des publics et de leurs attentes

**Action :**

Observation des fréquentations sur les chemins et les composantes

## Enjeux et objectifs

- Améliorer la connaissance des flux sur les chemins et les composantes du bien afin d'orienter les politiques et actions à mettre en place
- Prévenir les risques de surfréquentation qui peuvent impacter fortement les territoires concernés et nuire à la qualité de l'expérience

## Contexte

Le nombre de cheminants reçus à Saint-Jacques-de-Compostelle n'a cessé d'augmenter depuis les années 1980 pour atteindre près de 350 000 personnes en 2019 (contre 3 500 en 1988). Sur les chemins en France, la fréquentation est moins importante et les flux se concentrent en grande partie sur la Via Podiensis (GR®65), l'itinéraire de randonnée pédestre le plus anciennement aménagé. Environ 20 000 cheminants sont comptabilisés au départ du Puy-en-Velay.

Les données concernant les fréquentations sont peu nombreuses et très hétérogènes. Elles proviennent d'associations, d'offices de tourisme, d'hébergeurs, de sites patrimoniaux, de compteurs...

Encore peu de territoires disposent de compteurs.

L'AFCC a initié la création d'un observatoire national des chemins de Compostelle avec ses partenaires touristiques et associatifs. Elle a créé une plateforme Eco-Visio sur laquelle sont versées les données d'une vingtaine d'éco-compteurs appartenant pour la plupart à des collectivités locales. Les compteurs sont principalement positionnés sur la Via Podiensis.

A partir des informations qu'elle recueille, l'AFCC publie des notes de conjoncture chaque année.

Face à une croissance de l'intérêt pour les chemins de Compostelle et la pratique de l'itinérance en particulier, au risque de surfréquentation sur certains tronçons de la Via Podiensis et composantes du bien, à la nécessité de mieux connaître les flux sur les autres chemins en France et sur les composantes, il est nécessaire de poursuivre et d'élargir le déploiement d'une méthodologie commune de recueil et production de données pour mesurer l'impact sur le patrimoine et les milieux naturels, les retombées économiques pour les territoires.

## Contenu

### 1. Sensibiliser les acteurs à la nécessité de recueillir des données

Organiser, une fois par an, une réunion avec les différents partenaires touristiques, dont les gestionnaires et propriétaires de composantes afin de les sensibiliser à l'importance du recueil et du partage de données.

Animer un groupe de travail « Observation » avec les acteurs volontaires afin de décloisonner, de partager et d'harmoniser les données existantes et d'améliorer le recueil dans les lieux où aucun comptage n'est effectué : échange de bonnes pratiques, des outils...

### 2. Augmenter et diversifier les sources et systématiser le recueil des données

L'AFCC encourage les communes, les offices de tourisme, les hébergements, les associations jacquaires, les sites patrimoniaux à recueillir et partager leurs données afin d'améliorer la fiabilité et l'exhaustivité des informations en :

- s'appuyant sur des réseaux déjà existants, comme celui des hébergeurs de la Charte d'accueil, les communes-haltes, des associations jacquaires ;
- proposant une méthodologie commune pour la collecte des données ;
- incitant les gestionnaires et propriétaires de composantes à participer au comptage des entrées et passages : vente de billets, installation de compteurs ou système de comptage manuel, ...

### 3. Rendre accessible les données de fréquentation aux partenaires et au public

Plusieurs modalités de restitution et de partage des informations sont envisagées :

- une plateforme pour consulter des données quantitatives à différentes échelles, sur les chemins et les composantes du bien ;
- la publication régulière de notes de conjoncture ;
- la diffusion des données annuelles dans la lettre du réseau et sur le site de l'Agence ;
- des restitutions territoriales.

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Collectivités territoriales, FFRando, hébergeurs, offices de tourisme, associations jacquaires, agences de développement touristique

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.1.a Observation des flux sur les chemins et des publics						
Poursuite de la publication d'une note de conjoncture annuelle	Note de conjoncture	Note de conjoncture	Note de conjoncture	Note de conjoncture	Note de conjoncture	Note de conjoncture
Systématiser le recueil des données	Création d'une méthode commune de recueil des données	Mise en place de la méthode ; sensibilisation auprès des partenaires	Sensibilisation des partenaires		Installation de nouveaux écompteurs	
Rendre accessible les données pour les partenaires et public			Création d'une plateforme de visualisation des données ; restitutions des données	Restitution des données		

## Financement

Temps agent

Création de la base de données unifiée

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Création de la base de données unifiée
- Édition d'une note de conjoncture annuelle
- Diffusion du questionnaire et de la méthode de comptage et de saisie aux différents acteurs concernés
- Accessibilité des données de l'observatoire
- Nombre de composantes utilisant un dispositif de comptage

### Indicateurs de résultat

- Taux de remplissage des données sur la base de données dédiée
- Augmentation du nombre de compteurs Eco-visio
- Meilleure connaissance du nombre de visiteurs et meilleure distinction entre les cheminants et les autres visiteurs
- Connaissance en temps réel des flux de fréquentation
- Mesure de l'impact des actions de rééquilibrage
- Retombée presse, note de conjoncture relayée

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien + ensemble des chemins dans une logique d'itinérance



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

### III.1.b

#### Axe stratégique :

Développer le bien ses composantes leurs territoires et communiquer

#### Objectif opérationnel :

Améliorer la connaissance des publics et de leurs attentes

#### Action :

Enquêtes qualitatives

## Enjeux et objectifs

➤ Mieux connaître les publics et leur satisfaction afin d'orienter les politiques de valorisation patrimoniale, de qualification et de promotion touristique

## Contexte

En 2021, l'AFCC a réalisé une étude des publics à l'échelle de 5 régions françaises associant de nombreux partenaires. Restituée en 2022, elle a permis d'améliorer la connaissance du public itinérant et de mieux cerner les motivations, les comportements, le degré de satisfaction et l'impact économique pour les territoires traversés. La dernière enquête d'envergure menée à l'échelle des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées datait de 2003. Jusqu'à présent, l'étude qualitative s'est concentrée sur une logique d'itinérance pour connaître le profil des pèlerins. Elle n'a donc pas intégré la part importante des autres touristes ne pratiquant pas l'itinérance et qui se sont rendus sur les composantes. Des enquêtes locales sont parfois réalisées. Un questionnaire commun a été réalisé par l'AFCC (en partenariat avec des offices de tourisme) afin d'unifier la méthodologie et d'obtenir des données comparables d'un territoire à l'autre. L'objectif est de mettre en application sur certains territoires pilotes, de façon à recueillir annuellement des informations sur différents lieux de chaque itinéraire.

Pour des raisons budgétaires, il est difficile de renouveler très régulièrement une étude nationale et pour autant, la connaissance des profils et des pratiques est essentielle. De la même façon, la connaissance des visiteurs des composantes du bien est primordiale.

Un travail de partage des démarches d'observation et des outils est nécessaire. Les enquêtes locales construites dans le cadre d'une méthodologie commune doivent se déployer grâce au relai de partenaires volontaires : hébergeurs, offices de tourisme, associations, sites de visite...

## Contenu

### 1. Fédérer et impliquer de nouveaux intermédiaires pour une gestion plus efficace et coordonnée des données

- Poursuivre l'implication des différents organismes (ADTs, CRTs, FFRP, Régions, Départements...) au sein du groupe de travail « Observation » animé par l'AFCC.
- Sensibiliser les organisations touristiques aux enjeux de l'observatoire pour mieux comprendre et prendre en compte les motivations, attentes et éventuelles déceptions des publics, leur fidélisation...
- Impliquer les habitants, véritables ambassadeurs, pour recueillir des informations.
- Renforcer les liens avec les observatoires régionaux qui mobilisent déjà beaucoup les observatoires départementaux



## 2. Systématiser, unifier et alléger le recueil des données

- Inciter les organisations touristiques à systématiser les questionnaires qualitatifs, en recourant à un dispositif de collecte et d'envoi des données (voir fiche action III.1.a « Observation des flux sur les chemins et des publics »).
- Créer une base commune virtuelle en invitant les organisations touristiques à remplir leurs données à chaque fin de saison. Cette base de données pourrait être accessible sur le site de l'Agence, dans la rubrique « Espaces professionnels ». S'appuyer sur des réseaux déjà existants, comme celui des hébergeurs de la Charte d'accueil, des offices de tourisme ou des associations jacquaires pour diffuser les questionnaires.
- Proposer une méthodologie commune pour la collecte des données (questionnaire type, ...).
- Envisager une mise à jour de l'étude des publics tous les 5 à 10 ans maximum.

### Pilote(s)

AFCC

### Partenaire (s)

Collectivités territoriales, FFRando, hébergeurs, offices de tourisme, associations jacquaires, agences de développement touristique départementales et régionales

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.1.b Enquête qualitative						
Restitution de l'étude des publics 2022	Restitution générale	Poursuite des restitutions territoriales				
Systématiser le recueil des données	Création d'une méthode commune de recueil des données	Mise en place de la méthode ; sensibilisation auprès des partenaires	Sensibilisation des partenaires			
Lancement de la prochaine étude des publics					Préfiguration	

### Financement

Temps agent

Organisation des restitutions

### Evaluation

#### Indicateur de réalisation

- Enquête effectivement relevée
- Nombre de territoires relais de l'enquête

#### Indicateurs de résultat

- Evolution du nombre de points de collecte et vigilance sur leur représentativité / diversité
- Médiatisation des résultats
- Amélioration de la prise en compte des attentes des publics

#### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

### III.2.a

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires, et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Développer la notoriété du bien

#### **Action :**

Sensibilisation à l'intégration de la valorisation de Compostelle dans la promotion touristique

## Enjeux et objectifs

- Respecter les modalités de l'obtention de l'inscription Unesco, en assurant la promotion d'un bien en série constitué d'éléments représentatifs d'un pèlerinage médiéval
- Mettre à disposition des acteurs locaux de la promotion touristique les moyens et outils susceptibles de leur permettre de faire rayonner l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial afin de favoriser le développement des territoires abritant les composantes, tout en délivrant aux visiteurs une information qualitative

## Contexte

Les notions de Patrimoine mondial, de Valeur Universelle Exceptionnelle (VUE) ou encore de bien en série ne sont pas toujours aisées à communiquer efficacement au grand public, *a fortiori* dans le cadre de la promotion touristique qui ne dispose ni du temps, ni des outils de la médiation patrimoniale, et ne cherche pas à atteindre les mêmes objectifs.

Les acteurs touristiques locaux peuvent ainsi rencontrer certaines difficultés dans la diffusion d'une information exacte, cohérente, et assimilable par son public.

Il y a pourtant un véritable enjeu à replacer la composante locale au sein d'un récit collectif, d'aider les acteurs locaux à appréhender la perspective locale dans la série et le discours global, de permettre au territoire de bénéficier d'un éventuel effet Unesco, tout en diffusant la fréquentation vers les composantes proches.

## Contenu

### **1. Actions déjà engagées et poursuivies par l'AFCC**

Des premiers outils communs ont été développés qui restent à accroître, actualiser ou plus amplement diffuser : dossiers de presse communs à mettre à jour régulièrement, fonds photographique, charte graphique et logo de marque pour identifier le bien, site internet dédié, lettre d'information "réseau", actes des comités de bien, beau-livre, vidéos de promotion, clou de jalonnement pour la signalétique en centre urbain, ...

Outre leur diffusion et leur actualisation, d'autres outils seront développés : vadémécum d'éléments de langage, fiches pratiques, illustrations et iconographie, vidéos...

### **2. Création et animation d'une formation à destination des acteurs touristiques**

Cette formation à destination des conseillers en séjours et personnels d'Offices de tourisme et d'accueil, guides et médiateurs, bénévoles des associations, aborde les points suivants :

- la convention du Patrimoine mondial, la notion de VUE, les sites français inscrits ;

- les motifs de l'inscription du bien et sa nature ;
- l'évocation de la contribution de chaque composante à la VUE de la série et visites in situ ;
- l'impact d'une inscription Unesco sur la perception d'un site par ses visiteurs, leurs attentes, les effets sur la fréquentation ;
- une restitution des études menées par l'AFCC dans le domaine de la fréquentation touristique, ainsi que les actions menées aux échelles régionales, nationales et internationales dans le domaine de la promotion touristique du bien ;
- la création d'un espace d'échanges permettant d'une part la valorisation de bonnes pratiques locales, mais également la remontée d'informations de terrain de la part des interlocuteurs de proximité, des pèlerins, visiteurs et habitants.

Cette formation se déroule alternativement en visioconférence et de manière itinérante sous forme d'eductour accueilli par une composante volontaire, en veillant à se concentrer sur une période propice à la participation des acteurs concernés et à la préparation de la saison à venir et de ses supports de promotion.

### **Pilote(s)**

AFCC

### **Partenaire (s)**

Collectivités territoriales, Agences Départementales de Développement Touristique, Comités Régionaux, Offices de Tourisme

### **Calendrier**

2023 : modalités d'élaboration et d'organisation de la formation par le biais d'une consultation des acteurs du tourisme volontaires et engagés dans la gestion du bien (dans le cadre du groupe de travail thématique Tourisme) et recherche d'une composante volontaire pour l'accueil de la 1<sup>ère</sup> session

2024-2027 : Organisation de sessions de la formation

### **Financement**

Temps agent + 15k€ pour la création et l'organisation de la formation

### **Evaluation**

#### **Indicateurs de réalisation**

- > Création de la formation
- > Nombre de sessions de formation organisées (objectif 1 en visio et 1 en présentiel / an)

#### **Indicateurs de résultat**

- > Nombre de participants aux formations, pour chaque session, et évolution
- > Taux de composantes du bien ayant dépêché un représentant à la formation /78
- > Taux de composantes disposant d'outils de promotion touristique conformes /78

#### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

### III.2.b

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Développer la notoriété du bien

#### **Action :**

Mise en œuvre d'une stratégie de promotion touristique nationale et internationale

## Enjeux et objectifs

- Coordonner les différents acteurs de la promotion touristique pour accroître la notoriété du bien
- Promouvoir un tourisme culturel et d'itinérance à l'échelle nationale et internationale
- Diversifier l'offre touristique pour les visiteurs et les sensibiliser à la VUE du bien

## Contexte

Depuis quelques années, l'Agence française des chemins de Compostelle s'est rapprochée des différents acteurs touristiques locaux comme internationaux et s'appuie sur leurs savoir-faire, leurs compétences et leurs capacités d'action : Atout France, Comités régionaux du tourisme, Agences départementales de développement touristique... Dans le même temps, des actions de promotion ont été développées directement par l'AFCC : dépliants d'appel et vidéos pour donner à voir la diversité des itinéraires en France, partenariat médias et avec des éditeurs (Milan presse, Michelin, IGN, Gallimard, Glénat...), participation à des salons grand public (Destinations nature, salon du randonneur), campagnes sponsorisées sur les réseaux sociaux, reportages photos, réalisation de cartes, accueil d'influenceurs, ...

En 2021, l'étude des publics réalisée à l'échelle de cinq régions françaises a mis en lumière les différentes motivations, les comportements, le niveau de satisfaction et a permis d'établir une typologie. La Via Podiensis ou voie du Puy-en-Velay (GR®65) concentre une très grande partie des cheminants. Les résultats constituent le socle à partir duquel construire et mettre en œuvre une stratégie concertée. Celle-ci doit s'appuyer sur l'ADN des chemins de Compostelle : ressourcement, déconnexion, authenticité, simplicité, reconnexion avec la nature, rencontres, patrimoine, spiritualité.

Pour autant, cette étude s'est surtout intéressée à la pratique de l'itinérance sans prendre en compte les visiteurs et touristes. Ces derniers représentent pourtant une part significative sinon majoritaire de la fréquentation touristique des composantes. La stratégie de l'AFCC pour promouvoir le bien doit donc dépasser la seule logique d'itinérance et proposer une offre de médiation valorisant le patrimoine architectural et artistique des composantes.

Le médium numérique occupe une place croissante et significative dans les usages et les pratiques du public. La stratégie doit tenir compte de ces évolutions et de l'internationalisation des publics en accompagnant la professionnalisation des acteurs, la transition numérique, en travaillant à la production de contenus en

plusieurs langues, notamment vidéos.

## Contenu

### **1. Définition d'une stratégie concertée et formalisation d'un contrat de destination avec Atout France et les Régions volontaires**

L'AFCC envisage d'organiser une conférence annuelle associant Atout France et les 10 comités régionaux du tourisme concernés par le bien, et incluant les autres professionnels du tourisme locaux (CDT, offices de tourisme, hébergeurs), afin définir les actions prioritaires et partagées autour de deux axes stratégiques : le tourisme culturel à la découverte des composantes du bien et l'itinérance. Dans ce cadre, il est envisagé de signer un contrat de destination interrégional « Chemins de Compostelle en France » associant l'Etat et les Régions volontaires. L'objectif est une augmentation et une meilleure répartition des flux touristiques internationaux dans le temps et dans l'espace, dans un contexte de nécessité de plus forte prise en compte des impacts environnementaux ou sociaux du tourisme.

Le contrat prévoit la conduite d'actions à la fois sur le champ de la promotion mais également celui de l'offre, la formation, du développement durable.

### **2. Sensibilisation de nouveaux publics, développement et rééquilibrage de la fréquentation en fonction des différents itinéraires**

A partir des résultats de l'étude des publics, il s'agit de prioriser les habitants des grandes villes françaises situées sur ou à proximité des grands itinéraires, de poursuivre et de mieux mettre en avant la diversité de l'offre (cf. fiche III.3.b), avant de s'adresser au public européen de proximité (belges, néerlandais, allemands, suisses, italiens, espagnols) qui fréquentent déjà les chemins de Compostelle. Pour les publics plus lointains, il s'agit de s'adresser en priorité aux nord-américains (il existe notamment des relais sur place comme l'association Du Québec à Compostelle), puis aux publics asiatiques (Japon, Corée du Sud) dans le cadre de projets culturels (avec le Kumano Kodo au Japon) ou de partenariats avec d'autres acteurs aux thématiques proches.

Le développement de l'itinérance jacquaire à vélo (V41, V56 et EV3) permettra de faire découvrir certaines composantes du bien auprès d'un public de plus en plus nombreux (dans les pays d'Europe de l'Ouest et du Nord où la pratique est déjà importante).

Concernant les espagnols aujourd'hui peu présents, il est envisagé de renforcer les liens entre les deux biens jacquaires français et espagnols du patrimoine mondial (voir fiche action IV.1.a « Coopération internationale »).

La notoriété, l'imaginaire, les valeurs des Chemins de Compostelle (ressourcement, authenticité, beauté, ralentissement, hospitalité, simplicité, reconnexion avec la nature, patrimoine, spiritualité) constituent le socle sur lequel construire les actions de promotion touristique en développant ou en incitant nos partenaires à créer des contenus photos et vidéos, à partir de témoignages et de récits, en sollicitant notamment des artistes, des blogueurs, en proposant des podcasts...

### **3. Promotion touristique du bien du patrimoine mondial**

Afin de développer une promotion touristique davantage axée sur le bien du patrimoine mondial, il convient de mieux identifier et qualifier l'offre de médiation proposée par les composantes. L'AFCC peut ensuite se rapprocher des agences de développement touristique et les acteurs privés pour proposer des visites et parcours « clés en main » : visites de plusieurs composantes dans un même territoire, voyages thématiques sur le patrimoine mondial dans une région. L'objectif est de toucher un public avec une sensibilité patrimoniale. L'AFCC et ses partenaires conçoivent des produits touristiques à destination des tour-opérateurs.

Pour être en accord avec les principes et recommandations de l'Unesco, l'AFCC et ses partenaires veillent à s'inscrire dans une démarche résiliente et durable, afin de préserver la VUE des composantes qui constituent

le bien : hébergements et transports respectueux de l'environnement, participation des populations et retombées locales, valorisation des productions et savoir-faire...

#### 4. Communication numérique et visibilité du bien et des chemins de Compostelle

La communication s'appuie sur la notoriété des Chemins de Compostelle pour mieux valoriser la diversité de l'offre touristique (itinérance, patrimoine) en mettant en scène des expériences de voyage, en proposant des interviews. Des vidéos et des podcasts audios sont réalisées dans une logique de collection, pour une diffusion sur les réseaux sociaux (multilingues) selon différents angles : itinérance, culture et patrimoine, spiritualité... L'AFCC envisage de produire ou mettre à jour sa documentation pour une diffusion numérique multilingue (fiches techniques, guides pratiques) et de refondre son site Internet.

Le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco en 2023 est l'occasion de donner une plus grande visibilité au bien et à ses composantes (voir fiche action III.5.a "Mise en place d'outils de communication spécifiques à l'inscription patrimoine mondial et mise en réseau des communicants du bien").

#### Pilote(s)

AFCC

#### Partenaire (s)

Atout France, FFRando, associations jacquaires, collectivités, offices de tourisme, agence de développement touristique, comités régionaux de tourisme

#### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.2.b Stratégie de promotion touristique nationale et à l'international						
Rapprochement avec Atout France		Signature et exécution du contrat de destination avec Atout France				
Rapprochement avec professionnels du tourisme		Rencontre annuelle avec Atout France, CRT				
Documentation spécialisée		Production de docs traduits			Fiches "produits" opérateurs	
Opérations de communication, de visibilité du bien			Refonte du site Internet			Vidéo pour les touristes étrangers

#### Financement

Temps agent, coût vidéos et podcasts, refonte et traduction du site Internet, outils de promotion dans le cadre du 25<sup>e</sup> anniversaire

#### Evaluation

##### Indicateurs de réalisation

- > Signature du contrat de destination avec Atout France
- > Mise en place d'une conférence nationale avec les acteurs institutionnels du tourisme (CRT et Atout France) 1 fois/an
- > Production de documentations en plusieurs langues
- > Refonte du site Internet

- > Production de fiches et produits « clés en main » pour les tours opérateurs
- > Nombre d'actions de promotion collectives
- > Nombre de vidéos courtes diffusées sur les réseaux sociaux
- > Nombre de podcasts mis en ligne

#### **Indicateurs de résultat**

- > Augmentation de la fréquentation, et mesure de la part de touristes internationaux
- > Développement d'offres touristiques centrées sur le patrimoine mondial hors itinérance
- > Rééquilibrage des voies en termes de fréquentation touristique
- > Diffusion des vidéos et podcasts : relais par les composantes et partenaires, nombre de vues, etc.

#### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien



• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France  
• inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

### III.3.a

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Faciliter la découverte du bien par les visiteurs

#### **Action :**

Information du public

## Enjeux et objectifs

- Produire, mettre à jour et diffuser une information de qualité
- Informer l'ensemble des touristes, pèlerins et visiteurs, sur le Bien du patrimoine mondial
- Veiller à mettre en valeur la diversité et la richesse des itinéraires en France

## Contexte

Les chemins de Compostelle bénéficient d'une certaine notoriété et d'une fréquentation croissante. Pourtant, l'image du pèlerinage vers Compostelle est souvent associée à quelques lieux emblématiques comme la cathédrale du Puy-en-Velay, l'abbatiale de Conques ou les grands espaces de l'Aubrac et Saint-Jean-Pied-de-Port. Dans la pratique contemporaine du pèlerinage, la voie du Puy est de loin la plus fréquentée devant la voie d'Arles, la voie de Vézelay ou la voie de Paris-Tours, et fait l'objet d'une forte représentation médiatique. Le développement d'une plus grande visibilité des atouts et des attraits des autres chemins et des composantes du bien doit s'accompagner d'une mise à niveau de l'offre de services et d'hébergements (fiche-action 22 « Développement et structuration de l'offre touristique »).

Les gestionnaires expriment des attentes quant au développement des voies les moins empruntées, alors même qu'une forme d'inquiétude émerge quant au risque de saturation touristique en pleine saison de certains tronçons de la voie du Puy.

Afin d'apporter une information complète sur les chemins de Compostelle et le bien, l'AFCC édite de nombreux documents mis à disposition sur le site Internet et diffusés à ses adhérents et partenaires (offices de tourisme, agences de développement touristique) : documentations pratiques, annuaire des hébergeurs, conseils. La difficulté réside dans la mise à jour de ces documentations : recueil des informations et articulation avec les systèmes d'information touristique.

Le bien Unesco est référencé sur tous les supports produits par l'Agence et ceux pour lesquels elle est associée. Le bien dispose d'un site dédié [www.cheminscompostelle-patrimoinemondial.fr](http://www.cheminscompostelle-patrimoinemondial.fr). En revanche, il manque des supports spécifiques à chaque composante et destinés au grand public.

## Contenu

### **1. Modernisation du fond et de la forme de la documentation d'information produite pour le grand public**

La mise à jour des informations auprès du public doit être régulière et s'appuyer davantage sur les opérateurs touristiques qui collectent des données. Une mise à jour de l'annuaire et de la documentation est prévue avant



chaque début de saison touristique, ce qui implique d’anticiper la remontée des informations. Les documentations pratiques sont aujourd’hui réalisées dans un fichier texte et les hébergements saisis individuellement. Afin d’optimiser le travail de mise à jour et d’améliorer le traitement graphique des documents, l’AFCC prévoit de faire évoluer la forme et le fond de ses supports afin de proposer des guides pratiques numériques complets, à jour et attractifs.

## 2. Production de contenus éditoriaux sur le bien pour faciliter sa compréhension et accroître sa visibilité

L’AFCC réalise un dépliant de présentation du patrimoine mondial (carte et vignettes des 78 composantes). En complément sont envisagés des livrets présentant plusieurs composantes par voie ou par proximité géographique sur la base des préconisations de l’AFCC et de la charte graphique du bien.

L’AFCC poursuit le déploiement de la collection de monographies initiée avec l’église de Folleville et les composantes des Hautes-Pyrénées (fiche action III.5.1 “Mise en place d’outils de communication spécifiques à l’inscription patrimoine mondial et mise en réseau des communicants du bien”).

## 3. Production de contenus sur les différentes voies

Soucieuse de mettre en avant de manière équilibrée les différents itinéraires en particulier en France (patrimoine culturel, paysages et biodiversité, gastronomie, niveau de difficulté), l’AFCC a prévu d’ajouter régulièrement sur son site Internet des pages consacrées à d’autres itinéraires, de proposer de nouvelles documentations pratiques et d’enrichir sa photothèque par des campagnes régulières.

### Pilote(s)

AFCC

### Partenaire (s)

FFRando, associations jacquaires, collectivités, offices de tourisme, agences de développement touristique

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.3.a Information des publics						
Edition de documentations spécifiques au PM	Production, diffusion					
Enrichissement photothèque, vidéothèque	Campagnes photos et vidéos					

### Financement

Temps agent

Coûts d’édition : frais de conception, impression et diffusion

### Evaluation

#### Indicateurs de réalisation

- Mise à jour et transformation de la documentation pratique
- Production de contenus d’information grand public sur le bien et les composantes

### **Indicateurs de résultat**

- Nombre de dépliants diffusés
- Evolution de la répartition de la fréquentation entre les voies (en lien avec fiche action III.1.a « Observation des flux sur les chemins et des publics »)

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien + ensemble des voies (logique d'itinérance)



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

### III.3.b

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Faciliter la découverte du bien par les visiteurs

#### **Action :**

Développement et structuration de l'offre touristique

## Enjeux et objectifs

- Mettre en place des actions coordonnées permettant de développer l'offre touristique sur le bien
- Mieux structurer les relations au sein des itinéraires et entre les itinéraires pour mener à bien des politiques harmonieuses et cohérentes tout au long du sentier
- Organiser des temps de veille réguliers pour s'assurer du maintien des politiques de développement mises en place

## Contexte

L'AFCC est à l'origine de plusieurs actions pour fédérer différents acteurs, tout en diversifiant et améliorant l'offre touristique :

- Depuis 2019, le programme « Charte Accueil sur les chemins de Compostelle en France » piloté par l'Agence labellise des hébergeurs engagés dans la qualité des services proposés (80 établissements en 2022).
- En 2021, un nouveau dispositif national « Communes Haltes » a été initié par l'AFCC pour accompagner et valoriser les communes volontaires : services et aménagements, médiation, signalétique, hébergement, événements... (11 communes en 2022).
- L'application GeoCompostelle, en service en 2022, met en valeur des suggestions de balades de 2 à 15 jours. Près de quinze randonnées sont proposées, pour la plupart accessibles en transport en commun.
- L'AFCC a engagé, en partenariat avec l'association nationale Vélo&Territoires, le développement de l'itinérance à vélo sur le V41 et la V56 : édition d'un carnet de route sur le tronçon Vézelay - Limoges en 2022.
- L'AFCC réalise, en partenariat avec la Région Occitanie, des jeux de piste numériques pour un public familial afin de mettre en valeur le patrimoine des chemins de Compostelle, dans le cadre de l'application Baludik. 5 parcours sont déjà proposés au public, dont quatre concernent des composantes du bien (Gréalou, Saint-Gilles, Saint-Bertrand-de-Comminges et Saint-Guilhem-le-Désert).

Depuis 2021, l'AFCC, en partenariat avec la Fédération française de la randonnée pédestre, initie des démarches de concertation réunissant les collectivités, les associations, les acteurs culturels et du tourisme d'un même chemin, dans la perspective de l'instauration de comités d'itinéraire pour les principales voies compostellanes en France.

## Contenu

### 1. Améliorer l'accessibilité des sites et des chemins

L'AFCC développe des partenariats avec les services régionaux de transport en commun pour promouvoir l'accès aux sites et aux itinéraires en mobilité douce (à l'image de l'initiative engagée avec LIO Occitanie).

L'AFCC engage une action spécifique concernant l'accessibilité physique des sites et des itinéraires : recensement de l'accès PMR des composantes et des services proposés et des actions engagées (braille, gros caractères, dispositif sonore...), édition et diffusion d'une fiche de bonnes pratiques pour l'inclusion des publics en situation de handicap, identification des territoires pilotes (à l'image de l'étude pilotée par l'AFCC en collaboration avec le PNR des Causses du Quercy, réalisée par l'association UMEN sur des tronçons de sentier inscrits).

### 2. Développer et diversifier l'offre touristique en associant les composantes du bien

L'AFCC poursuit le développement et la qualification de l'offre en veillant à un bon équilibre entre les différents chemins en France et en tenant compte de la diversité des pratiques : itinérance, tourisme culturel. Elle cherche à inclure l'ensemble des professionnels, notamment les hébergeurs signataires de la charte Accueil, dans l'objectif de les sensibiliser aux enjeux de préservation et de compréhension du bien.

Elle étend le label « Communes haltes » aux composantes du bien, suit la mise en œuvre des programmes d'action proposés et favorise la mise en réseau des communes concernées.

L'AFCC propose de nouveaux contenus pour alimenter les outils numériques de découverte du patrimoine et des territoires GeoCompostelle, Baludik en lien avec ses adhérents. Elle poursuit le développement et la mise en valeur d'autres formes d'itinérance comme le vélo qui croisent et relient les composantes du bien.

### 3. Mise en place de comités d'itinéraire à l'échelle des principaux chemins en France

Face à l'étendue et à l'absence de continuité géographique du bien et aux enjeux d'un développement cohérent des itinéraires ainsi qu'aux solidarités entre ce qui est inclus dans le bien inscrit et ce qui ne l'est pas, la création de comités d'itinéraires permet d'impliquer les composantes parfois isolées dans le cadre de dynamique à l'échelle des principaux chemins en France et de faire émerger des coopérations et des actions communes.

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

FFRP, associations jacquaires, collectivités, offices de tourisme, agences de développement touristique, comités régionaux du tourisme.

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.3.b Développement et structuration de l'offre						
Lancement et exploitation de Géocompostelle	Lancement	Utilisation (rajout de randonnées)				
Exploitation d'autres outils numériques	Poursuite Baludik					
Capitaliser sur les labels et programmes d'itinérance		Extension des Communes haltes aux composantes				
Améliorer l'accessibilité aux composantes	Poursuite du travail mené avec UMEN et extension à d'autres voies/tronçons et à l'accès aux composantes.					

## Financement

Animation des voies (appel à projets, subventions), amélioration de l'accessibilité, organisation des rencontres entre acteurs.

## Evaluation

### **Indicateurs de réalisation :**

- Comités d'itinéraire en place de manière généralisée et fonctionnant de manière régulière sur les principaux chemins (obj : 1 comité / itinéraire + nombre de réunions par an)
- Nouvelles suggestions de balades dans GeoCompostelle
- Extension du programme Communes haltes aux composantes du bien Unesco
- Nombre d'hébergements chartés Accueil sur les chemins de Compostelle en France
- Nombre de conseils départementaux / d'EPCI partenaires / relais
- Nombre de communes haltes
- Mise en place d'ateliers d'information / sensibilisation et de mise en réseau des hébergeurs

### **Indicateurs de résultat**

- Plans d'action collectifs élaborés pour chaque itinéraire
- Amélioration de la satisfaction de l'hébergement dans les enquêtes qualitatives
- Amélioration de la note d'évaluation de l'accueil dans les communes
- Nombre d'hébergeurs ambassadeurs du bien
- Utilisation des outils numériques : GeoCompostelle, Baludik...
- Amélioration de l'accès PMR aux composantes
- Aménagements croissants des voies (services, ...) et augmentation des fréquentations

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien + Ensemble des voies (logique d'itinérance)



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-  
de-Compostelle en France  
inscrits sur la Liste du  
patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

### III.3.c

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Faciliter la découverte du bien par les visiteurs

#### **Action :**

Mise en place de lieux et de moments de rencontre entre pèlerins et habitants

## Enjeux et objectifs

- Associer les habitants au développement de la connaissance, de la transmission et de la notoriété du bien du patrimoine mondial
- Créer et entretenir une relation privilégiée entre les pèlerins et les habitants

## Contexte

L'hospitalité est une valeur cardinale des chemins de Compostelle, portée notamment par nombreuses associations des amis des chemins de Saint-Jacques en France et en Europe. Plus de 80 associations sont présentes en France, dont la plupart sont membres de la Fédération Compostelle-France (FFACC). Elles sont très investies dans l'accueil, l'information, le conseil aux futurs pèlerins...

Leur place dans le dispositif de gestion et de rayonnement du bien reste parfois mal identifiée par elles et leur approche est spontanément plus expérientielle, humaine, liée davantage aux chemins.

Les acteurs privés, hébergeurs, restaurateurs, commerçants, agriculteurs... jouent également un rôle important d'ambassadeurs au contact du public. La proposition d'une charte « Accueil sur les chemins de Compostelle en France » par l'AFCC participe de cet objectif de transmettre une information de qualité. Les « communes-haltes » sont également impliquées dans l'accueil et l'information.

De nouvelles initiatives voient le jour impliquant les habitants dans des actions d'entretien, de restauration du patrimoine, d'animation culturelle, à l'image des « 1000 mains à la pâte », manifestation annuelle initiée dans le Lot par des bénévoles et qui aujourd'hui essaime sur toute la France. L'implication des habitants dans la préservation et la transmission du bien du patrimoine mondial est un élément déterminant qui reste encore à conforter.

## Contenu

### **1. Poursuivre l'implication des associations jacquaires**

L'AFCC et Compostelle-France, la Fédération des associations jacquaire renouvellent et renforcent leur partenariat avec pour objectif de sensibiliser les adhérents et les pèlerins à la Valeur universelle exceptionnelle du bien.

L'AFCC propose la création d'un prix pour accompagner la mise en œuvre de projets bénévoles innovants ou exemplaires.

## 2. Créer des lieux propices aux rencontres pèlerins – habitants

L'AFCC veille à mieux informer le public sur les activités proposées par les associations : leurs programmations peuvent être intégrées à la démarche de saison culturelle. Elles ont une fonction de témoignage d'expériences, de connaissance locale du patrimoine, d'accueil dans les hébergements et d'hospitalité. Seront explorés les moyens de les aider à développer et transmettre en direction de jeunes publics.

## 3. Poursuivre et étendre l'opération « 1000 mains pour les chemins de Saint-Jacques »

Cet événement organisé chaque premier samedi du mois d'octobre est une belle occasion d'impliquer les habitants et pèlerins dans le soin du chemin (travaux d'entretien, de restauration du patrimoine vernaculaire, plantation d'arbres, nettoyage ou fleurissement des abords...). Il est proposé d'étendre cette démarche aux composantes du bien, notamment sur les sept tronçons de sentier inscrits.

## 4. Promouvoir un réseau ambassadeurs

L'AFCC évalue la faisabilité d'un réseau d'ambassadeurs, en incitant les habitants à s'investir dans la vie du bien. Elle envisage également d'étendre la charte "Accueil sur les chemins de Compostelle" aux bistrotts, restaurants et commerces proposant un accueil adapté : information, services et équipements, animations...

### Pilote(s)

AFCC

### Partenaire (s)

FFACC, Associations jacquaires, offices de tourisme, habitants

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.3.c Mise en place de lieux et de moments de rencontre entre pèlerins et habitants						
Implication des habitants dans la gestion du sentier	Poursuite Mille Mains					
			Création et animation du réseau des ambassadeurs			
Programme de valorisation des bistrotts, restaurants et commerces				Nouveau "label" pour les structures accueillant pèlerins, touristes comme locaux.		

### Financement

Temps agent + Prix associatif + outils de communication (1000 mains, ambassadeurs...)

### Evaluation

#### Indicateurs de réalisation

- Elargissement de la démarche « Accueil chemins de Compostelle »
- Poursuite de l'initiative « 1000 mains », nombre d'associations partenaires et étendue géographique.
- Mise en place des ambassadeurs et animation du réseau

### **Indicateurs de résultat**

- > Nombre d'établissements labellisés "Charte d'accueil Compostelle"
- > Evolution du nombre d'ambassadeurs
- > Nombre de partenaires et de participants de l'initiative « 1000 mains »
- > Retombées médias
- > Evolution de la perception de la qualité de l'accueil dans les enquêtes qualitatives

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien





Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-  
de-Compostelle en France  
inscrits sur la Liste du  
patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

### III.4.a

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Développer une offre culturelle sur le bien

#### **Action :**

Coordination d'une saison culturelle

## Enjeux et objectifs

- Poursuivre la coordination des événements liés à l'univers des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle autour d'une saison culturelle
- Inciter les acteurs culturels à rejoindre la saison pour faire vivre le bien
- Renforcer la visibilité nationale et internationale de la dimension artistique et culturelle des chemins de Compostelle

## Contexte

Depuis 2018, à la suite du succès du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'inscription du bien sur la Liste du patrimoine mondial, l'AFCC propose une saison culturelle annuelle. L'objectif est de fédérer les différents événements culturels liés à l'univers matériel et immatériel du bien, afin de renforcer sa visibilité à l'échelle nationale et internationale. Il s'agit également d'inciter les gestionnaires et les acteurs culturels à proposer des événements. Chaque saison est identifiable grâce à un univers visuel original repris sur des supports de communication communs : affiches, cartes postales et programmes.

## Contenu

L'AFCC envisage de poursuivre la coordination d'une saison culturelle annuelle :

- en communiquant sur les temps forts calendaires pour accroître encore davantage la visibilité comme le 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'inscription sur la Liste du Patrimoine Mondial, les années jacquaires, les journées européennes du patrimoine... ;
- en impliquant les acteurs territoriaux pour étoffer la saison en termes d'ampleur et d'ambition : un événement de lancement et de clôture ;
- en développant la diffusion et la visibilité des supports de communication et en accroissant la participation des composantes à cette démarche ;
- en sensibilisant, chaque année, une personnalité publique associée au monde de l'art, de la spiritualité ou du sport, pour devenir l'ambassadeur de la saison culturelle ;
- en incitant les composantes à se regrouper pour développer des événements communs (regroupement géographique, thématique...). L'AFCC pourra organiser, en amont de la saison, des ateliers regroupant des villes et composantes proches pour inciter à l'organisation de projets collectifs (tournées de compagnies, d'expositions...).

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Gestionnaires et propriétaires de composantes, associations, offices de tourisme

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.4.a Coordination d'une saison culturelle sur le bien, élargie aux chemins de Compostelle hors PM						
"Etoffer" la saison culturelle		Pour les 25 ans, organisation d'un événement de lancement et clôture	Poursuivre la démarche de temps fort en début et fin de saison, et solliciter des ambassadeurs annuels			
Communication grand public et partenaires	Inciter les partenaires à relayer les événements, diffuser sur les réseaux sociaux...					

## Financement

Temps agent + outils de communication

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Nombre d'événements relayés par la saison culturelle
- Nombre d'événements collectifs (impliquant plusieurs composantes)
- Couverture géographique des événements
- Sollicitation d'un ambassadeur

### Indicateurs de résultat

- Notoriété de la saison (retour médias, retombées presse...)
- Fréquentation

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien + Ensemble des voies (logique d'itinérance)



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

### III.4.b

#### Axe stratégique :

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### Objectif opérationnel :

Développer une offre culturelle sur le bien

#### Action :

Création artistique en dialogue avec le bien

## Enjeux et objectifs

- Poser un regard contemporain sur un patrimoine matériel et immatériel
- Mettre en valeur une ou plusieurs composantes grâce à des œuvres d'art qui entretiennent un dialogue et résonnent avec le territoire environnant
- Soutenir les artistes dans le cadre de projets collectifs

## Contexte

« Derrière le Hublot », scène conventionnée Art en territoire implantée entre Lot et Aveyron, est à l'origine de l'aventure partagée et co-animée avec l'AFCC, *Fenêtres sur le paysage* sur le GR®65, en particulier sur plusieurs tronçons de sentier inscrits. Cette action se décline selon trois formes :

- une collection d'œuvres d'art-refuge pérennes surgissant de terres et des savoir-faire ;
- des ponctuations artistiques sur les chemins (renforçant la dimension populaire et festive) ;
- des créations collectives à l'échelle de plusieurs territoires traversés par le chemin.

D'ici fin 2023, 8 œuvres d'art auront été réalisées. *Super-Cayrou* a été la première. Elle a reçu le Prix de l'Architecture Occitanie et le Prix du Public en 2021.

D'autres initiatives locales ont pu voir le jour à la suite du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'inscription : résidence d'auteurs de bande-dessinée, ateliers de création sonore, expositions ...

## Contenu

### 1. Poursuivre et renforcer les actions de création artistique déjà existantes

L'AFCC poursuit la co-animation du projet *Fenêtres sur le paysage* avec « Derrière le Hublot » en élargissant à d'autres régions (Auvergne Rhône Alpes, Nouvelle Aquitaine) et en identifiant des composantes intéressées. Elle valorise le parcours dessiné « Chemin-livre » réalisé par le PNR des Causses du Quercy en renforçant la communication et en créant un dialogue entre les acteurs du PNR et les référents des autres tronçons de sentier inscrits.

### 2. Initier des partenariats avec des institutions culturelles situées sur les territoires des composantes

L'AFCC encourage les résidences d'artistes associant plusieurs composantes du bien, dans une logique d'itinérance, en lien notamment des institutions et acteurs soutenus par le Ministère de la culture (réseau national Arts en résidence, ...).

L'AFCC se rapproche des écoles nationales d'architecture et des Beaux-arts pour sensibiliser les étudiants à des notions comme l'inscription artistique et architecturale dans le paysage, la logique d'itinérance comme

performance, la préservation du patrimoine mondial comme trace de la création artistique mondiale passée, la réhabilitation de sites patrimoniaux en lieux culturels... Elle veille à soutenir leurs projets de création si ceux-ci s'inscrivent en lien avec les objectifs de préservation et de valorisation du bien.

L'AFCC peut par ailleurs initier de nouvelles collaborations ou encourager les gestionnaires à engager ce type d'action.

## Pilote(s)

AFCC / DLH / DRAC / Régions

## Partenaire (s)

Acteurs culturels, collectivités et associations, collectifs d'artistes, PNR

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.4.c Encourager la création artistique, en dialogue avec le bien						
Développer la coopération avec des résidences artistiques	Poursuite du partenariat avec Derrière le Hublot					
				Développement de nouveaux partenariats		
Rapprochement avec des écoles d'art sur le même territoire que des composantes						
Développement du Land Art le long des chemins, notamment des tronçons inscrits, et à proximité des autres composantes		Livret Land-Art, randonnée et PM	Proposition d'actions de Land Art avec les participants de 1000 mains			
Rapprochement avec des prestataires artistiques			Urban sketching patrimoine mondial, maquettes des bâtiments, temps fort lors des JEP			

## Financement

Temps agent + coût de production (résidences, expositions, éditions)

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Nombre d'œuvres-refuge créées sur le parcours
- Nombre de résidences artistiques proposées
- Nombre d'artistes impliqués
- Nombre de partenaires de la démarche
- Nombre d'expositions/éditions
- Nombre de territoires touchés

### Indicateurs de résultat

- Retour presse, médias
- Distinctions

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

### III.4.c

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Développer une offre culturelle sur le bien

#### **Action :**

Mise à disposition d'expositions à destination des gestionnaires et de leurs partenaires

## Enjeux et objectifs

- Produire des expositions itinérantes, impliquant des supports facilement transportables et modulables
- Proposer une remise en contexte de la composante abritant l'exposition, en insistant sur des thématiques qui lient les composantes entre elles et renforcent l'appartenance au Bien
- Recourir à un discours inclusif, didactique et multimédia (photographies, textes, cartes, vidéos...)

## Contexte

Parmi les 15 expositions mises à disposition par l'AFCC, plusieurs évoquent le patrimoine mondial :

- exposition photographique "Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France, patrimoine de l'humanité" ;
- exposition photographique et didactique « De pierre, de bois, de terre et d'âmes... ». L'AFCC relaie aussi les expositions de partenaires qui valorisent ces thématiques. Parmi elles :
  - « L'invention du patrimoine mondial » par l'ABFPM ;
  - « Beautés volées » sur le patrimoine mondial en péril et « Les sites français du patrimoine mondial », par Jean-Jacques Gelbart ;
  - « A la découverte d'un site du patrimoine mondial : Le dolmen de Pech-Laglaire 2 à Gréalou, sur le chemin de Saint-Jacques de Compostelle » par le PNR des Causses du Quercy.

Chaque mise à disposition d'exposition est accompagnée de documents destinés au public.

## Contenu

### **1. Mise à jour des anciennes expositions**

Identifier les expositions vieillissantes et les renouveler.

### **2. Réaliser de nouvelles expositions**

L'AFCC incite les gestionnaires de composantes à produire des expositions monographiques, en parallèle de la réalisation de brochures composantes par exemple (voir fiche action II.2.b « Accompagnement des collectivités dans la mise en place de projets d'interprétation, de valorisation, de médiation et signalétique patrimoniale et mise en place d'une formation des médiateurs du bien »).

A l'échelle nationale, l'AFCC poursuit la création d'expositions contemporaines :

- nouvelle exposition photographique à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de l'inscription ;

- exposition didactique présentant le bien en série ;
- exposition sur les enjeux du changement climatique pour la préservation du patrimoine, en relation avec l'ABFPM (voir fiche action I.2.c « Amélioration de la prise en compte du changement climatique dans la gestion des composantes »).

L'AFCC prévoit l'édition de catalogues reprenant le contenu de l'exposition.

### 3. Engager des partenariats avec différentes institutions

L'AFCC développe des échanges avec différentes institutions culturelles (Cité de l'Architecture et du Patrimoine, FRACs, musées présents sur les territoires de composantes...) afin d'envisager l'organisation conjointe d'expositions temporaires (voir fiche action IV.1.a « Coopération nationale »).

#### Pilote(s)

AFCC, gestionnaires de composantes

#### Partenaire (s)

Gestionnaires de composantes, collectivités territoriales, musées et centres d'expositions, ABFPM

#### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.4.c Mise à disposition d'expositions à destination des gestionnaires et de leurs partenaires						
Poursuite de la diffusion d'expositions	Poursuite et mise à jour					
Nouvelles expositions				Exposition changement climatique et PM		Exposition sur le changement climatique et Compostelle
Développement de nouveaux partenariats		Partenariats assureur et	Développement de partenariats muséaux			

#### Financement

Coût de mise à jour d'anciennes expositions + création de nouvelles expositions.

Recours au mécénat envisageable.

#### Évaluation

##### Indicateurs de réalisation

- Nombre d'expositions disponibles
- Nouvelles expositions réalisées
- Diffusion de l'information concernant l'offre d'expositions auprès des composantes et des partenaires

##### Indicateurs de résultat

- Nombre de diffusion de chacune des expositions
- Étendue géographique
- Nombre de visiteurs
- Retombées média

##### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

### III.5.a

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Communiquer sur le bien

#### **Action :**

Réalisation d'outils de communication spécifiques et mise en réseau des communicants du bien

## Enjeux et objectifs

- Dédier des outils de communication propres au bien
- Améliorer la visibilité du rôle de l'Agence dans la structuration du réseau des composantes et dans l'animation du bien
- Faire réseau entre les communicants des composantes
- Diversifier les médias et réseaux de communication pour toucher plus de cibles

## Contexte

De nombreux outils de communication ont été mis en place par l'AFCC pour informer le public sur les chemins de Compostelle de manière générale. Les outils proposés ne sont pas spécifiques au bien inscrit, même si de nombreux contenus l'évoquent (réseaux sociaux, lettre d'info numérique, site...)

En 2018, l'AFCC a créé un site dédié proposant des focus pour chaque composante, l'actualité culturelle, de nombreuses ressources historiques, scientifiques et techniques (charte graphique, ressources pédagogiques...)

L'AFCC réalise et met à jour chaque année un dossier de presse qui présente le bien : histoire, géographie, richesse architecturale et artistique, organisation en réseau, focus sur des réalisations, présentation de l'Unesco et de la convention du patrimoine mondial...

D'autres outils destinés aux gestionnaires et propriétaires de composantes ont également été développés : utilisation de l'emblème du bien, création d'un logo de marque et d'une déclinaison pour chacune des composantes, réalisation d'une charte graphique, préconisations pour l'édition de support de communication présentant les composantes du bien, plaque commémorative, clou de jalonnement urbain « patrimoine mondial ».

L'AFCC a organisé à deux reprises des Rencontres des communicants du bien afin de partager les outils existants (en présentiel et en visio).

## Contenu

### **1. Renforcer la communication sur le bien par la production de contenus synthétiques**

- Inciter les gestionnaires des composantes à poursuivre le travail de monographies de composantes, avec le respect du format et de la charte graphique.
- Réaliser un dépliant grand public de présentation du bien.

- Réaliser une courte vidéo de vulgarisation sous le format « Brut », « Konbini » pour mieux faire connaître au grand public le bien et les enjeux de gestion.
- Réaliser un média kit pour déterminer en une page maximum l'organisation du bien, ses principales réussites et les objectifs majeurs de sa préservation et de sa gestion.
- Créer un vademécum à destination d'élus, de communicants ou d'autres professionnels du tourisme synthétisant les éléments de langage, les principales évolutions et enjeux majeurs de la gestion du bien.
- Promouvoir les productions de l'AFCC dans un espace boutique sur le site Internet : éditions, affiches, posters...

## 2. Renforcer la communication sur le bien

- Inciter les gestionnaires à mieux présenter le bien, en mentionnant notamment le site dédié.
- Lancer des campagnes de communication.
- Refondre le site Internet de l'AFCC.
- Organiser des eductours sur des composantes du bien.
- Mieux capitaliser sur la marque « Chemins de Compostelle - Patrimoine Mondial », se rapprocher d'Admical, association reconnue d'utilité publique qui permet de mettre en relation associations ayant besoin de compétences avec des entreprises spécialisées.
- mieux mobiliser les outils numériques pour faire connaître le bien et mettre en valeur les composantes sous différents angles : architecture, histoire de l'art, initiatives..., notamment à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire.

## 3. Mise en réseau des communicants du bien

L'AFCC continue à proposer des ateliers et des formations dédiés aux communicants du bien : perception du bien, sensibilisation aux enjeux de l'UNESCO et du patrimoine mondial, définition des publics cibles, campagnes coordonnées, médias utilisés...

### Pilote(s)

AFCC, gestionnaires de composantes

### Partenaire (s)

Gestionnaires des composantes, entreprises de communication, collectivités territoriales, partenariats communication.

### Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.5.a Mise en place d'outils de communication spécifiques à l'inscription patrimoine mondial et mise en réseau des communicants du bien.						
Production d'ouvrages spécifiques à l'inscription PM	Monographies					
Capitaliser sur les nouveaux médias de communication	Influenceurs Japon, Wait & See		Nouvelle campagne de communication (podcast)		Nouvelle campagne de communication (vidéo de l'Agence)	
Production de documents d'appui à destination des communicants pour une meilleure diffusion des éléments de langage, des enjeux du bien...	Vademecum à destination des communicants					
Se rapprocher des entreprises de communication			Prospection, rapprochement avec Admical	Campagne de communication		

### Financement

Temps agent, éditions, vidéos, photothèque, campagnes de communication, organisation des rencontres des communicants, refonte du site Internet.



### **Indicateurs de réalisation**

- Réalisation d'un kit média
- Réalisation d'une vidéo
- Réalisation d'un vadémécum pour les élus et professionnels du tourisme

Pour les rencontres de communicants :

- Nombre de rencontres organisées
- Nombre de participants aux réunions
- Nombre de composantes représentées
- Diversité des sujets traités
- Organisation d'un eductour

### **Indicateurs de résultat**

- Nombre de composantes qui relaient le kit média
- Nombre de téléchargements du kit
- Diffusion, vues, partages vidéo
- Retombée presse
- Naissance de projets de partenariats entre communicants, et autres projets collectifs
- Retombées médias indirectes

### **Territoire d'impact**

Ensemble du Bien



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Chemins de Saint-Jacques-  
de-Compostelle en France  
inscrits sur la Liste du  
patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

### III.5.b

#### **Axe stratégique :**

Développer le bien, ses composantes, leurs territoires et communiquer

#### **Objectif opérationnel :**

Communiquer sur le bien

#### **Action :**

Collaborations éditoriales

## Enjeux et objectifs

- Poursuivre la politique d'édition d'ouvrages et de participation à des collaborations éditoriales
- Mettre en visibilité le bien dans différents ouvrages et guides pour toucher des publics variés

## Contexte

L'AFCC s'efforce de collaborer régulièrement avec des maisons d'édition, souvent en appui documentaire (texte, photo) ou relectures. Il arrive parfois que l'AFCC soit sollicitée pour rédiger des contenus, des articles, voire coproduire l'ouvrage : actes de colloques, collaboration avec les éditions Glénat, les Éditions du patrimoine, Belin Jeunesse, la revue Codex, IGN, les éditions Michelin, topoguides© de la FFRP, Miam Miam Dodo, Rando éditions, nombreux articles dans différentes revues comme Le Festin, Pyrénées Magazine, Midi Pyrénées patrimoine...

## Contenu

Poursuivre la démarche de collaboration avec les maisons d'édition et mettre davantage en avant la thématique du patrimoine mondial. L'AFCC participe actuellement à l'élaboration d'un livre d'invitation au voyage vers Compostelle édité par Gallimard, collection Voyages Gallimard. Veiller à ce que la thématique patrimoniale, et donc patrimoine mondial, soit bien mise en valeur.

Prévoir des temps de prospection pour les guides et ouvrages dont le public n'est pas encore touché par les éditions actuelles : collaborations pour des éditions de guides et d'ouvrages étrangers afin de renforcer la visibilité des chemins, du bien et du rôle de l'AFCC (voir fiche action III.2.a « Sensibilisation à l'intégration de la valorisation de Compostelle dans la promotion touristique »).

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Collectivités, FFRando, éditeurs

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
III.5.b Collaborations éditoriales						
Poursuite des projets de collaboration	Nombreux projets de collaboration	Collaboration Gallimard				
Diversification des collaborations éditoriales		Prospection de collaborations (ouvrages étrangers, catalogues d'exposition...)	Mise en place de nouvelles collaborations			

## Financement

Temps agent, participation financière aux collaborations éditoriales  
Recours au mécénat (catalogue d'exposition)

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- Editions de nouveaux ouvrages (Voyages Gallimard)
- Rééditions de cartes IGN, de topoguides©
- Poursuite de la promotion des supports

### Indicateurs de résultat

- Taux de vente ou de distribution des éditions
- Retombées média

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



• Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française  
des chemins  
de Compostelle

IV.1.a

**Axe stratégique :**

Encourager la coopération

**Objectif opérationnel :**

Impulser des coopérations à l'échelle nationale et internationale

**Action :**

Coopération nationale

## Enjeux et objectifs

- Renforcer l'animation des partenariats pour asseoir le rôle de l'AFCC dans le paysage institutionnel national
- Étendre le réseau d'acteurs nationaux par la signature d'accords-cadres

## Contexte

L'AFCC développe de nombreux partenariats avec des institutions nationales, dans le cadre de convention ou d'adhésion : Ministère de la culture, ICOMOS France, Association des Biens Français du Patrimoine Mondial (ABFPM), Sites & Cités Remarquables de France, Centre des Monuments Nationaux (CMN), Fédération française des Associations des Chemins de Compostelle (Compostelle-France), Fédération française de la randonnée pédestre (FFRando) avec la signature d'une convention lors de l'Assemblée générale de 2022, Réseau des Grands itinéraires de France, Interprofession des vins du Sud-Ouest...

## Contenu

### 1. Poursuivre l'exécution des accords existants et renforcer le partenariat entre les structures

Poursuivre la démarche d'implication dans les différents réseaux partenaires :

- Poursuivre l'implication au sein de l'ABFPM. Poursuivre le partage d'expériences avec d'autres biens en série (Beffrois de Belgique et de France, Fortifications de Vauban, Le Corbusier...), notamment en matière de gouvernance.
- Poursuivre les actions de partenariat avec Sites & Cités remarquables de France, en mettant en place notamment une formation conjointe pour sensibiliser les acteurs des VPAH. Des actions conjointes de valorisation touristique et patrimoniale, de médiation sont également être envisagées. Son expertise peut être sollicitée pour accompagner et former les acteurs dans la prise en compte du patrimoine mondial dans les outils réglementaires d'urbanisme.
- Poursuivre l'implication auprès des associations jacquaires sur le territoire français dans le cadre de l'accord avec la FFACC : appropriation des enjeux du patrimoine mondial, valorisation d'initiatives, transfert d'expériences, développement de la saison culturelle...
- Renouveler et faire vivre la convention avec le Centre des Monuments Nationaux.

### 2. Identifier d'éventuels partenaires qui pourraient contribuer au rayonnement du bien

- Etablir une convention de partenariat avec le Ministère de l'écologie pour la gestion des tronçons de sentier inscrits situés sur deux régions.

- A l'échelle du réseau, se rapprocher d'institutions nationales. En raison de son rôle de conservateur privilégié de sauvegarde et d'éducation au patrimoine, la Cité de l'Architecture et du Patrimoine pourrait être un acteur institutionnel privilégié. Sa galerie des moulages fait la part belle à l'architecture romane et à de nombreuses composantes du bien. Un partenariat pour faire résonner ces collections autour de la dimension jacquaire est à envisager.

- La Bibliothèque nationale française conserve dans ses réserves de nombreux textes imprimés, documents cartographiques et iconographiques concernant le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle ou l'histoire des composantes. Une prise de contact est envisagée.

## Pilote(s)

AFCC

## Partenaire (s)

Etat, ABFPM, CMN, FFACC, Sites & Cités remarquables de France, Bibliothèque Nationale de France, Cité de l'Architecture et du Patrimoine

## Calendrier

Actions	Déjà fait	2023	2024	2025	2026	2027
IV.2.b Coopération nationale						
Poursuite des partenariats existants	Projets collaboratifs					
Mise en contact avec d'autres institutions, notamment muséales	Prise de contact avec la Cité de l'Architecture et du Patrimoine	Projet avec la Cité de l'Architecture et du Patrimoine	Rapprochement avec d'autres institutions muséales			

## Financement

Temps agent

## Evaluation

### Indicateurs de réalisation

- > Nombre de prises de contact de nouveaux partenariats
- > Nombre de conventions signées

### Indicateurs de résultat

- > Nombre d'actions collectives menées en partenariat
- > Nombre de groupes de travail créés

### Territoire d'impact

Ensemble du Bien



Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1998



Agence française des chemins de Compostelle

#### IV.1.b

##### **Axe stratégique :**

Encourager la coopération

##### **Objectif opérationnel :**

Impulser des coopérations à l'échelle nationale et internationale

##### **Action :**

Coopération internationale

### Enjeux et objectifs

- Mieux connaître les acteurs des Chemins de Compostelle à l'échelle européenne
- Renforcer les liens de coopération entre les deux biens français et espagnol
- Nouer des liens avec d'autres chemins de pèlerinage ou routes mythiques reconnues au plan international par l'Unesco et le conseil de l'Europe similaires

### Contexte

L'AFCC a noué de nombreux contacts avec plusieurs acteurs internationaux, notamment dans le cadre de projets européens :

- visites à Saint-Jacques-de-Compostelle et rencontres avec les interlocuteurs politiques et techniques de la Communauté autonome de Galice et du Xacobeo.
- Signature d'une convention avec l'Association des communes du Camino Francès en Espagne. La première rencontre s'est tenue à Canfranc, en 2019, sur le thème « Les Chemins Saint-Jacques-de-Compostelle au cœur de la solidarité européenne ».
- A l'occasion de la clôture du 20e anniversaire de l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial à Saint-Jean-Pied-de-Port, de nombreux élus de collectivités, des représentants de l'Etat (ministères de la culture et des affaires étrangères de l'Espagne et de la France) et d'associations étaient présents.
- Participation au projet européen RURITAGE qui a pour objectif de favoriser les politiques de mise en valeur du patrimoine naturel et culturel en faveur du dynamisme des territoires ruraux (2018-2022).
- Lancement du projet IMPACTOUR, en 2020, dont l'objectif est de proposer une méthodologie et un outil efficace pour mesurer les retombées du tourisme culturel.
- En 2020, lancement du projet CompostEVA, d'une durée de deux ans et réunissant 5 partenaires européens. Sa mission, financée par le programme Erasmus +, est de développer des contenus virtuels pour sensibiliser le public adulte non spécialiste au patrimoine jacquaire autour des 5 villes partenaires (Perugia, Braga, Santiago, Toulouse et Logroño).

### Contenu

#### **1. Renforcement des relations dans les partenariats existants :**

- Accentuer le partenariat avec l'Institut des Itinéraires Culturels Européens, au Luxembourg. Celui-ci anime le programme des itinéraires culturels du Conseil de l'Europe et il est son centre de ressources et d'expertise sur cette reconnaissance dont bénéficient les chemins de Compostelle depuis 1987. Participer aux moments d'échange de bonnes pratiques.

- Renforcer les liens avec le ministère de la Culture espagnol, qui coordonne le Consejo Jacobeo : célébration des anniversaires d'inscription des biens français et espagnol en 2023.
- Renforcer les liens avec l'Association des communes du Camino Francés : échanges de bonnes pratiques, jumelages, projets européens...
- Participation à la commission relations internationales de l'ABFPM.

## 2. Signature de nouveaux accords de partenariats internationaux

- Se rapprocher des biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial qui intègrent la notion de pèlerinage, de route :

- « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en Espagne » (Espagne)
- « Qhapaq Ñan, réseau de routes andin » (Pérou, Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Équateur)
- « Route de l'encens – ville du désert de Néguev » (Israël)
- « Sites sacrés et chemins de pèlerinage dans les monts Kii » (Japon)
- « Routes de la soie : le réseau de routes du corridor de Chang'an-Tian-shan (Chine)

Ces partenariats pourraient prendre la forme de collaborations culturelles (expositions, ouvrages, création artistique), de partage d'informations...

- Intégrer la Fédération européenne des Chemins de Compostelle (partage d'informations, d'expérience, projets communs).

### Pilote(s)

AFCC

### Partenaire (s)

Institut des Itinéraires Culturels, Atout France, Associations et fédérations jacquaires internationales, gouvernement espagnol, autres biens UNESCO...

### Calendrier

Initiative existante et projet réalisé : participation à des projets européens, mise en place et implication dans des partenariats internationaux (ICE, association des communes du Camino Francés, Monts Kii Japon).

2023-2028 : implication dans les partenariats et mise en contact avec de nouvelles institutions

### Financement

Temps agent, déplacements, évènements conjoints

Financement européen via programmes spécifiques pour la mise en place de projets de coopération

### Évaluation

#### Indicateurs de réalisation

- > Nombre de nouveaux partenariats
- > Nombre de conventions signées

#### Indicateurs de résultat

- > Nombre d'actions collectives menées en partenariat

**Territoire d'impact** : International

## 6. Gouvernance du Bien

Dans le but d'assurer la cohérence et l'efficacité de la gestion du bien Unesco « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », un **Comité interrégional de bien** a été instauré le 19 janvier 2015. Cette instance décisionnaire est chargée de :

- assurer la gouvernance globale du bien ;
- piloter l'élaboration du Plan de gestion Unesco et d'en arbitrer les priorités ;
- faciliter sa mise en œuvre en favorisant l'accompagnement technique et financier des actions retenues ;
- vérifier sa mise en œuvre en assurant le suivi et l'évaluation des actions, puis en validant les rapports de gestion ;
- mettre à jour le Plan de gestion au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

Le Comité interrégional de bien assume ainsi le rôle d'autorité transversale de gestion, conformément aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial*. Il se réunit une fois par an.

Ce Comité interrégional de bien est co-présidé par le préfet de région Occitanie, préfet coordonnateur du bien, et le président de l'Agence française des Chemins de Compostelle. Il est constitué des élus et techniciens (référents) des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires, des services de l'Etat (correspondants patrimoine mondial des DRAC et DREAL, conservations régionales des Monuments historiques, services départementaux de l'architecture et du patrimoine, Direction générale de l'architecture et du patrimoine du ministère de la culture), des 10 Régions concernées, du Centre des monuments nationaux, des représentants associatifs, des acteurs culturels et du tourisme,

L'Agence anime le réseau des propriétaires et gestionnaires des 71 monuments et 7 sections de sentier inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, en partenariat avec les services de l'Etat, afin d'assurer les meilleures conditions de conservation de toutes les composantes, de garantir un très haut niveau de qualité dans l'accueil, l'accessibilité et la valorisation de chaque composante, d'enrichir la connaissance scientifique et veiller à sa diffusion, de favoriser le rayonnement culturel du bien et d'évaluer l'impact socio-économique de son développement. Elle réunit aujourd'hui la plupart des collectivités propriétaires et gestionnaires.

L'Etat et l'Agence française des chemins de Compostelle signent une **Charte de gestion** qui vise à définir la coopération entre les partenaires institutionnels impliqués dans la gestion du bien. Elle prend le relais du protocole d'accord signé en 2015 et fixe les modalités de gouvernance, de mise en œuvre et de suivi du Plan de gestion Unesco du bien et précise les rôles et engagements des signataires de la présente charte.

Elle acte l'engagement des acteurs de la gestion, dans le cadre de leurs compétences et missions respectives, à œuvrer pour :

- la préservation du bien et sa transmission intacte aux générations futures ;
- le partage du bien, de ses patrimoines et des valeurs du Patrimoine mondial avec l'ensemble de l'humanité ;
- la pérennité de la démarche engagée, et son appropriation locale ;
- le maintien et le renforcement de la cohérence et de la cohésion au sein du réseau de composantes.



## **7. Fiches composantes résumant les Cahiers de gestion locaux**

*Ces fiches de synthèse sont en cours de rédaction sur la base des plans de gestion délibérés et des données saisies dans la base Géocompostelle.*

## **8. Annexes**

- **Charte de gestion Etat – Agence française des chemins de Compostelle**
- **Description détaillée du bien**
- **Bibliographie**
- **Liste des contributeurs**
- **Récapitulatif des délibérations d’approbation**

# CHARTRE DE GESTION DU BIEN UNESCO

## CHEMINS DE SAINT-JACQUES DE COMPOSTELLE EN FRANCE

### Contexte

Le 2 décembre 1998, le comité du patrimoine mondial de l'UNESCO réuni à Kyoto a inscrit sur la Liste du patrimoine mondial le bien culturel en série intitulé « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France ». Cette inscription fait suite à celle du « Chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle » en Espagne en 1993 et à celle de la « Vieille ville de Saint-Jacques-de-Compostelle » en 1985. Contrairement au bien espagnol qui comprend le chemin lui-même dans sa linéarité et l'ensemble des monuments qui le bordent, le bien français prend en compte une sélection de monuments, d'ensembles, qui évoquent le contexte du pèlerinage. Il en est de même des sections de sentier qui résument les itinéraires innombrables empruntés par les voyageurs.

Ce bien constitué de 78 composantes (64 édifices, 7 ensembles patrimoniaux et 7 sections de sentier) témoigne des aspects spirituels et matériels du pèlerinage.

Depuis le dernier rapport périodique de l'UNESCO en 2013 et la désignation d'un Préfet coordonnateur pour le bien, le préfet de la région Occitanie, l'Etat et l'Agence française des chemins de Compostelle s'efforcent de mettre en place progressivement les outils de protection et les systèmes de gestion et de gouvernance de ce bien en série qui couvre une grande partie du territoire métropolitain français (10 régions, 32 départements, 95 communes).

Afin de répondre à l'obligation de se doter d'un Plan de gestion pour tous les sites du Patrimoine mondial, inscrite dans le code du Patrimoine depuis la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, mais aussi de se saisir de cette opportunité d'élaborer conjointement une politique ambitieuse de valorisation du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », l'Agence française des Chemins de Compostelle, soutenue et accompagnée par l'Etat, a initié en mai 2021 une démarche d'élaboration de Plan de gestion Unesco à l'échelle nationale, tout en encourageant les gestionnaires de chacune de ses composantes à se doter de Plans de gestion locaux. Ce Plan de gestion fait l'objet d'un arrêté inter-préfectoral (2022).

### Ambition

Le bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » constitue une combinaison originale de valeurs patrimoniales, religieuses et spirituelles ainsi que d'enjeux de développement territorial. La place grandissante prise par l'itinérance – en réponse notamment à une attente sociétale forte (besoin de ralentir le rythme, de se reconnecter avec la nature et avec l'histoire, de se retrouver et retrouver du sens, ...) – a fait évoluer le nombre, la nature et les attentes des pèlerins et visiteurs de tous horizons. L'intérêt pour le pèlerinage et le patrimoine qui le jalonne va toutefois bien au-delà d'un public de marcheurs, et rend nécessaire l'appropriation de ses richesses et valeurs par les habitants des territoires qui l'accueillent.

L'inscription sur la Liste du Patrimoine mondial du bien en série 868, a permis d'identifier 78 composantes représentatives des aspects spirituels et matériels du pèlerinage de Saint-Jacques-de-Compostelle. Le dossier de candidature initial, élaboré près de 10 ans avant l'entrée en vigueur des Plans de gestion au sein des dossiers Unesco, ne prévoit pas de mesures de ce type. La nature hétérogène des composantes du bien, son étendue géographique, l'importance du nombre d'acteurs et des échelons administratifs

concernés... font en outre de la mise en place d'un plan de gestion à l'échelle de ce bien un véritable défi, sans équivalent connu à l'échelle nationale.

## Objet et enjeux

La Charte de gestion vise à définir la coopération entre les partenaires institutionnels impliqués dans la gestion du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. Elle prend le relais du protocole d'accord signé en 2015 entre l'Etat – préfecture de région Occitanie - et l'Agence française des chemins de Compostelle et reconduit en 2019.

Elle fixe les modalités de gouvernance, de mise en œuvre et de suivi du Plan de gestion Unesco du bien et précise les rôles et engagements des signataires de la présente charte.

Elle acte l'engagement des acteurs de la gestion, dans le cadre de leurs compétences et missions respectives, à œuvrer pour :

- la préservation du bien et sa transmission intacte aux générations futures ;
- le partage du bien, de ses patrimoines et des valeurs du Patrimoine mondial avec l'ensemble de l'humanité ;
- la pérennité de la démarche engagée, et son appropriation locale ;
- le maintien et le renforcement de la cohérence et de la cohésion au sein du réseau de composantes.

La démarche d'élaboration du Plan de gestion a permis de faire émerger quatre objectifs stratégiques, qui constituent les axes de la politique de préservation et de valorisation du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », et de développement durable des territoires dans lequel il s'inscrit :

- I. Conserver, restaurer, protéger le bien, ses composantes, leurs territoires
- II. Connaître, et diffuser la connaissance sur le bien
- III. Développer le bien, ses composantes, leurs territoires, et communiquer
- IV. Encourager la coopération

S'y ajoute un axe prioritaire, dont la mise en œuvre sous-tend la réussite de l'ensemble des axes stratégiques : celui de la « Gouvernance et animation du bien ».

## Signataires

Les spécificités du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » ainsi que celles liées à la gestion d'un bien inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial de l'Unesco impliquent une diversité d'acteurs institutionnels, reflète de la répartition des nombreuses composantes du bien sur un vaste territoire, ainsi que de la transversalité des domaines abordés.

En cherchant à organiser ce vaste réseau d'acteurs territoriaux de la gestion des composantes du bien et afin de disposer d'un interlocuteur, l'Etat a progressivement encouragé l'Agence française des chemins de Compostelle à assumer le rôle de représentant des collectivités territoriales concernées, ainsi que de relais auprès d'elles.

Dans le but d'assurer une gestion et un suivi complets et efficaces, les signataires de la présente Charte sont donc :

- l'Etat, représenté par le préfet de région Occitanie, préfet coordonnateur du bien ;
- et l'Agence française des chemins de Compostelle, représentée par son président.

### En tant que co-pilotes de la démarche Plan de gestion :

- **L'Etat :**

L'Etat est le garant de la protection et de la conservation de l'ensemble des édifices classés au titre des Monuments Historiques, des sites et paysages écrivains des sections de sentiers, et de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en tant que signataire. Il est également propriétaire de 12 composantes sur les 78 composantes que compte le bien. Enfin, les décrets d'application publiés le 29 mars 2017 au sujet des dispositions de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 concernant les sites du Patrimoine mondial stipulent que les Plans de gestion font l'objet d'un arrêté du Préfet de région.

- **L'Agence française des Chemins de Compostelle :**

L'Agence française des chemins de Compostelle (AFCC), a pour objet statutaire de définir et de mettre en œuvre une coopération interrégionale et transnationale permanente pour la reconnaissance, la restauration, la mise en valeur et l'animation des anciens itinéraires de pèlerinage appelés chemins vers Compostelle et de tous les biens inscrits qui s'y rattachent. Elle réunit plus de 170 adhérents dans 10 régions françaises parmi lesquels une centaine de collectivités territoriales – Régions, Départements, communes et EPCI -, et de nombreuses associations.

De par ses missions et le grand nombre de collectivités territoriales propriétaires et gestionnaires de composantes y adhérant, l'AFCC assume naturellement depuis l'inscription un rôle primordial de structuration de ce complexe réseau d'acteurs. Sa légitimité s'est construite progressivement, par le biais d'une reconnaissance et d'un courrier d'encouragement à poursuivre dans cette voie de la part du Ministère de la culture en 2007, puis par la signature d'un protocole d'accord avec l'Etat le 5 novembre 2015, complété par un avenant le 15 mars 2019. C'est donc en tant que représentant des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires et par délégation de la part de l'Etat que l'AFCC anime l'élaboration, puis la coordination et le suivi du Plan de gestion, et porte ou soutient du point de vue technique et/ou financier un grand nombre d'actions du Plan de gestion.

## Gouvernance

Dans le but d'assurer la cohérence et l'efficacité de la gestion du bien Unesco « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France », un Comité interrégional de bien a été instauré le 19 janvier 2015. Cette instance décisionnaire est chargée de :

- assurer la gouvernance globale du bien ;
- piloter l'élaboration du Plan de gestion Unesco et d'en arbitrer les priorités ;
- faciliter sa mise en œuvre en favorisant l'accompagnement technique et financier des actions retenues ;
- vérifier sa mise en œuvre en assurant le suivi et l'évaluation des actions, puis en validant les rapports de gestion ;
- mettre à jour le Plan de gestion au fur et à mesure de sa mise en œuvre.

Le Comité interrégional de bien assume ainsi le rôle d'autorité transversale de gestion, conformément aux *Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial*. Il se réunit une fois par an.

Ce Comité interrégional de bien est co-présidé par :

- Le préfet de région Occitanie, préfet coordonnateur du bien, ou son représentant ;

- Et le président de l'Agence française des Chemins de Compostelle, ou son représentant.

Et, en plus d'eux, constitué ainsi qu'il suit :

- Les représentants élus et techniciens (référents) des collectivités territoriales propriétaires et/ou gestionnaires ;
- Les représentants des services de l'Etat : correspondants patrimoine mondial des DRAC et DREAL concernées, conservations régionales des Monuments historiques, services départementaux de l'architecture et du patrimoine, Direction générale de l'architecture et du patrimoine du ministère de la culture ;
- Les représentants des 10 Régions concernées ;
- Le Centre des monuments nationaux ;
- Les représentants associatifs : Fédération française de la randonnée pédestre, Fédération Compostelle France, associations patrimoniales, ... ;
- Les acteurs culturels et du tourisme ;
- Les représentants de l'Église (affectataire).

Le Comité interrégional de bien peut, en tant que de besoin, s'entourer des structures et personnes ressources nécessaires à la poursuite de ses objectifs, à l'image du Conseil scientifique installé en 2017 et animé par l'AFCC.

Afin de préparer les réunions du Comité de bien, il est institué un Comité technique de gestion regroupant des représentants techniques de l'Etat et de l'Agence. Des commissions ouvertes aux acteurs du bien peuvent également se réunir sous forme de groupes de travail thématiques. Elles sont animées par l'AFCC et ont vocation à faciliter le suivi de la mise en œuvre du plan de gestion, à encourager les coopérations et à renforcer les solidarités au sein du réseau.

### Pilotage et animation

Les partenaires de la gestion du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France » désignent l'Agence française des chemins de Compostelle pour assurer avec le soutien de l'Etat l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi du Plan de gestion national.

A cette fin, l'Agence française des chemins de Compostelle met en place les instances de gouvernance et les mécanismes de contrôle (Comité interrégional de bien, Comité technique de gestion, groupes de travail thématiques), dont elle assure l'animation et le secrétariat.

### Signatures

**Toulouse, le XX 2023**

<p>Le préfet de la région Occitanie, préfet coordonnateur du bien « Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France »,</p> <p>M. Pierre-André DURAND</p>	<p>Le président de l'Agence française des chemins de Compostelle,</p> <p>M. John PALACIN</p>
--	--

## DESCRIPTION DETAILLEE DU BIEN

Le bien constitue une représentation symbolique du pèlerinage à travers une sélection d'édifices qui jalonnent les parcours sans les reconstituer : ils illustrent l'univers du pèlerin durant son périple ou le rapport familial d'un fidèle à l'apôtre. Selon l'inspecteur des patrimoines Olivier Poisson, le bien tel que constitué « représente le monde des déplacements et des pèlerinages à travers la France du Moyen-Age et, en particulier, le pèlerinage vers Compostelle ». Ce choix est la prise en compte du fait qu'il n'existe pas d'un point de vue archéologique et historique "un chemin de Saint-Jacques" attesté comme tel mais un usage des réseaux de cheminements et routes. En cela le bien français se différencie du bien espagnol : le Camino français fait l'objet d'une description plus précise dans le Livre V du *Codex Calixtinus* et il se trouve mieux marqué archéologiquement et historiquement dans l'aménagement du nord de l'Espagne comme ont pu en attester les travaux de l'historien Jean Passini.

Le bien évoque les réponses apportées aux besoins physiques et spirituels des pèlerins : dévotion, soin, accueil, franchissement.

Il s'attache à retenir des éléments matériels bâtis pour saisir une pratique de dévotion constituée par la rupture de l'individu avec un univers familier, son déplacement dans l'espace et son expérience de l'altérité et de l'inconnu, de gestes ritualisés, de croyances et de comportements. Cette pratique se déroule dans un cadre géographique ample et dans une période de quelques semaines pour l'individu et de plusieurs siècles pour le phénomène historique.

Si la plupart des sites se qualifient dans cette logique globale de la route, quelques-uns, indépendamment d'un argument de localisation sur un axe de circulation commerciale et de passage de pèlerins, illustrent une dévotion locale à saint Jacques apôtre, protecteur et passeur d'âmes. L'édifice témoigne seulement de la popularité de la vénération des habitants qui se confient à lui ou qui le matérialisent dans une représentation sculptée, peinte ou en vitrail.

Enfin, l'itinérance contemporaine, productrice d'expériences individuelles et d'une sorte d'effervescence émotionnelle tend à substituer son discours et ses représentations actuelles à l'approche scientifique d'un phénomène historique et religieux. Elle s'en inspire tout en le déformant, en le réinventant. L'expérience compte plus alors que l'historicité, le vécu immédiat plus que la connaissance d'une réalité passée. Et l'une des conséquences est que le bien a d'abord été perçu comme des chemins d'itinérance davantage que comme un ensemble patrimonial porteur d'un récit historique et objet de recherches scientifiques.

Ainsi le nom du bien recouvre une réalité bien plus complexe que celle du « chemin » ; le plan de gestion prend en compte cette complexité des lectures pour développer une action en continue d'exégèse du bien dans la pluralité de ses significations ; dans le cadre des plans de gestion locaux, une réflexion sur les attributs et la formulation de la signification de chaque composante dans le bien ont été sollicitées, favorisant l'appropriation et permettant d'identifier des chantiers potentiels de recherche.

- **L'importance du *Codex Calixtinus***

Le bien inscrit se présente aussi comme la reconstitution d'une géographie symbolique. La sélection a retenu la plupart des sites mentionnés dans plusieurs livres du *Codex Calixtinus*.

En effet, indissociablement lié au pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle, le *Codex Calixtinus* est la compilation de divers textes en un seul volume, divisé en cinq parties ou "livres" précédés d'un prologue attribué au pape Calixte II (1119-1124), et placé sous son autorité. Composé par l'école cathédrale ou épiscopale entre 1140 et 1160, il comporte une série de textes qui s'authentifient mutuellement.

Ce *Codex Calixtinus* a fait l'objet d'une inscription sur le registre de la mémoire du monde en 2017. Deux de ses livres en particulier : le récit de la découverte du tombeau de l'apôtre par Charlemagne (Livre IV) et la description des itinéraires qui y mènent (Livre V), sont des textes essentiels pour la création des chemins de Saint-Jacques de Compostelle.

Le IV<sup>e</sup> livre du *Codex Calixtinus* ou *Historia Turpini* est la copie d'un texte écrit en majeure partie vers 1090-1095, époque de la première croisade prêchée par Urbain II. L'école cathédrale compostellane l'avait alors inventé afin de prouver l'authenticité du tombeau apostolique, face aux allégations du pape : saint Jacques lui-même avait enjoint à l'empereur, un empereur fait par un pape, d'aller "délivrer son tombeau". Charlemagne devenait ainsi, non seulement le premier pèlerin compostellan, mais aussi le premier des croisés. Dès les années 1110-1120, les chroniqueurs et historiens espagnols rejetèrent cette invention, la qualifiant de "fable". Mais, inséré dans le *Codex*, ce texte fut mis à profit en 1164 par l'empereur Frédéric Barberousse qui fit canoniser son ancêtre Charlemagne par les évêques de l'empire : le récit des campagnes impériales en Espagne jusqu'à Compostelle entra alors dans l'historiographie allemande, puis française au XIV<sup>e</sup> siècle après que Charlemagne eut été choisi comme ancêtre de la dynastie des rois de France, tandis que poètes et troubadours chantaient les exploits de Roland, des Douze Pairs de France et de Charlemagne lui-même face aux Sarrasins en Espagne.

Le livre V, que l'on connaît actuellement sous le nom de "Guide du pèlerin à Saint-Jacques de Compostelle", fait suite à ce récit en indiquant les itinéraires qui mènent à Compostelle depuis quatre points de départ, de grands sanctuaires de pèlerinage à l'époque : Saint-Martin de Tours, La Madeleine à Vézelay, Notre-Dame du Puy et Saint-Gilles du Gard ; ces itinéraires sont jalonnés de sanctuaires qui abritent des reliques, mais ils ne correspondent pas à des routes matérielles. Ils se réunissent à Puente la Reina en un seul chemin qui aboutit à Compostelle, au *finis terrae*, le finistère du continent, le bout du monde.

Le Livre V est popularisé en France depuis 1938, date de sa traduction en français et de sa publication, grâce au titre que l'éditeur – et non ses auteurs médiévaux – lui a attribué : « Guide du pèlerin à Saint-Jacques de Compostelle ». Ainsi trois des quatre points de départ (les sanctuaires de Vézelay, du Puy-en-Velay et de Arles/Saint-Gilles du Gard, Saint-Martin de Tours ayant été détruit au lendemain de la Révolution) sont inclus dans le bien ainsi que la plupart des sanctuaires intermédiaires qu'il mentionne :

- sur la Via Tolosana ou Via Aegidiana : il est prolixe sur Arles où il invite à visiter Saint-Trophime, Saint-Honorat, les Alyscamps, et Trinquetaille ; les abbayes de Saint Gilles, Saint-Guilhem-le-Désert et Saint-Sernin.
- sur la Via Podiensis : le sanctuaire de Sainte-Foy à Conques et Saint-Pierre de Moissac
- Sur la Via Lemovicensis : l'abbaye Sainte-Madeleine à Vézelay, les sépulcres de saint Léonard à Noblat et de saint Front à Périgueux
- Sur la Via Turonensis : les sanctuaires de saint Hilaire à Poitiers, saint Jean à Saint-Jean d'Angély, saint Eutrope à Saintes, saint Seurin à Bordeaux. Il mentionne Sorde dans les Landes et Ostabat.

Le *Codex* mentionne d'autres sites qui n'ont pas été retenus dans l'inscription : le passage par Montpellier (vénération à la vierge noire de Notre-Dame-des-Tables) et l'église de Saint-Thibéry dans l'Hérault (franchissement du fleuve et vénération à Tibère, Modeste et Florence), l'église Sainte-Croix à Orléans, la basilique Saint-Martin à Tours, l'église saint-Romain à Blaye, Belin dans les Landes, Saint-Jean Le Vieux, les cols de Cize, de Bentarte, et du Somport dans les Pyrénées-Atlantiques. Dans plusieurs cas, les édifices ont



disparu, ou ils ont été reconstruits de sorte que la question de l'authenticité ou de la protection ne permettait pas de les intégrer à la candidature.

L'exhumation des archives puis la diffusion de ce Livre V a constitué la matrice stimulante d'enquêtes sur les traces de passage des pèlerins. Il a en effet donné lieu à une interprétation littérale :

- un descriptif qu'il fallait compléter entre deux sanctuaires,
- un « guide » utilisé par le pèlerin pour son périple.

Ces travaux d'ordre érudits ou scientifiques, réalisés à des échelles et selon des méthodes variées depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, ont donné lieu à un maillage de tracés reconstituant les itinéraires possibles issus du "Guide" et figurés sur une première carte. Cette carte à vocation pédagogique était destinée à la mise en perspective des collections du Musée des Monuments français à Paris, en 1937. Ces travaux de recherche poursuivis à partir des années 1950 ont abouti à l'aménagement à partir des années 1970 du maillage actuel des itinéraires en France, donc de créations récentes. Les sentiers actuels cristallisent une réalité médiévale complexe et mouvante. Ils évoquent sans les reconstituer, sauf des cas très peu nombreux où le tracé médiéval est attesté. D'où l'importance des édifices.

A partir des années 1990/2000, cherchant à donner une réalité à l'itinéraire culturel du Conseil de l'Europe et prolongeant le maillage français, les pouvoirs locaux appuyés sur les nouvelles associations de pèlerins de saint Jacques ont aménagé 80 000 kms d'itinéraires dits « de Saint-Jacques » en Europe. Mais, à la différence de la France et de l'Espagne, ces itinéraires ne bénéficient d'aucune mention dans le *Codex Calixtinus* susceptible de leur conférer une historicité. Ces nouveaux tracés s'appuient sur la conjonction d'inventaires des patrimoines et de quelques récits de pèlerins, ainsi que sur des nécessités pratiques contemporaines.

Devant cette interprétation littérale, géographique et pratique, la question s'est posée de l'audience du Livre V en tant que « Guide ». Le faible nombre de copies conservées (une douzaine du XIII<sup>ème</sup> au XVII<sup>ème</sup> siècle), la rareté du livre, l'absence manifeste de connaissance de ce manuscrit durant des siècles par les pèlerins qui nous ont légué leurs itinéraires permet de rejeter cette première interprétation. Ce n'est qu'en 1495 que paraît ce que l'on peut véritablement considérer comme le premier « Guide » véritable pour les pèlerins, sous la plume d'Hermann König von Vach, *Die Walfart und Straß zu sant Jacob*, qui tirait parti de l'invention de l'imprimerie. De surcroît, les récits des pèlerins qui existent depuis le XIV<sup>ème</sup> siècle montrent en effet que ceux-ci traversèrent la France sur des axes ou fuseaux correspondant soit en partie à l'actuelle Voie d'Arles, soit à celle de Paris-Tours, évitant donc soigneusement les régions montagneuses. En outre, la convergence européenne des circulations conduit naturellement aux régions méridionales frontalières de l'Espagne et à la façade pyrénéenne. Les composantes sélectionnées pour former le bien sont donc naturellement implantées sur cette façade du massif pyrénéen, espace de grande porosité d'échanges avec la Péninsule ibérique.

Une autre interprétation est de le considérer comme un texte symbolique qui évoque les quatre points cardinaux – comme les 4 fleuves du paradis - depuis lesquels les pèlerins se dirigent vers le tombeau de l'apôtre Jacques avant de ne plus suivre qu'une voie d'est en ouest, du levant vers le couchant, de la naissance vers la mort, vers l'espérance de l'au-delà. Mais il situe l'espace français au point de passage obligé des pèlerins venus de l'Europe par voie terrestre.

Les historiens posent l'interprétation que les auteurs du *Codex* en décrivant quatre « itinéraires » symboliques ont fait œuvre de propagande pour promouvoir le sanctuaire. De la sorte, ils avançaient que les pèlerins marcheraient dans les traces de l'empereur Charlemagne. La chronique attribuée à Turpin, archevêque de Reims et compagnon de Charlemagne, relate la découverte du tombeau de saint Jacques par l'empereur à la barbe fleurie, à la suite d'une vision dans laquelle l'apôtre lui montre un chemin d'étoiles et lui demande d'aller délivrer son tombeau des mains des infidèles ; cette vision renvoie à la Voie Lactée que suit le pèlerin, et à l'une des étymologies de "Compostelle" : *campus stellae*, le champ de l'étoile. Au terme d'une véritable

croisade contre les musulmans, illustrée en particulier par le combat de Roland et Ferragut à Nájera et le miracle des lances fleuries à Sahagún, Charlemagne découvre le tombeau de l'apôtre ; il revient plus tard, en pèlerin, pour convertir les Galiciens qui étaient redevenus païens, fonder l'église de Compostelle et la doter de multiples rentes et privilèges.

Aussi quelques édifices évoquent cette dimension légendaire. Parmi d'innombrables édifices rattachables au légendaire carolingien, le « Guide du pèlerin » et « la Chanson de Roland » placent le cor ou olifant de Roland à la basilique Saint-Seurin à Bordeaux où il aurait été déposé par Charlemagne. Les chevaliers tués au combat reposeraient dans le cimetière des Alyscamps en Arles. L'abbaye de Sorde (Landes) revendique une fondation par Charlemagne, comme le pont d'Espalion dont il serait à l'origine, alors qu'il partait guerroyer contre les Sarrazins. La basilique Saint-Sernin à Toulouse invoqua l'empereur pour justifier sa revendication du corps de saint Jacques qu'il aurait ramené de Galice. La tradition lui accorde la fondation de l'église Saint-Jacques de la Boucherie à Paris. Guilhem, son proche compagnon, fonda l'abbaye de Gellone à Saint-Guilhem le Désert et devient un héros des chansons de geste. Une interprétation le présente figuré en vitrail dans le combat contre les maures à la basilique Notre-Dame en Vaux à Châlons. Conques aurait bénéficié de sa munificence.

Ainsi, le succès de cette vision mythifiée est désormais entré dans l'histoire même du pèlerinage ; elle participe pleinement de sa dimension actuelle, de l'exaltation d'inscrire l'aventure personnelle dans les traces de passage d'un flux millénaire ininterrompu. Cette interprétation participe pleinement au marketing assumé par les territoires et par les associations de pèlerins.

Ces itinéraires empruntés par les pèlerins sont donc ancrés sur une trame géographique et des édifices autant qu'ils sont tissés d'une dimension légendaire, hagiographique ou littéraire. Cette seconde dimension dessine une toile de fond souvent méconnue du public car plus impalpable pour le profane. Mais au final, l'inscription est riche de significations qui ouvrent de passionnantes perspectives pour enrichir les aspects culturels proposés aux publics contemporains.

- **Dévotion et culte des saints**

Les sociétés humaines ont besoin de figures héroïques, imitables. Dans le christianisme, les saints figurent ces héros protecteurs et secourables. Intercesseurs auprès de Dieu, leurs vies sont des exemples proposés aux fidèles. Leurs restes, les reliques, témoignent de leurs vertus et prolongent leurs pouvoirs bienfaiteurs longtemps après leurs vies, réelles ou supposées. Os, objets portés ou touchés, effluves et lieux de leur existence, mettent les pèlerins sur les routes tandis que les communautés de métier ou d'habitants, les familles et les nations se mettent sous leur protection. C'est par les miracles que ces saints thaumaturges manifestent leur présence et leur influence.

Toutes les composantes du bien en sont parées et elles illustrent ce phénomène majeur de la pratique dévotionnelle dans l'Occident médiéval.

### Un florilège de saints

Un florilège de saints faisait l'attractivité de ces sanctuaires en fonction de leurs réputations et de l'influence qu'on leur prêtait.

L'itinéraire emprunté par un pèlerin se présente comme une sorte de chapelet de saints qu'il visite chemin faisant... Si le tombeau de saint Jacques en Galice est un des plus prestigieux sanctuaires de l'Europe médiévale, la circulation des pèlerins était multidirectionnelle et ce bien culturel en témoigne. Le Livre V d'ailleurs, en énumérant certains d'entre eux sous la forme d'une recommandation de visite, souligne leurs réputations d'alors en argumentant sur leurs vies exemplaires.

Une variété de dévotions s'offrait aux pèlerins en route vers la destination lointaine. Le bien comprend une sélection de sanctuaires autonomes, c'est-à-dire indépendants de Compostelle et doués d'une grande aura durant le Moyen-Age : la basilique Sainte-Marie Madeleine à Vézelay, les sanctuaires mariaux du Puy-en-Velay et de Rocamadour, la basilique limousine de Saint-Léonard, l'abbaye du Mont-Saint-Michel notamment, ou encore des sanctuaires d'une attractivité plus régionale voire locale comme Notre-Dame à L'Épine (Marne), Notre-Dame du Port à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). La basilique Saint-Sernin à Toulouse revendiquait entre autres 5 corps d'apôtres, dont celui de saint Jacques et proclamait qu'il n'y a pas « de lieu plus saint au monde ».

Les sanctuaires les mieux pourvus revendiquent jusqu'à plus d'une centaine de reliques, certains allant jusqu'à revendiquer des corps d'apôtres. Sans les citer tous ni mentionner la totalité de leurs reliques :

Honorat en Arles, Pierre à Moissac, Saturnin à Toulouse parmi plus de 200 reliques et corps saints, Gilles à Saint-Gilles, saint Jean Baptiste à Amiens, à Bazas et à Saint-Jean d'Angély, Guilhem à l'abbaye de Gellone, Marie Madeleine à Vézelay et Hilaire à Poitiers, Seurin à Bordeaux, Sever à Saint-Sever en Gascogne, l'archange Michel au Mont Saint-Michel, la jeune Foy à Agen puis à Conques, Quitterie à Aire sur l'Adour, Bertrand en Comminges, Just à Valcabrère, Front à Périgueux, Gérard à La Sauve, Avit à Saint-Avit, Blaise à L'Hôpital Saint Blaise, Grat à Oloron, Orens à Auch, Fleuret ou Flour à Estaing, ... comptent pour leur mérites.

L'emblématique abbaye du Mont-Saint-Michel-au-péril-de-la-mer est une destination majeure des pèlerins. On y vénère le chef de saint Aubert, son bâtisseur, que l'Archange avait pointé de son doigt pour lui ordonner d'édifier sur le Mont un sanctuaire en son honneur. On n'y comptait pas moins de 246 reliques à la veille de la Révolution. Cette collection était de première importance puisqu'elle ne comptait pas moins de 3 à 4 corps complets de saints, des reliques de la Passion du Christ et de la Vierge, de l'eau du Jourdain et un morceau de l'arbre du jardin d'Éden, des restes des personnages des Écritures, d'une litanie de saints et de martyrs, des Pères de l'Église et de saints évêques et abbés.

Mais, l'abbaye du Mont-Saint-Michel témoigne aussi bien des conditions d'accès parfois difficile, de l'élévation vers le sanctuaire haut, et de proximités entre l'archange Michel et saint Jacques. Ils sont en effet tous deux passeurs d'âme au moment de la mort et deux saints aux vertus guerrières. La coquille identifie aussi bien les pèlerins des deux destinations. Le prodige tient à la silhouette en pyramide de l'ensemble rocher – abbaye ; il tient aussi à la traduction dans l'organisation architecturale de la Merveille de la hiérarchie sociale : l'Aumônerie où sont accueillis les pèlerins, surmontés de la salle d'accueil des hôtes de marque et du scriptorium, lieu de travail, le tout couronné par le réfectoire des moines, l'église et le cloître aérien, préfiguration du jardin d'Éden.

A l'abbaye de Saint-Sever, par exemple, la forme du chevet avec 7 absides échelonnées et la présence de chapelles d'étage est à l'origine d'une multitude d'espaces qui permet l'accueil de nombreuses reliques, sur lesquelles les pèlerins venaient se recueillir. La plus prestigieuse d'entre elles est le crâne de Severus, installé jusqu'au XVIIe siècle dans l'abside principale : « Il y avait autrefois un très grand nombre de reliques dans cette église, plusieurs de ceux qui avaient été martyrisés avec Saint-Sever, ayant été inhumés dans ce même lieu, et plusieurs autres saints ossements y ayant été transportés. Le chef de Saint-Sever avec son buste d'argent doré enrichi d'une belle couronne et de plusieurs pierreries était conservé avec plusieurs autres et avec toute l'argenterie dans une grande armoire bâtie en forme de mausolée derrière le maître-autel où la vie de saint Sever était représentée par des figures en bas-reliefs de belles pierres blanches ». En 1500, selon l'inventaire du « petit cartulaire », on dénombrait plusieurs centaines de reliques entourant les deux reliques de Saint-Sever : « le corps et la tête du bienheureux et très glorieux martyr saint Sever ».

Ces reliques des saints protègent d'abord les habitants. Mais, elles attirent aussi les pèlerins – et avec eux la prospérité – venus remercier, se repentir, implorer une guérison, accomplir un vœu.

La croyance populaire attribue à chacun d'eux des vertus : saint Léonard et sainte Foy libèrent les prisonniers, saint Fleuret à Estaing (Aveyron) et saint Blaise à L'Hôpital Saint-Blaise (Pyrénées-Atlantiques) sont vétérinaires, saint Fort fortifie les enfants amenés par leurs mères dans la crypte de la basilique Saint-Seurin à Bordeaux. Saint Eutrope détient un grand nombre de pouvoirs miraculeux : il guérit des gonflements du corps et de l'âme, des maux de tête...

Parmi les reliques les plus prestigieuses, celles du Christ connaissent la plus grande vénération comme le fragment de la Vraie Croix à l'abbaye de Gellone (Hérault) ou le Suaire conservé à l'abbaye de Buisson de Cadouin (Dordogne). Un fragment de son sang est vénéré à Neuvy-Saint-Sépulchre (Indre) et une épine de sa couronne à L'Épine (Marne). La Sainte-Coiffe qui l'aurait recouvert lors de son ensevelissement est conservée dans la cathédrale de Cahors (Lot).

Objets précieux, les reliques voyageaient : achat, vol, échange, invention miraculeuse ponctuent leurs histoires pour enchanter les fidèles du Moyen-Âge. Leurs histoires demeurent un sujet d'étonnement et d'enchantement à nos esprits rationalistes. Celles du Christ ont été ramenées par les Croisés depuis la Terre-Sainte comme celle du Précieux-Sang à Neuvy qui a justifié l'édification d'une église sur le modèle du Saint-Sépulchre ; celles de Just, Vincent, Pasteur, Firmin... ont voyagé de part et d'autre des Pyrénées. Foy fut l'objet d'une « translation furtive » d'Agen vers Conques. Beaucoup de ces reliques sont disparues par le fait des guerres de Religion, des pillages, de la Révolution, du délaissement de cette forme de dévotion, mais il reste les édifices.

Plusieurs des édifices sont consacrés aux saints évangélistes du territoire où ils reposent aujourd'hui comme saint Jacques est réputé avoir évangélisé l'Espagne. Ils étaient visités chemin faisant par les pèlerins comme Hilaire à Poitiers (Vienne), Eutrope à Saintes, Trophime en Arles, Saturnin à Toulouse, Front à Périgueux (Dordogne), Avit à Saint-Avit-Sénieur (Dordogne), Seurin à Bordeaux ou Véronique, amie légendaire de la Vierge à Soulac (Gironde) avec son époux, Amadour, auquel la légende attribue le tombeau découvert miraculeusement en 1166 dans ce qui est aujourd'hui le spectaculaire ensemble religieux de Rocamadour (Lot).

### Le culte marial

La Vierge figure l'héritage du culte à la déesse mère et les sanctuaires de Notre-Dame à Rocamadour (Lot) ou à Notre-Dame au Puy-en-Velay (Haute-Loire) comptaient parmi les plus réputés à partir du XII<sup>ème</sup> siècle. Plusieurs représentations sont des vierges peintes à l'origine, noircies avec le temps ou peintes en noire à la fin du Moyen Âge. Ces vierges noires se concentrent particulièrement dans l'espace du massif central au sens large avec celle du Puy, de Clermont et de Rocamadour parmi cent-quatre vingt dix statues de ce type dénombrées au XVI<sup>ème</sup> siècle dans l'espace du royaume de France. L'une était vénérée dans le cimetière des Alyscamps en Arles, une autre dans la crypte de l'abbatiale du Mont-Saint-Michel, une autre à Sarrance près d'Oloron dans le passage du col du Somport, une autre à Espalion, une autre encore dans la cathédrale de Chartres (bien culturel n°81). Ces statues ont alimenté bien des suppositions, représentations d'anciennes déesses païennes, déesse mère, Isis, etc. et elles ont participé à la christianisation des cultes liés à l'eau, aux sources ou aux grottes. Elles sont souvent entourées de légendes qui « témoignent bien qu'il s'agit là d'une religion populaire, pas toujours antérieure à l'implantation du christianisme, mais répondant aux aspirations ancestrales d'une société rurale face à l'énigmatique et indomptable puissance de la nature. » (Sophie Cassagnes-Brouquet)

A Rocamadour, l'effigie très ancienne a subsisté jusqu'à nos jours. Le sanctuaire est accroché aux flancs d'une falaise dans un étage de chapelles que les foules pèlerines atteignaient en gravissant un escalier de deux cent seize marches. La dévotion est associée au saint local, Amadour, assimilé à Zachée, époux de Véronique

(vénérée à Soulac et à qui la tradition attribue d'avoir essuyé le visage du Christ avec son voile pendant sa montée eu Golgotha, son visage s'imprimant alors sur ce voile).

A Clermont-Ferrand, Notre-Dame-du-Port ou Sainte-Marie-Principale est la première église dédiée à la Vierge du Clermont carolingien. L'église s'est construite par et autour du puits de la crypte ; c'est dans cette source qu'aurait été trouvée la première statue, de fait miraculeuse, de Vierge à l'enfant. La première église aurait été bâtie par saint Avit, évêque du VI<sup>e</sup> siècle, détruite par les Normands en 864 et l'édifice actuel date du X<sup>e</sup> siècle.

A Audressein, l'implantation de l'église Notre-Dame de Tramesaygues (Ariège) entre deux rivières, littéralement entre deux eaux, est le lieu d'un petit pèlerinage local annuel le 8 septembre, jour de la Nativité de la Vierge. Le passage des premiers pèlerins à Audressein est probablement dû au culte de Marie qui s'est certainement développé avant le XI<sup>e</sup> siècle, puis se fixe avec la fondation d'une confrérie placée sous le patronage de Notre-Dame en l'année 1315. Ici pas de vierge noire, mais une statue polychrome d'une « Vierge de Pitié » du XV<sup>e</sup> siècle. Son pèlerinage semble effectif depuis le Moyen Age et dépassait les limites des vallées voisines. Cette attractivité serait due aux nombreux miracles accomplis par la Vierge, dont les ex-voto peints sous le porche dès le XV<sup>e</sup> siècle sont les « attestations » qui incarnent la ferveur des pèlerins.

### La dévotion populaire à saint Jacques

La dévotion locale à saint Jacques se rencontre indépendamment de la pratique du pèlerinage. Elle témoigne de la popularité du saint invoqué par les habitants. Ainsi compte-t-on un ensemble non évalué de chapelles, églises, quartiers, croix, sous son invocation, et nombre de représentations, ... Cette dévotion sur l'espace français a fait l'objet de nombreux travaux d'érudition et le bien en est une évocation. S'ils témoignent ainsi de sa popularité, certains historiens proposent d'interpréter certains de ces lieux non comme des marqueurs d'un itinéraire vers la lointaine Galice mais comme des centres de pèlerinage de substitution à ce pèlerinage outre-Pyrénées.

Plusieurs édifices conservent ses reliques : la basilique Saint Sernin de Toulouse revendiquait, à partir de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, détenir son corps. Deux reliquaires y sont toujours conservés. Un buste reliquaire est conservé dans l'église d'Asquins et un reliquaire du pouce à Moissac tandis que l'on trouvait des reliquaires à Amiens, Compiègne, Rabastens... parmi une quantité d'autres disséminés en France et en Europe.

L'Hôtel-Dieu à Toulouse héritier de plusieurs hôpitaux médiévaux, mais également celui de Figeac, ainsi que les églises d'Ourdis-Cotdoussan (Hautes-Pyrénées), Compiègne (Oise), Asquins (Yonne) ou Folleville (Somme), parmi tant d'autres lieux lui sont dédiées.

Dans certains cas, des confréries d'habitants pouvant accueillir d'anciens pèlerins se chargeaient de l'entretien d'une chapelle ou d'un hôpital dédié, de délivrer entraide et secours aux membres. Saint Jacques était alors invoqué comme protecteur et comme passeur d'âmes au moment de la mort. Mal documentées et ne bénéficiant d'aucune synthèse d'ensemble, ces confréries sont identifiées sur plusieurs composantes : la confrérie de Saint-Jacques-aux-Pèlerins de Paris mais aussi à Saint-Lizier, à Compiègne, à Bayonne, à Toulouse, à Rabastens, reliées aux édifices inscrits ou parfois agissant dans la cité, dans sa proximité.

Mais il est aussi abondamment figuré dans le programme iconographique d'un édifice en sa qualité d'apôtre, de pèlerin, de guerrier ou de psychopompe.

La vie de saint Jacques et ses miracles sont figurés sous de multiples formes. Ils sont relayés par les imagiers dans 22 composantes : la peinture murale nous raconte sa mort à Jérusalem et sa translation en

Espagne sur les murs de l'église Notre-Dame du Bourg à Rabastens (Tarn), son martyr sur le retable d'Ourdis-Cotdoussan (Hautes-Pyrénées).

Il est sculpté en apôtre tenant le Livre au portail de la cathédrale Saint-Trophime en Arles et il accueille les visiteurs dans une fameuse sculpture à la porte Miègeville de la basilique Saint-Sernin à Toulouse (Haute-Garonne). On le trouve dans le cloître de Moissac et dans celui de la cathédrale Saint-Trophime au sein du collège apostolique. Il est souvent représenté vêtu en pèlerin portant bâton, besace, chapeau et coquille dans les églises de Tramesaygues à Audressein (Ariège), Saint-Michel à Bordeaux ou à La Sauve (Gironde), sculpté à Folleville (Somme) et dans la cathédrale de Bayonne où il figure également dans un cycle de verrières du XIX<sup>ème</sup> siècle, sur un vitrail du XVI<sup>ème</sup> siècle à la cathédrale d'Auch. Il porte le Livre et le bâton sur le tympan du portail de l'ancienne abbaye de Mimizan (Landes). Il illustre une scène du Livre IV du *Codex Calixtinus* en soutenant Charlemagne guerroyant contre les Maures sur les vitraux de Châlons-en-Champagne (Marne). A Paris, sa statue trône au sommet de la tour Saint-Jacques, vestige d'une église qui lui était consacrée. On le voit accomplissant des miracles : soutenant le pendu sur le retable de l'église de Jézeau (Hautes-Pyrénées) ou se confrontant au magicien Hermogène sur un haut relief dans la cathédrale d'Amiens (Somme). Il prend la forme d'un buste reliquaire à Asquins et à Saint-Sernin de Toulouse.

On lui prête un rôle de psychopompe, c'est à dire d'intercesseur et de passeur d'âmes au moment de la mort ou d'accueillant en paradis, un pont entre l'ici-bas et l'au-delà. Ce rôle tient à un texte, l'Épître de saint Jacques, qui recommande l'onction aux malades. Ainsi, il tient l'épître sur le portail de l'abbatiale de Saint-Gilles (Gard) gravé d'une citation : « Omne datum optimum et omne donum perfectum de sursum est descendens a Patre luminum » (tout don parfait descend d'en haut du Père-Lumière) (Jacques 1,17). Il accompagne l'âme d'un défunt sur une peinture de la cathédrale Saint-André à Bordeaux. Il orne une croix de cimetière à Aulnay de Saintonge, une croix est à son nom à Estaing. Il participe encore à une mise au tombeau dans la cathédrale de Bourges.

Ces témoignages d'un culte populaire actif accordé à l'apôtre ont fait l'objet de travaux d'historiens qui remettent en cause l'historicité des itinéraires conditionnés par la seule destination du sanctuaire galicien, Saint-Jacques de Compostelle. Ils ont noté que les reliques et reliquaires de saint Jacques sont peu présents sur les itinéraires récemment aménagés sur la base des relevés de traces matérielles amalgamées et interprétées comme autant de points d'appui pour définir les tracés (coquilles, toponymie, iconographie...). Il s'agit de traces de dévotion, non de passage et de circulation. Au contraire, ils notent que la répartition spatiale des objets de dévotion n'esquissait pas des itinéraires mais bien des pôles géographiques où se développait la dévotion pour rayonner sur un territoire. Deux foyers de dévotion ont été notamment repérés autour du sanctuaire de Saint-Sernin à Toulouse qui rayonne sur un territoire proche de l'Espagne et où le culte s'est épanoui dans des conditions culturelles favorables. Le second foyer est localisé autour d'Arras et la dévotion a rayonné dans les Flandres, de Liège (un bras) à Amiens (une mâchoire) ou Compiègne (un crâne). Ils déduisent une géographie multipolaire de son culte qui ne résume plus le pèlerinage au seul sanctuaire galicien et à ses itinéraires. Ils rappellent ainsi l'importance de tout un vaste patrimoine dont le bien inscrit n'est que la figure émergée mais qui mérite étude, préservation et valorisation, confirmant ainsi la décision de préférer des édifices à des itinéraires pour définir la valeur universelle exceptionnelle du pèlerinage compostellan. Par ailleurs, ils observent que là où la dévotion jacquaire est moins dense, les inventeurs des tracés ont davantage cherché à relier des grandes villes et des sanctuaires médiévaux, ou recourir à des routiers et exploiter les connaissances sur l'archéologie des voies romaines et des routes médiévales. Le bien est à cet égard représentatif de ces lectures qui ont forgé le mythe compostellan dans son dernier avatar.

## Christianisation des cultes païens

Au culte des eaux, de la terre ou d'une myriade de dieux, le christianisme a superposé le culte des saints, intercesseurs entre l'ici-bas et le divin. Ainsi, Quitterie jeune princesse wisigothe est martyrisée et ensevelie près d'une fontaine réputée miraculeuse à Aire-sur-l'Adour, et ces fontaines sont nombreuses dans les Landes. A Gréalou (Lot), le dolmen de Pech Laglaire est christianisé par une croix plantée à proximité. La plupart des sanctuaires prennent eux-mêmes la suite de lieux de cultes antiques et sont édifiés avec le remploi des matériaux des temples romains comme la basilique Sant-Just à Valcabrière et la basilique paléochrétienne voisine à Saint-Bertrand, ou les édifices religieux d'Arles. A Toulouse, la première église consacrée à saint Sernin est édifiée sur un cimetière antique au sein duquel avait été inhumé le premier évêque de la ville.

### • **L'architecture et l'art religieux au service de la mise en scène des dévotions**

Le bien est constitué de monuments prestigieux dont plusieurs appartiennent à la première liste de protection comme monument historique (1840). Certains sont d'une importance telle pour la connaissance de l'invention d'un style ou son évolution qu'ils ont fait l'objet de reconstitutions intégrés à la muséographie du Musée des Monuments français.

Les édifices illustrent de manière remarquablement complète l'évolution artistique et architecturale européenne sur plusieurs siècles en présentant des chefs d'œuvre aboutis de style roman ou gothique, ou bien d'édifices classiques ou touchés par l'art baroque ; ils témoignent ainsi du développement religieux et culturel du Moyen Âge jusqu'à l'époque moderne.

## Un florilège de styles au service de la dévotion

On notera la particulière richesse architecturale d'édifices qui illustrent l'univers matériel, symbolique et artistique dans lequel le pèlerin pouvait évoluer :

- l'église Sainte-Foy à Conques est remarquable tant pour son architecture, avec son chevet à déambulatoire et chapelles rayonnantes pour son tympan du Jugement Dernier.
- l'ample chevet avec 7 absides échelonnées et la présence de chapelles d'étage dans l'église abbatiale de Saint-Sever. Le monument compte plus de 150 chapiteaux, dont une cinquantaine datent des XI<sup>ème</sup> et XII<sup>ème</sup> siècles, faisant d'elle le plus grand décor roman d'Aquitaine.
- A Aulnay, à la limite entre Poitou et Saintonge, est conservée une des églises romanes les plus raffinées et les plus richement ornées de l'ancienne Aquitaine, établie au bord de l'ancienne voie antique reliant Poitiers à Bordeaux, la Via Turonensis, avec un portail méridional du transept orné d'un bestiaire parmi les plus réputés d'Europe.
- La collégiale Notre-Dame du Port à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) avec son chevet à déambulatoire et chapelles rayonnantes, sa nef à tribunes et son décor extérieur constitué de motifs de marqueteries de pierres polychromes caractéristiques des églises d'Auvergne. L'église possède en outre un remarquable ensemble de chapiteaux sculptés.
- le cloître du XI<sup>ème</sup> siècle et le clocher porche avec son portail monumental historié de l'église Saint-Pierre de Moissac édifié au XII<sup>ème</sup> siècle comptent parmi les chefs d'œuvres de l'art roman, mais le cloître était inaccessible aux pèlerins ;
- une imitation du Saint-Sépulcre de Jérusalem est édifiée au XI<sup>ème</sup>-XII<sup>ème</sup> siècle à Neuvy-Saint-Sépulchre (Indre), ce type de rotonde est conservé à quelques exemplaires en France.
- Parmi les portails sculptés les plus remarquables : les tympanes de Conques et Moissac, le portail de la basilique de Vézelay, celui de l'ancienne abbatiale de Saint-Gilles, ceux de l'église Saint-Trophime en Arles ou de la basilique Saint-Sernin à Toulouse.

De manière plus générale, chaque édifice est le reflet des ambitions, intellectuelles, artistiques, dogmatiques et matérielles de chaque commanditaire. Ensemble, ils témoignent d'un fait fondamental du christianisme médiéval : jamais l'Église n'a imposé de forme pour les édifices, n'a restreint l'usage de l'image. L'extraordinaire floraison d'édifices qui démarre au XI<sup>ème</sup> siècle témoigne à la fois de l'enrichissement de la société, mais aussi d'une volonté d'édification d'une chrétienté qui soit universelle et supra-territoriale. Dès lors, on ne peut qu'être frappés par la subtilité de l'usage des images, véritable commentaire des Écritures (cloître de Moissac), dispensant une vision du monde propre à chaque communauté ecclésiastique (portails de Conques, Vézelay, Moissac), prenant parfois des positions anti-hérétiques (porte Miègeville à Saint-Sernin de Toulouse, etc.)

Deux chefs d'œuvre de l'art gothique, les cathédrales d'Amiens (inscrite sur la Liste du patrimoine mondial en 1981) et de Bourges (inscrite en 1992), marquent les caractéristiques de cette architecture : ampleur des portails et façades historiées, élévation en recherche de la lumière, richesse des vitraux qui enseignent l'ancien et le nouveau testament et exaltent les saints.

A Bourges, la construction entamée en 1195 est achevée pour l'essentiel vers 1260. Saint Jacques est plusieurs fois représenté : sur une verrière, dans son épreuve avec le magicien Hermogène, dans sa chapelle dédiée, témoin de la dévotion du puissant mécène Jacques Coeur. La crypte le met en scène dans une spectaculaire mise au tombeau. Et dans la proximité de l'édifice on rencontrait une confrérie de saint Jacques réunissant les pâtisseries qui vénérait sa relique.

A Amiens, ville carrefour des routes vers les Flandres et d'un intense commerce, le chantier débute en 1220 pour édifier un édifice dans le style nouveau, capable d'accueillir les foules venues vénérer le chef de saint Jean Baptiste. « Son plan d'une logique rigoureuse où nef et chœur s'équilibrent parfaitement de part et d'autre du transept, la beauté de son élévation intérieure à trois niveaux, l'audacieuse légèreté de sa structure qui marque une nouvelle étape vers la conquête de la lumière, la richesse de sa décoration sculptée et de ses vitraux en font un des exemples les plus remarquables de l'architecture médiévale. » On y vénérait également saint Firmin d'Amiens dont la tradition affirme qu'il serait né à Pampelune au III<sup>ème</sup> siècle.

D'intérêt pour la compréhension de l'importance du pèlerinage, il présente également un labyrinthe, métaphore de la montée au calvaire du Christ et substitut du pèlerinage en Terre sainte. Enfin, dans la proximité de la cathédrale amiénoise, le culte de saint Jacques s'est développé à travers un faubourg, une église et une chapelle sous son vocable.

#### Les églises reliquaires : une conception de l'espace pour la dévotion aux reliques

Au cours du 20<sup>ème</sup> siècle est né dans les cercles des historiens de l'art médiévistes un concept, celui des églises « de pèlerinage », représentées par cinq grands sanctuaires ponctuant les chemins de Compostelle : Saint-Martin de Tours, Saint-Martial de Limoges, Sainte-Foy de Conques, Saint-Sernin de Toulouse et la cathédrale de Saint-Jacques-de-Compostelle. Les points communs de ces monuments sont indéniables : chevet à déambulatoire et chapelles rayonnantes, tribunes sur les collatéraux et circulation au-dessus du déambulatoire, vaste transept divisé en plusieurs vaisseaux. Mais ces concordances, établies à partir d'une chronologie qui était encore mal assurée, ne suffisent pas à définir une catégorie homogène répondant à un programme spécifique. En outre, on a voulu assigner artificiellement à cette série d'édifices un rôle d'archétype propre aux chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle, ce qui reste très improbable, puisque l'abbatiale Saint-Martial de Limoges, qui semble en être la plus ancienne avec Saint-Martin de Tours, n'est même pas mentionnée dans le *Codex Calixtinus* et que la cathédrale de Compostelle, qui aurait logiquement dû en être le modèle, est en fait le dernier chantier de la série. Enfin, plusieurs caractéristiques présentes dans ces édifices ne leur sont pas propres : certaines formules, telles que les déambulatoires à chapelles rayonnantes ou les tribunes, sont présents dans de nombreuses églises qui ne sont pas nécessairement liées à un pèlerinage ou



à une relique. Il faut donc aujourd'hui considérer que cette série de monuments a certes répondu aux exigences de l'accueil d'un public nombreux, éventuellement à la gestion rationnelle des flux, mais surtout exprimer un désir de monumentalité exceptionnelle de la part de ses commanditaires. Il n'existe pas une architecture « de pèlerinage ». Les chercheurs actuels parlent d'« églises-reliquaires », en admettant que cela s'applique à l'ensemble des édifices accueillant des pèlerins autour d'une relique et que cela ne suppose pas un type particulier d'organisation architecturale. Il faut notamment se méfier de certaines fonctions induites par une organisation architecturale : les déambulatoires, par exemple, sont certes propices à la déambulation autour du chœur, mais ils pouvaient être fermés par des grilles et accessibles seulement au clergé.

### Les solutions multiples pour la mise en scène des reliques

Le mythe des « églises de pèlerinage » a longtemps occulté l'extrême diversité des solutions architecturales, plus ou moins appropriées, plus ou moins réfléchies, apportées au cours de l'époque médiévale au traitement des espaces combinant culte des reliques et liturgie quotidienne, qu'elle soit monastique, canoniale ou paroissiale. En effet, la question de la conservation et de l'exposition des reliques, par exemple, a connu de multiples réponses, parfois changeantes en un même lieu et selon les époques. De la crypte installée sous le sanctuaire, accessible aux fidèles (Saint-Eutrope de Saintes, Saint-Hilaire-de-Poitiers, Saint-Gilles-du-Gard) ou simplement dotée d'une fenestella, une ouverture permettant de voir ou de toucher un tombeau depuis un déambulatoire ou depuis l'extérieur (Saint-Sernin de Toulouse), en passant par la conservation dans une châsse pouvant être entreposée dans le sanctuaire ou dans une sacristie (Conques), jusqu'à l'édification de véritables monuments reliquaires dans le sanctuaire (Saint-Sernin à Toulouse, Saint-Just à Valcabrère, le mausolée de Saint-Bertrand), dans la nef (Saint-Front de Périgueux), dans une chapelle ou dans un bâtiment annexe, toutes sortes de solutions ont été envisagées. A Saintes, le chevet de Saint-Eutrope fut conçu dès le XI<sup>ème</sup> siècle comme un véritable reliquaire, avec un décor architectural d'arcades très développé sur ses élévations extérieures et un riche décor sculpté. Elle répond aussi à une double fonction, que traduit la superposition de deux églises, l'une – la crypte - destinée à l'accueil des pèlerins et l'autre permettant d'isoler le sanctuaire de la communauté des moines du prieuré clunisien, la nef constituant ainsi une rampe d'accès à la crypte. A Valcabrère (Haute Garonne) ou à Saint-Léonard, la surélévation du tombeau permet aux pèlerins de passer sous les restes du saint.

L'église peut elle-même être conçue comme un immense reliquaire, comme ce fut le cas au XIII<sup>ème</sup> siècle avec la Sainte-Chapelle de Paris. Dans le cloître de Moissac édifié en 1100, un chapiteau possédait une logette pour abriter les reliques de saint Pierre et/ou de saint Paul, mais il était naturellement inaccessible aux pèlerins.

L'abandon progressif des cryptes au bénéfice de l'implantation des reliques dans le sanctuaire est un phénomène avéré à partir du XII<sup>ème</sup> siècle. La basilique Saint-Sernin illustre l'exaltation des reliques après le Concile de Trente. Le tombeau de Saturnin, est exposé à la vue des fidèles au XIII<sup>ème</sup> siècle dans un monumental baldaquin de pierre en forme d'église, placé dans l'abside majeure. Un « Tour des corps saints », mentionné dans des récits de pèlerin dès la fin du Moyen-Age, fut aménagé au début du XVII<sup>e</sup> siècle pour organiser la mise en scène du trésor spirituel constitué par l'accumulation de près de 200 reliques au cours des siècles et exalter la dévotion. Il a été restauré de 1971 à 1979 d'après les gravures d'un guide du culte des reliques : « Oraisons dévotes pour visiter et saluer les corps saints de l'Eglise de Saint-Sernin » (1673).

De remarquables reliquaires illustrent la préciosité accordée aux reliques auxquelles on consacrait la richesse pour créer de précieux objets d'orfèvrerie, dont plusieurs nous sont parvenus intacts. Le trésor le plus vénérable et prestigieux est le buste reliquaire de sainte Foy conservé à Conques. Le décor d'orfèvrerie couvre une statue en bois d'origine antique. Il appartient à l'un des rares trésors d'orfèvrerie médiévale conservé intact en France.

Les cathédrales d'Auch, de Bordeaux, du Puy-en-Velay, d'Oloron, de Saint-Lizier et de Saint-Bertrand de Comminges, la basilique Saint-Sernin à Toulouse et la collégiale de Saint-Léonard présentent des trésors

significatifs d'art et d'orfèvrerie. On notera en particulier le buste reliquaire de saint Grat à Oloron-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques) ou celui de saint Lizier dans sa cathédrale (Ariège).

Dans les églises rurales, le retable baroque illustre souvent cette dévotion populaire en présentant un florilège de saints intercesseurs et amis des paysans dans leur vie quotidienne. Ils sont représentés à l'époque de la Contre-Réforme, en particulier sur celui de l'église Saint-Laurent à Jézeau qui présente les saints avec leurs attributs pour l'enseignement des fidèles. Ces retables répandus dans le monde rural représentaient un investissement important pour les communautés paysannes.

- **La satisfaction des besoins physiques des pèlerins**

Tout pèlerin n'est pas « de saint Jacques », un jacquet, malgré une assimilation qui a été courante dans une partie de l'érudition. Mais tous ont en commun des besoins qui trouvaient satisfaction grâce à la construction d'un certain nombre d'édifices dont ils n'étaient pas – loin s'en faut – les seuls usagers.

#### Des accès et franchissements

Le pèlerin doit franchir des rivières ou gravir des cols.

Des ponts facilitent le passage des rivières. Lancer un pont est une œuvre délicate et sa construction mobilise ingéniosité et moyens matériels : des indulgences sont accordées. Ils sont construits pour les usages quotidiens, en premier lieu des riverains, mais aussi pour le service des échanges commerciaux. Certains sont aussi des œuvres pieuses et les textes de donations pour leur édification précisent pour le soulagement des « pauvres passants et pèlerins ». Ils revêtent aussi une dimension métaphorique travaillée par des penseurs comme Michel Serres : une progression dans un cheminement spirituel, un trait d'union de mise en relation, un lien fraternel tendu entre deux altérités... L'exploration de ces dimensions ont commencé à donner lieu à un dispositif d'interprétation du Pont de Lartigue (Gers) ou à une activité culturelle et éducative proposée aux jeunes d'Espalion (Aveyron) à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'inscription.

Comme ouvrage d'art, les ponts médiévaux apparaissent comme des prouesses techniques, un défi aux éléments qui sollicitait le surnaturel, tel le Diable associé au Pont du Diable (Hérault) ou au pont Valentré (Lot). Les ponts étaient souvent associés à un oratoire ou à un hôpital comme l'Hôtel-Dieu-Saint-Jacques à Toulouse, ou bien à une croix de protection comme à Estaing et à Saint-Chély (Aveyron). Hors du bien, le pont saint-Bénézet à Avignon (bien n°228 de la Liste) est un exemple des plus caractéristiques des fonctions multiples, pratique et symbolique, des ponts médiévaux.

Les ponts sont parfois modestes par la taille comme le pont de Lartigue à Larressingle édifié sur l'Osse (Gers). Depuis le XII<sup>ème</sup> siècle, un point de franchissement existait et tout laisse entrevoir qu'il était positionné sur une ancienne voie romaine, entre Agen et Eauze. On ne connaît pas la nature exacte du premier édifice mais il était associé à une commanderie pratiquant l'hospitalité et une chapelle dont il ne reste rien. La chapelle de Lartigue figurée sur la carte de Cassini (XVIII<sup>ème</sup> siècle), fut détruite à la Révolution. Seul subsiste le pont, unique témoin de cet ensemble.

Franchir est toujours un péril : le pont dit des pèlerins à Saint-Chély d'Aubrac arbore un calvaire datable du XV<sup>ème</sup> siècle, pour la protection du passant. Sur la croix, la Vierge et saint Jean sont figurés et le fût est orné d'un pèlerin reconnaissable au bourdon et au chapelet. Malgré sa modestie : 16 mètres de long, il témoigne de ces innombrables ouvrages élevés avec l'appui d'un seigneur ou, comme ici, d'un établissement religieux, la Domerie d'Aubrac.

Les ponts sont parfois de grande ampleur comme le pont fortifié Valentré à Cahors (Lot), établi pour la prospérité de la cité. Il compte parmi les ouvrages majeurs du génie civil médiéval. La décision de construction en 1308 donne naissance à un ouvrage de 172 mètres de long, large de 6, d'une forme en dos d'âne et flanqué de trois tours de défense dont une rappelle le défi lancé au diable. Une chapelle dédiée à la Vierge assurait la fonction de protection.

Au pays basque, les voies empruntées sont multiples pour les pèlerins en approche des cols. Pas moins de quatre gués permettaient ainsi – ou empêchaient parfois – le passage des voyageurs sur la Bidouze aux alentours de la colline de Saint-Sauveur à Saint-Palais (Lahiria, Quinquil, Lapiste et Larribar).

Sept sections de l'itinéraire du Puy en Velay (GR®65) sur une longueur de 160 km donnent une idée de la variété paysagère qui ponctue un parcours. Une étude des paysages et des patrimoines constituant attribut de ces sections de sentier afin d'en identifier les caractéristiques et les mesures de protection et de valorisation qui seront utiles pour préserver l'ambiance du cheminement. Il a été notamment souligné l'importance de l'eau.

La confluence des itinéraires signalée par le *Codex Calixtinus* à Ostabat (Pyrénées Atlantiques) est symbolisée par la section du GR®65 entre Aroue et Ostabat. Le sentier est un balcon sur le massif pyrénéen.

L'arrivée au sanctuaire enchante le pèlerin et marque une apothéose. Celui qui l'aperçoit en premier depuis les croix de Montjoies comme à Vézelay ou au Mont-Saint-Michel est Roi du pèlerinage. Les croix de Montjoies balisent encore l'espace où s'étend la vue et l'aura du sanctuaire. De surcroît, le Mont-Saint-Michel ne s'approche qu'en franchissant les grèves, au rythme du flux de la marée et l'accès au sanctuaire impose une élévation, tous les lieux du culte à l'Archange étant postés sur des éminences.

Le passage est symbolisé par la porte Saint-Jacques qui permettait d'entrer dans la vieille ville frontière de Saint-Jean-Pied-de-Port. Le pèlerin franchissait la Nive pour entamer l'ascension du mythique col de Roncevaux. A Sorde (Landes), l'abbaye était située sur le bord du Gave d'Oloron pour en faciliter le passage.

En montagne, le passage d'un col est facilité par des hospices tenus par les Hospitaliers comme à Gavarnie ou à Aragnouet (Hautes-Pyrénées) ou grâce à la Domerie d'Aubrac sur le plateau de l'Aubrac (Aveyron).

### L'accueil et les soins

L'hospitalité est une valeur inhérente au pèlerinage. L'hospitalité et l'aumône font partie du devoir de charité, parfaitement illustré dans l'évangile de Matthieu (Mat. XXV 35-37) « Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger, j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais un étranger et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu, malade et vous m'avez visité, prisonnier et vous êtes venus me voir ». Conformément à une tradition qui s'enracine dans l'Antiquité et qui a connu ses premières expériences dès l'époque paléochrétienne, l'accueil du voyageur, le soin du corps et de l'âme et la charité se confondent dans ces établissements. Sans être reconnue institutionnellement comme par exemple « les services de l'hospitalité offerts pendant la visite de l'Arba'in », en Irak, aux pèlerins se rendant dans la ville sainte de Kerbala (inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel), l'hospitalité généreuse est fortement revendiquée comme une tradition par les associations des pèlerins.

Certains établissements, parmi les plus importants, sont les Hôtel-Dieu, généralement installés dans les villes épiscopales sous la tutelle des évêques. Leur fonction structurante, répondant avant tout aux besoins d'une population sédentaire, est importante dans les secteurs urbains. Certains de ces hôpitaux urbains ont pu être fondés suite à des donations de riches personnages ayant effectué un pèlerinage à Compostelle et parfois, le vocable de Saint-Jacques leur est associé, comme c'est le cas à Toulouse ou à Figeac. Toutefois, ils s'inscrivent

dans un mouvement plus général de prise en charge charitable des nécessiteux et des errants, dont les pèlerins, quelle que soit leur destination, - ainsi à Toulouse ou au Puy-en-Velay - sont une catégorie particulière en raison de leur situation de « repentants » dont l'Église valorise la démarche.

A côté des grands hôpitaux urbains, un réseau d'hôpitaux plus modestes se développe sur les chemins, près des lieux de franchissement, ponts ou cols, dans les régions hostiles ou tout simplement à l'extérieur des villes, pour accueillir voyageurs et pèlerins, leur procurer un abri et de la nourriture et leur apporter des soins. La distribution de nourriture est souvent une des premières fonctions de certains établissements voués à l'aumône et leurs revenus sont dédiés prioritairement à cette mission, mais c'est le soin de l'âme qui est d'abord mis en valeur. L'église ou une simple chapelle constituent souvent l'édifice principal de ses établissements, desservis par des communautés de clercs ou de moines. Dans certains cas, c'est elle qui subsiste seule, comme à l'Hôpital-Saint-Blaise ou à Aragnouet.

La salle d'accueil et de soin, pouvant être équipée de quelques lits, mais aussi d'une cuisine, de latrines ou encore d'écuries, vient en général compléter ce dispositif. La vaste salle faisant face à l'église de l'ancien hôpital de Pons, couverte d'une charpente reposant sur une série de piliers cylindriques, illustre parfaitement ce type de constructions à la fin du XII<sup>ème</sup> siècle.

Une autre caractéristique de ce type d'ensembles hospitaliers est leur implantation, et la disposition des constructions de part et d'autre de la rue ou du chemin, par un porche voûté réunissant au-dessus du passage l'église et la salle d'accueil et de soin, comme c'est le cas à Pons, ou près de l'abbaye de Sorde.

A Toulouse, l'Hôtel-Dieu Saint-Jacques est édifié en bord du fleuve et, au XV<sup>ème</sup> siècle, il est combiné à un pont qui permet le franchissement sécurisé de la Garonne et l'accès à cet hôpital. Il conserve encore des collections permettant l'évocation de la pharmacopée et l'histoire de la médecine, de même que l'Hôtel-Dieu au Puy-en-Velay ou celui de Saint-Lizier, ces derniers formant un ensemble contigu à leur cathédrale.

En outre chaque abbaye possédait une hôtellerie ou une aumônerie pour effectuer cet accueil charitable prescrit par les Règles et si besoin, prodiguer des soins.

Le prieuré de La Charité-sur-Loire (Nièvre) résume à la fois la dévotion à des reliques conservées dans un édifice que l'on veut somptueux et de grande ampleur, la pratique de la charité et de l'hospitalité donnée par les moines et le franchissement de la Loire par l'édification de ponts successifs.

- **Les échanges culturels et les influences artistiques**

Les hommes voyagent beaucoup et toutes sortes d'échanges sont la conséquence naturelle de ces circulations sur les routes médiévales sous des formes variées : circulations d'ateliers charriant des techniques et diffusant des motifs, relations d'échanges politiques et possessions de sanctuaires en Espagne ou de sanctuaires espagnols en France, œuvres d'art et d'orfèvrerie achetées au terme d'une tractation commerciale ou offertes en cadeau gage d'amitié. Mais la causalité avec le pèlerinage interprété comme moteur de ces circulations est très fortement nuancée par les chercheurs.

On peut mentionner d'une part que dès le début de la construction de la cathédrale de Compostelle, en 1075, un autel était consacré à sainte Foy vénérée à Conques (Aveyron) et d'autre part, que le sanctuaire de Rocamadour (Lot) bénéficia de nombreuses donations de la part des souverains espagnols.

Il a aussi été abondamment étudié, notamment par l'historienne Edina Bozoky, les circulations des reliques dont beaucoup furent rapportées d'Orient au moment des croisades. Le bien possède deux exemples parmi

des cas innombrables. L'église de Neuvy fut fondée au retour d'une croisade par le seigneur local autour d'une relique du sang du Christ. L'abbaye cistercienne de Cadouin offrait à la dévotion un suaire témoin de la Passion du Christ et dont la présence était attestée dès 1214. Ce suaire assure la prospérité de l'abbaye par les donations des pèlerins et, notamment, du Roi Louis XI (qui fut également un donateur pour le sanctuaire de Saint-Jacques de Compostelle), grâce auquel on peut admirer le cloître de style gothique flamboyant. Toutefois, des analyses pratiquées sur le suaire en 1934 ont révélé qu'il a été tissé en Egypte à la fin du XI<sup>ème</sup> siècle, qu'il est orné de bandes présentant des caractères coufiques qui vantent la gloire du calife musulman Musta Ali et invoquent Mahomet et Allah. Si le pèlerinage a disparu, la valeur symbolique de la relique demeure d'autant plus forte dans la société multiculturelle contemporaine.

En outre, un fort courant d'historiens de l'art, au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, d'Emile Mâle à Marcel Durliat, a analysé les relations artistiques qui avaient pu exister entre certains monuments, Sainte-Foy de Conques, Saint-Sernin de Toulouse, le cloître de Moissac, Saint-Sever, León (Panthéon des rois et Saint-Isidore), Jaca, Loarre, Frómista, Saint-Gaudens et Compostelle, tout en admettant qu'il n'y avait pas de « modèle » pour l'architecture. L'artiste était alors considéré par les historiens comme au centre de la création artistique de ces époques lointaines. Mais, depuis trente ans, l'image (quel que soit son support) est comprise comme l'expression d'un discours, indépendant de celui des textes, fondé sur l'expérience intellectuelle et artistique de celui qui la conçoit, le commanditaire, l'artiste étant celui qui met en forme ces idées.

En ce qui concerne les échanges artistiques, les modalités apparaissent comme complexes. Par exemple, il est clair que ce sont des sculpteurs venus de Saint-Sernin de Toulouse qui ont réalisé les chapiteaux du cloître de Moissac, mais leur iconographie résulte d'une pensée aussi originale que complexe qui est sans aucun doute celle de l'abbé Ansquitol. Manuel Castiñeiras a mis en évidence, en 2010 dans le catalogue d'exposition *Compostelle et l'Europe, l'histoire de Diego Gelmírez*, comment l'évêque de Compostelle avait trouvé des modèles lors de son voyage à Rome, voyage effectué en passant par Toulouse et Cluny entre autres. Et l'évêque avait fait venir des sculpteurs de chantiers prestigieux du moment pour avancer plus vite dans son grand œuvre. Et si les premiers sculpteurs de Compostelle venaient, entre autres, de Conques, c'est probablement parce qu'ils avaient été recrutés par le maître d'ouvrage.

Alors, existe-t-il une sculpture de la route de Saint-Jacques à l'époque romane ? Plusieurs raisons nuancent les interprétations historiographiques héritées des chercheurs de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Parce que l'on sait désormais que les fameuses « routes de pèlerinage » telles qu'elles ont été définies dans la première moitié du XII<sup>ème</sup> siècle sont complètement symboliques. Parce que les relations artistiques qui ont pu être observées ne concernent qu'une part seulement des édifices concernés. Parce que les relations artistiques s'observent également bien en dehors des « routes de pèlerinage », dont elles ne dépendent en rien.

Néanmoins, si l'on considère le cas de Arles, la ville est située au carrefour de voies de communication et d'échanges par terre ou par eau, entre le nord, le sud, l'est et l'ouest. Un nombre important de pèlerins y affluait, participant certainement au développement économique de la ville et à celui d'échanges culturels et intellectuels. La splendeur des monuments romans construits au XII<sup>ème</sup> siècle est certainement liée en partie à l'importance du pèlerinage qui en donne, entre autres, les moyens financiers. On peut donner en exemple le magnifique porche de l'église Saint-Trophime dont on a comparé le décor à celui d'un reliquaire annonçant la richesse des reliques conservées dans sa crypte. Mais, Arles est un foyer artistique et un ensemble monumental : l'abondance des sarcophages antiques et paléochrétiens à Arles est à l'origine de l'émergence d'un courant artistique fortement influencé par l'art antique. Les exemples du portail et du cloître Saint-Trophime ont été une source de diffusion de l'art roman de style antiquisant à travers la Provence à partir d'un foyer d'artistes s'inspirant de la sculpture antique ou cherchant à se réapproprier une technique disparue au moyen de modèles antiques conservés dans le paysage urbain.

Sous une autre forme, à Saint-Sever, l'abbé emprunte à la péninsule ibérique : au XI<sup>ème</sup> siècle, il dote l'abbaye d'un manuscrit enluminé, copie du célèbre commentaire de l'Apocalypse réalisé par un clerc des Asturies, Beatus, à la fin du VIII<sup>ème</sup> siècle. Ce Livre enluminé du XI<sup>ème</sup> siècle est le seul Beatus au nord des Pyrénées. Outre le Commentaire de l'Apocalypse, comme les Beatus classiques, il comprend aussi un frontispice, le portrait des 4 évangélistes et divers textes commentés des Ecritures. L'habileté des enlumineurs du Beatus de Saint-Sever témoigne du degré de culture artistique auquel atteignaient les religieux du Cap de Gascogne, un demi-siècle après la fondation de l'abbaye. Longtemps a prévalu une analyse d'Émile Mâle exposée dans *L'art religieux du XII<sup>e</sup> siècle en France*, selon laquelle les enluminures auraient inspiré les auteurs du tympan et des chapiteaux de Moissac, mais également les sculpteurs de l'époque romane dans le centre et le midi de la France. La critique historiographique ne retient plus cette séduisante interprétation, car les commanditaires, nourris d'images puisées à toutes les sources (manuscrites, peintes, sculptées), les utilisent au profit d'un nouveau discours « en image », celui par lequel ils exposent leur vision du monde à la vue de leurs contemporains et qui demande de nouveaux agencements, véritables créations iconographiques.

De même, on a pu parfois proposer un système d'« influence » de l'art islamique sur l'art chrétien, en proposant par exemple que l'évêque Godescalc, de retour de son pèlerinage à Compostelle (accompli dans l'hiver 950-951) ait fait édifier la chapelle Saint-Michel de l'Aiguilhe dont le décor polylobé serait le résultat d'une « influence hispanique ». Outre que la chapelle actuelle est postérieure de près de deux siècles au voyage de l'évêque, ses décors muraux sont ancrés dans une tradition bien auvergnate de jeux de couleurs et de formes, ce qu'avait bien montré Marcel Durliat dès 1975. Il reste cependant que l'art roman a bien utilisé des motifs d'origine islamique. Les portes de la cathédrale du Puy, signées d'un certain Gaufredus, sont d'une technique proche de l'art islamique et portent une inscription copiée de l'écriture coufique. Ces mêmes reproductions de caractères coufiques, réels ou pris comme motifs, se retrouvent sur le tailloir d'un chapiteau de Moissac ou viennent agrémenter le galon de la tunique d'un ange dans le tympan de Moissac. On pourra aussi signaler le dinar qu'un ange élève de sa main droite dans un vitrail de la façade de la cathédrale de Chartres, entre autres exemples. Ici, les motifs islamiques signalent la proximité des lieux saints et du monde musulman (à Moissac), signifient la richesse des vêtements à l'égal des tissus islamiques provenant notamment d'Al Andalus. Ces derniers étaient considérés comme tellement extraordinaires qu'ils pouvaient être utilisés pour envelopper ce que l'Occident chrétien avait de plus précieux, les reliques ; ainsi, celles de saint Exupère à Saint-Sernin de Toulouse. Comme pour d'autres sujets d'histoire de l'art, la révision historiographique de ces dernières décennies a imposé de renoncer à ce rêve d'Orient développé notamment par Emile Mâle puis par les émules d'Henri Focillon, qui portent la marque de la fin du XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans le domaine littéraire, les poètes et troubadours chantent les exploits de Charlemagne et ses guerriers, ceux de son neveu Roland et des douze pairs de France face aux sarrasins. Le pèlerinage a été alors vu par des historiens de la littérature comme un vecteur de circulation. Il n'en demeure pas moins que le pèlerinage a généré naturellement tout un imaginaire qui trouve son expression dans la littérature, les chansons, les contes, ou des traditions orales jusqu'aux innombrables récits de pérégrinations. Cet imaginaire n'a pas été pris en compte suffisamment dans le dossier de candidature du bien mais les chercheurs lui portent attention, et il constitue une inappréciable source de création pour les artistes contemporains.

- **Pèlerinage et politique**

Pèlerinage et politique sont toujours allés de pair, en tant que manifestation de la religion qui est l'un des ciments dans la société médiévale.

C'est l'intervention des puissances politiques ou religieuses dans l'organisation du pèlerinage, pour le faciliter et protéger les pèlerins ou, au contraire, pour les surveiller, voir en interdire la pratique selon les époques et la conjoncture des relations entre les Etats. Les historiens du droit ont étudié ces réglementations protégeant

les pèlerins, ou parfois, comme au XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècle en France, dans un contexte bien différent des périodes antérieures, leur interdisant de partir.

Le pèlerinage au tombeau de l'apôtre Jacques s'est développé dans un contexte global de Reconquista et de relations politiques du siège épiscopal galicien avec le reste de l'Europe, notamment avec l'abbaye de Cluny et la papauté. Le pèlerinage n'était pas le motif de ces échanges qui relevaient davantage d'ambitions politiques des prélats galiciens, et notamment Diego Gelmirez (évêque puis archevêque entre 1100-1140), pour faire reconnaître la position éminente du siège épiscopal et développer son influence face aux pouvoirs politiques dans la péninsule et cultiver une sorte d'indépendance vis à vis du Pape. Le prestige d'un apôtre fut enrôlé au service de cette ambition.

Par ailleurs, il a longtemps été avancé par les historiens que l'abbaye de Cluny aurait été un centre organisateur du pèlerinage Compostellan. Cette interprétation a été surévaluée. Cluny, dans la seconde moitié du XI<sup>ème</sup> siècle, connaît une expansion extraordinaire notamment grâce à ses liens avec la papauté. C'est donc assez naturellement que l'on a cru attribuer à Cluny la charge de diffuser la réforme grégorienne dans la péninsule ibérique. C'est bien davantage à des personnalités dans l'obédience de l'abbaye Saint-Victor de Marseille qu'échut ce rôle, mais ceci est sans rapport avec une intention d'organiser le pèlerinage.

Les hommes voyagent beaucoup et des liens se créent entre les établissements religieux. En tant que monastères bénédictins, Moissac, Conques, La Charité, Saintes ou Saint-Sernin à Toulouse ont dû accueillir toutes sortes de voyageurs et de pèlerins. Ils détenaient des reliques et ils exerçaient une fonction spirituelle et économique, mais ils n'étaient pas nécessairement l'instrument d'une géopolitique de l'Ordre à destination de la Péninsule ibérique. Hugues de Cluny s'est démené en Castille pour prendre dans l'obédience de l'abbaye des monastères situés le long du Camino francés, car le passage des pèlerins, leur hébergement, les péages exigés pour les ponts étaient une intéressante source de revenus.

L'abbaye de Moissac et le prieuré de La Charité-sur-Loire, relevaient institutionnellement de Cluny. Dans le cas de Moissac, l'abbaye fournit notamment un archevêque à Braga à la fin du XI<sup>ème</sup> siècle ; en retour, des saints espagnols, Vincent, Isidore et Eulalie étaient vénérés dans l'abbaye. Dans le cas de La Charité, c'est son rôle d'accueil charitable et de franchissement de la Loire qui justifie son inscription, outre une exceptionnelle qualité de ses décors sculptés du tournant des XI<sup>ème</sup> et XII<sup>ème</sup> siècle, susceptibles de donner une idée de l'ampleur architecturale de l'abbaye-mère aujourd'hui en grande partie démolie. Mais on peut aussi bien noter que l'un des abbés de la Chaise-Dieu (non incluse dans le bien), Alleaume san Lesmes (1035-1097) s'installa à côté de Burgos dans le dernier quart du XI<sup>ème</sup> siècle pour y accueillir les pèlerins de Saint-Jacques dans l'hôpital Saint-Jean-l'Évangéliste. On retrouve un moine de Conques à la tête de l'évêché de Pampelune (Pierre d'Andoque entre 1083-1115), ou un chanoine de Saint-Sernin de Toulouse à la tête de celui de Barbastro-Roda entre 1104-1126.

Il est donc normal que les religieux de Cluny aient tenu des rôles dans la structuration de l'Espagne des XI<sup>ème</sup> et XII<sup>ème</sup> siècles, mais ce fut indépendamment du pèlerinage.

Un autre aspect de la dimension politique est lié au contexte de la Reconquista. La présence du saint en France est manifeste à travers l'implantation de l'Ordre militaire de Santiago institué en 1170 pour repousser l'Islam de la péninsule ibérique. L'Ordre bénéficia de donations du roi Philippe Auguste et de quelques-uns de ses vassaux. Du Maine à la Champagne, les possessions étaient gérées par la maison d'Etampes. Dans le midi, c'est en Gascogne que l'implantation aurait été la plus dense. L'implantation est donnée comme importante au milieu du XIII<sup>ème</sup> siècle avec une vocation charitable affirmée. Ainsi, à Vopillon, à proximité du pont se serait trouvée la commanderie dite du Pont-d'Artigues, chef-lieu de l'ordre de Saint-Jacques de la foi et de la paix en Gascogne fondé par l'évêque d'Auch. La tradition historique débattue par les chercheurs rapporte que l'évêché de Compostelle, puis l'ordre espagnol de Santiago, étaient à l'origine de la propriété du Pont-d'Artigues.

L'un des livres du *Codex Calixtinus* attribue la découverte du tombeau de saint Jacques à l'empereur Charlemagne à la suite d'une vision dans laquelle l'apôtre lui montre le chemin d'étoiles et lui demande d'aller délivrer le tombeau d'entre les mains des infidèles. Charlemagne devient ainsi le premier pèlerin et le premier croisé contre les Sarrasins en Espagne. C'est dans ses pas que les pèlerins sont invités à marcher. Un courant migratoire a accompagné la Reconquista en Espagne, les rois ont accordé des chartes de peuplement et les Francs sont allés peupler les territoires reconquis par les chrétiens. Il est à supposer que parmi eux se trouvaient des pèlerins qui s'implantèrent dans la péninsule.

Les sanctuaires bénéficiaient aussi de libéralités de la part des pouvoirs, favorisant leur prospérité, la construction d'églises plus somptueuses ou étendant leurs domaines. Les abbayes exercèrent une influence qui ne se limite pas à l'accueil des pèlerins auxquels elles appliquent leur obligation de charité prévue par les Règles. Ainsi, les sanctuaires de Cluny, Rocamadour ou Conques bénéficièrent de donations de la part des rois espagnols. Celle de Saint-Sever (Landes) rayonnait en Gascogne et jusqu'en Navarre par ses possessions. Dans l'autre sens, les rois Charles V ou Louis XI furent des évergètes de la cathédrale de Saint-Jacques de Compostelle avec d'autres seigneurs ou bourgeois français.

Enfin, un dernier aspect de cette dimension politique se situe dans l'actualité de la construction européenne de la fin du XXème siècle. Elle recourt au narratif d'une identité commune aux européens et mobilise des thématiques historiques fédératrices illustrées par des patrimoines communs.

C'est ainsi que le programme des Itinéraires culturels a été lancé par le Conseil de l'Europe en 1987. Son objectif est de démontrer, à travers le voyage dans l'espace et dans le temps, que le patrimoine des différents pays d'Europe et leurs cultures définissent un espace chargé de mémoire collective, parcouru de chemins surmontant les distances, les frontières et les incompréhensions ; ces patrimoines communs contribuent à la construction d'une identité européenne. Les Chemins de Compostelle ont été d'emblée mobilisés dans une Déclaration du 23 octobre 1987. L'apport du thème à la construction d'une identité européenne est ainsi défini :

« Pendant des siècles, les pèlerins ont pu découvrir de nouvelles traditions, de nouvelles langues et de nouveaux modes de vie et sont retournés chez eux avec une riche identité culturelle, phénomène rare à une époque où les voyages de longue distance exposaient le voyageur à de grands dangers. Les Itinéraires de Saint-Jacques servent donc de symbole, en reflétant près de mille ans de l'histoire européenne et en servant de modèle de coopération culturelle pour toute l'Europe. »

- **Une présence patrimoniale jacquaire dans l'environnement des composantes**

L'évocation de saint Jacques sous diverses formes dans les 78 composantes n'est que la face apparente d'un innombrable ensemble de ce que les érudits appellent le patrimoine jacquaire. Lors de la candidature, le chiffre de 800 éléments fut ainsi avancé parmi lesquels s'est opérée une sélection constituant désormais le bien inscrit.

De manière générale, ce patrimoine jacquaire comprend l'iconographie de saint Jacques et des jacquets, des toponymes, des hôpitaux ou des ponts à son enseigne, les traces matérielles ou immatérielles des circulations pèlerines, une confrérie, une croix, une relique ... subsistants ou à l'état de souvenir, documentés ou à documenter. Ces objets ne sont pas nécessairement reliés au pèlerinage ou à l'itinéraire du jacquet, mais ils témoignent de la présence jacquaire et de son expression patrimoniale dans un environnement plus ou moins immédiat des composantes. Ce type de patrimoine est recensé par les associations jacquaires de pèlerins ; il a parfois suscité une étude commandée par une collectivité (Pyrénées-Atlantiques, Lot) ; il ne fait l'objet d'aucune appréhension systématique ni de programmes publics et scientifiques de recensement, d'études et de publications assorties de projets de valorisation. Des initiatives privées demeurent dispersées ou incomplètes. Ce patrimoine est ou non protégé. Les relevés de ce type de patrimoine et plus généralement le



patrimoine des pèlerinages en général ont servi de base pour la définition des tracés des itinéraires. Une interprétation positiviste a en effet réduit les toponymes et l'iconographie consacrée à saint Jacques à la fonction de balises attestant l'historicité des itinéraires des jacquets. Toutefois, son étude, sa préservation et sa valorisation concourent au rayonnement culturel du bien inscrit. L'attention portée au bien inscrit est un levier potentiel pour engager des solidarités et inciter à des actions sur l'ensemble.

L'élaboration du présent plan de gestion a été l'occasion de solliciter les acteurs pour identifier dans la proximité de chaque composante inscrite les patrimoines liés aux dévotions, aux soins et aux franchissements et participant à enrichir l'interprétation de la composante inscrite. Ainsi par exemple, Bordeaux conserve une ancienne chapelle Saint-Jacques du XV<sup>ème</sup> siècle ; à Toulouse une fresque du XIII<sup>ème</sup> siècle représentant saint Jacques dans un enfeu dans sa fonction de passeur d'âmes ou une peinture murale du XIV<sup>ème</sup> siècle représentant le miracle du pendu dépendu ; un ancien hôpital des pèlerins à Sorde ou des souvenirs d'hôpitaux sous son vocable et disparus comme à Agen, Paris ou Amiens ; à l'entrée de Poitiers, un « pas de saint Jacques », une croix assez banale marque en réalité un culte à un étrange rocher qui porterait les empreintes du pied et du bâton de marche de Jacques le Majeur passé par là ; à Estaing la procession traditionnelle de saint Fleuret intègre des jacquets au moins depuis le XIX<sup>ème</sup> siècle ; les dédicaces à saint Jacques sont nombreuses dans le patrimoine moissagais ; le trésor de reliques conservé en l'église Saint-Jacques à Compiègne est le reliquat du riche trésor de l'abbaye Saint-Corneille fondée à l'époque carolingienne et anéantie à partir de la Révolution, ...

Arles et la Provence offrent un exemple significatif de l'importance de ce qui n'appartient pas à l'inscription mais qui la prolonge et l'enrichit. Arles ne se résume pas à l'église Saint-Honorat ou au cimetière des Alyscamps, indiqués dans le Livre V du *Codex Calixtinus* dès 1130. Il mentionne également le constat que les pèlerins visitent ou doivent visiter l'église Saint-Trophime, l'église Saint-Blaise et la chapelle Saint-Genest, tous liés aux vies et reliques des saints éponymes. Dans les environs, des saints contemporains de saint Jacques et amis proches du Christ ont débarqué selon la tradition au 1<sup>er</sup> siècle : on notera particulièrement Marie Salomé, mère de saint Jacques, vénérée aux Saintes-Maries-de-la-Mer et Marie Madeleine qui aurait terminé sa vie à la Sainte-Baume et ses reliques vénérées à Saint-Maximin. Cela a déterminé une puissante identité culturelle autour des pèlerinages régionaux de la Provence. De nos jours, ils sont des arguments dans l'aménagement d'itinéraires pédestres reliant Saint-Jacques-de-Compostelle à Rome à travers le sud de la France.

Enfin, de manière plus générale, si l'on considère l'évolution du patrimoine religieux en France, successivement affecté par les guerres de religion (XVI<sup>ème</sup> siècle), puis la Révolution française, il convient de noter que des trésors d'art religieux ou des collections de reliques ont été singulièrement amoindris. Les édifices mêmes ont été transformés, parfois en partie ruinés ou délestés des riches ornements, mobiliers, et trésors qu'ils offraient à la dévotion des paroissiens et des pèlerins. Des fêtes traditionnelles, des rites, des institutions pluriséculaires de charité, confréries et ordres religieux, ont en outre disparu par le fait de la sécularisation de la société. Le patrimoine subsistant est donc une relique du nombre, de l'étendue, de la variété des édifices, rites et institutions qui pouvaient encadrer le pèlerinage et la popularité de la dévotion à l'apôtre.

Le bien constitué en 1998 est par conséquent un témoin évocateur et relié à un ensemble matériel plus vaste -subsistant ou disparu - ainsi qu'à un univers mental de croyances, d'imaginaire et d'espérances dont il est difficilement détachable. Une bonne gestion implique de ce fait l'approfondissement des connaissances, le transfert de bonnes pratiques et, d'autant plus dans le cadre d'itinéraires, le tissage de solidarités et de coopérations entre ce qui est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial et ce qui ne l'est pas. La visée ultime étant de permettre aux hommes et femmes de notre époque de trouver inspiration et ressourcement dans cet héritage.

- **Perspective anthropologique**

On ne peut appréhender le fait compostellan nous dit l'anthropologue Alphonse Dupront sans prendre en compte la perspective anthropologique de la geste pèlerine : une marche vers l'ouest, conquête de la fin des terres, parcours initiatique à l'image du soleil qui vient mourir aux confins du monde occidental pour réapparaître à l'orient, le pèlerin se met donc en route pour accomplir une métamorphose.

« L'homme commence par les pieds » rappelle l'ethnologue Leroi-Gourhan. « Marcher met en action le désir de connaissance à travers le rythme cadencé du pas à pas, une technique respiratoire, un effort d'endurance physique, le passage sensible au milieu du paysage-monde ou de la ville-debout devant le regard flâneur » analyse l'historien Antoine de Baecque. Et la marche est devenue dans la re-création actuelle du pèlerinage le moyen privilégié par les néo-pèlerins. Mais souligne l'essayiste Gaële de la Brosse au sujet des voies jacquaires, « si on les compare aux autres sentiers de randonnée, on y trouvera « quelque chose » de plus, ou en tous cas de différent. « Une alchimie du temps sur l'âme » avance Jean-Christophe Ruffin. « Un passage, une traversée de vie » complète Jean-Claude Bourlès. Ainsi, l'ultime stade de cette métamorphose est de toute évidence spirituel. « Dans la trame du chemin, précise David Le Breton, il faut essayer de retrouver le fil de l'existence. « Au fil des pas, la marche devient démarche et le chemin cheminement. La succession des étapes, tendus vers un but, dévoile peu à peu au pèlerin le sens de son voyage terrestre – l'arrivée au finis terrae, image de son achèvement, incarnant une promesse de renaissance. »

Par cet usage de la marche et cette quête d'espérance, Compostelle appartient à un imaginaire collectif qui l'ancre comme un « chemin » unique. L'expérience individuelle puise dans son histoire collective portée par les traces, bâties ou non. Les contours d'un imaginaire de la marche et de la relation à l'environnement au sens le plus large se dégage du flot des paroles des cheminants. Le chemin est un support d'activité, un lieu d'apprentissage physique, voir une expérience de vie, un parcours initiatique synonyme de quête qui emporte la découverte de ce qu'il recèle (lieux, paysages, monuments, gens...). Mais, dans le cas spécifique du chemin de Compostelle, un imaginaire associe l'Histoire (un chemin authentique) et la spiritualité (le sacré).

Aux côtés des valeurs historiques, artistiques et architecturales, culturelles qui procèdent de la connaissance de l'histoire du pèlerinage et de ses patrimoines identifiés et étudiés par les chercheurs et qui sont consacrées par le Conseil de l'Europe et par l'UNESCO, cohabitent des valeurs spirituelles, humanistes, émotionnelles, qui procèdent de l'expérience vécue des cheminants d'aujourd'hui dans une infinité de nuances de comportements et de convictions. L'hospitalité en est l'expression la plus courante.

Cette dimension pèlerine vécue est exaltée, fabriquée, transmise par quelques 300 associations jacquaires dans le monde. Elles privilégient la dimension humaine dont elles se disent les gardiennes. Elles font vivre les principes d'hospitalité, de solidarité, d'écoute, de partage et d'entraide aux pèlerins, de liberté de soi reconquise face aux enfermements sociaux, d'égalité dans l'effort et d'effacement des différences qui fonde une fraternité le temps du périple. Son expression est largement répandue mais plus rare est la parole des habitants riverains du chemin, témoins du passage et dont la mesure de leur attachement ou détachement au phénomène jacquaire reste largement à appréhender par les chercheurs.

Le bien constitué des 78 éléments sélectionnés revêt un caractère symbolique : ils sont autant d'exemples emblématiques d'un ensemble plus vaste de patrimoines, d'itinéraires, de valeurs et de représentations. Les hôpitaux nous parlent d'hospitalité et de solidarité. Les lieux de culte ainsi que les croix ou les dispositifs d'exaltation des reliques – les ancêtres du concept de patrimoine – rappellent que le pèlerinage est un exercice spirituel et une manifestation de la foi. Les tympans sculptés ou le Beatus de Saint Sever exposent les visions du monde que voulaient transmettre leurs commanditaires. Les portes et les ponts relient et ouvrant sur l'inconnu, évoquent la nécessaire prise de risque. Les 7 sections de la Via Podiensis évoquent la variété des

paysages dans un parcours géographique mais aussi le rapport à la nature, à la terre-mère tout en matérialisant une invitation à l'itinérance, à la tolérance et au partage avec ceux que l'on y rencontre, habitants, accueillants ou cheminants de plus d'une centaine de nationalités. Enfin, le dolmen de Pech-Laglaire situé à proximité d'une croix ancienne, une vierge noire ou la présence des eaux dans la proximité des sanctuaires témoignent de la superposition des croyances et ils replacent ainsi très justement cet itinéraire sacré dans un continuum historique.

Le Bien revêt ainsi un caractère vivant, vécu qui le rend singulier. Le réseau d'itinéraires et de monuments représente selon l'expression de l'anthropologue Manoël Pénicaud « un immense réservoir de patrimoine immatériel accumulé sur plusieurs siècles... Il est capital de faire valoir la dimension humaine de ce pèlerinage, car ce dernier n'existe qu'à travers les hommes et les femmes qui l'effectuent. La protection et la conservation matérielle du bâti ne doivent en aucun cas entraver ni occulter le vécu de ces chemins, du côté des marcheurs comme des riverains. »

- **Perspective d'interprétation**

Le bien inscrit a été diversement appréhendé comme l'inscription du linéaire des quatre chemins, ou comme l'inscription de la seule voie du Puy-en-Velay, tant la notion de « chemin » et de déplacement à pied est prégnante de nos jours.

Le bien constitué a ouvert un débat récurrent sur les édifices dits « oubliés » mais, néanmoins, d'un grand intérêt pour comprendre les pèlerinages, les besoins des pèlerins ou la dévotion locale à saint Jacques. De surcroît c'est un bien matériel chargé d'une dimension immatérielle dont il appartient tant aux chercheurs qu'aux acteurs culturels et associatifs d'inventorier les éléments et de les restituer en les faisant vivre.

L'extension du bien inscrit n'est pas concevable à moyen terme, le préalable étant constitué par les approfondissements des enjeux de gestion d'un site du patrimoine mondial et par le développement de son identification.

Deux types de réponses sont apportées et les acteurs invités à s'en saisir dans une démarche partenariale.

D'une part, destiné au maillage des communes situées en amont et en aval des composantes inscrites et détentrices d'un patrimoine évocateur des pèlerinages, un ensemble d'actions sont proposées qui concourent à l'accompagnement de la montée en qualité de l'offre de services et de la mise en valeur. Ces propositions de valorisation des linéaires sont construites avec les collectivités territoriales volontaires et avec les comités de la randonnée d'une part et les associations des chemins de Compostelle : comité d'itinéraires, projets partagés dans le cadre des plans massifs, programme communes-haltes, opération 1000 mains pour le chemin... Elles confortent la gestion du bien lui-même.

D'autre part, sur les communes ayant des composantes inscrites, des opérations ont conduit à des équipements de qualité et à l'initiation de démarches vertueuses de coopération. Entre Nasbinals et Conques (Aveyron), englobant sept composantes, un projet a été déployé sur plus de 60 km pour la qualification de l'itinéraire et l'implantation d'une signalétique harmonisée dans le cadre d'un schéma global d'interprétation des paysages et patrimoines, des édifices inscrits ou non. Entre Soulac-sur-Mer (Gironde) et Rocamadour (Lot) par Bordeaux, La Sauve-Majeur (Gironde), Buisson de Cadouin et Saint-Avit-Sénieur (Dordogne), reliant ainsi neuf composantes, un sentier de randonnée appelé chemin d'Amador est en cours d'aménagement. Ce projet comprend un inventaire des légendes, des croyances populaires, des traditions hagiographiques, qui complète l'inventaire plus traditionnel des séquences paysagères et des patrimoines bâtis. Si l'on y trouve peu saint Jacques lui-même, en revanche, l'inventaire des traces des croyances formant une religion populaire qui a

partout sacralisé des lieux ou des personnages, fabriqué des saints ou des légendes répondant aux besoins d'une société paysanne et rurale en voie de disparition et d'oubli, permet de doter ce sentier d'évocation d'Amadour d'un riche matériau culturel, d'un récit singulier valorisant l'imaginaire et lui conférant une fonction de transmission auprès du public. En outre une collection de monographies sur les composantes est en développement. Des journées d'études sur les différentes formes de patrimoines sont envisagées par les composantes et le conseil scientifique.

Enfin, le bien matériel est inscrit au titre de la convention internationale sur le patrimoine culturel et naturel. Il comporte une dimension immatérielle irrefragable à laquelle une attention plus grande sera portée. Le bien ne compte par exemple qu'un seul édifice (église de Jézeau) représentant l'un des miracles les plus illustrés et populaires – celui du pendu dépendu – parmi les 34 sites identifiés en France qui conservent des représentations de plus ou moins grande ampleur.

En outre, saint Jacques appartient au calendrier. La Légende Dorée du dominicain Jacques de Voragine propose trois dates : le 25 mars fête de sa décollation, le 25 juillet, fête de son arrivée à Compostelle et le 30 décembre fête de son ensevelissement. Il a en conséquence suscité des fêtes religieuses (25 juillet). Ces fêtes étaient naturellement doublées d'une dimension profane, dont certaines subsistent. Les associations de pèlerins en ont fait un rendez-vous reconnu. Ces rendez-vous sont disséminés aussi bien hors des composantes du bien, mais ils constituent autant d'opportunités fédératrices de rencontre avec les publics et de médiation sur l'univers culturel, matériel et immatériel, de la pérégrination jacquaire et de sa dimension humaine et expérientielle.

Les enjeux de bonne gestion consistent donc d'une part dans la poursuite de l'identification et de l'étude de ces patrimoines, et, d'autre part, de doter les sentiers jacquaires contemporains d'une narration qui rende intelligible les paysages et les diverses formes de patrimoines qui les jalonnent, et en particulier le patrimoine religieux, jacquaire ou non.

Ces itinéraires sont en effet moins des reconstitutions au sens de l'exactitude des archéologues que des itinéraires d'évocation de l'itinérance jacquaire médiévale et de la pratique des pèlerinages. La mise en récit peut puiser dans toutes sortes de patrimoine au long des itinéraires : civils et religieux, paysages, contes et légendes, traditions vernaculaires locales, croyances populaires, le merveilleux lié au culte des saints, ou les patrimoines liés aux pèlerinages et dévotions locales. Cette narration enrichit l'expérience du marcheur, du pèlerin, et nourrit sa curiosité.

Cette approche revêt un intérêt tout particulier dans le contexte actuel de l'affaiblissement de la compréhension du langage symbolique chrétien lié à l'effondrement de la pratique religieuse et de la nécessité de transmettre les clés de compréhension de ces patrimoines marqueurs forts de l'espace durant près de deux millénaires.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1 / Généralités sur les pèlerinages

- BOUTRY Philippe, FABRE Pierre-Antoine, JULIA Dominique, *Rendre ses vœux : Les identités pèlerines dans l'Europe moderne, XVI<sup>ème</sup>-XVIII<sup>ème</sup> siècle*, Paris, Editions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2000
- BOZOKY Edina, *L'Imaginaire de la sainteté*, Paris, Éditions du Cerf, 2021.
- BOZOKY Edina (dir.), *Saints d'Aquitaine ; missionnaires et pèlerins du haut Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2010
- BROUQUET Sophie (dir.) *Sedes Sapientiae, Vierges noires, culte marial et pèlerinages en France méridionale*, Toulouse, Coll. Méridiennes, Presses Universitaires du Midi, 2016
- CAUCCI VON SAUCKEN Paolo (dir.), *Pèlerinages. Compostelle, Jérusalem, Rome*, Paris, Zodiaque / Desclée de Brouwer, collection Présence de l'Art, 1999
- CHÉLINI Jean, BRANTHOMME Henry, *Histoire des pèlerinages non chrétiens, entre magique et sacré : le Chemin des dieux*, Paris, Hachette, 1987
- CHÉLINI Jean, BRANTHOMME Henry, *Les Chemins de Dieu : Histoire des pèlerinages chrétiens des origines à nos jours*, Hachette, Paris, 1989
- CHÉLINI Jean, BRANTHOMME Henry, *Les pèlerinages dans le monde*, Paris, Hachette, 2004
- Chemins d'étoiles, Reliques et pèlerinages au Moyen-Age*, Catalogue de l'exposition, Musée de Saint-Antoine l'Abbaye, Editions Ouest France, Rennes, 2019
- CHEYNET Magali « La route des pèlerins : éléments bibliographiques », *Questes* [En ligne], 22 | 2011, mis en ligne le 01 janvier 2014. URL : <http://journals.openedition.org/questes/1465>
- Corps saints et reliques dans le Midi*, Actes des Rencontres de Fanjeaux, coll. Cahiers de Fanjeaux n° 53, Toulouse, Privat, 2017
- CRANSAC Francis, BOYER Régis (dir.), *Récits d'aventures sur les routes médiévales*, Coll. Cahier de Rencontres d'Aubrac n°5, Association À la Rencontre d'Écrivains, 2003
- DOR Juliette (dir.), *Femmes et pèlerinages. Women and pilgrimages*, Paris, L'Harmattan, 2007
- GALENT-FASSEUR Valérie, *L'épopée des pèlerins. Motifs eschatologiques et mutations de la chanson de geste*, Paris, Presse Universitaires de France, 1997.
- GEARY Patrick, *Le vol des reliques au Moyen-Âge*, Paris, Aubier, 1999
- GIRAULT, Marcel, GIRAULT, Pierre-Gilles, *Visages de pèlerins au Moyen Âge : les pèlerinages européens dans l'art et l'épopée*, Saint-Léger-Vauban, Zodiaque « Visages du Moyen Âge » 3, 2001.
- GRÉVY Jérôme (dir.), *Politiques du pèlerinage du XVIIe s. à nos jours*, Actes du colloque organisé par l'Université de Poitiers (10 et 11 mai 2012), Rennes, PUR, 2014
- Hagiographie et culte des saints en France méridionale (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, Actes des Rencontres de Fanjeaux, coll. Cahiers de Fanjeaux n°37, Toulouse, Privat, 2002
- HERBERS Klaus, LEHNER Hans-Christian (dir.), *Unterwegs im Namen der Religion II. Wege und Ziele in vergleichender Perspektive – das mittelalterliche Europa und Asien / On the Road in the Name of Religion II: Ways and Destinations in comparative Perspective – Medieval Europe and Asia*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2016 [articles en allemand, anglais, espagnol et français]
- HERVIEU-LÉGER Danièle, *Le pèlerin et le converti : la religion en mouvement*, Paris, Flammarion, Coll. Essais, 1999
- HUYN Michel (dir.), *Voyager au Moyen âge*, catalogue de l'exposition, Musée National du Moyen-Age, octobre 2014 – février 2015, Paris, RMN, 2014
- JACOMET Humbert, « Pèlerins du Moyen Age et pèlerins d'aujourd'hui : Raison et déraison du pèlerinage », *Communio, Revue catholique internationale [Le pèlerinage]*, 132 [t. XXII-4] (Juillet-août 1997), p. 103-120
- JACOMET Humbert, *Croix rurales et chemins de pèlerinage dans l'ancien diocèse de Chartres : Croix de Saint-*

Jacques, *Croix aux Pèlerins, Croix de la Montjoie*, Chartres, Société archéologique d'Eure-et-Loir, 1998

JULIA Dominique, *Le voyage aux saints, les pèlerinages dans l'Occident moderne (XV<sup>e</sup> – XVIII<sup>e</sup> siècle)*, EHESS, Gallimard, Seuil, coll. Hautes études, 2016

JULIA Dominique, BOUTRY Philippe, *Pèlerinages et pèlerins dans l'Europe moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Rome, École Française de Rome, 2000

LABANDE Edmond René, *Pauper et peregrinus. Problèmes, comportements, mentalités du pèlerin chrétien*, Turnhout, Brépols – CESC, 2004

LA BROSSE Gaële de, *Eloge du pèlerinage*, Salvator, Paris, 2021

*Le pèlerinage*, Cahiers de Fanjeaux n° 15, Toulouse, Édouard Privat, 1980.

*L'Image du pèlerin au Moyen-Âge et sous l'Ancien Régime*, Actes du colloque de Rocamadour, éd. par P. A. Sigal, Gramat, Association des Amis de Rocamadour, 1994

LIVET Georges, *Histoire des routes et des transports en Europe. Des Chemins de Saint-Jacques à l'âge d'or des diligences*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004

LE DESCHAULT DE MONREDON TERENCE (dir.), *Pèlerinages : origine, succès et avenir*, Actes du colloque de Cahors (7-8 juin 2018), Cahors, Éditions du patrimoine de la Ville de Cahors, 2019

LE GOFF Jacques, *À la recherche du temps sacré, Jacques de Voragine et la Légende dorée*, Paris, Perrin, Coll. Pour l'histoire, 2011

OURSEL Raymond, *Les Pèlerins du Moyen Âge : les hommes, les chemins, les sanctuaires*, Paris, Fayard, Coll. Résurrection du passé, 1963

*Pèlerinage de l'Antiquité à nos jours, Le*, Actes du 130<sup>e</sup> Congrès National des Sociétés Historiques et Scientifiques, La Rochelle, 2005, éd. par André Vauchez, Paris, Éditions du CTHS, 2012

*Pèlerinages, échanges, cultures*, Actes du 74<sup>ème</sup> Congrès de la fédération des Sociétés savantes du Centre de la France 25-27 mai 2018, *Bulletin de Connaissance et sauvegarde de Saint-Léonard*, 74, Saint-Léonard de Noblat, 2019

*Pèlerinages à travers l'art et la société à l'époque préromane et romane, Les*, Les Cahiers de Saint-Michel de Cuxa, 2000.

*Pèlerinages et croisades*, Actes du 118<sup>ème</sup> congrès National des Sociétés Historiques et Scientifiques, Pau 1993, éd. par Léon Pressouyre, Paris, CTHS, 1995

PAZOS, Antón M., (dir.), *Pilgrims and Politics. Rediscovering the power of the pilgrimage*, Farnham-Burlington, Ashgate, 2012 [en anglais]

REMENSNYDER Amy, *Remembering Kings past, monastic foundation legends in southern France*, Cornell university, 1995 [en anglais]

ROSZAK Piotr (dir.), « Sacred Space, Time and New Secular Pilgrimages », n° spécial de *International Journal of Religious Tourism and Pilgrimage*, Vol. 7, Iss. 5 (2019), <https://arrow.dit.ie/ijrtp/vol7/iss5/> [articles en anglais]

SIGAL Pierre-André, *Les Marcheurs de Dieu. Pèlerinages et pèlerins au Moyen Âge*, Paris, A. Colin, coll. U Prisme 39, 1974.

TOLLET Daniel (dir.), *Études sur les Terres saintes et pèlerinages dans les religions monothéistes*, Paris, Honoré Champion, 2012.

*Trésors et routes de pèlerinage dans l'Europe médiévale*, Catalogue d'exposition, Conques, Centre européen d'art et de civilisation médiévale, 1994

VAN HEERWARDEN Jan, SHAFFER Wendie, GARDNER Donald, *Between Saint James and Erasmus. Studies in Late-Medieval Religious Life : Devotion and Pilgrimage in the Netherlands*, Leiden, Brill, 2003 [en anglais]

VINCENT Catherine (dir.), *Identités pèlerines*, Actes du colloque de Rouen (15 -16 mai 2002), Rouen, Presses Universitaires de Rouen, 2004

VINCENT Catherine, *Cathédrale et pèlerinage*, Louvain, Bibliothèque de la Revue d'histoire ecclésiastique, Fascicule 92, 2010

VINCENT Catherine, *Les confréries médiévales dans le royaume de France, XIII<sup>e</sup> – XV<sup>e</sup> siècle*, Paris, Albin Michel, 1994

## 2 / Le pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle

### **Le Codex Calixtinus**

- ASENSIO Juan Carlos (dir.), *El Codex Calixtinus en la Europa del siglo XII. Música, arte, codicología y liturgia* (Simposium, León, 15-17 de julio 2010), León, INAEM (Instituto Nacional de Artes Escénicas y de la Música). 2011 [articles en espagnol et italien]
- BERARDI Vicenza Maria, *Il Codice Callistino*, Perugia, Edizioni compostellane (Studi e testi, 3), 2008 [traduction italienne du *Codex Calixtinus*]
- CAUCCI VON SAUCKEN Paolo (éd.), *Guida del pellegrino di Santiago. Libro quinto del Codex Calixtinus, secolo XII*, Milan, Jaca Book, 1989, 2<sup>e</sup> éd. 2010 [traduction italienne du Livre V du *Codex Calixtinus*]
- CAUCCI VON SAUCKEN, Paolo (éd.), "Visitandum est" *santos y cultos en el Codex Calixtinus*, Actes du VII<sup>e</sup> Congrès International de Estudios Jacobeos, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2005 [Articles scientifiques en espagnol sur les saints mentionnés dans le *Codex Calixtinus*]
- COFFEY Thomas F., DAVIDSON Linda Kay, DUNN Maryjane, *The Miracles of Saint James*, New York, Italica Press, 1996 [traduction anglaise du Livre II du *Codex Calixtinus*]
- DIAZ Y DIAZ Manuel C., *El Codice Calixtino de la Catedral de Santiago. Estudio codicológico y de contenido*, Santiago de Compostela, Centro de Estudios Jacobeos, 1988 [en espagnol, étude codicologique et paléographique du manuscrit compostellan du *Codex Calixtinus*, sa date et sa composition]
- GICQUEL Bernard, *La légende de Compostelle*, Tallandier, Paris, 2003, [traduction française du *Codex Calixtinus*. Avec une introduction dépassée]
- HERBERS Klaus, SANTOS NOIA Manuel, *Liber Sancti Iacobi - Codex Calixtinus*, Xacobeo, Santiago de Compostela, 1998 [édition de l'original, en latin]
- HERBERS Klaus (éd.), *El Pseudo-Turpín : Lazo entre el culto jacobeo y el culto de Carlomagno*, Actes du VI<sup>e</sup> Congrès International de Estudios Jacobeos, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2003 [articles scientifiques en espagnol sur le IV<sup>ème</sup> Livre du *Codex Calixtinus*]
- JACOMET Humbert, « Un miracle de Saint Jacques : le pendu dépendu », *Archéologia*, n° 278 (Avril 1992), p. 36-47
- MORALEJO Abelardo, TORRES Casimiro, FEO Julio, *Liber Sancti Iacobi - Codex Calixtinus*, 2<sup>e</sup> éd. Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2014 [traduction espagnole, avec notes, du *Codex Calixtinus*]
- PICCAT Marco, RAMELLO Laura (dir.), *L'Historia Turpini in Europa: ricerche e prospettive*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2019 [articles en français et en italien sur le Livre IV du *Codex Calixtinus*]
- RECORD Michel, *Le guide du pèlerin à Saint-Jacques*, Editions Sud-Ouest, 2006. Nouvelle traduction commentée du Livre V du *Codex Calixtinus* (1130)
- RUCQUOI Adeline, "Charlemagne à Compostelle", *Compostelle*, 17 (2014), p. 5-25 [sur la postérité du Livre IV du *Codex Calixtinus*]
- STONES Alison, KROCHALIS Jeanne, SHAVER-CRANDELL Annie, *The Pilgrim's Guide: a critical edition*, 2 t., London, Miller, 1998 [traduction anglaise du Livre V du *Codex Calixtinus*]
- VIELLIARD Jeanne, *Le guide du pèlerin de Saint-Jacques de Compostelle*, 5<sup>e</sup> édition, Paris, Vrin, 1990, [traduction française du Livre V du *Codex Calixtinus*]
- WILLIAMS John, STONES Alison (dir.), *The Codex Calixtinus and the Shrine of St. James*, 2<sup>e</sup> éd. Tübingen, Gunter Narr Verlag, 1992.

### **Récits de pèlerins**

- ALMAZÁN, Vicente, « El viaje a Galicia del caballero Arnaldo von Harff en 1498 », *Compostellanum*, 33

- (1988), p. 363-384 [en espagnol].
- BARRET Pierre, GURGAND Jean-Noël, *Priez pour nous à Compostelle*, Hachette, 1978 [un classique qui mêle témoignages et histoire]
- BERNÈS Georges, *Carnet de route d'un pionnier. Mon pèlerinage à Compostelle en 1961*, Paris, Pierre Téqui éditeur, 2011 [le récit d'un prêtre et pionnier et auteur du premier guide pratique en 1970]
- BOURLÈS Jean-Claude (éd.), *Guillaume Manier. Un paysan picard à Saint-Jacques de Compostelle (1726-1727)*, Coll. Petite Bibliothèque, Payot, 2002
- CAUCCI VON SAUCKEN Paolo (dir.), *I testi italiani del viaggio e pellegrinaggio a Santiago de Compostela e Diorama sulla Galizia*, Perugia, 1983 [en italien, articles sur les récits de pèlerinage écrits par des Italiens]
- DANSETTE Béatrice, NIELEN Marie-Adélaïde (éd.), *Le récit des voyages et pèlerinages de Jean de Tournai, 1488-1489*, Paris, CNRS, 2017 [le pèlerinage à Compostelle se trouve p. 299-342]
- ESCUDIER Denis (éd.), *Voyage d'Eustache Delafosse sur la côte de Guinée, au Portugal et en Espagne (1479-1481)*, Paris, Éditions Chandeigne (Collection Magellane), 1992.
- HERBERS Klaus, PLÖTZ Robert, *Nach Santiago zogen sie. Berichte von Pilgerfahrten ans « Ende der Welt »*, München, 1996 ; trad. espagnole : *Caminaron a Santiago. Relatos de peregrinaciones al fin del mundo*, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 1998 [en allemand ou en espagnol, récits et extraits de récits de pèlerins allemands à Saint-Jacques]
- HERBERS Klaus, PLÖTZ Robert, *Die Straß zu Sankt Jakob: Der älteste deutsche Pilgerführer nach Santiago de Compostela*, Jan Thorbecke Verlag, 2004 [en allemand, édition du Guide d'Hermann König von Vach, 1495]
- HERBERS, Klaus (éd.), *Hieronymus Münzer. Itinerarium*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 2020 [édition de l'original, en latin, du voyage de Jérôme Münzer]
- MABILLE DE PONCHEVILLE André, *Le Chemin de Saint Jacques*, Bloud & Gay, 1930 [récit d'un pèlerinage effectué en 1926]
- MAGDINIER Louis (éd.), *Le livre de Margerie Kempe*, Paris, Le Cerf, 1989 [traduction française du voyage de l'Anglaise Margery Kempe en 1417]
- MÜNZER Jérôme, *Voyage en Espagne et au Portugal (1494-1495)*, éd. par Michel Tarayre, Paris, Les Belles Lettres, 2006 [traduction française d'une partie du pèlerinage d'un médecin de Nuremberg]
- PALADILHE Dominique, *Carnet de route d'un étudiant. À pied vers Compostelle*, Paris-Genève, La Palatine, 1956 [récit d'un pèlerinage à pied en 1949]
- ROQUE Henri, *L'homme à cheval sur les chemins de Compostelle (1963)*, éd. par Denise Péricard-Méa, Forcalquier, C'est-à-dire éd., 2013
- RUCQUOI Adeline, MICHAUD-FRÉJAVILLE Françoise, PICONE Philippe (éd.), *Le voyage à Compostelle du X<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Robert Laffont Coll. Bouquins, 2018 [Soixante-dix récits de pèlerins et guides anciens publiés en français moderne]
- TAÍN GUZMÁN Miguel, *A Medici Pilgrimage. The Devotional Journey of Cosimo III to Santiago de Compostela (1669)*, Turnhout, Brepols, 2018 [en anglais]

### Études sur l'histoire du pèlerinage compostellan

- ALMAZÁN, Vicente, « Saint Jacques en Alsace », *Saint Jacques et la France*, Paris, Le Cerf, 2003, p. 25-37.
- ALMAZÁN, Vicente (dir.), *Actas del II Congreso Internacional de Estudios Jacobeos : Las Rutas Atlánticas de Peregrinación a Santiago de Compostela (Ferrol, 1996)*, 2 vol., Xunta de Galicia, 1998 [articles en espagnol, anglais, portugais, français, italien et galicien. Numérisé]
- ARRIBAS Pablo, *Coquins, gueux, catins... sur le chemin de Saint-Jacques*, Pau, Cairn, 2009 [ouvrage sans notes et donc difficile à vérifier]
- BARRAL I ALTET Xavier, *Compostelle, le grand chemin*, Paris, Gallimard, 1993
- BARREIRO RIVAS José Luis, *La función política de los Caminos de peregrinación en la Europa medieval. Estudio del Camino de Santiago*, Madrid, Editorial Tecnos, 1997 [en espagnol]



- BIANCO Rossana, *La conchiglia e il bordone. I viaggi di San Giacomo nella Puglia medievale*, Perugia, Edizioni Compostellane, 2017
- Camí de Sant Jaume i Catalunya, El*, Actes du Congrès International de Barcelone, Cervera et Lérida, Montserrat, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 2007 [articles en catalan, espagnol, italien et galicien]
- Camino de Santiago y la articulación del espacio hispánico, El*, XX Semana de Estudios Medievales, Estella 93, Pamplona, Gobierno de Navarra, 1994 [articles en espagnol]
- CAUCCI VON SAUCKEN Paolo (dir.), *Santiago e l'Italia*, Edizioni Compostellane, Perugia, 2005
- Compostelle et l'Europe. L'histoire de Diego Gelmírez*, Milan - Santiago de Compostela, Skira - Xunta de Galicia, 2010 [publié à l'occasion de l'exposition du même nom, présentée à Paris, Rome et Compostelle, sous la direction de Manuel Castiñeiras]
- CUNNINGHAM Bernadette, *Medieval Irish pilgrims to Santiago de Compostela*, Dublin, Four Courts press, 2018
- CUOZZO Letizia, *Il pellegrinaggio a Santiago di Compostella*, Roma, Città del Vaticano, 2004 [en italien. Préface du cardinal Paul Poupard]
- De peregrinatione, Studi in onore di Paolo Caucci von Saucken (Perugia, 27-29 Maggio 2016)*, a cura di Giuseppe Arlotta, CSIC-Edizioni Compostellane, Perugia-Pomigliano d'Arco, 2016 [articles en diverses langues]
- DUNN Maryjane, DAVIDSON Linda K. (dir.), *The pilgrimage to Compostela in the Middle Ages*, New York-London, Routledge, 2000 [en anglais, recueil d'articles]
- DUPRONT Alphonse (dir.), *Saint-Jacques de Compostelle, la quête du sacré*, Brépols, 1985
- ETCHEVERY Maritxu, *Approche exploratoire du patrimoine jacquaire*, Expression des attributs caractérisant le bien en série « Les chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France » Section n° 7 Arrou / Ostabat, rapport d'études pour la Communauté d'agglomération du pays basque, 2022, [non publié, 109 p.]
- FRAY Sébastien, *Esquisse d'une histoire du pèlerinage marial au Puy, des origines au XVIIe siècle*, Bulletin historique de la société académique du Puy-en-Velay et de la Haute-Loire, t. 96, 2021, p. 3-48
- GALENT-FASSEUR Valérie, *L'épopée des pèlerins*, Paris, PUF, 1997
- HERBERS Klaus, *Papado, peregrinos y culto jacobeo en España y Europa durante la Edad Media*, Granada, Universidad de Granada, 2017 [en espagnol, recueil d'articles]
- HERWAARDEN Jan van, *Between Saint James and Erasmus. Studies in late-medieval religious life: Devotion and pilgrimage in the Netherlands*, Leiden, 2003 [en anglais]
- HUCHET Patrick, *Mille ans vers Compostelle. L'aventure des pèlerins sur les chemins de Saint-Jacques*, Rennes, Editions Ouest-France, 2012
- JACOMET Humbert, « Paris : Présence de saint Jacques. La Confrérie des Pèlerins » [titre original : « Paris : miroir de Saint-Jacques »], *Archéologia*, n° 289 (Avril 1993), p. 26-39
- JACOMET Humbert, « Pierre Plumé, Gilles Mureau, Jehan Piedefer, chanoines de Chartres, pèlerins de Terre Sainte et de Galice, 1483-1484, 1517-1518 », *Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*, n° 48, 49, 50 (2<sup>e</sup>, et 3<sup>e</sup> trimestres 1996), p. 1-32, 1-33, 1-34
- JACOMET Humbert, « Notes sur les pèlerinages maritimes à Saint-Jacques de Compostelle (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles) : Hypothèses et réalités [première partie] 1337-1453 : Épisodes de la Guerre de Cent Ans », *Compostelle*, 6 (2003), p. 21-56
- JACOMET Humbert, « Notes sur les pèlerinages maritimes à Saint-Jacques de Compostelle (XIV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles) : Hypothèses et réalités [seconde partie] », *Compostelle*, 7 (2004), p. 39-77
- JACOMET Humbert, « La fondation de la chapelle du roi de France à la cathédrale de Saint-Jacques de Compostelle par Charles V de Valois et la mission de Mathieu de Fresnes (février 1372) », *Bulletin de la Société Nationale des Antiquaires de France 2006*, 2012, p. 45-59.
- JUHEL Vincent (dir.), *Pèlerins sur les Chemins de Compostelle et du Mont*, actes des 8<sup>e</sup> Rencontres historiques des Chemins du Mont-Saint-Michel, Avranches, 8 mai 2018, Évrecy, *Les Chemins du Mont-Saint-Michel*, 2020
- LÓPEZ FERREIRO Antonio, *Historia de la Santa Apostólica Metropolitana Iglesia de Santiago de Compostela*,

11 volumes, Santiago de Compostela, 1898-1909 [en espagnol et en latin, l'histoire de l'Église compostellane du VIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, avec toute la documentation en annexe. Numérisée]

LÓPEZ MARTÍNEZ-MORÁS Santiago, MELÉNDEZ CABO, Marina, PÉREZ BARCALA Gerardo (dir. ), *Identidad europea e intercambios culturales en el Camino de Santiago (siglos XI-XV)*, Santiago de Compostela, Universidade de Santiago de Compostela, 2013 [articles en espagnol, italien, français et galicien]

MARTÍNEZ RUIZ Enrique, PAZZIS PI CORRALES Magdalena de, *Scandinavia, Saint Birgitta and the Pilgrimage Route to Santiago de Compostela - El mundo escandinavo, Santa Brígida y el Camino de Santiago*, Santiago de Compostela, Universidade, 2002 [édition en anglais et en espagnol]

PASSINI Jean, *Les chemins de Saint-Jacques - Itinéraires et lieux habités*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1993 [étude archéologique et historique de référence sur la formation du *Camino Francés*]

PAZOS Antón M. (éd.), *La renovación de las peregrinaciones a Santiago de Compostela en el siglo XIX: entre tradición y modernidad*, Santiago de Compostela, 2017 [en espagnol]

PAZOS Anton (dir.), *Translating the relics of St. James: from Jerusalem to Compostela*, London: Routledge, Taylor & Francis Group, 2017 [en anglais]

PAZOS Antón M., *Las reliquias de Santiago. Documentos fundamentales de la 'reinvención' de 1879*, Santiago de Compostela, 2021 [en espagnol et latin. Publication de la documentation relative aux fouilles de 1879, à la découverte des reliques et à leur authentification par le pape Léon XIII en 1884]

PERICARD-MEA Denise, *Compostelle et les cultes de Saint-Jacques au Moyen Age*, PUF, Paris, 2000

PLÖTZ Robert (dir.), *Europäische Wege der Santiago-Pilgerfahrt*, Tübingen, 1990 [en allemand]

RODRÍGUEZ Manuel F., *Los Años Santos Compostelanos del siglo XX. Crónica de un renacimiento*, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2004 [en espagnol, évolution des années jubilaires compostellanes au cours du XX<sup>e</sup> siècle]

RUCQUOI Adeline (dir.) *Berenguel de Landoria*, XI Congreso Internacional de Estudios Jacobeos, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2021

RUCQUOI Adeline (dir.), *Saint Jacques et la France*, Paris, Le Cerf, 2003

RUCQUOI Adeline, « Clavijo : saint Jacques matamore ? », *Compostelle*, 10 (2007), p. 48-58. [sur la signification du "matamore"]

RUCQUOI Adeline, « Cluny, el Camino Francés y la Reforma Gregoriana », *Medievalismo*, 20 (2010), p. 97-122 [en espagnol. Numérisé]

RUCQUOI Adeline, « Est-on pardonné à Saint-Jacques de Compostelle ? », *Le grand pardon de Chaumont et les pardons dans la vie religieuse. XIV<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, éd. par Patrick Corbet, François Petrazoller & Vincent Tabbagh, Chaumont, Le Pythagore, 2011, p. 79-94 [article sur l'origine des Années Saintes Compostellanes]

RUCQUOI Adeline, « Diego Gelmírez : Un archevêque de Compostelle « pro-français » ? », *Ad Limina*, 2 (2011), 161-181

RUCQUOI Adeline, *Mille fois à Compostelle. Pèlerins du Moyen Âge*, Paris, Les Belles Lettres, 2014

RUCQUOI, Adeline (dir.), *Maria y Iacobus en los Caminos Jacobeos: IX Congreso Internacional de Estudios Jacobeos, (Santiago de Compostela - 21-24 de octubre 2015)*, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2017.

RUCQUOI Adeline, "Saint-Jacques de Compostelle sur les rives de la mer Ténébreuse", *The Holy Portolano. The Sacred Geography of Navigation in the Middle Ages*, éd. par Michele Bacci & Martin Rohde, Berlin-Munich-Boston, Walter de Gruyter, 2014, p. 307-325 [article sur les pèlerinages maritimes]

*Santiago de Compostela. 1000 ans de pèlerinage européen*, Europalia 85 España, Gand, Crédit Communal, 1985 [ouvrage indispensable sur la dimension européenne du pèlerinage]

SANTIAGO-OTERO Horacio (dir.), *El Camino de Santiago. La hospitalidad monástica y las peregrinaciones*, Salamanca, Junta de Castilla y León, 1992 [articles en espagnol]

STORRS Constance Mary, *Jacobean Pilgrims from England to St. James of Compostela. From the Early Twelfth to the Late Fifteenth Century*, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 1994, rééd., Londres, 1998 [en anglais]

*Toulouse sur les Chemins de Saint-Jacques. De saint Saturnin au Tour des Corps Saints (V<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*,

Toulouse – Milan, Skira/Seuil, 1999

VALLET Sophie, « La coquille du pèlerin dans les sépultures médiévales du sud-ouest de la France : nouveaux résultats et perspectives de recherches », *Archéologie du Midi Médiéval*, 26 (2008), pp. 238-247

VANTAGGIATO Lorenza, *Pellegrinaggi giudiziari. Dalla Fiandra a San Nicola di Bari, a Santiago di Compostella e ad altri santuari (secc. XIV-XV)*, Perugia, Edizioni Compostellane, 2010 [en italien, sur les pèlerinages judiciaires]

VÁZQUEZ DE PARGA Luis, LACARRA José María, URÍA RÍU Juan, *Las peregrinaciones a Santiago de Compostela*, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Madrid, 1949 ; réédition : Gobierno de Navarra, 3 vol., 1998 [Ouvrage fondamental pour la connaissance de l'histoire du pèlerinage. En espagnol avec des Annexes en latin]

## Histoire de l'art et de l'architecture

BRUNA Denis, *Enseignes de pèlerinages et enseignes profanes*, Paris, Musée national du Moyen Âge - Thermes de Cluny, RMN, 1996.

BRUNA Denis, *Enseignes de plomb et autres menues choses du Moyen Âge*, Paris, Le Léopard d'Or, 2006.

CASSAGNE-BROUQUET Sophie, « La chapelle sur le pont », *Siècles* [En ligne], 25 | 2007, mis en ligne le 22 janvier 2014. URL : <http://siecles.revues.org/137>

CASTIÑEIRAS GONZÁLEZ Manuel, *El Pórtico de la Gloria*, Madrid, Editorial San Pablo, 1999

CASTIÑEIRAS GONZÁLEZ Manuel, *A vieira en Compostela, a insignia da peregrinación xacobeá*, Santiago de Compostela, 2007

CASTIÑEIRAS GONZÁLEZ Manuel (dir.), *Compostelle et l'Europe. L'histoire de Diego Gelmírez*, catalogue d'exposition (Paris, Rome, Compostelle), Skira/Xunta de Galicia, 2010

CASTIÑEIRAS GONZÁLEZ Manuel, *El Camí de Peregrinació a Santiago i el culte a la Mare de Déu en el Romànic*, Besalú, 2013 (publicación dixital: *Síntesi. Quaderns dels Seminaris de Besalú*, 1, 2013, pp. 1-125)

CASTIÑEIRAS GONZÁLEZ Manuel, CAMPS Jordi, McNEILL John, PLANT Richard (dir.) *Romanesque Patrons and Processes. Design and Instrumentality in the Art and Architecture of Romanesque Europe*, New York, Routledge, 2018.

*Catalogues des Expositions organisées à Compostelle par le Xacobeo* [Numérisées < [www.caminodesantiago.gal/gl/conecemento-e-investigacion/bibliografia-xacobeá](http://www.caminodesantiago.gal/gl/conecemento-e-investigacion/bibliografia-xacobeá) >]

CAZES Quitterie, FRAISSE Chantal, *Le cloître et le portail de Moissac*, Bordeaux, Sud-Ouest, 2022

DAVIES Paul, HOWARD Deborah, PULLAN Wendy (dir.), *Architecture and Pilgrimage, 1000-1500: Southern Europe and Beyond*, Burlington, VT, Ashgate, 2013.

DURLIAT Marcel, *La sculpture romane de la route de Saint-Jacques. De Conques à Compostelle*, Mont-de-Marsan, CEHAG, 1990

FRECHURET Maurice et al., *Les figures de la marche, un siècle d'arpenteurs*, catalogue d'exposition, Musée Picasso, Antibes, du 1er juillet 2000 au 14 janvier 2001, Paris, RMN, 2000

GENSBEITEL Christian (dir.), *Charente-Maritime Monastères en Saintonge, 177<sup>ème</sup> congrès archéologique de France*, 2018, Société française d'archéologie, Picard Editions, 2020

HARTMANN-VIRNICH Andreas (sous la dir.), *De Saint-Gilles à Saint-Jacques*, Editions Marion Charlet et Ville de Saint-Gilles, 202

JACOMET Humbert, « Le bourdon, la besace, et la coquille », *Archéologia*, n° 258 (Juin 1990), p. 42-51

JACOMET Humbert, « Regard sur le culte et l'iconographie de saint Jacques [en Alsace] », *Le Saint Jacques de Guebenschwihr, une sculpture bâloise du début du XVI<sup>e</sup> siècle*, Colmar, Musée d'Unterlinden, 1993, p. 32-61

JACOMET Humbert, « L'apôtre au manteau constellé de coquilles : Iconographie de saint Jacques à la cathédrale de Chartres », *Monde médiéval et société chartraine*, éd. par Jean-Robert Armogathe, Paris, Picard, 1997, p. 165-236

JACOMET Humbert, « Épitaphes et ex-voto de pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle : Essai d'interprétation », *Pellegrinaggio ieri e oggi*, éd. par A. Salvatori, Stresa, Edizioni rosminiane, 2000 (Biblioteca

del Centro Internazionale di Studi Rosmaniani. n°8), p. 87-129

JACOMET Humbert, « La imagen de Santiago a través de la plegaria de la Iglesia, de sus milagros y de sus apariciones », *Luces de Peregrinación*, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2003, p. 393-437

JACOMET Humbert, « "Vovere in pera et baculo". Le pèlerin et ses attributs aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles », *Pellegrinaggi e Santuari di San Michele nell'Occidente Medievale*, éd. par G. Casiraghi, G. Sergi, Bari, Edipuglia, 2007 (Biblioteca Michaelica, n° 2), p. 477-543.

JACOMET Humbert, « À propos de l'image équestre et combattante de saint Jacques : Le haut-relief de São Tiago do Cacém (XIV<sup>e</sup> siècle) », *Compostelle*, 13 (2010), p. 49-67

LACOSTE Jacques, *Les maîtres de la sculpture romane dans l'Espagne du pèlerinage à Compostelle*, Bordeaux, Editions du Sud-Ouest, 2006.

*La Romieu, Le chemin de Saint-Jacques*, Actes de la septième journée de l'Archéologie et de l'Histoire de l'Art à La Romieu (2018), 38, Auch, Société Archéologique, Historique, Littéraire et Scientifique du Gers, 2019

MESQUI Jean, *Chemins et ponts, liens entre les hommes*, Paris, Éd. Desclée de Brouwer-Rempart, Paris, 1994.

NÚÑEZ RODRÍGUEZ Manuel (dir.), *Santiago, la catedral y la memoria del arte*, Santiago de Compostela, Consorcio de Santiago, 2000 [en espagnol]

NÚÑEZ RODRÍGUEZ Manuel, *A la búsqueda de la memoria. Los tres pórticos mayores de la Basílica de Gelmírez*, Santiago de Compostela, Consorcio de Santiago, 2011 [en espagnol]

*Patrimonio artístico de Galicia y otros estudios. Homenaje al Prof. Dr. Serafín Moralejo Álvarez*, éd. par Angela Franco Mata, 3 volumes, Santiago de Compostela, Xunta de Galicia, 2004 [recueil des articles de Serafín Moralejo, l'un des meilleurs connaisseurs de l'art roman à Compostelle et sur le Chemin de Saint-Jacques (vols. 1 et 2) et articles écrits en son honneur (vol. 3) ; en espagnol, français, anglais, italien et allemand]

PICONE Philippe, *Musiques et culte de Saint Jacques-le-Majeur dans l'Europe baroque : Espagne - France - Italie 1563~1746*, thèse sous la direction de Catherine Massip, EHESS, 2012 [non publiée]

PICONE Philippe, « Una fuente jacobea de gran interés : el libro de la cofradía francesa de peregrinos de Santiago de Lyon (1719) », *Peregrino, ruta y meta en las peregrinaciones maiores, (Actas del VIII Congreso de Estudios Jacobeos)*, Santiago de Compostela, 2012, p. 127-135 [article en espagnol].

PICONE Philippe, « Un remarquable foyer musical de l'époque baroque : la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie de Paris », *Ad Limina, Revista de Investigación del Camino de Santiago y las Peregrinaciones*, 4 (2013), p. 233-248.

PICONE Philippe, « Mens sancta in corpore sancto : la musique dans les hôpitaux Saint-Jacques aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Contribution à l'histoire des fondations hospitalières d'Ancien Régime en France à l'époque baroque », *Compostelle, Cahiers du Centre d'Études, de Recherches et d'Histoire Compostellanes*, 19 (2016), p. 79-92.

PORTER Arthur Kingsley, *Romanesque Sculpture of the Pilgrimage Roads*, 10 volumes, Boston, M. Jones, 1923 [ouvrage classique sur le thème, chaque volume est dédié à une région de France, d'Italie ou d'Espagne ; en anglais]

PRACHE Anne, PLAGNIEUX Philippe, REVEYRON Nicolas, JOHNSON Danielle V., *Initiation à l'art roman : architecture et sculpture*, Paris, Zodiaque / Desclée de Brouwer, 2002

RIVIALE Laurence, « Les verrières du XVI<sup>e</sup> siècle consacrées à la légende du "Pendù-Dépendu" : nouvelles informations iconographiques », *Histoire de l'Art*, n° 40-41, mai 1998, p. 113-125.

SENRA José Luis (dir.), *En el principio: Génesis de la Catedral Románica de Santiago de Compostela. Contexto, construcción y programa iconográfico*, Santiago de Compostela, Teófilo Edicións, 2014 [en espagnol]

TAÍN GUZMÁN Miguel, « El barroco compostelano, la Catedral de Santiago y el reino de Portugal: encuentros e intercambios », *Barroco (Actas do II Congreso Internacional : Porto, Vila Real, Aveiro, Arouca)*, Porto 2001, 2003, p. 593-604

TAÍN GUZMÁN Miguel, *Dibujos históricos, epigráficos y heráldicos del Archivo de la Catedral de Santiago*, A Coruña, Diputación Provincial, 2002

TAÍN GUZMÁN Miguel, « La metamorfosis barroca: nuevas escenografías de presentación del Apóstol », *La Catedral de Santiago: belleza y misterio*, coord. par Francisco Singul Lorenzo et Juan Conde Roa, Santiago de

Compostela, 2011, p. 61-67.

### **Ensemble des travaux et des congrès d'études internationaux organisés par le comité international des experts du chemin de Saint-Jacques**

Une riche et précieuse bibliographie jacobéenne est le résultat d'études menées par des historiens, des philologues, des anthropologues, des géographes, des archéologues, etc., de nombreux pays du monde. Ce travail académique et de recherche est en ligne sous le lien ci-dessous. Il réunit 59 monographies, thèses de doctorat, catalogues d'exposition et actes de congrès jacobéens et les procès-verbaux des congrès organisés depuis 1993 par le Comité international d'experts du Camino de Santiago.

<https://www.caminodesantiago.gal/es/conocimiento-e-investigacion/bibliografia-jacobeas>

### **Revues spécialisées**

*Ad Limina. Revista de Investigación y del Camino de Santiago y de las Peregrinaciones*, Revue scientifique éditée par la Xunta de Galicia, dirigée par Manuel Castiñeiras. Annuelle.

[www.caminodesantiago.gal/gl/conecemento-e-investigacion/ad-limina](http://www.caminodesantiago.gal/gl/conecemento-e-investigacion/ad-limina) [articles en espagnol, galicien, catalan, anglais, français et italien]

*Compostella*, Revue du Centro Italiano di Studi Compostellano, Confraternita di San Jacopo di Compostella, Perugia. Annuelle <http://www.confraternitadisanjacopo.it/Rivista/IndexRivista.htm> [articles en italien]

*Compostellanum – Sección de Estudios Jacobeos*, Revue de l'Archidiocèse de Santiago de Compostela, Annuelle [numéro 3-4 de l'année, articles en espagnol, galicien, italien, anglais et français]

*Compostelle. Cahiers du Centre d'Études Compostellanes*, publiée par le Centre d'Études Compostellanes, Société Française des Amis de Saint Jacques de Compostelle, Annuelle, 20 numéros (1998-2017) [articles en français]

*Sternenweg*, Revue de la Deutsche St. Jakobus-Gesellschaft, qui publie également des monographies depuis 1988, les *Jakobus-Studien* dont la liste peut être consultée sur :

<https://deutsche-jakobus-gesellschaft.de/ueber-uns/schrifttum.html> [en allemand]

### **3 / Développement culturel et touristique des chemins de Saint-Jacques**

ALCANTARA Christophe, « Les chemins de Compostelle : Du pèlerinage à la marque ! », *Communiquer*, 34 | 2022, 95-114.

ALCANTARA Christophe, « *Approche communicationnelle du renouveau du pèlerinage de Compostelle. Pour une analyse de l'engagement des pèlerins sur les chemins et les réseaux sociaux.* » Habilitation à Diriger des Recherches. Université Toulouse 1 Capitole, Toulouse, 2020.

ALCANTARA Christophe, « *Représentation des chemins de Saint-Jacques par les marcheurs-pèlerins : l'expression d'une mythologie ?* » *Communication & langages*, 195, (1), 2018, 27-42.

AMIROU Rachid, *Imaginaire touristique et sociabilités du voyage*, Paris, PUF « Coll. Le sociologue », 1995

AMIROU Rachid, *Imaginaire du tourisme culturel*, Paris, PUF « Coll. La politique écartée », 2000

CEREZALES Nathalie, « Santiago de Compostela, vers une redéfinition patrimoniale du chemin de pèlerinage », *Conserveries mémorielles* [En ligne], # 14 | 2013, URL : <http://cm.revues.org/1656>

DELVIT Philippe, GARNIER Florent (dir.), *Les chemins de Saint-Jacques à l'épreuve des temps*, Actes du colloque de Condom (18-19 octobre 2018), Toulouse, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019, URL : <https://books.openedition.org/putc/6847>

GRAVARI-BARBAS Maria, JACQUOT Sébastien, *Patrimoine mondial et développement : au défi du tourisme durable*, Presses universitaires de Québec (coll. Nouveaux patrimoines), 2014

JACOMET Humbert, « "Le Rêve de Compostelle", Pèlerinage et culture : paradoxe ou défi ? », *Kephas*, 7 (septembre 2003), p. 127-141

LOIS GONZÁLEZ Rubén Camilo, LÓPEZ Lucrezia, « El Camino de Santiago. Una aproximación a su carácter polisémico desde la geografía cultural y el turismo », *Documents d'anàlisi geogràfica*, 58/3 (2012), p. 459-479

LOIS GONZÁLEZ Rubén Camilo, CASTRO FERNÁNDEZ Belén Ma, LÓPEZ Lucrezia, « Reflexiones acerca del turismo espiritual a lo largo del Camino de Santiago », *Abaco : Revista de cultura y ciencias sociales*, 98 (2018), p. 46-54.

MAYOL Antoinette, « Les itinéraires culturels comme réponse à un besoin social : l'exemple des chemins de Saint-Jacques vers Compostelle », *Les Itinéraires Culturels en Europe du Sud*, Hors-série de la revue Pays et Patrimoine, Association des Alpes de Lumière, Mane, (Septembre 2002), p. 3-6

Ministère de la Culture, Dossier de candidature pour l'inscription sur la Liste du patrimoine mondial du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France », 1997, 782p. [En ligne],  
 URL : <http://whc.unesco.org/fr/list/868/documents/>

*Patrimoine jacquaire en Pays Basque 20<sup>ème</sup> anniversaire*, Bulletin du Musée Basque n° 191, Société des Amis du Musée Basque, Bayonne, 2018

PENARI Sébastien, « Faire société. L'essence des chemins de Compostelle », *Espaces*, n°352, (Janvier février 2020), p. 82-87

PÉRICARD-MÉA Denise, *Chemins de Compostelle et patrimoine mondial*, Cahors, La Louve éditions, 2010

Préfecture de Région Occitanie / DRAC Occitanie, Actes du 1<sup>er</sup> Comité interrégional du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France », Toulouse, 19 janvier 2015, 2015, 108p. [En ligne],  
 URL : <https://www.chemins-compostelle.com/rencontres-autour-du-bien>

Préfecture de Région Occitanie / DRAC Occitanie, Actes du 2<sup>ème</sup> Comité interrégional du bien « Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France », Toulouse, 30 et 31 mars 2016, 2017, 180 p. [En ligne],  
 URL : <https://www.chemins-compostelle.com/rencontres-autour-du-bien>

RAYSSAC Sébastien (dir.), *Cheminelements, tourisme et gouvernance territoriale*, n° spécial de *Sud-Ouest Européen*, n° 43, 2017, [En ligne], URL : <https://journals.openedition.org/soe/2494>

RAYSSAC Sébastien, CAZES Quitterie (dir.) *Vers Compostelle – Regard contemporain sur les chemins de Saint-Jacques*. Colloque international Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France : territoires, patrimoines, historicité, LISST, FRAMESPA, Agence française des Chemins de Compostelle, Toulouse/Cahors, 25-27 octobre 2018, Presses Universitaires du Midi, 2022

RUCQUOI Adeline, BOZOKY Edina, LA BROSSE Gaële de, et al., *Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France, patrimoine mondial*, Toulouse, Agence des Chemins de Compostelle - Éditions Gelbart, 2018

SOMOZA MEDINA Xosé, LOIS GONZÁLEZ Rubén Camilo, « Ordenación del territorio y estrategias de planificación en los Caminos de Santiago Patrimonio Mundial », *Investigaciones geográficas*, 68 (2017), p. 47-63.

TINEL Véronique, « Pour une définition du patrimoine jacquaire », *Le Festin*, 40 (2002), p. 110-128

TOMASIN Aline, « Gérer les chemins de Saint-Jacques-de- Compostelle en France », *Les biens en série du patrimoine mondial : nouvel enjeu, nouveaux critères*, ICOMOS France, 2014, p. 119-126.

*Traces du pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle dans la culture européenne*, Les, Actes du colloque de Viterbe, 1989, Coll. Patrimoine Culturel n°20, Les Édition du Conseil de l'Europe, 1992

#### **4 / Marche et développement personnel**

BAECQUE Antoine de, *Une histoire de la marche*, Perrin, 2016

GROS Frédéric, *Marcher, une philosophie*, Paris, Flammarion, 2011

LA BROSSE Gaële de (dir.), *Guide spirituel des Chemins de Saint-Jacques*, Paris, Presses de la Renaissance, 2010

LA BROSSE Gaële de, *Le petit livre de la marche*, Salvator, 2019

LE BRETON David, *Eloge de la Marche*, Métailié, 2000

LE BRETON David, *Marcher, éloge des chemins et de la lenteur*, Métailié, 2012

LE BRETON David, *Marcher la vie. Un art tranquille du bonheur*, Métailié, 2020  
*L'empreinte de la marche*, Paris, Association Seuil, Selena Editions, 2020 [préfaces de Boris Cyrulnik et d'Antoine de Baecque]  
*Marcher pour guérir*, Actes de la Rencontre à l'Hôtel-Dieu de Toulouse (19-20 juin 2018), Le Monde de la Bible, 2018, URL : <https://www.mondedelabible.com/boutique/marcher-pour-guerir-chemins-de-saint-jacques-de-compostelle/>  
NIEUVIARTS Jacques, *Nomades, le petit livre du marcheur et du pèlerin*, Montrouge, Bayard, 2008  
SERRES Michel, *l'art des Ponts*, Le Pommier, 2006  
ZAPPONI Elena, *Marcher vers Compostelle. Ethnographie d'une pratique pèlerine*, Paris, L'Harmattan 2011

## LISTE DES CONTRIBUTEURS

### Acteurs institutionnels et associatifs

ALLARD Virginie, Chargée de projets patrimoine, Grand Poitiers Communauté urbaine  
ALONSO Clara, Chargée de l'animation du patrimoine Grand Poitiers communauté urbaine  
ANGLADE Michel, Maire d'Audressein  
ANGLARS Jean Claude, Sénateur  
ARRUEBO Virginie, Chargée de mission Patrimoine, Mairie d'Oloron-Sainte-Marie  
ASPERTI Lucas, Chargé de projet tourisme, Communauté de communes Aubrac Carladez Viadène  
Association des Pèlerins Paris-Sens-Vézelay  
BAJOT André, conseiller municipal d'Asquins  
BALDELLO Meritxell, Responsable service réceptif OT Toulouse, Agence d'Attractivité de Toulouse Métropole  
BALDIT Isabelle, Chargée Développement économique, Services au Territoire, Communauté de Communes Aubrac Carladez Viadène  
BALOUT Martine, Directrice du patrimoine, Ville de Périgueux  
BARRERE-ELLUL Fabienne, Directrice Office de Tourisme Saint- Guilhem-Vallée- Hérault  
BARBIAN Pierre, Directeur de l'urbanisme et de l'habitat Communauté de communes de la Ténarèze  
BASTIAN Alix, Animatrice de l'Architecture et du Patrimoine, Pays d'art et d'histoire Pyrénées béarnaises  
BINDER Anne, Maire-Adjointe de Marsolan  
CAULIER Annick, Ingénieur du patrimoine, DRAC Nouvelle-Aquitaine, UDAP 87  
BAZERQUE Laurent, Responsable Aménagement de l'espace, développement économique, attractivité, Communauté de communes Aure Louron  
REGNAULT Béatrice, conseillère municipale en charge économie et tourisme, Mairie de Couffoulex  
BECKER Line, Chargée de mission patrimoine, Conseil départemental de la Dordogne  
BELLIARD Christophe, Archéologue à la Ville de Poitiers  
BEN JEDDOUR Abdellatif, Directeur adjoint du conseil Départemental du Gers  
BENE Laure, Responsable Grand Site de France, Communauté de Communes Vallée de l'Hérault  
BELY Olivier, Chargé de mission à l'agence Hautes-Pyrénées Tourisme Environnement  
BERNARD Arlène, Chargée de développement commercial, Centre des monuments nationaux - Abbaye du Mont-Saint-Michel  
BIERJON Hervé, Directeur de l'Office de Tourisme Mont Saint-Michel - Normandie  
BIGOT Jacques, Maire-Adjoint à la Culture, Arts et Patrimoine, Mairie de La Charité-sur-Loire  
BILLARD Christophe, Président de la commission sentiers itinéraires, FFRandonnée, Comité régional Occitanie  
BIOT Vincent, coordinateur Géoparc mondial UNESCO, Parc naturel régional des Causses du Quercy  
Blanchard Thierry, chargé de développement, Comité départemental du tourisme Destination Gers  
BOISSART Sarah, Responsable service communication promotion patrimoine, Office de Tourisme du Grand Périgueux  
BONNIN Luc, président de l'association des amis de la basilique Saint Seurin, Bordeaux  
BOUGUE Sandrine, Responsable Patrimoine / Archives Mairie d'Aire sur l'Adour  
BRISSON Patrice, Président de l'Association des amis de la Basilique de l'Épine  
BROSSIER Pascal, Chargé de mission "Opération Grand Site de Vézelay", Conseil départemental de l'Yonne  
CAHUZAC Fanny, Chargée de mission grand site de France (Conques), Aveyron Ingénierie  
CAMBOURNAC Beatrice, Présidente des amis de la collégiale de la Romieu  
CAMEDESCASSE Claudine, Directrice déléguée Gironde Tourisme  
CAMP Johanna, Présidente Association Neuvy sur les Chemins  
CARBONIE-SUILS Régis, Architecte des Bâtiments de France, UDAP Gironde, DRAC Nouvelle Aquitaine  
CARCY Pierre, technicien des bâtiments de France, Udad32



CASANAVE Sylvie, Chargée de Mission Sous-Préfecture de Condom

CAVAILLES Capucine, Coordinatrice de la randonnée, Conseil départemental du Tarn

CHABOUSSOU Pauline, Service patrimoine et CAO, Conseil départemental de l'Ariège

CHARLLES Herve, Adjoint au maire de La Romieu

CHAUNY Garance, Technicienne des bâtiments de France, UDAP Indre

CHARLIER Françoise, Association Ultra à Asquins

CLEMENT Christelle, Adjointe au secrétaire général et chargée de mission développement local, Sous-préfecture de Figeac

COLLONGE Philippe, Responsable des Affaires culturelles, Mairie de Saintes

CONORT Christian, Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Gers

COULON Sandrine, Ingénieur du Patrimoine UDAP 82

COUPRI Valentin, Médiateur du patrimoine, Ville de Périgueux

COURGET Laure, conservatrice en chef du patrimoine, directrice du patrimoine, Ville de Cahors

COURTILLER Mickaël, Correspondant patrimoine mondial, DRAC Hauts-de-France

COUSTES Cécile, Référent culture et patrimoine, Nîmes Tourisme

COUTURIER Jean-Michel, Président de l'association Rhône-Alpes des amis de St-Jacques de Compostelle

CRISTIANI Marie, Chargée de patrimoine archéologique, Communauté de communes Vallée de l'Hérault

DA SILVA Nathalie, Chargée du patrimoine, Ville de Clermont-Ferrand

DAMAS Jean-François, Responsable Développement de la ville, Commune de Saint-Jean-d'Angély

DAMIANS Clémence, Chargée de mission Saint-Jacques, OT LE Puy-en-Velay

DAUZATS JEROME, Directeur de l'Office de tourisme de Lomagne gerseoise

DAVERSIN Bruno, Adjoint au chef du service tourisme et développement des territoires, Conseil départemental de Haute-Garonne

DOUALE Christian, Directeur régional adjoint délégué en charge des Patrimoines et de l'Architecture de FRANCQUEVILLE Amaury, Responsable Clientèle et Promotion, Office de Tourisme et des Congrès d'Amiens Métropole

DELACOSTE Jean Yves, Conseiller municipal de Lectoure

DELAUMONE Cécile, Animatrice adjointe de l'Architecture et du patrimoine, PAH Aure-Louron

DROUSSENT Delphine, conseillère architecture

DENNAUD Léa, Chargée de mission mobilité, Communauté de Communes Avallon Vézelay Morvan

DESPATURE Ronny, Chargé de mission patrimoine, Mairie de Cahors

DEVALS Séverine, Chargée de mission aménagements touristiques, Communauté de Communes Comtal Lot et Truyère

DIDON Gishly, Responsable du service Culture, Patrimoine et Vie associative, Mairie Oloron Sainte-Marie

DUC-MAUGE Henri, Prêtre, Secteur paroissial, diocèse de Bordeaux

DUCAT Agnès, paysagiste-conseillère CAUE Pyrénées-Atlantiques

DULAU Marie Bernadette, Adjointe au Maire de Bazas

DUMARTIN Thibault, Directeur Général des Services, Mairie de Condom

ESPAGNET Romain, Technicien culture – patrimoine, Ville de Bazas

FABIEN Cadot, chercheur au service patrimoine, Conseil départemental du Lot

FAIGNOY Marie-France, Présidente de l'Association Amis Pèlerins Saint-Jacques Voie de Vézelay

FAUR Nathalie, Secrétaire générale adjointe, Sous-préfecture de Saint-Girons

FEREY-KLEIN Sylvie, responsable de service, Direction de la création artistique et des pratiques culturelles, Conseil Régional des Hauts-de-France

FORNEIRON Marie-Line, Adjointe au maire de Saint-lizier

FOURCADE Agathe, Chargée de communication de la ville de Lectoure

FOURNIER Laetitia, Responsable qualité Office de tourisme Aubrac Carladès Viadène, Bureau de St-Chély d'Aubrac

FOURTIQ Pascale, Directrice de l'Office de Tourisme de Lourdes

FRANK Valérie, Responsable Musée-Prieuré de Mimizan  
FREGEAC Jean, Chargé de mission hébergement, Agence départementale du tourisme de l'Yonne  
GAILLARD Nathalie, Cheffe de projet Pays d'art et d'histoire Mellois en Poitou, Communauté de communes Mellois en Poitou  
GALVAN Juliette, Chargée de mission Culture & Patrimoine, Communauté de communes Comtal Lot et Truyère  
GARCIA Claude  
GARCIA GOUAZE Elisabeth  
GARRIGUE Ludivine, Chargée de mission PAH Grand-Figeac, vallées du Lot et du Célé, Communauté des Communes du Grand-Figeac  
GASC Cécile, Responsable du service des publics, Ville d'art et d'histoire, Arles  
GERIN Sophie, Chargée de mission Paysage, DREAL Hauts-de-France  
GHIATI Claude, Secrétaire générale adjointe de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre  
GIMENEZ Elia, Chargée de projet patrimonial et culturel, Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans et Département des Landes  
GODET Anaïs, Gestionnaire des activités de pleine nature, Conseil départemental du Lot  
GRELLIER Danielle, Association Compostelle 2000  
GRIMAL Marie, Chargée des relations avec le public et de la communication, Centre d'art et de la photographie de Lecture  
GRIMAUD Jean Paul, Directeur de l'Office de Tourisme du Puy en Velay  
GROSSARD Claudie, administratrice fédérale en charge des itinéraires, Fédération Française de la Randonnée Pédestre  
GUERIN Caroline, Responsable service visites guidées, Office de tourisme et des congrès de bordeaux Métropole  
GUILLAUME Benoit, Ingénieur du patrimoine, UDAP Lot  
HADJADJ Maxime, Agent de Développement, Comité Départemental de Randonnée Pédestre de l'Ariège  
HARMEL Adrien, Directeur Adjoint Tourisme, Agence d'attractivité de Toulouse Métropole  
HARO-GABAY Delphine, Responsable de la villa de l'abbé, Conseil départemental des Landes  
HEGO Nathalie, Ingénieure des Services Culturels et du Patrimoine, Somme, CRMH Hauts de France  
HURTEVENT Pierre-Yves, Directeur de l'Office de Tourisme et des Congrès Amiens Métropole  
JACOB Thierry, Animateur de l'architecture et du patrimoine, Ville de La Charité - Cité du Mot  
JARDIN Isabelle, Inspectrice des sites et chargée de missions Gers, DREAL Occitanie  
JOBART Jean-Charles, Sous-préfet de Bergerac  
JOLIVEL Luc, Chargé de mission Patrimoine, Ville de La Charité-sur-Loire  
JOLLY Justine, Chargée de Développement Loisirs et Sportifs ADT Marne  
JUHEL Vincent, Directeur de l'association Les chemins du Mont-Saint-Michel  
JULES Virginie, documentaliste, CAUE de la Nièvre  
KEMPLAIRE Hélène, Directrice projets Toulouse Patrimoine Mondial, Mairie de Toulouse  
KLEIN Patricia, Animation pastorale, Diocèse de Bordeaux, paroisse St-Michel  
KOVACIC Pierre, Directeur de l'Office de tourisme du Grand Figeac, Vallées du Lot et du Célé  
LABBE-LAVIGNE Elsa, Coordinatrice de la cellule patrimoine du Conseil départemental du Lot  
LAOT-MONFORT Roselyne, conseillère développement touristique, Conseil départemental de la Gironde  
LAPARRA Flore, Agente de développement local, OT Cahors-Vallée du Lot  
LARDY Julie, Chargée de mission urbanisme, Ville de Saint-Léonard de Noblat  
LASSALE Alain, Conseiller municipal délégué de St-Sever  
LATCHE M et Mme, Association Patrimoine en Couserans  
LAURENS Rémy, Chargé de mission Urbanisme et Habitat, Communauté des Communes Aubrac Carladez Viadène  
LAMEILLE Laurent, Délégué départemental du Gers de la fondation du patrimoine  
LAVILLONNIERE Martine, Evêché du Lot et Garonne

LE GUEDARD Jacques, administrateur association Bordeaux Compostelle hospitalité St-Jacques  
 LEBEAU Pierre, Président du Comité de randonnée des Hautes-Pyrénées  
 LECLAIR Elodie, Animatrice de l'Architecture et du Patrimoine, Grand Poitiers Communauté urbaine  
 LECROART Françoise, Présidente du comité départemental de la randonnée pédestre de Gironde  
 LEGRAND Anne, Chef de l'atelier d'urbanisme, d'architecture et du paysage, Amiens Métropole  
 LEMERAY Pascal, secrétaire de l'association des amis de la basilique de l'Epine  
 LEPLUS Elodie, chef service tourisme, Conseil départemental du Gers  
 LEPREUX Loïc, Animateur de l'Architecture et du Patrimoine, Ville de Moissac  
 LERAT-HARDY Marie-Christine, Conservatrice du Patrimoine - Chargée de mission patrimoines culturels, Conseil départemental de la Gironde  
 LEVASSEUR Roger, Maire de Folleville:  
 LEVEQUE Simon, Secrétaire général de la sous-préfecture de Saintes  
 LEYOUDEC Maud, Conservatrice du patrimoine, Agglomération du Puy-en-Velay  
 LOGRE Mélanie, Chargée de l'observatoire touristique et de l'oenotourisme, Office de tourisme du Grand Vézelay  
 LOUIS Bertrand, Pôle patrimoine Grand Poitiers Communauté urbaine  
 MALIGNON Céline, directrice du syndicat mixte du Grand site de Rocamadour  
 MALLET Nathalie, Chargée du suivi des politiques publiques en baie du Mont-Saint-Michel, sous-préfecture AVRANCHES  
 LACLAU-LACROUTS Manon, Responsable communication et programmation culturelle, Etablissement public du Mont-Saint-Michel  
 MABILLE Nadia, Responsable du Service Protection Patrimoine et Paysage, Communauté d'agglomération du Pays basque  
 MARÉCHAL Amélie, Médiatrice culturelle - guide conférencière, Ville de Châlons-en-Champagne  
 MAROT Emmanuel, Chargé de mission Monument Historique et Patrimoine mondial, Ville de Bourges  
 MARTIN Claudine, Agent de l'Action territoriale, Sous-préfecture de Castelsarrasin  
 MARTIN Yannick, Président de l'Association Folleville une Eglise, une Histoire...  
 MARTY Georges, Comité Départemental de la Randonnée Pédestre du Gers  
 MAZIN Alexandre, Adjoint au Maire délégué à la Culture, Commune de Saint-Léonard-de-Noblat  
 MEJECAZE Jean-Luc, Adjoint au Maire, Commune de Rocamadour  
 MENAUTAT France Caroline, Responsable pôle Patrimoine culture tourisme, abbaye de Sorde, Communauté de communes du Pays d'Orthe et Arrigans  
 MERCIER Philippe, Chef de mission UNESCO, DRAC OCCITANIE  
 MERCIER Sophie, Directrice du Pôle Ingénierie de l'Offre, Comité Régional du Tourisme et des Loisirs Occitanie  
 MERIC Coraline, Chargée de mission patrimoine, Conseil départemental du Lot-et-Garonne  
 MESSIAEN Emilie, Directrice déléguée au patrimoine, Amiens Métropole  
 MEYER Sophie, Responsable développement touristique, Agglomération du Puy-en-Velay  
 MINERVA David, Coordinateur UNESCO, Conseil Départemental Aveyron  
 MOINEAU Jean-Louis, association des amis de la basilique de l'Epine  
 MOUREU Danièle, correspondante patrimoine mondial, DRAC de Normandie  
 MOLINIER Claire, directrice générale des services, Communauté de Communes Comtal lot et Truyère  
 MONET Régine, Directrice de projets, Conseil régional d'Auvergne Rhône Alpes  
 MOREL Didier, Président de l'association Arras Compostelle Francigena et Fédération Française de la Via Francigena  
 MORLAN Annabelle, agent de développement, office de tourisme de la Ténarèze  
 MOUREAU Sophie, Technicienne des services culturels et des bâtiments de France UDAP Lot et Garonne  
 MUR Lucienne, Présidente de l'association des Amis de Saint-Jacques en Hautes-Pyrénées  
 NORMAND Benoit, Vice-Président Tourisme du Grand-Figeac  
 PARISI Evelyne, Maire-Adjointe de Saintes

PAUL Olivier, Directeur général des services de la Communauté de Communes de la Ténarèze  
 PAULMIER Philippe, Président de l'association Yonne Compostelle  
 PECHBERTY Régine, Chargée de mission Chemin St Jacques, Parc Naturel Régional d'Aubrac  
 PELATA Danièle, trésorière de l'association des Amis du chemin de St-Jacques Ariège Pyrénées  
 PERRIN Muriel, Référent projet restauration Saint-Eutrope Saintes, Mairie de Saintes, service patrimoine  
 PHEZ Marie-Christine, Adjointe au chef du bureau de l'ingénierie territoriale et du conseil, Sous-préfecture de Dax  
 PHILIP Carl, archéologue, mairie de Saint-Lizier  
 PICHAN Michel, maire de Saint-Lizier  
 PIQUES Nathalie, Directrice Adjointe en charge des sites de Haute Garonne Tourisme, Les Olivetains Saint Bertrand de Comminges  
 POINSIGNON Frédéric, secrétaire général, sous-préfecture de Condom  
 POMPOUGNAC Dominique, Conseiller municipal, Commune de Flaujac Pujols  
 PORTAL Laetitia, Conseillère en séjour, Office de Tourisme et du Thermalisme de Decazeville Communauté  
 PUCHEU Séverine, Inspectrice des sites DREAL Nouvelle-Aquitaine  
 PUENTE Alain, Président de la communauté des communes des Pyrénées Haut Garonnaises  
 PUJO Nicolas, guide conférencier, Office du tourisme Bordeaux Métropole  
 REMAZEILLES David, responsable itinérance pédestre, Gironde Tourisme  
 RENARD Séverine, Chargée de mission Mont-Saint-Michel, DREAL/SGAR Normandie  
 REYNARD DESACHY Pauline, Responsable du service de l'administration générale et du patrimoine, Ville de Clermont-Ferrand  
 RIGOLOT Mathilde, Stagiaire UDAP Lot  
 RIQUIEZ François, Chef du pôle sites et paysages, DREAL Hauts-de-France  
 ROBINET Elodie, Directrice de l'urbanisme, Mairie de Saintes  
 ROCHE Fabien, Chargé de mission Tourisme, Pôle métropolitain du Grand Amiénois  
 ROINE Alyssa, Conseillère en séjour, Office de Tourisme du Grand Périgueux  
 ROUGEAUX Inès, responsable Patrimoine, Tourisme et Communication, Ville de Melle  
 ROUILLE Justine, Chargée de la rédaction du plan de gestion, Mairie de Rabastens  
 SAINT-EXUPERY Jean, directeur adjoint de l'office de tourisme Saint-Guilhem vallée de l'Hérault  
 SAINT-MARTIN Catherine, chef du service patrimoine, Conseil Départemental de l'Ariège  
 SALHI Alicia, Stagiaire en charge du plan de gestion local, Communauté de communes Vallée de l'Hérault  
 SAVREUX Pierre, Vice-président à la culture et au patrimoine, Amiens Métropole  
 SCHEUER Bernard, Maire de Saint Côme d'Olt  
 SONCOURT Laurence, chargée mission itinérance, Agence départementale Haute-Garonne Tourisme  
 SORBADERE Gaël, Assistant de Développement Touristique, Conseil Départemental du Gers  
 STEINER Julia, Chargée de développement, association Derrière Le Hublot  
 STIMOLO Brigitte, conservateur des antiquités et objets d'art, Conseil départemental de la Somme  
 TASSEL Marc, Membre du Bureau de la Fédération Française des Associations des Chemins de Compostelle Compostelle-France  
 TERRASSON François, Chargé de mission patrimoine mondial, Ministère de la culture - DGPAT - SDMHP  
 THEULE Aude-Lise, Service Culture et Patrimoine, Mairie de Saint-Guilhem-le-Désert  
 THIBAUD Denis, Administrateur des monuments, Ville d'Arles  
 TILLIERE Florimont, Agent de développement, comité régional de la Randonnée pédestre d'Occitanie  
 TORTECH Christelle, Professeur documentaliste, Conseillère municipale, Mairie de Saint-Lizier  
 TRUSSARDI Corinne, Maire adjointe patrimoine tourisme, Ville de Bourges  
 VALET Chloé, Direction Pôle Tourisme Communauté de Communes, Office de Tourisme de Noblat  
 VARLET Christian, Inspecteur des sites  
 VALETTE Laure, chef de service - Animation architecture & patrimoine (VAH), Ville de Bordeaux  
 VAN DEN BON Joël, Mairie de Lectoure

VERDIER Pierre, Maire de Valcabrère

VERRIER Annie, Maire adjointe chargée de l'urbanisme, Amiens

VUARTEIX Léna, Directrice de l'office de tourisme Avre Luce Noye, Communauté des Communes Avre Luce Noye

VITOUX Delphine, Responsable Filière Culture & Patrimoine, Comité régional du tourisme Nouvelle-Aquitaine

WATIER Pascaline, Animatrice de l'Architecture et du Patrimoine, Ville de Châlons-en-Champagne

### **Conseil scientifique du bien Chemins de Saint-Jacques de Compostelle en France**

ALCANTARA Christophe, Professeur en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Toulouse-Capitole, Directeur adjoint de l'Institut du Droit, des Territoires et de la Communication (IDETCOM)

BAILLY Xavier, administrateur des châteaux de Villers-Cotterets, Coucy et Pierrefonds au Centre des monuments nationaux

BOZOKY Edina, Maître de conférences émérite en histoire médiévale, Université de Poitiers

CARDINET Annie, Présidente de la Fédération française des associations des chemins de Compostelle

CASTINEIRAS Manuel, Professeur d'Histoire de l'Art Médiéval, Université autonome de Barcelone, Président du comité international des experts des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle auprès du Gouvernement de Galice.

CAZES Quitterie, Professeur des Universités, histoire de l'art médiéval, Université de Toulouse Jean Jaurès, UMR 5136 Framespa (France méridionale – Espagne).

CHALLET Vincent, Maître de conférences à l'Université Montpellier-Paul Valéry, Responsable du Master « Valorisation et Médiation des Patrimoines »

DE LA BROSSE Gaële, écrivain, éditrice, journaliste pour la presse spécialisée religion, pèlerinage et littérature de voyage

DOSQUET Frédéric, docteur en sciences de gestion, enseignant-chercheur (HDR) à l'ESC Pau, laboratoire Irmape (Institut de Recherche en Management et en Pratiques d'Entreprises)

GENSBEITEL Christian, Maître de conférences en Histoire de l'art médiéval à l'Université Bordeaux-Montaigne, UMR 5060, Institut de recherche sur les Archéomatériaux.

GHIATI Claude, secrétaire générale adjointe Fédération française de la randonnée pédestre

HERBERS Klaus, Professeur à la Friedrich-Alexander-Universität d'Erlangen-Nürnberg (Allemagne), histoire médiévale, Membre du comité international des experts des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle auprès du Gouvernement de Galice.

Le BRETON David, Professeur de sociologie et d'anthropologie, responsable de l'orientation « corps » du laboratoire « Cultures et sociétés en Europe », UMR 7236. Titulaire de la chaire d'Anthropologie des Mondes Contemporains à l'Institut d'Etudes avancées de l'Université de Strasbourg

MARCHAND Sylvie, auteure, réalisatrice, artiste multimédia, enseignante à l'Ecole Européenne Supérieure de l'Image de Poitiers

PENICAUD Manoël, Chargé de recherche à l'Institut d'ethnologie méditerranéenne européenne et comparative, CNRS UMR 7307, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, Aix-en-Provence

PICCAT Marco, Professeur émérite, Université de Trieste (Italie), philologie romane, correspondant étranger de la Société nationale des Antiquaires de France

RAYSSAC Sébastien, Maître de Conférences à l'Université Toulouse - Jean Jaurès, Institut Supérieur du Tourisme, de l'hôtellerie et de l'alimentation, Membre du Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (UMR-CNRS LISST 5193)

RUCQUOI Adeline, directeur de recherches émérite au C.N.R.S.

Membre du comité international des experts des Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle auprès du Gouvernement de Galice

SECO LAMAS Manuel, lecteur d'espagnol au sein du Département d'Études Ibériques et Ibéro-Américaines, Centre d'études ibérique ibéro-américaine de l'Université Toulouse Jean Jaurès, doctorant

## RECAPITULATIF DES DELIBERATIONS D'APPROBATION

Nouvelle numérotation	Composante et ville	Propriétaire	Outil règlementaire	Délibération zone tampon	Délibération sur les Cahiers de gestion locaux	Délibération sur le plan de gestion national
868-001	Cathédrale Notre-Dame, Le Puy-en-Velay	Etat	SPR	15/10/2019		
868-002	Hôtel-Dieu, Le Puy-en-Velay	Com Agglo	SPR	15/10/2019		
868-003	Eglise Notre-Dame-du-Port, Clermont-Ferrand	Commune	SPR	23/06/2017 (Com)	délibération du 27/09/2022	
868-004	Eglise prieurale Sainte-Croix-Notre-Dame, La Charité-sur-Loire	Commune	SPR	09/12/2016	délibération du 14/11/2022	
868-005	Eglise Saint-Jacques d'Asquins	Commune	OGS, MH	09/11/2016		
868-006	Basilique Sainte-Madeleine, Vézelay	Commune	OGS, SPR	27/09/2016		
868-007	Cathédrale Saint-Etienne, Bourges	Etat	SPR, MH et site classé	21/11/2019	délibération du 01/12/2022	
868-008	Collégiale Saint-Etienne, Neuvy-Saint-Sépulchre	Commune	PDA MH	20/09/2016 (Com)	Délibération 15/12/2022	
868-009	Eglise Notre-Dame-en-Vaux, Châlons-en-Champagne	Commune	SPR	07/07/2016 (Com)	délibération du 15/12/2022	
868-010	Basilique Notre-Dame, L'Epine	Commune	MH	04/06/2018 (Com)	délibération du 9/11/2022	
868-011	Eglise paroissiale Saint-Jacques, Compiègne	Commune	MH	16/12/2019		

868-012	Cathédrale Notre-Dame, Amiens	Etat	MH			
868-013	Eglise paroissiale Saint-Jacques le Majeur et Saint-Jean-Baptiste, Folleville	Commune	MH	17/01/2020 (Com)		
868-014	Tour Saint-Jacques, Paris	Commune	MH			
868-015	Le Mont-Saint-Michel	Etat	OGS, site classé	19/01/2018	Délibération communauté d'agglomération Mont St Michel Normandie 15/12/2022, Commune 17/01/2023	
868-016	Eglise Saint-Pierre, Aulnay	Commune	PDA MH	09/07/2019	délibération du 28/10/2022	
868-017	Ancien hôpital des Pèlerins, Pons	Commune	SPR	15/05/2017	délibération 15/12/2022	
868-018	Abbaye royale Saint-Jean-Baptiste, Saint-Jean-d'Angély	Commune	SPR	8/07/2015	délibération du 01/12/2022	
868-019	Eglise Saint-Eutrope, Saintes	Commune	SPR	11/12/2019	délibération du 8/12/2022	
868-020	Ancienne abbaye de Cadouin, Le Buisson-de-Cadouin	Commune/Département	MH	15/01/19 (CC)	Délibération du CD du 12/12/22	
868-021	Cathédrale Saint-Front, Périgueux	Etat	SPR	31/11/18		
868-022	Eglise Saint-Avit, Saint-Avit-Sénieur	Commune	MH, Site classé	23/09/16 (Com) et 15/01/19 (CC)	délibération CD du 11/10/2022	
868-023	Ancienne cathédrale Saint-Jean-Baptiste, Bazas	Commune	SPR	29/01/19 (CC)	délibération 17/1/2023	

868-024	Basilique Saint-Seurin, Bordeaux	Commune	SPR	26/09/16 (C) et 2/12/16 (Métropole)		
868-025	Basilique Saint-Michel, Bordeaux	Commune	SPR	26/09/16 (C) et 2/12/16 (Métropole)		
868-026	Cathédrale Saint-André, Bordeaux	Etat	SPR	26/09/16 (C) et 2/12/16 (Métropole)		
868-027	Ancienne abbaye Notre-Dame de la Sauve Majeure, La Sauve	Etat	MH, PDA en cours	11/04/2016 (Com)		
868-028	Eglise Saint-Pierre, La Sauve	Commune	MH, PDA en cours	11/04/2016 (Com)		
868-029	Eglise de Notre-Dame-de-la- Fin-des-Terres, Soulac-sur- Mer	Commune	SPR, MH	30/06/2016 (Com)		
868-030	Eglise Sainte-Quitterie, Aire- sur-l'Adour	Commune	MH	02/03/2016 (Com)	délibération du 15/12/2022	
868-031	Clocher-porche de l'ancienne église, Mimizan	Commune	MH	24/03/2016 (Com)	délibération du 07/12/2022	
868-032	Abbaye, Saint-Sever	Commune	SPR, Site classé	1/08/16 (Com) et 6/09/16 (CC)	délibération du 10 octobre 2022	
868-033	Abbaye Saint-Jean, Sorde- l'Abbaye	Commune/Communauté des Communes/Département	MH, Site classé	28/12/2015 (Com)	délibérations CC du 20/12/2022, de la commune du 27/10/2022, du CD du 21/10/2022	
868-034	Cathédrale Saint Caprais, Agen	Etat	SPR	22/06/2017 (Com)		
868-035	Cathédrale Sainte-Marie, Bayonne	Etat	SPR	13/12/2018 (Com)		



868-036	Eglise Saint-Blaise, L'Hôpital-Saint-Blaise	Commune	PDA MH	01/10/2015 (Com)	délibération du 11/04/2023	
868-037	Eglise Sainte Marie, Oloron-Sainte-Marie	Commune	Site inscrit, MH, SPR	29/02/2016 (Com)	délibération du 12/12/2022	
868-038	Porte Saint Jacques, Saint-Jean-Pied-de-Port	Commune	SPR en cours et PDA	19/06/2018 (Com)	délibération du 12/12/2022	
868-039	Eglise Saint-Hilaire, Melle	Commune	SPR	27/09/2017 (Com)	Relance janvier 2023	
868-040	Eglise Saint-Hilaire-le-Grand, Poitiers	Commune	SPR	Com Agglo 6/12/2019	délibération du 12/12/2022	
868-041	Eglise Saint-Léonard, Saint-Léonard-de-Noblat	Commune	SPR	25/07/2019 (Com)	délibération du 8/12/2022	
868-042	Eglise Notre-Dame de Tramesaygues, Audressein	Commune	MH	03/10/2016 (Com)	délibération du 04/11/2022	
868-043	Cathédrale Notre-Dame-de-la-Sède, palais épiscopal, ancienne cathédrale et cloître, rempart, Saint-Lizier	Commune/Département/propriétés privées	SPR	17/08/2016 (Com)	délibération du 6/12/2022 (Commune)	
868-044	Abbatiale Sainte-Foy, Conques	Commune	SPR et site classé	29/10/2019	délibération du 19/12/2022	
868-045	Pont sur le Dourdou, Conques	Département	SPR et site classé	29/10/2019	délibération CD12 du 16/12/2022	
868-046	Pont Vieux, Espalion	Commune	PDA MH	22/10/2019 (Com)	délibération du 8/12/2022	
868-047	Pont sur le Lot, Estaing	Département	MH	01/07/2016	délibération CD12 du 16/12/2022	
868-048	Pont dit " des pèlerins " sur la Boralde, Saint-Chély-d'Aubrac	Commune	MH	15/09/2016 (Com)	délibération Com 19 déc 2022 PNR 14 déc 2022	
868-049	Ancienne abbatiale, Saint-Gilles-du-Gard	Commune	SPR	31/05/2016 (Com)	délibération du 23/11/2022	

868-050	Ancienne cathédrale Notre-Dame, Saint-Bertrand-de-Comminges	Commune	SPR, Site classé	10/08/2016 (Com)	délibération du 25/11/2022 (Com) délibération du 20/10/2022 du syndicat mixte
868-051	Basilique paléochrétienne, chapelle Saint-Julien, Saint-Bertrand-de-Comminges	Commune/Etat	MH, ZPPA, Site classé	10/08/2016 (Com)	délibération du 25/11/2022 (Com) délibération du 20/10/2022 du syndicat mixte
868-052	Basilique Saint-Sernin, Toulouse	Commune	SPR	21/10/2016 (Com)	Délibération 16/12/2022
868-053	Hôtel-Dieu-Saint-Jacques, Toulouse	Et Public des Hôpitaux	SPR	21/10/2016 (Com)	délibération 16/12/2022
868-054	Basilique Saint-Just, Valcabrère	Commune	SPR, Site classé	28/09/2017 (Com)	délibération du 25/10/2022 (Com) délibération du 20/10/2022 du syndicat mixte
868-055	Cathédrale Sainte-Marie, Auch	Etat	SPR	02/02/2017 (Com)	délibération CM 9/2/2023
868-056	Pont de Lartigue, Beaumont / Larressingle		MH	27/05/2016 (Com Larressingle) 24/02/2017 (Com Beaumont)	délibération du 20/10/2022
868-057	Collégiale Saint-Pierre, La Romieu	Commune	MH	13/09/2016	délibération 4/10/2022
868-058	Pont du Diable, Aniane/Saint-Jean-de-Fos	Com Com	OGS, site classé, MH	21/11/2019 Com Com	délibération CC du 21/11/2022
868-059	Ancienne abbaye de Gellone, Saint-Guilhem-le-Désert	Commune/Association diocésaine	OGS, site classé, MH	21/11/2019 Com Com	délibération du 24/11/2022
868-060	Pont Valentré, Cahors	Commune	SPR	28/03/2017 (Com)	Délibération 7/12/22

868-061	Cathédrale Saint-Etienne, Cahors	Etat	SPR	28/03/2017 (Com)		
868-062	Hôpital Saint-Jacques, Figeac	Et Public des Hôpitaux	SPR	04/07/2018 (Com)	Délibération Commune 11 avril 2023	
868-063	Dolmen de Pech-Laglaire 2, Gréalou	Commune	MH	23/05/2017 (Com)		
868-064	Cité religieuse, Rocamadour	Commune	MH, site classé	29/05/2017	Délibération Conseil syndical 20 octobre 2022	
868-065	Hospice du Plan et chapelle Notre-Dame-de-l'Assomption, dite chapelle des Templiers, Aragnouet	Commune	MH	22/08/2017	délibération du 21/10/2022	
868-066	Eglise paroissiale Saint-Jean-Baptiste, Gavarnie	Commune	SPR en cours d'étude	29/07/2019	délibération 3/02/2023	
868-067	Eglise Saint-Laurent-Notre-Dame, Jézeau	Commune	PDA MH	22/05/2017	délibération du 12/10/2022	
868-068	Eglise Saint-Jacques, Ourdis-Cotdoussan	Commune	PDA MH	30/09/2016	délibération du 25/11/2022	
868-069	Eglise Notre-Dame-du-Bourg, Rabastens	Commune	SPR	13/11/2019	délibération du 14/12/2022	
868-070	Abbatiale Saint-Pierre et cloître, Moissac	Commune	SPR	12/11/2015	Délibération du 19/05/2022	
868-071	Eglise Saint-Honorat et nécropole des Alyscamps, Arles	Commune	SPR en projet	01/06/2016		

868-072	Section de sentier de Nasbinals à Saint-Chély-d'Aubrac (17 km)			Com de St-Chély 15/9/2016, Com de Nasbinals 23/11/2016, Com de Saint-Urcize 30/11/2016	Commune de Nasbinals 29/09/2022 Commune de Saint-Chély-d'Aubrac 19/12/2022, Comité syndical du PNR 14 déc 2022	
868-073	Section de sentier de Saint-Côme-d'Olt à Estaing (17 km)			Com Sébrazac 7/10/2019, Com Bessuejols 30/10/2019, Com Coubisou 8/12/2016, Com St-Côme d'Olt 15/06/2017, Com Espalion 22/10/2019, Com Estaing 1/07/2016, Com Lassouts 25/07/2018,	délibérations Com Com CLT du 24/10/2022, Bessuejols du 20/10/2022, Coubisou du 24/11/2022, Espalion du 8/12/2022, Estaing du 6/12/2022, Sébrazac du 7/12/2022, Saint-Côme du 29/11/2022	
868-074	Section de sentier de Montredon à Figeac (18 km)			Com Figeac 29/06/2017, Com Saint Felix 10/07/2019	délibérations Commission permanente du CD Lot 28/11/2022, CC Grand Figeac du 13/12/2022, Commune de Montredon du 9/11/2022, de Saint-Jean Mirable du 24/11/2022, de Figeac du 19/12/2022	

868-075	Section de sentier de Faycelles à Cajarc (22,5 km)				délibérations Commission permanente du CD Lot 28/11/2022, CC Grand Figeac du 13/12/2022, Commune de Saint-Chels du 19/12/2022, de Cajarc du 24/11/2022, de Gréalou du 24/11/2022	
868-076	Section de sentier de Bach à Cahors (26 km)				Délibérations Commission permanente du CD Lot 28/11/2022, Commune de Vaylats 15/11/2022, de Bach 15/11/2022, de Cieurac 7/11/2022, de Flaujac-Poujols du 7/11/2022, de Lalbenque du 4/11/2023, de Cahors le 7/12/2022	
868-077	Section de sentier de Lectoure à Condom (35 km)			Com Blaziert 21/2/2017, Com Castelnaud sur l'Auvignon 1/6/2017, Com Caussens 15/3/2017, Com Condom 28/6/2017, Com La Romieu 28/4/2017, Com Lectoure 23/3/2017, Com Marsolan 23/5/2017	CD Gers 12 décembre 2022, Commune de Condom 22 novembre 2022, CC Lomagne Gerseoise 7 décembre 2022, CC Ténarèze 20 octobre 2022, Commune de Castelnaud sur l'Auvignon 29 novembre 2022	

868-078	Section de sentier d'Aroue à Ostabat (22 km)			Com Agglo 22/02/2020, Com Aroue 22/1/2020, Com Behasque 23/1/2020, Com Domezain 5/2/2020, Com Lohitzun 17/1/2020, Com Orsanco 17/1/2020, Com Saint- Palais 11/2/2020, Com Uhart 11/2/2020	Com agglo Pays basque 24 septembre 2022 Commune Orsanco 22/07/2022 Commune de Domezain Berraute 1/8/2022 Commune de Behasque lapiste 15/09/2022 Commune de Saint Palais 28/07/2022 Commune d'Uhart Mixe 23/9/2022 Commune d'Aroue Commune d'Ostabat	
---------	--	--	--	---	---	--

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.25**

**Convention d'objectifs scientifiques et de collaboration pour l'exploitation scientifique  
et la valorisation des opérations d'archéologie préventive et plus largement  
du patrimoine archéologique départemental.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.25

Convention d'objectifs scientifiques et de collaboration pour l'exploitation scientifique  
et la valorisation des opérations d'archéologie préventive et plus largement  
du patrimoine archéologique départemental.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU l'article L.522-8 du Code du Patrimoine définissant les conditions d'attribution de  
l'habilitation pour pouvoir réaliser des opérations de diagnostics et de fouilles d'archéologie  
préventive,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-217 du 28 avril 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention d'objectifs scientifiques et de collaboration ci-annexée, entre le  
Département de la Dordogne et l'État - Ministère de la Culture, Direction Régionale des  
Affaires Culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine, relative à l'exploitation scientifique et la  
valorisation des opérations d'archéologie préventive, et plus largement, du patrimoine  
archéologique départemental.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le  
compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:33:55  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





Annexe à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.

**CONVENTION D'OBJECTIFS SCIENTIFIQUES ET DE COLLABORATION POUR L'EXPLOITATION SCIENTIFIQUE ET LA VALORISATION DES OPÉRATIONS D'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE ET PLUS LARGEMENT DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE DÉPARTEMENTAL**

**Entre**

**L'ÉTAT**, Ministère de la Culture et de la Communication, Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Nouvelle-Aquitaine, représenté par Mme Maylis DESCAZEUX, Directrice régionale, d'une part,

Ci-après désigné la DRAC,

**ET**

**LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE** représenté par son Président, M. Germinal PEIRO, agissant conformément à la décision de la Commission Permanente n° 23.CP.IX.....en date du 20 novembre 2023, d'autre part,

Ci-après désigné le Département,

**VU** les articles L.522-1 à L.522-5 du Code du Patrimoine portant définition du rôle de l'État ;

**VU** l'article L.522-7 du Code du Patrimoine portant définition du rôle des Collectivités territoriales ;

**VU** l'article L.522-8 du Code du Patrimoine définissant les conditions d'attribution de l'habilitation pour pouvoir réaliser des opérations de diagnostics et de fouilles d'archéologie préventive ;

**VU** la délibération n° 97 CP VII 53 du 23 juin 1997 de la Commission Permanente, relative aux recherches programmées et fouilles de sauvetage dans le département de la Dordogne ;

**VU** la convention relative aux recherches archéologiques programmées et aux fouilles préventives dans le département de la Dordogne signée à Périgueux le 23 juin 1997 par le Préfet de la Dordogne et le Président du Conseil Général de la Dordogne ;

**VU** la délibération de la Commission Permanente n° 11.CP.IV.27 du 6 juin 2011 relative à la mise à disposition de locaux dans les communs du Château de Campagne pour le Service de l'Archéologie départementale ;

**VU** la délibération n° 14.CP.III.75 du 14 avril 2014 de la Commission Permanente du Conseil Général de la Dordogne relative à l'utilisation et à l'enrichissement de la Carte archéologique ;

**VU** la convention entre le Département de la Dordogne et le Service Régional de l'Archéologie d'Aquitaine relative à l'utilisation et à l'enrichissement de la Carte archéologique signée à Périgueux le 23 avril 2014 par le Préfet de la Région Aquitaine et le Président du Conseil Général ;

**VU** la délibération n° 17-141 du 10 février 2017 du Conseil Départemental de la Dordogne relative à la délégation de compétence au Président du Conseil Départemental en matière d'archéologie préventive ;

**VU** la délibération n° 17-142 du 10 février 2017 du Conseil Départemental de la Dordogne relative au Schéma d'intervention du Service de l'Archéologie en matière d'archéologie préventive ;

**VU** l'arrêté du 30 octobre 2017 portant habilitation en qualité d'Opérateur d'archéologie préventive du département de la Dordogne pour la réalisation des diagnostics et l'exécution des fouilles d'archéologie préventive pour les périodes chronologiques allant du Paléolithique au Moyen Âge ;

**VU** la délibération n° 21-227 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 de l'Assemblée départementale relative aux compétences déléguées au Président par le Conseil Départemental pour la gestion des affaires courantes au titre de l'article L.3211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la convention d'usage entre l'État et le Département de la Dordogne d'un ensemble immobilier sis au 8, rue Saint-Exupéry sur le territoire de la Commune de Coulounieix-Chamiers à usage de dépôt de fouilles archéologiques signée le 12 avril 2022 par le Président du Conseil Départemental, le Directeur départemental des Finances publiques de la Dordogne assisté par la Directrice des Affaires Culturelles Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** la délibération du Conseil Départemental de la Dordogne n° 21-217 en date du 28 avril 2021 portant élargissement des missions d'archéologie préventive ;

**VU** la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.V.11 en date du 25 juillet 2022 portant sur la convention de partenariat 2022-2023 relative à l'organisation de la manifestation annuelle « Archéo-Actu » ;

**VU** la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IV.22 en date du 22 mai 2023 portant sur les conventions de partenariat relatives à la valorisation de LASCAUX et CUSSAC,

## **PRÉAMBULE**

La DRAC veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social.

Le Service de l'Archéologie du Département de la Dordogne est rattaché à la Direction de l'Archéologie et du Patrimoine de la Direction Générale Adjointe Culture, Éducation et Sports (DGA CES). Conformément à son Schéma d'intervention et à son dossier initial d'habilitation, il contribue au développement de la recherche archéologique sur le territoire départemental, ainsi qu'à l'exploitation scientifique et à la valorisation du patrimoine archéologique et des opérations d'archéologie qu'il est amené à réaliser. En matière d'archéologie préventive, la délibération du 28 avril 2021 lui permet d'intervenir sur les diagnostics au cas par cas et de répondre à des appels d'offres pour fouilles archéologiques préventives allant de la période paléolithique jusqu'au Moyen-Age, conformément à son habilitation du 30 octobre 2017.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## **Objet :**

Conformément à l'article L.522-8 du Code du Patrimoine, la présente convention a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le Département et la DRAC collaboreront dans les domaines de l'exploitation scientifique et de la valorisation des opérations d'archéologie préventive d'une part, et plus largement pour œuvrer à la détection, l'étude, la conservation et la diffusion des connaissances acquises sur le patrimoine archéologique d'autre part.

## **Article 1<sup>er</sup> : Coordination des activités scientifiques**

Chacune des Parties établit ses propres programmes de recherche et d'étude dans le cadre de la législation et de la réglementation en vigueur. Au moins une fois par an, elles se consultent afin de coordonner leurs activités scientifiques et de s'informer mutuellement de leur programme annuel de recherches et d'études.

## **Article 2 : Stratégie de développement de la recherche sur le territoire départemental**

### **Article 2.1 : Réalisation de projets de coopération scientifique et technique**

Dans le respect du cadre légal et des attributions propres à chaque partenaire, les deux Parties peuvent définir et réaliser en commun des projets d'études, de recherche et des chantiers de collection ayant pour objectif de développer les connaissances sur le patrimoine archéologique de la Dordogne, et plus largement de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Ces projets de coopération scientifique doivent s'inscrire dans les grands thèmes de recherche définis dans le projet scientifique et territorial du Service de l'Archéologie du Département, en cohérence avec le champ chronologique de son habilitation et les compétences rassemblées dans l'équipe en matière de topographie appliquée à l'archéologie, photogrammétrie par drone, étude lithique, étude archéométallurgique et étude du bâti.

Pour ce qui concerne la DRAC, il peut s'agir de missions de contrôle scientifique et technique, mais également d'orthophotographie aérienne ou de façade, de modélisation numérique de terrain et 3D, de captation vidéo, de photographie aérienne ou encore d'enregistrement bathymétrique.

Les projets de coopération scientifique décidés conjointement donnent lieu à l'établissement de conventions d'application, qui précisent les objectifs, le détail des actions à engager, le descriptif du pilotage ainsi que le descriptif des modalités de financement du projet. Ces conventions d'application peuvent inclure d'autres parties.

### **Article 2.2 : Implication scientifique du Département dans les programmes de recherche**

Le Département est propriétaire de plusieurs sites préhistoriques et historiques, bâtis ou non. Il en assure seul ou en partenariat la conservation, l'étude et la valorisation. En matière d'étude et de recherche, le Département investit donc prioritairement ces sites.

Le Service Départemental de l'Archéologie a ainsi été ou est actuellement en charge de l'étude des sites de Jovelle à La Tour-Blanche-Cercles, de l'abri du Squelette aux Eyzies, et du Camp du Fayard à Campagne. Il transmet annuellement ses projets scientifiques et ses demandes de financement à la DRAC, et soumet les Rapports d'opération à l'avis de la Commission Territoriale de la Recherche Archéologique. Il contribue par ailleurs aux travaux des équipes de recherche sur les sites du Roc de Marsal à Campagne, et de la Balutie à Montignac.

L'étude des sites monumentaux propriété du Département se fait conjointement avec les équipes du Service du Patrimoine du Département, en charge plus spécifiquement du suivi des sites ouverts au public en terme de conservation et de valorisation. Dans ce cadre le Service Départemental de l'Archéologie est amené à contribuer aux travaux des équipes de recherche sur les sites des Châteaux de Biron, Campagne et Bourdeilles et de l'Abbaye de Cadouin.

Le Département contribue par ailleurs directement à divers projets de recherche portés par d'autres institutions, par le biais d'expertises ou de collaborations scientifiques (projets collectifs de recherche, fouilles programmées, publications) faisant le cas échéant l'objet de conventions spécifiques.

### **Article 2.3 : Soutien à la recherche programmée**

Le Département et la DRAC se concertent sur le financement des programmes de recherche archéologique programmée projetés annuellement sur le territoire départemental, conformément aux décisions de la Commission territoriale de la recherche archéologique en charge de la recherche programmée ; une Réunion de concertation spécifique a lieu chaque début d'année à l'issue des délibérations des Commissions en charge de la recherche programmée.

Les principes généraux du soutien du Département sont les suivants :

- Priorité sera donnée aux programmes également validés et financés par la DRAC ;
- Une priorité donnée à l'accompagnement des jeunes chercheurs et étudiants ;
- Une priorité donnée à l'accompagnement des projets portant sur le domaine public départemental ;
- Une répartition équilibrée entre les différentes périodes chronologiques représentées par les programmes de recherche.

Le soutien du Département pourra prendre les formes suivantes :

- Aide financière, à l'appui d'une demande déposée auprès du Département par chaque Porteur de programme, au moyen d'un courrier circonstancié, comprenant le projet scientifique et un budget prévisionnel de l'opération de recherche. L'aide du Département sera soumise à l'approbation de la Commission Permanente du Conseil départemental, et ne pourra excéder 50 % du Budget prévisionnel de l'opération de recherche annuelle ;
- Prêt de matériel technique d'intervention de terrain ;
- Expertises, collaborations scientifiques et techniques dans les champs de compétences mentionnés à l'article 2.1.

#### **Article 2.4 : Participation à la formation en archéologie**

Des programmes de formation peuvent impliquer les deux Partenaires dans la perspective de mobiliser les ressources départementales et d'exploiter des données ou des résultats archéologiques. La DRAC et le Département participent ainsi notamment au Master 2 Ingénierie de l'archéologie préventive, dispensé par l'Université Bordeaux-Montaigne et accueillent dans ce cadre des étudiants pour leur stage obligatoire. Cela peut également permettre d'identifier conjointement des sujets de recherche pour les Master Archéologie et Bio-géosciences de l'université de Bordeaux, notamment l'étude de collections issues des opérations de recherche conduites par le service.

#### **Article 3 : Echange d'information et de documentation scientifiques et techniques**

##### **Article 3.1 : Contribution à la Carte archéologique nationale**

Le Département, par l'intermédiaire de son Service de l'Archéologie, participe à la collecte de l'information archéologique au moyen de programmes de recherche propres ou menés en partenariat avec les autres acteurs de l'archéologie, notamment par le biais d'opérations d'archéologie préventive, de fouilles archéologiques programmées, de programmes de prospection et d'inventaire ou de recensement. Il contribue à la connaissance du patrimoine archéologique présent sur le territoire de la Dordogne et le cas échéant, à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine, dans le cadre de son expertise scientifique et patrimoniale.

L'État dresse et met à jour la Carte archéologique nationale avec le concours des Collectivités territoriales et des Etablissements publics ayant des activités de recherche archéologique. À cette fin, il collecte l'ensemble des informations archéologiques contenues dans les ressources bibliographiques, les archives et les résultats des opérations archéologiques réalisées sur le territoire national. Les Directions Régionales des Affaires Culturelles (Services régionaux de l'Archéologie) ont en charge la mise en œuvre de l'application de la Carte archéologique nationale PATRIARCHE qui associe une base de données alphanumérique et un système d'information géographique.

Le Département s'engage à transmettre à la DRAC l'ensemble des données géoréférencées qu'il acquiert dans le cadre de ses actions de recherche et d'étude. La DRAC s'engage à donner au Département un accès à la base carte archéologique nationale PATRIARCHE.

Les conditions de cet accès ainsi que les modalités de contribution, de normalisation des données numérisées fournies par le Département sont déterminées par une convention d'application particulière.

##### **Article 3.2 : Transmission des rapports d'opérations archéologiques**

Les Rapports de diagnostics établis à l'issue d'opérations conduites sur le territoire départemental, sont transmis au Département au format papier au fur et à mesure de leur validation par la DRAC. Un versement au format numérique sera effectué par période de 6 mois par tout moyen permettant cette transmission.

#### **Article 4 : Assurer et coordonner la diffusion de l'information scientifique**

Le Département et la DRAC se concertent pour assurer la diffusion et la valorisation des résultats des opérations archéologiques, autant pour la communauté scientifique qu'en direction du grand public.

##### **Article 4.1 : Exploitation scientifique des données issues des opérations archéologiques**

L'exploitation des résultats des opérations archéologiques préventives et programmées conduites par le Département est une mission essentielle du Service Départemental de l'Archéologie, qui légitime sa place d'Opérateur archéologique régional. Cette mission est assurée par les actions suivantes :

- Communications lors de colloques, tables-rondes, séminaires ou autres journées d'étude scientifiques de portée régionale, nationale ou internationale ;
- Publications de notices scientifiques pour l'édition du Bilan scientifique régional, également disponibles sur le site ADFLI Archéologie de la France ;
- Publications scientifiques monographiques ou périodiques dans des revues spécialisées à portée départementale, régionale, nationale ou internationale ;
- Publications scientifiques touchant un public plus large ;
- Contributions aux Commissariats d'exposition et Comités scientifiques des musées de France ;
- Contributions aux Comités scientifiques de Lascaux et de Cussac.

La DRAC et le Département se concertent pour l'organisation et la programmation des rencontres scientifiques qui ont lieu en Dordogne ; ils sont associés aux Comités d'organisation et aux Comités scientifiques de ces manifestations.

##### **Article 4.2 : Valorisation culturelle des opérations archéologiques**

Le Département entretient sa propre politique de valorisation, à destination d'un large public et sur tous les supports qu'il juge utile.

Le Département et la DRAC œuvrent à la programmation de manifestations destinées à faire connaître au plus grand nombre le patrimoine archéologique et les résultats des opérations archéologiques, notamment par les actions suivantes :

- Journée départementale annuelle d'actualités archéologiques « Archéo Actu », co-organisée avec le Pôle d'Interprétation de la Préhistoire des Eyzies ;
- Journées nationales de l'archéologie, Journées européennes du patrimoine, Fête de la Science et Rendez-vous aux jardins ;
- Présentations exceptionnelles des résultats au public par des expositions temporaires et l'organisation de conférences, de visites de sites archéologiques et animations etc. ;
- Expositions dans les Musées de France et Etablissements partenaires, comprenant le prêt de collections départementales.

Les actions de valorisation décidées conjointement donnent lieu à l'établissement de conventions d'application, qui précisent les objectifs, le détail des actions à engager, le descriptif du pilotage ainsi que le descriptif des modalités de financement du projet. Ces conventions d'application peuvent inclure d'autres parties.

### **Article 4.3 : Projets d'Education Artistique et Culturelle**

La DRAC et le Département concourent à la mise en œuvre du dispositif d'Education Artistique et Culturelle, auprès des scolaires, et en particulier des collégiens de Dordogne, dans l'esprit de la Convention départementale d'Education Artistique et Culturelle 2021-2025 en date du 2 mars 2022.

Dans ce cadre, le Département développe des outils pédagogiques et expositions itinérantes relatives aux résultats de la recherche, afin de déployer ces missions sur le territoire départemental. Pour ce faire, il collabore avec les équipes de médiation des autres Services culturels départementaux et des Etablissements culturels du territoire, Pôle d'Interprétation de la Préhistoire et Musées de France essentiellement.

### **Article 5 : Gestion et exploitation des collections archéologiques**

Les collections archéologiques issues des opérations de recherche menées sur le territoire départemental sont prioritairement conservées en Dordogne. Pour ce qui concerne les collections issues des opérations conduites par le Service Départemental de l'Archéologie :

- Le dépôt archéologique départemental de Coulounieix-Chamiers accueille les Collections du Néolithique à nos jours. La gestion de ces locaux, en partie occupés par la DRAC, fait l'objet d'une convention d'usage spécifique, en vigueur depuis le 12 avril 2022 ;
- Le dépôt du Pôle mixte de recherches de Campagne, géré par la DRAC, accueille les Collections paléolithiques ;
- Les locaux du Service Départemental de l'Archéologie comprennent une salle isolée et contrôlée pour la conservation des matériaux sensibles, verre et métal essentiellement ;
- La documentation scientifique des opérations archéologiques est également conservée dans une salle d'archives dans les locaux du service départemental de l'Archéologie pour ce qui concerne les archives papier, et dans un dossier spécifique sur le serveur du Département pour ce qui concerne les archives numériques.

Les collections archéologiques du Département peuvent être mises à disposition des chercheurs qui le souhaitent après accord de la DRAC, dans le but de promouvoir l'étude et la connaissance du patrimoine archéologique départemental.

### **Article 6 : Entrée en vigueur**

La présente convention entrera en vigueur à la signature des deux Parties. Elle est conclue pour une durée de cinq ans. À l'issue de cette période, elle fera l'objet d'un Compte rendu dans le bilan scientifique, technique et financier de l'activité en matière d'archéologie préventive du Service de l'Archéologie, remis par le Département au Ministère de la Culture et de la Communication tous les cinq ans.

## **Article 7 : Résiliation**

À la demande de l'une ou l'autre des Parties, il peut être mis fin à la présente convention par envoi d'une lettre recommandée, sous réserve du respect d'un délai de deux mois avant l'échéance.

## **Article 8 : Règlement des litiges**

En cas de litige entre les Signataires de la convention, ceux-ci s'engagent à épuiser toutes les voies de règlement à l'amiable. Si aucun n'est trouvé, le litige sera soumis à la juridiction compétente.

Périgueux, le

Établie en deux exemplaires originaux.

Pour la Direction Régionale des Affaires  
Culturelles Nouvelle-Aquitaine,  
la Directrice régionale,

MAYLIS DESCAZEUX

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

GERMINAL PEIRO



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.26**

**Répartition du Fonds départemental d'aide aux salles de Cinéma Art et Essai  
au titre de l'Exercice budgétaire 2023.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.26

Répartition du Fonds départemental d'aide aux salles de Cinéma Art et Essai  
au titre de l'Exercice budgétaire 2023.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194736 1	14 301,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	60 157,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194729 1	12 129,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	60 157,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194730 1	6 947,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	60 157,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194733 1	5 283,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	60 157,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194735 1	5 283,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	60 157,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
--------------------------	----------

Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194737 1	: 4 613,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	60 157,00€

Section : Fonctionnement		DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /		
Crédits de paiement votés		370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 195022 1	:	3 942,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :		60 157,00€

Section : Fonctionnement		DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /		
Crédits de paiement votés		370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194741 1	:	1 206,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :		60 157,00€

Section : Fonctionnement		DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657348 / 0 / 0 /		
Crédits de paiement votés		370 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194743 1	:	1 139,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :		60 157,00€

Section : Fonctionnement		DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 657358 / 0 / 0 /		
Crédits de paiement votés		408 125,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194745 1	:	6 247,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :		50 638,00€

Section : Fonctionnement		DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 65748.6 / 0 / 0 /		
Crédits de paiement votés		513 075,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194749 1	:	14 053,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :		36 743,00€

Section : Fonctionnement		DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 65748.6 / 0 / 0 /		
Crédits de paiement votés		513 075,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 195149 1	:	11 215,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :		36 743,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 65748.6 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	513 075,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194746 1	: 2 799,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	36 743,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 311 / 65748.7 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	17 200,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194751 1	: 17 200,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-224 du 17 novembre 2022,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-13 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, sur les crédits inscrits au chapitre 933, article fonctionnel 311, les subventions suivantes, d'un montant total de **106.357 €** réparti comme suit :

- Nature 657348 : Subvention de fonctionnement - Autres Communes : **54.843 €**
  - o Le Buisson-de-Cadouin pour son cinéma Le Lux Louis Delluc 14.301 €
  - o Montignac pour son cinéma Vox 12.129 €
  - o Ribérac pour son cinéma Max Linder 6.947 €
  - o Saint-Astier pour son cinéma La Fabrique 5.283 €
  - o Terrasson-Lavilledieu pour son cinéma Ciné Roc 5.283 €
  - o Thiviers pour son cinéma Le Clair 4.613 €
  - o Mussidan pour son cinéma Notre Dame 3.942 €
  - o Montpon-Ménéstérol pour son cinéma Le Lascaux 1.206 €
  - o Saint-Aulaye pour son cinéma Le Studio 1.139 €

- Nature 657358 : subvention de fonctionnement - Autres Groupements : **6.247 €**
  - o Communauté de Communes du Périgord-Nontronnais  
pour son cinéma Louis Delluc 6.247 €
  
- Nature 65748.6 : subvention de fonctionnement aux Associations : **28.067 €**
  - o Association Ciné-Passion 14.053 €
  - o Association Ciné-Cinéma à Périgueux 11.215 €
  - o Association Cinéma Le Club à La Roche-Chalais 2.799 €
  
- Nature 65748.7 : subvention de fonctionnement - Personnes privées : **17.200 €**
  - o Cinéma Le Rex à Sarlat-La-Canéda 17.200 €

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.27**

**Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne.  
Attribution de subventions avec intervention de conventions  
aux Sociétés ICI ET LA PRODUCTIONS et SUPERNOVA FILMS.  
Avenant n° 1 à la convention avec la Société NOVANIMA PRODUCTIONS relatif à la réalisation  
d'un court-métrage d'animation intitulé "Génésis".**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Régine ANGLARD

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.27

Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne.  
Attribution de subventions avec intervention de conventions  
aux Sociétés ICI ET LA PRODUCTIONS et SUPERNOVA FILMS.  
Avenant n° 1 à la convention avec la Société NOVANIMA PRODUCTIONS relatif à la réalisation  
d'un court-métrage d'animation intitulé "Génésis".

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 903 / 311 / 20421.7 / 0 / 1996 / CULT	
Autorisation de programme votée :	908 000,00€
Décision : <b>Affectation</b> N° : 2023 CP 15075 1 :	10 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	58 000,00€

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 903 / 311 / 20421.7 / 0 / 1996 / CULT	
Autorisation de programme votée :	908 000,00€
Décision : <b>Affectation</b> N° : 2023 CP 15074 1 :	9 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	58 000,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.VII.38 du 15 novembre 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-224 du 17 novembre 2022,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-13 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**AFFECTE** sur les crédits inscrits au chapitre 903, article fonctionnel 311, nature 20421.7, une autorisation de programme d'un montant total de **19.000 €** aux opérations suivantes et répartie comme suit :

- 10.000 € à la réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « **L'HOMME QUI M'A TUÉE** » écrit par Jean-Raymond GARCIA, réalisé par Anne-Marie PUGA et Jean-Raymond GARCIA ;
- 9.000 € à la réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « **LOU VA AU LAC** » de Tara MAUREL.

**ALLOUE** sur les crédits inscrits au chapitre 903, article fonctionnel 311, nature 20421.7, les subventions suivantes, pour un montant total de **19.000 €** :

Bénéficiaires	Nature du projet	Subventions allouées
<b>SUPERNOVA FILMS</b> 64, rue des Grands Champs 75020 PARIS	Réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « <b>L'HOMME QUI M'A TUÉE</b> » écrit par Jean-Raymond GARCIA, réalisé par Anne-Marie PUGA et Jean-Raymond GARCIA. (Cf. convention en annexe 1)	<b>10.000 €</b>
<b>ICI &amp; LÀ PRODUCTIONS</b> 75, rue des Martyrs 75018 PARIS	Réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « <b>LOU VA AU LAC</b> » de Tara MAUREL. (Cf. convention en annexe 2)	<b>9.000 €</b>

**APPROUVE** les conventions à intervenir pour 2023, entre le Département de la Dordogne et les Sociétés précitées, telles qu'elles figurent en annexes (1 à 2) à la présente délibération.

**APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention adoptée par la Commission Permanente n° 21.CP.VII.38 en date du 15 novembre 2021, à intervenir pour 2023, entre le Département de la Dordogne et la Société NOVANIMA PRODUCTIONS – Le Thon – 24220 CASTELS-ET-BEZENAC, tel qu'il figure en annexe 3 à la présente délibération.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à les signer et les exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:21  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





### CONVENTION 2023

**Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne.  
Convention liant le Département de la Dordogne et la Société SUPERNOVA FILMS,  
relative à la production d'un court-métrage de fiction cinématographique  
intitulé « L'HOMME QUI M'A TUÉE »**

#### ENTRE

**Le Département de la Dordogne** sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter la présente convention en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP. IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « Le Département », d'une part,

#### ET

**La Société SUPERNOVA FILMS**, SAS au capital de 45.000 €, inscrite au Registre du Commerce de Paris sous le n° 890 058 761, ayant son siège social : 64, rue des Grands Champs - 75020 PARIS (France), représentée par M. Farès LADJIMI en sa qualité de Président, agissant aux fins des présentes pour le compte de la Société,

Ci-après dénommée « La Société », d'autre part.

**VU** le Règlement d'intervention du Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne, approuvé par délibération du Conseil départemental n° 22-224 du 17 novembre 2022,

#### IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

##### PREAMBULE

Dans le cadre d'une convention avec le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC), la Région Nouvelle-Aquitaine aide sélectivement la création et la production dans les domaines du court-métrage, du long-métrage de cinéma, des téléfilms, des séries télévisées, du documentaire de création, de l'animation, des produits multimédias et de jeux vidéo, dans le double but de développer la création artistique sur le territoire dans le domaine de l'image et de soutenir les entreprises régionales engagées dans la création.

Les Départements de la Charente, de la Charente-Maritime, des Landes, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne et de la Gironde, Signataires de la convention avec le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC), apportent une subvention seule ou en complément de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le Département de la Dordogne œuvre depuis de nombreuses années en faveur du développement de la filière professionnelle cinématographique.

La Société SUPERNOVA FILMS a pour projet la réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique « **L'HOMME QUI M'A TUÉE** » écrit par Jean-Raymond GARCIA, réalisé par Anne-Marie PUGA et Jean-Raymond GARCIA.

« **L'HOMME QUI M'A TUÉE** » est un haïku cinématographique sous forme de western qui nous plonge au cœur du 19<sup>ème</sup> siècle.

Le mort parle et rassure sa meurtrière. Elle-même bientôt sans vie, laisse son double danser dans les limbes avec l'homme qu'elle a aimé et tuée.

Le tournage, en Dordogne, est prévu la première semaine de mars 2024.

Concernant le lieu de tournage, deux possibilités sont envisagées :

- Le Parc domanial de la Forêt de Campagne ;
- Le saut du Chaland à Saint-Romain.

Une vingtaine d'emplois prévisionnels, hors figurations, est prévue en en Dordogne :

Régisseur adjoint, Régisseur général, 1<sup>er</sup> Assistant réalisateur, 2<sup>ème</sup> assistant caméra, Photographe de plateau, Habilleuse, Dresseur animalier, 2 Assistant accessoiriste, Monteur son, Auxiliaire régie, Stagiaire régie, 2<sup>ème</sup> Assistant réalisateur, 1 Coordination de post-production, Assistant monteur, Machiniste, Chef électricien, Electricien, Renforts électricien.

La présente convention a pour objet d'allouer un soutien financier pour la réalisation du Film, compte tenu notamment du recours à des compétences départementales en termes d'emplois culturels contractualisés et de prestations techniques, et afin de valoriser l'image de la Dordogne.

Le Département ne peut être considéré, aux termes de la présente convention, comme Producteur du Film, la Société conservant la maîtrise totale de la réalisation dans tous ses aspects techniques et artistiques.

En conséquence, le Département ne peut faire valoir aucun droit sur les recettes du Film.

## ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat établi entre le Département et la Société dans le cadre de la réalisation, de la diffusion, de la commercialisation et de la promotion pour la réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique « **L'HOMME QUI M'A TUÉE** » écrit par Jean-Raymond GARCIA, réalisé par Anne-Marie PUGA et Jean-Raymond GARCIA, d'une durée prévisionnelle de 14 minutes.

Par la présente convention, la Société SUPERNOVA FILMS, s'engage à réaliser un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « **L'HOMME QUI M'A TUÉE** » et à mobiliser à cette fin tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Ce partenariat doit permettre, d'une part, de soutenir financièrement et techniquement la réalisation du Film et d'autre part, d'assurer la valorisation significative de l'action publique départementale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel, notamment à l'occasion de sa diffusion et de sa promotion.

## ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans à compter de la signature par les deux Parties.

Dans le cas où la Société se rend compte qu'elle ne peut respecter les termes de la convention quant aux délais, elle doit en informer le Département par courrier avec accusé de réception, dûment motivé, dans un délai de trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Le Département n'a pas obligation de donner droit à la demande de prorogation.

Dans le cas où le Département accepte la prorogation, celle-ci doit faire l'objet d'un avenant (Cf. article 10). Cette prorogation ne peut avoir pour conséquence une quelconque revalorisation de la subvention allouée.

## ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT

### **- A - Montant de l'aide départementale**

Conformément à la délibération de la Commission Permanente du 20 novembre 2023, le Département de la Dordogne s'engage à verser à la Société SUPERNOVA FILMS, une subvention d'un montant forfaitaire de **10.000 € (Dix mille euros)**, imputée sur les crédits du chapitre 903, article fonctionnel 311, nature 20421.7.

## **- B - Modalités de paiement**

Le règlement de la subvention allouée (10.000 €) s'effectuera par mandat administratif, selon l'échéancier suivant :

- 7.000 € à la signature de la présente convention par les deux Parties,
- 3.000 € après réception des documents suivants :
  - Quatre copies numériques du Film (DVD ou Blu-Ray, et éventuellement DCP et/ou lien Internet permanent) ;
  - Bilan détaillé, daté et certifié des dépenses et embauches réalisées en Dordogne - FORMAT NUMERIQUE ;
  - Bible de fin de tournage - FORMAT NUMERIQUE.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA SOCIETE**

La Société SUPERNOVA FILMS reconnaît avoir pris connaissance des engagements à respecter en cas d'attribution d'une aide départementale, listés dans le Dossier technique commun dématérialisé de demande d'aide à la production, notamment :

### **- A - Obligations générales**

La Société s'engage à :

- Respecter les prescriptions légales et réglementaires concernant les obligations fiscales et les édictées par le Code de la Propriété intellectuelle en vigueur ;
- Respecter le Droit du travail en vigueur ;
- Respecter le Règlement d'intervention du Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne ;
- Respecter une démarche éco-responsable. Un guide rédigé par le Département de la Dordogne et Ciné-Passion en Périgord est disponible sur les sites : [dordogne.fr](http://dordogne.fr) et [cine-passion24.com](http://cine-passion24.com).

### **- B - Obligations quant au tournage de l'Œuvre**

La Société s'engage à :

- Prévenir par écrit le Département des dates de début et de fin de tournage, ainsi que des lieux précis de tournage, dans et hors du département ;
- L'envoi quotidien (durant toute la période du tournage sur le département de la Dordogne) des Feuilles de services et la mise à disposition de la Bible de début (et de fin) du tournage ainsi que le dernier Plan de travail ;
- Remettre la Bible de tournage spécifiant tous les intervenants, dans et hors du département ;  
Une attention particulière sera portée au respect des engagements de la Société en terme d'implication locale ;
- Remettre, à l'issue de la post-production, dans un délai maximum de soixante jours, un Bilan détaillé, daté et certifié des dépenses et embauches réalisées en Dordogne, ainsi que la Bible de fin de tournage ;

- Autoriser différentes visites des représentants du Département à l'occasion du tournage en Dordogne. Le nombre et les dates de visites sur les lieux du tournage seront à définir d'un commun accord entre les Parties ;
- Autoriser le Département à communiquer sur l'aide financière concourant à la réalisation du Film. Toute communication devra être validée par la Société. Une Conférence de presse avec l'équipe de tournage sera prévue en accord avec les deux Parties ;
- Autoriser le Département à réaliser un reportage photographique et vidéo sur le tournage ; Cette autorisation comporte expressément la cession des Droits d'exploitation (à titre non commercial) et d'image nés de ce reportage. Après approbation par la Société (qui présentera les visuels pour validation aux comédiens ayant un droit de regard) des clichés choisis, le Département pourra les utiliser dans le cadre de reportages consacrés au tournage du Film et au cinéma dans les éditions papier et numériques éditées par le Conseil départemental de la Dordogne, ainsi que sur les sites Internet et Intranet du Département.

### **- C - Obligations quant aux délais de réalisation**

Compte tenu de la durée de la convention (deux ans - Cf. article 2), le tournage devra intervenir dans un délai de dix-huit mois à compter de la signature de la présente convention par les deux Parties.

### **- D - Obligations en matière de diffusion et de promotion**

La Société s'engage à :

- Mentionner au générique de début et fin du Film la mention « Avec le soutien du Département de la Dordogne » ;
- Mentionner dans le générique de fin du Film « Avec tous nos remerciements au Département de la Dordogne et sa population » et d'éventuelles autres mentions de remerciements ;
- Faire figurer les mentions ci-dessus et le logo du Département sur tous les documents promotionnels ou d'information, dossiers et articles de presse, fiches de présentation, invitations, affiches tous formats, jaquettes ou pochettes de DVD produits dérivés du Film. La Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports (DGA CES) devra être destinataire des maquettes relatives aux différents supports ;
- Remettre à la Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports, dès l'achèvement du Film, quatre copies numériques (DVD ou Blu-Ray, et éventuellement DCP et/ou lien Internet permanent) ;
- Informer régulièrement la Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports du Département de la liste des manifestations nationales et internationales dans lesquelles le Film sera présenté, des prix éventuellement décernés ainsi que des diffusions télévisuelles ;

- Effectuer des présentations en avant-premières du Film, en priorité dans le réseau Ciné-Passion en Périgord, en présence du Réalisateur et des comédiens principaux, sous réserve de leur disponibilité. La Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Éducation et des Sports et la Direction de la Communication du Département, ainsi que les Services de presse du Film travailleront en commun afin d'inviter des personnalités et des journalistes ;
- Favoriser toutes les diffusions publiques du Film ;
- Céder au Département les Droits d'utilisation non commerciale du Film dans le cadre de projections, d'animations, ou dans le cadre de manifestations à caractère pédagogique ou culturel.

A l'égard de l'ensemble de ces obligations, la Société se porte garante de l'absence de tout risque d'éviction ou de tout droit des tiers susceptibles d'empêcher ou de restreindre l'exécution de la présente convention.

**Toute obligation relevant des points A, B, C et D, susceptible de poser difficulté à la Société, doit être immédiatement portée à la connaissance du Département.**

#### **ARTICLE 5 : CONTRÔLE**

Le Département peut vérifier, à tout moment, que la Société se conforme aux clauses de la présente convention, et exiger d'elle tous renseignements propres à permettre les vérifications qu'il juge utiles.

#### **ARTICLE 6 : RESILIATION**

La présente convention peut être résiliée de plein droit par le Département à tout moment dans l'intérêt du service, pour motif d'intérêt général.

#### **ARTICLE 7 : SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la présente convention par la Société, sans l'accord écrit du Département, celui-ci pourra exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées (Cf. article 3), diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la Société, après avoir préalablement entendu ses représentants.

Le Département en informera la Société par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **ARTICLE 8 : CESSATION D'ACTIVITE**

En cas de cessation d'activité de la Société avant la diffusion du Film et pendant la durée de la présente convention, le Département demandera le remboursement de la subvention allouée (Cf. article 3).

## **ARTICLE 9 : RESPONSABILITE ET PROPRIETE**

La Société conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels concourant à la réalisation du Film, des choix des sites de tournage. Elle est garante de ceux-ci et doit en rendre compte au Département.

La Société est seule propriétaire des éléments corporels et incorporels du Film.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les deux Parties, doit faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, par le biais de l'élaboration d'une transaction.

En cas d'échec, les litiges relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait en **DEUX** exemplaires originaux, à Périgueux, le

Pour la Société SUPERNOVA FILMS,  
le Président,

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président,

Farès LADJIMI

### CONVENTION 2023

**Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne.  
Convention liant le Département de la Dordogne et la Société ICI & LÀ PRODUCTIONS,  
relative à la production d'un court-métrage de fiction cinématographique  
intitulé « LOU VA AU LAC »**

#### ENTRE

**Le Département de la Dordogne** sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter la présente convention en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « Le Département », d'une part,

#### ET

**La Société ICI & LÀ PRODUCTIONS**, SAS au capital de 45.000 €, inscrite au Registre du Commerce de Paris sous le n° 794 134 163, ayant son siège social : 75, rue des Martyrs - 75018 PARIS, représentée par M. Jean-Claude FROELIGER, en sa qualité de Président, agissant aux fins des présentes pour le compte de la Société,

Ci-après dénommée « La Société », d'autre part.

**VU** le Règlement d'intervention du Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne, approuvé par délibération du Conseil départemental n° 22-224 du 17 novembre 2022,

#### IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

##### PREAMBULE

Dans le cadre d'une convention avec le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC), la Région Nouvelle-Aquitaine aide sélectivement la création et la production dans les domaines du court-métrage, du long-métrage de cinéma, des téléfilms, des séries télévisées, du documentaire de création, de l'animation, des produits multimédias et de jeux vidéo, dans le double but de développer la création artistique sur le territoire dans le domaine de l'image et de soutenir les entreprises régionales engagées dans la création.



Les Départements de la Charente, de la Charente-Maritime, des Landes, de la Dordogne, du Lot-et-Garonne et de la Gironde, Signataires de la convention avec le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC), apportent une subvention seule ou en complément de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le Département de la Dordogne œuvre depuis de nombreuses années en faveur du développement de la filière professionnelle cinématographique.

La Société ICI & LÀ PRODUCTIONS a pour projet la réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « **LOU VA AU LAC** » par Tara MAUREL.

Ce film raconte l'histoire de Lou, 5 ans, qui voit sa vie basculer le jour où elle découvre que sa mère, Lisa (35 ans), qui l'élève seule, est amoureuse. Alors que la fin de l'été approche, et qu'elles s'appêtent à s'installer à l'autre bout du monde, Lou fait la connaissance de Paul.

Le tournage, en Dordogne, est programmé du 12 au 24 octobre 2023 aux alentours des Communes de Sarlat, La Roque-Gageac et Vitrac.

Une dizaine d'emplois prévisionnels, hors figurations, est prévue en Nouvelle-Aquitaine et plus particulièrement en Dordogne : le Régisseur général.

La présente convention a pour objet d'allouer un soutien financier pour la réalisation du Film, compte tenu notamment du recours à des compétences départementales en termes d'emplois culturels contractualisés et de prestations techniques, et afin de valoriser l'image de la Dordogne.

Le Département ne peut être considéré, aux termes de la présente convention, comme Producteur du Film, la Société conservant la maîtrise totale de la réalisation dans tous ses aspects techniques et artistiques.

En conséquence, le Département ne peut faire valoir aucun droit sur les recettes du Film.

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat établi entre le Département et la Société dans le cadre de la réalisation, de la diffusion, de la commercialisation et de la promotion pour la réalisation d'un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « **LOU VA AU LAC** » par Tara MAUREL, d'une durée prévisionnelle de 24 minutes.

Par la présente convention, la Société ICI & LÀ PRODUCTIONS, s'engage à réaliser un court-métrage de fiction cinématographique intitulé « **LOU VA AU LAC** » et à mobiliser à cette fin tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Ce partenariat doit permettre, d'une part, de soutenir financièrement et techniquement la réalisation du Film et d'autre part, d'assurer la valorisation significative de l'action publique départementale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel, notamment à l'occasion de sa diffusion et de sa promotion.

## **ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans à compter de la signature par les deux Parties.

Dans le cas où la Société se rend compte qu'elle ne peut respecter les termes de la convention quant aux délais, elle doit en informer le Département par courrier avec accusé de réception, dûment motivé, dans un délai de trois mois avant la date d'échéance de la convention.

Le Département n'a pas obligation de donner droit à la demande de prorogation.

Dans le cas où le Département accepte la prorogation, celle-ci doit faire l'objet d'un avenant (Cf. article 10). Cette prorogation ne peut avoir pour conséquence une quelconque revalorisation de la subvention allouée.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DÉPARTEMENT**

### **- A - Montant de l'aide départementale**

Conformément à la délibération de la Commission Permanente du 20 novembre 2023, le Département de la Dordogne s'engage à verser à la Société ICI & LÀ PRODUCTIONS, une subvention d'un montant forfaitaire de **9.000 € (Neuf mille euros)**, imputée sur les crédits du chapitre 903, article fonctionnel 311, nature 20421.7.

### **- B - Modalités de paiement**

Le règlement de la subvention allouée (9.000 €) s'effectuera par mandat administratif, selon l'échéancier suivant :

- 6.300 € à la signature de la présente convention par les deux Parties,
- 2.700 € après réception des documents suivants :
  - Quatre copies numériques du Film (DVD ou Blu-Ray, et éventuellement DCP et/ou lien Internet permanent) ;
  - Bilan détaillé, daté et certifié des dépenses et embauches réalisées en Dordogne - FORMAT NUMERIQUE ;
  - Bible de fin de tournage - FORMAT NUMERIQUE.

## **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE LA SOCIETE**

La Société ICI & LÀ PRODUCTIONS, reconnaît avoir pris connaissance des engagements à respecter en cas d'attribution d'une aide départementale, listés dans le Dossier technique commun dématérialisé de demande d'aide à la production, notamment :

## - A - Obligations générales

La Société s'engage à :

- Respecter les prescriptions légales et réglementaires concernant les obligations fiscales et les édictées par le Code de la Propriété intellectuelle en vigueur ;
- Respecter le Droit du travail en vigueur ;
- Respecter le Règlement d'intervention du Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne ;
- Respecter une démarche éco-responsable. Un guide rédigé par le Département de la Dordogne et Ciné-Passion en Périgord est disponible sur les sites : [dordogne.fr](http://dordogne.fr) et [cine-passion24.com](http://cine-passion24.com).

## - B - Obligations quant au tournage de l'Œuvre

La Société s'engage à :

- Prévenir par écrit le Département des dates de début et de fin de tournage, ainsi que des lieux précis de tournage, dans et hors du département ;
- L'envoi quotidien (durant toute la période du tournage sur le département de la Dordogne) des Feuilles de services et la mise à disposition de la Bible de début (et de fin) du tournage ainsi que le dernier Plan de travail ;
- Remettre la Bible de tournage spécifiant tous les intervenants, dans et hors du département ;  
Une attention particulière sera portée au respect des engagements de la Société en terme d'implication locale ;
- Remettre, à l'issue de la post-production, dans un délai maximum de soixante jours, un Bilan détaillé, daté et certifié des dépenses et embauches réalisées en Dordogne, ainsi que la Bible de fin de tournage ;
- Autoriser différentes visites des représentants du Département à l'occasion du tournage en Dordogne. Le nombre et les dates de visites sur les lieux du tournage seront à définir d'un commun accord entre les Parties ;
- Autoriser le Département à communiquer sur l'aide financière concourant à la réalisation du Film. Toute communication devra être validée par la Société. Une Conférence de presse avec l'équipe de tournage sera prévue en accord avec les deux Parties ;
- Autoriser le Département à réaliser un reportage photographique et vidéo sur le tournage ; Cette autorisation comporte expressément la cession des Droits d'exploitation (à titre non commercial) et d'image nés de ce reportage. Après approbation par la Société (qui présentera les visuels pour validation aux comédiens ayant un droit de regard) des clichés choisis, le Département pourra les utiliser dans le cadre de reportages consacrés au tournage du Film et au cinéma dans les éditions papier et numériques éditées par le Conseil départemental de la Dordogne, ainsi que sur les sites Internet et Intranet du Département.

### **- C - Obligations quant aux délais de réalisation**

Compte tenu de la durée de la convention (deux ans - Cf. article 2), le tournage devra intervenir dans un délai de dix-huit mois à compter de la signature de la présente convention par les deux Parties.

### **- D - Obligations en matière de diffusion et de promotion**

La Société s'engage à :

- Mentionner au générique de début du Film la mention « Avec le soutien du Département de la Dordogne » ;
- Mentionner dans le générique de fin du Film « Avec tous nos remerciements au Département de la Dordogne et sa population » et d'éventuelles autres mentions de remerciements ;
- Faire figurer les mentions ci-dessus et le logo du Département sur tous les documents promotionnels ou d'information, dossiers et articles de presse, fiches de présentation, invitations, affiches tous formats, jaquettes ou pochettes de DVD produits dérivés du Film. La Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports (DGA CES) devra être destinataire des maquettes relatives aux différents supports ;
- Remettre à la Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports, dès l'achèvement du Film, quatre copies numériques (DVD ou Blu-Ray, et éventuellement DCP et/ou lien Internet permanent) ;
- Informer régulièrement la Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports du Département de la liste des manifestations nationales et internationales dans lesquelles le Film sera présenté, des prix éventuellement décernés ainsi que des diffusions télévisuelles ;
- Effectuer des présentations en avant-premières du Film, en priorité dans le réseau Ciné-Passion en Périgord, en présence du Réalisateur et des comédiens principaux, sous réserve de leur disponibilité. La Direction Générale Adjointe de la Culture, de l'Education et des Sports et la Direction de la Communication du Département, ainsi que les Services de presse du Film travailleront en commun afin d'inviter des personnalités et des journalistes ;
- Favoriser toutes les diffusions publiques du Film ;
- Céder au Département les Droits d'utilisation non commerciale du Film dans le cadre de projections, d'animations, ou dans le cadre de manifestations à caractère pédagogique ou culturel.

A l'égard de l'ensemble de ces obligations, la Société se porte garante de l'absence de tout risque d'éviction ou de tout droit des tiers susceptibles d'empêcher ou de restreindre l'exécution de la présente convention.

**Toute obligation relevant des points A, B, C et D, susceptible de poser difficulté à la Société, doit être immédiatement portée à la connaissance du Département.**

## **ARTICLE 5 : CONTRÔLE**

Le Département peut vérifier, à tout moment, que la Société se conforme aux clauses de la présente convention, et exiger d'elle tous renseignements propres à permettre les vérifications qu'il juge utiles.

## **ARTICLE 6 : RESILIATION**

La présente convention peut être résiliée de plein droit par le Département à tout moment dans l'intérêt du service, pour motif d'intérêt général.

## **ARTICLE 7 : SANCTIONS**

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la présente convention par la Société, sans l'accord écrit du Département, celui-ci pourra exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées (Cf. article 3), diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par la Société, après avoir préalablement entendu ses représentants.

Le Département en informera la Société par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 8 : CESSATION D'ACTIVITE**

En cas de cessation d'activité de la Société avant la diffusion du Film et pendant la durée de la présente convention, le Département demandera le remboursement de la subvention allouée (Cf. article 3).

## **ARTICLE 9 : RESPONSABILITE ET PROPRIETE**

La Société conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels concourant à la réalisation du Film, des choix des sites de tournage. Elle est garante de ceux-ci et doit en rendre compte au Département.

La Société est seule propriétaire des éléments corporels et incorporels du Film.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les deux Parties, doit faire l'objet d'un avenant.

Celui-ci précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, les Signataires décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, par le biais de l'élaboration d'une transaction.

En cas d'échec, les litiges relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait en **DEUX** exemplaires originaux, à Périgueux, le

Pour la Société ICI & LÀ PRODUCTIONS,  
le Président,

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président,

Jean-Claude FROELIGER

Annexe 3 à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.

**Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne.  
Avenant n° 1 à la convention liant le Département de la Dordogne  
et la Société NOVANIMA PRODUCTIONS,  
relative à la réalisation d'un court-métrage d'animation intitulé « GENESIS ».**

**ENTRE**

**Le Département de la Dordogne** sis Hôtel du Département, 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter la présente convention en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « Le Département », d'une part,

**ET**

**La Société NOVANIMA PRODUCTIONS**, SARL au capital de 45.000 €, inscrite au Registre du Commerce de Bergerac sous le n° 492 012 380 RCS Bergerac, ayant son siège social à La Métairie du Thon - 24220 CASTELS-et-BÉZENAC, représentée par M. Marc FAYE, en sa qualité de Gérant, agissant aux fins des présentes pour le compte de la Société,

Ci-après dénommée « La Société », d'autre part.

**VU** le Règlement d'intervention du Fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle de la Dordogne, approuvé par délibération du Conseil départemental n° 22-224 du 17 novembre 2022,

**VU** la convention conclue au titre de l'année 2021, approuvée par délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.VII.38 du 15 novembre 2021.

**IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**PREAMBULE**

Le Département de la Dordogne a alloué à la Société NOVANIMA PRODUCTIONS une subvention de **6.000 €** pour la réalisation d'un court-métrage d'animation intitulé « GENESIS » réalisé par Karolina CHABIER.

La convention susvisée stipulait que le tournage devait intervenir dans un délai de dix-huit mois à compter de la signature de ladite convention.

Pour des raisons indépendantes de sa volonté (financement, diffusion), la Société a pris un certain retard pour la mise en œuvre du projet.

#### **ARTICLE UNIQUE**

La réalisation du court-métrage étant toujours d'actualité, le présent avenant a pour objet de prolonger le délai initialement prévu dans la convention, à savoir :

- Durée de la convention (Cf. article 2) : la durée de la convention est prolongée de deux ans à compter de la signature du présent avenant n° 1.

**Les autres dispositions de la convention restent inchangées.**

Fait en **DEUX** exemplaires.

A Périgueux, le

**Pour la Société NOVANIMA PRODUCTIONS,  
le Gérant,**

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Marc FAYE**



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.28**

**Attribution de Bourses de séjour 2023.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.28

Attribution de Bourses de séjour 2023.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 332 / 65131.5 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	7 500,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194790 1	5 697,50€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	1 802,50€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-17 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ATTRIBUE** au chapitre 933, article fonctionnel 332, nature 65131.5, un montant total de **5.697,50 €** à la Ligue de l'Enseignement de la Dordogne, Organisme gestionnaire ayant fait l'avance pour les bourses de séjour 2023 des enfants ayant séjourné en Centres de vacances.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:21  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.29**

**Subvention en faveur des échanges scolaires internationaux  
avec appariement organisés par des Etablissements privés.  
2ème répartition.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.29

Subvention en faveur des échanges scolaires internationaux  
avec appariement organisés par des Etablissements privés.  
2ème répartition.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 16-282 du 23 juin 2016,


VU la délibération du Conseil départemental n° 23-17 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, au titre des échanges scolaires internationaux, au chapitre 932, article fonctionnel 288, nature 65748.107, une subvention d'un montant de **1.110 €** au Collège privé Saint-Joseph de PERIGUEUX pour un échange avec l'Espagne.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:33:5:  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.30**

**Classes de découverte organisées par des Etablissements publics.  
7ème répartition.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.30

Classes de découverte organisées par des Etablissements publics.  
7ème répartition.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 284 / 657381.2 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	20 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194728 1	5 667,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	645,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 16-282 du 23 juin 2016,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-17 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, dans le cadre de l'enveloppe réservée aux classes de découverte, sur le chapitre 932, article fonctionnel 284, nature 657381.2, les subventions suivantes d'un montant total de **5.667 €** :

- Collège Léonce Bourliaguet de Thiviers - Séjour à St-Mesmin : .....390 €
- Collège Aliénor d'Aquitaine de Brantôme - Séjour à Le Teich : .....138 €
- Collège Aliénor d'Aquitaine de Brantôme - Séjour en Espagne : .....720 €
- Collège Jean Ladignac de St-Cyprien - Séjour à Mimizan : .....600 €
- Collège La Boétie de Sarlat - Séjour à Carcassonne : .....222 €
- Collège La Boétie de Sarlat - Séjour en Auvergne : .....600 €
- Collège Michel Debet de Tocane - Séjour en Provence : ..... 477 €
- Collège Michel Debet de Tocane - Séjour à Le Teich : .....264 €
- Collège Michel Debet de Tocane - Séjour en Charente : .....576 €
- Collège Suzanne Lacorre de Thenon - Séjour au Pays Basque : ..... 1.680 €

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:21  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.31**

**Classes de découverte organisées par les Ecoles et/ou des Organismes de droit privés.  
6ème répartition.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.31

Classes de découverte organisées par les Ecoles et/ou des Organismes de droit privés.  
6ème répartition.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 284 / 65748.114 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	20 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194727 1	6 958,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	751,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 16-282 du 23 juin 2016,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-17 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, au chapitre 932, article fonctionnel 284, nature 65748.114, dans le cadre de la sixième répartition de l'enveloppe, réservée aux classes de découverte, les subventions suivantes pour un montant total de **6.958 €** :

- Ecole primaire Louis Aragon de Piégut-Pluviers, Séjour à Cassen : .....864 €
- Ecole primaire Louis Aragon de Piégut-Pluviers, Séjour à Varaignes : ..... 96 €
- Ecole élémentaire Emile Brugne de La Roche-Chalais, Séjour à Sauméjan : .....312 €
- Ecole primaire de Le Coux et Bigaroque-Mouzens, Séjour à Superbesse : .....261 €
- Ecole primaire d'Excideuil, Séjour au Puy du Fou : .....744 €
- Ecole primaire de Cherval, Séjour à St-Georges-de-Didonne : .....120 €
- Ecole primaire de Verteillac, Séjour à Seignosse : .....744 €
- Ecole primaire de Sencenac-Puy-de-Fourches, Séjour à Montrem : .....312 €
- Ecole élémentaire Jean Nectoux de Mensignac, Séjour à Meschers : .....954 €
- Ecole primaire d'Issigeac, Séjour à Uz : .....246 €



- Ecole de Tursac, Séjour au Lioran : .....126 €
- Ecole élémentaire de Segonzac, Séjour à Taussat : .....315 €
- Ecole élémentaire de St-Front la Rivière, Séjour à Murat le Quaire : .....156 €
- Ecole Fernand Fromentière du Buisson-de-Cadouin, Séjour en Lozère : .....480 €
- Collège Ste Marthe St Front de Bergerac, Séjour au Puy du Fou : ..... 588 €
- Ecole primaire de Prats-de-Carlux, Séjour à Aldudes : .....640 €

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:2  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.32**

**Répartition de subventions au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH).**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe RÔUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.32

Répartition de subventions au titre du Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le décret n° 2000-992 du 6 octobre 2000,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ATTRIBUE**, sur le Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH - compte hors budget),  
les subventions suivantes, pour un montant total de **21.297,44 €** réparti comme suit :

Collèges	Objet de la demande	Montant
LALINDE	Achat escabeau aluminium	5.088,60 €
	Achat petit matériel de cuisine	
	Achat armoires hautes et basses	
	Achat tapis collant désinfectant	
	Remplacement évaporateur chambre froide	
	Achat disques robot	
SAINT-CYPRIEN	Diverses réparations	13.479,40 €
	Achat et installation lave batterie et hachoir, poussoir vertical	
	Achat petit matériel de cuisine	
THIVIERS	Remplacement de pièces et réparations	2.729,44 €
	Diverses réparations	
	<b>TOTAL</b>	<b>21.297,44 €</b>

Signé numériquement  
A: PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:33:5:  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.33**

**Utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux  
par les Collèges publics du département.  
Subventions versées par le Département aux Collectivités propriétaires.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.33

Utilisation des équipements sportifs communaux ou intercommunaux  
par les Collèges publics du département.  
Subventions versées par le Département aux Collectivités propriétaires.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 282 / 657348 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	270 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194856 1	104 242,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	152 438,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 282 / 6573644 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	38 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194857 1	26 730,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	11 270,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-202 du 28 juin 2022,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.VI.29 du 19 septembre 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ACCORDE**, une subvention pour l'utilisation des équipements sportifs par les Collèges publics du Département répartie comme suit :

- Pour les Groupements intercommunaux, au chapitre 932, article fonctionnel 282, nature 657358, un montant de 25.742 € ;
- Pour les Communes, au chapitre 932, article fonctionnel 282, nature 657348, un montant de 104.242 € ;
- Pour les Syndicats du type SIVOS, au chapitre 932, article fonctionnel 282, nature 6573644, un montant de 26.730 €.

Selon la répartition suivante :

Propriétaire	Collège	montant à payer €
Com. Com Bastides Dordogne Périgord	Collège Léo Testut - BEAUMONTOIS-EN-PÉRIGORD	4 500,00
Com. Com Vallée de l'Homme	Collège Yvon Delbos - MONTIGNAC	4 290,00
Com. Com Vallée Dordogne Vallée Bessède	Collège Jean Ladignac - SAINT-CYPRIEN	6 600,00
Com. Com Vallée Dordogne Vallée Bessède	Collège Pierre Fanlac - PAYS-DE-BELVÈS	10 352,00
	<b>TOTAL COM COM</b>	<b>25 742,00</b>
Commune de La Coquille	Collège Charles de Gaulle - LA COQUILLE	5 040,00
Commune de Bergerac	Collège Eugène Le Roy - BERGERAC	6 880,00
Commune de Bergerac	Collège Jacques Prévert - BERGERAC	12 080,00
Commune de Lalinde	Collège Jean Monnet - LALINDE	706,00
Commune de Mareuil	Collège Arnault de Mareuil - MAREUIL	5 568,00
Commune de Mensignac	Collège LA ROCHE-BEAULIEU - ANNESSE-ET-BEAULIEU	480,00
Commune de Montpon-Ménéstérol	Collège Jean Rostand - MONTPON-MÉNESTÉROL	15 696,00
Commune de Neuvic-sur-l'Isle	Collège Henri Bretin - NEUVIC	7 800,00
Commune de Périgueux	Collège Anne Frank - PÉRIGUEUX	9 600,00
Commune de Périgueux	Collège Clos Chassaing - PÉRIGUEUX	4 200,00
Commune de Piégut-Pluviers	Collège les Marches de l'Occitanie - PIÉGUT	960,00
Commune de Ribérac	Collège Arnaut Daniel - RIBÉRAC	572,00
Commune de Sarlat	Collège La Boétie - SARLAT	2 100,00
Commune de Saint-Aulaye	Collège Dronne Double - SAINT-AULAYE	4 050,00
Commune de Terrasson	Collège Jules Ferry - TERRASSON	5 890,00
Commune d'Eymet	Collège George et Marie Bousquet - EYMET	7 200,00
Commune d'Eyzerac	Collège Léonce Bourliaguet - THIVIERS	613,14
Commune de Lanouaille	Collège Plaisance - LANOUAILLE	5 760,00

Commune de Thiviers	Collège Léonce Bourliaguet - THIVIERS	9 046,86
	<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>104 242,00</b>
SIVOS et Sportive de Brantôme (SIVOSS)	Collège Aliénor d'Aquitaine - BRANTÔME	7 200,00
SIVOS de La Force	Collège Max Bramerie - LA FORCE	15 840,00
SIVOS de Tocane-Saint-Apre	Collège Michel Debet - TOCANE-SAINT-APRE	3 690,00
	<b>TOTAL SIVOS</b>	<b>26 730,00</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>156 714,00 €</b>

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:39:2  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.34**

**Conventions d'occupation de logement à titre précaire dans les collèges  
pour l'année scolaire 2023-2024.  
2ème attribution.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Christian TEILLAC

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.34

Conventions d'occupation de logement à titre précaire dans les collèges  
pour l'année scolaire 2023-2024.  
2ème attribution.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les conventions d'occupation de logement à titre précaire ci-annexées pour l'année scolaire 2023-2024 dans les collèges suivants :

- Collège Les Marches de l'Occitanie à PIÉGUT-PLUVIERS au profit de :
  - **Mme Florence VIGNAU**, Professeure de lettres modernes, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 et jusqu'au 5 juillet 2024 (Annexe 1) ;
  
- Collège Michel de Montaigne à PERIGUEUX au profit de :
  - **M. Ange MATEO**, Référent handicap, à compter du 12 octobre 2023 et jusqu'au 31 août 2024 (Annexe 2) ;
  
- Collège Jean Moulin à COULOUNIEIX-CHAMBIERS au profit de :
  - **M. Grégory PERETTI**, Professeur, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 et pour l'année scolaire 2023-2024 (Annexe 3) ;
  - **Mme Brigitte BENLAREF**, Agent technique territorial, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 et pour l'année scolaire 2023-2024 (Annexe 4).

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ces conventions, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:33:5  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au collège Les Marches de l'Occitanie à PIEGUT-PLUVIERS au profit de Mme Florence VIGNAU, Professeure de lettres modernes**

VU le Code de l'Éducation, articles R216-4 à R216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'État dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels techniciens, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission permanente du Conseil général portant règlement départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 02 octobre 2023,

**ENTRE**

Le Département de la Dordogne, sis 2 Rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX-Cedex, représenté par son Président, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente n° 23.CP. du 20 novembre 2023,

Le Collège Les Marches de l'Occitanie à PIEGUT-PLUVIERS, représenté par M. Stéphane CAZENAVE, Principal,

**ET**

Le bénéficiaire du logement, Mme Florence VIGNAU, Professeur de lettres modernes, dans cet établissement,

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet**

Le logement n° 1 destiné au Principal étant vacant, est attribué à titre provisoire à Mme Florence VIGNAU, Professeure de lettres modernes, la concession ci-après désignée :

- établissement : Collège Les Marches de l'Occitanie
- adresse exacte : 8 rue des Champs Fleuris – 24360 PIEGUT-PLUVIERS
- type du logement : F5
- superficie : 160 m<sup>2</sup>

sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

## **Article 2 : Durée, conditions générales et composition du logement**

Cette concession est valable sur le logement n° 1 du Principal sous réserve de l'obtention de sa dérogation, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 et jusqu'au 05 juillet 2024.

L'occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

### **Composition du logement :**

NOM – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté
1. VIGNAU Jérôme	03/06/1976	MARI

## **Article 3 : Clauses financières**

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, un loyer mensuel de **541 €** sera demandé à l'intéressé(e) et sera versé à l'établissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

## **Article 4 : Entretien des communs**

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des occupants, s'il y en a.

## **Article 5 : Assurances**

Le bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'attestation d'assurance correspondante.

## **Article 6 : Evacuation des déchets ménagers**

Le locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

**Article 7 : Clauses de résiliation**

Cette convention est révoquée de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R216-18 du Code de l'Éducation, notamment si l'occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental,

Pour le collège,  
Le Principal,

Germinal PEIRO

Stéphane CAZENAVE

L'occupante,

Florence VIGNAU

**Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au collège Michel de Montaigne à PERIGUEUX au profit de M. Ange MATEO, Référent handicap**

VU le Code de l'Education, articles R216-4 à R216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels techniciens, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission permanente du Conseil général portant règlement départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 28 septembre 2023,

**ENTRE**

Le Département de la Dordogne, sis 2 Rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX-Cedex, représenté par son Président, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente n° 23.CP. du 20 novembre 2023,

Le Collège Michel de Montaigne à PERIGUEUX, représenté par M. Eric FOURNET, Principal,

**ET**

Le bénéficiaire du logement, M. Ange MATEO, Référent handicap, dans cet établissement,

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet**

Le logement n° 1 étant vacant, est attribué à titre provisoire à M. Ange MATEO, Référent handicap, la concession ci-après désignée :

- établissement : Collège Michel de Montaigne
- adresse exacte : rue Pierre Magne – 24000 PERIGUEUX
- type du logement : F4
- superficie : 125 m<sup>2</sup>

sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

## **Article 2 : Durée, conditions générales et composition du logement**

Cette concession est valable sur le logement n° 1 vacant, à compter du 12 octobre 2023 et jusqu'au 31 août 2024.

L'occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

### **Composition du logement :**

NOM – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté
1. MATEO Samuel	28/07/2006	FILS
2. MATEO Stella	13/09/2009	FILLE

## **Article 3 : Clauses financières**

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 12 octobre 2023, un loyer mensuel de **562,50 €** sera demandé à l'intéressé(e) et sera versé à l'établissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

## **Article 4 : Entretien des communs**

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des occupants, s'il y en a.

## **Article 5 : Assurances**

Le bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'attestation d'assurance correspondante.

## **Article 6 : Evacuation des déchets ménagers**

Le locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

**Article 7 : Clauses de résiliation**

Cette convention est révoquée de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R216-18 du Code de l'Éducation, notamment si l'occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental,

Pour le collège,  
Le Principal,

Germinal PEIRO

Eric FOURNET

L'occupant,

Ange MATEO

**Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au collège Jean Moulin  
à COULOUNIEIX-CHAMIERES au profit de M. Grégory PERETTI, Professeur**

VU le Code de l'Education, articles R216-4 à R216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels techniciens, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission permanente du Conseil général portant règlement départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date du 02 octobre 2023,

**ENTRE**

Le Département de la Dordogne, sis 2 Rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX-Cedex, représenté par son Président, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente n° 23.CP. du 20 novembre 2023,

Le Collège Jean Moulin à COULOUNIEIX-CHAMIERES, représenté par Mme Véronique PARISOT, Principale,

**ET**

Le bénéficiaire du logement, M. Grégory PERETTI, Professeur, dans cet établissement,

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet**

Le logement n° 4 destiné au gestionnaire étant vacant, est attribué à titre provisoire à M. Grégory PERETTI, Professeur, la concession ci-après désignée :

- établissement : Collège Jean Moulin
- adresse exacte : 108 avenue du Général de Gaulle – 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERES
- type du logement : F4
- superficie : 105 m<sup>2</sup>

sis dans un immeuble mis à disposition du Département.



## **Article 2 : Durée, conditions générales et composition du logement**

Cette concession est valable sur le logement n° 4 du gestionnaire vacant, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 et pour l'année scolaire 2023-2024.

L'occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

### **Composition du logement :**

NOM – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté
1. VILLANTI Sandrine	01/09/1975	Concubine
2. TEPPE Charlotte	14/12/2007	Fille concubine
3. PERETTI Gabriel	08/07/2008	Fils

## **Article 3 : Clauses financières**

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, un loyer mensuel de **449,96 €** sera demandé à l'intéressé(e) et sera versé à l'établissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

## **Article 4 : Entretien des communs**

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des occupants, s'il y en a.

## **Article 5 : Assurances**

Le bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'attestation d'assurance correspondante.

## **Article 6 : Evacuation des déchets ménagers**

Le locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

**Article 7 : Clauses de résiliation**

Cette convention est révoquée de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R216-18 du Code de l'Éducation, notamment si l'occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental,

Pour le collège,  
La Principale,

Germinal PEIRO

Véronique PARISOT

L'occupant,

Grégory PERETTI

**Convention d'occupation à titre précaire d'un logement au collège Jean Moulin  
à COULOUNIEIX-CHAMIERES au profit de Mme Brigitte BENLAREF, Agent technique territorial**

VU le Code de l'Éducation, articles R216-4 à R216-19,

VU le décret n° 2008-263 du 14 mars 2008, relatif aux concessions de logement accordées aux personnels de l'Etat dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU l'article 21 de la loi n° 90-1067 du 28 novembre 1990 modifiée concernant les logements de fonction des personnels techniciens, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux d'enseignement,

VU la délibération n° 12.CP.II.100 du 12 mars 2012 de la Commission permanente du Conseil général portant règlement départemental des logements de fonction des collèges de la Dordogne,

VU l'avis de la Direction du Patrimoine Bâti,

VU la proposition du Conseil d'Administration en date 02 octobre 2023,

**ENTRE**

Le Département de la Dordogne, sis 2 Rue Paul Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX-Cedex, représenté par son Président, M. Germinal PEIRO, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente n° 23.CP. du 20 novembre 2023,

Le Collège Jean Moulin à COULOUNIEIX-CHAMIERES, représenté par Mme Véronique PARISOT, Principale,

**ET**

Le bénéficiaire du logement, Mme Brigitte BENLAREF, Agent technique territorial, dans cet établissement,

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 : Objet**

Le logement n° 5 étant vacant, est attribué à titre provisoire à Mme Brigitte BENLAREF, Agent technique territorial, la concession ci-après désignée :

- établissement : Collège Jean Moulin
- adresse exacte : Boulevard Jean Moulin
- type du logement : F3
- superficie : 75 m<sup>2</sup>

sis dans un immeuble mis à disposition du Département.

## **Article 2 : Durée, conditions générales et composition du logement**

Cette concession est valable sur le logement n° 5 vacant, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 et pour l'année scolaire 2023-2024.

L'occupant ne peut utiliser ce logement qu'à usage exclusif d'habitation principale pour lui et sa famille. Il doit le maintenir en bon état de propreté et d'entretien et à usage paisible du bien loué. L'attestation d'entretien de la chaudière, à la charge de l'occupant, devra être fournie chaque année au Département, à la Direction du Patrimoine Bâti.

### **Composition du logement :**

NOM – Prénom	Date de naissance	Lien de parenté
1. -		
2. -		

## **Article 3 : Clauses financières**

Le montant de la caution, équivalent à un mois de loyer, devra être versé au plus tard à la date de l'état des lieux d'entrée et sera remboursé par la Paierie départementale en fonction des résultats de l'état des lieux de sortie.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023, un loyer mensuel de **337,47 €** sera demandé à l'intéressé(e) et sera versé à l'établissement ainsi que le montant des charges : eau, gaz, électricité et chauffage. Ce montant tient compte d'un abattement de 15 % pour précarité et de 15 % en contrepartie de la fermeture du collège et d'un tour de garde. Le montant du loyer est révisé conformément au dernier indice connu de référence des loyers publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), soit le 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

## **Article 4 : Entretien des communs**

Les espaces verts communs, les cages d'escaliers, les boîtes aux lettres, les places de parking et le local poubelle doivent être entretenus par chacun des occupants, s'il y en a.

## **Article 5 : Assurances**

Le bénéficiaire doit se garantir contre les risques locatifs, y compris le recours des tiers, et justifier de l'attestation d'assurance correspondante.

## **Article 6 : Evacuation des déchets ménagers**

Le locataire s'engage à s'inscrire auprès du Syndicat Mixte Départemental des Déchets de la Dordogne (SMD3) afin d'obtenir un badge pour accéder aux containers des déchets ménagers en dehors des containers destinés au Collège.

**Article 7 : Clauses de résiliation**

Cette convention est révoquée de plein droit à tout moment, dans les conditions de l'article R216-18 du Code de l'Éducation, notamment si l'occupant ne s'acquitte pas du paiement de ses loyers, charges, impôts et taxes à sa charge, ou ne respecte pas les conditions d'utilisation précitées.

Fait en 3 exemplaires, à Périgueux, le

Pour le Département,  
Le Président du Conseil Départemental,

Pour le collège,  
La Principale,

Germinal PEIRO

Véronique PARISOT

L'occupante,

Brigitte BENLAREF

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.35**

**Répartition du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle 2023.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

RAPPORTEUR : Marie-Claude VARAILLAS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 41

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.35

Répartition du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle 2023.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU l'article 1648 A du Code Général des Impôts,


VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**DÉCIDE** de répartir la somme de **1.376.238 €** au titre du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle 2023, conformément à l'annexe jointe, entre les Communes de moins de 2.000 habitants dont l'effort fiscal est supérieur à 0,90 et entre les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dont le potentiel fiscal est inférieur au double du potentiel fiscal moyen du département, de la façon suivante :

- 40 % au titre de l'inverse du potentiel fiscal ;
- 50 % au titre de l'effort fiscal ;
- 10 % au titre du nombre d'habitants.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:30:41  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Communes		Attribution 2022	Attribution 2023	Attribution 2023 après la clause de sauvegarde
24001	ABJAT-SUR-BANDIAT	2 516,36	1 699,92	1 699,92
24002	AGONAC	5 134,24	1 688,20	3 334,24
24004	AJAT	1 710,06	1 610,33	1 610,33
24005	ALLES-SUR-DORDOGNE	2 005,31	1 602,31	1 602,31
24006	ALLAS-LES-MINES	1 800,50	2 008,04	1 852,89
24007	ALLEMANS	2 607,18	1 623,34	1 623,34
24008	ANGOISSE	2 754,77	1 707,48	1 707,48
24009	ANLHIAC	1 656,86	1 754,35	1 681,47
24010	ANNESSE-ET-BEAULIEU	3 287,22	1 559,98	1 559,98
24011	ANTONNE-ET-TRIGONANT	3 333,86	1 698,27	1 698,27
24014	AUBAS	3 106,21	1 527,96	1 527,96
24015	AUDRIX	1 184,05	1 388,02	1 235,54
24016	AUGIGNAC	2 878,99	1 435,33	1 435,33
24018	AURIAC-DU-PERIGORD	2 213,64	1 531,30	1 531,30
24019	AZERAT	2 683,53	1 532,96	1 532,96
24020	BACHELLERIE	3 648,73	1 412,98	1 848,73
24021	BADEFOLS-D'ANS	1 993,68	1 741,62	1 741,62
24022	BADEFOLS-SUR-DORDOGNE	1 762,02	1 639,86	1 639,86
24025	BARS	2 493,82	2 201,30	2 201,30
24027	BAYAC	1 684,76	1 503,36	1 503,36
24029	BEAUPOUYET	3 053,85	1 790,42	1 790,42
24030	BEAUREGARD-DE-TERRASSON	2 544,16	1 422,55	1 422,55
24031	BEAUREGARD-ET-BASSAC	2 180,03	2 132,18	2 132,18
24032	BEAURONNE	2 511,52	2 008,85	2 008,85
24034	BELEVMAS	1 791,42	1 961,20	1 834,28
24035	PAYS DE BELVES	4 261,75	1 782,05	2 461,75
24036	BERBIGUIERES	1 560,46	2 031,71	1 679,43
24038	BERTRIC-BUREE	2 371,82	1 365,64	1 365,64
24039	BESSE	2 291,01	2 144,80	2 144,80
24040	BEYNAC-ET-CAZENAC	2 352,33	1 553,99	1 553,99
24042	BIRAS	3 416,02	1 595,21	1 616,02



24043	BIRON	1 811,16	2 201,68	1 909,75
24046	BOISSEUILH	2 272,40	2 735,93	2 389,42
24048	BONNEVILLE-ET-SAINT-AVIT-DE-FUMADIERES	2 267,58	1 945,09	1 945,09
24050	BORREZE	3 602,87	1 978,25	1 978,25
24051	BOSSET	1 749,77	1 945,13	1 799,09
24052	BOUILLAC	2 387,73	2 741,58	2 477,06
24054	BOUNIAGUES	2 487,74	1 594,40	1 594,40
24055	BOURDEILLES	2 718,07	1 789,25	1 789,25
24056	LE BOURDEIX	2 257,22	2 372,13	2 286,23
24057	BOURG-DES-MAISONS	1 474,99	1 824,82	1 563,30
24058	BOURG-DU-BOST	1 932,73	2 330,66	2 033,19
24059	BOURGNAC	1 514,64	1 687,11	1 558,18
24060	BOURNIQUEL	3 135,99	3 827,05	3 310,45
24061	BOURROU	2 314,26	2 500,51	2 361,28
24062	BOUTEILLES-SAINT-SEBASTIEN	1 995,23	2 007,39	1 998,30
24066	BROUCHAUD	1 803,19	1 983,29	1 848,66
24069	BUSSAC	1 761,58	1 632,50	1 632,50
24070	BUSSEROLLES	2 168,12	1 585,15	1 585,15
24071	BUSSIERE-BADIL	2 429,70	1 804,68	1 804,68
24073	CALES	1 843,69	1 518,24	1 518,24
24074	CALVIAC-EN-PERIGORD	1 460,86	1 365,33	1 365,33
24075	CAMPAGNAC-LES-QUERCY	2 227,70	1 572,63	1 572,63
24076	CAMPAGNE	1 439,44	1 445,53	1 440,98
24077	CAMPSEGRET	2 367,81	1 755,09	1 755,09
24080	CAPDROT	2 574,71	1 600,58	1 600,58
24081	CARLUX	2 447,58	1 579,09	1 579,09
24082	CARSAC-AILLAC	3 944,86	1 535,90	2 144,86
24083	CARSAC-DE-GURSON	1 828,54	2 009,59	1 874,25
24084	CARVES	2 668,26	2 774,97	2 695,20
24085	CASSAGNE	2 191,93	2 112,72	2 112,72
24086	CASTELNAUD-LA-CHAPELLE	2 856,89	1 436,68	1 436,68
24087	CASTELS ET BEZENAC	2 038,05	1 505,19	1 505,19
24088	CAUSE-DE-CLERANS	1 435,51	1 601,70	1 477,46
24090	CELLES	3 224,71	1 575,30	1 575,30
24091	CENAC-ET-SAINT-JULIEN	3 975,41	1 556,56	2 175,41

24094	CHALAGNAC	2 079,00	1 519,08	1 519,08
24095	CHALAIS	2 347,66	1 725,82	1 725,82
24096	CHAMPAGNAC-DE-BELAIR	2 445,25	1 549,65	1 549,65
24097	CHAMPAGNE-ET-FONTAINE	1 944,69	1 686,39	1 686,39
24100	CHAMPNIERS-ET-REILHAC	1 670,90	1 647,60	1 647,60
24101	CHAMPS-ROMAIN	1 476,66	1 576,78	1 501,94
24104	CHANTERAC	3 292,93	1 798,93	1 798,93
24105	CHAPDEUIL	2 034,25	2 594,69	2 175,73
24106	CHAPELLE-AUBAREIL	2 942,63	1 774,58	1 774,58
24107	CHAPELLE-FAUCHER	1 918,16	1 473,58	1 473,58
24108	CHAPELLE-GONAGUET	3 751,50	1 530,72	1 951,50
24109	CHAPELLE-GRESIGNAC	2 656,11	2 913,73	2 721,15
24110	CHAPELLE-MONTABOUREL	3 703,23	4 284,98	3 850,09
24111	CHAPELLE-MONTMOREAU	3 025,60	3 529,28	3 152,75
24113	CHAPELLE-SAINT-JEAN	2 619,28	3 450,78	2 829,19
24114	CHASSAIGNES	2 896,44	3 642,17	3 084,70
24116	CHATRES	2 114,52	2 217,24	2 140,45
24117	LES COTEAUX PERIGOURDINS	2 692,00	1 460,40	1 460,40
24119	CHERVAL	1 943,08	1 619,76	1 619,76
24120	CHERVEIX-CUBAS	2 350,91	1 479,68	1 479,68
24121	CHOURGNAC	3 334,67	3 835,54	3 461,11
24122	CLADECH	3 072,46	3 509,55	3 182,80
24123	CLERMONT-DE-BEAUREGARD	2 226,06	2 708,26	2 347,79
24124	CLERMONT-D'EXCIDEUIL	1 814,67	1 877,61	1 830,56
24128	COMBERANCHE-ET-EPELUCHE	1 952,42	2 459,15	2 080,34
24129	CONDAT-SUR-TRINCOU	1 342,28	1 321,08	1 321,08
24130	CONDAT-SUR-VEZERE	2 700,58	1 305,04	1 305,04
24131	CONNEZAC	3 471,64	4 162,95	3 646,16
24133	COQUILLE	3 090,99	1 855,41	1 855,41
24134	CORGNAC-SUR-L'ISLE	2 892,89	1 549,91	1 549,91
24135	CORNILLE	2 514,31	1 479,13	1 479,13
24136	COUBJOURS	2 483,66	2 898,47	2 588,38
24137	COULAURES	2 956,62	1 575,50	1 575,50
24140	COURS-DE-PILE	4 350,18	1 650,65	2 550,18
24141	COUTURES	2 189,00	2 237,82	2 201,32

24142	COUX ET BIGAROQUE-MOUZENS	4 266,71	1 585,10	2 466,71
24143	COUZE-ET-SAINT-FRONT	2 398,11	1 509,99	1 509,99
24144	CREYSSAC	2 836,71	3 396,26	2 977,97
24145	CREYSSE	3 883,58	1 664,35	2 083,58
24146	CREYSSENSAC-ET-PISSOT	2 015,74	2 103,81	2 037,97
24147	CUBJAC-AUVEZERE-VAL D'ANS	3 848,66	1 598,41	2 048,66
24150	DAGLAN	2 236,32	1 375,24	1 375,24
24151	DOISSAT	2 815,03	2 981,84	2 857,14
24152	DOMME	3 031,11	1 576,82	1 576,82
24153	LADORNAC	2 635,37	1 634,15	1 634,15
24154	DOUCHAPT	2 404,28	1 734,45	1 734,45
24155	DOUVILLE	2 312,44	1 870,89	1 870,89
24156	DOUZE	4 162,84	1 649,92	2 362,84
24157	DOUZILLAC	3 399,67	1 796,95	1 796,95
24158	DUSSAC	2 056,59	1 714,47	1 714,47
24159	ECHOURGNAC	2 227,95	1 655,47	1 655,47
24160	EGLISE-NEUVE-DE-VERGT	2 635,37	1 622,51	1 622,51
24161	EGLISE-NEUVE-D'ISSAC	2 584,26	2 623,66	2 594,21
24162	ESCOIRE	1 886,52	1 538,04	1 538,04
24163	ETOUARS	2 330,42	2 693,89	2 422,18
24164	EXCIDEUIL	2 652,16	1 690,05	1 690,05
24165	EYGURANDE-ET-GARDEDEUIL	2 999,83	1 855,22	1 855,22
24171	EYZERAC	2 079,07	1 568,74	1 568,74
24172	LES EYZIES	3 915,90	1 829,13	2 115,90
24174	FANLAC	2 589,05	2 676,52	2 611,13
24175	FARGES	1 569,13	1 885,01	1 648,87
24177	FAUX	2 324,15	1 479,76	1 479,76
24179	FEUILLADE	2 477,66	1 504,04	1 504,04
24180	FIRBEIX	1 775,64	1 991,97	1 830,25
24182	LE FLEIX	4 679,39	1 533,19	2 879,39
24183	FLEURAC	1 946,81	1 577,76	1 577,76
24184	FLORIMONT-GAUMIER	2 278,23	2 028,42	2 028,42
24188	FOSSEMAGNE	2 543,82	1 730,52	1 730,52
24189	FOUGUEYROLLES	2 276,27	1 650,16	1 650,16
24190	FOULEIX	2 229,09	1 690,23	1 690,23

24192	GABILLOU	2 493,11	2 962,87	2 611,70
24193	GAGEAC-ET-ROUILLAC	2 082,58	1 377,18	1 377,18
24194	GARDONNE	4 243,43	1 458,55	2 443,43
24195	GAUGEAC	2 109,96	2 618,73	2 238,40
24196	GENIS	2 165,53	1 473,36	1 473,36
24197	GINESTET	2 254,55	1 372,19	1 372,19
24199	GOUTS-ROSSIGNOL	2 511,15	1 979,32	1 979,32
24200	GRAND-BRASSAC	3 112,26	1 681,26	1 681,26
24202	GRANGES-D'ANS	2 123,48	2 200,57	2 142,94
24205	GRIGNOLS	3 447,52	1 954,61	1 954,61
24206	GRIVES	2 519,97	2 764,01	2 581,58
24207	GROLEJAC	2 372,42	1 483,69	1 483,69
24208	GRUN-BORDAS	2 062,76	1 713,40	1 713,40
24209	HAUTEFAYE	2 660,41	3 195,25	2 795,43
24210	HAUTEFORT	2 793,42	1 470,63	1 470,63
24211	ISSAC	2 441,79	1 793,25	1 793,25
24212	ISSIGEAC	2 032,39	1 587,00	1 587,00
24213	JAURES	1 954,75	2 170,50	2 009,22
24214	JAVERLHAC-ET-LA-CHAPELLE-SAINT-ROBERT	2 887,00	1 605,90	1 605,90
24215	JAYAC	1 990,60	2 055,01	2 006,86
24216	LA JEMAYE-PONTEYRAUD	2 304,42	2 499,74	2 353,73
24217	JOURNIAC	1 981,61	1 731,50	1 731,50
24218	JUMILHAC-LE-GRAND	4 222,10	1 814,47	2 422,10
24220	LACROPTE	1 900,12	1 670,87	1 670,87
24221	RUDEAU-LADOSSE	1 986,83	2 216,07	2 044,70
24224	LAMONZIE-MONTASTRUC	2 560,71	1 303,02	1 303,02
24226	LAMOTHE-MONTRAVEL	3 850,71	1 579,55	2 050,71
24227	LANOUAILLE	2 996,03	1 775,60	1 775,60
24228	LANQUAIS	2 212,74	1 479,59	1 479,59
24229	LE LARDIN-SAINT-LAZARE	3 899,00	1 480,82	2 099,00
24230	LARZAC	2 239,82	2 584,06	2 326,72
24231	LAVALADE	2 470,94	2 962,25	2 594,97
24232	LAVAUUR	3 358,61	3 627,30	3 426,44
24234	LECHES	2 083,19	1 546,84	1 546,84
24236	LEGUILLAC-DE-L'AUCHE	4 078,80	1 709,23	2 278,80

24237	LEMBRAS	3 296,46	1 453,20	1 496,46
24238	LEMPZOURS	2 738,00	2 838,39	2 763,34
24240	LIMEUIL	2 131,58	1 603,82	1 603,82
24241	LIMEYRAT	2 383,08	1 520,98	1 520,98
24242	LORAC-SUR-LOUYRE	1 512,64	1 613,27	1 538,04
24243	LISLE	2 815,14	1 630,59	1 630,59
24244	LOLME	1 893,09	2 284,11	1 991,80
24245	LOUBEJAC	2 257,32	1 803,31	1 803,31
24246	LUNAS	2 337,29	1 526,33	1 526,33
24247	LUSIGNAC	2 356,63	2 207,54	2 207,54
24248	LUSSAS-ET-NONTRONNEAU	1 914,48	1 933,26	1 919,22
24251	MANZAC-SUR-VERN	2 832,70	1 648,38	1 648,38
24252	MARCILLAC-SAINT-QUENTIN	2 879,23	1 582,14	1 582,14
24254	MARNAC	1 799,38	1 907,20	1 826,60
24255	MARQUAY	2 752,99	1 504,74	1 504,74
24257	MARSALES	1 683,55	1 853,94	1 726,56
24259	EYRAUD-CREMPSE-MAURENS	4 849,84	1 527,17	3 049,84
24260	MAUZAC-ET-GRAND-CASTANG	2 593,24	1 541,14	1 541,14
24261	MAUZENS-ET-MIREMONT	1 847,44	1 746,35	1 746,35
24262	MAYAC	1 435,22	1 654,91	1 490,68
24263	MAZEYROLLES	2 566,19	1 916,42	1 916,42
24264	MENESPLET	5 537,59	1 714,14	3 737,59
24266	MENSIGNAC	4 886,49	1 868,34	3 086,49
24268	MEYRALS	2 715,66	1 544,15	1 544,15
24269	MIALET	2 454,36	1 548,89	1 548,89
24271	MILHAC-DE-NONTRON	1 915,90	1 599,80	1 599,80
24272	MINZAC	1 519,94	1 588,24	1 537,18
24273	MOLIERES	1 744,88	1 729,85	1 729,85
24274	MONBAZILLAC	2 224,54	1 413,03	1 413,03
24276	MONESTIER	2 070,49	1 340,85	1 340,85
24278	MONMADALES	2 855,85	3 577,50	3 038,03
24279	MONMARVES	2 968,95	3 747,44	3 165,48
24280	MONPAZIER	1 710,38	1 687,40	1 687,40
24281	MONSAC	1 980,58	1 852,04	1 852,04
24284	MONTAGNAC-D'AUBEROCHE	2 130,58	2 611,79	2 252,06

24285	MONTAGNAC-LA-CREMPSE	2 380,85	1 763,54	1 763,54
24286	MONTAGRIER	2 593,94	1 725,66	1 725,66
24288	MONTAZEAU	2 039,86	1 889,79	1 889,79
24289	MONTCARET	4 477,59	1 569,79	2 677,59
24290	MONTFERRAND-DU-PERIGORD	1 900,08	1 892,84	1 892,84
24293	MONPLAISANT	1 603,90	1 715,67	1 632,12
24295	MONTREM	4 348,84	1 725,66	2 548,84
24296	MOULEYDIER	2 987,70	1 456,62	1 456,62
24297	MOULIN-NEUF	2 790,64	1 557,11	1 557,11
24300	NABIRAT	2 383,18	1 470,11	1 470,11
24301	NADAILLAC	2 620,17	1 711,62	1 711,62
24302	NAILHAC	1 610,41	1 611,29	1 610,63
24303	NANTEUIL-AURIAC-DE-BOURZAC	1 611,05	1 752,61	1 646,79
24304	NANTHEUIL	3 052,46	1 451,17	1 451,17
24305	NANTHIAT	2 151,72	1 944,03	1 944,03
24307	NAUSSANNES	2 205,35	1 957,46	1 957,46
24308	NEGRONDES	3 231,87	1 502,77	1 502,77
24313	ORLIAC	4 076,44	4 765,15	4 250,30
24316	PARCOUL-CHENAUD	2 342,30	1 589,57	1 589,57
24318	PAUNAT	2 154,63	1 568,27	1 568,27
24319	PAUSSAC-ET-SAINT-VIVIEN	2 513,88	1 667,23	1 667,23
24320	PAYZAC	3 561,38	1 713,01	1 761,38
24321	PAZAYAC	2 900,02	1 377,26	1 377,26
24323	PETIT-BERSAC	1 943,13	2 140,12	1 992,86
24324	PEYRIGNAC	2 559,74	1 469,25	1 469,25
24325	PECHS-DE-L'ESPÉRANCE	2 897,17	1 580,16	1 580,16
24326	PEYZAC-LE-MOUSTIER	1 499,96	2 038,76	1 635,98
24327	PEZULS	1 730,15	2 094,39	1 822,10
24328	PIEGUT-PLUVIERS	2 984,04	1 703,79	1 703,79
24329	LE PIZOU	4 574,20	1 578,52	2 774,20
24330	PLAZAC	2 907,28	1 775,08	1 775,08
24334	PONTOURS	1 708,53	1 925,07	1 763,20
24336	PRATS-DE-CARLUX	2 252,29	1 611,84	1 611,84
24337	PRATS-DU-PERIGORD	2 286,44	2 384,45	2 311,18
24338	PRESSIGNAC-VICQ	1 868,62	1 495,07	1 495,07

24341	PROISSANS	3 440,29	1 546,50	1 640,29
24345	QUEYSSAC	1 402,38	1 507,91	1 429,02
24346	QUINSAC	1 826,78	1 755,06	1 755,06
24347	RAMPIEUX	2 513,60	2 846,72	2 597,70
24348	RAZAC-D'EYMET	2 159,36	1 751,04	1 751,04
24349	RAZAC-DE-SAUSSIGNAC	1 514,98	1 502,85	1 502,85
24353	ROCHEBEAUCOURT-ET-ARGENTINE	1 956,84	1 725,50	1 725,50
24355	ROQUE-GAGEAC	957,45	1 252,41	1 031,91
24356	ROUFFIGNAC-SAINT-CERNIN-DE-REILHAC	4 107,30	1 944,57	2 307,30
24357	ROUFFIGNAC-DE-SIGOULES	1 384,25	1 638,84	1 448,52
24360	SAGELAT	2 064,27	1 719,16	1 719,16
24361	SAINT-AGNE	1 764,48	1 402,38	1 402,38
24362	VAL DE LOUYRE ET CAUDEAU	6 186,29	1 902,40	4 386,29
24364	COLY-SAINT-AMAND	3 307,45	1 668,35	1 668,35
24365	SAINT-AMAND-DE-VERGT	1 997,14	1 962,19	1 962,19
24366	SAINT-ANDRE-D'ALLAS	3 752,86	1 430,16	1 952,86
24367	SAINT-ANDRE-DE-DOUBLE	3 112,86	2 994,81	2 994,81
24371	SAINT-AQUILIN	3 121,35	2 046,29	2 046,29
24376	SAINT AULAYE-PUYMANGOU	4 252,47	1 835,75	2 452,47
24377	SAINT-AVIT-DE-VIALARD	2 018,36	2 278,94	2 084,14
24378	SAINT-AVIT-RIVIERE	2 197,27	2 379,28	2 243,22
24379	SAINT-AVIT-SENIEUR	2 611,94	1 582,13	1 582,13
24380	SAINT-BARTHELEMY-DE-BELLEGARDE	3 124,83	1 661,07	1 661,07
24381	SAINT-BARTHELEMY-DE-BUSSIÈRE	1 461,44	1 679,15	1 516,40
24382	SAINT-CAPRAISE-DE-LALINDE	1 966,63	1 267,29	1 267,29
24384	SAINT-CASSIEN	3 245,45	4 002,46	3 436,56
24386	SAINT-CERNIN-DE-L'HERM	2 499,25	2 098,35	2 098,35
24388	SAINT-CHAMASSY	2 239,29	1 496,64	1 496,64
24390	SAINT-CREPIN-D'AUBEROCHE	1 587,00	1 673,33	1 608,79
24392	SAINT-CREPIN-ET-CARLUCET	2 527,95	1 484,34	1 484,34
24393	SAINTE-CROIX	2 690,30	2 956,11	2 757,40
24395	SAINT-CYBRANET	2 078,69	1 510,06	1 510,06
24396	SAINT-CYPRIEN	3 734,48	1 843,30	1 934,48
24397	SAINT-CYR-LES-CHAMPAGNES	1 952,89	1 956,08	1 953,70
24398	SAINT-ESTEPHE	2 415,62	1 629,04	1 629,04

24399	SAINT-ETIENNE-DE-PUYCORBIER	3 274,90	3 512,81	3 334,96
24401	SAINTE-EULALIE-D'ANS	2 216,44	1 823,65	1 823,65
24403	SAINT-FELIX-DE-BOURDEILLES	2 738,91	3 342,73	2 891,34
24404	SAINT-FELIX-DE-REILHAC-ET-MORTEMART	1 985,23	1 921,48	1 921,48
24405	SAINT-FELIX-DE-VILLADEIX	2 128,02	1 483,68	1 483,68
24406	SAINTE-FOY-DE-BELVES	2 436,15	2 687,31	2 499,56
24407	SAINTE-FOY-DE-LONGAS	1 534,38	1 727,62	1 583,16
24408	SAINT-FRONT-D'ALEMPS	2 391,61	1 891,24	1 891,24
24409	SAINT-FRONT-DE-PRADOUX	3 372,07	1 554,78	1 572,07
24410	SAINT-FRONT-LA-RIVIERE	2 240,59	1 540,18	1 540,18
24411	SAINT-FRONT-SUR-NIZONNE	2 048,52	2 200,11	2 086,79
24412	SAINT-GENIES	3 930,10	1 513,65	2 130,10
24413	SAINT-GEORGES-DE-BLANCANEIX	1 583,43	1 885,53	1 659,70
24414	SAINT-GEORGES-DE-MONTCLARD	2 121,51	1 862,80	1 862,80
24416	SAINT-GERMAIN-DE-BELVES	1 827,65	1 927,47	1 852,85
24417	SAINT-GERMAIN-DES-PRES	2 595,50	1 711,87	1 711,87
24418	SAINT-GERMAIN-DU-SALEMBRE	3 233,32	1 698,50	1 698,50
24419	SAINT-GERMAIN-ET-MONS	2 742,38	1 377,65	1 377,65
24421	SAINT-GEYRAC	1 825,20	1 988,06	1 866,31
24422	SAINT-HILAIRE-D'ESTISSAC	2 351,73	2 674,15	2 433,12
24424	SAINT-JEAN-D'ATAUX	2 101,43	2 498,43	2 201,65
24425	SAINT-JEAN-DE-COLE	1 888,41	1 502,92	1 502,92
24426	SAINT-JEAN-D'ESTISSAC	2 048,29	2 454,27	2 150,78
24428	SAINT-JORY-DE-CHALAIS	2 997,51	1 680,34	1 680,34
24429	SAINT-JORY-LAS-BLOUX	1 418,87	1 373,06	1 373,06
24432	SAINT-JULIEN-DE-LAMPON	2 221,93	1 566,09	1 566,09
24434	SAINT-JUST	2 429,00	2 899,78	2 547,85
24436	SAINT-LAURENT-DES-HOMMES	3 388,67	1 484,62	1 588,67
24438	SAINT-LAURENT-LA-VALLEE	1 668,89	1 624,92	1 624,92
24443	SAINT-LEON-SUR-VEZERE	2 157,80	1 646,77	1 646,77
24444	SAINT-LOUIS-EN-L'ISLE	2 261,72	2 060,08	2 060,08
24445	SAINT-MARCEL-DU-PERIGORD	1 808,14	1 861,24	1 821,55
24446	SAINT-MARCORY	3 277,00	3 965,99	3 450,94
24448	SAINT-MARTIAL-D'ALBAREDE	1 373,56	1 393,08	1 378,49
24449	SAINT-MARTIAL-D'ARTENSET	2 930,69	1 292,73	1 292,73



24450	SAINT-MARTIAL-DE-NABIRAT	2 227,64	1 353,91	1 353,91
24451	SAINT-MARTIAL-DE-VALETTE	2 855,00	1 646,77	1 646,77
24452	SAINT-MARTIAL-VIVEYROL	1 914,22	2 099,44	1 960,98
24453	SAINT-MARTIN-DE-FRESSENGEAS	2 333,69	1 551,69	1 551,69
24454	SAINT-MARTIN-DE-GURSON	2 810,48	1 263,20	1 263,20
24455	SAINT-MARTIN-DE-RIBERAC	2 777,81	1 674,40	1 674,40
24456	SAINT-MARTIN-DES-COMBES	1 620,32	1 911,03	1 693,71
24457	SAINT-MARTIN-L'ASTIER	2 254,49	2 721,12	2 372,29
24458	SAINT-MARTIN-LE-PIN	1 854,28	2 215,30	1 945,42
24459	SAINT-MAYME-DE-PEREYROL	1 680,74	1 967,02	1 753,01
24460	SAINT-MEARD-DE-DRONE	1 723,13	1 990,82	1 790,71
24461	SAINT-MEARD-DE-GURCON	3 290,72	1 519,18	1 519,18
24462	SAINT-MEDARD-DE-MUSSIDAN	4 132,56	1 688,79	2 332,56
24463	SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL	1 753,89	1 504,28	1 504,28
24464	SAINT-MESMIN	2 060,16	1 781,60	1 781,60
24465	SAINT-MICHEL-DE-DOUBLE	2 547,52	2 242,55	2 242,55
24466	SAINT-MICHEL-DE-MONTAIGNE	2 184,41	1 814,60	1 814,60
24468	SAINT-MICHEL-DE-VILLADEIX	2 591,85	2 104,00	2 104,00
24470	SAINTE-MONDANE	1 938,94	1 764,60	1 764,60
24471	SAINTE-NATHALENE	2 725,01	1 555,09	1 555,09
24473	SAINTE-ORSE	2 174,61	1 686,02	1 686,02
24474	SAINT-PANCRACE	1 869,30	2 421,22	2 008,63
24476	SAINT-PANTALY-D'EXCIDEUIL	2 781,58	3 007,25	2 838,55
24477	SAINT-PARDOUX-DE-DRONE	2 149,69	1 983,78	1 983,78
24478	SAINT-PARDOUX-ET-VIELVIC	1 851,01	1 989,61	1 886,00
24479	SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE	2 941,66	1 594,39	1 594,39
24480	SAINT-PAUL-DE-SERRE	2 136,05	1 742,67	1 742,67
24481	SAINT-PAUL-LA-ROCHE	3 093,09	1 736,83	1 736,83
24482	SAINT-PAUL-LIZONNE	1 955,79	2 100,26	1 992,26
24483	SAINT-PERDOUX	2 455,67	2 881,22	2 563,10
24484	SAINT-PIERRE-DE-CHIGNAC	3 155,01	1 577,86	1 577,86
24485	SAINT-PIERRE-DE-COLE	2 565,49	1 762,77	1 762,77
24486	SAINT-PIERRE-DE-FRUGIE	1 954,09	1 805,95	1 805,95
24487	SAINT-PIERRE-D'EYRAUD	4 958,25	1 631,73	3 158,25
24488	SAINT-POMPONT	2 330,49	1 441,16	1 441,16

24489	SAINT-PRIEST-LES-FOUGERES	1 946,14	1 766,29	1 766,29
24490	SAINT PRIVAT EN PERIGORD	3 534,71	1 598,71	1 734,71
24491	SAINT-RABIER	2 725,44	1 473,44	1 473,44
24493	SAINT-RAPHAEL	2 162,96	2 624,69	2 279,52
24495	SAINT-ROMAIN-DE-MONPAZIER	2 453,76	2 834,24	2 549,81
24496	SAINT-ROMAIN-ET-SAINT-CLEMENT	1 903,17	1 852,76	1 852,76
24498	SAINT-SAUD-LACOUSSIERE	3 496,08	1 549,10	1 696,08
24499	SAINT-SAUVEUR	2 748,93	1 490,18	1 490,18
24500	SAINT-SAUVEUR-LALANDE	2 571,57	2 775,19	2 622,97
24501	SAINT-SEURIN-DE-PRATS	2 190,66	1 591,49	1 591,49
24502	SAINT-SEVERIN-D'ESTISSAC	2 834,94	3 327,69	2 959,33
24504	SAINT-SULPICE-DE-ROUMAGNAC	2 258,19	1 774,63	1 774,63
24505	SAINT-SULPICE-D'EXCIDEUIL	2 338,15	1 818,93	1 818,93
24507	SAINTE-TRIE	2 327,87	2 788,67	2 444,20
24508	SAINT-VICTOR	1 616,98	1 954,38	1 702,16
24509	SAINT-VINCENT-DE-CONNEZAC	3 101,47	1 859,26	1 859,26
24510	SAINT-VINCENT-DE-COSSE	1 192,69	1 280,25	1 214,79
24511	SAINT-VINCENT-JALMOUTIERS	2 370,74	2 724,05	2 459,93
24512	SAINT-VINCENT-LE-PALUEL	1 428,07	1 638,54	1 481,20
24514	SAINT-VIVIEN	2 537,93	2 350,23	2 350,23
24515	SALAGNAC	1 235,45	1 560,26	1 317,45
24516	SALIGNAC-EYVIGNES	3 728,54	1 646,82	1 928,54
24517	SALLES-DE-BELVES	2 964,35	3 339,67	3 059,10
24518	SALON	2 004,10	2 106,25	2 029,89
24519	SARLANDE	2 837,12	1 927,29	1 927,29
24521	SARLIAC-SUR-L'ISLE	3 236,69	1 571,64	1 571,64
24522	SARRAZAC	2 465,86	1 879,38	1 879,38
24523	SAUSSIGNAC	2 027,97	1 372,25	1 372,25
24524	SAVIGNAC-DE-MIREMONT	1 933,79	2 183,85	1 996,92
24525	SAVIGNAC-DE-NONTRON	1 930,77	2 250,39	2 011,46
24526	SAVIGNAC-LEDRIER	1 985,78	1 585,31	1 585,31
24527	SAVIGNAC-LES-EGLISES	2 698,81	1 576,44	1 576,44
24528	SCEAU-SAINT-ANGEL	2 622,41	2 707,96	2 644,01
24529	SEGONZAC	2 439,37	2 427,82	2 427,82
24531	SERGEAC	1 698,78	2 058,56	1 789,61

24532	SERRES-ET-MONTGUYARD	1 623,43	1 832,18	1 676,13
24533	SERVANCHES	3 497,77	3 901,46	3 599,68
24534	SIGOULES-ET-FLAUGEAC	3 403,83	1 461,41	1 603,83
24535	SIMEYROLS	2 083,76	1 913,79	1 913,79
24537	SIORAC-DE-RIBERAC	2 198,72	2 050,97	2 050,97
24538	SIORAC-EN-PERIGORD	3 285,00	1 720,54	1 720,54
24540	SORGES ET LIGUEUX EN PERIGORD	5 161,46	1 833,22	3 361,46
24541	SOUDAT	3 341,75	3 748,78	3 444,50
24542	SOULAURES	2 553,98	3 145,07	2 703,20
24543	SOURZAC	4 122,11	1 728,15	2 322,11
24544	TAMNIES	2 623,79	1 633,32	1 633,32
24545	TEILLOTS	2 776,33	3 277,35	2 902,81
24546	TEMPLE-LAGUYON	5 486,47	6 527,25	5 749,21
24548	TEYJAT	1 940,42	2 002,96	1 956,21
24550	THENON	3 670,88	1 698,44	1 870,88
24552	THONAC	1 930,59	1 909,33	1 909,33
24553	TOCANE-SAINT-APRE	4 894,72	1 813,20	3 094,72
24554	LA TOUR-BLANCHE-CERCLES	2 286,06	1 848,50	1 848,50
24555	TOURTOIRAC	2 236,39	1 551,87	1 551,87
24558	TREMOLAT	2 368,71	1 406,82	1 406,82
24559	TURSAC	1 693,88	1 699,06	1 695,19
24560	URVAL	1 931,92	2 231,80	2 007,62
24562	VALLEREUIL	1 923,02	2 009,80	1 944,93
24563	VALOJOULX	2 057,29	1 950,96	1 950,96
24564	VANXAINS	3 549,05	1 800,49	1 800,49
24565	VARAIGNES	2 370,31	1 783,05	1 783,05
24566	VARENNES	0,00	1 414,83	357,17
24567	VAUNAC	2 009,08	1 871,79	1 871,79
24568	VELINES	3 837,77	1 628,21	2 037,77
24569	VENDOIRE	2 464,00	2 549,98	2 485,71
24570	VERDON	3 418,14	4 454,54	3 679,78
24571	VERGT	4 600,08	1 685,84	2 800,08
24572	VERGT-DE-BIRON	1 794,04	2 186,94	1 893,23
24573	VERTEILLAC	2 466,15	1 731,43	1 731,43
24574	VEYRIGNAC	2 334,37	1 720,46	1 720,46

24576	VEYRINES-DE-VERGT	2 060,11	2 186,94	2 092,13
24577	VEZAC	2 353,93	1 569,84	1 569,84
24580	VILLAC	1 805,23	1 775,20	1 775,20
24581	VILLAMBLARD	2 920,06	1 778,90	1 778,90
24582	VILLARS	2 156,34	1 515,41	1 515,41
24584	VILLEFRANCHE-DE-LONCHAT	3 402,72	1 633,91	1 633,91
24585	VILLEFRANCHE-DU-PERIGORD	2 814,49	1 749,84	1 749,84
24586	VILLETUREIX	3 434,30	1 680,27	1 680,27
24587	VITRAC	2 537,70	1 370,50	1 370,50
	TOTAL	1 077 090,76	825 743,00	825 743,00

EPCI		Attribution 2022	Attribution 2023
200027217	CC SARLAT PERIGORD NOIR	9 881,12	27 893,51
200034197	CC MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON	19 108,37	32 979,96
200034833	CC DES BASTIDES DORDOGNE-PÉRIGORD	10 462,13	23 669,63
200040095	CC ISLE, VERN, SALEMBRE EN PÉRIGORD	16 808,94	31 599,54
200040384	CC ISLE DOUBLE LANDAIS	15 959,91	29 028,70
200040400	CC DU PERIGORD RIBERACOIS	12 145,13	28 533,17
200040830	CC DU PAYS DE FÉNELON	16 934,98	32 492,00
200040889	CC PORTE SUD PERIGORD	23 633,18	35 650,32
200041051	CC VALLÉE DE LA DORDOGNE ET FORÊT BESS	20 461,36	34 187,50
200041150	CC TERRASSONNAIS HAUT PERIGORD NOIR	6 449,24	24 975,05
200041168	CC DE LA VALLÉE DE L'HOMME	10 598,83	28 477,15
200041440	CC DE DOMME-VILLEFRANCHE DU PÉRIGORD	17 409,63	31 328,52
200041572	CC DRONNE ET BELLE	15 696,71	26 225,94
200069094	CC ISLE CREMPSE EN PERIGORD	14 017,48	31 628,03
200071819	CC DU PERIGORD NONTRONNAIS	13 718,43	27 574,32
242400752	CC PERIGORD-LIMOUSIN	13 078,99	29 041,35
242400935	CC DU PAYS DE SAINT AULAYE	25 031,54	46 970,00
242401024	CC ISLE-LOUE-AUVEZERE EN PERIGORD	13 852,03	28 240,31
TOTAL		275 248,00	550 495,00

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.36**

**Contrats de Territoires 2022-2024.**

**Programmation de l'avenant n° 1 au Contrat de Projets Communaux du Canton de THIVIERS  
et du Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté de Communes Périgord-Limousin.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Jacques AUZOU, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Marie-Lise MARSAT, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

RAPPORTEUR : Marie-Claude VARAILLAS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 41

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.36

Contrats de Territoires 2022-2024.

Programmation de l'avenant n° 1 au Contrat de Projets Communaux du Canton de THIVIERS  
et du Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté de Communes Périgord-Limousin.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

VU le Programme opérationnel régional FEDER - FSE+ 2021-2027 adopté le 26 septembre 2022,

VU le Volet régional du Plan Stratégique National adopté le 31 août 2022,

VU la communication de la Commission Européenne n° 2016/C262/01 en date du 19 mai 2016 concernant les mesures d'aides publique locales pouvant être accordées et ne rentrant pas dans le champ des aides d'Etat (dimension purement locale des aides),

VU le Régime cadre exempté de notification n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 (reconductible),

VU les dispositifs mis en œuvre par l'Etat (Cœur de Ville, Petites Villes de demain, CRTE et ORT),

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-155 du 28 juin 2022 adoptant l'Acte II de la contractualisation pour la période 2022-2024, son projet de Règlement et la répartition des enveloppes financières consacrée à la Nouvelle contractualisation,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la programmation financière de l'avenant n° 1 au Contrat de Projets Communaux du **Canton de THIVIERS** pour la période 2022-2024 (Cf. Annexe 1), et **ACTE** l'attribution d'un montant total de subventions de **238.379,19 €** pour le soutien de **7 projets d'investissement**.

**APPROUVE** la programmation financière initiale du Contrat de Projets Territoriaux de la Communauté de Communes du Périgord-Limousin pour la période 2022-2024 (Cf. Annexe 2), et **ACTE** l'attribution d'un montant total de subventions de **319.347,98 €** pour le soutien de **2 projets d'investissement**.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter, au nom et pour le compte du Département lesdits Contrats sur la base du format standard des Contrats de Territoires (Contrats de Projets Communaux et Territoriaux) adopté par délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.32 du 12 décembre 2022.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:30:41  
Département de la Dordogne  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





ANNEXE 1  
CONTRAT DE PROJETS COMMUNAUX INITIAL  
DU CANTON DE THIVIERS  
TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE

## Canton de Thiviers - Avenant 1 Volet communal - Programmation 2022 - 2024

Bloc 1 : OPÉRATIONS DÉPROGRAMMÉES					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24				
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1		Montant	Taux		
						2022	2023		2022		2023						
						Europe	Etat	Région	Autres		programmations	déprogrammations	programmations				
Aucune opération déprogrammée					0,00 €		0,00 €	0,00 €			0,00 €	0,00 €		0,00 €			
Bloc 2 : PROGRAMMATION					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24				
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1		Montant	Taux		
						2022	2023		2022		2023						
						Europe	Etat	Région	Autres		programmations	déprogrammations	programmations				
Développement économique	EX015575	Création d'un tiers-lieu café associatif La Petite Grange au bourg de Miallet	Commune de Miallet	Miallet	46 615,23 €		12 859,00 €				24 433,18 €			9 323,05 €	9 323,05 €	20,00%	
	EX009138	Extension du tier-lieu : agrandissement, réaménagement et rénovation énergétique de l'ancienne cantine de Ligueux	Commune de Sorges et Ligueux en Périgord	Ligueux	436 801,00 €		96 250,00 €	69 140,55 €		60 000,00 €	165 852,11 €			45 558,34 €	45 558,34 €	10,43%	
Equipements touristiques et de loisirs publics	EX009372	Aménagement du point I 2ème tranche	Commune de La Coquille	La Coquille	276 602,07 €		115 938,22 €				105 343,44 €			55 320,41 €	55 320,41 €	20,00%	
	EX009922	Réhabilitation village de Gîtes de la Perdicie	Commune de Jumilhac-le-Grand	Jumilhac le Grand	641 363,00 €		183 989,40 €				175 776,50 €			128 272,60 €	128 272,60 €	20,00%	
	EX015637	Aménagement des abords de l'étang	Commune de Firbeix	Firbeix	126 360,00 €		46 800,00 €			8 000,00 €	46 288,00 €			25 272,00 €	25 272,00 €	20,00%	
	EX014735	Création d'un aire de camping-cars	Commune de La Coquille	La Coquille	222 090,89 €		88 836,35 €				99 940,91 €			33 313,63 €	33 313,63 €	15,00%	
Services publics de proximité	EX021457	Travaux de couverture et isolation des combles - Mairie	Commune de Thiviers	Thiviers	99 785,00 €		29 935,50 €				50 249,50 €			19 600,00 €	19 600,00 €	19,64%	
Santé	EX016012	Transformation d'un garage en deux cabinets médicaux	Commune de Sorges et Ligueux en Périgord	Sorges et Ligueux en Périgord	166 710,00 €		66 684,00 €				66 684,00 €			33 342,00 €	33 342,00 €	20,00%	
Equipements éducatifs enfance et jeunesse	EX015668	Mise aux normes et agrandissement de la cantine	Commune de Saint-Paul-la-Roche	Saint Paul la Roche	75 791,49 €		30 316,60 €				30 316,59 €			15 158,30 €	15 158,30 €	20,00%	
	EX010739	Construction et aménagement d'un accueil périscolaire	Commune de Sorges et Ligueux en Périgord	Sorges et Ligueux en Périgord	540 000,00 €		153 000,00 €				159 000,00 €			108 000,00 €	108 000,00 €	20,00%	
	EX020517	Rénovation énergétique et thermique du groupe scolaire	Commune de Saint-Jory-de-Chalais	Saint-Jory-de-Chalais	163 322,85 € Assiette : 154 407,65 €		48 996,85 €	48 996,85 €			34 447,62 €			30 881,53 €	30 881,53 €	20,00%	
Habitat et logement	EX010110	Aménagement d'une maison d'accueil pour personnes dépendantes	Commune de Saint-Jory-de-Chalais	Saint Jory de Chalais	457 300,00 €		209 564,00 €	50 000,00 €	10 000,00 €		112 736,00 €			75 000,00 €	75 000,00 €	16,40%	
Équipements culturels et patrimoniaux																	
Équipements sportifs	EX009334	Construction de terrains de tennis couverts	Commune de Thiviers	Thiviers	606 000,00 €		80 000,00 € 64 000,00 €				310 500,00 €			151 500,00 €	151 500,00 €	25,00%	
Aménagement de centre-bourg																	
Mobilité durable																	
Aménagement de l'espace																	
Edifices patrimoniaux (patrimoine historique et cultuel)																	
Eau et assainissement																	
Patrimoine communal	EX015574	Rénovation Salle des Fêtes-espace Bougeault au bourg de Miallet	Commune de Miallet	Miallet	483 800,00 €		89 332,97 € 104 017,00 €				193 690,03 €			96 760,00 €	96 760,00 €	20,00%	
	EX016105	Réhabilitation de la salle des fêtes	Commune de Saint-Priest-les-Fougères	Saint Priest les Fougères	60 405,00 €						48 324,00 €			12 081,00 €	12 081,00 €	20,00%	
	EX019320	Construction d'un nouveau bâtiment de stockage ossature bois	Commune de Nantheuil	Nantheuil	33 938,19 €		8 484,00 €				18 666,55 €			6 787,64 €	6 787,64 €	20,00%	
Infrastructures	EX016101	Extension et création de voiries et réseaux divers (VRD) pour desserte de 4 logements construits par Périgord Habitat	Commune de Saint-Pierre-de-Côle	Saint Pierre de Côle	62 599,85 €		20 564,00 € 15 650,00 €							12 519,97 €	12 519,97 €	20,00%	
	EX019159	Reconstruction Pont du Bost	Commune de Jumilhac-le-Grand	Jumilhac le Grand	545 488,00 €		108 000,00 €				344 573,00 €			92 915,00 €	92 915,00 €	17,03%	
<b>TOTAUX :</b>					<b>5 044 972,57 €</b>		<b>0,00 €</b>	<b>1 846 542,39 €</b>	<b>168 137,40 €</b>	<b>78 000,00 €</b>	<b>1 986 821,43 €</b>			<b>713 226,28 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>238 379,19 €</b>	<b>951 605,47 €</b>
<b>Bloc 3 : BILAN PROGRAMMATION</b>											Enveloppe 2022-2024 du territoire			951 605,90 €			
											CPC initial : total subventions programmées			713 226,28 €			
											Avenant 1 : subventions déprogrammées par avenant 1			0,00 €			
											Avenant 1 : subventions programmées par avenant 1			238 379,19 €			
											Total des subventions programmées			951 605,47 €			
											Nouvelle enveloppe disponible pour le territoire			0,43 €			

Légende / code couleur plan de financement :

Montant proratisé

Financement du CD24

## ANNEXE 2

# CONTRAT DE PROJETS TERRITORIAUX INITIAL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PÉRIGORD LIMOUSIN TABLEAU DE PROGRAMMATION FINANCIÈRE

# Communauté de Communes du Périgord Limousin

## Volet intercommunal - Programmation 2022 - 2024

Bloc 1 : OPÉRATIONS DÉPROGRAMMÉES (désinscrites du volet intercommunal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24				
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux		
						Europe	Etat	Région	Autres		2023	2024					
		aucune opération															
<b>TOTAUX :</b>					0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €			
Bloc 2 : OPÉRATIONS PROGRAMMÉES (inscrites au volet intercommunal) :					Plan de financement prévisionnel					Programmation subvention CD24			Total financement CD24				
Domaines d'intervention	n° dossier	Libellé opération	Maitre d'ouvrage	Localisation	Montant opération	Subventions				Auto-financement	programmation initiale	avenant 1	avenant 2	Montant	Taux		
						Europe	Etat	Région	Autres		2023	2024					
Développement économique																	
Équipements touristiques et de loisirs publics																	
Services publics de proximité																	
Santé																	
Équipements éducatifs enfance et jeunesse	EX019538	Construction et réhabilitation d'un pôle intercommunal Petite Enfance - Enfance - Jeunesse / Tranche financière 1	Communauté de Communes Périgord-Limousin	Thiviers	2 916 780,00 €												
					assiette retenue TF1:	150 000,00 €	603 114,00 €				1 272 217,00 €	300 000,00 €			300 000,00 €	25,00%	
							440 597,00 €										
							145 852,00 €										
					1 200 000,00 €		5 000,00 €										
Habitat et logement																	
Équipements culturels et patrimoniaux																	
Équipements sportifs																	
Aménagement de centre-bourg																	
Mobilité durable																	
Aménagement de l'espace																	
Édifices patrimoniaux (patrimoine historique et culturel)																	
Eau et Assainissement																	
Patrimoine communal																	
Infrastructures	EX020449	Travaux de reconstruction d'un pont au lieu-dit Piangaud à la Coquille	Communauté de Communes Périgord-Limousin	La Coquille	96 739,88 €		38 695,95 €			38 695,95 €	19 347,98 €			19 347,98 €	20,00%		
<b>TOTAUX :</b>					3 013 519,88 €	150 000,00 €	1 233 258,95 €	0,00 €	0,00 €	1 310 912,95 €	319 347,98 €	0,00 €	0,00 €	319 347,98 €			
<b>Bloc 3 : BILAN PROGRAMMATION - Volet intercommunal :</b>										Rappel de l'enveloppe 2022-2024 du territoire :			649 439,53 €				
										Total programmation initiale :			319 347,98 €				
										Nouvelle enveloppe disponible pour le territoire :			330 091,55 €				

Légende / code couleur plan de financement :

Montant proratisé

Financement du CD24

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.37**

**Route départementale n° 704. Commune de MONTIGNAC-LASCAUX.  
Aménagement de l'avenue Jean Jaurès.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.37

Route départementale n° 704. Commune de MONTIGNAC-LASCAUX.  
Aménagement de l'avenue Jean Jaurès.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-25 du 23 février 2023,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.33 du 12 décembre 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la Commune de MONTIGNAC-LASCAUX pour :

- fixer les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du Domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire de la Route départementale n° 704,
- fixer l'engagement de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édition sur Routes départementales,
- fixer les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de MONTIGNAC-LASCAUX,
- permettre à la Commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter cette convention, au nom et pour le compte du Département, ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:33:55  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1<sup>ER</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de la Commune de MONTIGNAC-LASCAUX et du Département en ce qui concerne l'opération d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès en agglomération.

Elle précise notamment :

- les conditions techniques, administratives et financières selon lesquelles la Commune est autorisée à occuper et utiliser, à titre précaire et révocable, les biens du domaine public départemental présentement désignés, étant entendu que le Département est gestionnaire de la Route départementale n° 704,
- l'engagement de la Commune, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la nouvelle contractualisation relative aux Travaux d'édilité sur routes départementales,
- les règles de gestion des dépendances départementales situées dans l'agglomération de MONTIGNAC-LASCAUX.

Enfin, la présente convention permet à la commune de percevoir le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette convention vaut permission de voirie.

## **ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES**

### **ARTICLE 2.1 : Le Département**

Le Département autorise, à titre précaire et révocable, l'occupation du Domaine public routier départemental aux fins de réaliser les travaux communaux ci-dessous désignés dans la mesure où la réalisation et l'exploitation des ouvrages ainsi réalisés n'influent pas sur la pérennité et l'intégrité des routes départementales et de leurs dépendances, y compris des ouvrages situés en sous-sol.

### **ARTICLE 2.2 : La Commune**

La Commune assurera la réalisation de l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès, la gestion, l'entretien ainsi que la responsabilité de l'opération, ce qui inclut notamment :

- la reprise et la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales,
- le recalibrage de la chaussée,
- la sécurisation des échanges entre la RD n° 704 et les rues communales,
- la sécurisation des carrefours,
- la création d'un carrefour giratoire avec la RD n° 45,



- l'aménagement d'une continuité piétonne et cyclable,
- la mise en place de bordures et caniveaux,
- le revêtement des trottoirs et la réalisation des résines,
- la création de passages piétons,
- la signalisation de police et les marquages au sol,
- la création d'espaces verts et de plantations.

A l'issue des travaux, la Commune devra fournir au Département les Plans de récolement des ouvrages exécutés et plus particulièrement ceux enterrés, conformément à la réglementation DT-DICT (Déclaration de projet de Travaux – Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux).

Dans le cadre d'une éventuelle demande de subvention départementale par la Commune, au titre des nouveaux Contrats de Projets Communaux, et afin que le projet d'aménagement de l'avenue Jean Jaurès réponde aux conditions d'éligibilité prévues dans la Fiche traverse votée le 10 février 2017 lors de la session du budget primitif 2017, la Commune s'engage à :

- adhérer à la Charte 0 pesticide, former ses agents et approuver le plan d'amélioration dans le cadre de son adhésion,
- adhérer à la Charte de signalisation directionnelle et touristique intégrant la Charte départementale de signalisation d'information locale adoptée par le Département par délibération n° 17-224 du 27 juin 2017 et en respecter les dispositions,
- répondre aux besoins en matière de déploiement du Très Haut Débit (THD) dit « réflexe fourreaux »,
- justifier du bon état du réseau des eaux usées ou de sa remise à niveau,
- étudier et dimensionner le réseau des eaux pluviales,
- élaborer et approuver le Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics (PAVEP).

Le respect de ces obligations conditionne le versement de subventions dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

### **ARTICLE 3 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX PAR LA COMMUNE**

#### **ARTICLE 3.1 : Identification du foncier**

Les emprises nécessaires à la réalisation de ces travaux se situent sur le domaine public routier départemental.

#### **ARTICLE 3.2 : Exécution des travaux**

La Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre des travaux sont assurées par la Commune.

Avant le démarrage des travaux, la Commune soumettra au Département, les dispositions qu'elles comptent adopter pour l'exécution des travaux et s'assurera auprès de celui-ci de la bonne coordination des travaux avec la reprise de la chaussée départementale.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel de l'opération devra être validé préalablement et de manière expresse par le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités / Unité d'Aménagement de Sarlat). Le non-respect de cette clause constitue une cause de résiliation de la convention aux dépens exclusifs de la Commune. Les frais de remise en état des travaux éventuellement engagés par la Commune sur le Domaine public routier départemental seraient intégralement supportés par la Commune.

La Commune sera tenue de se conformer aux prescriptions techniques du Règlement départemental de voirie, dans l'intérêt du bon usage et de la conservation du domaine public routier.

Le Département (Direction du Patrimoine Routier, Paysager et des Mobilités) sera associé au projet de détail, notamment en ce qui concerne la vue en plan et le profil en long du projet, l'assainissement pluvial de la plateforme routière, la conformité des réseaux existants, la prise en compte de THD (réflexe fourreaux), la signalisation directionnelle horizontale et verticale, l'accessibilité, la réglementation routière et la sécurité, les aménagements urbains et paysagers et pourra prescrire de nouvelles contraintes techniques.

En cours de réalisation de chantier toute modification substantielle de projet devra être soumise au Département et devra faire l'objet d'une approbation formelle.

La Commune réalisera les travaux sous sa seule responsabilité et devra en toutes circonstances assurer la sécurité du chantier et veiller à la continuité et à la sécurité de la circulation des véhicules et des piétons durant les travaux.

#### **ARTICLE 4 : PROCEDURE DE REMISE D'OUVRAGES**

A la fin des travaux prévus à l'article n° 2.2, il sera procédé aux opérations suivantes :

##### **ARTICLE 4.1 : Remise d'ouvrage**

A la fin des travaux, une visite technique sera organisée par la Commune. Le représentant de la Commune et du Département assisteront à cette visite technique. Un Procès-verbal de remise d'ouvrage, qui pourra être assorti éventuellement de réserves si des travaux de parachèvement s'avèrent nécessaires, constatera le transfert des aménagements réalisés par la Commune sur le Domaine public routier départemental au Département et précisera la teneur de ce transfert.

#### **ARTICLE 4.2 : La garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie de parfait achèvement d'un an à dater de la réception définitive des travaux, la Commune prendra en charge la réparation de tous les désordres constatés dans les travaux exécutés, y compris ceux éventuellement révélés après le Procès-verbal de remise d'ouvrage.

Ces désordres feront l'objet, de la part du Département, soit de réserves mentionnées au procès-verbal de remise d'ouvrage, soit pendant le délai de garantie, de notifications écrites pour ceux révélés postérieurement à la remise d'ouvrage.

La garantie ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usure normale ou de l'usage des aménagements.

#### **ARTICLE 5 : CONDITIONS D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL**

L'utilisation du Domaine public départemental aménagé par la Commune est soumise au respect des dispositions suivantes :

##### **ARTICLE 5.1 : Dispositions diverses**

La responsabilité, l'entretien et la gestion des aménagements autorisés seront exécutés conformément aux règles fixées dans le cadre du Règlement départemental de voirie et ci-après rappelées.

Toutes précautions utiles devront être prises par la Commune pour assurer la protection et la sécurité des usagers et des biens mis à disposition.

La Commune sera tenue d'informer dans les plus brefs délais, le Département de tout incident qui aurait des conséquences sur l'intégrité ou la sécurité du Domaine public départemental.

##### **ARTICLE 5.2 : Répartition des compétences**

Dans le cadre de la présente convention, le Département et la Commune acceptent la répartition des compétences relatives à la gestion des espaces ci-dessous mentionnés :

##### **■ Concernant le Département :**

La structure de la chaussée et la couche de roulement de l'ensemble des routes départementales situées à l'intérieur de l'agglomération de la Commune de MONTIGNAC-LASCAUX au sens du Code de la Route, sont gérées et entretenues par le Département.

De plus, ce dernier prend à sa charge l'entretien et la mise en conformité de la signalisation directionnelle pour les mentions desservies par le réseau routier départemental et inscrites au Schéma directeur de jalonnement départemental.

## **Concernant la Commune :**

Les aménagements situés sur le Domaine public routier départemental en agglomération, sont gérés et entretenus sous la responsabilité de la Commune et notamment :

- les trottoirs et caniveaux,
- les divers revêtements de trottoirs, pavages, bétons désactivés, résines, etc. réalisés à l'occasion de l'aménagement,
- les ouvrages maçonnés (murs, clôtures),
- le système d'assainissement d'eaux pluviales et ses accessoires (collecteurs, grilles avaloir, bouches d'évacuation, etc.),
- le mobilier urbain (potelets, bornes, etc.),
- les équipements de voirie (bandes podotactiles, etc.),
- les espaces engazonnés et végétalisés,
- la signalisation verticale de police,
- les marquages spéciaux en peinture (passages piétons, bandes stop, cédez le passage...).

## **ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 6.1 : Coût de l'opération à charge des deux Communes**

Le coût de l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès est à la charge exclusive de la Commune.

Les éventuelles subventions départementales seront définies dans le cadre des nouveaux Contrats de Projets Communaux.

### **ARTICLE 6.2 : Coût de la reprise de la chaussée départementale**

Le coût de l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès à la charge de la Commune ne prend pas en compte le coût de reprise de la chaussée départementale qui est financé par le Conseil Départemental.

### **ARTICLE 6.3 : Application du FCTVA**

Il est établi qu'en vertu de l'article L.1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les travaux réalisés par la Commune sur le Domaine départemental sont éligibles au Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Le FCTVA sera appliqué en fonction du coût réel des travaux jusqu'à concurrence du montant des marchés (avenants compris).

## **ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION**

Pour ce qui est de l'occupation du Domaine public départemental nécessaire à la réalisation de l'opération, la présente convention est conclue pour la durée des travaux. Elle prend effet, à compter de la notification par le Département à la Commune d'un exemplaire signé des Parties et prend fin, à la dernière date, entre l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement et la liquidation complète des dépenses.

Quant à la répartition des compétences définie à l'article « Répartition des compétences » de la présente convention, ses effets sont sans limite de durée.

## **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification éventuelle d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention, décidée d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet de la passation d'un avenant signé par les parties.

## **ARTICLE 9 : RESPONSABILITES**

La Commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la conception et la réalisation et l'entretien des aménagements sur le Domaine public départemental, objet de la convention.

Elles s'engagent à souscrire à toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir leurs responsabilités civiles notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

La Commune fera son affaire personnelle de tous les risques et litiges pouvant provenir de l'occupation et de l'utilisation du Domaine public départemental, objet de la présente convention.

Elle est donc responsable vis-à-vis des tiers et du Département de tous les accidents et dommages pouvant survenir à l'occasion des travaux d'aménagement et d'entretien dans le cadre des domaines de compétences définis dans la présente convention.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect par la Commune des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par le Département aux frais et risques de la Commune, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, restée en tout ou partie infructueuse.

**ARTICLE 11 : REGLEMENT DE LITIGES**

En cas de litige pour l'application de la présente convention, si un accord ne pouvait intervenir entre les Parties signataires, les litiges relèveront de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de BORDEAUX.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à PERIGUEUX, le

Pour la Commune de MONTIGNAC-LASCAUX,  
le Maire,

Pour le Département de la DORDOGNE,  
le Président du Conseil départemental,

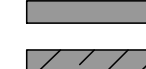
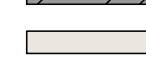
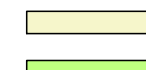
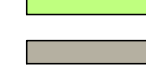

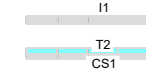
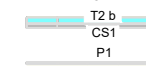













Laurent MATHIEU

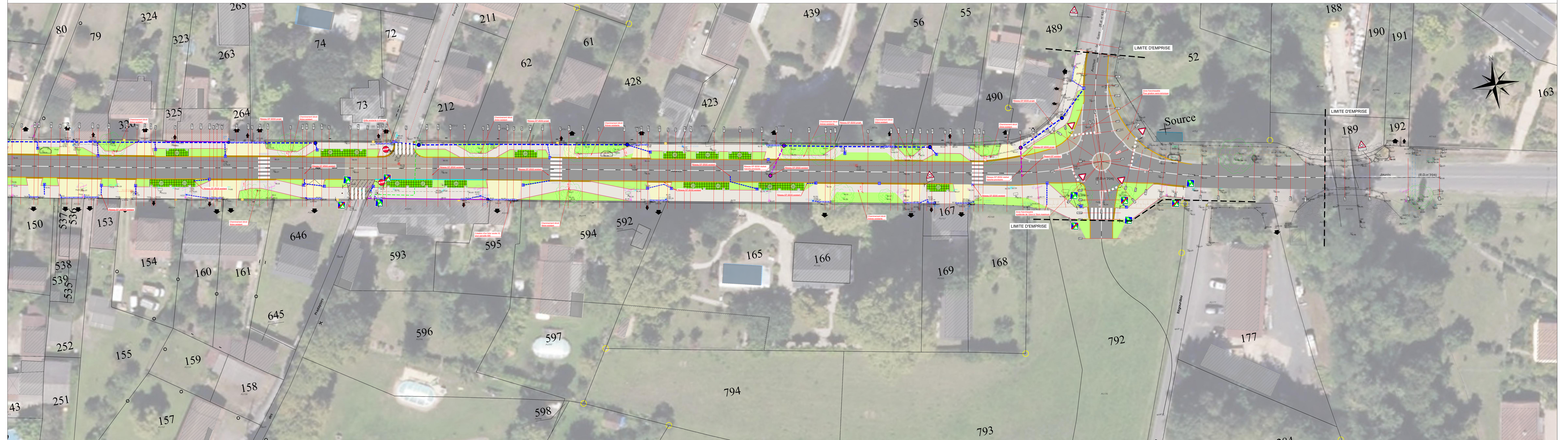
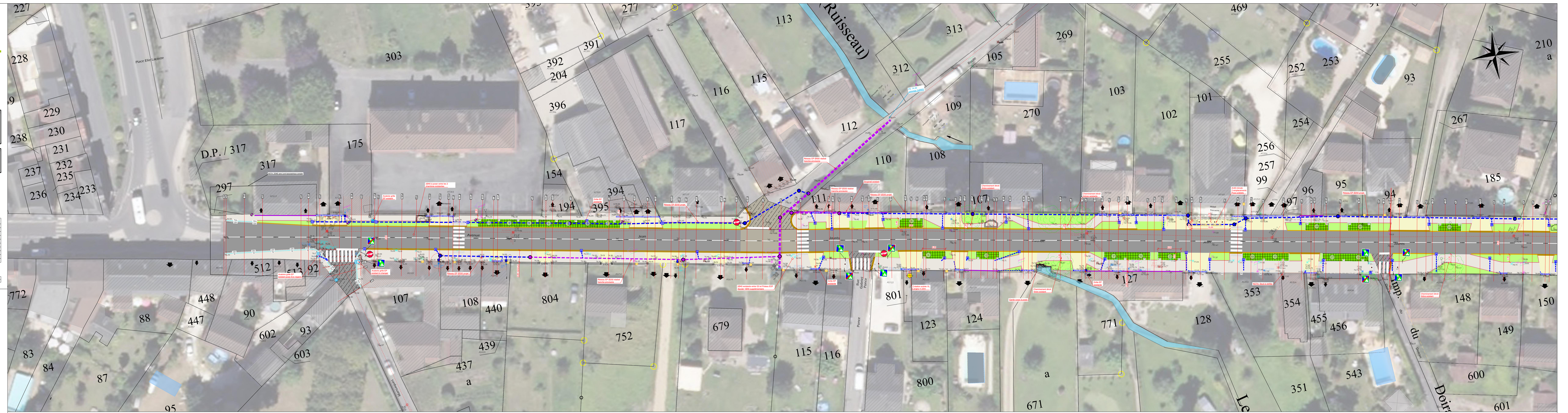
Germinal PEIRO

Ind.	Date	Observations / Modifications	Date	Version
1	09/01/2023	Prévision émission	AMA	1.0
2	13/02/2023	Clôture	AMA	1.1
3	09/03/2023	Etude projet	AMA	1.2
4	09/03/2023	VRD	AMA	1.3
5	13/03/2023		AMA	1.4
6				
7				
8				
9				
10				

Projet de Plan de Masse hors réseaux existants pour l'aménagement de l'avenue Jean Jaurès (RD 704) à Montignac-Lascaux (Dordogne).

**LEGENDE**

-  Voies RD
-  Voies Contraintes
-  Cheminement piéton/Cyclo
-  Cheminement piéton/Cyclo accès parcelle
-  Massif végétalisé
-  Zone marquée au sol
-  Stationnement tables orientées
-  Bordure II
-  Bordure 12-C&S
-  Bordure 12-C&S
-  Bordure P1
-  Bordure a/c
-  Carreleur-joints
-  Carreleur-joints
-  10 Carreleur joints
-  Réseaux EP projet
-  Colle 20x45 EP - Réseaux 0000 projet
-  Colle 15x30 EP - Réseaux 0000 projet
-  Réseaux OE - Réseaux 0000 projet
-  Carreleur grès - Réseaux 0120 projet



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.38**

**Commune de NEUVIC-SUR-L'ISLE.**

**Collège Henri Bretin: opération de désimperméabilisation et végétalisation de la cour.  
Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau ADOUR-GARONNE.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Christian TEILLAC, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.38

Commune de NEUVIC-SUR-L'ISLE.

Collège Henri Bretin: opération de désimperméabilisation et végétalisation de la cour.  
Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau ADOUR-GARONNE.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**SOLLICITE** l'Agence de l'Eau ADOUR-GARONNE à hauteur de 50 % des dépenses éligibles au titre de l'assainissement et la gestion des eaux pluviales, soit un montant d'aide de 30.000 €.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les formalités administratives préalables à l'exécution de cette opération et notamment à signer et procéder au dépôt des demandes d'autorisations administratives préalables.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:35:01  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.39**

**Transferts de domanialité.**

**Route départementale n° 660 - Commune de CAPDROT ;  
Route départementale n° 49 - Commune de SAINT-CYPRIEN ;  
Route départementale n° 29 - Commune de BADEFOLS-SUR-DORDOGNE ;  
Route départementale n° 31 - Commune de CALES ;  
Route départementale n° 703 - Commune de PEZULS.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.39

Transferts de domanialité.

Route départementale n° 660 - Commune de CAPDROT ;  
Route départementale n° 49 - Commune de SAINT-CYPRIEN ;  
Route départementale n° 29 - Commune de BADEFOLS-SUR-DORDOGNE ;  
Route départementale n° 31 - Commune de CALES ;  
Route départementale n° 703 - Commune de PEZULS.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU les délibérations n° 2023-18 et n° 2023-19 du 12 avril 2023 du Conseil Municipal de la Commune de CAPDROT,

VU la délibération n° 0112/2023 du 6 septembre 2023 du Conseil Municipal de la Commune de SAINT-CYPRIEN,

VU la délibération n° 2023-12 du 14 septembre 2023 du Conseil Municipal de la Commune de BADEFOLS-SUR-DORDOGNE,

VU, la délibération du 30 août 2022 du Conseil Municipal de la Commune de CALES,

VU la délibération n° 36/2022 du 9 décembre 2022 du Conseil Municipal de la Commune de PEZULS,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.I.40 du 23 mars 2020,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.40 du 12 décembre 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**PRONONCE** le transfert de domanialité des anciens tracés de la Route départementale n° 660 situés au lieu-dit « La Boîte à Lettres » entre le PR 49+260 et le PR 49+490 (annexe n° 1), et au lieu-dit « Le Poteau des Mazades » entre le PR 51+580 et le PR 51+900 (annexe n° 2), sur la Commune de CAPDROT, respectivement d'un linéaire de voirie de 250 mètres pour une largeur moyenne de plateforme de 12 mètres et de 400 mètres pour une largeur moyenne de plateforme de 13,30 mètres, dans le Domaine public routier communal de la Commune de CAPDROT, conformément aux délibérations n° 2023-18 et n° 2023-19 du 12 avril 2023 du Conseil Municipal de la Commune de CAPDROT.

**PRONONCE** le transfert de domanialité de la section de la Route départementale n° 49 dénommée « Avenue de la Gare », comprise entre le carrefour formé avec la RD 703 et le carrefour formé avec la RD 48 et la rue du Priolat, du PR 3+770 au PR 4+60 (annexe n° 3), sur la Commune de SAINT-CYPRIEN, d'un linéaire de voirie de 290 mètres pour une largeur moyenne de plateforme de 8,50 mètres à 10 mètres, dans le Domaine public routier communal de la Commune de SAINT-CYPRIEN, conformément à la délibération n° 0112/2023 du 6 septembre 2023 du Conseil Municipal de la Commune de SAINT-CYPRIEN.

**PRONONCE** le transfert de domanialité de l'ancien tracé de Route départementale n° 29 situé sur la Commune de BADEFOLS-SUR-DORDOGNE, du PR 10+694 au PR 10+739 (annexe n° 4), soit un linéaire de 45 mètres pour une surface d'environ 350 m<sup>2</sup>, dans le Domaine public routier communal de la Commune de BADEFOLS-SUR-DORDOGNE, conformément à la délibération n° 2023-12 du 14 septembre 2023 du Conseil Municipal de la Commune de BADEFOLS-SUR-DORDOGNE.

**PRONONCE** le transfert de domanialité de la section de la Route départementale n° 31, dénommée « Route du Port de Mauzac », comprise entre le carrefour formé avec la Route départementale n° 28 et son extrémité Ouest à la rivière « Dordogne », du PR 47+904 au PR 48+494 (annexe n° 5), sur la Commune de CALES, d'un linéaire de voirie de 590 mètres pour une largeur moyenne de plateforme de 6,50 mètres à 9 mètres, dans le Domaine public routier communal de la Commune de CALES, conformément à la délibération du 30 août 2022 du Conseil Municipal de la Commune de CALES.

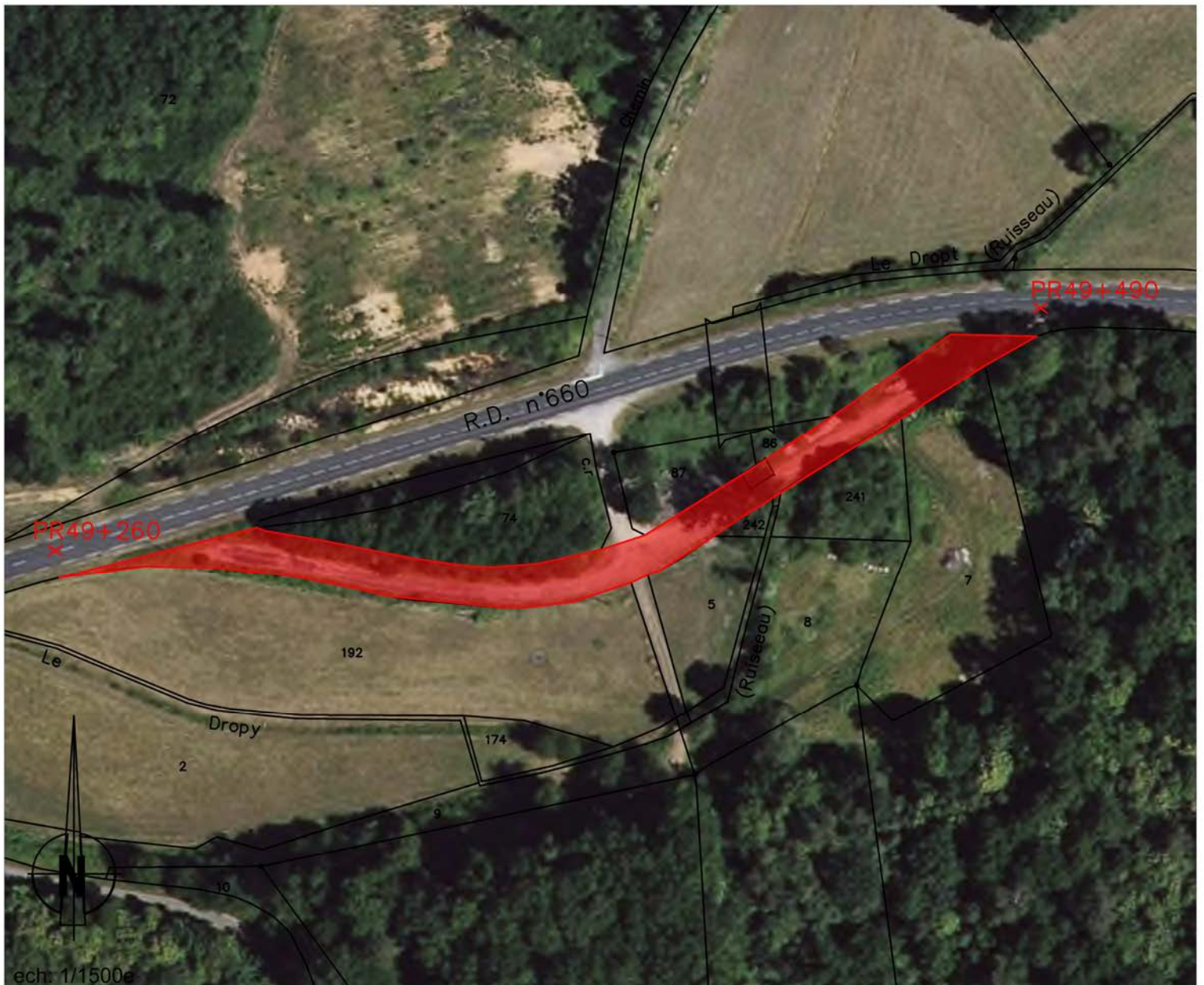
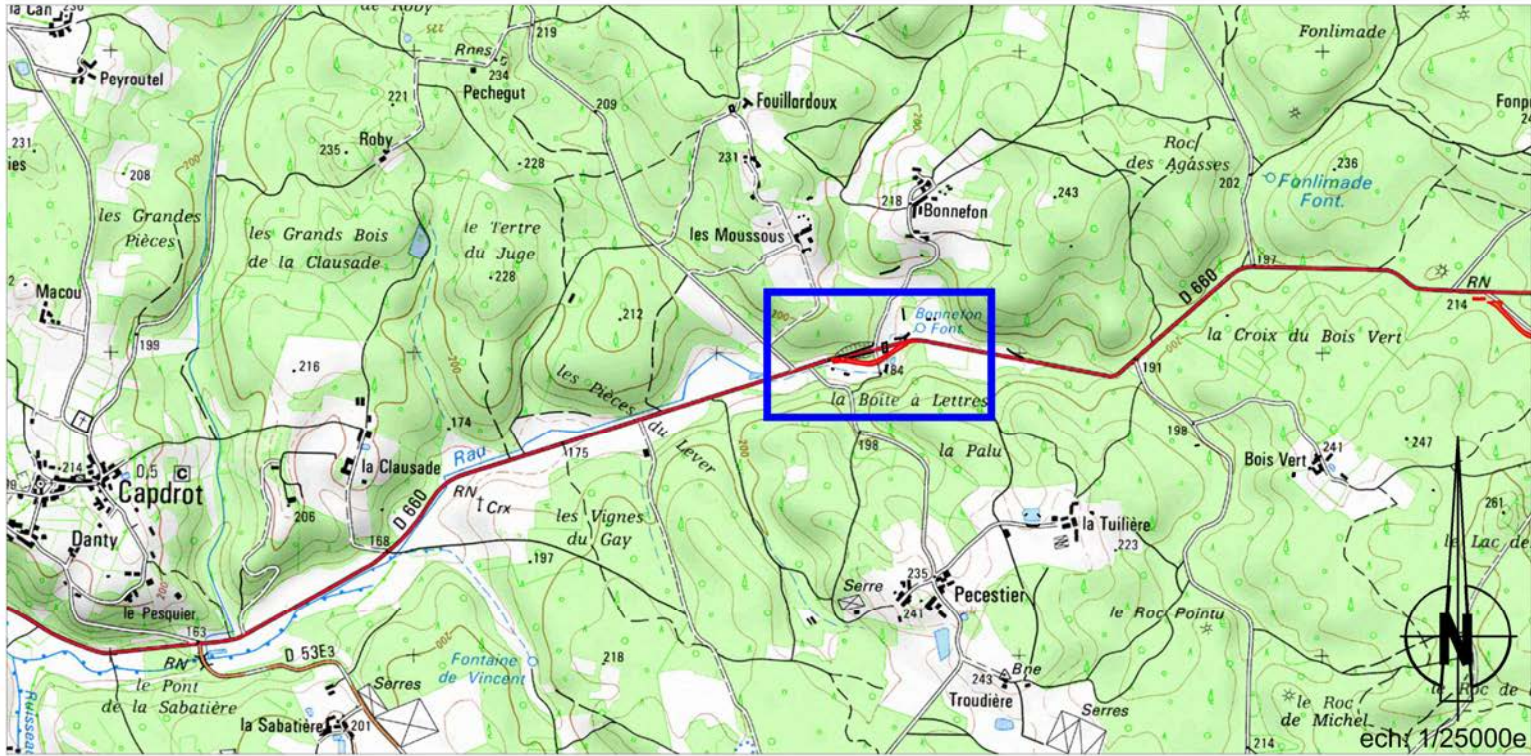
**PRONONCE** le transfert de domanialité de l'ancien tracé de la Route départementale n° 703, situé sur la Commune de PEZULS du PR 13+569 au PR 13+705 (annexe n° 6), soit un linéaire de 107 mètres pour une largeur moyenne de plateforme de 13 mètres, dans le Domaine public routier communal de la Commune de PEZULS, conformément à la délibération du 9 décembre 2022 n° 36/2022 du Conseil Municipal de PEZULS.

**MODIFIE** en conséquence le tableau de classement des Routes départementales de la Dordogne approuvé par la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.I.40 du 23 mars 2020 et mis à jour par la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.40 du 12 décembre 2022.

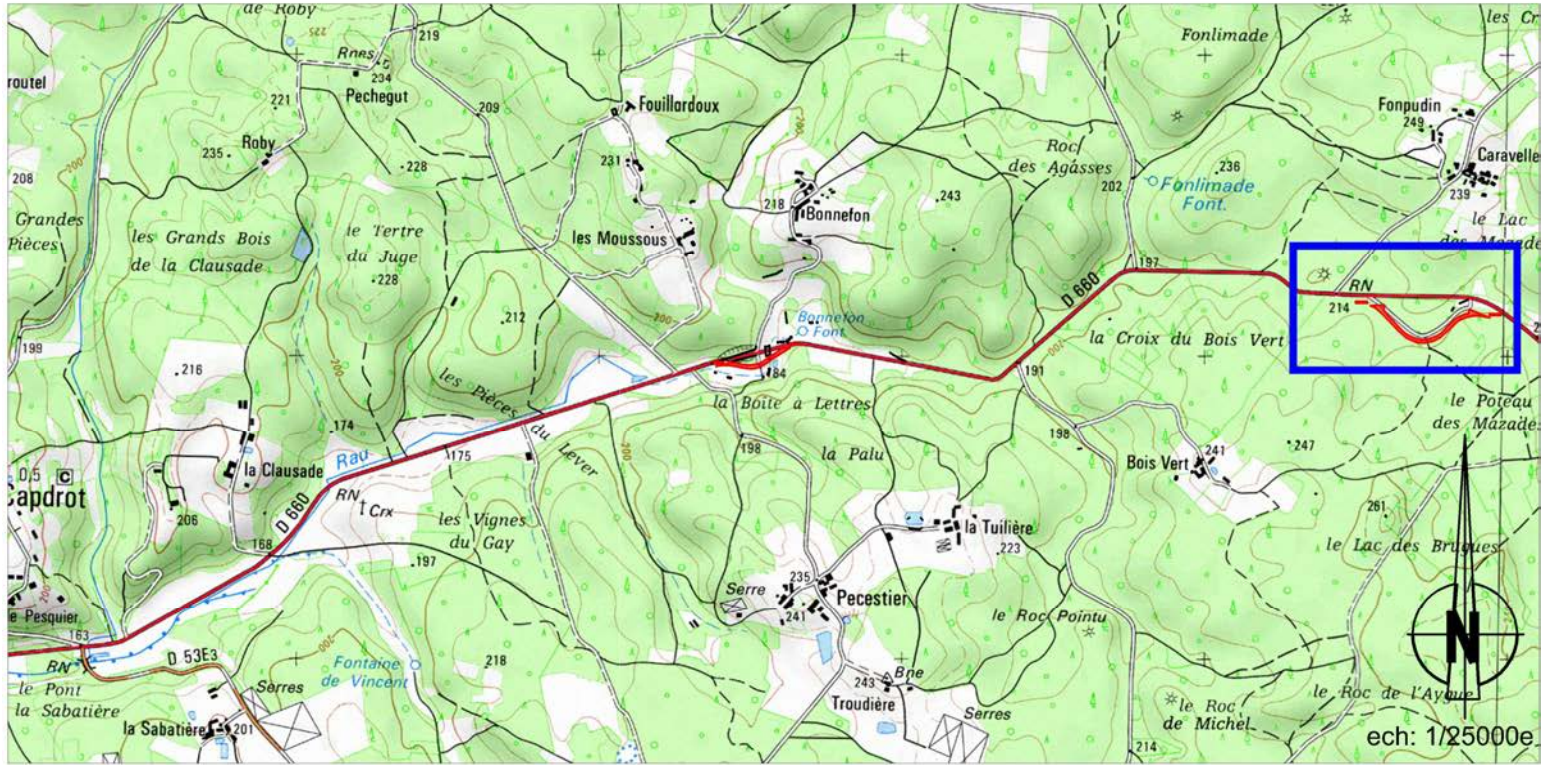
Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:35:01  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



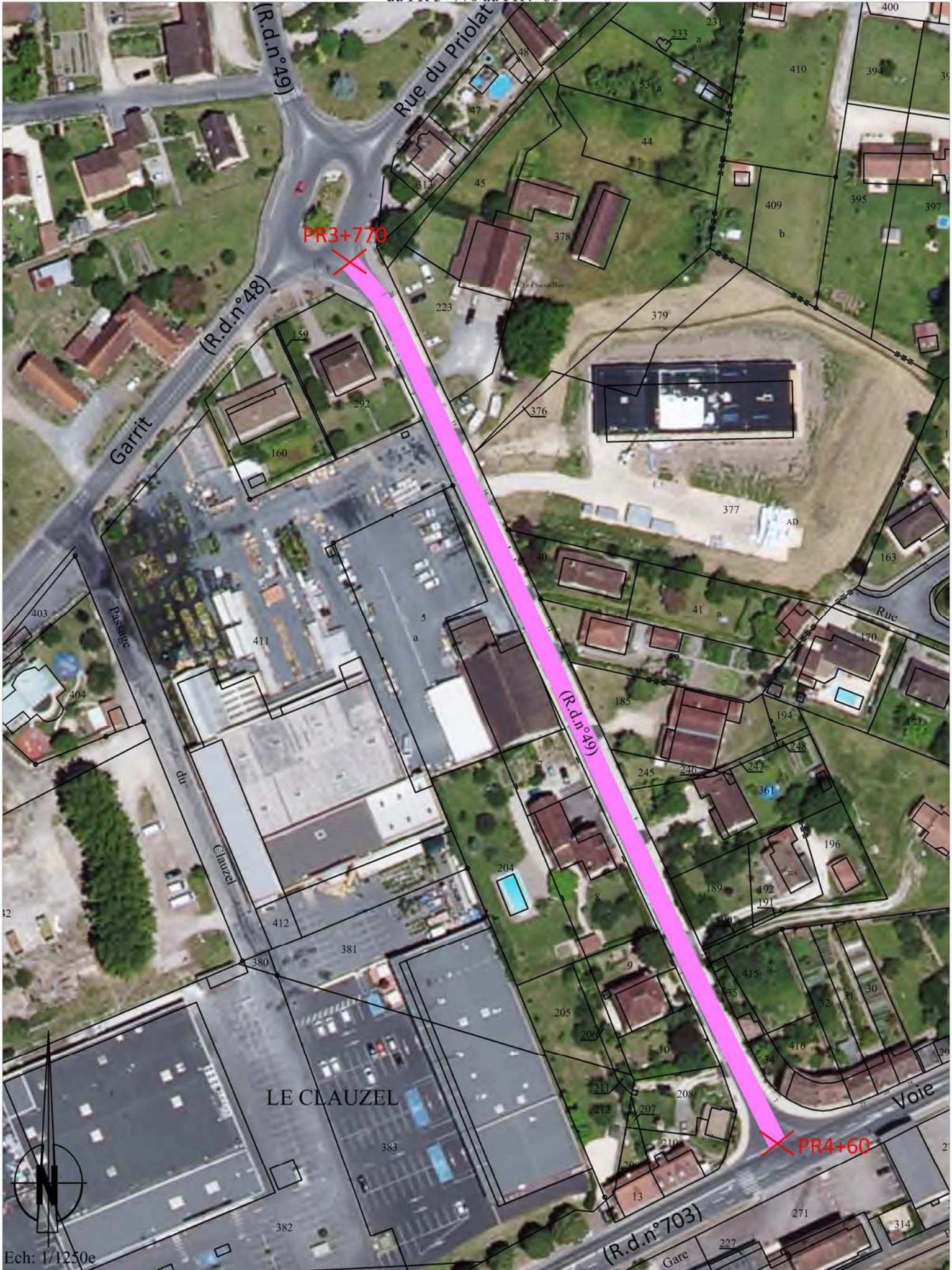
ANNEXE 1  
TRANSFERT DE DOMANIALITE  
du délaissé de la RD660 du PR 49+260 au PR 49+490  
sur la commune de CAPDROT  
lieu dit " La Boîte à Lettres"



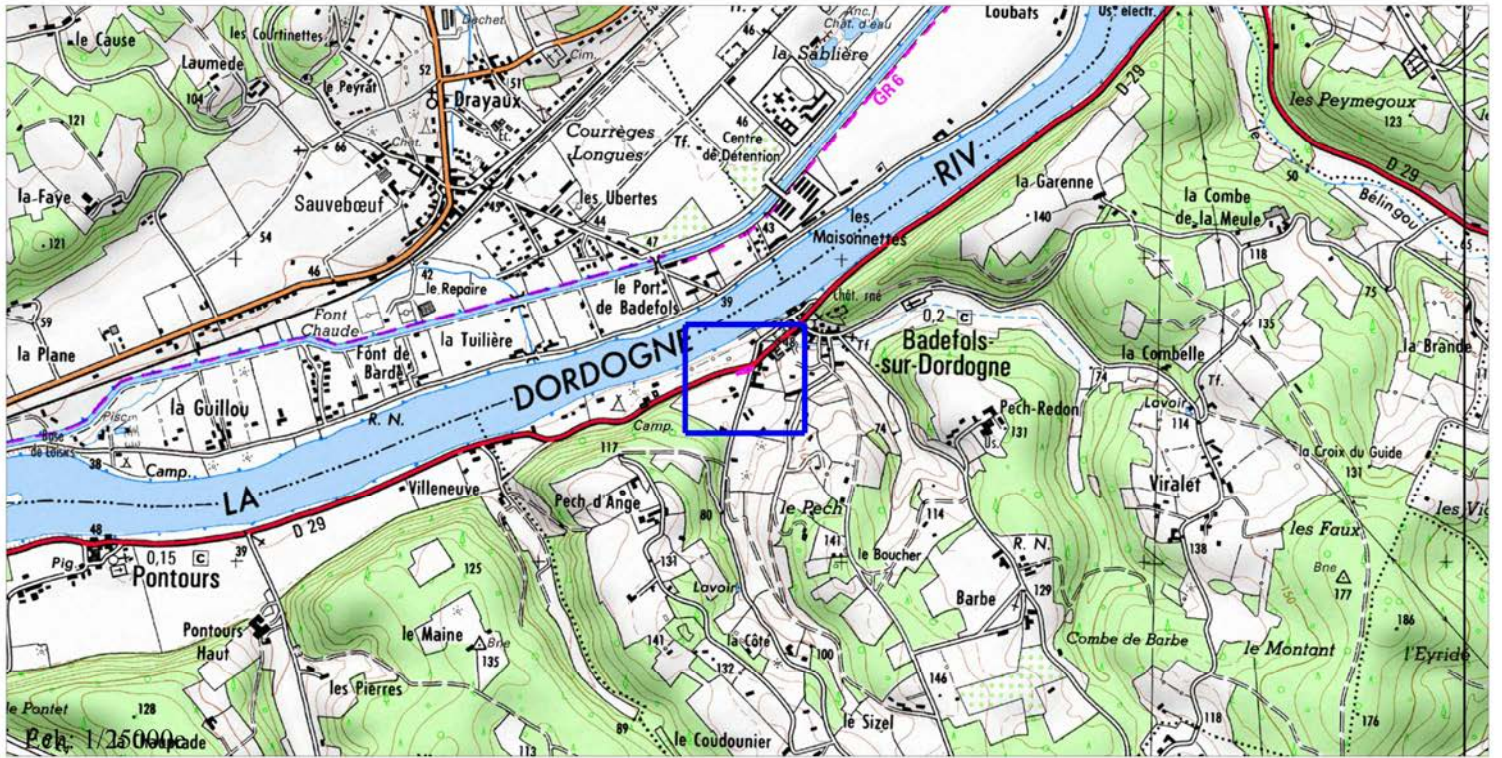
ANNEXE 2  
TRANSFERT DE DOMANIALITE  
du délaissé de la RD660 du PR 51+580 au PR 51+900  
sur la commune de CAPDROT  
lieu dit " Le Poteau de Mazades"



ANNEXE3  
TRANSFERT DE DOMANIALITE  
COMMUNE DE SAINT CYPRIEN  
Route Départementale N°49  
du PR 3+770 au PR4+60

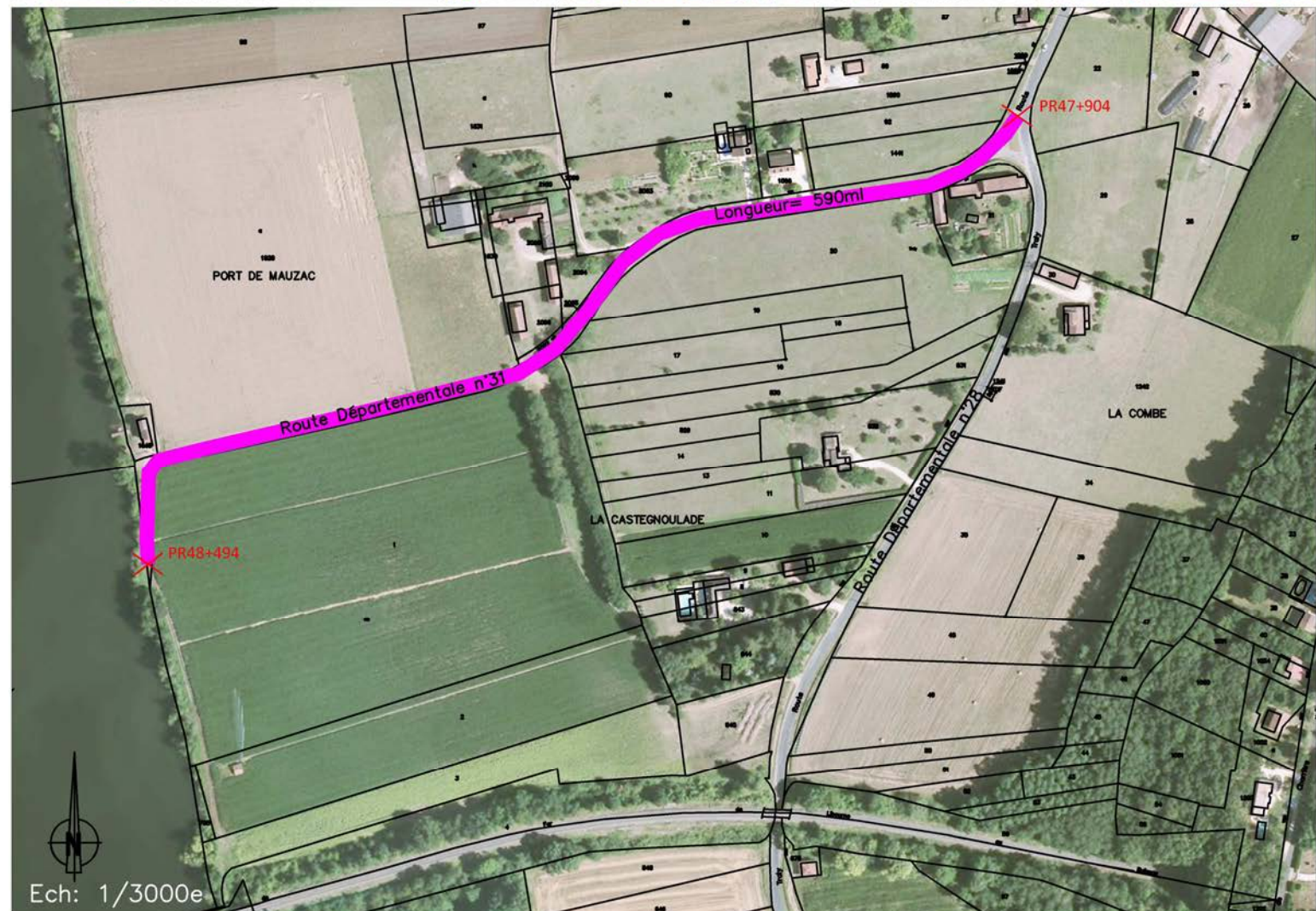
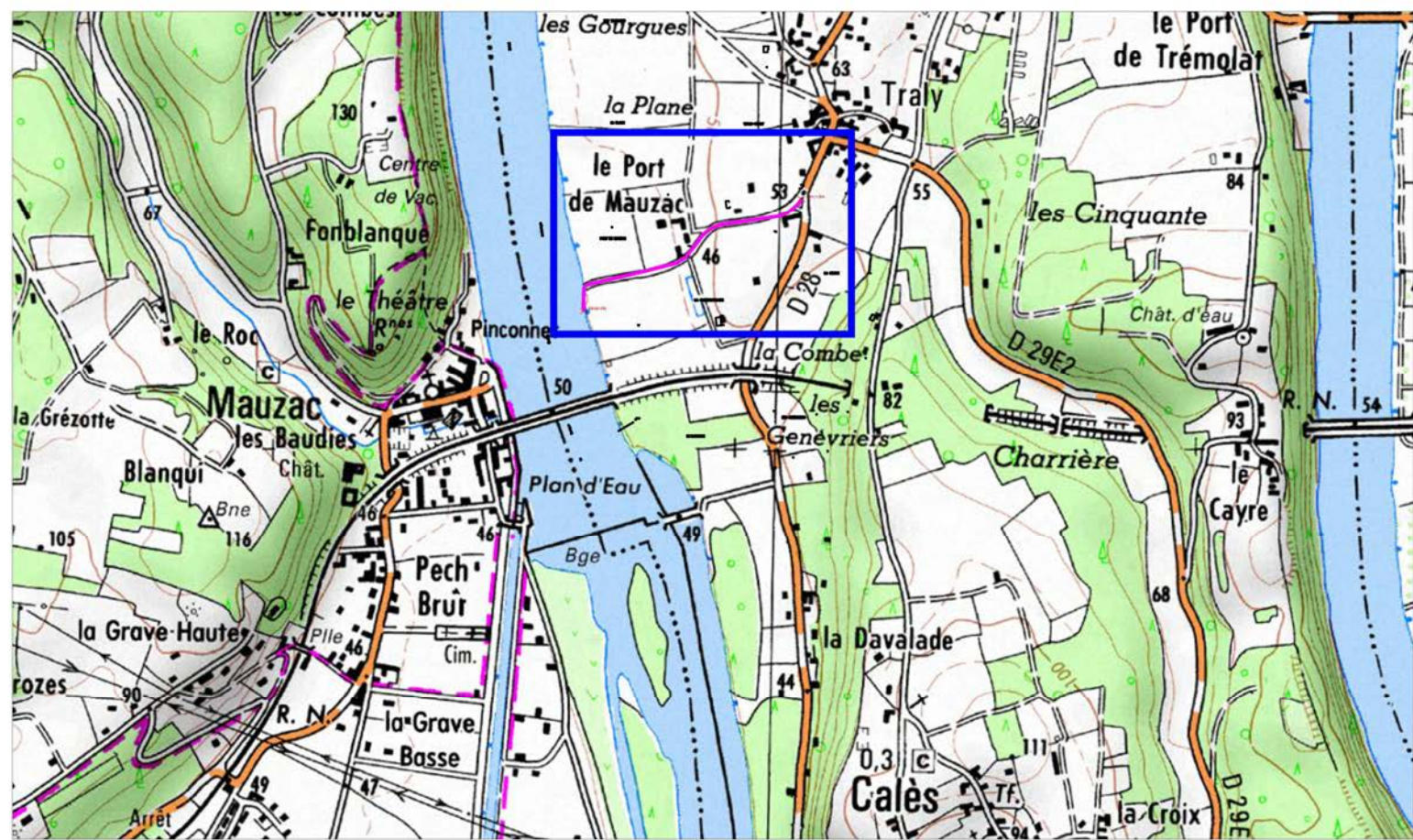


ANNEXE 4  
TRANSFERT DE DOMANIALITE  
COMMUNE DE BADEFOLS SUR DORDOGNE  
Route Départementale N°29  
du PR 10+694 au PR10+739



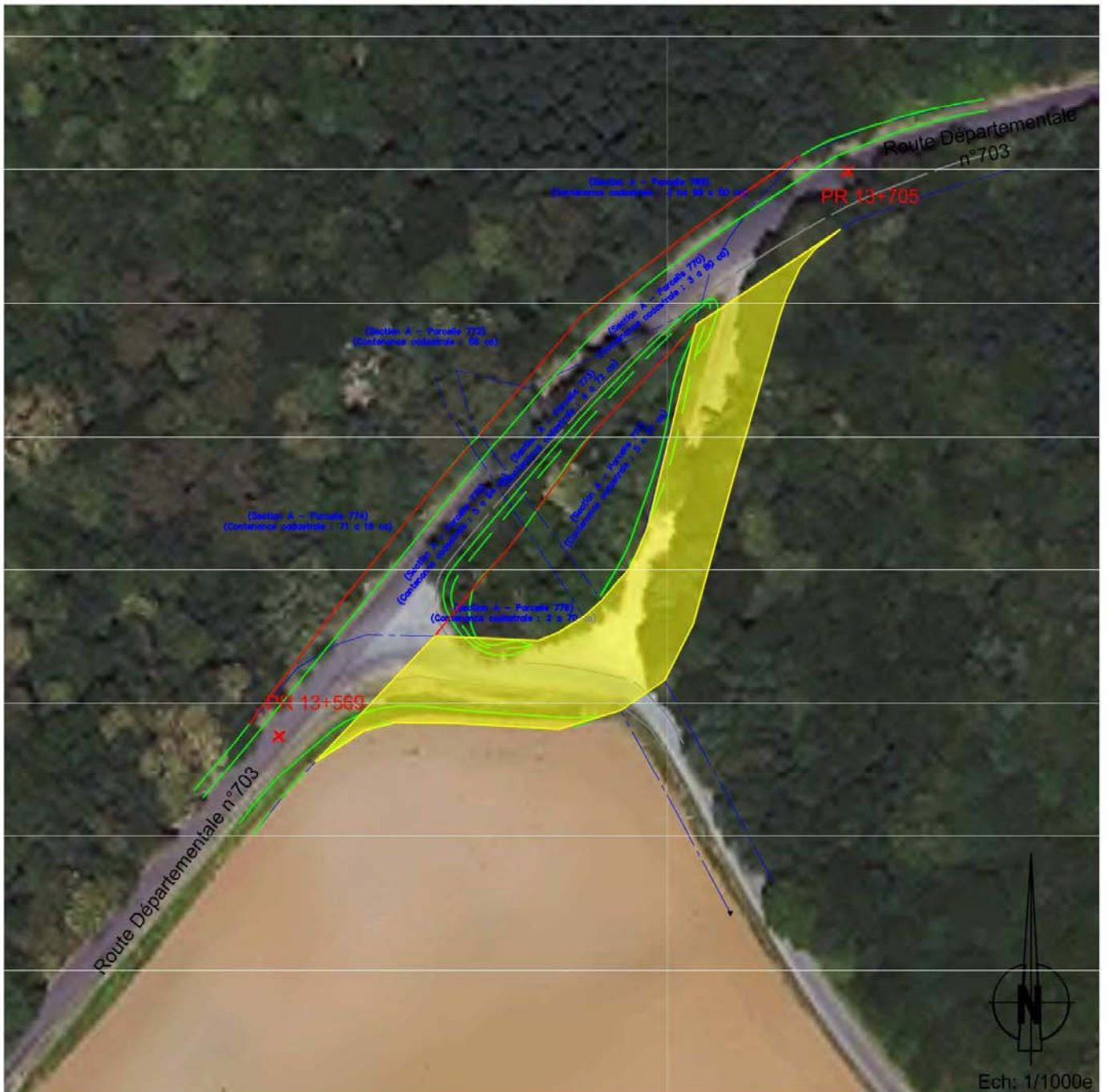
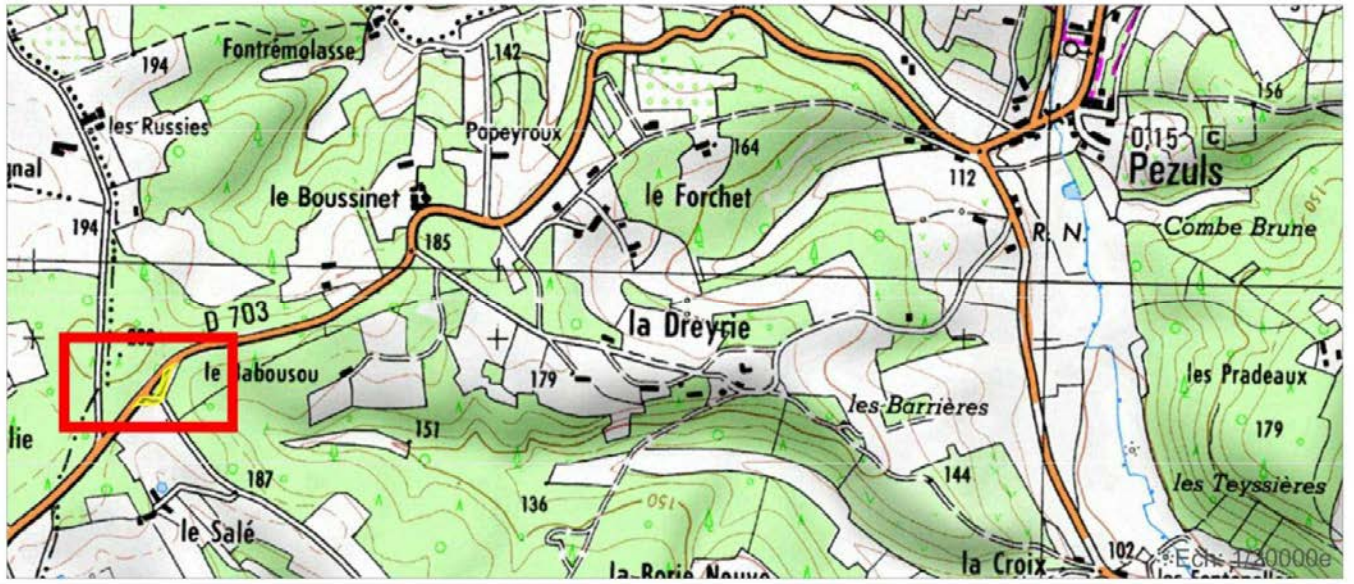


ANNEXE 5  
TRANSFERT DE DOMANIALITE  
COMMUNE DE CALES  
Route Départementale N°31  
du PR47+904 au PR48+494



ANNEXE 6

Route départementale n°703  
TRANSFERT DE DOMANIALITE de la partie hachurée  
Commune de PEZULS



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.40**

**Transactions foncières sur le territoire des Communes  
de BOURDEILLES et de SARLAT-LA-CANEDA.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel MAGNE

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.40

Transactions foncières sur le territoire des Communes  
de BOURDEILLES et de SABLAT-LA-CANÉDA.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.III.28 du 31 mai 2023, portant  
déclassement du Domaine public routier départemental,

VU l'avis du Pôle d'évaluation domaniale n° 2023-2452014896 du 14 juin 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les transactions foncières suivantes par le Département :

- o Sur le territoire de la Commune de BOURDEILLES, pour la mise en place de mesures compensatoires (milieux ouverts), dans le cadre du projet d'aménagement de la Route départementale n° 78, acquisition sous conditions et à titre gracieux par le Département de parcelles de terrain cadastrées, lieu-dit « Pacalone » section A n° 560, n° 561 et n° 562, lieu-dit « Croix Saint-Marc » section A n° 659 et lieu-dit « Sur Les Rochers » section C n° 1576, n° 1578 et n° 1580p pour une contenance totale d'environ 1ha90a23ca appartenant à la Commune de BOURDEILLES .
- o Suite aux travaux d'aménagement de la Route départementale n° 704, déviation de SABLAT (1<sup>ère</sup> tranche) comprise entre les Routes départementales n° 6 et n° 46, cession par le Département sur le territoire de la Commune de SABLAT-LA-CANÉDA, d'un ensemble immobilier, ancien siège de l'Unité d'Aménagement routier de SABLAT, cadastré lieu-dit « 197, route du Bugue » section DX n° 68 d'une contenance de 08a06ca à [REDACTED] moyennant la somme de 103.865 € (avis du Pôle d'évaluation domaniale n° 2023-2452014896 du 14 juin 2023).

**DIT** qu'une promesse unilatérale de vente sera établie entre la Commune de BOURDEILLES et le Département sous condition de la réalisation d'un diagnostic pollution pour déterminer le coût engendré par la dépollution des parcelles concernées qui devra rester supportable pour l'opération envisagée et **PRÉCISE** que la levée d'option devra intervenir dans un délai de 12 mois à compter de la dernière des signatures et que le transfert de propriété aura lieu à la date de l'acte authentique de vente.

**DIT** que les actes authentiques seront établis en la forme administrative.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer la promesse unilatérale de vente, au nom et pour le compte du Département.

**AUTORISE** M. le Vice-président en charge de l'Administration générale, des Finances, de la Commande publique, Rapporteur du Budget ou en cas d'empêchement M. le Vice-président en charge des Routes et des Mobilités, à signer les actes authentiques en la forme administrative correspondants, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:35:01  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.41**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé.  
Information sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental lors de  
Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2023.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**PREND ACTE**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.41

Politique Départementale de l'Habitat.  
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Privé.  
Information sur les décisions prises par le Président du Conseil départemental lors de  
Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) au titre de l'année 2023.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 20-212 du 2 octobre 2020,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 20.CP.IX.51 du 14 décembre 2020,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-21 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**PREND ACTE** des décisions prises par le Président du Conseil départemental et de l'engagement des dossiers au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 20422.200, ci-annexés (Annexes I et II), proposés lors des CLAH (Commissions Locales d'Amélioration de l'Habitat) des 15 et 29 septembre 2023, pour un montant total de subvention de l'Anah (Agence nationale de l'habitat) de **509.230 €**, réparti comme suit :

- au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 20422.200, un montant total de subvention de **503.350 €** pour 55 logements (Cf. Annexes I et II) :

Date de la CLAH	Nature de l'aide	Nombre de logements	Montant engagé
15/09/23	Aide aux Propriétaires Occupants et Bailleurs	32	293.661 €
29/09/23	Aide aux Propriétaires Occupants et Bailleurs	23	209.689 €
<b>TOTAL</b>		<b>55</b>	<b>503.350 €</b>

- au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 2041581.200, un montant de subvention de **5.880 €** au titre des subventions Anah pour les OPAH (Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat) - PIG (Programmes d'Intérêt Général) aux Intercommunalités (Cf. Annexe III).

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:35:04  
Département de la Dordogne  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.42**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Public.  
Attribution de subvention.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.42

Politique Départementale de l'Habitat.  
Délégation de compétence en matière d'aide à la pierre - Parc Public.  
Attribution de subvention.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 555 / 204182.95 / 0 / 2021 / D3 PUBLIC	
Autorisation de programme votée :	8 340 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 39594 1	13 980,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 14.CP.V.84 du 23 juin 2014,

VU la délibération du Conseil départemental n° 16-212 du 23 juin 2016,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 16.CP.V.103 du 11 juillet 2016,

VU la délibération du Conseil départemental n° 17-222 du 27 juin 2017,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 17.CP.VI.57 du 4 septembre 2017,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.VII.74 du 7 octobre 2018,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.VIII.84 du 12 novembre 2018,

VU la délibération du Conseil départemental n° 20-286 du 17 novembre 2020,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21.207 du 28 avril 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.IV.50 du 26 juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.VII.55 du 15 novembre 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.VII.57 du 17 octobre 2022,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.VIII.49 du 21 novembre 2022,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.I.35 du 30 janvier 2023,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.VI.63 du 17 juillet 2023,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.VII.76 du 25 septembre 2023,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-21 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

#### **LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 204182.95, une subvention d'un montant total de **13.980 €** pour la construction **d'un logement PLAI** (Prêt Locatif Aidé d'Intégration) adapté à **DOMOFRANCE** à RAZAC-SUR-L'ISLE - Rond-Point André Maurois.

**ANNULE** les opérations et les bonus de dépôt de dossier listés dans le tableau joint en annexe pour un montant total de **829.926 €**.

**MODIFIE** en conséquence, les délibérations du Conseil départemental et de la Commission Permanente ci-après :

- Délibération n° 14.CP.V.84 du 23 juin 2014,
- Délibération n° 16-212 du 23 juin 2016,
- Délibération n° 16.CP.V.103 du 11 juillet 2016,
- Délibération n° 17-222 du 27 juin 2017,
- Délibération n° 17.CP.VI.57 du 4 septembre 2017,
- Délibération n° 18.CP.VII.74 du 7 octobre 2018,
- Délibération n° 18.CP.VIII.84 du 12 novembre 2018,
- Délibération n° 20-286 du 17 novembre 2020,
- Délibération n° 21-207 du 28 avril 2021,
- Délibération n° 21.CP.IV.50 du 26 juillet 2021,
- Délibération n° 21.CP.VII.55 du 15 novembre 2021,

- Délibération n° 22.CP.VII.57 du 17 octobre 2022,
- Délibération n° 22.CP.VIII.49 du 21 novembre 2022,
- Délibération n° 23.CP.I.35 du 30 janvier 2023,
- Délibération n° 23.CP.VI.63 du 17 juillet 2023,
- Délibération n° 23.CP.VII.76 du 25 septembre 2023.



Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:41:51  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE

N° et date délibération	Bénéficiaire	Nature opération	Montant subvention annulé	Montant bonus annulé
18.CP.VII.74 07/10/2018	CLAIRSIENNE	Construction 19 logements dont 7 PLAI à CHANCELADE - Chemin des anciennes fermes	-40.460 €	
16.CP.V.103 11/07/2016	PERIGORD HABITAT	Construction 5 logements PLUS à SAINT-POMPONT - Moulin de la Capelle Ouest	-1.836 €	
14.CP.V.84 23/06/2014		Acquisition-amélioration 4 logements dont 2 PLAI à PERIGUEUX - Rue des Jardiniers	-13.030 €	
16-212 23/06/2016		Reconstruction 30 logements dont 15 PLAI à PERIGUEUX - Saltgourde	-97.725 €	
17.CP.VI.57 04/09/17		Construction 6 logements dont 5 PLAI à CHÂTEAU-L'ÉVÊQUE - Route d'Angoulême	-27.075 €	
16-212 23/06/2016		Construction 6 logements PLUS à CORGNAC-SUR-L'ISLE - Le Bourg	0	
23.CP.VI.63 17/07/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 4 logements PLAI au LARDIN-SAINT-LAZARE - Les Martreys		-6.000 €
23.CP.VI.63 17/07/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 5 logements PLAI à LIMEYRAT - Route du Séquoïa		-7.500 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 2 logements PLAI à SAINT-POMPONT - Moulin de la Capelle Ouest – La Lousse		-3.000 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction de 4 logements PLAI à PIÉGUT-PLUVIERS - 2, rue de la Résistance		-6.000 €

23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 3 logements PLAI à LA BACHELLERIE - Rue Georges Perrot		-4.500 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 2 logements PLAI à SAINT-PIERRE-DE-CÔLE - LD Derrière le Bourg		-3.000 €
23.CP.VI.63 17/07/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 1 logements PLAI à CREYSSE - Avenue de la Roque		-1.500 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 3 logements PLAI à CHÂTEAU-L'ÉVÊQUE - 11, rue d'Angoulême		-4.500 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 6 logements PLAI à SARLIAC-SUR-L'ISLE - 2, avenue de l'Isle		-9.000 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 4 logements PLAI à SALIGNAC-EYVIGUES - Avenue de la Calprenède		-6.000 €
23.CP.VII.76 25/09/2023	NOALIS	Bonus dépôt dossier pour construction 20 logements PLAI à PERIGUEUX - Rue du Canal		-30.000 €
17-222 27/06/2017	MESOLIA	Construction 9 logements dont 3 PLAI à MARSAC-SUR-L'ISLE - Clair Séjour	-20.724 €	
16.CP.V.103 11/07/2016		Construction 14 logements dont 5 PLAI à MARSAC-SUR-L'ISLE Beaulieu T2	-34.336 €	
20-286 17/11/2020		Construction pension de famille de 18 logements PLAI à TOCANE-SAINT-APRE	-82.800 €	
21.CP.IV.50 26/07/2021		Construction 11 logements dont 5 PLAI à BERGERAC - rue Durou	-41.500 €	-7.500 €
18.CP.VIII.84 12/11/2018		Construction 6 logements dont 2 PLAI à BERGERAC - Rue Aristide Briand	-16.140 €	

22.CP.VII.57 17/10/2022	IMMOBILIERE ATLANTIC AMENAGEMENT	Construction 60 logements dont 22 PLAI à BOULAZAC-ISLE-MANOIRE - Impasse des Vignes	-125.400 €	
23.CP.VI.63 17/07/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 14 logements PLAI au FLEIX - LD Fumerata		-21.000 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 12 logements PLAI à CHANCELADE – Rue des Majourdins		-18.000 €
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 4 logements PLAI à PERIGUEUX - Rue du Pavillon		-6.000 €
22.CP.VIII.49 21/11/2022		Construction 28 logements dont 8 PLAI à MOULIN-NEUF - Rue Lamartine	-35.200 €	
21.CP.VII.55 15/11/2021 + 23.CP.I.35 30/01/2023	DOMOFRANCE	Construction 31 logements dont 12 PLAI à SARLAT-LA-CANÉDA - Rue Jean Gabin	-52.800 €	
23.CP.VII.76 25/09/2023		Bonus dépôt dossier pour construction 10 logements PLAI à RAZAC-SUR-L'ISLE – Rond-Point A. Maurois		-15.000 €
21-207 28/04/2021	ASSOCIATION AL'PRADO	Construction d'une résidence hôtelière à vocation sociale de 71 places à MONTIGNAC-LASCAUX - LD Bord	-92.400 €	
<b>TOTAL</b>			<b>- 681.426 €</b>	<b>- 148.500 €</b>

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.43**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Convention partenariale d'objectifs et de moyens  
entre le Département de la Dordogne et l'OPH PERIGORD HABITAT.  
Attribution de subvention.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.43

Politique Départementale de l'Habitat.  
Convention partenariale d'objectifs et de moyens  
entre le Département de la Dordogne et l'OPH PERIGORD HABITAT.  
Attribution de subvention.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 555 / 204182.23 / 0 / 1996 / LOGSOC	
Autorisation de programme votée :	3 200 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 39590 1	40 000,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 22-191 du 28 juin 2022,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-21 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**VALIDE** l'opération ci-après, au titre de la Convention partenariale entre le Département de la Dordogne et l'Office Public de l'Habitat (OPH) PERIGORD HABITAT - Offre Nouvelle :

- Construction de **8** logements dans l'ancien EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) communal à SALIGNAC-EYVIGUES - Avenue de la Calprenède.

**ALLOUE** au chapitre 905, article fonctionnel 555, nature 204182.23, une subvention d'un montant de **40.000 €** à l'Office Public de l'Habitat (OPH) PERIGORD HABITAT, pour cette opération.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:41:5t  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.44**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide à la production de logements très sociaux pour les Communes  
soumises à l'article 55 de la loi SRU pour tous les Bailleurs sociaux.  
Annulations de subventions.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.44

Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide à la production de logements très sociaux pour les Communes  
soumises à l'article 55 de la loi SRU pour tous les Bailleurs sociaux.  
Annulations de subventions.

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,
- VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.VII.76 du 8 octobre 2018,
- VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.VIII.87 du 12 novembre 2018,
- VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.IV.55 du 26 juillet 2021,
- VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.VII.59 du 17 octobre 2022,
- VU la délibération du Conseil départemental n° 23-21 du 23 février 2023,
- VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ANNULE** les opérations listées dans le tableau joint en annexe dans le cadre de l'aide à la production de logements très sociaux (Communes soumises à l'article 55 de la loi SRU).

**MODIFIE** en conséquence, les délibérations de la Commission Permanente ci-après :

- Délibération n° 18.CP.VII.76 du 8 octobre 2018 ;
- Délibération n° 18.CP.VIII.87 du 12 novembre 2018 ;
- Délibération n° 21.CP.IV.55 du 26 juillet 2021 ;
- Délibération n° 22.CP.VII.59 du 17 octobre 2022.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000)  
Le : 22/11/2023 à 11:35:0  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 23.CP.IX.

du 20 novembre 2023.

N° et date délibération	Bénéficiaires	Nature opération	Montant subvention annulé
22.CP.VII.59 17/10/2022	IMMOBILIERE ATLANTIC AMENAGEMENT	Construction de 60 logements dont 22 PLAI à BOULAZAC-ISLE-MANOIRE - Impasse des Vignes	-22.000 €
18.CP.VII.76 8/10/2018	CLAIRSIENNE	Construction de 19 logements dont 7 PLAI à CHANCELADE - Chemin des Anciennes Fermes	-7.000 €
21.CP.IV.55 26/07/2021	MESOLIA	Construction de 11 logements dont 5 PLAI à BERGERAC - Rue Durou	-5.000 €
18.CP.VIII.87 12/11/2018		Construction de 6 logements dont 2 PLAI à BERGERAC - Rue Aristide Briand	-2.000 €
<b>TOTAL</b>			<b>-36.000 €</b>

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.45

Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 1 à la convention d'Opération Programmée  
d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale (OPAH-RR)  
de la Communauté de Communes du Périgord Ribéracois.

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.45

Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 1 à la convention d'Opération Programmée  
d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale (OPAH-RR)  
de la Communauté de Communes du Périgord Ribéracois.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IX.46 du 12 décembre 2022,


VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** l'avenant n° 1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de Revitalisation Rurale (RR) de la Communauté de Communes du Périgord Ribéracois 2023-2027, ci-annexé.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à le signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:36:11  
Département de la Dordogne  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 23.CP.IX.

du 20 novembre 2023.



## Avenant n° 1

à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat

de Revitalisation Rurale

2023-2027

de la Communauté de Communes

du Périgord Ribéracois



Le présent avenant est établi :

**Entre la Communauté de Communes du Périgord Ribéracois**, Maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par son Président, M. Didier BAZINET ;

**Et l'Agence nationale de l'habitat (Anah)**, Etablissement public à caractère administratif sis 8, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS, représenté en application de la convention de délégation de compétence par le Président du Conseil départemental de la Dordogne, M. Germinal PEIRO, et dénommée ci-après « Anah » ;

**Et le Département de la Dordogne**, Partenaire de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Revitalisation Rurale (OPAH-RR), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, et par délégation par la Vice-présidente chargée de l'Habitat, Mme Juliette NEVERS, dûment habilitée à signer en vertu de la délibération n° 23.CP.IX. de la Commission Permanente du 20 novembre 2023 ;

**Auxquels sont associés :**

**La SACICAP PROCIVIS Nouvelle-Aquitaine**, dont le siège social est sis 21, quai Lawton - Bassins à Flot - CS 11976 - 33070 BORDEAUX Cedex, représentée par son Directeur Général, M. Jean-Pierre MOUCHARD ;

**Et la FONDATION ABBÉ PIERRE**, dont le siège est 3-5, rue de Romainville - 75019 PARIS, représentée par Mme Sonia HURCET, sa Directrice Générale Adjointe, par délégation du Président M. Raymond ETIENNE, ayant pouvoir à cet effet ;



Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.303-1 (OPAH) / R.327-1 (PIG), L.321-1 et suivants, R.321-1 et suivants ;

Vu le Règlement général de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ;

Vu la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et au Programme d'Intérêt Général, en date du 8 novembre 2002 ;

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, adopté le 2 mars 2018 ;

Vu le Programme Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat, approuvé en Conseil communautaire du 7 octobre 2021 et entré en vigueur le 15 novembre 2021 ;

Vu le Programme Départemental de l'Habitat 2021-2024 en cours de renouvellement ;

Vu la convention de délégation de compétence du 5 juin 2018 conclue entre le Conseil départemental de la Dordogne et l'État, en application de l'article L.301-5-1 (L.301-5-2) (en délégation de compétence), et ses avenants annuels ;

Vu l'avenant n° 2020-2 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé 2018-2023 - Avenant de passage de la Type 2 à la Type 3 du 29 décembre 2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée délibérante de la Collectivité Maître d'ouvrage de l'opération, en date du \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_, autorisant la signature du présent avenant ;

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, en application de l'article R.321-10 du Code de la Construction et de l'Habitation en date du \_\_\_\_\_ ;

Vu l'avis du Délégué de l'Anah dans la Région en date du \_\_\_\_\_ ;

Vu la mise à disposition du public du projet d'avenant à la convention d'OPAH du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ au siège de la Communauté de Communes du Périgord Ribérais en application de l'article L.303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la convention passée le 15 janvier 2015 entre la Région Aquitaine et les SACICAP PROCIVIS Gironde et PROCIVIS Les Prévoyants, portant création de la CARTTE (Caisse d'Avances pour la Rénovation Thermique et la Transition Énergétique), et la convention d'extension de cette action sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, réunissant les SACICAP PROCIVIS implantées en Nouvelle-Aquitaine ;

Vu la fusion entre la SACICAP PROCIVIS Les Prévoyants et la SACICAP PROCIVIS Gironde en date du 17 septembre 2019 donnant naissance à PROCIVIS Nouvelle-Aquitaine ;

Vu la réglementation en vigueur de PROCIVIS Nouvelle-Aquitaine ;

**Il a été exposé ce qui suit :**

Préambule :

Par convention conclut pour cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, la Communauté de Communes du Périgord Ribéracois Maître d'ouvrage, le Département de la Dordogne et l'Anah ont décidé la mise en place d'une OPAH. Le périmètre concerne 44 Communes au total.

La convention d'OPAH doit répondre aux objectifs d'amélioration du bâti à travers 3 Volets :

- Volet énergie et précarité énergétique pour la mise en œuvre du programme Habiter Mieux ;
- Volet immobilier pour la sortie de vacance ;
- Volet travaux pour l'autonomie de la personne dans l'habitat.

Lors de la réalisation de la convention, les charges imputées à l'opération (les prestataires externes pour les diagnostics énergétiques, les rapports autonomies ainsi que l'Agent contractuel pour le poste de chargé de mission) n'étaient pas encore connues et ont été sous-estimées.

En effet, afin d'assurer aux propriétaires la continuité de l'attribution des aides de la collectivité Maître d'ouvrage et le suivi des dossiers de demandes de subvention, il a été nécessaire de mettre en place la convention en amont du choix de l'opérateur et des prestataires pour les diagnostics.

Le présent avenant à la convention de programme d'OPAH du Périgord Ribéracois permet donc, de régulariser et de réajuster les financements prévus au regard des coûts réels désormais connus.

Il convient donc de réajuster le financement de l'OPAH.

#### **Article 1<sup>er</sup> – Objet de l'avenant**

Le présent avenant à la convention de programme d'OPAH du Périgord Ribéracois a pour objet de régulariser et de réajuster les financements prévus au regard des coûts réels désormais connus.

#### **Article 2 – Modification des articles**

L'article 5 de la convention est modifié comme suit :

#### **Article 5 – Financements de l'opération et engagements complémentaires**

---

##### **5.1. Financements de l'Anah**

##### **5.1.2 Montants prévisionnels**

L'article est modifié comme suit :

Les montants prévisionnels des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération sont de **3.382.260 € maximum**, selon l'échéancier suivant :



### 5.3. Financement du Conseil Départemental de Dordogne

#### 5.3.2 Montants prévisionnels

L'article est modifié comme suit :

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par le Conseil Départemental de la Dordogne à l'opération est de **153.305 € maximum**, selon l'échéancier suivant :

AE prévisionnels	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	TOTAL
	En €	En €	En €	En €	En €	En €
dont aides aux trx de rénovation énergétique	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	<b>100 000</b>
dont aides à l'ingénierie OPAH RU (SA Maxi)	10 661	10 661	10 661	10 661	10 661	<b>53 305</b>
<b>TOTAL</b>	<b>30 661</b>	<b>30 661</b>	<b>30 661</b>	<b>30 661</b>	<b>30 661</b>	<b>153 305</b>

Le reste des articles est sans changement

#### **Article 3 – Durée de l'avenant**

Le présent avenant n° 1 à la convention est conclu pour une période de cinq (5) années calendaires. Il portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l'Anah du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Fait en 4 exemplaires,

A Périgueux, le

Pour la Communauté de Communes  
du Périgord Ribéracois,  
le Président,

**Didier BAZINET**

Fait en 4 exemplaires,

A Périgueux, le

Pour la Directrice Générale de l'Anah, et par délégation,  
le Président du Conseil départemental,

**Germinal PEIRO**

Fait en 4 exemplaires,

A Périgueux, le

Pour le Président du Conseil départemental et par délégation,  
la Vice présidente,

**Juliette NEVERS**



Fait en 4 exemplaires,

A Périgueux, le

Pour la SACICAP PROCIVIS Nouvelle-Aquitaine,  
le Directeur Général,

**Jean-Pierre MOUCHARD**

## ANNEXES

---

Annexe 1 : Tableaux récapitulatifs des aides par financeur

Annexe 2 : Coût annuel du suivi-animation

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des aides par financeur

NATURE	Objectif 5 ans	objectif /an	cout moyen /logt	ANAH			Com.com				CD 24		
				taux	Coût sur 5 ans	Coût à l'année	objectif /an	taux ou forfait	Coût sur 5 ans	Coût à l'année	taux ou forfait	Coût sur 5 ans	Coût à l'année
P.O trx lourds	10	2	50 000	50%	250 000	50 000	2	2,5%	12 500	2 500			
P.O très modestes/ P.O trx autonomie	55	11	7 000	50%	192 500	38 500	11	5%	19 250	3 850			
P.O modestes/ P.O trx autonomie	35	7	7 000	35%	85 750	17 150	7	5%	12 250	2 450			
P.O très modestes/ P.O Habiter Mieux Sérénité	150	30	26 000	50%	1 950 000	390 000	30	2,5%	97 500	19 500	500	75 000	15 000
P.O modestes/ P.O Habiter Mieux Sérénité	50	10	26 000	35%	455 000	91 000	10	2,5%	32 500	6 500	500	25 000	5 000
Bonification si sortie de passoire CCPR	210	42					42	100	21 000	4 200			
<b>TOTAL PO</b>	<b>300</b>	<b>60</b>			<b>2 933 250</b>	<b>586 650</b>	<b>102</b>		<b>195 000</b>	<b>39 000</b>		<b>100 000</b>	<b>20 000</b>

propriétaires bailleurs :

NATURE	objectif 5ans	objectif /an	cout moyen /logt	ANAH			Com.com			
				taux	Coût sur 5 ans	Coût à l'année	objectif /an	taux ou forfait	Coût sur 5 ans	Coût à l'année
P.B trx lourds	5	1	65 000	50%	162 500	32 500	1	5%	16 250	3 250
P.B trx amélioration de la performance énergétique	5	1	40 000	25%	50 000	10 000	1	5%	10 000	2 000
Prime PB Habiter Mieux	10	2	1 500		15 000	3 000				
<b>TOTAL PB</b>	<b>10</b>	<b>2</b>			<b>227 500</b>	<b>45 500</b>	<b>2</b>		<b>26 250</b>	<b>5 250</b>

total propriétaires occupants et bailleurs :

	Obj/an	ANAH		Com.com		CD 24	
		Coût sur 5 ans	Coût à l'année	Coût sur 5 ans	Coût à l'année	Coût sur 5 ans	Coût à l'année
<b>TOTAL PO et PB</b>	<b>62</b>	3 160 750	632 150	221 250	44 250	100 000	20 000
<i>Dont primes Habiter Mieux</i>	<b>10</b>	15 000	3 000				
Prime vacance CCPR PB	10			10 000 €	2 000 €		
<b>TOTAL</b>		<b>3 160 750</b>	<b>632 150</b>	<b>231 250</b>	<b>46 250</b>	<b>100 000</b>	<b>20 000</b>

Annexe 2 : Coût annuel du suivi-animation

	Coût suivi-animation		ANAH / HT		CD Dordogne / HT			RESTE A CHARGE Maître d'ouvrage			
	Total HT	Total TTC		Taux /nbre logements	Montant	Taux	Montant mini	Montant maxi	Taux	Montant mini	Montant maxi
ANNEE 1 à 5	53 306,62 €	55 377,62 €	<b>Part fixe plafonnée*</b>	35%	18 657,32 €	20 % maximum du HT	0,00 €	10 661,32 €	20 % minimum du TTC	11 075,52 €	26 058,98 €
			PO/PB - TVX LOURDS avec ou sans prime HM (840 €/logt)	3	2 520,00 €						
			PO/PB – énergie (600 €/logt)	41	24 600,00 €						
			PO/PB – autonomie (300 €/logt)	18	5 400,00 €						
			PB /dégradation moyenne (300 €/logt)	0	0,00 €						
			PB / intermédiation locative (660 €/logt)	0	0,00 €						
			PO/PB -SSH (300 €/logt)	0	0,00 €						
			<b>Total part variable</b>	<b>62</b>	<b>32 520,00 €</b>						
			<b>Total ANAH</b>		<b>51 177,32 €</b>						
			TOTAL ANAH plafonné 80 % du TTC		<b>44 302,10 €</b>						

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.46**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 3 à la convention d'Opération Programmée  
d'Amélioration de l'Habitat et de Renouveau Urbain (OPAH-RU) 2024  
de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.46

Politique Départementale de l'Habitat.  
Avenant n° 3 à la convention d'Opération Programmée  
d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) 2024  
de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 18.CP.IX.52 du 17 décembre 2018,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 19.CP.VII.69 du 14 octobre 2019,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 22.CP.IV.62 du 20 juin 2022,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** l'avenant n° 3 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain (OPAH-RU) de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux, ci-annexé.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ledit avenant, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:36:14  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





Annexe à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.

## AVENANT N° 3 à la

### CONVENTION DE PROGRAMME

Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat  
et de Renouvellement Urbain

2024

de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux

La présente convention est établie :

**Avenant n° 3 à la Convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de  
Renouvellement Urbain de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux**

Entre

**Entre la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux**, Maître d'ouvrage de l'Opération programmée, représentée par son Président, M. Jacques AUZOU, habilité par délibération de l'instance délibérante du 11 juillet 2018, autorisant la signature de la convention initiale,

D'une part,

**Et l'Agence nationale de l'habitat**, Etablissement public à caractère administratif sis 8, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS, représentée en application de la Convention de délégation de compétence par le Président du Conseil départemental de la Dordogne, M. Germinal PEIRO, et dénommée ci-après « Anah »,

D'autre part,

**Et le Département de la Dordogne**, partenaire de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Revitalisation Rurale, représenté par le Président, M. Germinal PEIRO, et par délégation par la Vice-présidente chargée de l'Habitat, Mme Juliette NEVERS, dûment habilitée à signer l'avenant n° 3 en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. en date du 20 novembre 2023,

**Et la Ville de PERIGUEUX**, partenaire de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain, représentée par la Maire, Mme Delphine LABAILS,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 303-1 (OPAH) / R. 327-1 (PIG), L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la circulaire n° 2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et au Programme d'Intérêt Général, en date du 8 novembre 2002,

Vu la circulaire n° 2023/01 relative aux priorités 2023 pour la programmation des actions et des crédits d'intervention de l'Anah et les orientations pour la gestion 2023,

Vu le Programme Local de l'Habitat, approuvé en Comité Régional de l'Habitat le 13 juin 2019,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, adopté le 2 mars 2018

Vu la convention de délégation de compétence du 5 juin 2018 conclue entre le Conseil départemental de la Dordogne et l'État, en application de l'article L.301-5-1 (L.301-5-2) (en délégation de compétence), et ses avenants annuels,



Vu l'avenant n° 2020-2 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé 2018-2023 - Avenant de passage de la Type 2 à la Type 3 du 29 décembre 2020,

Vu la convention cadre de l'OPAH-RU signée le 31 décembre 2018, et ses avenants,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, en application de l'article R.321.10 du Code de la Construction et de l'Habitation, en date du \_\_\_\_\_,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du \_\_\_\_\_,

Vu la mise à disposition du public du projet d'avenant n° 3 d'OPAH-RU \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_ au siège de la Communauté d'Agglomération du Grand Périgueux, en application de l'article L.303-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la convention du 24 janvier 2023 signée entre l'Etat et l'Union d'Economie Sociale pour l'Accession à la Propriété (UES-AP), agissant au nom et pour le compte des Sociétés Anonymes coopératives d'Intérêt Collectif pour l'Accession à la Propriété (SACICAP), afin de renforcer la lutte contre la précarité énergétique,

Vu la convention passée le 15 janvier 2015 entre la Région Aquitaine et les SACICAP PROCIVIS Gironde et PROCIVIS Les Prévoyants, portant création de la CARTTE (Caisse d'Avances pour la Rénovation Thermique et la Transition Energétique), et la convention d'extension de cette action sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine, réunissant les SACICAP PROCIVIS implantées en Nouvelle-Aquitaine,

Vu la fusion entre la SACICAP PROCIVIS Les Prévoyants et la SACICAP PROCIVIS Gironde en date du 17 septembre 2019 donnant naissance à PROCIVIS Nouvelle-Aquitaine,

Vu la réglementation en vigueur de PROCIVIS Nouvelle-Aquitaine.

**Il est exposé ce qui suit :**

## **Article 1 – Objet de l’avenant n°3**

Le présent avenant prolonge l’OPAH RU d’une durée d’un an à compter du 1er janvier 2024.

L’avenant intègre :

- la définition des objectifs quantitatifs et qualitatifs détaillés pour l’année 2024
- la nécessaire modification du marché avec SOLIHA pour actualiser les coûts de suivi-animation et de communication,
- la modification du périmètre RU sur la ville-centre de Périgueux et ses entrées de ville sur Trélissac, Sanilhac et Coulounieix-Chamiers (ORT Action Cœur de Ville 2),
- les modalités des règles d’application de l’aide départementale « Dordogne Périgord Renov »,
- la description des règlements d’intervention des aides départementales et du partenaire SACICAP PROCIVIS Nouvelle Aquitaine, récemment modifiés,
- les engagements financiers prévisionnels des différents partenaires de l’OPAH RU prolongée, tant sur l’ingénierie que sur les travaux.

## **Article 2 – Modification des articles**

Les articles de la convention sont modifiés comme suit :

### **Table des matières des articles modifiés**

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.....	5
Article 1 – Modification des périmètres du volet Renouvellement urbain multisites .....	6
Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération.....	7
Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation .....	7
4.1 Objectifs quantitatifs de l’avenant n°3 .....	7
4.2 Objectifs quantitatifs portant sur les logements subventionnés par l'Anah .....	8
Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.....	9
Article 5 – Financements de l’Anah .....	9
5.2 Montants prévisionnels .....	9
Article 6 - Financements de la collectivité maître d'ouvrage.....	10
6.1. Règles d'application .....	10
6.2 Montants prévisionnels .....	12
Article 7 - Financements du Conseil départemental de la Dordogne.....	12
7.1 Règles d'application .....	12
7.2 Montants prévisionnels .....	13
Article 8 - Financements des autres Partenaires .....	13
8.1. Montants prévisionnels des autres partenaires .....	13
8.1.1. Règles d’application pour le financement des communes.....	13
8.1.2. Règles d’application pour la Ville de Périgueux .....	15
8.1.3. Règles d’application pour les autres communes .....	16
Article 9 – Engagements complémentaires.....	16
9.1. Financements de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine.....	16
9.1.1. Financement du reste à charge pour les propriétaires occupants.....	16
9.1.2. Financement d’avance de subventions pour les propriétaires occupants par la CARTTE18	
9.2. Engagements de la Fondation Abbé Pierre – Agence Régionale Aquitaine .....	19
9.2.1. Thématiques prioritaires d’intervention .....	19
9.2.2. Critères d’élégibilité .....	19

9.2.3. Conditions d’octroi .....	20
9.2.4. Etablissement d’une Convention Opérationnelle .....	20
9.2.5. Evaluation et Suivi des projets.....	20
Annexes.....	28
Annexe 1 : Coûts du suivi-animation .....	28
Annexe 2 : Objectifs par commune .....	28
Annexe 3 : Liste des rues du Périmètre ORT .....	28

## Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.

*L’article est modifié comme suit :*

La circulaire de programmation C 2023/01, qui présente les principales priorités et orientations 2023, a annoncé la mise en place de MonAccompagnateurRénov’ (MAR).

Cet axe vise à amplifier l’offre d’accompagnement déjà existante sur les territoires. Il s’agit d’accompagner le plus grand nombre de propriétaires possibles, et à minima ceux dont les projets de travaux devront obligatoirement être accompagnés, vers une rénovation performante de leur logement. Dans ce cadre, les opérateurs devront solliciter leur agrément auprès des services déconcentrés de l’ETAT (Direction départementale des Territoires) pour une mise en œuvre opérationnelle du dispositif, prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Les modalités complémentaires qu’apportera le « MAR » dans le dispositif d’accompagnement débuteront le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

Les territoires dotés d’une opération programmée et qui sont dans la phase transitoire entre la fin des conventions ou celles arrivant à échéance en 2023, doivent prolonger leur programme par voie d’avenant pour un an supplémentaire. C’est le cas de l’OPAH RU du Grand Périgueux.

***Le présent avenant prolonge donc l’OPAH RU d’une durée d’un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.***

L’avenant intègre donc :

- la définition des objectifs quantitatifs et qualitatifs détaillés pour l’année 2024
- la nécessaire modification du marché avec SOLIHA pour actualiser les coûts de suivi-animation et de communication,
- la modification du périmètre RU sur la ville-centre de Périgueux et ses entrées de ville sur Trélassac, Sanilhac et Coulounieix-Chamiers (ORT Action Cœur de Ville 2),
- les modalités des règles d’application de l’aide départementale « Dordogne Périgord Rénov »,
- la description des règlements d’intervention des aides départementales et du partenaire SACICAP PROCIVIS Nouvelle Aquitaine, récemment modifiés,
- les engagements financiers prévisionnels des différents partenaires de l’OPAH RU prolongée, tant sur l’ingénierie que sur les travaux.

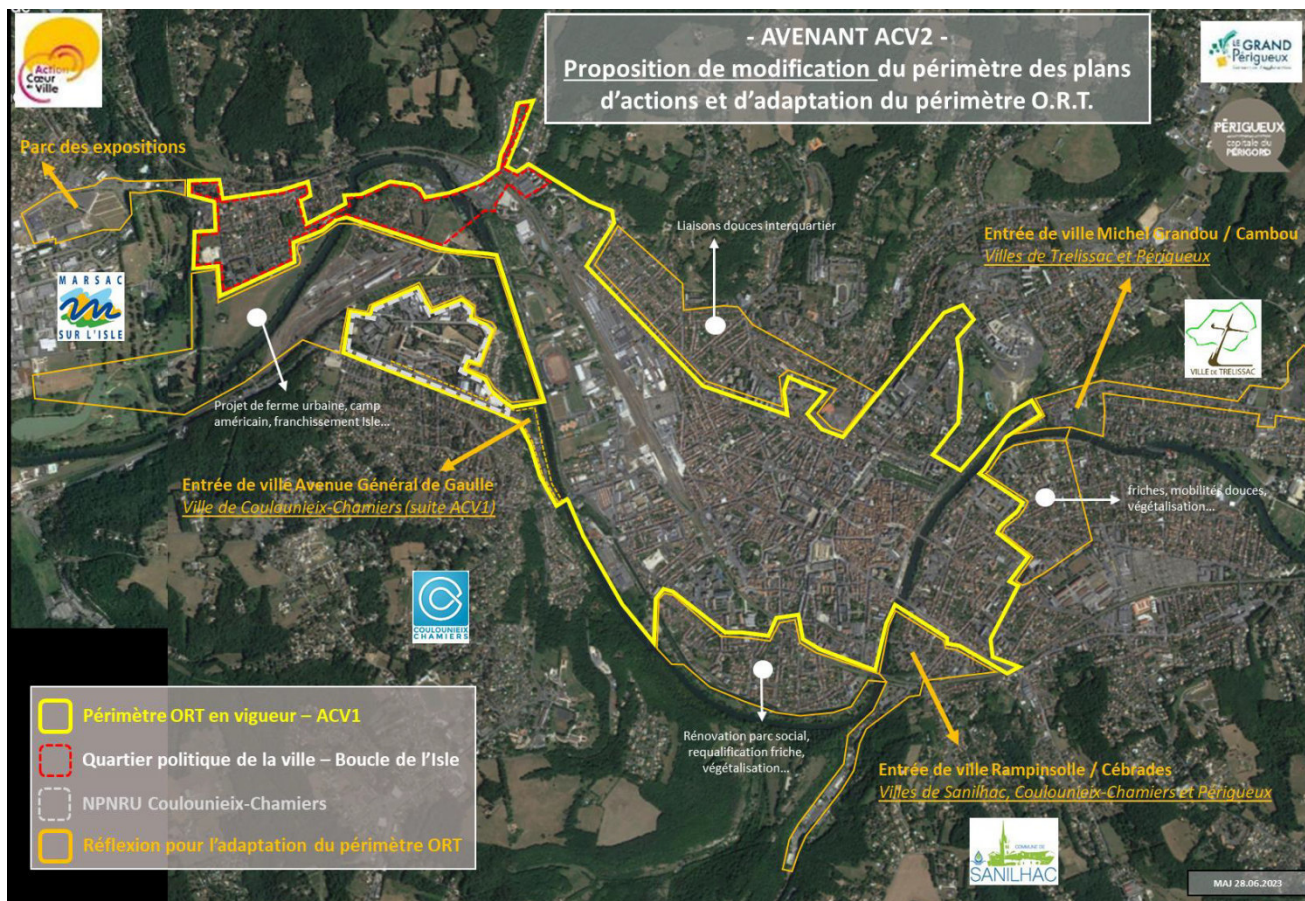
## Article 1 – Modification des périmètres du volet Renouvellement urbain multisites

*L’article est modifié comme suit :*

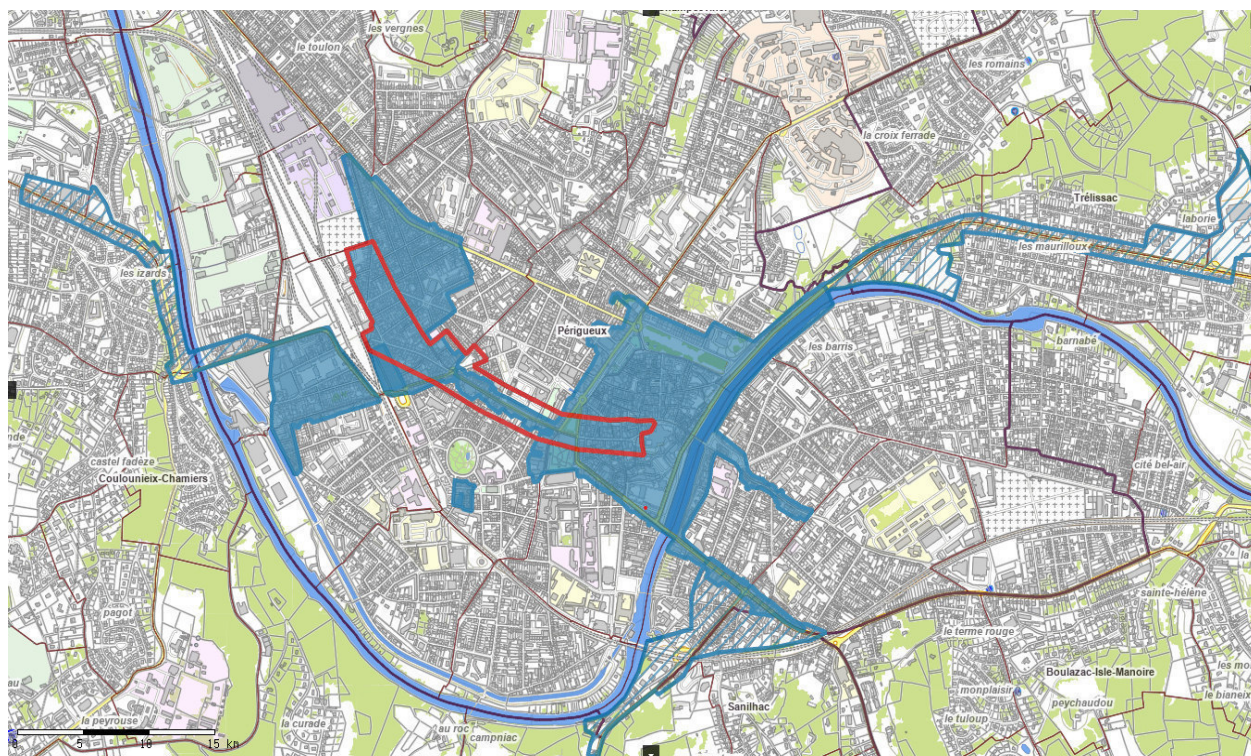
Dans le cadre du travail partenarial conduit pour la préparation du 2<sup>ème</sup> volet du programme national Action Cœur de Ville 2024-2026, il est apparu indispensable d'étendre le périmètre ORT à des entrées de villes stratégiques de Périgueux pour mener une approche plus globale et cohérente en matière d'image et d'attractivité, de reconquête des logements.

Les 3 entrées de ville identifiées sont :

- Rampinsolle – Cébrades à Sanilhac et Coulounieix-Chamiers
- Michel Grandou – Cambou à Trélissac
- Avenue du Général de Gaulle à Coulounieix-Chamiers



Trois des quatre entrées de ville nécessitent une action renforcée sur certains secteurs à fort enjeu de renouvellement urbain, nommés ci-après « secteurs RU », tels que présentés sur la carte ci-dessous :



## Chapitre III – Description du dispositif et objectifs de l'opération.

### Article 4 – Objectifs quantitatifs de réhabilitation

#### 4.1 Objectifs quantitatifs de l'avenant n°3

*L'article est modifié comme suit :*

Les objectifs quantitatifs de l'Anah et des collectivités (Communauté d'Agglomération Le Grand Périgueux et les communes) de l'avenant n°3 sont évalués à **451 logements (hors double compte)**, répartis comme suit :

- 244 logements occupés par leur propriétaire,
- 64 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés,
- 2 intermédiations locatives

Sont inclus les objectifs des thématiques spécifiques d'intervention intercommunale et communale :

- 30 remises aux normes de systèmes d'ANC,
- 53 logements en sortie de vacance,
- 36 ravalements de façades de logements,
- 6 rénovations de devantures commerciales en secteurs RU
- 16 remembrements, accession à la propriété, accès au étage.

Dont :

- 2 auto-réhabilitations accompagnées
- 230 Eco-matériaux

#### 4.2 Objectifs quantitatifs portant sur les logements subventionnés par l'Anah

*L'article est modifié comme suit :*

Les objectifs de l'avenant n°3 sont évalués à **308 logements**, répartis comme suit :

- 244 logements occupés par leur propriétaire,
- 64 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés, dont 2 en Intermédiation Locative

Ils sont répartis comme suit :

- 64 dossiers de rénovations de logements dégradés ou très dégradés/indignes dont 55 sur les secteurs RU de Périgueux, Sanilhac, Trélissac et Coulounieix-Chamiers
- 166 dossiers de rénovations énergétiques, dont 32 sur les secteurs RU de Périgueux, Sanilhac, Trélissac et Coulounieix-Chamiers
- 78 dossiers d'adaptation des logements au vieillissement et/ou handicap, dont 7 sur les secteurs RU de Périgueux, Sanilhac, Trélissac et Coulounieix-Chamiers.

Objectifs de réalisation 2024 de l'avenant n°3	
<b>Logements de propriétaires occupants</b>	<b>244</b>
• dont logements indignes ou très dégradés	19
◦ dont RU	10
◦ dont ORT	3
• dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	150
◦ dont RU	19
◦ dont ORT	33
• dont aide pour l'autonomie de la personne	75
◦ dont RU	7
◦ dont ORT	15
<b>Logements de propriétaires bailleurs</b>	<b>64</b>
• <b>dont logements indignes ou très dégradés</b>	<b>41</b>
◦ dont RU	34
◦ dont ORT	13
• <b>dont logements moyennement dégradés</b>	<b>4</b>
◦ dont RU	4
◦ dont ORT	1
• <b>dont travaux de lutte contre la précarité énergétique</b>	<b>16</b>
◦ dont RU	13
◦ dont ORT	8
• <b>dont aide pour l'autonomie de la personne</b>	<b>3</b>
• Total des logements Habiter Mieux PB	61
• <b>Intermédiations locatives (primes Anah)</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL PO/PB</b>	<b>310</b>
• <b>Copropriétés fragiles</b>	<b>20</b>

## Chapitre IV – Financements de l'opération et engagements complémentaires.

### Article 5 – Financements de l'Anah

*L'article est modifié comme suit :*

#### 5.2 Montants prévisionnels

Le montant prévisionnel des autorisations d'engagement maxi de l'Anah pour l'opération est de **3.907.620 €**, comme détaillé ci-dessous :

AE PREVISIONNEL		Année 2024
		En €
<b>Aides thématiques Anah PO</b>		
P.O trx lourds		475 000
P.O modestes/très modestes trx autonomie		183 750
P.O très modestes/très modestes MPR Sérénité		1 950 000
<b>AE Aides aux travaux PO</b>		<b>2 608 750</b>
<b>Aides thématiques Anah PB</b>		
P.B trx lourds		717 500
P.B Trx moyennement dégradé		40 000
P.B Trx Autonomie		7 350
P.B trx amélioration de la performance énergétique		160 000
Dont primes Habiter Mieux		91 500
<b>AE Aides aux travaux PB</b>		<b>1 016 350</b>
<b>AE des Aides aux travaux PO/PB</b>		<b>3 625 100</b>
Ingénierie	Mini	125 000
	Maxi	<b>282 520</b>
<b>AE prévisionnels</b>	Mini	3 750 100
	Maxi	<b>3 907 620</b>

## Article 6 - Financements de la collectivité maître d'ouvrage

*L'article est modifié comme suit :*

### 6.1. Règles d'application

Rappel du règlement d'intervention de l'Agglomération du Grand Périgueux pour l'OPAH RU est le suivant :



## AMELIA 2 prolongé

### SYNTHESE DES AIDES DU GRAND PERIGUEUX EN FAVEUR DES PROPRIETAIRES OCCUPANTS ET BAILLEURS

Agglomération et communes	
Aides de base : règle 1 € agglo = 1 € minimum commune Bonus écologique : uniquement agglo	
<p><b>Domaine d'intervention</b></p> <p>Mise en conformité d'un système d'assainissement individuel</p> <p>Rénovation de l'Habitat dégradé</p> <p>Rénovation thermique</p> <p>Adaptation du logement à la perte d'autonomie</p> <p>Lutte contre la vacance</p> <p>Ravalement de façade</p> <p>Auto Réhabilitation Accompagnée</p> <p>Production de logement social dans le parc privé</p>	<p>Travaux plafonnés à 7 000 € HT</p> <p>Priorité 1 et 2 : 25 % des travaux HT, soit 1.750 € max</p> <p>Priorité 3 : 15 % des travaux HT, soit 1.050 € max</p> <p>Non facturation du contrôle ANC (220 €)</p> <p>Bonus écologique jusqu'à 500 € max</p> <p>Pas de plafond de travaux</p> <p>Forfait de 500 € /logement</p> <p>Travaux plafonnés à 20 000 € HT</p> <p>5 % du montant des travaux HT, soit 1.000 € max</p> <p>Bonus écologique jusqu'à 1 000 €</p> <p>Travaux plafonnés à 20 000 € HT</p> <p>5 % du montant des travaux HT, soit 1.000 € max</p> <p>Bonus écologique jusqu'à 500 € max</p> <p>500 € /logement vacant depuis plus de 2 ans</p> <p>Travaux plafonnés à 15 000 € HT</p> <p>15 % du montant des travaux HT, soit 2.250 € max</p> <p>Ingénierie et accompagnement des propriétaires Jusqu'à 450 €/dossier max</p> <p>Forfait de 1 000 € /logement</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cumulable avec les autres aides Amélia 2</li> <li>• Sous conditions de ressources ou de conventionnement ANAH</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cumulable avec les autres aides Amélia 2</li> <li>• Sous conditions de ressources ou de conventionnement ANAH</li> <li>• Cumulable avec les autres aides Amélia 2</li> <li>• Sous conditions de ressources ou de conventionnement ANAH</li> <li>• Condition de gain énergétique minimum avant et après travaux</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cumulable avec les autres aides Amélia 2</li> <li>• Sous conditions de ressources ou de conventionnement ANAH</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Uniquement en secteurs centres bourgs / centre-ville</li> <li>• Obligation de travaux éligibles à Amélia 2</li> <li>• Cumulable avec les autres aides Amélia 2</li> <li>• Sous conditions de ressources ou de conventionnement ANAH</li> <li>• Obligation de travaux éligibles à Amélia 2</li> <li>• Cumulable avec les autres aides Amélia 2</li> <li>• Sous conditions de ressources ou de conventionnement ANAH</li> <li>• Pour les propriétaires bailleurs uniquement</li> <li>• Sous condition de conventionnement ANAH en social et très social</li> </ul>

## 6.2 Montants prévisionnels

Le montant prévisionnel des autorisations maxi d'engagement de la collectivité maître d'ouvrage pour l'opération sont de **728.792 € répartis en 559 500 € d'aides aux travaux et 169 292 € de coûts d'ingénierie :**

AE PREVISIONNEL		Année 2024 En €
<b>Aides de la CGAP sur thématiques Anah PO/PB</b>		
Tx lourds		30 000
Trx moyennement dégradé (PB)		2 000
Trx Autonomie		78 000
Trx amélioration de la performance énergétique		166 000
<b>AE Aides aux travaux s/thématiques Anah PO/PB</b>		<b>276 000</b>
<b>Aides propres de la CAGP hors thématiques Anah</b>		
Lutte contre les façades dégradées		81 000
Lutte contre la vacance		26 500
Eco-matériaux		128 000
Mise aux normes Assainissement non collectif		48 000
<b>AE des Aides propres CAGP</b>		<b>283 500</b>
<b>TOTAL PO/PB ANAH + Aides propres aux collectifs</b>		<b>559 500</b>
<b>Ingénierie</b>	Mini	70 630
	<b>Maxi</b>	<b>169 292</b>
<b>AE maxi prévisionnels</b>	Mini	630 130
	<b>Maxi</b>	<b>728 792</b>

## Article 7 - Financements du Conseil départemental de la Dordogne

### 7.1 Règles d'application

*L'article est modifié comme suit :*

Pour l'ingénierie :

Sans changement.

Aides Dordogne Rénov :



Le Département soutient, sur ses fonds propres, les propriétaires occupants modestes et très modestes définis en fonction de leurs revenus selon un barème de l'Anah pour des travaux dans leur habitation principale.

Lors du Budget primitif 2023, il a été apporté des modifications quant aux types de travaux et aux

montants de subvention. En voici donc le règlement d'intervention :

Type de travaux	Taux d'aide	Montant de l'aide	
Equipement chaleur renouvelable (*)	30 % du montant HT	1 200 € maximum pour PO Modestes	1 500 € maximum pour les PO très modestes
Mise aux normes de l'assainissement individuel			
Mise en conformité électrique			
Réfection de toitures			
(*) en complément d'une aide Anah Ma Prime Rénov Sérénité ou Travaux Lourds			

## 7.2 Montants prévisionnels

Le montant de l'enveloppe prévisionnelle maxi consacrée à l'ingénierie par le **Conseil Départemental de la Dordogne** à l'opération est de :

Thématiques d'aide	Année 2024
	En €
Ingénierie	58 858

A cette enveloppe s'ajouteront les aides octroyées dans le cadre du dispositif « Dordogne Périgord Rénov' » voté lors du budget primitif 2023 à hauteur de **750.000 €**.

Le département ajustera sa subvention au moment du paiement en fonction de la part variable donnée par l'Anah.

## Article 8 - Financements des autres Partenaires

### 8.1. Montants prévisionnels des autres partenaires

#### 8.1.1. Règles d'application pour le financement des communes

*L'article est modifié comme suit :*

Thématique	Principe d'intervention	Communes hors RU	Communes (dont Périgueux) sur les secteurs RU
Assainissement non collectif		Travaux plafonnés à 7.000 € HT Priorités 1 et 2 : 25 % des travaux HT (max. 1.750 €) Priorité 3 : 15 % des Travaux HT (max. 1.050 €)	
Habitat dégradé	Pas de Plafond de travaux	Subvention forfaitaire de 500 €/logement cumulable avec les aides aux travaux d'énergie	
Energie	Obligation de gain énergétique minimum de 35 % pour les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs (avec obligation d'atteindre l'étiquette D pour les propriétaires bailleurs )	Travaux plafonnés à 20.000 € HT (5 % des travaux HT)	
Adaptation		Travaux plafonnés à 20.000 € HT (5 % des travaux HT)	
Lutte contre la vacance		En centre bourg et centre-ville (hors secteurs RU) Prime forfaitaire sortie de vacance (+ de 2 ans) : propriétaire bailleur et propriétaire occupant primo-accession (2 ans) = 500 € par logement	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prime forfaitaire primo-accession à la propriété de logements vacants = 4.500 € par logement</li> <li>- Prime au remboursement d'au moins deux logements vacants = 4.000 € par remboursement</li> <li>- Recréation d'accès aux étages si changement d'usage en habitation = 4.000 € par recréation</li> </ul>
Façades		Travaux plafonnés à 15.000 € HT Dans certains centres bourgs et centre-ville (hors secteurs RU) 15 % des travaux HT	Travaux plafonnés à 100 € HT/m <sup>2</sup> <u>dans les secteurs RU</u> Loyers supérieurs aux loyers conventionnés ou revenus supérieurs aux plafonds Anah = 20 % des travaux HT (max. 6.000 € en secteur sauvegardé et 3.000 € hors secteur sauvegardé) Loyers conventionnés ou revenus sous plafonds Anah = 30 % des travaux HT (max. 10.000 € en secteur sauvegardé et 5.000 € hors secteur sauvegardé) Prime volet : 50€ /volet
Immeuble sous procédure	Infractions RSD, indécence, ...		+ 1000 €
Insalubrité	PB		15 % conventionné très social 5% conventionné social
Insalubrité	PO		10% revenus très modestes 5% revenus modestes
Ravalement de devanture commerciale	Plafond de 100 €/m <sup>2</sup>		30% du montant des travaux plafonnés à 5.000 €

### 8.1.2. Règles d'application pour la Ville de Périgueux

L'article est modifié comme suit :

Le montant des enveloppes prévisionnelles maxi consacrées par la Ville de Périgueux (dont intervention renforcée sur les secteurs en RU et secteur de l'ORT – Action Cœur de ville) à l'opération est de 304.500 €, comme détaillé ci-dessous :

AE PREVISIONNEL	Année 2024
	En €
<b>Aides Mairie de Périgueux sur thématiques Anah PO/PB</b>	
Travaux lourds	58 500
<i>Dont travaux lourds Secteur RU</i>	<i>55 500</i>
<i>Dont travaux lourds Secteur ORT</i>	<i>21 000</i>
Travaux moyennement dégradé PB	15 000
<i>Dont travaux moyennement dégradé Secteur RU</i>	<i>15 000</i>
<i>Dont travaux moyennement dégradé Secteur ORT</i>	<i>15 000</i>
Travaux d'autonomie	6 720
<i>Dont travaux d'autonomie - Secteur RU</i>	<i>2 100</i>
<i>Dont travaux d'autonomie - Secteur ORT</i>	<i>5 040</i>
Travaux MPR Sérénité	43 000
<i>Dont travaux MPR Sérénité - Secteur RU</i>	<i>22 000</i>
<i>Dont travaux MPR Sérénité - Secteur ORT</i>	<i>34 000</i>
<b>AE Aides aux travaux s/thématiques Anah PO/PB</b>	<b>123 220</b>
<i>Dont AE Aides aux travaux thématiques Anah PO/PB - Secteur RU</i>	<i>94 600</i>
<i>Dont AE Aides aux travaux thématiques Anah PO/PB - Secteur ORT</i>	<i>75 040</i>
<b>Aides propres de la Mairie de Périgueux hors thématiques Anah</b>	
Lutte contre les façades dégradées PO/PB	130 000
<i>dont Lutte contre les façades dégradées PO/PB Secteur RU</i>	<i>130 000</i>
<i>dont Lutte contre les façades dégradées PO/PB Secteur ORT</i>	<i>130 000</i>
Lutte contre la vacance PO/PB	26 280
<i>dont Lutte contre la vacance PO/PB Secteur RU</i>	<i>16 280</i>
<i>dont Lutte contre la vacance PO/PB Secteur ORT</i>	<i>10 000</i>
Commerces	9 000
<i>Commerces Secteur RU</i>	<i>9 000</i>
<i>Commerces Secteur ORT</i>	<i>9 000</i>
Autres travaux	16 000
<i>dont Autres travaux Secteur RU</i>	<i>16 000</i>
<i>dont Autres travaux Secteur ORT</i>	<i>16 000</i>
<b>AE des Aides propres</b>	<b>181 280</b>
<i>AE des Aides propres à la Mairie de Périgueux Secteur RU</i>	<i>171 280</i>
<i>AE des Aides propres à la Mairie de Périgueux Secteur ORT</i>	<i>165 000</i>
<b>AE maxi prévisionnels</b>	<b>304 500</b>
<i>Dont AE maxi prévisionnels - Secteur RU</i>	<i>265 880</i>
<i>Dont AE maxi prévisionnels - Secteur ORT</i>	<i>240 040</i>

### 8.1.3. Règles d'application pour les autres communes

L'article est modifié comme suit :

Le montant des enveloppes prévisionnelles maxi consacrées à l'opération par les **42 autres communes est de 524 560 €** (compris l'intervention renforcée sur les secteurs en RU de Coulounieix-Chamiers, Trélissac et Sanilhac et secteur de l'ORT – Action Cœur de ville pour 220.060 €).

## Article 9 – Engagements complémentaires

### 9.1. Financements de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine

*L'article est modifié comme suit :*

En déclinaison de la convention nationale passée entre le réseau des SACICAP (PROCIVIS UES-AP) et l'Etat pour la période 2023-2030, PROCIVIS Nouvelle Aquitaine s'est engagée, dans le cadre de son activité « Missions Sociales », à favoriser le financement des travaux d'amélioration des logements privés occupés à titre de résidence principale.

La mise en place de financements adaptés à chaque situation facilite la réalisation des projets. Le caractère social avéré des dossiers et les situations souvent très particulières qu'ils présentent, ne répondent à aucun critère permettant un financement par le circuit bancaire classique.

En étant partenaires de la présente convention d'OPAH, PROCIVIS Nouvelle Aquitaine s'engage à :

- Permettre aux **propriétaires occupants très modestes** de réhabiliter leur logement grâce au financement du reste à charge ;
- Compléter les financements publics lorsqu'ils sont insuffisants ;
- Pallier la difficulté de mobiliser un prêt bancaire classique pour les ménages les plus fragiles ;
- Adapter les conditions de remboursement à la situation particulière de chaque propriétaire occupant, après étude budgétaire globale.

Les dossiers sont constitués par les opérateurs habitat des programmes animés qui :

- Détectent parmi les propriétaires occupants les situations susceptibles d'être éligibles au prêt travaux Missions Sociales de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine ;
- Réunissent l'ensemble des documents permettant la connaissance, l'appréciation de la situation et la prise de décision ;
- Assurent l'accompagnement des propriétaires occupants dans leur projet.

**Les dossiers COMPLETS sont déposés sur la plateforme en ligne de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine par les opérateurs habitat : [www.procivisonline-na.fr](http://www.procivisonline-na.fr)**

#### 9.1.1. Financement du reste à charge pour les propriétaires occupants

Les bénéficiaires sont :

- Les PO très modestes (sur la base des plafonds de ressources définis par l'Anah **majorés de 10%** et révisables tous les ans au 1<sup>er</sup> janvier) et bénéficiaires d'une aide de l'Anah dans le cadre d'un programme animé.

Les conditions d'octroi sont :

- Examen et validation de chaque projet en comité technique de l'OPAH (lorsqu'une telle instance est mise en place),
- Décision d'attribution de prêt :
  - En complément des aides apportées par l'Anah, et éventuellement les collectivités et autres partenaires,
  - Dans le cadre des contraintes réglementaires et budgétaires annuelles de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine.
- Contrôle de la bonne exécution des travaux par l'opérateur,
- Déblocage des Prêts Travaux « Missions Sociales » :
  - Au propriétaire ou à l'artisan,
  - 95% du prêt débloqué dès obtention définitive de la décision attributive de la subvention Anah (fiche de calcul à l'engagement de l'Anah),
  - Solde du prêt débloqué sur présentation des factures de travaux correspondant aux devis validés pour financer l'opération, ayant reçu accord pour paiement du bénéficiaire et visées par l'opérateur agréé.

Les modalités des Prêts Travaux Missions Sociales sont :

- Jusqu'à 7 000,00 € pour les travaux de performance énergétique et/ou d'adaptation au maintien à domicile sur une durée de remboursement de 84 mois maximum,
- Jusqu'à 12 000,00 € pour les travaux de résorption de l'habitat insalubre et indigne sur une durée de remboursement de 120 mois maximum,
- Nature des travaux :
  - Amélioration de la performance énergétique / lutte contre la précarité énergétique avec un gain de 35% minimum,
  - Adaptation au handicap et/ou au vieillissement,
  - Sortie d'insalubrité.

Les Prêts Travaux « Missions sociales » sont sans intérêt, sans frais de dossier, sans frais de gestion, sans garantie. Une assurance pourra être proposée par PROCIVIS Nouvelle Aquitaine. Elle est à minima obligatoire pour les PO de plus de 70 ans et pour les prêts d'un montant égal ou supérieur à 10 000 €.

La contractualisation avec le propriétaire se fait par la mise en place d'une offre de prêt répondant aux dispositions légales des articles L 311-28 et R.312-10 à R.312-14 du Code de la Consommation.

**Les dossiers seront soumis à l'examen de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine qui décidera de l'octroi ou non du prêt travaux Missions Sociales au regard du respect des critères d'éligibilité ET de l'étude du dossier.**

PROCIVIS Nouvelle Aquitaine s'engage à consacrer une enveloppe annuelle de Prêts Travaux « Missions Sociales » de 1.300.000 €, tous programmes animés confondus et sur l'ensemble de ses territoires d'intervention.

### 9.1.2. Financement d'avance de subventions pour les propriétaires occupants par la CARTTE

Les trois SACICAP ayant leur siège en Nouvelle Aquitaine, PROCIVIS Nouvelle Aquitaine, PROCIVIS Aquitaine Sud et PROCIVIS Poitou-Charentes se sont engagées aux côtés de la Région Nouvelle Aquitaine pour mettre en place la Caisse d'Avances pour la Rénovation Thermique et la Transition énergétique (CARTTE). Ce dispositif régional d'avances des subventions est financé par les trois SACICAP, la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de la Dordogne. La gestion en est assurée par PROCIVIS Nouvelle Aquitaine.

Les principes de l'avance de subventions faite par la CARTTE sont les suivants :

- Lever les freins qui contraignent la prise de décision par les particuliers de réaliser des travaux coûteux, notamment les plus modestes,
- Avancer les subventions publiques réservées par l'Anah et les collectivités, en complément le cas échéant des avances versées par ces mêmes financeurs,
- Verser une somme suffisamment conséquente pour permettre le lancement effectif des travaux,
- Contractualiser avec le propriétaire le remboursement direct par les collectivités à la Caisse d'Avances (par subrogation).

Les conditions de l'avance sont les suivantes :

- Avance gratuite pour le propriétaire jusqu'à 9000 € par dossier,
- Travaux de rénovation énergétique,
- Propriétaires occupants privés individuels sous plafonds de ressources Anah modestes et très modestes,
- Logements de + de 15 ans,
- Opérateur avec un mandat de gestion de fonds : versement de l'avance CARTTE directement à l'opérateur,
- Opérateur sans mandat de gestion de fonds : nécessité d'une subrogation dans les droits du propriétaire occupant au profit de la CARTTE et versement directement aux artisans réalisant les travaux,
- Artisans labellisés RGE (à l'exception des travaux induits).

Les dossiers seront soumis à l'examen de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine qui décidera de l'octroi ou non d'une avance CARTTE au regard du respect des critères d'éligibilité ET de l'étude du dossier.

***NB : L'ensemble des financements proposés par PROCIVIS Nouvelle Aquitaine sont soumis à la réglementation nationale définie par la convention cadre entre l'Etat et PROCIVIS UES-AP du 24 janvier 2023.***

***Les conditions d'octroi dépendent également du règlement d'intervention et du budget annuel de PROCIVIS Nouvelle Aquitaine validé par son conseil d'administration. Toute évolution réglementaire ou contrainte budgétaire sera susceptible d'entraîner une révision des engagements pris dans la présente convention.***



## 9.2. Engagements de la Fondation Abbé Pierre – Agence Régionale Aquitaine

La France compte environ 600 000 TAUDIS soit plus de **2,7 millions de personnes** (site national FAP) qui vivent dans des logements :

- **sans confort** (sans eau, sans wc intérieur ou sans installation sanitaire).
- ou de **très mauvaise qualité** (sans isolation, sans chauffage ou encore avec une installation électrique non conforme, infiltrations d'eau ...).
- ou parfois même **dangereux** pour les occupants (risques d'effondrement du bâti, risques électriques, risques sanitaires...).

Pour lutter contre cette **dimension du mal logement**, la FAP a mis en place en 2007 un programme national appelé « **SOS TAUDIS** », qu'elle a renouvelé pour 5 ans en 2012.

Ce programme national d'éradication de l'habitat indigne a permis l'accompagnement de plus de 1 600 ménages.

La Fondation Abbé Pierre pour le logement des défavorisés s'est engagée depuis 2005 dans la lutte contre le mal logement sur le territoire de la Dordogne.

Pour renforcer son action, la Fondation a développé l'implantation d'Agences Régionales destinées à décliner le programme à l'échelle territoriale dans une approche de plus grande proximité.

L'intervention de l'Agence Régionale Aquitaine créée en 2012 vise à consolider le soutien aux propriétaires occupants les plus en difficulté pour les aider à réaliser des travaux dans leur logement.

### 9.2.1. Thématiques prioritaires d'intervention

- Amélioration globale de l'habitat jusqu'à la sortie d'insalubrité.
- Lutte contre la précarité énergétique se traduisant par une économie réelle sur le budget des ménages consacré aux postes énergies.
- Adaptation du logement au vieillissement et/ou au handicap dans le cadre d'une sortie d'insalubrité.

### 9.2.2. Critères d'éligibilité

**Préalable** : l'Agence régionale Aquitaine étudie **chaque situation au cas par cas** et contribue aux projets qui lui sont soumis selon une triple approche :

1. *La situation socio-économique du ménage* : le programme s'adresse à des **ménages cumulant de très faibles ressources** (minimas sociaux, petites retraites, emplois précaires, temps partiel subis, revenus saisonniers, AAH...) et une **situation sociale et familiale fragile** (présence d'enfants en bas âge, santé délicate et/ou affection chronique, ruptures dans le parcours de vie personnelle et professionnelle, environnement...)
2. *Une opération avec un bouquet travaux parfaitement adaptée à la problématique logement avancée du ménage* : « **une réponse sur mesure** ». La finalité vise l'amélioration générale et réelle des conditions de vie : « *Le bien-être* », couplé à une augmentation tangible de la performance thermique, se traduisant notamment par l'allègement de la « *dépense contrainte* ».

3. *La sollicitation obligatoire et préalable de tous les partenaires financeurs existants est un principe fondamental* : la Fondation n'intervenant qu'en « **bouclage** » des dossiers.

La subvention éventuellement accordée vient **en complément et non en substitution** des aides financières publiques dites de « droit commun », et de prêts travaux quand ils existent (ANAH, collectivités locales, caisses de retraite, CAF, MSA, organismes de prêts, ...). Les solutions personnelles et/ou familiales du ménage aussi modestes soient elles sont également « appelées » en complément du montage financier, toutes les solidarités familiales sont à mobiliser.

### 9.2.3. Conditions d'octroi

- Dans le cadre de son partenariat avec la SACICAP de la Gironde, la Fondation interviendra après une demande de Prêt Missions Sociales auprès de cette dernière pour les propriétaires occupants TRES MODESTES,
- Dans le cadre de son partenariat avec les Compagnons Bâisseurs Nouvelle Aquitaine, qui développent des actions d'Auto Réhabilitation Accompagnée (ARA), la Fondation peut soutenir des projets de travaux impliquant les habitants dans leur réalisation
- Chaque dossier fait l'objet d'une étude de faisabilité au cas par cas pour une présentation au pré-comité habitat logement régional qui formule un avis. En cas d'avis favorable de ce pré-comité, le dossier est présenté au Comité Habitat Logement (CHL) national. Dans le cas où l'avis favorable du pré comité de l'Agence Régionale est suivi par le CHL national, une validation définitive est donnée par le Bureau de la Fondation.

### 9.2.4. Etablissement d'une Convention Opérationnelle

- Après validation définitive du Bureau de la FAP, une convention est établie en triple exemplaire. A réception par l'agence de ladite convention signée par l'équipe opérationnelle, la mise en œuvre s'opère.
- Le versement de la subvention s'effectue à l'opérateur pour le compte du ménage en deux temps :
  1. Un premier versement d'acompte au démarrage de l'action.
  2. Le versement du solde intervient sur présentation de l'ensemble des justificatifs de réalisation totale du projet (factures acquittées, document d'achèvement des travaux (réception de chantier), et photos après travaux.

### 9.2.5. Evaluation et Suivi des projets

La FAP se donne la possibilité de rencontrer les ménages, en présence de l'opérateur ou du référent, afin de bien comprendre la problématique sociale et logement avancée.

De même, la FAP pourra se rendre sur site pendant et en fin de chantier dans le but de se rendre compte de la réalisation effective des travaux en totale conformité avec le projet initialement soutenu.

Le reste des articles est sans changement

### **Article 3 – Durée de l’avenant**

Le présent avenant est conclu pour une période d’une année calendaire. Il portera ses effets pour les demandes de subvention déposées auprès des services de l’Anah du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Fait en 6 exemplaires, à Périgueux,

Pour la Communauté d'Agglomération  
du Grand Périgueux,  
le Président,

**M. Jacques AUZOU**

Fait en 6 exemplaires, à Périgueux,

Pour la Directrice Générale de l'Anah et par délégation,  
le Président du Conseil Départemental,

**M. Germinal PEIRO**

Fait en 6 exemplaires, à Périgueux,

Pour la Ville de Périgueux,  
le Maire,

**Mme Delphine LABAILS**

Fait en 6 exemplaires, à Périgueux,

Pour le Président du Conseil départemental de la Dordogne et par délégation,  
la Vice-présidente en charge de l'Habitat,

**Mme Juliette NEVERS**

Fait en 6 exemplaires, à Périgueux,

**Pour la SACICAP PROCIVIS Nouvelle-Aquitaine,**

le Directeur Général,

**M. Jean-Pierre MOUCHARD**



Fait en 6 exemplaires, à Périgueux,

Pour la Fondation Abbé Pierre et par délégation,  
la Directrice Générale Adjointe,

**Mme Sonia HURCET**

## Annexes

Annexe 1 : Coûts du suivi-animation

Annexe 2 : Objectifs par commune

Annexe 3 : Liste des rues du Périmètre ORT

Annexe 1 : Coûts du suivi-animation

	Coût suivi-animation		ANAH / HT		CD Dordogne / HT			RESTE A CHARGE Maître d'ouvrage			
	Total HT	Total TTC		Taux /nbre logements	Montant	Taux	Montant mini	Montant maxi	Taux	Montant mini	Montant maxi
ANNEE 2024	294 291,69 €	353 150,03 €	<b>Part fixe plafonnée*</b>	50%	125 000,00 €	20 % maximum du HT	0,00 €	58 858,34 €	20 % minimum du TTC	70 630,01 €	169 291,69 €
			PO/PB - TVX LOURDS avec ou sans prime HM (840 €/logt)	60	50 400,00 €						
			PO/PB – énergie 600 €/logt)	166	99 600,00 €						
			PO/PB – autonomie (300 €/logt)	78	23 400,00 €						
			PB /dégradation moyenne (300 €/logt)	4	1 200,00 €						
			PB / intermédiation locative (660 €/logt)	2	1 320,00 €						
			PO/PB -SSH (300 €/logt)	0	0,00 €						
			<b>Total part variable</b>	<b>310</b>	<b>175 920,00 €</b>						
			<b>Total ANAH</b>		<b>300 920,00 €</b>						
			TOTAL ANAH plafonné 80 % du TTC		282 520,02 €						

Annexe 2 : Objectifs par commune

	OBJECTIFS AMELIA 2 PROLONGE - 2024												TOTAL LOGEMENTS	AGGLO (base + bonus)	COMMUNE (base)
	DEGRADE		ENERGIE		ADAPTATION		ANC		VACANCE	FACADES	COMMERCES	AUTRES (Remembrement , Accession propriété, accès aux étages...)			
	PO	PB	PO	PB	PO	PB	PO	PB	PO /PB	PO/PB					
Agonac	1	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0		5	5 500 €	4 920 €
Annesse et Beaulieu	0	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0		4	4 000 €	3 420 €
Antonne	0	0	2	0	1	0	1	0	0	0	0		4	4 600 €	4 020 €
Bassillac et Auberoche	1	0	6	0	3	0	2	0	1	0	0		13	14 200 €	12 460 €
Boulazac Isle Manoire	1	0	6	0	3	0	1	0	1	0	0		12	12 600 €	10 860 €
Bourrou	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 000 €
Chalagnac	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0		3	3 600 €	1 700 €
Champcevinel	0	0	4	0	2	0	1	0	0	0	0		7	7 600 €	10 000 €
Chancelade	0	0	5	0	2	0	1	0	2	0	0		10	9 600 €	12 460 €
Ch. L'Evêque	1	0	4	0	2	0	2	0	0	0	0		9	10 700 €	5 000 €
Cornille	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 420 €
C. Chamiers	1	2	10	2	4	1	2	0	5	2	1		30	36 700 €	20 000 €
<i>dont RU C-Chamiers</i>	1	2	2	2	1	0	0	0	5	2	1		16	20 500 €	14 420 €
Coursac	0	0	3	0	1	0	1	0	1	0	0		6	6 100 €	2 700 €
Creyssensac et Pissot	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	930 €
Eglise Neuve de Vergt	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0		3	3 600 €	3 020 €
Escoire	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	900 €
Fouleix	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 420 €
Grun Bordas	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	830 €
La Chapelle	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0		3	3 600 €	1 300 €
La Douze	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0		3	3 600 €	3 000 €
Lacropte	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 420 €
Manzac sur Vern	0	0	2	0	1	0	1	0	0	0	0		4	4 600 €	1 600 €
Marsac s/ l'Isle	0	0	4	0	1	1	1	0	1	0	0		8	9 100 €	6 940 €
Mensignac	1	0	4	0	2	0	1	0	0	0	0		8	9 100 €	7 940 €
Paunat	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 420 €
Périgueux	9	40	33	10	15	1	0	0	35	30	3	16	192	268 500 €	304 500 €
<i>dont RU Périgueux</i>	7	40	15	7	5	0	0	0	5	30	3	16	128	214 500 €	268 000 €
Razac	0	0	4	0	2	0	1	0	0	0	0		7	7 600 €	6 440 €
St Amand de Vergt	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	830 €
St Crepin d'Auberoche	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 000 €
St Geyrac	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0		3	3 600 €	3 000 €
St Mayme de Pereyrol	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 420 €
St Michel de Villadeix	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0		3	3 600 €	1 400 €
St Paul de Serre	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0	0		3	3 600 €	1 400 €
St Pierre de Chignac	0	0	2	0	1	0	1	0	0	0	0		4	4 600 €	2 000 €
Salon	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 030 €
Sanilhac	1	2	6	2	2	0	2	0	3	2	1		21	27 700 €	27 700 €
<i>dont RU Sanilhac</i>	1	2	1	2	1	0	0	0	3	2	1		13	18 500 €	18 500 €
Sarliac	0	0	3	0	2	0	1	0	0	0	0		6	6 600 €	2 500 €
Savignac les Eglises	0	0	3	0	1	0	1	0	0	0	0		5	5 600 €	5 000 €
Sorges et Ligueux	0	0	5	0	2	0	1	0	1	0	0		9	9 100 €	7 940 €
Trélissac	1	1	6	2	2	0	0	0	1	2	1		16	21 000 €	21 000 €
<i>dont RU Trélissac</i>	1	1	1	2	0	0	0	0	1	2	1		9	14 000 €	10 488 €
Val de Louyre & Caudeau	1	0	6	0	2	0	1	0	1	0	0		11	11 600 €	10 440 €
Vergt	1	0	6	0	2	0	1	0	1	0	0		11	11 600 €	5 000 €
Veyrines de Vergt	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0		2	2 000 €	1 280 €
<b>TOTAL</b>	<b>19</b>	<b>45</b>	<b>150</b>	<b>16</b>	<b>75</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>53</b>	<b>36</b>	<b>6</b>	<b>16</b>	<b>449</b>	<b>559 500 €</b>	<b>524 560 €</b>

Annexe 3 : La liste des rues du Périmètres ORT est la suivante (dont entrées de ville) :

NOM DE RUE	COTE PAIR	COTE IMPAIR
<b>Îlot de la Cité</b>		
Avenue Cavaignac	complète	complète
Avenue du 50ème RI	complète	complète
Rue des Casernes	complète	complète
Rue du 15e Tirailleurs Algériens	complète	complète
Rue Saint Astier	complète	complète
Rue St Etienne	complète	complète

<b>Centre Ville</b>		
Allée d'Aquitaine	complète	complète
Avenue de Lattre de Tassigny	complète	complète
Boulevard Montaigne	complète	complète
Cours Fénelon	complète	complète
Esplanade Badinter	complète	complète
Place Bugeaud	complète	complète
Place du 8 mai	complète	complète
Place du Général de Gaulle	complète	complète
Place du Général Leclerc	complète	complète
Place Francheville	complète	complète
Place Louis Magne	complète	complète
Place Maurois	complète	complète
Place Michel de Montaigne	complète	complète
Place Roosevelt	complète	complète
Place Yves Guéna	complète	complète
Rues du Président Wilson	complète	complète
Rue Alsace Lorraine	complète	complète
Rue Antoine Gadaud	complète	complète
Rue Arago	complète	complète
Rue Bodin	complète	complète
Rue du 4 Septembre	complète	complète
Rue du Bac	complète	complète
Rue du Jardin Public	complète	complète
Rue Eugène Le Roy	complète	complète
Rue Fayard Hervé	complète	complète
Rue Gambetta	complète	complète
Rue Guynemer	complète	complète
Rue Lestin	complète	complète
Rue Loittré	complète	complète
Rue Louis Mie	complète	complète
Rue Malleville	complète	complète
Rue Mangold	complète	complète
Rue Michelet	complète	complète
Rue Nouvelle des Quais	complète	complète
Rue Sirey	complète	complète
Rue Thiers	complète	complète

Rue Victor Hugo	complète	complète
Rue Waldeck Rousseau	complète	complète
square Jean Jaurès	complète	complète
Allées Tourny	complète	complète
Chemin de Gamenson	complète	complète
Cours Tourny	complète	complète
Rue Bacharetie	complète	complète
Impasse Saint Simon	complète	complète
Parvis frères Augières	complète	complète
Rue Alfred de Musset	complète	complète
Avenue Georges Pompidou	du 2 au 76	du 1 au 75
Rue docteur A de Lacrouzille	complète	complète
Rue de l'Arsault	complète	complète
Rue du Parc	complète	complète
Rue Fournier Lacharmie	complète	complète
Rue Paul Louis Courier	complète	complète

<b>Puyrousseau / Clos Chassaing</b>		
Boulevard Ampère	complète	complète
Impasse Gaston Faure	complète	complète
Rue Beleyme	complète	complète
Rue Clos Chassaing	complète	complète
Rue Combe des Dames	du 2 au 50	du 1 au 19
Rue de la Boetie	complète	complète
Rue Ludovic Trarieux	Du 2 au 50	Du 1 au 35
Rue Pierre Curie	complète	complète
Place Beleyme	complète	complète
Rue Chillaud	complète	complète
Impasse du Chatelou	complète	complète
Rue du Chatelou	complète	complète
Rue Georges Goursat	complète	complète
Rue du Terme Saint Sicaire	Du 2 au 30	Du 1 au 23
Rue de l'Acqueduc	complète	complète
Rue du petit réservoir	complète	complète
Rue Bordas	complète	complète
Rue Philippe Parrot	complète	complète
Rue Jean Lanmajou	complète	complète
Rue Victor Basch	complète	complète
Rue Pasteur	complète	complète
Rue Lagrange Chancel	complète	complète
Boulevard De Puyrousseau	Du 2 au 50	Du 1 au 49
Rue du Cluzeau	complète	complète
Rue Biron	complète	complète
Place de Verdun	complète	complète
Rue Forquenot	complète	complète
Rue Sevène	Du 2 au 22	Du 1 au 39
Rue André Faure	Du 2 au 42	Du 1 au 39
Rue Jules Ferry	Du 2 au 38	Du 1 au 31

Rue des Ateliers	Du 2 au 26	Du 1 au 31
Rue du Dépôt	Du 2 au 22	Du 1 au 33
Place du Toulon	complète	complète
Rue de l'Abime	Du 2 au 30	Du 1 au 41

<b>Vésone - La Cité</b>		
Avenue Cavagnac	complète	complète
Avenue du 50ème RI	complète	complète
Avenue Jay de Beaufort	complète	complète
Boulevard Bertran de Born	complète	complète
Boulevard des Arènes	complète	complète
Boulevard Lakanal	complète	complète
Boulevard Vésone	complète	complète
Place de la Cité	complète	complète
Rond point du Président Charles Durand	complète	complète
Rue Alary	complète	complète
Rue Claude Bernard	complète	complète
Rue Courbet	complète	complète
Rue de la cité	complète	complète
Rue de l'Amphithéâtre	complète	complète
Rue de l'Ancien Evêché	complète	complète
Rue de Strasbourg	complète	complète
Rue de Turenne	complète	complète
Rue des Casernes	complète	complète
Rue des Gladiateurs	complète	complète
Rue des Thermes	complète	complète
Rue des Thermes prolongée	complète	complète
Rue des Vieilles boucheries	complète	complète
Rue des Vieux Cimetières	complète	complète
Rue du 15ème tirailleur Algérien	complète	complète
Rue du 26ème R.I.	complète	complète
Rue du Gymnase	complète	complète
Rue Duguesclin	complète	complète
Rue E. Lafon	complète	complète
Rue Emile Combe	complète	complète
Rue Ernest Guillier	complète	complète
Rue le Bayard	complète	complète
Rue Ledru Rollin	complète	complète
Rue Paul Bert	complète	complète
Rue Romaine	complète	complète
Rue Saint Astier	complète	complète
Rue Saint Etienne	complète	complète
Rue Saint Pierre Es Liens	complète	complète
Rue Sainte Marie	complète	complète
Rue Sainte Ursule	complète	complète
Chemin du Rousseau	complète	complète
Chemin du Halage	complète	complète
Rue Sainte Claire	complète	complète

Impasse Sainte Claire	complète	complète
Promenade du Canal	complète	complète
Rue Léon Felix	complète	complète
Impasse Léon Felix	complète	complète
Passage Léon Felix	complète	complète
Rue de Campniac	complète	complète
Impasse de Campniac	complète	complète
Rue Lacalprenede	complète	complète
Impasse Lacalprenede	complète	complète
Rue du Professeur Peyrot	complète	complète
Rue de Vésone	complète	complète
Impasse de Vésone	complète	complète
Rue André Eymard	complète	complète
Rue de la Tombelle	complète	complète
Rue du Colonel Raynal	complète	complète
Rue des Collines	complète	complète
Rue Font Laurière	complète	complète
Rue Siegfried	complète	complète
Rue Ribot	complète	complète
Rue Maurice Feaux	complète	complète
Rue Ferdinand Dupuy	complète	complète
Rue Paul Louis Doumer	complète	complète
Rue Font Claude	complète	complète

<b>Gour de l'Arche</b>		
Chemin de Saltgourde	complète	complète
Chemin de la beauronne	complète	complète
Route d'Angoulême	complète	complète
Rue de Entrepreneurs	du 16 au 20	du 17 au 21
Rue de la Beauronne	complète	complète
Rue de la Source	complète	complète
Rue de l'Isle	complète	complète
Rue des Retraités	du 22 au 68	du 21 au 69
Rue des Sports	complète	complète
Rue Jean Bart	complète	complète
Rue Pierre Brantôme	du 38 au 80	du 41 au 89
Rue Raudier	complète	complète
Rue Suzanne Lacore	complète	complète
Pour l'extension projet ferme urbaine: pas de noms de rue		

<b>Counounieix- Chamiers (NPNRU Coulounieix- Espace Jacqueline Auriol/Cité Jean Moulin et Entrées de ville)</b>		
Rue Albert Camus	complète	complète
Place de l'Amitié	complète	complète
Rue Eugénie Cotton	complète	complète



Rue Général de Gaulle	complète	complète
Rue Gérard Mouty	complète	complète
Rue Gisèle Feyfant	complète	complète
Rue Jean Monnet	complète	complète
Boulevard Jean Moulin	complète	complète
Avenue Maréchal de Lattre de Tassigny (du)	complète	complète
Rue Martin Luther King	complète	complète
Rue Nelson Mandela	complète	complète
Allée Paix (de la)	complète	complète
Rue Pierre Brossolette	complète	complète
Rue René Cassin	complète	complète
Rue Romain Rolland	complète	complète
Place Salvador Allende	complète	complète
Venta de Banos	complète	complète
Rue Yves Farges	complète	complete
Impasse Laure Gatet (Quartier de veille)	complète	complète
Rue André Audoux		du 5 au 7bis
Rue Gustave Eiffel	du n°2 au 4	du 5 au 31
Rue Jean Cessat	du n°2 au 4	du 1bis au 3 + 9001
Rue Jean Jacques Rousseau	complète	complète
Rue Jean Macé	complète	complète
Rue Jesse Owens (Quartier de veille)	complète	complète
Rue Jules Ferry		du 1 au 3
Rue Mounet Sully		du 3 au 7
Rue Tananarive	du 8bis au 20	du 3 au 17
Rue Voltaire	14 uniquement	
Rue Docteur Gaston Muraz	2 uniquement	
Rue Georges Clémenceau	2 uniquement	
Rue Liberté (de la)	complète	complète

<b>Bas Toulon</b>		
Chemin des Feutres du Toulon	complète	complète
Route d'Angoulême	complète	complète
Rue de l'adjudant Besnault et du gendarme Lefort	complète	complète
Rue de l'association	complète	complète
Rue de l'Eglise Saint Charles	complète	complète
Rue des Izards	complète	complète
Rue des Jardins Ouvriers	complète	complète
Rue du Rugby	complète	complète
Rue du Tennis	complète	complète
Rue du Vélodrome	complète	complète
Rue F Rongièras	complète	complète
Rue G et C Nazière	complète	complète
Voie des Stades	complète	complète

<b>Toulon</b>		
Rue P. Séward	complète	complète
Rue de l'Abîme	Du 2 au 30	Du 1 au 41

Rue Loucheur	complète	complète
--------------	----------	----------

<b>Gare - Saint Martin</b>		
Allée du Port	complète	complète
Avenue du Maréchal Juin	complète	complète
Avenue Henri Barbusse	complète	complète
Impasse du Bassin	complète	complète
Place Plumancy	complète	complète
Place Saint Martin	complète	complète
Rond Point Lanxade	complète	complète
Rue Balzac	complète	complète
Rue barbusse	complète	complète
Rue Carnot	complète	complète
Rue Chanzy	complète	complète
Rue Clermont de Piles	complète	complète
Rue Coligny	complète	complète
Rue Cronstadt	complète	complète
Rue de l'Entrepôt	complète	complète
Rue de Metz	complète	complète
Rue de Tunis	complète	complète
Rue de Varsovie	complète	complète
Rue Denis Papin	complète	complète
Rue des Chais	complète	complète
Rue des deux Pons	complète	complète
Rue des Forgerons	complète	complète
Rue des Frères Peyronnet	complète	complète
Rue des Jacobins	complète	complète
Rue des Mobiles de Coulmiers	complète	complète
Rue des Tabacs	complète	complète
Rue des Tabacs et Allée du port	complète	complète
Rue du Bassin	complète	complète
Rue du Général Clergerie	complète	complète
Rue Forgerons	complète	complète
Rue Gambetta	complète	complète
Rue Général Beaupuy	complète	complète
Rue Henri Murger	complète	complète
Rue Icarie	complète	complète
Rue Kléber	complète	complète
Rue Kruger	complète	complète
Rue Léon Dessales	complète	complète
Rue Lestin	complète	complète
Rue Louis Blanc	complète	complète
Rue Michel Rouland	complète	complète
Rue Mirabeau	complète	complète
Rue Murger	complète	complète
Rue Nouvelle du port	complète	complète
Rue Pierre Sépard	complète	complète
Rue Puébla	complète	complète
Rue Rastignac	complète	complète

Rue Saint Gervais	complète	complète
Rue Sébastopol	complète	complète
Rue Solférino	complète	complète
Rue Victor Hugo	complète	complète
Rue Wilson	complète	complète

<b>Saint Georges</b>		
Boulevard Stalingrad	complète	complète
Cours Saint Georges	complète	complète
Impasse Saint Georges	complète	complète
Place Faidherbe	complète	complète
Rue Aubarède	complète	complète
Rue Béranger	complète	complète
Rue Bertin	complète	complète
Rue Camille Desmoulin	complète	complète
Rue Clédat	complète	complète
Rue de la Rivière	complète	complète
Rue de l'Alma	complète	complète
Rue des Cébrades	complète	complète
Rue des Chaudronniers	complète	complète
Rue des Près	du 1 au 61	
Rue des Tanneries	complète	complète
Rue des teinturiers	complète	complète
Rue du Général Morand	complète	complète
Rue Gabriel Lacueille	du 2 au 68	du 1 au 87
Rue Jacques le Lorrain	complète	complète
Rue jean Macé	complète	complète
Rue Lacombe	complète	complète
Rue pierre Magne	du 2 au 76	du 1 au 79
Rue Sergent Bonnellie	complète	complète
Rue Talleyrand Périgord	du 2 au 50	du 1 au 93
Rue du 34eme d'Artillerie	complète	complète
Rue du Marechal Joffre	complète	complète
Rue du Maréchal Foch	complète	complète
Boulevard du Petit Change	Du 2 à110	Du 1 à 115
Rue Albert Martin	complète	complète
Rue des Jardiniers	complète	complète
Rue Charnay Frachet	complète	complète
Rue Parmentier	Du 2 au 38	Du 1 au 45
Rue Paul Dumas	complète	complète
Rue du Combattant d'Indochine	complète	complète
Rue du Pavillon	Du 2 au 12	Du 1 au 17

<b>Emprise quartier médiéval</b>		
Avenue Daumesnil	complète	complète
Boulevard Georges Saumande	complète	complète
Boulevard Michel Montaigne	complète	complète
Cours Fénelon	complète	complète

Cours Michel Montaigne	complète	complète
Cours Tourny	complète	complète
Impasse André Saigne	complète	complète
Impasse Conseil	complète	complète
Impasse de la Clarté	complète	complète
Impasse de la gaité	complète	complète
Impasse des Places	complète	complète
Impasse des Remparts	complète	complète
Impasse du Port de Graules	complète	complète
Impasse Limogeanne	complète	complète
Impasse Miséricorde	complète	complète
Impasse Sainte Cécile	complète	complète
Impasse Séguier	complète	complète
Passage du Thouin	complète	complète
Passage Taillefer	complète	complète
Place Bugeaud	complète	complète
Place Daumesnil	complète	complète
Place de la Clautre	complète	complète
Place de l'Hôtel de Ville	complète	complète
Place de Navarre	complète	complète
Place du Coderc	complète	complète
Place du Général De Gaulle	complète	complète
Place du Marché au Bois	complète	complète
Place Emile Goudeau	complète	complète
Place Faidherbe	complète	complète
Place Francheville	complète	complète
Place Hoche	complète	complète
Place Michel Montaigne	complète	complète
Place Saint Louis	complète	complète
Place Saint Silain	complète	complète
Pont des Barris	complète	complète
Pont Saint Georges	complète	complète
Rue André Saigne	complète	complète
Rue Aubergerie	complète	complète
Rue Barbecane	complète	complète
Rue Bergère	complète	complète
Rue Berthe Bonnaventure	complète	complète
Rue Chancelier de L'Hôpital	complète	complète
Rue Condé	complète	complète
Rue d'Aguesseau	complète	complète
Rue de la Clarté	complète	complète
Rue de la Constitution	complète	complète
Rue de la Grenade	complète	complète
Rue de la Nation	complète	complète
Rue de la République	complète	complète
Rue de la Sagesse	complète	complète
Rue de la Selle	complète	complète
Rue de la Vertu	complète	complète
Rue de l'Abreuvoir	complète	complète

Rue de l'Ancienne Préfecture	complète	complète
Rue de l'Arc	complète	complète
Rue de l'Etrier	complète	complète
Rue de l'Harmonie	complète	complète
Rue de l'Hôtel de Ville	complète	complète
Rue de l'Oie	complète	complète
Rue de l'Union	complète	complète
Rue Denfert Rochereau	complète	complète
Rue des Augustins	complète	complète
Rue des Chaînes	complète	complète
Rue des Dépêches	complète	complète
Rue des Drapeaux	complète	complète
Rue des Farges	complète	complète
Rue des Français	complète	complète
Rue des Francs Maçons	complète	complète
Rue des Places	complète	complète
Rue des Tanneries	complète	complète
Rue du Calvaire	complète	complète
Rue du Cimetière St Silain	complète	complète
Rue du Conseil	complète	complète
Rue du Lys	complète	complète
Rue du Plantier	complète	complète
Rue du Port de Graules	complète	complète
Rue du Puits de la Fouine	complète	complète
Rue du Puits Limogeanne	complète	complète
Rue du Séminaire	complète	complète
Rue du Serment	complète	complète
Rue Eguillerie	complète	complète
Rue Fénelon	complète	complète
Rue Fulbert Dumonteil	complète	complète
Rue Hervé Fayard	complète	complète
Rue Judaïque	complète	complète
Rue la de Bride	complète	complète
Rue Lanmary	complète	complète
Rue Limogeanne	complète	complète
Rue Magne	complète	complète
Rue Malesherbes	complète	complète
Rue Mataguerre	complète	complète
Rue Mauvard	complète	complète
Rue Mignot	complète	complète
Rue Milor	complète	complète
Rue Modeste	complète	complète
Rue Montaigne	complète	complète
Rue Notre Dame	complète	complète
Rue Nouvelle des Quais	complète	complète
Rue Pierre Magne	complète	complète
Rue Roletrou	complète	complète
Rue Saint Roch	complète	complète
Rue Saint Front	complète	complète

Rue Saint Joseph	complète	complète
Rue Saint Louis	complète	complète
Rue Saint Silain	complète	complète
Rue Sainte Marthe	complète	complète
Rue Salinière	complète	complète
Rue Salomon	complète	complète
Rue Séguier	complète	complète
Rue Sully	complète	complète
Rue Taillefer	complète	complète
Rue Tourville	complète	complète
Rue Tranquille	complète	complète
Rue Voltaire	complète	complète
Ruelle des Farges	complète	complète
<b>Entrée de Ville Périgueux - Sanilhac - Coulounieix</b>		
Rue de Bergerac (P et S)	complète	complète
Route de la Rampinsolle (CC et S)	Jusqu'au 1080	Jusqu'au 1080
Rue Fontaine des Malades (P)	complète	complète
Chemin de la Maladrerie (P)	complète	complète
Rue du Pont Japhet (P)	complète	complète
Rue Leon Bloy (P)	complète	complète
Rue Emile Chaumont (P)	complète	complète
Rue de la Fontaine (S)	complète	complète
Rue Beylot (S)	complète	complète
Rue Merlet (S)	complète	complète
Rue des Ecoles (S)	complète	complète
Impasse Saint Georges (S)	complète	complète

<b>Entrée de Ville Périgueux- Trélissac</b>		
Avenue Michel Grandou (T)	Du 2 au 190	Du 1 au 163
Rue des Digitales (T)	Jusqu'au 15	

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.47**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Plan de Relance de l'économie en faveur de l'habitat.  
Aide aux Propriétaires Occupants.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.47

Politique Départementale de l'Habitat.  
Plan de Relance de l'économie en faveur de l'habitat.  
Aide aux Propriétaires Occupants.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 588 / 20422.42 / 0 / 1996 / LOGSOC	
Autorisation de programme votée :	2 000 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 39591 1	6 254,78€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>le</sup> :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.I.97 du 29 mars 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.III.80 du 31 mai 2021,

VU la délibération de la Commission Permanente n° 21.CP.VII.60 du 15 novembre 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-21 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** une subvention d'un montant total de **6.254,78 €** au chapitre 905, article fonctionnel 588, nature 20422.42 au titre du Plan de relance de l'économie en faveur de l'habitat pour les Propriétaires Occupants figurant sur la liste ci-annexée et répartie comme suit :

AIDE PLAN DE RELANCE	Nbre de bénéficiaires	Montant alloué en €
FACADE	1	2.336,78
ELECTRICITE	1	1.500,00
ASSAINISSEMENT	1	2.418,00
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>6.254,78</b>



**VALIDE** la liste des Propriétaires Occupants bénéficiaires dans le tableau ci-annexé (Cf. Annexe I).

**ANNULE** les opérations listées dans le tableau joint en Annexe II.

**MODIFIE** en conséquence, les délibérations ci-après :

- Délibération n° 21.CP.I.97 du 29 mars 2021 ;
- Délibération n° 21.CP.III.80 du 31 mai 2021 ;
- Délibération n° 21.CP.VII.60 du 15 novembre 2021.



Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:41:5  
Département de la Dordogne  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.48**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide DORDOGNE PERIGORD RENOV'.  
Attribution de subvention.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.48

Politique Départementale de l'Habitat.  
Aide DORDOGNE PERIGORD RENOV'.  
Attribution de subvention.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 905 / 588 / 20422.45 / 0 / 1996 / LOGSOC	
Autorisation de programme votée :	625 000,00€
Décision : Engagement AP N° : 2023 CP 39599 1	91 836,84€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	0,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-21 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE** aux Propriétaires Occupants (PO) figurant sur la liste ci-annexée, la subvention d'un montant global de **91.836,84 €**, imputée au chapitre 905, article fonctionnel 588, nature 20422.45 et répartie comme suit :

AIDES DEPARTEMENTALES	Nbre de bénéficiaires	Montant alloué
Chaleur renouvelable	31	41 941,76 €
Mise en conformité assainissement	5	6 103,51 €
Mise en conformité électrique	26	29 454,54 €
Rénovation toiture	11	14 337,03 €
<b>TOTAL</b>	<b>73</b>	<b>91 836,84 €</b>

**VALIDE** la liste des bénéficiaires dont la liste figure en Annexe.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:41:5  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.49**

**Politique Départementale de l'Habitat.  
Conventions de partenariat entre le Département de la Dordogne  
et les 14 EPCI de la Plateforme de rénovation énergétique  
Dordogne-Périgord (SARE).  
Conventions de partenariat entre le Département de la Dordogne  
et SOLIHA Dordogne-Périgord, le CAUE et l'ADIL 24.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 15 (Mmes CAPPELLE, CHABREYROU, DUCROCQ, LAFAYE, LAFON-GAUTHIER, MARSAT, NEVERS ; MM. BOURDEAU, BOUSQUET, DOBBELS, LAJUGIE, LAMONERIE, MAGNE, MOSSION, OLLIVIER.)

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.49

Politique Départementale de l'Habitat.  
Conventions de partenariat entre le Département de la Dordogne  
et les 14 EPCI de la Plateforme de rénovation énergétique  
Dordogne-Périgord (SARE).  
Conventions de partenariat entre le Département de la Dordogne  
et SOLIHA Dordogne-Périgord, le CAUE et l'ADIL 24.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** les termes de la convention-type ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et l'ADIL 24 (Association Départementale pour l'Information sur le Logement), SOLIHA Dordogne-Périgord, le CAUE 24 (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de la Dordogne) et les 14 EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunale) dans le cadre de la mise en œuvre de la plateforme de rénovation énergétique Dordogne-Périgord (SARE).

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter les conventions à intervenir avec chacun des partenaires, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:36:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.



LOGO de l'EPCI



## CONVENTION DE PARTENARIAT 2024 pour la mise en œuvre de la Plateforme de rénovation énergétique Dordogne-Périgord

entre

- ✓ La Communauté de Communes ou d'Agglomération,
- ✓ Le Département de la Dordogne, Structure porteuse de la Plateforme,
- ✓ Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de la Dordogne (CAUE)
- ✓ SOLIHA Dordogne-Périgord,
- ✓ L'Association Départementale pour l'Information sur le Logement de la Dordogne (ADIL 24).

-----

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer en vertu de la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental n° 23.CP.VIII.29 du 16 octobre 2023 portant candidature du Département de la Dordogne à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de la Région Nouvelle-Aquitaine pour les plateformes de rénovation énergétique,

Ci-après dénommé « le Département »,  
D'une part ;

**ET :**

**La Communauté de Communes ou d'Agglomération,**

Ci-après dénommée « l'EPCI »  
D'autre part ;

**ET :**

**SOLIHA Dordogne-Périgord** sise 56, rue Gambetta - BP 30014 - 24 001 PERIGUEUX Cedex, (SIREN n° 380395707), représentée par la Présidente, Mme Véronique CHABREYROU,

Ci-après dénommée « SOLIHA Dordogne-Périgord »  
D'autre part.

**ET :**

**Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement de la Dordogne (CAUE)**, dont le siège est fixé 2, place Hoche - 24000 PERIGUEUX, représenté son Président, M. Stéphane DOBBELS,

Ci-après dénommé « CAUE 24 »,  
D'autre part,

**ET :**

**L'Association Départementale pour l'Information sur le Logement de la Dordogne (ADIL 24)** sise 3, rue Victor Hugo - 24000 PERIGUEUX, (SIREN n° 330012956), représentée par sa Présidente, Mme Véronique CHABREYROU,

Ci-après dénommée « l'ADIL 24 »  
D'autre part,

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte, visant l'atteinte d'un niveau de performance énergétique conforme aux normes « bâtiment basse consommation » pour l'ensemble du parc de logement en 2050,

Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant Lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

Vu la convention de délégation des aides à la pierre signée entre l'Etat et le Département de la Dordogne et ses avenants,

Vu le Plan départemental de l'habitat de la Dordogne 2019-2024 approuvé par arrêté préfectoral du 12 août 2019,

Considérant que la réussite de la mise en place de la Plateforme énergétique dépend des modalités de coopération consenties par les territoires Partenaires signataires de cette convention ;

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### LE CONTEXTE

Jusqu'à fin 2020, le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement) et SOLIHA Dordogne-Périgord assuraient un « Espace Info Energie » destiné à apporter des conseils aux particuliers sur la rénovation énergétique de leur logement. Ce service était cofinancé par l'ADEME et la Région, et accompagné par le Département dans le cadre du soutien aux structures. En complémentarité, l'ADIL 24 (Association Départementale pour l'Information sur le Logement) était reconnue depuis 2013 comme « Point Rénovation Info Service » (PRIS) de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah).

Suite au lancement du dispositif national de « Service d'Accompagnement pour la Rénovation Énergétique » (SARE) et, en corollaire, à l'arrêt du soutien financier des « Espaces Info Energie », les Communautés de Communes de Nouvelle-Aquitaine ont reçu un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) publié par la Région Nouvelle-Aquitaine intitulé « déploiement des Plateformes de rénovation énergétique en Nouvelle Aquitaine » en juin 2020.

**Ces Plateformes ont pour mission d'informer, animer et mobiliser les propriétaires de résidences principales ou secondaires, locataires, propriétaires ou utilisateurs de petits locaux du tertiaire privés (uniquement pour 2021 et 2022), syndicats de copropriétés et professionnels du bâtiment à entrer dans un parcours de rénovation énergétique globale performante et bas carbone.**

Ces Plateformes sont financées en partie par la Région (20 à 30 %) et le programme SARE (50 %) basé sur des Certificats d'Economie d'Énergie (CEE). Il était annoncé que le solde estimé à 20 à 30 % serait financé par les EPCI et/ou le Département.

Les financements concernent des actes (informations de 1<sup>er</sup> niveau, accompagnement des ménages...) réalisés à destination des ménages (Propriétaires Occupants ou Bailleurs), des acteurs publics locaux et des professionnels.

Le financement des travaux de rénovation énergétique reste assuré par l'Anah, les CEE, les Collectivités locales...



## **2021 – Une Plateforme “En devenir” transitoire de rénovation énergétique**

Aucun EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) n’ayant déposé de candidature en 2020, le Département a soumis sa candidature au Conseil Régional pour regrouper les démarches des anciens « Espaces Info Energie » et continuer d’assurer le service public existant sur tout le territoire. Cette candidature n’a pas été retenue car seuls les EPCI ou les anciens Porteurs d’« Espaces Info Energie » pouvaient postuler.

Le CAUE et SOLIHA Dordogne-Périgord ont donc, par défaut, répondu à l’AMI « plateforme en devenir » et ont assuré ce service en 2021, en partenariat avec l’ADIL 24 et avec le soutien du Département.

## **2022 – Une Plateforme définitive “Plateforme de rénovation énergétique Dordogne-Périgord” portée par le Département de la Dordogne**

Du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2022, la plateforme est portée par le Département et mise en œuvre par l’ADIL 24, SOLIHA Dordogne-Périgord et le CAUE 24 sur les territoires qui n’ont pas déposé de candidature à l’AMI Région.

Cette Plateforme concerne donc l’ensemble du territoire de la Dordogne hormis les 6 Communautés de Communes du Périgord Noir qui souhaitent mettre en place leur propre plateforme locale.

Afin de ne pas modifier la structuration départementale du réseau d’information historique, l’ADIL reste le premier point d’entrée pour l’information des ménages.

## **2023 – Une Plateforme qui tente de maintenir une certaine stabilité dans un contexte en mouvance avec notamment l’ouverture du secteur au privé.**

L’activité 2023 est en léger recul, une tendance constatée et encore plus marquée sur les autres Plateformes France Rénov’ (la Région Nouvelle-Aquitaine en compte 50).

La communication en direction des ménages est brouillée par l’ouverture de l’accompagnement à la rénovation énergétique au secteur privé. En effet, même si les agréments Mon Accompagnateur Rénov’ (MAR) commencent juste à être octroyés, certaines grandes enseignes se positionnent déjà dans ce secteur. De plus, les territoires et opérateurs des OPAH et PIG de Dordogne viennent juste d’être agréés MAR par le Conseil Régional de l’Habitat et de l’Hébergement. Il conviendra d’étudier les impacts de ce nouveau dispositif sur les résultats de la Plateforme départementale.

## **2024 – Une Plateforme portée par la volonté politique départementale et qui s’oriente vers un grand service public de l’habitat en Dordogne.**

**Vers un grand service public de l’habitat en Dordogne :** *cette candidature s’inscrit dans le cadre de la préfiguration de la Maison de l’Habitat qui regroupera l’ensemble des Structures (Soliha Dordogne-Périgord, le CAUE 24, l’ADIL 24, le service Habitat CD24, l’OPH Périgord Habitat, l’Agence Technique Départementale, la SEMIPER...) à l’horizon 2025.*

# PLATEFORME de RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DORDOGNE-PÉRIGORD



avec



**France  
Rénov'**

Le service public pour mieux  
rénover son habitat.

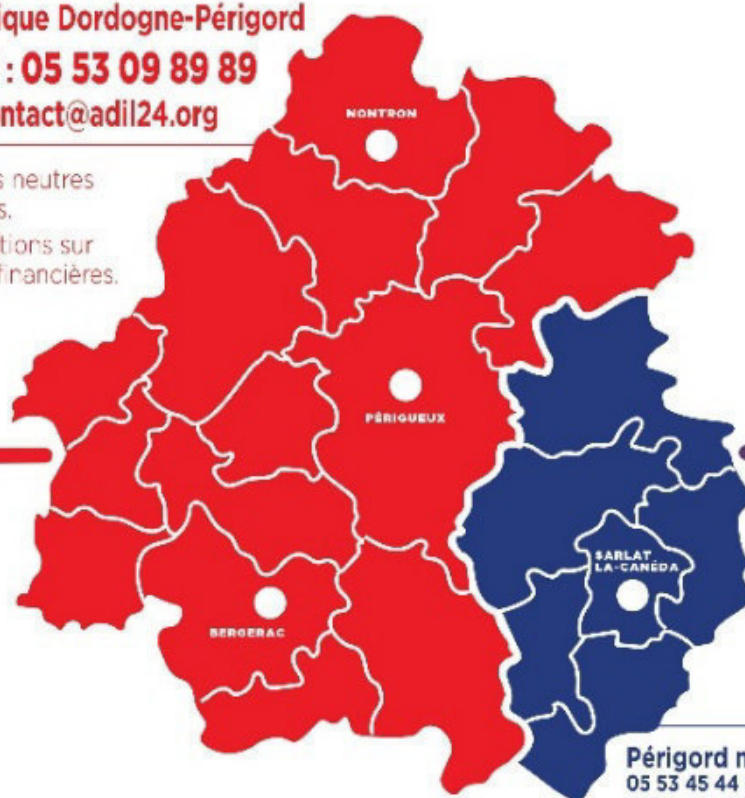
**Vous avez un projet  
de rénovation énergétique ?  
Appelez l'Adil 24**

Plateforme de rénovation  
énergétique Dordogne-Périgord

**ADIL 24 : 05 53 09 89 89**

**Mail : [contact@adil24.org](mailto:contact@adil24.org)**

- Conseils neutres et gratuits.
- Informations sur les aides financières.



**Périgord noir renov'**  
05 53 45 44 62

Mail : [contact@perigordnoir-renov.fr](mailto:contact@perigordnoir-renov.fr)

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

La présente convention a pour objet de définir et d'organiser les modalités de coopération et de partenariat entre les territoires partenaires de la Plateforme de la rénovation énergétique Dordogne-Périgord, à savoir :

- Le Département de la Dordogne, Collectivité porteuse de la « plateforme de la rénovation énergétique Dordogne-Périgord » ;
- La Communauté de Communes ou d'Agglomération XXX en qualité de territoire d'activité de la Plateforme de la rénovation ;
- Le CAUE 24, l'ADIL 24 et SOLIHA Dordogne-Périgord en qualité d'Opérateurs de la mission.

### **Article 2 : Stratégie et objectifs**

Conformément aux délibérations prises par leurs instances décisionnelles et relatives à la mise en place d'une Plateforme de la rénovation énergétique Dordogne-Périgord, les Partenaires signataires s'engagent de façon concertée et partenariale à :

- Soutenir la rénovation énergétique performante en poursuivant un objectif de performance énergétique ;
- Mettre en œuvre les moyens nécessaires au développement de la rénovation performante par étapes et de la rénovation globale performante pour atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs.

### **Article 3 : Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2024.

Elle ne pourra en aucune façon faire l'objet d'une reconduction tacite.

### **Article 4 : Les engagements des Partenaires**

#### **❖ L'EPCI s'engage à :**

- Orienter les ménages vers la Plateforme ;
- Participer au Comité de pilotage de la Plateforme ;
- Accueillir les permanences des Opérateurs telles que présentées dans l'annexe 1 ;
- Soutenir l'animation de la Plateforme (participer aux réunions de la Plateforme, accueillir et organiser des réunions locales...);
- Diffuser la communication fournie par la Plateforme (lien sur site Internet...);
- Mobiliser leurs réseaux d'acteurs locaux (diffuser l'information auprès des élus, partenaires, associations locales, grand public, professionnels de l'immobilier, professionnels du bâtiment, services sociaux, professions médicales...);
- Faire un retour avant le 15 décembre 2024 de l'ensemble de ces actions au Conseil départemental de la Dordogne.

- ❖ **Le Département de la Dordogne**, en tant que Structure porteuse de la « Plateforme de rénovation énergétique Dordogne-Périgord », **s'engage à** :
  - Assurer le pilotage et la coordination technique et financière de la Plateforme ;
  - Informer l'EPCI des actes et animations réalisés sur son territoire ;
  - Préparer et exécuter le budget de la Plateforme ;
  - Participer aux réseaux d'échange, groupes de travail entre territoires ou animés par des partenaires régionaux afin de partager des outils et méthodes ;
  - Assurer la représentation des Partenaires locaux dans les instances régionales ;
  - Coordonner ses actions et informations avec la Plateforme locale des 6 EPCI du Périgord Noir.
  
- ❖ **Les Opérateurs ADIL 24, CAUE 24, SOLIHA Dordogne-Périgord s'engagent à** :
  - Assurer les permanences telles que définies en annexe 1 ;
  - Mettre en œuvre des actions de sensibilisation, communication et animation auprès des ménages, des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux ;
  - Apporter des informations et des conseils aux ménages, acteurs publics locaux et/ou professionnels concernant leur projet de rénovation ou d'amélioration énergétique ;
  - Ces conseils peuvent être juridiques, techniques, financiers et d'ordre social ;
  - Ces conseils sont adaptés aux besoins du demandeur et peuvent être apportés à distance (téléphone, visio, mails...), lors des permanences sur le territoire et éventuellement lors de visites des logements (SOLIHA, CAUE) ;
  - Les permanences délocalisées du CAUE feront l'objet d'une participation financière complémentaire de l'EPCI ;
  - Mettre en œuvre les objectifs partenariaux établis dans le cadre de la Plateforme (voir ci-dessous) ;
  - Saisir les actes sous SARENOV et informer régulièrement le Porteur de la Plateforme de l'avancée du dispositif et de toute difficulté rencontrée.

<b>Plateforme de rénovation énergétique Dordogne-Périgord 2024</b>				
	<b>ADIL</b>	<b>CAUE</b>	<b>SOLIHA</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Actes</b>	<b>Nbre Prévisionnel</b>	<b>Nbre Prévisionnel</b>	<b>Nbre Prévisionnel</b>	<b>Nbre Prévisionnel</b>
A1	1 200	300	2 010	3 510
A2		320	500	820
A2 copro			10	10
A4		20	40	60
<b>Total</b>	<b>1 200</b>	<b>640</b>	<b>2 560</b>	<b>4 400</b>

## **Article 5 : Articulation avec les OPAH (Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat) PIG (Programmes d'Intérêt Général)**

### Le parcours

La Plateforme conseille, oriente et accompagne les ménages selon leurs revenus, les scénarii de travaux envisagés, le gain énergétique visé en vue d'une rénovation énergétique performante.

A l'issue des conseils, les ménages sont orientés en fonction de leur projet et de leurs conditions de revenus vers les OPAH PIG, vers le Département, vers la Plateforme nationale France Rénov' etc.

### Le principe

La Plateforme finance l'ingénierie (**conseils : actes A1 et A2**) pour l'information de tous les ménages, quelles que soient leurs ressources. Ces conseils peuvent être apportés à distance ou lors des permanences sur le territoire.

Elle finance également des visites et un accompagnement des ménages (**actes A4**) sauf ceux qui bénéficient d'un financement Ma Prime Rénov' Sérénité.

L'acte A4 concerne donc tout particulièrement les ménages au-dessus des plafonds Anah (modestes et très modestes) et qui envisagent de faire des travaux avec un gain énergétique potentiel de 35 %. Ils peuvent, dans ce cadre, bénéficier d'une évaluation énergétique gratuite et d'un accompagnement pour établir le Plan de financement du projet.

Enfin, elle finance l'animation à destination des ménages et des professionnels.

## **Article 6 : Le partenariat financier sur le territoire couvert par cette convention**

La rémunération des conseillers France Rénov' est prise en charge par les 3 Opérateurs « employeurs » (ADIL 24, SOLIHA Dordogne-Périgord et le CAUE 24) et cofinancée par le Département sur la base d'une convention spécifique passée avec chacune des Structures.

Le Département perçoit la subvention attribuée par le SARE (Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique financée par les Certificats d'Économie d'Énergie) et la Région Nouvelle-Aquitaine.

Cependant, cette dernière ne permettant pas de couvrir l'intégralité des charges liées au fonctionnement de la Plateforme, le Conseil départemental prend à sa charge l'autofinancement nécessaire en lieu et place des EPCI.

En 2024, le coût de la plateforme est de à **361.224 €** pour un financement SARE et Région Nouvelle-Aquitaine de **142.769,89 €**.

La Plateforme n'est pas tenue de prendre en charge de permanences supplémentaires en 2024.

Les EPCI non couverts par un programme pourront faire l'objet d'un conventionnement spécifique avec l'Opérateur Anah (SOLIHA) pour la mise en place de permanences.

**Article 7 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Toute demande de modification des termes de la convention devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause, et toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

**Article 8 : Résiliation**

La convention peut être résiliée par l'une des 5 Parties avec un préavis de 3 mois.

**Article 9 : Règlement des litiges**

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalable à tout recours contentieux.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Périgueux, le

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil Départemental,

Pour l'EPCI,

**Germinal PEIRO**

Pour l'Association Départementale pour  
l'Information sur le Logement de la  
Dordogne (ADIL24),

Pour le Conseil d'Architecture,  
d'Urbanisme et d'Environnement  
de la Dordogne (CAUE),

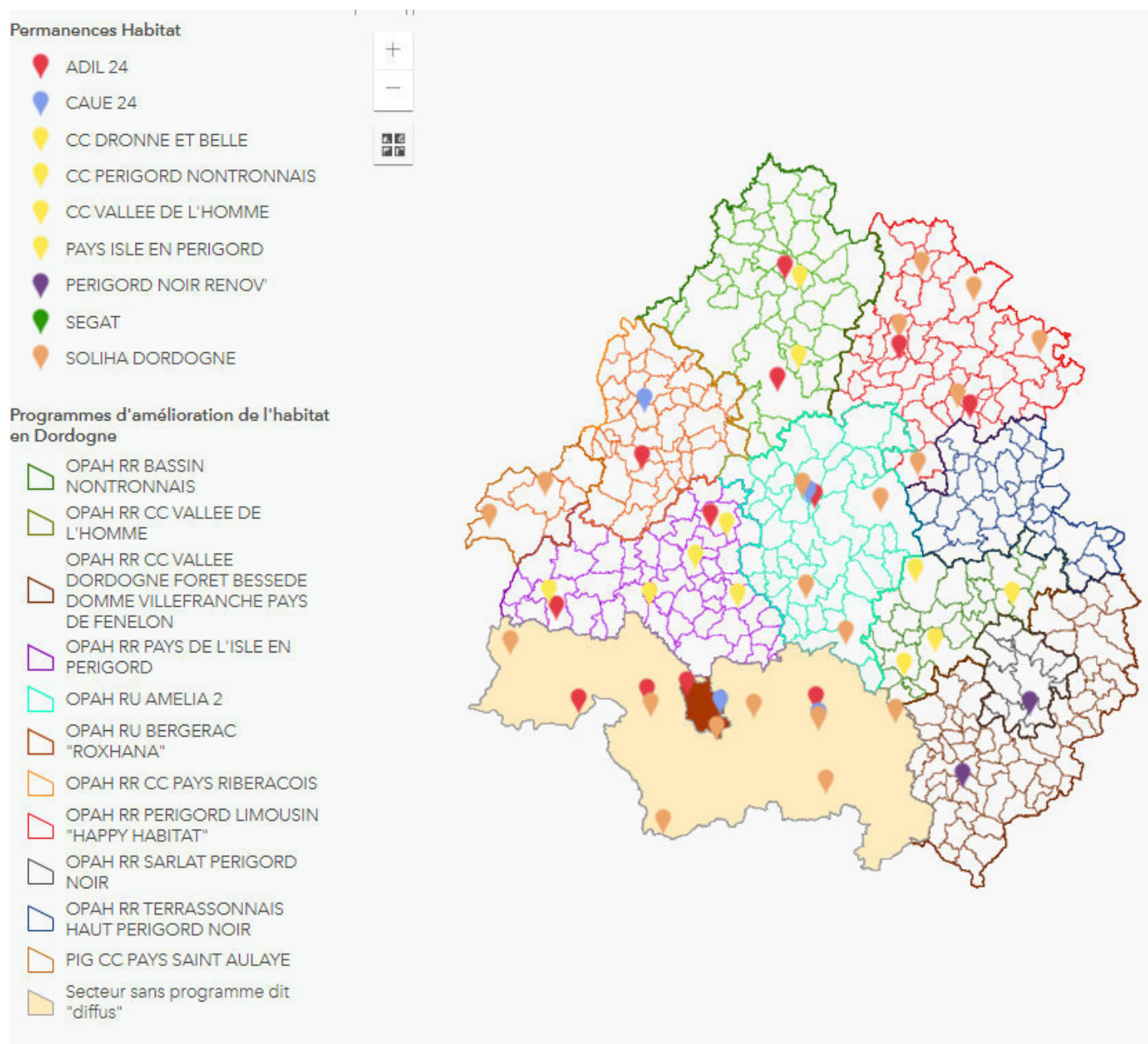
**Véronique CHABREYROU**

**Stéphane DOBBELS**

Pour SOLIHA Dordogne-Périgord,

**Véronique CHABREYROU**

## Annexe 1 Cartographie des permanences



Le lien vers la carte dynamique : [Programmes d'amélioration de l'habitat en Dordogne \(arcgis.com\)](https://arcgis.com)

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.50**

**Politique Départementale d'Insertion.**

**Participation de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne au financement  
du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Fabienne LAGOUBIE, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Benoît SECRESTAT, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Juliette NEVERS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.50

Politique Départementale d'Insertion.  
Participation de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne au financement  
du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU l'article 65 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-231 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, relative à la participation financière de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Dordogne au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), pour un montant de **104.300 €** au titre de l'année 2023.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:42:01  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**Convention pour le financement du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL)  
entre le Département de la Dordogne  
et la Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF).  
- Année 2023 -**

**ENTRE**

**Le Département de la DORDOGNE** sis 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 000 19), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

**ET :**

**La Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF)** sise 50, rue Claude Bernard - 24011 PERIGUEUX Cedex, représentée par sa Directrice Mme Claudine ODIER,

**Ceci étant, il est convenu ce qui suit :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – PARTICIPATION FINANCIERE**

La Caisse d'Allocations Familiales de la Dordogne (CAF) attribue une participation d'un montant de **104.300 €** au Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), pour l'année 2023.

**ARTICLE 2 – MODALITES DE VERSEMENT**

Cette somme sera versée sur le compte de la Trésorerie Générale au nom de la Caisse d'Allocations Familiales, Gestionnaire du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), dont les coordonnées sont les suivantes :

- Compte n° 00001000139 12
- Code banque : 10071
- Code guichet : 24000
- Code IBAN : FR 76 / 1007 / 1240 / 0000 / 0010 / 0013 / 912
- Code BIC : TRPUFRP1

Cette convention a été établie en deux exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,**

**Pour la Caisse d'Allocations Familiales  
de la Dordogne (CAF),  
la Directrice,**

**Germinal PEIRO**

**Claudine ODIER**

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.51**

**Contrat de Développement Territorial - Chaleur Renouvelable en Périgord.  
2ème programmation des projets - Année 2023.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel SAUTREAU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.51

Contrat de Développement Territorial - Chaleur Renouvelable en Périgord.  
2ème programmation des projets - Année 2023.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,


**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**CONFIRME** l'engagement du Département de la Dordogne en faveur de l'Excellence environnementale du territoire et du développement des Energies renouvelables.

**DÉCIDE** de valider un montant global de subvention ADEME (Agence de la Transition Ecologique) à hauteur de **448.630,63 €** au titre de la gestion déléguée du Contrat de Développement Territorial (CDT) - Chaleur Renouvelable en Périgord, à verser pour chacun des projets mentionnés dans le tableau ci-annexé.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer et exécuter tous documents utiles à cette fin, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:36:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



ANNEXE A LA DELIBERATION

N° dossier	Nom du maître d'ouvrage	Nature de l'opération	Montant de l'opération HT (€)	Montant d'aide (€)		Indicateurs		
				ADEME	Autres	MWh utiles	Nbre	Unité
21NAD1237 - 45	Commune de Paussac et St Vivien	Etude faisabilité biomasse	3 960,00 €	2 772,00 €				
21NAD1237 - 46	Commune de Prignonrieux	Etude faisabilité géothermie et test réponse thermique	33 000,00 €	23 100,00 €				
21NAD1237 - 47	EHPAD de la Dryade	Etude faisabilité biomasse et solaire thermique	8 650,00 €	6 055,00 €				
21NAD1237 - 48	SDE pour Commune de Lamonzie St Martin	Etude faisabilité Biomasse et réseau	6 281,33 €	4 396,93 €				
21NAD1237 - 49	Commune de St Pierre d'Eyraud	Etude faisabilité géothermie et test réponse thermique	33 000,00 €	23 100,00 €				
21NAD1237 - 50	Ceva Santé Animale	Géothermie sonde	673 200,00 €	169 100,00 €		195,00		
21NAD1237 - 51	Manoir de Puymartreau	Géothermie sonde	155 500,00 €	56 860,00 €		65,00		
21NAD1237 - 52	Grand Périgueux sur Sarliac	Géothermie sonde	121 200,00 €	25 900,00 €	71 059,88 €	25,9		
21NAD1237 - 53	Commune de Valojoux	Chaudière biomasse	40 100,00 €	15 204,00 €	16 842,00 €	36,20		
21NAD1237 - 54	Commune de Verteillac	Chaudière biomasse	32 267,21 €	11 539,50	12 906,80 €	27,475		
21NAD1237 - 44	Association Zen Kanshoji	Annulation chaudière biomasse et réseau	- 288 025,86 €	- 152 400,00 €		-231	-142,00	
21NAD1237 - 55	Association Zen Kanshoji	Chaudière biomasse et réseau	333 240,00 €	177 960,00 €		238	200,00	
21NAD1237 - 56	CC Vallée Dordogne Forêt Bessède sur la Commune de St Cyprien	Géothermie sonde	86 400,00 €	31 930,00 €	31 200,00 €	32,3		
21NAD1237 - 57	Chateau Gauthie B & B	Chaudière biomasse et réseau	96 452,00 €	53 113,20 €		74,46	56,00	
			<b>TOTAL</b>	<b>448 630,63 €</b>	<b>132 008,68 €</b>	<b>463</b>	<b>114,00</b>	

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.52**

**Appels à projets : économie circulaire.  
Financement des projets.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel SAUTREAU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.52

Appels à projets : économie circulaire.  
Financement des projets.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 907 / 7211 / 20421.151 / 0 / 1996 / ENV	
Autorisation de programme votée :	121 800,00€
Décision : <b>Affectation</b> N° : 2023 CP 15078 1	10 153,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	65 529,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-33 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**AFFECTE**, au chapitre 907, article fonctionnel 7211, nature 20421.151, une autorisation de programme d'un montant total de **10.153 €**, au titre du financement de projets en faveur de l'économie circulaire.

**ALLOUE** une subvention globale de **10.153 €**, dans le cadre de l'Appel à projets « Economie circulaire », répartie comme suit :

Bénéficiaires	Objet	Montant subventionnable	Taux	Subvention allouée
Association "Des jantes et des gens" 24000 PERIGUEUX	Atelier vélo circulaire	13 500 €	24,44%	3 300 €
Association "La Recyclerie du Bandiat" 24300 NONTRON	Développement d'une recyclerie végétale et transformation de déchets industriels	24 500 €	12,24%	3 000 €
Association « Les Saveurs du Bois du Roc » 24100 BERGERAC	Création d'emplois d'agents valoristes au sein de 4 déchèteries	22 962 €	13,06%	3 000 €
Association « La Récréathiv' » 24800 THIVIERS	Accompagnement au développement de l'activité de recyclerie	3 409 €	25,02%	853 €
			<b>TOTAL</b>	<b>10.153 €</b>

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:41:51  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE





**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.53**

**Dispositif d'accompagnement des foyers périgourdins  
à la mise en place de récupérateurs d'eau de pluie.  
2ème programmation 2023.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel SAUTREAU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.53

Dispositif d'accompagnement des foyers périgourdins  
à la mise en place de récupérateurs d'eau de pluie.  
2ème programmation 2023.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 907 / 734 / 20422 / 0 / 1996 / ARURAL	
Autorisation de programme votée :	50 000,00€
Décision : Affectation N° : 2023 CP 15081 1 :	2 500,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	42 500,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-81 du 30 juin 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**AFFECTE** une autorisation de programme d'un montant total de **2.500 €**, au chapitre 907, article fonctionnel 734, nature 20422, au titre de l'aide à l'achat de récupérateurs d'eau de pluie – 2<sup>ème</sup> programmation 2023.

**ALLOUE** un montant total de subvention de **2.500 €** aux **50** bénéficiaires listés dans le tableau ci-annexé.

**PRÉCISE** que les dossiers déposés étant complets, il peut être procédé au versement de cette aide après signature de la présente délibération.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:41:51  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.54**

**Chantier-école sur le site départemental du Domaine de CAMPAGNE.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel SAUTREAU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.54

Chantier-école sur le site départemental du Domaine de CAMPAGNE.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée, à intervenir entre le Département de la Dordogne et le Lycée Agricole de La Peyrouse situé à COULOUNIEIX-CHAMIERES (24660), fixant les modalités de mise en œuvre d'un Chantier-école sur le site départemental de CAMPAGNE.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:36:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**CONVENTION de PARTENARIAT**  
**entre le Département de la Dordogne**  
**et le Lycée d'Enseignement Agricole Privé de La Peyrouse**

**Chantier-Ecole sur le site départemental de CAMPAGNE**  
**Année 2023**

**ENTRE :**

**Le Département de la Dordogne** sis 2, rue Paul-Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, **M. Germinal PEIRO**, dûment habilité à signer et exécuter en vertu de la délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

**D'une part,**

**ET :**

**Le Lycée Agricole de La Peyrouse** sis Avenue Churchill - 24660 COULOUNIEIX-CHAMIERES, représenté par **M. Pascal BURON**, Proviseur de l'Etablissement,

**D'autre part.**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les modalités des relations entre le Département et le Lycée Agricole de La Peyrouse pour le « Chantier-école » du site de CAMPAGNE. Les activités pratiques fournies par les élèves en formation de BTSA GPN (Brevet de Technicien Supérieur Agricole et de Gestion de Protection de la Nature) entrent dans le cadre des activités pédagogiques menées à l'extérieur de leur Etablissement scolaire. Elles sont encadrées par les enseignants techniques et font partie intégrante du temps de formation. A ce titre, et s'agissant de travaux à vocation pédagogique, ces activités seront dénommées "**Chantier-école**" dans la convention.

**Article 2 : Objectifs et nature du Chantier-école**

- **Lieu du « Chantier-école »**

Site départemental de CAMPAGNE sur la Commune de CAMPAGNE.

- **Objectifs du « Chantier-école »**

Maintenir et augmenter la valeur écologique d'un milieu classé et protégé par la mise en œuvre de travaux pratiques de gestion de milieux naturels.

- **Nature des travaux**

- Débroussaillage et élimination ;
- Bûcheronnage et élimination ;
- Entretien des aménagements (sentier) ;
- Construction de petits équipements.

### **Article 3 : Durée et date des travaux**

Le Chantier-école se déroulera sur 2 jours indépendants, le 1<sup>er</sup> et le 15 décembre 2023.

### **Article 4 : Couverture sociale**

S'agissant d'activités pédagogiques (Chantier-école), les élèves seront couverts par l'assurance scolaire de leur Etablissement. Une assurance couvrant la responsabilité civile des élèves (ou des étudiants) pour les dommages qu'ils pourraient causer pendant la durée du Chantier ainsi qu'en cas d'accident a été contractée par le Lycée Agricole de La Peyrouse.

### **Article 5 : Consignes de sécurité**

Afin de prévenir tout accident du travail imputable à la mise en œuvre et à la réalisation du Chantier-école, l'Equipe pédagogique (enseignants techniques) en charge de l'organisation et de l'encadrement des élèves s'assurera du respect des règles et consignes de sécurité en vigueur.

Les élèves porteront les Equipements de Protection Individuelle (EPI) exigés par la nature des travaux en cours : chaussures de sécurité, vêtements de travail dans tous les cas (pantalons et bottes d'abattage, casque et gants pour les travaux mécanisés de débroussaillage, abattage...).

Les matériels à énergie thermique utilisés seront munis de leurs équipements de sécurité en état de marche. Au besoin (proximité d'une voie publique, par exemple), le Chantier sera matérialisé (triangle de sécurité, bande de rubalise...).

Le Lycée dégage le Département de toute responsabilité en cas d'accident survenu aux élèves, un membre de l'Equipe pédagogique ou à un tiers dans le cadre des travaux réalisés pendant le Chantier-école.

### **Article 6 : Aspects matériels et financiers**

S'agissant d'un Chantier-école, à caractère pédagogique, la prestation réalisée ne donnera pas lieu à rémunération.

- Le Lycée Agricole de La Peyrouse s'engage à :
  - assurer le transport des élèves,
  - assurer les déjeuners des élèves et des encadrants du Lycée,
  - prévoir son matériel nécessaire au bon déroulement du chantier et les EPI et trousse de secours.
  
- Le Département s'engage à :
  - prévoir le personnel technique indispensable au suivi du Chantier-école,
  - prévoir du matériel complémentaire nécessaire au bon déroulement du Chantier (broyeur forestier pour la gestion des résanants, débroussailleuses).

### **Article 7 : Communication-Valorisation**

Afin de valoriser le travail des élèves auprès du public, le Département de la Dordogne et le Lycée Agricole de La Peyrouse se réservent la possibilité d'utiliser tous les clichés ou vidéos (...) réalisés sur les différentes Phases de chantier et d'assurer la communication par tout moyen disponible dont auprès des organes de presses écrite et audiovisuelle, sous réserve des autorisations nécessaires.

**Article 8 : Durée et date d'effet**

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2023-2024 et sera exécutoire à compter de la date de sa signature.

**Article 9 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

**Article 10 : Résiliation de la convention**

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des Parties, des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre Partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure.

**Article 11 : Règlement de litiges**

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux, lequel relève de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Pour le Lycée Agricole « La Peyrouse »,  
le Proviseur,

Pascal BURON

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Germinal PEIRO

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.55**

**Site de La Ferme du Parcot.  
Projet de création d'une Zone de Prémption.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel SAUTREAU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.55

Site de La Ferme du Parcot.  
Projet de création d'une Zone de Prémption.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le Code de l'Urbanisme et son article L.215-1,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**DONNE UN ACCORD DE PRINCIPE** pour la création d'une Zone de Prémption au titre des Espaces Naturels Sensibles (ENS) sur l'ensemble des parcelles d'une superficie de 18,72 ha jouxtant le site de La Ferme du Parcot.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à solliciter l'accord des Communes et Communautés de Communes concernées selon le Plan ci-annexé.

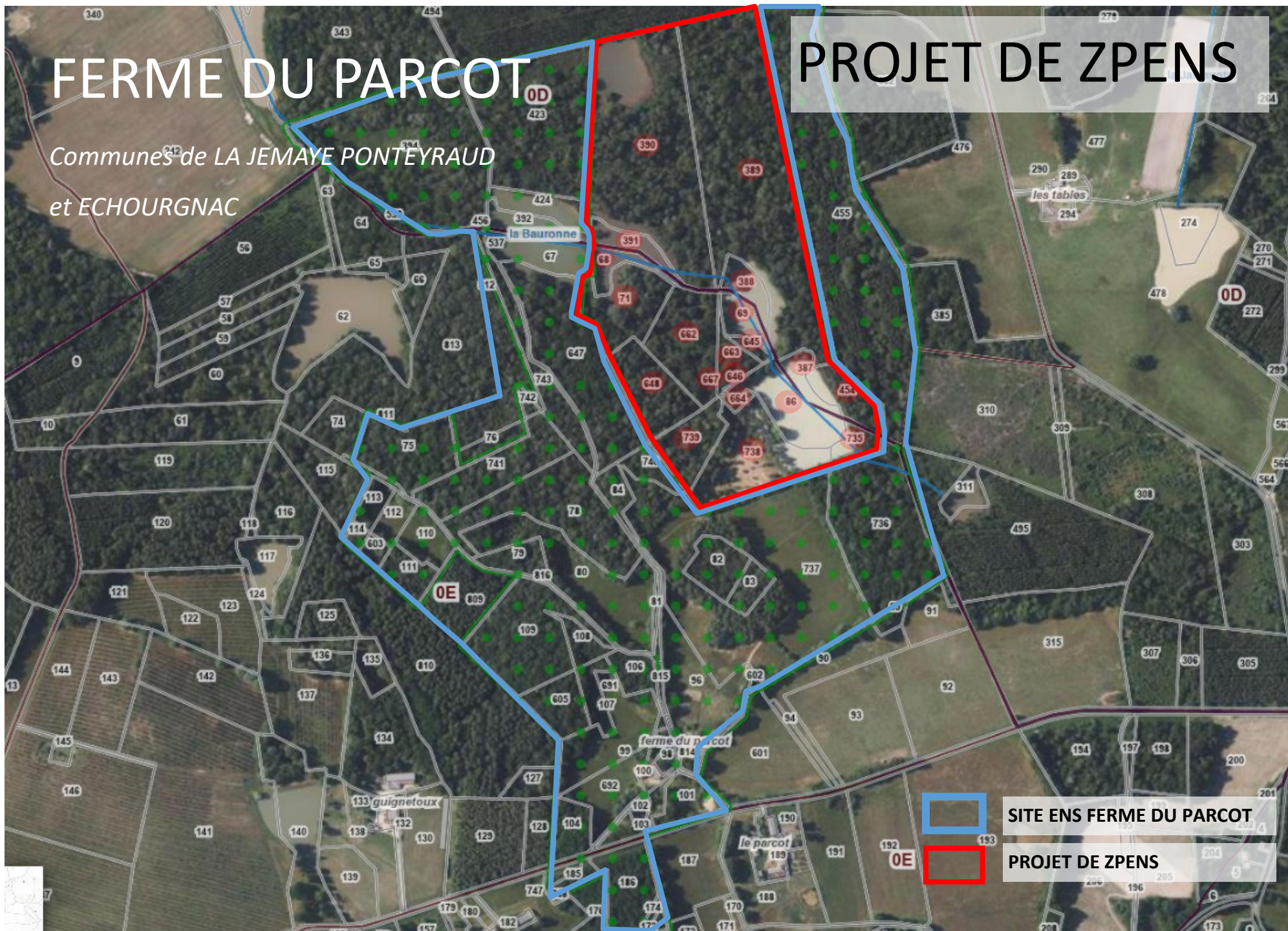
Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:36:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



# FERME DU PARCOT

Communes de LA JEMAYE PONTEYRAUD  
et ECHOURNAC

# PROJET DE ZPENS



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.56**

**Etudes et travaux concernant les milieux aquatiques.  
Programme départemental 2023 - 2ème partie.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Claudine FAURE, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel SAUTREAU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 38

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 1 (M. DOBBELS)

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.56

Etudes et travaux concernant les milieux aquatiques.  
Programme départemental 2023 - 2ème partie.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 907 / 76 / 2041581.207 / 0 / 1996 / ENV	
Autorisation de programme votée :	158 747,40€
Décision : <b>Affectation</b> N° : 2023 CP 15079 1 :	28 063,90€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	17 978,50€

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 907 / 76 / 2041582.207 / 0 / 1996 / ENV	
Autorisation de programme votée :	490 329,66€
Décision : <b>Affectation</b> N° : 2023 CP 15080 1 :	68 090,00€
Autorisation de programme disponible après la Com.Perm <sup>te</sup> :	86 528,51€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-33 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**AFFECTE** une autorisation de programme d'un montant global de **28.063,90 €** sur le chapitre 907, article fonctionnel 76, nature 2041581.207 au titre des études sur les milieux aquatiques. Programme départemental 2022 - 2<sup>ème</sup> partie.

**ALLOUE** les subventions aux opérations suivantes :

Bénéficiaires	Objet	Montant subventionnable	Taux	Subvention
Syndicat Mixte du Bassin de l'Isle (SMBI) Les Grands Champs 24400 SAINT-LAURENT-DES-HOMMES	Etude préalable à la restauration écologique des cours d'eau du bassin de l'Isle (hydromorphologie et continuité écologique) sur 10 sites prioritaires en Dordogne  <i>10 % au lieu de 20 % car plafond d'aides publiques atteint</i>	224 899,00 € HT	10 %	22 489,90 €
Syndicat Mixte du Bassin de l'Isle (SMBI) Les Grands Champs 24400 SAINT-LAURENT-DES-HOMMES	Projet d'étude « eCray'ON » pour le suivi des écrevisses à pattes blanches par analyses d'ADN environnemental	7 350,00 € HT	20 %	1 470,00 €
Syndicat de Rivières du Bassin de la Dronne (SRB Dronne) 9 ter, rue Couleau - BP 73 - 24600 RIBÉRAC	Etude pour la restauration de la continuité écologique au Moulin de Salles (TOCANE & MONTAGRIER)	11 910,00 € HT	20 %	2 382,00 €
Syndicat Mixte du Bassin de l'Isle (SMBI) Les Grands Champs 24400 SAINT-LAURENT-DES-HOMMES	Conception et édition d'un guide des riverains multifiches	8 610,00 € HT	20 %	1 722,00 €
		<b>TOTAL</b>		<b>28.063,90 €</b>

**AFFECTE** une autorisation de programme d'un montant global de **68.090 €** sur le chapitre 907, article fonctionnel 76, nature 2041582.207 au titre des travaux concernant les milieux aquatiques. Programme départemental 2022 - 2<sup>ème</sup> partie.

**ALLOUE** les subventions aux opérations suivantes :

Bénéficiaires	Objet	Montant subventionnable HT	Taux	Subvention
Syndicat de Rivières du Bassin de la Dronne (SRB Dronne) 9 ter, rue Couleau - BP 73 - 24600 RIBÉRAC	Travaux en régie 2023 sur la Dronne et la Lizonne <i>(restauration de ripisylves, diversification des écoulements, recharge granulométrique, gestion des espèces envahissantes, restauration de zones humides...)</i>	205 900 € TTC	20 %	41 180 €
Syndicat Mixte du Bassin de l'Isle (SMB Isle) Les Grands Champs 24400 SAINT-LAURENT-DES-HOMMES	Travaux en régie 2023 sur l'Isle Amont, Médián et Aval <i>(restauration de cours d'eau, de ripisylves et de zones humides, préservation d'espèces patrimoniales, lutte contre espèces envahissantes...)</i>	123 100 € TTC	20 %	24 620 €
Syndicat Mixte d'Etudes et de Travaux pour l'Aménagement et la Protection de la Rivière Dordogne (SMETAP) Le Bourg 24220 BEYNAC	Travaux en régie et par entreprise 2023 sur la Dordogne et ses affluents (Brande, Béringot, Pontou, Boule et Moulant) <i>(renaturation de cours d'eau, restauration et plantation de ripisylves, gestion des espèces exotiques envahissantes...)</i>	9 100 € TTC <i>Pour les travaux en régie</i>	20 %	1 820 €
		2 350 € HT <i>Pour les travaux par entreprise</i>	20 %	470 €
		<b>TOTAL</b>		<b>68.090 €</b>

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.57**

**Animation pour la gestion des milieux aquatiques et travaux en régie.  
Programme 2023 - 2ème partie.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Claudine FAURE donne pouvoir à Alain OLLIVIER, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Jean-Michel SAUTREAU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 38

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 1 (M. DOBBELS)

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.57

Animation pour la gestion des milieux aquatiques et travaux en régie.  
Programme 2023 - 2ème partie.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 937 / 76 / 657358.60 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	160 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194731 1	18 636,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	25 595,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil d départemental n° 23-33 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ENGAGE** un crédit de paiement d'un montant de **18.636 €** au chapitre 937, article fonctionnel 76, nature 657358.60 destiné aux subventions des Collectivités pour l'animation sur les milieux aquatiques et les travaux en régie au titre de la programmation 2023 - 2<sup>ème</sup> partie.

**ALLOUE** une subvention aux opérations suivantes, pour un montant total de **18.636 €**, au chapitre 937, article fonctionnel 76, nature 657358.60, réparti comme suit :



Bénéficiaires	Objet	Montant subventionnable	Taux	Subvention
Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional Périgord-Limousin 12, Rue du Maine 33230 GUITRES	Financement de l'animation GEMAPI sur la partie périgourdine 0,86 ETP sur 5,5 mois		Forfaitaire	2 365 €
Syndicat Mixte d'Etudes et de Travaux pour l'Aménagement et la Protection de la Rivière Dordogne (SMETAP Rivière Dordogne) Le Bourg 24220 BEYNAC-ET-CAZENAC	Travaux en régie sur la Dordogne et ses affluents	7 190 € TTC	10 %	719 €
Syndicat Mixte du Bassin de l'Isle (SMB Isle) Les Grands Champs 24400 SAINT-LAURENT-DES- HOMMES	Travaux en régie sur l'Isle et ses affluents	71 270 € TTC	10 %	7 127 €
Syndicat de Rivières du Bassin de la Dronne (SRB Dronne) 9 ter, rue Couleau - BP 73 - 24600 RIBÉRAC	Travaux en régie sur la Dronne et ses affluents	28 000 € TTC	10 %	2 800 €
Syndicat Mixte Interdépartemental de la Vallée de l'Isle (SMIVI) Les Grands Champs 24400 SAINT-LAURENT-DES- HOMMES	Subvention exceptionnelle pour inventaire du patrimoine fluvial de la vallée de l'Isle (année 2)	37 500 € HT	15 %	5 625 €
			<b>TOTAL</b>	<b>18.636 €</b>

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000)  
Le : 22/11/2023 à 11:41:51  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.58**

**Soutien aux initiatives locales en matière de mobilité des jeunes et de solidarité internationale.  
Attribution de subventions et intervention d'une convention.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Claudine FAURE donne pouvoir à Alain OLLIVIER, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Olivier CHABREYROU

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 39

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.58

Soutien aux initiatives locales en matière de mobilité des jeunes et de solidarité internationale.  
Attribution de subventions et intervention d'une convention.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 930 / 048 / 65748 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	40 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194891 1	: 3 000,00€
N° : 2023 CP 194891 2	: 2 000,00€
N° : 2023 CP 194891 3	: 1 000,00€
N° : 2023 CP 194891 4	: 500,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	5 000,00€

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 933 / 338 / 65748.4 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	30 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194892 1	: 4 000,00€
N° : 2023 CP 194892 2	: 900,00€
N° : 2023 CP 194892 3	: 11 250,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	13 850,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-60 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ALLOUE**, sur les crédits de paiement du chapitre 930, article fonctionnel 048, nature 65748 (Solidarité), les subventions suivantes pour un montant total de **6.500 €**, réparti comme suit :

Bénéficiaires	Numéro dossier	nature de l'opération	Subvention allouée (€)
Alliances & Missions Médicales MONTIGNAC	EX020151	Construction de 4 nouvelles salles de classe au sein du Collège Saint-Louis de Gonzague Namontana à Tananarive (Madagascar) - 2023	3.000
Echange et Partage France Afrique 24 - TRÉLISSAC	EX020165	Envoi de matériels scolaires et sanitaires - 2023	2.000
Solidarité Sans Frontières Bergerac - BERGERAC	00105913	Accompagnement des étrangers dans leurs démarches administratives et juridiques, aide matérielle d'urgence - 2023	1.000
Association des communes jumelées de Nouvelle-Aquitaine ISLE (87)	00104472	Développement du réseau des jumelages en Nouvelle-Aquitaine - 2023	500

**ALLOUE**, sur les crédits de paiement du chapitre 933, article fonctionnel 338, nature 65748.4 (Mobilité des jeunes à l'international), les subventions suivantes pour un montant total de **16.150 €**, réparti comme suit :

Bénéficiaires	Numéro dossier	nature de l'opération	Subvention allouée (€)
Association SEM&VOL - Délégation de Solidarités Jeunesses - CAUSE-DE-CLÉRANS	Ex020145	Chantiers de jeunes bénévoles internationaux - saison 2023 (Cf. convention en annexe)	11.250
	EX019231	"Espoir" : Préparation et Départ en volontariat de groupe pour des jeunes périgourdins - 2023	4.000
Collectif des Etudiants en Economie Sociale et Familiale (ESF) 24 - CHAMPCEVINEL	00105226	Voyage pédagogique à Séville - 2023	900

**APPROUVE** la convention ci-annexée à intervenir, pour 2023, entre le Département de la Dordogne et l'Association SEM&VOL.

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:41:51  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



Annexe à la délibération n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023.

**SOUTIEN A DES INITIATIVES LOCALES EN MATIERE DE MOBILITE DES JEUNES  
A L'INTERNATIONAL  
CONVENTION DE PARTENARIAT 2023  
ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE ET  
L'ASSOCIATION SEM&VOL : chantiers internationaux de jeunes bénévoles 2023**

**Entre :**

**Le Département de la Dordogne** sis Hôtel du Département - 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, M. Germinal PEIRO, dûment habilité à signer et exécuter en vertu d'une délibération de la Commission Permanente n° 23.CP.IX. du 20 novembre 2023,

Ci-après désigné « le Département »,  
D'une part,

**Et :**

**L'Association SEM&VOL** sise Presbytère de Cause - 24150 CAUSE-DE-CLÉRANS, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n° W244002377 (SIREN n° 822 677 589), et représentée par sa Présidente, Mme Moya LEMOINE, conformément à la décision de son Conseil d'Administration du 28 mai 2020,

Ci-après désignée « L'Association »,  
D'autre part.

**Considérant** le cadre de la politique du Département en matière de Mobilité des jeunes à l'international,

**Il a été convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention**

SEM&VOL est une antenne départementale de l'Association Solidarités Jeunesses mouvement d'éducation populaire.

La présente Convention a pour objet de définir les modalités d'attribution d'une subvention de fonctionnement entre le Département de la Dordogne et l'Association SEM&VOL afin de soutenir une initiative de mise en œuvre de 15 chantiers internationaux de jeunes bénévoles, avec les Communes et les Associations du Département. Ces chantiers concernent des projets de restauration du petit patrimoine et de protection de l'environnement en Dordogne, de 2 à 3 semaines de mai à novembre 2023, mobilisant au total

près de 148 jeunes mineurs de 15 à 17 ans ou de jeunes bénévoles adultes de plus de 18 ans, internationaux et locaux, et leurs encadrants.

Les 15 chantiers concernés par la présente subvention sont les suivants :

LOCALISATION COMMUNE	LIEU D' INTERVENTION	INTITULE OPERATION	THEMATIQUE	DEBUT	FIN	NBRE	DETAIL DU CHANTIER
Coly St-Amand	Les jardins partagés à St-Amand et Coly	Le jardin en chantier	Environnement	10.05.23	31.05.23	8	Préparation des parcelles et des sols pour la saison estivale, réalisation de semis et plantations. Réalisation de panneaux signalétiques.
Saint-Pierre-de-Côle	Château de Bruzac	Les secrets du jardin médiéval	Environnement	20.05.23	03.06.23	8	Dégagement et terrassement de la zone terminée - Réalisation d'un carré en clayonnage.
Cause-de-Clérans	Lieu-dit la Chauprade	La menuiserie périgourdine	Aménagement ou mise en valeur de petits équipements	05.06.23	16.06.23	8	Réfection du portail en bois du cimetière du village. Entretien et réparation de mobiliers urbains.
Cause-de-Clérans	Lieu-dit la Chauprade	Sur les chemins périgourdiens	Environnement	19.06.23	08.07.23	10	Entretien de sentiers de randonnées et entretien de petit patrimoine vernaculaire.
Coly St-Amand	Château de Coly	Le Trésor du Château 1	Patrimoine inscrit ou classé	10.07.23	24.07.23	10	Poursuite de la fouille et de l'excavation de la salle des recettes du Château de Coly.
Coly St-Amand	Abbaye de St-Amand	L'Enclos de l'Abbaye 1	Patrimoine inscrit ou classé	10.07.23	24.07.23	10	Entretien et dévégétalisation du rempart Nord. Réalisation de fouilles sur le secteur Nord-Est.
Bergerac	Parc Pombonne	Un parc pour la biodiversité 1	Environnement	16.07.23	30.07.23	15	Le détail des réalisations et en cours d'élaboration avec les Services municipaux.
Coly St-Amand	Château de Coly	Le Trésor du Château 2	Patrimoine inscrit ou classé	28.07.23	11.08.23	10	Poursuite de la fouille et de l'excavation de la salle des recettes du Château de Coly.

Coly St-Amand	Abbaye de St-Amand	L'Enclos de l'Abbaye 2	Patrimoine inscrit ou classé	28.07.23	11.08.23	10	Entretien et dévégétalisation du rempart Nord. Réalisation de fouilles sur le secteur Nord-Est.
Bergerac	Parc Pombonne	Un parc pour la biodiversité 2	Environnement	06.08.23	20.08.23	15	Le détail des réalisations et en cours d'élaboration avec les Services municipaux.
Coly St-Amand	Château de Coly	Le Trésor du Château 3	Patrimoine inscrit ou classé	14.08.23	28.08.23	10	Poursuite de la fouille et de l'excavation de la salle des recettes du Château de Coly.
Coly St-Amand	Abbaye de St-Amand	L'Enclos de l'Abbaye 3	Patrimoine inscrit ou classé	14.08.23	28.08.23	10	Entretien et dévégétalisation du rempart Nord. Réalisation de fouilles sur le secteur Nord-Est.
Saint-Pierre-de-Côle	Château de Bruzac	Les secrets du jardin médiéval 2	Environnement	01.09.23	15.09.23	8	Réalisation de 2 carrés médiévaux avec les plantations et les panneaux explicatifs.
Coly St-Amand	Les jardins partagés à St-Amand et Coly	Le jardin en Chantier 2	Environnement	05.09.23	26.09.23	8	Préparation des parcelles et des sols pour la saison d'hiver, réalisation de plantation. Réalisation de panneaux signalétiques.
Coly St-Amand	EcoCycle	Pour reconstruire	Réhabilitation /Restauration	02.11.23	16.11.23	8	Aide à l'aménagement du lieu suite à la réalisation de travaux de rénovation. Réalisation d'agencement et de mobiliers en réutilisant au maximum les matériaux collectés dans le précédent chantier. Réalisation de petits travaux de finition type peinture.

### **Article 2 : Durée**

La présente convention est conclue pour l'année 2023, et s'applique jusqu'au 31 décembre 2023.

Elle ne pourra pas faire l'objet d'une tacite reconduction.

### **Article 3 : Budget prévisionnel 2023**

Le Département de la Dordogne prend acte du Budget prévisionnel de l'ensemble des chantiers pour 2023 établi par l'Association arrêté à 257.214 €, ainsi que du montant du concours départemental sollicité à hauteur de 14.250 €.

#### **Article 4 : Montant de la subvention**

Le Département de la Dordogne alloue, par délibération de la Commission Permanente du 20 novembre 2023, une subvention de **11.250 €** à l'Association SEM&VOL, au titre de 2023, pour la réalisation des 15 chantiers prévus (soit 750 € par chantier) à condition que l'Association respecte l'ensemble des clauses de la présente Convention et sous réserve de l'inscription des crédits de paiement correspondants.

L'aide versée par le Département de la Dordogne consiste d'une part, à appuyer et accompagner l'Association SEM&VOL, et d'autre part à **minimiser le coût de l'opération pour la Commune ou l'Association qui accueille les chantiers**. Ainsi et sur un coût moyen d'environ 18.000 € par chantier, la contribution départementale (750 € par chantier) ajoutée aux diverses subventions (Etat, Région...), **permet de réduire la contribution communale**.

#### **Article 5 : Modalités de versement**

Le règlement de la subvention s'effectuera par mandat administratif à compter de la notification de la présente Convention et après transmission par l'Association au Département des Comptes annuels du dernier Exercice réalisé (2022), comprenant le Bilan, le Compte de résultat et les Annexes, daté et certifié exact par la Présidente, ou le Commissaire aux Comptes, faisant apparaître le détail des subventions publiques obtenues.

#### **Article 6 : Contrôles du Département**

##### **6.1 : contrôle administratif et financier**

L'Association s'engage à fournir un Bilan et un Compte de résultat 2023 certifié par la Présidente, ou le Commissaire aux Comptes, faisant apparaître le détail de l'ensemble des subventions perçues par l'Association dans les **six mois de la clôture des Comptes**.

En outre, il est demandé à l'Association de produire le Compte rendu financier du projet ou de la manifestation pour laquelle la présente subvention est allouée dans les **six mois maximum suivant la fin de l'action**.

L'Association s'engage à désigner un Commissaire aux Comptes qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable, si le total des aides publiques qu'elle a reçues est supérieur à 153.000 €.

##### **6.2 : autre contrôle**

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs et de l'utilisation des subventions reçues, notamment par l'accès à toute pièce justificative ou tout autre document dont la production serait indispensable.

Le cas échéant, une visite de contrôle de la réalisation du projet pourra être effectuée par les Services départementaux.

#### **Article 7 : Evaluation de l'action et engagements**

Au terme de la présente convention, dans le but d'évaluer les résultats de l'action réalisée, l'Association devra fournir un Rapport d'évaluation, dans un délai maximum de 3 mois suivant la fin de l'action, et faisant apparaître l'impact de l'action ainsi que l'évaluation qualitative et quantitative de l'action réalisée.



A cet effet, l'Association s'engage à fournir des documents d'information (articles, photos...) et des Comptes rendus témoignant des actions engagées, ce avant toute nouvelle demande de soutien.

De plus, l'Association « SEM&VOL », les Communes, et les autres Associations s'engagent respectivement :

- à encadrer ces chantiers internationaux,
- à produire des documents d'information à la fin des chantiers internationaux, (Rapport d'évaluation),
- à organiser durant la durée des chantiers, des animations et des activités permettant les échanges entre jeunes Périgourdins et jeunes Européens participant au chantier,
- à mobiliser la population locale (à promouvoir le chantier dans le Bulletin municipal, la radio locale, ou autres supports...),
- à mobiliser les jeunes locaux afin de les inviter à participer au chantier (deux places sont réservées aux jeunes de la Commune accueillant le chantier),
- à participer, aux côtés du Département, aux nombreuses actions menées en Dordogne afin d'informer et de sensibiliser la population aux Programmes de Solidarité internationale et de Mobilité des jeunes (colloques, débats, conférences de presse, etc.).

Elles s'engagent également à informer les services concernés du Département des différentes manifestations, campagnes, portes ouvertes, etc. qu'elles organisent ayant un lien avec l'activité.

#### **Article 8 : Publicité de la subvention**

L'Association s'engage à faire mention du soutien apporté par le Département de la Dordogne dans toutes ses actions de communication engagées, en particulier en faisant figurer le logo du Département sur les affiches, dépliants, programmes et site Internet de l'Association et en notifiant aux Communes et Associations concernées de l'aide départementale apportées sur les chantiers internationaux.

Cette obligation vise à assurer une meilleure lisibilité pour les usagers de l'utilisation de l'argent public issu des ressources départementales.

#### **Article 9 : Obligation d'information du Département**

En vue de l'évaluation des résultats de l'opération, l'Association s'engage à répondre aux demandes d'informations souhaitées par le Département de la Dordogne et à prévenir ce dernier de tout événement d'importance, relatif à sa situation, susceptible de venir altérer l'économie de la présente convention et de remettre en cause l'aide financière du Département de la Dordogne, et notamment en cas de difficultés financières ou de mise en redressement judiciaire.

En outre, en cas de changement de statut ou d'objet social de l'Association, celle-ci doit informer, sans délais, le Département.

La convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou de changement de statut de l'Association.

#### **Article 10 : Assurance - Responsabilité**

L'Association conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels et bénévoles concourant à la réalisation de ses actions. Elle s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

#### **Article 11 : Impôts - Taxes - Dettes - Respect des réglementations**

L'Association fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Elle s'engage, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSSAF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

#### **Article 12 : Avenant**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause, et toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

#### **Article 13 : Restitution de la subvention**

Nonobstant les dispositions de l'article 14 (clauses de résiliation), s'il apparaît au terme des opérations de contrôle financier que la subvention a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit le cas échéant, et après avoir entendu l'Association, de mettre fin à l'aide accordée et d'exiger le reversement des sommes perçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par l'Association bénéficiaire.

Le reversement total ou partiel de la subvention ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'Association lorsque celle-ci ne souhaite pas poursuivre le programme et sollicite la résiliation de la convention.

Le reversement est effectué par l'Association après réception du Titre de recette émis par la Paierie départementale dans les délais légaux impartis.

**Article 14 : Résiliation de la convention**

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect par l'Association de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'Association en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 15 : Règlement des litiges**

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Périgueux, le

Pour l'Association SEM&VOL,  
la Présidente,

Pour le Département de la Dordogne,  
le Président du Conseil départemental,

Moya LEMOINE

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.59**

**Convention autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information départemental par la Société Publique Locale (SPL) " Lascaux - l'Exposition internationale".**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Raphaëlle LAFAYE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Jean-Michel SAUTREAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Claudine FAURE donne pouvoir à Alain OLLIVIER, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO, Christian TEILLAC donne pouvoir à Jean-Michel SAUTREAU

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 32

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participations : 7 (MM. PEIRO, TEILLAC, BOUSQUET ; Mmes ANGLARD, CHEVALLIER, LAGOUBIE, FAURE CI)

Excusés sans pouvoir : 2

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.59

Convention autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information départemental par la Société Publique Locale (SPL) " Lascaux - l'Exposition internationale".

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**APPROUVE** la convention ci-annexée autorisant l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information départemental par la Société Publique Locale (SPL) « Lascaux - l'Exposition internationale ».

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à signer et exécuter ladite convention ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:36:11  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**CONVENTION AUTORISANT  
L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU  
SYSTEME D'INFORMATION DEPARTEMENTAL  
PAR LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE « LASCAUX -  
L'EXPOSITION INTERNATIONALE »**

**ENTRE**

***D'UNE PART,***

**Le Département de la Dordogne (CD 24)**

Sis 2, rue Paul Louis Courier – CS 11200 - PERIGUEUX (24019 – Dordogne ; SIRET n° 222 400 012 00019) ;

Représenté par Monsieur Germinal PEIRO, dûment habilité en sa qualité de Président du Conseil Départemental, à signer et à exécuter en vertu de la délibération de la Commission permanente n° en date du 20 novembre 2023,

Ci-après dénommé « **le Département** »

**ET**

***D'AUTRE PART,***

**La Société publique locale « Lascaux – l'Exposition Internationale » (SPL)**

Située au sis 2, rue Paul Louis Courier - PERIGUEUX (24019 – Dordogne ; SIRET n° 789 948 320 00013) ;

Représentée par Monsieur André BARBE, son Directeur général, dûment habilité à signer et à exécuter en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 10 mai 2021,

Ci-après dénommée « **la SPL ou l'Utilisateur** »

Ci-après ensemble indifféremment dénommés « **Partie(s)** ».

## TABLE DES MATIERES

---

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 2 - INTEGRALITE DE LA CONVENTION .....	4
ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION .....	4
Article 3.1 Désignation du bien .....	4
Article 3.2 Assistance et support .....	5
ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES .....	5
Article 4.1 Engagements du Département .....	5
Article 4.2 Engagements de la société publique locale « Lascaux – l'exposition internationale » .....	5
ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES .....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DU SI DEPARTEMENTAL .	6
Article 6.1 Accès au système d'information .....	6
Article 6.2 Droit d'usage privé .....	7
Article 6.3 Conformité aux règlements et lois en vigueur .....	7
ARTICLE 7 - REGLES DE SECURITE APPLICABLES .....	7
Article 7.1 : Authentification .....	7
Article 7.2 : Utilisation du réseau du Département .....	7
Article 7.3 Protection du patrimoine scientifique .....	8
Article 7.4 Internet .....	8
Article 7.5 : Limitation des usages et sanctions des abus .....	8
ARTICLE 8 - RESPONSABILITES .....	9
ARTICLE 9 - DUREE ET EFFET .....	9
ARTICLE 10 - RESILIATION .....	9
Article 10.1 : modalités de résiliation .....	9
Article 10.2 : principe de réversibilité .....	9
ARTICLE 11 - AVENANT .....	10
ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES .....	10
ANNEXE N° 1 : .....	11
LISTE DU MATERIEL, DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS ET NUMERIQUES AVEC LE TABLEAU FINANCIER ET LES UNITES DE COUTS .....	11
ANNEXE N° 2 : .....	13
MISE EN CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DEPARTEMENT SOUS TRAITANT .....	13
ANNEXE N° 3 : PERIMETRE TECHNIQUE DE L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU CD24 .....	15
PERIMETRE TECHNIQUE .....	15

Objectifs généraux : .....	15
Les niveaux de support sur les infrastructures de SI du Département .....	16
<b>ANNEXE N°4 : PLAN D'ASSURANCE SECURITE .....</b>	<b>17</b>
Préambule .....	18
<b>INFRASTRUCTURES .....</b>	<b>18</b>
ARCHITECTURE GENERALE.....	18
HEBERGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION MUTUALISES.....	19
INFRASTRUCTURE DE TELECOMMUNICATIONS.....	19
ARCHITECTURE RESEAU .....	19
CŒUR DE RESEAU .....	19
CLOISONNEMENT ET SEGMENTATION .....	19
POLITIQUE DE CHIFFREMENT .....	20
POLITIQUE ANTIVIRALE.....	20
GESTION DES MISES A JOUR ET CORRECTIFS DE SECURITE .....	20
<b>PLAN DE CONTINUITE ET POLITIQUE DE SAUVEGARDES.....</b>	<b>20</b>
<b>GESTION DES ACCES.....</b>	<b>21</b>
GESTION DES ACCES PHYSIQUES .....	21
GESTION DES ACCES LOGIQUES.....	21
<b>DEMARCHES D'HOMOLOGATION .....</b>	<b>22</b>
<b>ANALYSE DE RISQUES ET AUDIT .....</b>	<b>22</b>
<b>JOURNALISATION – TRACABILITE .....</b>	<b>22</b>



## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La SPL « Lascaux – l'Exposition internationale » a pour objet principal la diffusion et de la mise en valeur du patrimoine culturel que représente la grotte de Lascaux. Elle a ainsi en charge l'exploitation, la gestion, la promotion et l'entretien de l'exposition dénommée « Lascaux – l'Exposition internationale ».

Le chef de projet de la SPL est amené pour l'accomplissement de ses missions à utiliser des matériels et des logiciels qui lui permettent de communiquer en permanence avec l'ensemble de ses partenaires (société, fournisseurs, clients et services du Département).

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département autorise la SPL « Lascaux – l'Exposition internationale » à utiliser son infrastructure de système d'information (SI) et à bénéficier du marché de télécommunication du Département de la Dordogne.

Le terme « utilisateur » désigne toute personne ayant accès, dans le cadre de l'exercice de son activité professionnelle, aux ressources du système d'information quel que soit son statut.

La présente convention vaut également règlement de bon usage et de sécurité du SI départemental.

## ARTICLE 2 - INTEGRALITE DE LA CONVENTION

La Convention et ses annexes constituent l'intégralité des points convenus entre les Parties pour l'autorisation d'utilisation des infrastructures du système d'information du Département par la SPL.

La Convention est établie et acceptée au titre des documents de référence suivants :

- Les statuts de la SPL ;
- Les délibérations prises par l'Assemblée plénière et la Commission permanente du Conseil départemental Dordogne-Périgord ;
- Les délibérations prises par le Conseil d'administration de la SPL « Lascaux – l'Exposition internationale » ;
- Annexe n°1 : « Tableaux financiers, Catalogues de services et unités de coûts » présentant le détail des prestations du catalogue de services. Ce tableau fera l'objet d'une mise à jour annuelle.
- Annexe n°2 : « Mise en conformité au Règlement Européen sur la Protection des Données Personnelles – Département Sous-traitant » ;
- Annexe n°3 : « Périmètre technique de l'utilisation de l'infrastructure du Système d'Information Départemental par la SPL » ;
- Annexe n° 4 : « Plan d'Assurance Sécurité ».

## ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION

### ARTICLE 3.1 DESIGNATION DU BIEN

Le Système d'Information, propriété départementale, se définit comme l'ensemble des moyens informatiques et de communications électroniques (serveurs, réseaux, solution de sécurité, accès Internet, postes de travail, photocopieurs, systèmes d'exploitation, logiciels, données, bases de données, résultats, etc.) utilisés par le Département pour traiter les différentes informations utiles dans le cadre de ses missions et les processus associés.

Les matériels et services sont décrits dans l'annexe 1.

Il est précisé que le Département reste propriétaire du matériel et des logiciels. A ce titre, les équipements sont insaisissables par les tiers et la SPL n'a pas le droit de les céder ou de les sous-louer, ni de lui apporter une quelconque modification technique.

## ARTICLE 3.2 ASSISTANCE ET SUPPORT

Le Département de la Dordogne assure dans le cadre de la présente convention :

- L'assistance et le support pour le maintien en condition opérationnelle des infrastructures supportant les applications ;
- La gestion du parc informatique : déploiement, installation, sécurité et dépannage des équipements informatiques mis à disposition seront assurées par le Département.

**L'ensemble de ces services sont décrits en annexe à la Convention.**

## ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

### ARTICLE 4.1 ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à :

- Autoriser l'accès (en tout ou partie) aux infrastructures du Système d'information dans les conditions présentement décrites ci-dessous et à en faciliter l'usage pour la SPL ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour sécuriser le Système d'information et fournir les protections nécessaires pour l'utilisateur de la SPL ;
- Informer la SPL de toute opération, incident ou de toute intervention nécessaire, susceptible de perturber ou d'interrompre l'utilisation habituelle des ressources informatiques ;
- Respecter et maintenir un équilibre financier tel que décrit ci-après.
- Maintenir les solutions logicielles mises à la disposition de SPL à jour, garantissant ainsi la sécurité des données et la performance des solutions proposés.

### ARTICLE 4.2 ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE « LASCAUX – L'EXPOSITION INTERNATIONALE »

La SPL s'engage à :

- Faire un bon usage du système d'information Départemental, notamment en respectant ses règles d'usage et de sécurité telles que présentement décrites ;
- Verser au Département la redevance due au titre de l'utilisation du système d'information départemental et qui intègre notamment le remboursement des coûts liés à la téléphonie mobile ;
- Consulter la DSIN lors de l'acquisition de ses propres matériels informatiques afin de vérifier les caractéristiques techniques des équipements et s'assurer de leur bonne intégration au système d'information du Conseil Départemental de la Dordogne. **La DSIN se réserve le droit de ne pas intégrer des équipements non compatibles avec les exigences techniques et sécuritaires du Système d'Information ;**
- Retourner les équipements mis à disposition à l'issue de la convention avec un état du matériel qui sera réalisé de manière contradictoire à la prise de possession des biens et à l'échéance de la convention.

## ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES

La présente convention ne vise aucun bénéfice financier.

La SPL compensera le coût du service conformément aux dispositions visées à l'annexe 1 par l'acquittement d'une redevance annuelle au titre de l'utilisation du SI départemental comprenant notamment une contribution financière aux charges d'alimentation.

Le montant de la redevance est calculé sur la base :

- d'un prorata basé sur les coûts d'achats de logiciels et de matériels, les charges de maintenance divisées par la durée de vie, \*
- d'un prorata basé sur les coûts globaux et mutualisés des abonnements de télécommunications (par exemple : Accès très haut débit Internet, service de téléphonie illimité) divisés par le nombre d'utilisateurs ou d'accès techniques mutualisés, \*
- au coût réel lié à des consommations et/ou à des abonnements, \*

\* des charges indirectes, telles que la consommation électrique, les coûts horaires de personnels correspondant aux interventions des personnels du Département, peuvent être ajoutées.

Le cas échéant, partiellement ou totalement, la SPL rétribuera le Département pour l'utilisation de tout autre service numérique fourni (par exemple : des espaces collaboratifs sur l'intranet, SIG, etc.).

Le non-paiement de la redevance annuelle entraînera la résiliation automatique de la présente convention.

Chaque année, le Département transmettra à la SPL un état des services consommés au cours de l'année N – 1. Cet état est transmis dans le courant du premier semestre de l'exercice comptable suivant sous la forme d'un tableau qui présente, décrit et fixe les coûts complets affectables à la SPL.

### **Complément organisationnel**

Toute extension du périmètre d'utilisation du système d'information par la SPL donne lieu à une évaluation des coûts financiers induits. À ce titre, la SPL informera en temps utile le Département de toutes les modifications du périmètre de son système informatique.

Le Département peut être tenu pour des obligations règlementaires ou des nécessités techniques de faire évoluer le périmètre technique des infrastructures du système d'information. Dans ce cas, le Département s'engage à prévenir la SPL des impacts financiers induits par ce changement. Le Département se réserve le droit de facturer un surcoût associé à ces opérations d'évolution.

L'annexe précisant les services portés par la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique (DSIN) du Département à la SPL sera alors obligatoirement actualisée.

## ARTICLE 6 - CONDITIONS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES DU SI DEPARTEMENTAL

### ARTICLE 6.1 ACCES AU SYSTEME D'INFORMATION

Le droit d'accès présentement consenti à la SPL est personnel et incessible. Toute tentative d'accès à des informations détenues le cas échéant, par d'autres utilisateurs, est considérée comme illicite. Les

mots de passe constituent une des mesures de sécurité destinée à éviter toute utilisation malveillante ou abusive.

## ARTICLE 6.2 DROIT D'USAGE PRIVE

L'utilisation ponctuelle du système d'information à titre privé est admise sous réserve qu'elle soit licite, non lucrative et raisonnable en termes de fréquence et de durée. Il appartient à l'utilisateur de conserver ses données à caractère privé dans un espace prévu à cet effet en mentionnant le caractère privé sur la ressource de stockage.

## ARTICLE 6.3 CONFORMITE AUX REGLEMENTS ET LOIS EN VIGUEUR

### Respect de la protection des données personnelles

Le chef de projet de la SPL utilisateur du système d'information se doit de respecter les dispositions légales en matière de traitement de données à caractère personnel, conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement UE 2016/679 dit RGPD) et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés » modifiée.

En particulier, la SPL est tenu de nommer un Délégué à la protection des données, de tenir un registre de traitement et de procéder aux analyses d'impact sur la protection de la vie privée nécessaires.

### Respect de la législation concernant le droit à la vie privée

- le droit à la vie privée, le droit à l'image et le droit de représentation impliquent qu'aucune image ou information relative à la vie privée d'autrui ne doit être mise en ligne sans l'autorisation de la personne intéressée.

### Respect des lois concernant la diffusion de l'information

- la diffusion de messages diffamatoires ou injurieux, les provocations, l'accès, la détention, la diffusion d'images à caractère pédophile, la publication d'informations confidentielles sont strictement interdits.

## ARTICLE 7 - REGLES DE SECURITE APPLICABLES

### **Les règles de sécurité s'appuient sur l'annexe n°4 qui décrit le plan d'assurance sécurité.**

#### ARTICLE 7.1 : AUTHENTIFICATION

L'utilisateur ne doit pas utiliser son mot de passe professionnel pour un usage privé (Exemple : Connexion sur un site internet grand public). Il doit absolument éviter, par ailleurs, de l'utiliser dans un environnement non sûr (hot spot wifi, cybercafé...). En aucun cas, il ne doit communiquer ce mot de passe à un tiers ; tout courriel lui demandant de fournir un identifiant ou un mot de passe doit être ignoré et, éventuellement, signalé au Responsable de la Sécurité du Système d'Information du Département.

#### ARTICLE 7.2 : UTILISATION DU RESEAU DU DEPARTEMENT

L'utilisateur s'engage à ne pas connecter aux réseaux locaux des matériels autres que ceux confiés ou autorisés par le Département. L'usage de points d'accès wifi est soumis à réglementation.

Tout équipement informatique de la SPL raccordé sur le réseau du Département (directement ou indirectement) doit être conforme (mise à jour de sécurité quotidienne des postes informatiques, antivirus professionnels mis à jour, applications mises à jour).

### ARTICLE 7.3 PROTECTION DU PATRIMOINE SCIENTIFIQUE

L'utilisateur s'engage à ne pas déposer des données professionnelles sur un serveur externe et/ou ouvert au grand public (Google, Free, Orange, ...) sans analyse de risques préalable réalisée en concertation avec le Chargé de Sécurité du Système d'Information du Département. Il doit veiller à assurer la protection des informations sensibles de l'unité en évitant de les transporter sans protection (telle qu'un chiffrement) sur des supports mobiles (ordinateurs portables, clés USB, disques externes, etc.).

En cas de découverte d'une anomalie affectant le système d'information, notamment une intrusion ou une tentative d'accès illicite à son propre compte, l'utilisateur doit avertir dans les meilleurs délais le Chargé de Sécurité du Système d'Information de son entité (ou, à défaut, le Responsable de la Sécurité du Système d'Information du Département). Pour des raisons de maintenance corrective, curative ou évolutive, le Département se réserve la possibilité de réaliser des interventions (le cas échéant à distance) sur les ressources mises à la disposition des utilisateurs.

Les personnels chargés des opérations de maintenance et de contrôle des systèmes d'information sont soumis à l'obligation de discrétion.

### ARTICLE 7.4 INTERNET

Tout téléchargement de documents numériques (textes, sons, images, vidéos, etc.) doit s'effectuer dans le respect des lois et règlements en vigueur. Toute publication de pages d'information sur les sites internet ou intranet du Département doit être validée par un responsable de site ou responsable de publication.

La mise en œuvre d'un serveur accessible de l'extérieur doit être déclarée à la Direction des Systèmes d'Information, administratrice du réseau, pour en autoriser l'accès. En cas d'incident, le Département se réserve le droit, après information des utilisateurs, de filtrer ou d'interdire l'accès à certains sites, de procéder au contrôle des sites visités.

Certaines unités, notamment les unités mixtes de recherche, peuvent imposer des restrictions d'accès en raison d'un niveau de sécurité plus élevé ou classifié défense ; des règles spécifiques figurent alors dans la Politique de Sécurité du Système d'Information de ces unités.

### ARTICLE 7.5 : LIMITATION DES USAGES ET SANCTIONS DES ABUS

En cas de non-respect des règles ci-dessus définies, le Département pourra, sans préjuger des poursuites ou procédures de sanctions pouvant être engagées à l'encontre des personnels, limiter les usages par mesure conservatoire. La SPL est responsable de la sécurité de son parc informatique.

Une utilisation malveillante ou un piratage survenant à la suite d'une négligence par l'utilisateur de la SPL (divulgaration de mot de passe, utilisation d'une clé USB sur un poste informatique non sécurisé, etc.), engagera la responsabilité de la SPL notamment sur les dommages pouvant être occasionnés sur les données hébergés sur le système d'information du Département et pouvant amener une responsabilité financière correspondant aux frais engagés pour un retour à la normale pour le Département.

Tout abus dans l'utilisation des ressources mises à la disposition de l'utilisateur à des fins extraprofessionnelles est passible de sanctions. Outre les sanctions pénales prévues par le code pénal, les personnels encourent des sanctions disciplinaires conformément aux dispositions législatives, réglementaires et statutaires en vigueur.

## ARTICLE 8 - RESPONSABILITES

L'utilisateur est responsable, en tout lieu, de l'usage qu'il fait du système d'information auquel il a accès. Il a une obligation de réserve et de confidentialité à l'égard des informations et documents auxquels il accède. Cette obligation implique le respect des règles d'éthique professionnelle et de déontologie.

En tout état de cause, l'utilisateur est soumis au respect des obligations résultant de son statut ou de son contrat.

## ARTICLE 9 - DUREE ET EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties dans les conditions définies à l'article 10 de la présente convention.

## ARTICLE 10 - RESILIATION

### ARTICLE 10.1 : MODALITES DE RESILIATION

La présente convention est conclue à titre précaire et révocable.

En cas de non-respect des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée soit de plein droit par le Département, soit d'un accord commun entre les parties à l'expiration d'un préavis de 3 mois. Dans cette dernière hypothèse, les parties se rapprocheront afin d'évaluer de concert les modalités de sortie de la convention.

En cas de fin, rupture ou non renouvellement de la Convention, chaque Partie s'oblige à assurer une réversibilité du dispositif au profit de toute autre Partie restant engagée.

### ARTICLE 10.2 : PRINCIPE DE REVERSIBILITE

Le principe de réversibilité du dispositif assure le transfert des services hébergés par le Département vers un nouvel environnement désigné par la SPL. Ce transfert permet la reprise par la SPL ou tout tiers désigné par la SPL des services hébergés lors de la phase de réversibilité.

La mise en œuvre du principe se déroule obligatoirement dans les 3 mois suivant la réunion de lancement du projet de réversibilité.

À ce titre et à la suite de la cessation de la Convention pour quelque cause que ce soit, le Département s'engage à mettre en œuvre la réversibilité afin que la SPL ou tout tiers désigné par la SPL puisse reprendre, les données confiées au Département.

Au terme de la Convention pour quelque cause que ce soit et dans le cadre de la réversibilité, le Département restituera à la SPL ou à tout tiers désigné par la SPL :

- Un état des machines physiques ou virtuelles à date d'arrêt de la Convention ;
- L'ensemble des livrables en leur état d'avancement ou d'achèvement ;
- L'ensemble des composantes de l'Environnement logiciels (y compris les codes-sources associés à leur dernier niveau de version) et/ou documentaires que la SPL lui aurait transmis pour l'exécution de la réversibilité ;
- Tout élément qui aurait été mis à la disposition du Département par la SPL au titre de la Convention.

Le Département s'engage à ne conserver aucune copie des éléments susmentionnés à l'issue de la recette de réversibilité. Tout document non-remis à la SPL devra être détruit par le Département.

## ARTICLE 11 - AVENANT

Toute modification de la Convention doit donner obligatoirement lieu à l'établissement et à la signature d'un avenant sans que celle-ci ne puisse remettre en cause les dispositions de l'article 1 précité.

## ARTICLE 12 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige relatif à l'exécution ou à l'interprétation de la Convention fait obligatoirement l'objet d'une tentative de conciliation amiable entre les Parties avant toute autre procédure.

En cas de non-conciliation ou de contestation, le Tribunal administratif de Bordeaux est seul-compétent pour connaître dudit litige.

Fait le.....à Périgueux, en deux (2) exemplaires.

**Le Conseil Départemental de la Dordogne,**

Représenté par Germinal PEIRO

En sa qualité de Président

**La Société Publique Locale « Lascaux – l'Exposition Internationale »,**

Représentée par André BARBE

En sa qualité de Directeur général

## ANNEXE N° 1 :

### LISTE DU MATERIEL, DES SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS ET NUMERIQUES AVEC LE TABLEAU FINANCIER ET LES UNITES DE COUTS

**Tableau financier pour une année :** Les montants indiqués ci-dessous pour 2023 et la période 2024/2026 correspondent à une évaluation des coûts pour une année civile. Ils pourront faire l'objet, pendant la durée de la convention, d'une modification en fonction de l'évolution des tarifs, coûts et abonnements constatés à l'issue de l'année de facturation.

Liste du matériel et des services de télécommunications mis à disposition (coûts des matériels donnés à titre indicatif)

Matériel et abonnement	Coût d'acquisition des équipements mis à disposition	Coût mensuel TTC
- Iphone SE 2020 64 Go o avec un forfait SL performance pour smartphone + option Europe et reste du monde (voix et Data) ajustée en fonction des déplacements	403,90 €	13,80 €
- Ipad 3 32GB	354,90 € (mis à disposition jusqu'au 30 octobre 2023)	
- Disque dur externe Freecom Hard Drive	151,00 €	
- PC portable LENOVO T14	958,77 €	

Liste des services numériques mis à disposition au titre de l'année 2023 :

UTILISATION INFRASTRUCTURE SI CD24 AU TITRE DE 2023 SPL " LASCAUX - L'EXPOSITION INTERNATIONALE"	Qté ou Prorata		Cout Unitaire total Unitaire		Unité(s) annuelle	Total TTC
SERVICES						
<i>Messagerie et outils collaboratifs (Exchange, onedrive, sharepoint, teams)</i>						
Licences Office365 - E3 - Suite Office Pro / Messagerie 50 Go	1	17,38 €	17,38 €	12	208,56 €	
<i>Services réseaux et sécurité</i>						
Accès internet Très Haut Débit symétrique Fibre - sécurisé / Mbits	1	2,42 €	2,42 €	10	24,20 €	
Sécurité - Pare-feu - Filtrage URL / user	1	2,04 €	2,04 €	10	20,40 €	
Solution SIEM - Logs et RGPD / user	1	0,57 €	0,57 €	10	5,70 €	
<i>Services de téléphonie mobile</i>						
Forfait Orange Voix/Data/Sms ajustable 20Go	1	13,80 €	13,80 €	12	165,60 €	
<i>Environnement virtuel Citrix</i>						
Bureau virtuel utilisateur - Serveurs virtualisés sécurisés (PRI) - Infogéré	1	30,00 €	30,00 €	10	300,00 €	
Stockage / unité (10 Go)	2	0,30 €	0,60 €	10	6,00 €	
Sauvegarde total / unité 10 Go	2	0,36 €	0,72 €	10	7,20 €	
<b>TOTAL</b>						<b>737,66 €</b>



Liste des services numériques mis à disposition pour la période 2024/2026 :

UTILISATION INFRASTRUCTURE SI CD24 AU TITRE DE LA PERIODE 2024/2026 SPL " LASCAUX - L'EXPOSITION INTERNATIONALE"  SERVICES	Qté ou Prorata	Cout Unitaire	total Unitaire	Unité(s) annuelle	Total TTC
<b>Messagerie et outils collaboratifs (Exchange, onedrive, sharepoint, teams)</b>					
Licences Office365 - E3 - Suite Office Pro / Messagerie 50 Go	1	17,38 €	17,38 €	12	208,56 €
<b>Services de téléphonie mobile</b>					
Forfait Orange Voix/Data/Sms ajustable 20Go	1	13,80 €	13,80 €	12	165,60 €
			<b>TOTAL</b>	<b>374,16 €</b>	

## ANNEXE N° 2 :

# MISE EN CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DEPARTEMENT SOUS TRAITANT

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Département sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte de la SPL, les opérations de traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD).

### **1. Les engagements du sous-traitant**

A cet effet, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données conformément aux instructions de la SPL. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition relative à la protection des données, il en informe immédiatement la SPL par envoi électronique à l'adresse [lascaux-expo@dordogne.fr](mailto:lascaux-expo@dordogne.fr)
- En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit en informer la SPL ;
- Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles, en vertu du présent contrat,
  - o S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception (Privacy by design) et de protection des données par défaut (Privacy by default) ;
- Aider la SPL pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données et, le cas échéant, pour la réalisation des contrôles de la CNIL ;
- En fonction de l'analyse d'impact, assurer la sécurité des données personnelles et mettre en place les mesures de sécurité appropriées aux risques décelés ;

- Mettre à la disposition de la SPL la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par la SPL ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits ;
- Détruire toutes les données à la fin de la prestation et/ou renvoyer à la SPL les données personnelles en justifiant de la destruction de toutes les copies existantes dans les locaux ou les systèmes d'information du sous-traitant ;

## **2. Sous-traitance ultérieure**

Le Département peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit ou par voie électronique la SPL de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le silence de la SPL dans un délai de 15 jours à compter de la notification du choix du sous-traitant ultérieur vaut acceptation.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations de la présente annexe pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au Département de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes au regard des exigences du RGPD. Dans le cas contraire, le Département demeure pleinement responsable devant la SPL de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

## **3. Droits des personnes concernées**

Le sous-traitant doit aider la SPL à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception à la SPL sur l'adresse [lascaux-expo@dordogne.fr](mailto:lascaux-expo@dordogne.fr)

## **4. Notification des violations de données à caractère personnel**

Le sous-traitant notifie à la SPL toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite auprès du Délégué à la Protection des Données en l'accompagnant de toute documentation utile afin de permettre à la SPL, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL et d'informer ses collectivités membres. A la demande de la SPL, le sous-traitant communique éventuellement, au nom et pour le compte de la SPL, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

## **5. Délégué à la protection des données**

Le Délégué à la Protection des données du Département de la Dordogne est joignable à l'adresse [protectiondesdonnees@dordogne.fr](mailto:protectiondesdonnees@dordogne.fr)

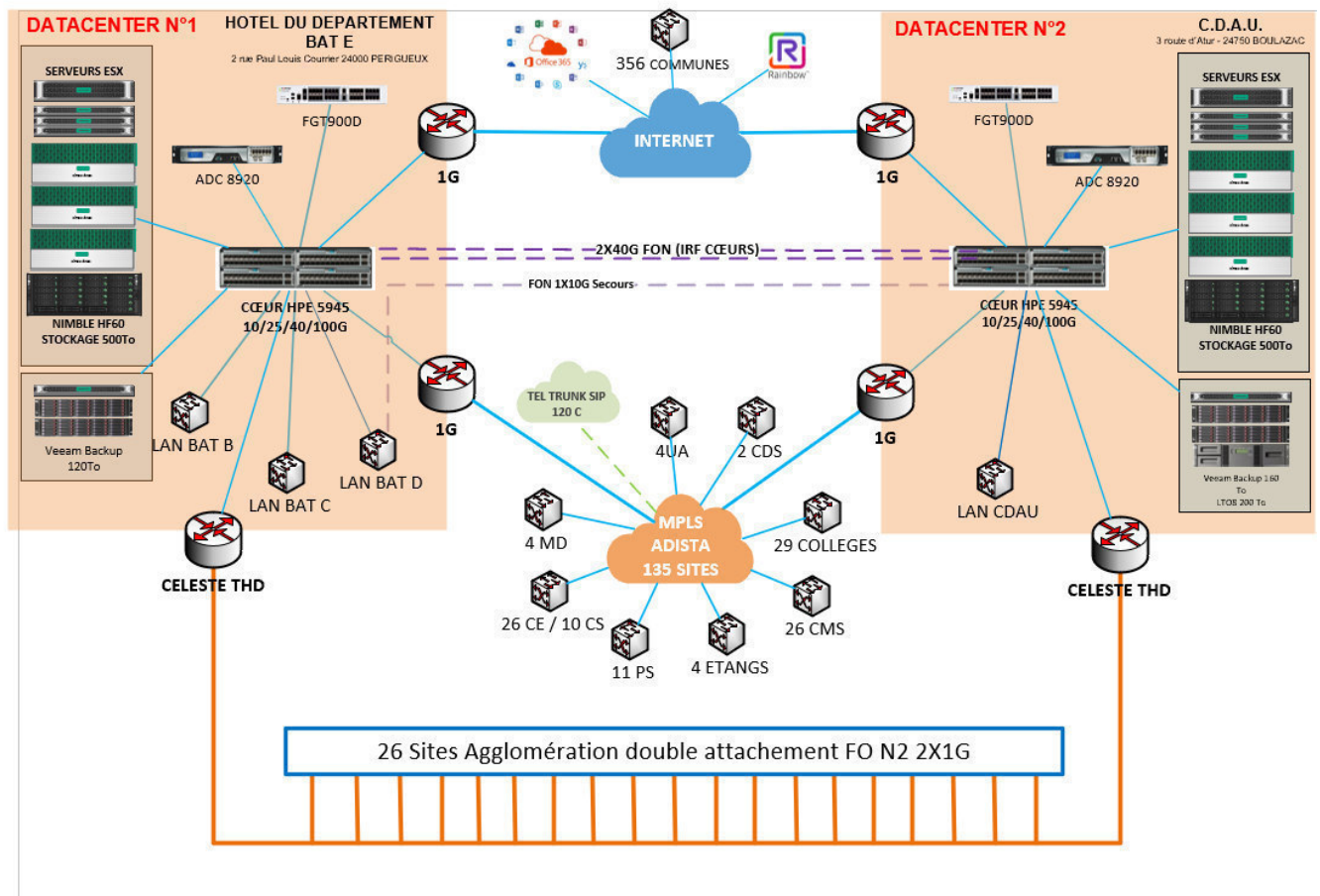
# ANNEXE N° 3 : PERIMETRE TECHNIQUE DE L'UTILISATION DE L'INFRASTRUCTURE DU CD24

La SPL utilise des solutions proposées au catalogue de service du Département de la Dordogne. Ces solutions s'appuient sur l'ingénierie et les infrastructures numériques présentées ci-dessous.

## PERIMETRE TECHNIQUE

### Architecture technique du Département de la Dordogne

Les infrastructures sécurisées du Système d'Information du Département s'appuient sur une infrastructure de télécommunications très haut débit, et sur deux centres de traitement informatique situés à l'Hôtel du Département, 2 rue Paul Louis Courier, Périgueux et au Centre Départemental de l'Alerte et de l'Urgence, 3 route d'Atur, Boulazac.



### OBJECTIFS GENERAUX :

- Proposer un environnement technique flexible et performant ;
- Assurer la continuité d'activité sur les services d'annuaires et les accès réseaux ;

- Assurer un haut niveau de disponibilité et une reprise d'activité sous 24 heures ouvrées en cas d'incident majeur pour les applications et services métiers ;
- Assurer la sécurité des réseaux de données par une segmentation des environnements du Département et des partenaires hébergés, qui garantit l'étanchéité des systèmes.

## LES NIVEAUX DE SUPPORT SUR LES INFRASTRUCTURES DE SI DU DEPARTEMENT

Le support technique assuré sur les infrastructures consolidées se caractérise par plusieurs niveaux de service.

### **Niveau 1 : Supervision de l'infrastructure de mutualisation**

Vérification du bon fonctionnement de l'hyperviseur, des serveurs de virtualisation, de l'environnement de stockage sécurisé.

- La supervision consiste à vérifier que les serveurs virtuels s'exécutent correctement.

### **Niveau 2 : Maintien du Serveur en Condition Opérationnelle**

Vérification du bon fonctionnement de la machine virtuelle au sens système d'exploitation. La mémoire, les processeurs, les espaces disques et certains processus Windows sont supervisés.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement du Système d'Exploitation.

### **Niveau 3 : Maintien du Serveur en Condition Opérationnelle et Surveillance Applicative**

Même niveau de service que le niveau 2 avec une surveillance du fonctionnement de l'application et du ou des processus fonctionnel(s) : exemple : vérification que le service web est fonctionnel et que la navigation pour le citoyen est performante ; vérification que les traitements comptables fonctionnent (vérification présence de fichiers logs) etc...

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement du Système d'Exploitation et assure une surveillance de l'application ou de la fonction métier du serveur. Dans le cas d'un défaut constaté, le Département prévient les administrateurs pour qu'ils interviennent ou qu'ils sollicitent leurs éditeurs en charge du support sur l'application ou le processus.

### **Niveau 4 : Maintien de l'Application en Condition Opérationnelle :**

En plus de la vérification du bon fonctionnement de la machine virtuelle au sens système d'exploitation (mémoire, processeurs, espaces disques, processus windows) et du fonctionnement de l'application. Le support intervient pour diagnostiquer et résoudre le problème sur l'application ou le processus métier défaillant.

- Ce niveau de service garanti le fonctionnement de l'application ou de la fonction métier.

### **Niveau 5 : Maintien en condition opérationnelle d'un processus fonctionnel**

Ce niveau de service ajoute au niveau 4, une supervision transversale des processus métiers hébergés et rassemble l'ensemble des éléments techniques à superviser. Le support intervient donc sur l'ensemble du périmètre, réseau, serveur, traitements techniques pour assurer que la fonction hébergée soit opérationnelle.

## ANNEXE N°4 : PLAN D'ASSURANCE SECURITE

### Table des matières

1	Préambule .....	18
2	INFRASTRUCTURES .....	18
2.1	ARCHITECTURE GENERALE.....	18
2.2	HEBERGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION MUTUALISES.....	19
2.3	INFRASTRUCTURE DE TELECOMMUNICATIONS.....	19
2.4	ARCHITECTURE RESEAU.....	19
2.4.1	CŒUR DE RESEAU.....	19
2.4.2	CLOISONNEMENT ET SEGMENTATION.....	19
2.5	POLITIQUE DE CHIFFREMENT .....	20
2.6	POLITIQUE ANTIVIRALE.....	20
2.7	GESTION DES MISES A JOUR ET CORRECTIFS DE SECURITE .....	20
3	PLAN DE CONTINUITE ET POLITIQUE DE SAUVEGARDES.....	20
4	GESTION DES ACCES.....	21
4.1	GESTION DES ACCES PHYSIQUES .....	21
4.2	GESTION DES ACCES LOGIQUES.....	21
5	DEMARCHES D'HOMOLOGATION .....	22
6	ANALYSE DE RISQUES ET AUDIT .....	22
7	JOURNALISATION – TRACABILITE .....	22

## Préambule

Ce document a pour objectif de présenter les principes d'infrastructures, d'architecture et de sécurité où sont stockées les données des structures hébergées dans les datacenters du département de la Dordogne.

Il doit également être en mesure de répondre aux critères de sécurité :

- Disponibilité ;
- Intégrité ;
- Confidentialité ;
- Traçabilité / Preuve.

Ce document est susceptible d'évoluer en même temps que les améliorations et les évolutions du système d'information.

Les informations contenues dans ce document sont strictement confidentielles.

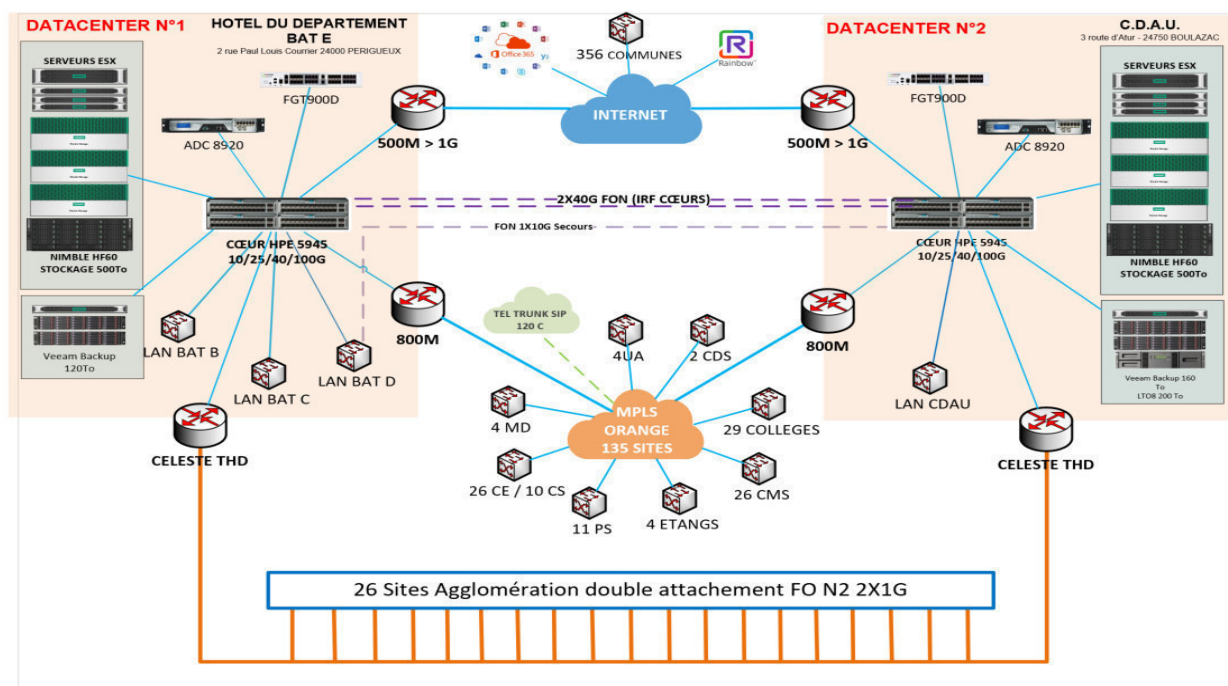
## INFRASTRUCTURES

### ARCHITECTURE GENERALE

Le Système d'Information du Département de la Dordogne est basé sur une architecture répartie et communicante grâce à la mise en réseau de la totalité des 154 sites distants.

L'architecture a été conçue de manière à garantir une haute disponibilité du SI en cas de perte d'un centre de données, d'un accès opérateur, ou de tout autre élément du SI.

Le schéma de principe ci-après synthétise l'architecture du Système d'Information de la collectivité :



## HEBERGEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION MUTUALISES

Les systèmes d'information et les données de l'ATD et des structures adhérentes sont hébergés dans les datacenters du conseil départemental de la Dordogne. Elles bénéficient d'un cloisonnement logique et réseau qui garantit l'accès à un nombre restreint de personnels autorisés.

Les plateformes applicatives, les serveurs d'infrastructures et les serveurs de fichiers sont répliqués en temps réel sur les 2 centres de données de la collectivité situés à 4km l'un de l'autre.

## INFRASTRUCTURE DE TELECOMMUNICATIONS

Le Conseil départemental de la Dordogne compte 154 sites distants répartis sur tout le département.

L'ensemble des flux des sites remontent via des VRF par les cœurs de réseaux, la sécurité entre les zones VRF étant assurée par les pare-feux.

- 25 sites sur le réseau Fibre Optique Gigabits l'opérateur CELESTE. Chacun de ces sites est relié à nos sites centraux par 2 FON 1Gigabits/s en ACTIF/PASSIF ;
- 135 sites reliés aux sites centraux par le réseau MPLS (2x500M).

## ARCHITECTURE RESEAU

La sécurité des réseaux et des transferts comporte des éléments suivants :

- Firewall ;
- Load-Balancer ;
- Reverse-proxy ;
- Sonde IDS ;
- VPN ;
- Antivirus avec analyse comportementale ;
- SIEM.

## CŒUR DE RESEAU

L'architecture réseau du Département de la Dordogne s'organise autour d'un cœur virtuel composé de 2 châssis. Les fonctions de cœur et de distribution sont co-hébergés par les châssis qui concentrent aussi les accès serveurs et stockage.

Les deux châssis de cœur forment un châssis virtuel au moyen de la technologie Intelligent Resilient Framework (IRF). Grâce à cette technologie, le cœur est vu des autres éléments du réseau comme un seul et unique élément.

## CLOISONNEMENT ET SEGMENTATION

Les équipements réseaux sur le parc informatique du Département de la Dordogne permettent d'assurer un haut niveau de perméabilité des réseaux entre eux, et d'octroyer l'accès de manière sécurisée à certains de ses partenaires.

Les communications entre les zones (VRF) sont gérées obligatoirement par le pare-feu, en appliquant le principe du moindre privilège et en autorisant donc que le strict nécessaire.



Ces réseaux sont :

- Supervisés ;
- Industrialisés et sauvegardés (les configurations sont identiques sur chaque type d'équipement) ;
- Gérés avec de la qualité de service ;
- Sécurisés.

## POLITIQUE DE CHIFFREMENT

Tous les services web publiés hébergés par la collectivité sont chiffrés et accessibles uniquement avec le protocole HTTPS (HyperText Transfer Protocol Secure).

Les solutions de reverse-proxy (boitier de sécurité) utilisées par le département permettent de mettre en place le chiffrement ; tous les services Web de la collectivité utilisent les mêmes protocoles de chiffrement et le certificat wildcard Dordogne porté par les boitiers de sécurité.

Cette gestion centralisée permet de garantir la conformité des configurations et politiques appliquées sur les services web (Chiffrement AES256/128 - Tests réguliers des certificats avec SSL Labs).

## POLITIQUE ANTIVIRALE

Le département déploie sur l'ensemble de ses postes de travail ainsi que sur la majorité des serveurs une solution antivirus basée sur des signatures, ainsi qu'un composant d'analyse comportementale de type (EDR : Endpoint Detection and Response).

Les mises à jour des signatures ainsi que les mises à jour des versions de l'antivirus se font régulièrement et automatiquement sans aucune intervention.

## GESTION DES MISES A JOUR ET CORRECTIFS DE SECURITE

Le département assure la veille et applique les correctifs de sécurité sans aucun délai, sur l'ensemble du parc, des serveurs Windows et dès que possible sur les serveurs linux dont il a la charge.

Les équipes de la DSIN appliquent, également, les recommandations des éditeurs, des intégrateurs concernant les solutions logicielles et matérielles (pare-feu, applications, progiciels...).

En cas d'alerte grave (attaque virale, faille critique) annoncée par le CERT-FR (Centre d'Expertise Gouvernemental de Réponse et de Traitement des Attaques informatiques), le correctif sera appliqué dès que possible sur les solutions impactées. Lorsqu'aucun correctif n'est disponible, la DSIN suivra les recommandations du CERT-FR.



## PLAN DE CONTINUITE ET POLITIQUE DE SAUVEGARDES

Le département de la Dordogne dispose d'une infrastructure « haute disponibilité » et répartie sur 2 salles informatiques (cf §2.1), permettant d'assurer un plan de continuité du système d'information.

La DSIN réalise, une à deux fois par an, des tests de « Plan de Reprise Informatique » en basculant le système d'une salle à l'autre.

Le département a mis en place une politique de sauvegardes sur l'ensemble des composants du système d'information (base de données, serveurs applicatifs, serveurs de fichiers...).

Une des règles qui permettent de gérer efficacement n'importe quel scénario de défaillance s'appelle la règle du 3 – 2 – 1 – 0 de la sauvegarde qui signifie :

- Disposer de trois copies des données au moins ;
- Stocker ces copies sur deux supports différents ;
- Conserver une copie de la sauvegarde hors site ;
- Zéro erreur sur la cohérence des sauvegardes et les restaurations.

Le département a mis en place cette règle en disposant de 3 copies des données, sur 2 supports différents : une sur chaque site et une sur bande magnétique. Les bandes sont mises dans un coffre pour éviter toutes interactions avec le système d'information.

Depuis peu un mécanisme de vérification automatique d'intégrité des sauvegardes a été mis en place pour éviter d'éventuels problèmes de restauration.



## GESTION DES ACCES

### GESTION DES ACCES PHYSIQUES

Les deux datacenters utilisés pour héberger les données mutualisées propose un niveau de sécurité identique. Les accès sont restreints uniquement aux personnes habilitées. Les deux salles informatiques sont équipées d'un dispositif de contrôle d'accès physique.

Le personnel (prestataires) autre que celui explicitement autorisé et habilité, mais néanmoins appelé à intervenir dans les zones sensibles, intervient systématiquement et impérativement sous surveillance permanente.

Les accès aux bâtiments qui hébergent les salles informatiques (Hôtel du département et le CDAU) sont restreints uniquement aux personnels habilités et aux visiteurs accompagnés. Le contrôle d'accès pour les personnels s'appuie sur un système de contrôle par badges.

### GESTION DES ACCES LOGIQUES

Les accès aux environnements sont restreints aux seules personnes habilitées et sont réalisés par le dispositif de sécurité de type : adresse mail / mot de passe personnel et sécurisé.

Une politique de gestion des mots de passe est également en place indique le nombre de caractères, la complexité, l'historique et la fréquence de renouvellement.

Les comptes à privilèges (administrateurs) sont inventoriés avec une politique de mot de passe renforcée.

Tous les accès depuis l'extérieur, utilisateurs et administrateur, sont soumis à une double authentification soit par certificat électronique, soit par l'envoi de sms.

D'une manière générale le département s'engage à appliquer les principes suivants :

- Principe du moindre privilège ;
- Séparation des tâches ;
- Limitation les comptes génériques ;

- Gestion des accès (octroi et retrait) ;
- Journalisation des accès.

## DEMARCHES D'HOMOLOGATION

Une démarche d'homologation technique a été mise en place pour chaque système d'information ; celle-ci permet de lister toutes les briques techniques (principe de défense en profondeur), d'identifier les politiques de sécurités adaptées à chaque système et de valider la mise en production du système.

Une révision et une mise à jour de ce dossier d'homologation est faite à chaque du système d'information (installation d'un patch, ajout d'un serveur...).

La vérification du niveau de sécurité de l'application est intégrée à cette démarche d'homologation technique en effectuant des tests et de contrôles sur les services web applicatifs à l'aide des outils **Owasp Zap** et **SSLLab** (injection SQL, XSS, CSRF, ...).

## ANALYSE DE RISQUES ET AUDIT

Le département réalise régulièrement des analyses de risques sur l'ensemble de son système d'information. En parallèle des audits techniques et organisationnels de la sécurité des systèmes d'information sont réalisés par des partenaires externes qui accompagnent la collectivité sur les enjeux de cybersécurité.

Chaque analyse et audit donne lieu à un plan d'action détaillant une liste de mesures à implémenter en fonction du niveau de criticité.

## JOURNALISATION – TRACABILITE

Le département dispose d'une solution centralisée de gestion des événements du SI (SIEM) qui permet une analyse, une détection et une réponse plus efficace aux événements de sécurité du système d'information.

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.60**

**Convention de coopération numérique avec la Bibliothèque nationale de France (BnF)  
pour l'intégration et la diffusion de documents numériques  
des Archives départementales dans Gallica.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Claudine FAURE donne pouvoir à Alain OLLIVIER, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU donne pouvoir à Olivier CHABREYROU, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Raphaëlle LAFAYE, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 37

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 4

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

---

N° 23.CP.IX.60

Convention de coopération numérique avec la Bibliothèque nationale de France (BnF)  
pour l'intégration et la diffusion de documents numériques  
des Archives départementales dans Gallica.

---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**DONNE UN AVIS FAVORABLE** au projet de coopération avec la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour l'intégration et la diffusion de documents numériques, visant à améliorer la présence des collections de presse des Archives départementales sur Gallica et à faciliter leur consultation.

**APPROUVE** les termes de la convention de coopération numérique ci-annexée, entre le Département de la Dordogne et la Bibliothèque nationale de France (BnF).

**AUTORISE** M. le Président du Conseil départemental à la signer et l'exécuter, au nom et pour le compte du Département.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:37:2  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**CONVENTION DE COOPÉRATION NUMÉRIQUE POUR L'INTÉGRATION ET LA DIFFUSION DE  
DOCUMENTS NUMÉRIQUES DANS GALLICA**

**N°2023 – 770 / INT / 36M**

**ENTRE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE  
ET LE DÉPARTEMENT DE LA DORDOGNE**

ENTRE :

**Le Département de la Dordogne,**

Collectivité territoriale identifiée sous le n° de Siret 222 400 012 00019  
représentée par son Président, M. Germinal PEIRO,  
sise 2, rue Paul-Louis Courier - CS11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex  
agissant pour le compte des Archives départementales de la Dordogne  
Ci-après désigné par le vocable « le Partenaire »

ET :

**La Bibliothèque nationale de France**, Établissement public national à caractère administratif,  
représentée par sa Présidente, Mme Laurence ENGEL,  
sise Quai François Mauriac - 75706 PARIS Cedex 13,  
Ci-après désignée par « la BnF »,

Ci-après conjointement désignées « les Parties ».

**Préambule**

Conformément aux articles R.341-1 et suivants du Code du Patrimoine, la Bibliothèque nationale de France a pour mission de collecter, cataloguer, conserver et enrichir dans tous les champs de la connaissance le patrimoine national dont elle a la garde, ainsi que d'assurer l'accès du plus grand nombre aux collections, notamment par des programmes de consultation à distance.

L'article R.341-2 du même Code précise que la BnF « coopère avec les collectivités publiques ainsi qu'avec les organismes publics ou de droit privé qui poursuivent des objectifs répondant à sa vocation » et « participe, dans le cadre de la politique définie par l'Etat, à la mise en commun des ressources documentaires des bibliothèques françaises ».

Les conditions administratives et financières de la coopération sont précisées à l'article R.341-3 du Code du Patrimoine qui dispose que, pour l'exercice de ses missions, la BnF peut :

- coopérer, en particulier par la voie de conventions ou de participation à des Groupements d'intérêt public ou d'intérêt économique, des Etablissements publics de coopération culturelle ou des Associations, avec toute personne publique ou privée, française ou étrangère, et notamment avec les institutions qui ont des missions complémentaires des siennes ou qui lui apportent leurs concours ;
- attribuer, sur son budget, des subventions à des personnes publiques ou privées qui réalisent des études, recherches ou travaux dans le cadre de l'accomplissement de ses missions.

Les Partenaires sont des établissements ou des réseaux qui conservent et communiquent au public des collections auxquelles la BnF, pour leur intérêt scientifique et leur valeur patrimoniale, reconnaît un intérêt national. La Bibliothèque nationale de France et ces partenaires ont l'objectif commun de mettre en valeur le patrimoine documentaire par le biais de projets conjointement définis. A ce titre, les Partenaires sont membres et acteurs du réseau de coopération de la BnF.

## CONSIDÉRANT

- le Schéma numérique de la BnF (2020), qui recommande le développement de la coopération numérique nationale et internationale et le partage du savoir-faire et la mutualisation des infrastructures numériques de l'Établissement avec son réseau de partenaires ;
- le Contrat d'objectifs et de performance 2022-2026 de la BnF, dont les objectifs visent d'une part à construire avec les bibliothèques françaises une présence innovante, forte, durable et normalisée sur le web, d'autre part à poursuivre et enrichir l'offre de coopération en France et à l'international et à contribuer à la reconstitution de patrimoines dispersés, enfin à intensifier les partenariats technologiques, scientifiques et culturels ;
- la volonté de la BnF de développer la dimension collective de Gallica, sa bibliothèque numérique, de favoriser la complémentarité des collections numériques à l'échelle nationale et d'encourager la réutilisation de ses collections numériques par des publics divers ;
- la volonté de la BnF d'enrichir les collections nationales numérisées en intégrant les ressources numériques complémentaires sur la presse locale ancienne produites par le Partenaire ;
- l'intérêt scientifique et la valeur patrimoniale des collections des Archives départementales de la Dordogne et leur complémentarité avec celles de la BnF ;
- la volonté du Département de la Dordogne de poursuivre et diversifier, en partenariat avec la BnF, la valorisation de son patrimoine documentaire et de celui des territoires où il s'insère ;
- la volonté du Pôle associé régional de la BnF en Nouvelle-Aquitaine, constitué de la DRAC Nouvelle-Aquitaine et de l'Agence régionale livre cinéma et audiovisuel en Nouvelle-Aquitaine (ALCA), de mettre en œuvre et de soutenir les actions permettant le développement et la continuité d'une accessibilité du patrimoine numérisé en région.

## IL EST ÉNONCÉ CE QUI SUIT

### Terminologie :

**Document numérique** : Répertoire produit et transmis par le Partenaire et correspondant à un exemplaire numérique. Le document numérique contient : un répertoire d'images (TIFF ou JPEG 2000), un fichier de pagination (.xls).

**Espace Coopération** : Extranet réservé aux partenaires numériques de la BnF qui leur permet notamment de transmettre leurs documents numériques pour les diffuser sur Gallica.

**Gallica** : Bibliothèque numérique de la BnF, accessible sous forme de site web à l'adresse <http://gallica.bnf.fr> ainsi que sous forme d'application téléchargeable via l'Apple Store, via Google Play, etc. (liste non exhaustive).

**Gallica intramuros** : Bibliothèque numérique de la BnF consultable uniquement dans ses emprises, donnant accès aux documents de Gallica et à des contenus numériques encore protégés au titre de la propriété intellectuelle (soit issus du dépôt légal et dans ce cas uniquement consultables dans les salles de recherche, soit ayant fait l'objet d'une cession de droits au profit de la BnF).

**Catalogue Général** : Catalogue en ligne de la BnF, accessible à l'adresse <http://catalogue.bnf.fr>

**BnF Archives et manuscrits** : Catalogue des manuscrits et des fonds de la BnF, accessible à l'adresse <http://archivesetmanuscrits.bnf.fr>

## **ARTICLE 1<sup>er</sup>. OBJET DE LA COOPERATION ENTRE LE PARTENAIRE ET LA BNF**

La présente Convention a pour objet de définir les conditions de la coopération numérique entre la BnF et le Partenaire pour l'intégration et la diffusion des documents numériques issus des collections du Partenaire sur les sites Internet de la BnF et notamment Gallica (site web et application mobile) et sur Gallica intramuros, dans le cadre du programme documentaire décidé d'un commun accord entre les Parties.

## **ARTICLE 2. OBJECTIF DE LA COOPERATION NUMERIQUE**

L'objectif de la coopération numérique entre la BnF et le Partenaire dans le cadre de la présente Convention est d'enrichir les collections numériques nationales diffusées sur les sites Internet de la BnF et notamment Gallica (site web, application mobile) et Gallica intramuros en y intégrant les documents numériques du Partenaire.

## **ARTICLE 3. OBLIGATIONS DE LA BNF DANS LE CADRE DE LA CONVENTION**

Afin d'atteindre l'objectif fixé à l'article 2 de la présente convention, la BnF s'engage à réaliser les actions suivantes :

### **Suivi du projet**

- Désigner un Chef de projet comme interlocuteur privilégié du Partenaire pour le pilotage du projet ;
- Assurer, en étroite collaboration avec le Partenaire, le suivi de la coopération.

### **Intégration des documents numériques du Partenaire**

- Mettre à disposition du projet les personnels ayant l'expertise scientifique et technique nécessaire pour accompagner le Partenaire dans son travail de préparation et d'intégration de ses documents numériques ;
- Charger, dans les catalogues de la BnF, les métadonnées descriptives fournies par le Partenaire et validées par la BnF à raison de deux campagnes de chargement par an maximum ;
- Assurer, si possible, à raison de deux campagnes par an maximum, la mise à jour des métadonnées descriptives des documents du Partenaire, sur la base d'indications de corrections ou compléments d'information transmis par le Partenaire ;



- Mettre à disposition du Partenaire un compte sur l'extranet « Espace Coopération » pour l'intégration de ses documents numériques, et assurer les sessions de formation nécessaires à son utilisation ;
- Assurer, dans le cas du passage par une prestation externe pour la préparation et l'intégration d'un lot de documents, le suivi de la prestation et le *reporting* nécessaires ;
- Suivre l'intégration technique des documents numériques dans le système d'information de la BnF, et intervenir en cas de blocage ou d'anomalie lors du chargement ;
- Dans le cas où le Partenaire justifierait de la perte de ses documents numériques, transmettre au Partenaire, sur sa demande écrite, par l'intermédiaire d'un serveur distant, une copie des documents numériques du Partenaire conservés par la BnF, que le Partenaire pourra télécharger pendant une durée convenue en commun, qui ne pourra excéder trois mois.

### **Communication**

Faire mention de sa coopération avec le Partenaire dans le cadre d'opérations de diffusion, de valorisation ou de promotion se rapportant au projet.

## **ARTICLE 4. OBLIGATIONS DU PARTENAIRE DANS LE CADRE DE LA CONVENTION**

Afin d'atteindre l'objectif fixé à l'article 2 de la présente convention, le Partenaire s'engage à réaliser les actions suivantes :

### **Projet documentaire**

Présenter un projet documentaire d'enrichissement de Gallica pertinent et cohérent au regard de la collection numérique globale accessible via Gallica.

### **Suivi du projet**

Désigner un Chef de projet fonctionnel comme interlocuteur privilégié de la BnF pour le suivi du projet.

### **Intégration des documents numériques du partenaire**

- Mettre à disposition du projet les personnels ayant les compétences et la disponibilité nécessaires pour la préparation et l'intégration des documents numériques, en étroite collaboration avec les experts de la BnF ;
- Fournir à la BnF, sous forme d'un fichier électronique et en respectant les modèles fournis et les critères demandés par la BnF, une liste précise des documents à diffuser dans Gallica, les références de leurs notices bibliographiques dans le Catalogue Général ;
- Transmettre, dans le cas des notices qui ne figurent pas dans les catalogues de la BnF et afin qu'elles soient chargées, les métadonnées descriptives (notices bibliographiques et d'autorité) des documents à intégrer conformément au format attendu ;
- Télécharger les fichiers numériques sur la Plateforme d'Echanges de Fichiers de la BnF et assurer, par le biais de l'extranet « Espace Coopération », l'intégration de ces documents selon les préconisations de la BnF et aux formats attendus par celle-ci ;
- Fournir, dans le cas du passage par une prestation externe pour la préparation et l'intégration d'un lot de documents, sous la forme d'une livraison unique, l'ensemble des fichiers numériques constituant le lot à intégrer ainsi qu'une description des règles d'appariement des fichiers avec les notices ;
- Procéder à un contrôle qualitatif partiel ou total des fichiers numériques mis en ligne sur Gallica ou tout autre site de la BnF ;

- Le cas échéant, enrichir régulièrement Gallica ou tout autre site de la BnF de nouvelles ressources. Chaque nouveau chargement de documents fera l'objet d'échanges avec la BnF de manière à garantir la cohérence documentaire globale de la collection numérique accessible via Gallica.

### **Mention de la coopération avec la BnF et actions de communication**

Le Partenaire s'engage à faire mention de sa coopération avec la BnF dans le cadre d'opérations de diffusion, de valorisation ou de promotion se rapportant au projet. Sont concernées notamment les informations en ligne, les publications et les manifestations.

La mention « coopération avec la BnF » concerne strictement le travail en coopération défini à l'article 2 de la présente convention. Toute utilisation de cette mention dans un autre contexte, notamment vis-à-vis de tiers, devra être préalablement soumise à l'accord de la BnF.

A la demande de la BnF, le Partenaire pourra être amené à présenter les actions réalisées dans le cadre du partenariat, sous la forme de participation à des publications, à des formations ou à des journées d'études ou des colloques.

## **ARTICLE 5. DIFFUSION DES DONNEES NUMERIQUES (METADONNEES ET DOCUMENTS)**

### **Diffusion des métadonnées**

La BnF a, depuis le 1er janvier 2014, placé ses métadonnées descriptives (données bibliographiques et d'autorité) sous la « licence ouverte » de l'État préconisée par la mission Etalab, dont la dernière version en vigueur figure à l'adresse suivante : <https://www.etalab.gouv.fr/wp-content/uploads/2017/04/ETALAB-Licence-Ouverte-v2.0.pdf>

Les Parties s'entendent pour adopter cette licence ouverte pour les métadonnées correspondant aux documents mis en ligne sur les sites Internet de la BnF et notamment Gallica (site web et application mobile) et sur Gallica intramuros.

Le Partenaire autorise la BnF à permettre le référencement des métadonnées, sous la licence ouverte Etalab ou d'autres licences permettant toute utilisation non commerciale ou commerciale des métadonnées (notamment la licence CC0), par des bibliothèques numériques françaises, européennes et internationales auxquelles la BnF participe et par tout moteur de recherche généraliste ou spécialisé.

### **Diffusion des fichiers numériques**

Le Partenaire autorise la BnF, à titre gracieux et non exclusif, à :

- diffuser gratuitement les fichiers numériques issus de ses collections dans le Domaine public ou dont les droits de diffusion libre et gratuite ont été préalablement négociés :
  - o dans ses emprises et sur ses sites internet, notamment sur Gallica et Gallica intramuros,
  - o sur les sites en technologie Gallica marque blanche des partenaires du réseau de coopération de la BnF,
  - o sur tout site internet utilisant les outils d'export offerts sur Gallica et les sites en marque blanche des partenaires de la BnF : lecteur exportable, vignette exportable, protocole d'interopérabilité IIIF, etc.
- mettre gratuitement ses fichiers numériques à disposition des partenaires de la BnF à visée éducative et de recherche.

La BnF s'engage à accompagner chaque document mis en ligne sur Gallica, Gallica intramuros et sur tout autre site interopérable avec Gallica, d'une mention de provenance identifiant le Partenaire.

La BnF ne pourra être tenue responsable des anomalies de diffusion issues des défauts de qualité des documents numériques transmis par le Partenaire et des lacunes observées sur le produit de la mise en ligne.

La BnF se réserve le droit de refuser la mise en ligne de documents numériques pour lesquels la mise en conformité des standards s'avèrerait impossible (tant au niveau des métadonnées que des fichiers numériques).

## **ARTICLE 6. CONSERVATION DES DOCUMENTS**

Dans le cadre de la présente Convention et pour l'ensemble de sa durée, la BnF assure la diffusion des documents du Partenaire sur les sites mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leur stockage.

Cette sauvegarde ne constitue cependant pas un service de tiers archivage, la BnF n'ayant aucune obligation de sauvegarde pérenne des documents du Partenaire, nonobstant la possibilité pour le Partenaire de demander à la BnF la remise d'une copie de ses documents conformément, aux articles 3 et 11 des présentes.

## **ARTICLE 7. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE SUR LES DOCUMENTS**

Le Partenaire garantit que les fichiers numériques issus de ses collections ne contiennent que des œuvres dans le Domaine public ou des œuvres dont les droits de diffusion libre et gratuite ont été préalablement négociés.

Le Partenaire garantit la BnF contre tout recours de titulaires de droits sur les documents mis en ligne, au titre de la propriété intellectuelle ou d'un droit quelconque.

## **ARTICLE 8. SIGNALEMENT DES DOCUMENTS PRESENTANT UN RISQUE JURIDIQUE**

Le Partenaire s'engage à signaler à la BnF les documents qui pourraient présenter un risque sur le plan juridique (droits de la propriété intellectuelle, droit à l'image, protection de la vie privée, droit des données personnelles, etc.).

La BnF procédera, le cas échéant, au retrait de Gallica et sur tout autre site de la BnF des documents signalés.

## **ARTICLE 9. EXCLUSIVITE**

La présente Convention ne génère aucune exclusivité pour les Parties.

Le Partenaire conserve le droit de recourir à d'autres partenaires ou prestataires pour la diffusion de tout ou partie de ses collections numérisées.

## **ARTICLE 10. DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION**

La présente Convention prend effet à compter de sa date de signature par la dernière des Parties et pour une durée de trente-six mois.

Sa prorogation donnera lieu à un nouvel accord entre les Parties.

Les conditions de diffusion des données numériques stipulées à l'article 5 perdureront sans limitation de durée.

## **ARTICLE 11. RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des Parties, de l'une des obligations prévues aux articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet pendant un délai de 15 (quinze) jours sans préjudice des dommages et intérêts dus en réparation de préjudices pouvant résulter de la défaillance à l'origine de la rupture.

En cas de rupture ou de non prorogation de la présente Convention :

- Le Partenaire peut demander une copie des documents fournis initialement et contenant les transformations et enrichissements réalisés, le cas échéant, par la BnF dans le cadre du projet. Cette prestation fera l'objet d'une tarification spécifique.
- La BnF garde le droit de conserver les documents fournis par le Partenaire dans son Système d'Information et de les diffuser sur Gallica et sur toute autre plateforme interopérable avec Gallica, selon les mêmes conditions que ses propres collections numériques patrimoniales.
- La BnF garde le droit de conserver les métadonnées afférentes aux documents fournis par le Partenaire et de les diffuser conformément à l'article 5 des présentes.

## **ARTICLE 12. FORCE MAJEURE**

La responsabilité des Parties ne pourra être engagée si un événement de force majeure rend impossible l'exécution d'une ou plusieurs obligations stipulées par la présente Convention.

Revêt le caractère de force majeure, tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la volonté de l'une des Parties, tel que la guerre, l'émeute, les inondations, les catastrophes naturelles, cette liste n'étant pas limitative.

Si un tel événement empêche le Partenaire et/ou la BnF d'exécuter tout ou partie de ses/leurs obligations, les Parties ne seront plus tenues d'exécuter aucune de leurs obligations et aucune indemnité ne sera due par l'une ou l'autre des Parties.

### **ARTICLE 13. LITIGES**

Tout litige qui ne pourrait être résolu de manière amiable sera porté devant les Tribunaux compétents.

Fait à Paris, le  
En deux exemplaires originaux.

Pour la Bibliothèque nationale de France,

Pour le Partenaire,

la Présidente,

le Président du Conseil départemental  
de la Dordogne,

Laurence ENGEL

Germinal PEIRO

**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.61**

**Attribution de prêts d'honneur aux étudiants de l'enseignement supérieur  
4ème répartition.  
Année scolaire 2023-2024.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Claudine FAURE donne pouvoir à Alain OLLIVIER, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU donne pouvoir à Olivier CHABREYROU, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Raphaëlle LAFAYE, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 37

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 4

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.61

Attribution de prêts d'honneur aux étudiants de l'enseignement supérieur  
4ème répartition.  
Année scolaire 2023-2024.

Section : Investissement	DEPENSES
Imputation : 923 // 2744.1 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	100 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194797 1	4 000,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	82 000,00€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-17 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ACCORDE** au chapitre 923, nature 2744.1, les prêts d'honneur suivants :

- **2.000 €** à un étudiant régulièrement domicilié en Dordogne, actuellement étudiant à l'Institut Régional du Travail Social Nouvelle-Aquitaine à TALENCE, conformément au tableau ci-annexé ;
- **2.000 €** à un étudiant régulièrement domicilié en Dordogne, actuellement étudiant en 1<sup>ère</sup> année de Licence de Droit à l'Institut de Droit et Economie de PERIGUEUX, conformément au tableau ci-annexé.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:42:01  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE



**COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DORDOGNE**

**RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023**

**DÉLIBÉRATION N° 23.CP.IX.62**

**Attribution de Bourses ERASMUS 24.**

**Année scolaire 2023-2024.**

**1er contingent.**

DATE DE LA CONVOCATION : 10/11/2023

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Germinal PEIRO

PRÉSENTS : Régine ANGLARD, Francine BOURRA, Dominique BOUSQUET, Carline CAPPELLE, Olivier CHABREYROU, Véronique CHABREYROU, Sylvie CHEVALLIER, Thierry CIPIERRE, Christel DEFOULNY, Stéphane DOBBELS, Marie-Laure FAURE, Stéphane FAYOL, Isabelle HYVOZ, Cécile LABARTHE, Patricia LAFON-GAUTHIER, Jean-Michel MAGNE, Laurent MOSSION, Juliette NEVERS, Alain OLLIVIER, Germinal PEIRO, Jacques RANOUX, Christophe ROUSSEAU, Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS AVEC POUVOIR : Didier BAZINET donne pouvoir à Jean-Michel MAGNE, Catherine BEZAC-GONTHIER donne pouvoir à Véronique CHABREYROU, Christelle DRUILLLOLE donne pouvoir à Stéphane DOBBELS, Pascal BOURDEAU donne pouvoir à Juliette NEVERS, Frédéric DELMARES donne pouvoir à Cécile LABARTHE, Corinne DUCROCQ donne pouvoir à Carline CAPPELLE, Claudine FAURE donne pouvoir à Alain OLLIVIER, Fabienne LAGOUBIE donne pouvoir à Sylvie CHEVALLIER, Michel LAJUGIE donne pouvoir à Régine ANGLARD, Bruno LAMONERIE donne pouvoir à Germinal PEIRO, Marie-Lise MARSAT donne pouvoir à Patricia LAFON-GAUTHIER, Serge MERILLOU donne pouvoir à Jacques RANOUX, Jean-Michel SAUTREAU donne pouvoir à Olivier CHABREYROU, Benoît SECRESTAT donne pouvoir à Mireille VOLPATO

ABSENTS EXCUSÉS SANS POUVOIR : Jacques AUZOU, Raphaëlle LAFAYE, Christian TEILLAC, Marie-Claude VARAILLAS.

RAPPORTEUR : Stéphane DOBBELS

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ**

Pour : 37

Contre : 0

Abstention : 0

Non-participation : 0

Excusés sans pouvoir : 4



COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL  
DE LA DORDOGNE

RÉUNION DU 20 NOVEMBRE 2023

N° 23.CP.IX.62

Attribution de Bourses ERASMUS 24.  
Année scolaire 2023-2024.  
1er contingent.

Section : Fonctionnement	DEPENSES
Imputation : 932 / 23 / 65131.2 / 0 / 0 /	
Crédits de paiement votés	22 000,00€
Décision : Engagement CP N° : 2023 CP 194800 1	788,00€
Crédits de paiement disponibles après la Com.Perm <sup>te</sup> :	20 014,50€

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil départemental n° 21-226 du 1<sup>er</sup> juillet 2021,

VU la délibération du Conseil départemental n° 16-282 du 23 juin 2016,

VU la délibération du Conseil départemental n° 23-17 du 23 février 2023,

VU le rapport présenté par M. le Président du Conseil départemental,

**LA COMMISSION PERMANENTE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**ACCORDE** les aides financières au titre des Bourses ERASMUS 24, conformément à la liste ci-annexée, pour un montant total de **1.576 €**, sur le chapitre 932, article fonctionnel 23, nature 65131.2 dont le premier versement s'élèvera à **788 €**.

**VALIDE** la liste des étudiants bénéficiaires ci-annexée.

Signé numériquement  
A : PERIGUEUX (24000),  
Le : 22/11/2023 à 11:42:01  
Département de la Dordo  
Vice-président du Conseil  
départemental  
Bruno LAMONERIE

